MAIRIE DE PARIS

N° 7-8 - Jeudi 25 septembre 2008
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 7 et mardi 8 juillet 2008

http://www.paris.fr

Abonnement annuel : 10,80 euros. Prix au numéro : 1 euro. Les paiements sont effectuées par chèque bancaire ou postal à l'ordre du TRESOR PUBLIC et adressés à la "Régie de la Caisse intérieure - Service des Publications administratives - Bureau 262 - 4, rue de Lobau - 75196 Paris cedex 04". Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, prière de joindre la dernière étiquette d'abonnement.
Jouve, 11, boulevard de Sébastopol 75001 Paris *ISSN 0151-8291*

La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Hélène BIDARD, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Libération de Mme Ingrid BETANCOURT.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, c'est avec une profonde joie et un immense soulagement que nous avons appris la libération d'Ingrid BETANCOURT.

Au nom de Paris, je veux redire, comme j'ai pu le faire vendredi soir avec vous tous d'ailleurs, à elle comme à tous les siens et d'abord à ses enfants Mélanie et Lorenzo, notre affection et notre admiration.

Cet heureux dénouement livre un enseignement essentiel. Nul ne doit jamais renoncer au combat pour la liberté.

Disant cela, je pense notamment à notre compatriote Guilad SHALIT détenu par le Hamas depuis plus de deux ans. A ses proches, je veux dire la solidarité, la vigilance et l'amitié de Paris.

Comme un symbole de cette quête permanente, Paris accueille ce matin une autre combattante de la liberté, une autre femme d'honneur.

Hommages à Mme Taslima NASREEN.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Taslima NASREEN, si Paris vous rend aujourd'hui hommage, c'est parce que vous portez des valeurs sans lesquelles la vie perd son sens : le droit de penser en dehors de toute contrainte, le droit de ne croire que ce que l'on veut, le droit à l'indifférence, le droit même à l'irrévérence.

Vous êtes d'un courage exemplaire. Alors que vous auriez pu vivre simplement, à l'abri des dangers, en exerçant votre profession de gynécologue à l'hôpital public, vous avez choisi, depuis 1994, de dénoncer l'oppression de l'intégrisme en Inde et au Bangladesh.

Pour sauver votre vie et celle de votre famille, vous avez été contrainte d'abandonner votre métier, puis de quitter votre pays.

Vous avez donc été chassée de chez vous parce que vous vous êtes élevée contre l'inhumanité du fanatisme.

Eh bien, chère Madame, vous êtes ici chez vous, dans la ville où il fut proclamé que les hommes naissent et demeurent libres et égaux, et que nul ne peut être condamné pour ses opinions.

Je proposerai tout à l'heure au Conseil de Paris de faire de vous une citoyenne d'honneur de notre Ville et je tiens à remercier tous les groupes de la majorité et de l'opposition de notre Assemblée de s'être associés à cette démarche.

A l'image d'une autre citoyenne d'honneur de la Ville de Paris, Ingrid BETANCOURT, vous avez décidé de ne jamais vous résigner et notamment à ce que les femmes puissent avoir à souffrir d'être femmes. "Un destin de femme", "Femmes, manifestez-vous !" : ce sont les titres de deux de vos ouvrages, c'est aussi l'appel que lance votre vie exemplaire. Dans un monde où la force tente inexorablement de venir à bout de ce qui lui résiste, le combat pour le droit des femmes illustre une certaine conception de l'humanité.

Votre cause, chère Taslima NASREEN, est celle de Paris, parce qu'elle est universelle.

Vous êtes la voix de la conscience, vous menez votre lutte avec le plus fier et le plus humble des instruments: votre plume, élégante et rebelle. Vous incarnez la femme libre et vous renvoyez ceux-là même qui vous persécutent à leur propre enfermement. Jamais, ils ne confisqueront votre liberté d'expression. Ils brûlent vos livres mais vos mots sont posés, à jamais.

Citoyenne de cette ville, vous le serez toujours et Paris sera votre refuge. Notre Assemblée est fière d'accueillir une véritable humaniste, un écrivain de cœur et de raison qui fait honneur aux femmes et à la conscience humaine.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

Adoption d'un compte rendu.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, pardonnez-moi de vous ramener à quelque chose de plus administratif, mais le compte rendu sommaire de la séance du lundi 16 juin 2008 a été affiché.

Y a-t-il des observations sur ce document ?

Il n'y en a pas.

Il est donc adopté.

Discussion budgétaire commune Ville et Département. 2008, DF 52 - Rapport de présentation du budget supplémentaire de 2008.
2008, DF 35 - Budget supplémentaire d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2008. 1° - Budget d'investissement.
2° - Budget de fonctionnement.
2008, DF 37 - Individualisation des autorisations de programme votées au budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2008.
2008, DF 36 - Budget supplémentaire des états spéciaux des arrondissements pour 2008. - Adoption des états spéciaux d'arrondissement et ventilation des dépenses par chapitre et par nature.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous allons donc passer maintenant à l'examen du budget supplémentaire.

Mes chers collègues, le budget supplémentaire que nous examinons ce matin s'inscrit logiquement dans la ligne définie par le budget primitif. Je précise bien qu'il s'agit d'une modification du Budget 2008 et non d'une préfiguration du Budget 2009.

Depuis sept ans, nous nous imposons une règle scrupuleusement respectée à nouveau cette année. Il n'y a pour Paris qu'un seul budget, c'est celui que notre Assemblée vote au mois de décembre. Cette cohérence est indispensable à trois titres :

- c'est un impératif démocratique, puisque cela garantit aux Parisiens une visibilité sur l'usage qui est fait de leurs impôts ;

- c'est une exigence politique qui permet aux groupes du Conseil de savoir à quoi s'en tenir lorsqu'ils votent le budget annuel ;

- c'est une invitation à l'efficacité pour l'administration et les services de Paris qui peuvent mettre en œuvre de façon ordonnée les décisions votées ici.

Mais d'abord, mes chers collègues, une bonne nouvelle et un regret.

La bonne nouvelle c'est que nous avons 345 millions d'euros de recettes et, au-delà des 302 millions d'excédent de l'exercice 2007, je vois un motif particulier de satisfaction dans les 9 millions dégagés au titre de la taxe professionnelle, car c'est le signe d'un vrai dynamisme économique.

J'ajoute que ces progressions de recettes ont été obtenues dans le strict respect de l'engagement qui avait été pris en 2001, consistant à ne pas augmenter les taux de la fiscalité.

Le regret, c'est de ne pouvoir inscrire à ce budget supplémentaire les 200 millions d'euros cumulés que l'Etat doit à Paris. Voilà maintenant cinq ans que je formule cette demande et je le ferai d'année en année, jusqu'à ce que les Parisiens obtiennent leur droit. Ce n'est pas un privilège que nous demandons : la compensation des dépenses transférées est un principe constitutionnel dont nul ne devrait s'exonérer.

Pour le reste, vous l'aurez constaté, les dépenses de fonctionnement augmentent, à la marge, de 37 millions d'euros. En matière d'investissements, ce sont 302 millions d'euros qui sont prévus, ce qui porte à 1,8 milliard les engagements ouverts en 2008.

Nous nous inscrivons donc dans la dynamique impulsée depuis 2001 qui repose sur un investissement massif, destiné à faire entrer notre Capitale dans la compétition mondiale des métropoles, avec le souci de la justice à l'égard de tous ses habitants.

Car une ville en mouvement, c'est une cité non seulement dynamique mais solidaire.

Ainsi 4,1 millions d'euros supplémentaires sont affectés à l'aide sociale à l'enfance, 300.000 euros au renforcement de l'accueil dans les centres sociaux et 2 millions à l'allocation personnalisée d'autonomie.

La solidarité passe aussi par le logement. Plus de 30.000 logements sociaux ont été financés entre 2001 et 2008, et l'effort sera plus important encore dans le mandat qui débute. Je vous l'ai dit, nous financerons 40.000 logements sociaux d'ici à 2014, ce qui nous permettra d'atteindre avec six ans d'avance l'objectif de la loi SRU.

Et sur ce sujet précisément, 154 millions d'euros sont inscrits dans ce Budget supplémentaire. Car pouvoir se loger, c'est un droit et notre Municipalité doit contribuer dans toute la mesure de ses moyens à ce que ce droit devienne réalité.

Toujours dans le but d'améliorer la vie quotidienne des Parisiens nous vous proposons 68 millions d'euros supplémentaires pour l'acquisition des terrains indispensables au futur aménagement urbain. Je m'y suis engagé devant vous lorsque vous m'avez renouvelé votre confiance le 21 mars dernier : dans six ans, Paris aura changé.

10 % du territoire parisien ont déjà fait, lors du dernier mandat, l'objet d'une opération d'urbanisme mais nous continuons. Et dans le Budget supplémentaire qui vous est soumis, ce sont 9,75 millions d'euros qui sont prévus pour l'aménagement des Halles, 1,3 pour la Z.A.C. "Pajol" et 3,5 millions pour la caserne Napoléon dans le 4e arrondissement. D'autres opérations de rénovation méritent également d'être signalées, comme celle qui est à venir sur le bâtiment du Patronage laïc dans le 15e arrondissement pour 3,8 millions d'euros.

Et parce que le cadre de vie des Parisiens, c'est aussi et peut-être d'abord celui des enfants, notre budget supplémentaire intensifie l'effort pour la création de places en crèches, notamment à travers le recrutement de personnel qualifié.

Ce sont 258 emplois qui seront ainsi créés dans le secteur de la Petite enfance. Nous consacrerons en outre sept millions d'euros de plus à l'entretien de nos collèges et de nos lycées et 2,4 millions d'euros à nos écoles primaires. Nous prévoyons par ailleurs un complément de crédit pour ce qu'il est permis d'appeler une cause : l'initiation des enfants à la citoyenneté et à la lutte contre les discriminations. Dans ce cadre, un certain nombre d'événements seront programmés, notamment à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King.

Paris, Ville accueillante et généreuse pour ses habitants, devra aussi innover pour sa vitalité économique, pour son rayonnement intellectuel et pour son attractivité internationale. 2,5 millions d'euros sont inscrits pour le soutien aux pôles de compétitivité et nous prévoyons une nouvelle subvention de 75.000 euros pour l'extension de l'Incubateur Télécom qui, je vous le rappelle, représente un total de 123 projets incubés et de plus de mille emplois créés.

Dans le même temps, nous lançons le financement des études de préfiguration de la future agence de l'innovation, qui devra coordonner la mise en œuvre des projets qui permettront à notre capitale d'affronter notre nouvelle frontière : l'économie de la connaissance.

Et puis, je l'ai dit, et ce budget supplémentaire en est à nouveau l'illustration, nous ferons tout ce qui dépend de nous pour la sécurité des Parisiens.

Ainsi, la participation de la Ville au budget de la Préfecture de police augmente de 1,4 million d'euros.

Je tiens à dire ma vive préoccupation devant le développement du phénomène des bandes organisées qui se répandent dans Paris. Je dois d'ailleurs, à ce sujet, rappeler une chose simple : la sécurité dans la Capitale est une responsabilité de l'Etat.

Nous coopérons bien entendu et très efficacement avec la Préfecture de police, mais comme je l'ai à nouveau écrit il y a quelques jours à Mme la Ministre de l'Intérieur, sur ce sujet c'est au Gouvernement de proposer et d'abord de tenir ses engagements.

M. le Préfet de police m'a informé il y a près d'un an de l'intention du Ministère de l'Intérieur d'équiper la Capitale d'un millier de nouvelles caméras de surveillance. Aussitôt, je lui ai fait part de mon accord de principe. Mais nous attendons que nous soit communiqué ce plan de déploiement de la vidéosurveillance dans Paris. Vous le voyez, nous sommes des partenaires loyaux des initiatives de l'Etat pour la sécurité des Parisiens bien sûr, encore faut-il que ces initiatives existent et qu'elles nous soient présentées.

Mes chers collègues, ce budget supplémentaire exprime une constance dans le sens le plus exigeant du terme. C'est en effet une assemblée nouvellement élue qui conduit le dernier débat budgétaire lié à la précédente mandature.

Tout en poursuivant nous innovons.

Et je compte bien sûr sur la rigueur et l'efficacité de Bernard GAUDILLÈRE qui continuera à mettre ses qualités au service de Paris.

Je compte sur l'énergie de chacun d'entre vous pour aborder maintenant ensemble un nouveau temps démocratique de l'histoire de notre Ville.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Conseillers de Paris.

Je serai, en ce qui concerne la décision modificative n° 1 du budget supplémentaire, particulièrement rapide et concis.

En effet, la présente décision modificative ne me paraît pas soulever de question de principe ni d'enjeu de premier ordre dans la conception que vous avez dites : le grand moment est celui du budget primitif de la Ville.

Comme chaque année, la DM1 intègre en section de fonctionnement les soldes dus par les autres contributeurs au titre de 2007 résultant du compte administratif qui a été examiné lors de la dernière séance. Il s'élève cette année à 21,7 millions d'euros.

En section d'investissement, l'inscription des reports de crédits non consommés et l'ajustement de la dotation aux amortissements en fonction des acquisitions de l'an dernier, la somme est relativement importante, j'y reviendrai, puisqu'elle est de huit millions.

Je vous avais expliqué au cours de la discussion sur le compte administratif quelle en était la raison. Elle est essentiellement liée à l'opération de Masséna dont la procédure d'appel d'offres a dû être reprise.

Outre ces éléments habituels, la décision modificative comprend une participation financière de 1,44 million d'euros, comme vous venez de l'indiquer, Monsieur le Maire, qui sont dus essentiellement à des revalorisations du point d'indice de la fonction publique : plus 0,5 en mars 2008 et plus 0,3 en octobre prochain, de même qu'aux augmentations du SMIC qui sont intervenues le 1er mai et le 1er juillet dernier.

Par ailleurs, ont été appliquées à la P.P. les mesures nationales en faveur du logement, à savoir le relèvement de 0,20 % de la cotisation due par les employeurs publics au fond national d'aide au logement.

Enfin, cette décision modificative répartit le résultat cumulé du dernier exercice : 0,17 million d'euros affectés en fonctionnement à une opération à laquelle j'étais personnellement très attaché en découvrant la maison Préfecture de police. Il s'agit de chèques vacances aux profits des agents de l'administration parisienne.

J'avais trouvé pour ma part choquant que certains de nos personnels les moins bien lotis ne puissent pas envoyer leurs enfants en colonie de vacances. Je vous remercie d'avoir accepté de faire bénéficier les enfants de la Préfecture de police de ces mesures sociales de chèques vacances.

De plus, comme je l'ai indiqué, huit millions d'euros reportés en investissement seront consacrés essentiellement à la modernisation des systèmes informatiques.

Voilà, Monsieur le Maire, sur la partie technique, mais comme vous avez évoqué des questions d'ampleur un peu plus large, je me m'efforcerai d'y répondre.

S'agissant de la sécurité des Parisiens, l'Etat est effectivement, comme sur l'ensemble du territoire national, compétent pour assurer la sécurité de nos concitoyens. J'ai eu l'occasion, peut-être un peu longuement, de dire très récemment encore que les choses se passent plutôt bien à Paris, et j'ai le plaisir de vous annoncer que la délinquance a baissé de 5 % au mois de juin par rapport à l'année dernière et que depuis un an la délinquance a baissé de 4,6 %.

Je crois que les résultats globaux sont tout à fait satisfaisants lorsque l'on sait par ailleurs que la délinquance de proximité, l'ancienne délinquance de voie publique a elle baissé d'environ 10 %.

Le taux d'élucidation qui était de 15,5 % en 2001 est aujourd'hui de 37 % à Paris. Voilà sur les chiffres globaux.

Mais ne nous arrêtons pas là. Il y a dans cette Ville des difficultés que j'ai eu l'occasion d'évoquer. Il existe le problème de la drogue et j'aurais l'occasion, puisque vous l'avez souhaité avec M Georges SARRE, de faire un bilan du plan Drogue. Il y a le phénomène des bandes, qu'il ne faut peut-être pas surévaluer mais qui existe.

A l'occasion des événements qui s'étaient produits au cours de l'été dernier, Mme le ministre de l'Intérieur m'a chargé par circulaire du 4 octobre d'une démarche régionale. En effet, très souvent - les événements du Champs de Mars sur lequel je crois que nous serons interrogés cet après-midi le confirment -, montrent que les bandes ne sont pas toujours originaires de Paris et que cela suppose donc un travail au niveau de la plaque urbaine.

Il y a ensuite le dossier de la vidéo-protection. Sur ce dossier je ne pense pas que l'Etat, contrairement à ce que j'ai lu dans la presse, soit en retard.

Comme vous avez bien voulu l'indiquer, Monsieur le Maire, lors de ma première prise de parole en Conseil de Paris, j'avais signalé le fait que Paris ne me semble pas suréquipée en la matière, pour employer une litote.

En conséquence de quoi nous avons repris une idée évoquée au moment de la candidature des Jeux Olympiques, pour le traduire dans le projet "1.000 caméras". Je rappelle qu'il existe déjà 300 caméras utilisées actuellement par la Préfecture de police. Au-delà, nous n'avons pas été inactifs depuis un an : nous avons complété l'accès aux images des 9.500 caméras de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. ainsi qu'un certain nombre d'autres systèmes de vidéo-protection.

S'agissant de nos rapports avec la Ville, j'ai fait travailler les services de la Préfecture de police. Cette initiative existe, Monsieur le Maire, puisque dès notre première rencontre après votre réélection, je vous ai dit que c'était un projet sur lequel l'Etat s'engagerait. Vous avez bien voulu me confirmer votre accord et je vous ai écrit la semaine dernière à nouveau pour vous proposer la mise en place d'un comité et d'une charte d'éthique.

Nous aurons l'occasion, car certains élus l'avaient demandé, de transmettre le projet d'implantation de ces caméras. Je crois donc qu'il n'y a aucun retard. Je peux vous assurer que nous sommes déterminés à travailler pour le développement de la vidéo protection. Je crois qu'il faut le faire dans le respect des équilibres qui sont ceux de notre pays, c'est-à-dire la protection des libertés, qu'il faut définir une doctrine opérationnelle d'exploitation. Tout ceci exige qu'il faille un certain temps pour préparer le travail, car n'il s'agit pas de faire n'importe quoi, justement, pour protéger les libertés, mais je peux vous assurer que l'Etat tiendra ses promesses.

M. le Président de la République lui-même, ému par les événements du Champs de Mars, a eu l'occasion de nous le rappeler très récemment, et Mme le Ministre de l'Intérieur, comme vous l'avez indiqué, vous a écrit pour vous exprimer notre disponibilité pour travailler sur la vidéo protection, comme sur l'ensemble de la problématique sécurité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur le Préfet de police.

Il y a des questions qu'il faut aborder sereinement et donc, notre propos, à vous et à moi ce matin, démontre bien que ce n'est pas la Ville de Paris qui a pris quelque retard en la matière et que nous avançons normalement. Il n'y a pas matière à des polémiques politiciennes sur ce sujet.

M. LE PREFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, il est sans doute inconvenant de prendre la parole après vous, mais je vous signale que l'Etat n'a pas non plus de retard.

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'adore les dialogues.

M. LE PREFET DE POLICE. - Moi aussi, Monsieur le Maire. Il n'y a absolument aucun retard.

Dans ce secteur de la sécurité, il faut beaucoup de sérénité. Il y a beaucoup de travail à faire. J'ai rappelle le contexte global de l'évolution de la délinquance à Paris. Je crois qu'il y a aussi la problématique de la plaque urbaine, à laquelle je suis pour ma part attaché, et j'y travaille.

Sur la vidéo-protection, il y a l'engagement de l'Etat, il y a d'autre part le vôtre et je crois que nous allons aboutir. Néanmoins, je ne pense pas qu'il faille considérer que les uns ou les autres ont pris du retard. C'est un travail à construire et nous irons le plus vite possible.

Soyons honnêtes, je n'ai pas voulu, pour ma part, m'immiscer dans la campagne électorale. Ce n'est pas le rôle de la Préfecture de police et je crois, si peut-être on peut considérer qu'il y a eu ce que certains constatent comme un retard, il est dû au fait qu'il y avait des travaux à conduire, d'information et de préparation. Mais, au stade où en est l'Etat, nous avons maintenant une carte, arrondissement par arrondissement, concernant toutes la problématique de la vidéo protection. Cela concerne la circulation - c'est un thème qui nous préoccupe -, l'ordre public, et, pour la première fois, la lutte contre la délinquance, puisque le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui ne l'intégrait pas.

Monsieur le Maire, c'est pour cela que je considère que nous ne sommes pas, côté Etat, en retard. Par ailleurs, il y a néanmoins des compétences qui sont davantage celles de la Ville sur les parcs et jardins, puisque "l'affaire" ou le débat s'est réactivé - et cela est bien, parce que cela permet le dialogue -, sur les Buttes-Chaumont et le Champ de Mars, des aspects donc qui concernent davantage la Ville, mais sur lesquels nous sommes en soutien.

C'est la raison pour laquelle je disais que nous avons beaucoup travaillé avec la R.A.T.P. et la S.N.C.F. Car, à l'image de ce que nous allons faire avec la Ville, il y a la possibilité d'utiliser la vidéo-protection d'autres partenaires, y compris au-delà de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F., que l'on cite toujours. J'espère vous convaincre, Monsieur le Maire, tout le Conseil de Paris, que nous ne sommes pas bras ballants côté Etat. Nous avons pris des contacts avec les commerçants et leurs organisations du secteur Haussmann, avec le secteur des halles, puisque, selon une formule que vous reprenez souvent, la sécurité est une coproduction. Même si la coproduction ne doit pas occulter les responsabilités qui sont les responsabilités de l'Etat, et donc de la Préfecture de police.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur le Préfet, tout va bien.

D'autant qu'il n'est ni de votre fait, ni du mien, qu'il y ait eu des propos inexacts tenus, mais ce n'est pas grave. Vous êtes en charge de cela et vous avez le concours de la Ville de Paris pour le faire, voilà. Quant au reste, mettons cela sur le compte d'une information insuffisante.

La parole est maintenant à M. Ian BROSSAT, président du groupe communiste.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, chers collègues, le contexte national de ce premier trimestre 2008 suscite de nombreuses inquiétudes. La politique économique de l'Etat défait les mécanismes de redistribution ; la politique sociale régresse.

Dans ce contexte, nous examinons le premier budget supplémentaire de la mandature, marqué par quelques ajustements du budget primitif, mais aussi par quelques modifications majeures. Je pense en particulier à la subvention au C.R.E.C.E.P. et à l'ouverture de 255 emplois dans le domaine de la petite enfance. Hormis ces modifications, qui portent évidemment à conséquence, et sur lesquelles nous reviendrons, dans ses grandes lignes, la prévision budgétaire était juste, et nous constatons que chaque mois, comme l'a dit M. le Maire tout à l'heure, chaque mois s'additionnent les sommes que l'Etat devrait verser à la Ville et au Département de Paris pour compenser la décentralisation des compétences, sommes que l'Etat ne verse pas. L'Etat se défausse sur les collectivités dans de nombreux domaines, dernièrement avec le service minimum dans les écoles. Au niveau de la décentralisation, le RMI est à ce jour le plus emblématique : nous comptons toujours 200 millions d'euros cumulés que l'Etat doit aux contribuables parisiens. Pour le seul R.M.I., la somme due il y a un an était de 82 millions d'euros et nous avons atteint depuis les 100 millions.

A côté de ces absences de transferts financiers, l'Etat n'assume pas non plus les responsabilités qui lui incombent. Les charges qui reposent sur les Collectivités territoriales s'alourdissent ainsi considérablement et creusent les écarts entre les territoires.

Dans ce contexte, notre action doit permettre de faire de Paris un pôle de résistance aux politiques inégalitaires de la droite. Avec ce budget supplémentaire, notre investissement s'élèvera à 1,8 milliard pour l'année 2008. Faire de Paris un pôle de résistance à la droite, Monsieur le Maire l'a dit tout à l'heure et j'insiste, c'est d'abord faire le choix du logement social.

194 millions d'euros abondent le compte foncier, dont 126 millions pour le logement social. Nous devrons encore poursuivre cet effort en faveur de l'offre de logements, de l'amélioration des conditions de l'habitat et nous débattrons d'ailleurs en ce sens demain de la création d'immeubles de hauteur.

Faire de Paris un pôle de résistance à la droite, c'est aussi faire le choix de services et d'équipements publics, alors qu'au niveau national, la Droite brise les solidarités. Il y a un enjeu considérable pour notre Ville à renforcer la place des équipements et des services publics. A ce titre, je tiens à noter que lors de cette séance, nous voterons le financement d'aménagements pour l'accessibilité des personnes handicapées aux équipements publics, et je m'en félicite.

Faire de Paris un pôle de résistance à la droite, c'est encore faire le choix de la culture. A l'heure où le Gouvernement cherche à museler la télévision publique, il n'est pas neutre, à Paris, que nous aidions les télévisions associatives.

A l'heure où le Gouvernement met la culture à la diète, il n'est pas neutre non plus que nous fassions le choix d'investir dans des équipements emblématiques tels que le 104 et la Maison des Métallos. C'est bien ainsi que nous contribuons à faire de Paris un espace de solidarité et une ville pour tous.

Je souhaiterais, dans le même temps, au nom des élus communistes, exprimer une préoccupation majeure en matière de fonctionnement.

Cette préoccupation concerne les personnels de la Ville. Ils font vivre nos équipements et nos services. Sans eux, nous le savons, rien n'est possible, et cette prise en compte sera la condition de réussite de la mandature à venir. Nous allons créer de nouveaux équipements, je l'ai dit tout à l'heure, dans les six ans qui viennent, tant mieux !

Pour les animer, nous avons besoin de personnel. Je n'ai pas besoin de le rappeler, ce début de mandature a été agité par un certain nombre de mouvements sociaux ; les personnels des crèches dont je parlais tout à l'heure, les travailleurs sociaux, à présent les personnels de la propreté.

A l'appui de ce budget supplémentaire, 255 emplois vont être ouverts dans les structures de la petite enfance suite à la mobilisation des personnels. Je crois que nous devrons, dans les années qui viennent, créer les emplois dont notre collectivité a besoin, non seulement pour ces personnels eux-mêmes qui parfois exercent leur travail dans des conditions difficiles, mais surtout pour répondre aux aspirations des Parisiennes et des Parisiens.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est au Président du groupe U.M.P.P.A, M. Jean-François LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues.

Je vais juste m'inviter quelques instants au dialogue particulièrement riche que vous avez initié avec le Préfet de Police.

Monsieur le Maire, nous avons écouté, avec beaucoup de satisfaction, une forme d'impatience chez vous de voir installée la vidéosurveillance. C'est un changement culturel profond puisque, Monsieur le Maire, ne serait-ce qu'en 2005, vous aviez en permanence refusé tous les voeux et toutes les initiatives de l'opposition pour justement engager une réflexion et mettre en place un plan de vidéosurveillance. Nous voyons-là avec beaucoup de satisfaction que vous souhaitez désormais que très vite l'Etat mette en place, vous l'avez dit en partenariat avec vous, ce dispositif et, vous vous en doutez, nous en réjouissons.

Mais revenons-en, Monsieur le Maire, à notre budget supplémentaire.

Certes, il ne constitue pas le moment fort de la vie budgétaire de la collectivité puisqu'il porte sur un peu plus de 4 % du budget primitif 2008, et qu'il demeure en quelque sorte un budget d'ajustement, mais pour autant nous ne sommes pas satisfaits.

En effet, Monsieur le Maire, vous ne créez toujours pas les conditions de la transparence et ce premier acte budgétaire de votre mandature, aussi limité soit-il, augure malheureusement d'une gestion dépensière pour les contribuables parisiens. Alors que cette communication fait état d'une soi-disant visibilité mise à la disposition des Parisiens, je constate qu'il n'en est rien et que la culture d'évaluation n'est toujours pas inscrite dans les priorités du management de la Municipalité.

Dois-je en déduire que ce qui est mis en oeuvre pour l'Etat, c'est-à-dire la révision générale des politiques publiques, n'inspire pas l'Exécutif municipal alors que, vous-même, vous exigez sans complexe du Ministère de l'Education nationale, le dispositif d'évaluation pour les stages de remise à niveau pour les élèves du CM1 et de CM2 pendant les vacances scolaires.

S'il est vrai qu'un audit général de la collectivité parisienne peut s'avérer lourd à mettre en place, plusieurs audits ciblés sur quelques domaines de l'action municipale tels que le logement et la propreté seraient bien utiles pour permettre à tous les Parisiens et notamment à l'opposition de disposer d'informations sur le travail accompli et surtout d'indicateurs fiables sur les projets en cours de réalisation.

Les Parisiens ne sont-ils pas, Monsieur le Maire, en droit de connaître enfin la réalité de la gestion de leur Ville et de l'utilisation de leurs impôts locaux ? Je vous demande à nouveau, Monsieur le Maire, ainsi que vous en avez pris l'engagement, dès 2002 lors du vote du budget, de créer une commission d'évaluation des politiques publiques chargée de rédiger un rapport annuel remis à tous les élus et de formuler des recommandations pour rendre plus efficace l'action municipale.

Mais revenons aux lacunes de ce budget supplémentaire, vous ne nous précisez pas le niveau de rentrée des droits de mutation et étant donné le tassement des transactions constaté à Paris, ainsi que le marché immobilier l'atteste, une mauvaise surprise, Monsieur le Maire, est-elle à craindre ?

Nous souhaiterions en savoir davantage sur les prévisions que vous faites en vue du budget 2009. Il serait également intéressant, à la suite de votre annonce d'augmentation des impôts locaux, d'en connaître enfin le pourcentage.

En outre, je note que l'argument omniprésent dans vos communications, vous l'avez encore rappelé tout à l'heure, du désengagement financier de l'Etat est contredit aujourd'hui par une dotation supplémentaire de 2,4 millions d'euros au titre de la D.G.F.

Deuxième point de mon intervention, Monsieur le Maire, vous êtes toujours et je le regrette, un Maire dépensier avec l'argent des Parisiens. Il semble, après le septennat 2001-2008, qui a vu les dépenses de fonctionnement augmenter de plus de 30 % alors que l'inflation n'a elle progressé que de 11 %, que vous n'en tiriez aucune conséquence. Apparemment vous semblez l'ignorer et vous avez voté au budget primitif 2008, un budget de fonctionnement en hausse de plus de 4 %, et ce budget supplémentaire confirme le cap de la hausse des dépenses.

Prenons l'exemple des personnels avec la création de 285 postes dont il est vrai que 255 concernent la petite enfance. Je suis stupéfait du manque patent d'information dans cette communication quant à ce plan de recrutement.

Quelles sont les conditions qui régissent l'accord intervenu entre les représentants de ces personnels et l'adjoint au maire compétent ? De quelle catégorie de personnels s'agit-il précisément ? Et quelle sera la clef de répartition de leur affectation dans les arrondissements et les établissements concernés ? De tout cela, Monsieur le Maire, nous ne savons rien.

Nous voyons bien que pour ce dossier, au coeur des priorités des Parisiens, là aussi une politique d'évaluation ou d'audit serait la bienvenue pour mesurer l'impact de ces mesures à partir d'un bilan clairement établi.

Je vous rappelle que de 2001 à 2008, près de 6.000 agents ont été recrutés mais pour quelles améliorations réelles du service public municipal?

L'exemple de la propreté est particulièrement révélateur après, il est vrai, une municipalisation renforcée lors de la précédente mandature et des résultats plus qu'inégaux dans beaucoup d'arrondissements.

Aujourd'hui, une privatisation est lancée pour certains arrondissements et cela dans la douleur sans qu'il en soit dit un mot dans la communication et surtout pour quels résultats concrets et vérifiables sur le terrain. Nous serons donc très vigilants sur la mise en place de ce dispositif, quelle que soit la finalisation de l'accord avec les personnels.

Je voudrais également évoquer les dotations supplémentaires au bénéfice d'équipement coûteux à entretenir et qui font exploser les dépenses de fonctionnement.

La "Gaieté Lyrique", + 10 millions d'euros ; la "Maison des Métallos", + 2 millions d'euros ; une "Villa des Arts" dans le 18e arrondissement, + 2 millions d'euros et au détour d'une phrase, on découvre l'annonce d'un nouvel équipement pour les arts du cirque et de la marionnette dans le 13e arrondissement alors que l'on ignore la localisation et le coût prévisionnel d'une telle opération.

Tout cela, Monsieur le Maire, n'est pas sérieux même pour l'impact limité d'un budget supplémentaire.

J'ajoute que le coût de la municipalisation de l'eau apparaît pour 6,2 millions d'euros afin de racheter la part des actionnaires minoritaires de la S.E.M Eau-de-Paris.

Le dossier eau, vous en conviendrez, mériterait également une mission d'évaluation de cette nouvelle politique quant aux conséquences financières pour les parisiens.

Il y a, Monsieur le Maire, un autre motif de regret de cette communication c'est le milliard, le fameux milliard qui reste introuvable, ce milliard destiné à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Si l'agence de l'innovation chère à M. MISSIKA se voit doter de 150.000 euros, le milliard annoncé d'une manière si tonitruante au Conseil de Paris du mois d'avril se fait vraiment désirer. Face à une telle légèreté, comment ne pas dénoncer le manque d'ambition de la politique municipale à quelques jours de la sélection des derniers projets universitaires pour le plan Campus, et ce n'est pas le courrier que vous avez cosigné à la hâte le 1er juillet dernier, adressé à Mme PÉCRESSE, qui donne une inflexion supplémentaire puisque vous l'avez cosigné avec les présidents de l'Université.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Co-signé avec qui M. le Président ?

Tous les présidents de l'Université.

M. Jean-François LAMOUR. - Je viens de compléter.

Mais il n'y a rien Monsieur le Maire, dans ce courrier. Vous le savez très bien, il n'y a aucune inflexion, aucun projet supplémentaire pour convaincre le jury indépendant qui se réunit dans quelques jours.

A cet égard, Monsieur le Maire, vous ne donnez dans cette communication aucun signe budgétaire fort de votre implication dans la réussite de ces projets universitaires et "a fortiori" pour le logement étudiant dont on sait que c'est une vraie problématique sur notre territoire.

Pour conclure, Monsieur le Maire, je dirai, dans cette communication, que ce budget supplémentaire ancre la municipalité dans une hausse inquiétante de son train de vie sans qu'aucun gage de performance et d'évaluation ne soit apporté aux contribuables parisiens.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme Marinette BACHE, Présidente du groupe M.R.C.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Le budget supplémentaire qui nous est soumis aujourd'hui permet logiquement d'ajuster le budget primitif voté en décembre 2007. Il a donc pour but, et nous en sommes satisfaits, le renforcement des priorités de la municipalité, notamment en matière de solidarité, en matière d'amélioration du cadre de vie et également en matière de rayonnement de notre Ville. Et ce sont des signes budgétaires forts.

Paris progresse grâce à une gestion rigoureuse et saine. Notre exigence a en effet permis 345 millions d'euros de recettes supplémentaires dont 302 millions d'euros grâce au report de l'excédent de 2007. Nous noterons que la taxe professionnelle a permis de dégager 9 millions d'euros de recettes supplémentaires. Il conviendra d'établir la partie due à l'augmentation de l'activité de notre Ville et celle liée à la pression mise, à juste titre, par la Ville de Paris sur les services fiscaux afin de permettre l'affectation correcte des valeurs locatives des locaux commerciaux.

Paris investit. Les investissements nouveaux représentent 302 millions d'euros, portant ainsi à 1 milliard 800 millions les engagements ouverts en 2008. Nous ne sommes pas surpris : ces modifications s'inscrivent pleinement dans la logique du budget primitif et de la politique conduite depuis 2001.

Ces investissements permettent notamment de donner vie à quatre priorités. Tout d'abord, la construction et la réhabilitation des logements sociaux. Les besoins en la matière, et là nous le constatons tous les jours dans nos permanences, dans nos arrondissements, croissent chaque jour. Nous tenons à saluer l'effort considérable de la municipalité qui permettra de tenir l'objectif des 40.000 logements sociaux nouveaux et celui de la réhabilitation de 80 % des logements insalubres.

La seconde priorité : les crèches. Là encore, la municipalité a fourni de gros efforts en rendant possible l'ouverture de 5.800 places supplémentaires tout en améliorant l'accueil et les services proposés, notamment en créant avec l'accord des personnels chargés de la Petite enfance 255 postes supplémentaires dans les crèches, renforçant ainsi le nombre d'agents auprès des enfants.

Permettez-moi également de me réjouir de la création d'une nouvelle crèche dans le 20e arrondissement de l'Est parisien qui en a besoin, ne serait-ce que pour rattraper le retard d'années de gestion de droite.

Le troisième point essentiel à nos yeux est l'investissement de la municipalité en termes de solidarité. Nous le constatons chaque jour, le pouvoir d'achat diminue, le renforcement des aides au service des plus démunis devient donc encore plus urgent et nécessaire : 300.000 euros permettent le renforcement de l'accueil dans les centres sociaux.

4,1 millions d'euros supplémentaires sont alloués à la protection des mineurs en difficulté familiale et 2 millions d'euros sont consacrés aux dépenses d'aide à l'autonomie des personnes âgées.

Pour autant, la Municipalité ne se contente pas de donner des aides financières.

C'est pour cela que le plan départemental d'insertion bénéficie aujourd'hui de 4,8 millions d'euros supplémentaires et ce plan tend à prouver son efficacité : 7.409 anciens allocataires ont retrouvé un emploi. Ceci est primordial car la réinsertion ne peut être réellement effective et durable que si elle est liée à l'obtention d'un emploi décent.

Je salue ici le travail quotidien des agents qui n'ont de cesse d'accompagner ces personnes en situation de grande fragilité. Leur travail, leur engagement permet à grand nombre d'entre eux de retrouver tout simplement une nouvelle vie.

Enfin, le rayonnement de Paris est amplifié par notre politique culturelle avec 3,7 millions d'euros au budget supplémentaire, dont 1,2 million pour les musées parisiens. Par notre politique sportive, notamment au niveau des piscines, avec environ 400 millions d'euros d'autorisation de programmes, avec des rénovations d'équipements. Par le soutien de la municipalité au dynamisme économique et de recherche. Par les grands projets d'aménagement en cours. En plus des 126 millions d'euros prévus au titre du futur compte du foncier, 68 millions d'euros sont prévus pour l'acquisition de terrain, pour la mise en œuvre de futurs aménagements.

Je note également les efforts de la Ville en matière de développement économique, en faveur du commerce et de l'artisanat avec 9 millions d'euros supplémentaires au titre de la Convention publique d'aménagement de la S.E.M.A.E.S.T. pour lutter contre la monoactivité et 2,5 millions d'euros pour les pôles de compétitivité.

Les élus de mon groupe, et moi-même, saluons le travail de l'Exécutif. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, le pari de doubler l'investissement sans augmenter les taux de fiscalité locale n'était pas simple. Les efforts de chacun ont payé.

Pour conclure, j'attirerai l'attention de la Municipalité qui, après une mandature dite d'investissements rendus nécessaires pour rattraper le retard considérable que nous avions pris, se doit d'être à notre avis une mandature de fonctionnement.

Car bien évidemment les équipements sont nécessaires, encore faut-il qu'il y ait des personnels en nombre suffisant pour les faire fonctionner. Les besoins en personnel des équipements publics croissent. Je pense par exemple aux gardiens qui assurent chaque jour la tranquillité et l'agrément de nos parcs. Il faut enfin respecter les plages horaires d'ouverture de ceux-ci.

Un voeu avait d'ailleurs été déposé par le groupe M.R.C. en juillet 2007, demandant à la Ville qu'un effort soit fait. Ce vœu avait été repris par un voeu de l'Exécutif municipal pour que l'on tende vers une augmentation du personnel des espaces verts.

Compte tenu ces quelques remarques et de ses futures attentes, les élus M.R.C. voteront donc aujourd'hui l'ensemble des budgets supplémentaires qui nous sont aujourd'hui présentés.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Mme BERTRAND.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Monsieur le Maire.

La cuisine, selon Curnonsky, c'est quand les choses ont le goût de ce qu'elles sont. Les technocrates budgétaires parlent souvent de "cuisine budgétaire", terme que je ne trouve pas très élégant, et pourtant dans ce projet de budget supplémentaire 2008, Monsieur le Maire, laissez-moi vous dire que j'ai une étrange sensation que vous nous faites passer de 2007 à 2008, d'une mandature à l'autre, du poulet label au poulet javel !

Je m'explique. Sur le volume de 345 millions d'euros, deux grandes masses comptent : 37 millions d'euros pour le fonctionnement, 302 millions d'euros pour les investissements. Et à l'intérieur de ces deux masses, la création de 255 postes pour la Petite enfance - sur la répartition desquels le groupe Centre et Indépendants vous demandera des précisions ; toutes les questions posées par le président Jean-François LAMOUR sont les nôtres - et l'abondement du compte foncier de 194 millions d'euros.

A cet égard, un nouveau concept surgit dans la présentation de ce budget supplémentaire, s'agissant du logement social : celui de logements produits et financés. Produits ne veut pas dire construits. Puis se décline une infinité d'ajustements qui ne remettent pas en cause le budget primitif qui a été voté en décembre dernier, et contre lequel notre groupe Nouveau Centre de l'époque avait voté.

Ce sont plutôt les silences qui parlent d'eux-mêmes. Petite démonstration : en juillet 2007, le budget supplémentaire portait sur 407 millions d'euros, soit 6 % du budget primitif. En juillet 2008, le budget supplémentaire porte sur 345 millions d'euros, soit 4,6 % du budget primitif.

La précision du tir apparaît encore plus grande cette année mais, à bien regarder, l'écart entre les deux budgets supplémentaires réside presque complètement dans l'évolution des droits de mutation qui, en 2007, avec une extrême prudence comme l'indiquait alors M. SAUTTER, avaient été revalorisés de 50 millions d'euros au milieu de l'année.

En 2008 : silence sur les droits de mutation. Bien sûr, le sujet est sensible. Basés sur l'évolution des prix et l'évolution du nombre des transactions, ils sont aussi dopés par une certaine spéculation, à laquelle la Ville d'ailleurs n'échappe pas tout à fait si l'on regarde de près les niveaux de mise en vente du domaine privé.

Mais, après des années de très forte croissance de 2001 à 2007, période pendant laquelle ils ont tout de même doublé pour aller frôler le milliard d'euros l'année dernière, et à l'heure où s'ouvre la perspective de mutualisation de certaines ressources fiscales dans le contexte du vaste Paris métropolitain, ne serait-il pas temps de disposer de données chiffrées les plus exactes possible, assorties de scénarios d'évolution ?

En guise de pré-conclusion, et puisque ce budget supplémentaire permet de voir se profiler le prochain budget 2009, je viens vers vous, au nom du groupe Centre et Indépendants avec un début de "shopping list". Tout d'abord, et au-delà des grands thèmes du logement, de la propreté, des transports, de la culture, qui feront l'objet de débats plus approfondis au moment des orientations budgétaires, d'ores et déjà, je commence mon marché avec la demande d'un bleu budgétaire pour pouvoir mesurer l'impact du soutien à la dynamique économique de la Capitale. Là où tant de politiques et d'administrations s'enchevêtrent, il nous faut une visibilité simple et claire de l'effort accompli par la collectivité parisienne.

Deuxièmement, je demande des engagements chiffrés, et pourquoi pas à l'instar d'une Maison des Arts, la création d'une Maison des Européens à Paris, à la dimension des besoins et des enjeux.

L'anticipation d'un nouveau plan de modernisation de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris, à l'heure où s'achève l'actuel plan de modernisation et où, selon le général commandant la Brigade, 40 % des casernes sont en état de surchauffe, en raison des 460.000 interventions que les pompiers ont dû effectuer en 2007 sur le terrain et de la perspective de dépasser les 500.000 interventions en 2008.

Evidemment, j'insisterai sur la recherche de financements européens plus développés, plus actifs, plus diversifiés et une clarification sur les droits de mutation, leurs usages et perspectives, comme je l'ai déjà indiqué.

Pour conclure - pour de bon ! -, nous voterons comme d'habitude le budget supplémentaire de la Préfecture de police.

Sur les autres budgets, le groupe Centre et Indépendants, qui est en attente de la prise en compte de ses suggestions, lorsqu'il s'agit de demandes légitimes d'études, comme nous le verrons demain matin, et pour qui l'opposition constructive, c'est aussi cela, la prise en compte, sur les autres budgets, donc à ce stade, le groupe Centre et Indépendants s'abstiendra.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est au président Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le Budget supplémentaire qui nous est présenté aujourd'hui s'inscrit dans la continuité de l'action de la Municipalité depuis 2001, mais il symbolise également la manière dont nous entamons cette nouvelle mandature.

Continuité tout d'abord dans le respect des équilibres budgétaires et des priorités affirmées lors de l'adoption du Budget primitif pour 2008.

Vous l'avez dit, Monsieur le Maire, et je n'y reviendrai pas longuement, force est de constater que ce Budget supplémentaire, comme à l'habitude, ne modifie pas nos choix antérieurs et s'inscrit dans sa vocation, à savoir celle d'une série d'ajustements limités aux décisions du Conseil de Paris de décembre 2007.

Nous sommes donc loin de l'époque, mais c'était au XXe siècle, où les budgets supplémentaires pouvaient revenir sur pas moins de 40 % des crédits votés quelques mois auparavant.

Cette méthode est donc un gage de lisibilité, non seulement pour les élus mais surtout pour les citoyens qui peuvent ainsi juger en toute transparence de la cohérence et la persévérance d'une action municipale.

Continuité, ensuite, dans la confirmation, et les chiffres en attestent, d'une bonne gestion de la Ville.

Bonne gestion, puisque sur les 345 millions d'euros de recettes supplémentaires, 302 proviennent de l'excédent des comptes administratifs de 2007.

Bonne gestion, puisque ces résultats ont été atteints sans le moindre accroissement de la pression fiscale depuis 2001, dans la droite ligne des engagements pris à l'époque.

Bonne gestion, puisque l'endettement de notre collectivité reste limité. Bernard GAUDILLÈRE nous rappelait avec justesse, lors de notre dernière séance, qu'il atteignait 36 % de nos recettes de fonctionnement contre 81 % en moyenne pour les villes de plus de 100.000 habitants.

Continuité, enfin, dans la poursuite d'une maîtrise des dépenses de fonctionnement de notre collectivité, pleinement compatible avec l'amélioration de la situation des agents de la Ville et du service rendu aux Parisiens.

A ce titre, au nom de mon groupe, je veux ici saluer l'effort consenti pour la résorption de l'emploi précaire, avec 224 titularisations d'agents, dont près de la moitié à la Direction des Affaires scolaires, et l'ouverture de 255 emplois pour accroître l'encadrement des enfants, conformément à l'accord trouvé avec les personnels parisiens chargés de la petite enfance.

Début d'une nouvelle mandature aussi.

Je disais voici un instant que ce Budget supplémentaire le symbolisait.

Oui, nous nous projetons dans l'avenir. Comment d'ailleurs interpréter autrement ces chiffres ? Sur les 345 millions d'euros de recettes additionnelles enregistrés par ce budget, nous en consacrons 302, autant que l'excédent constaté en 2007, à de nouveaux investissements qui viennent s'ajouter aux 1,5 milliard d'euros d'engagement prévus au budget primitif.

Ces nouveaux moyens vont être consacrés à des priorités sur lesquelles nous nous sommes fortement engagés pendant la campagne municipale en proposant aux Parisiens des choix qu'ils semblent avoir largement ratifiés. Deux d'entre eux ont fait l'objet d'un débat lors de nos deux premières séances de ce Conseil.

Premier engagement : l'aménagement de la Capitale et le logement. 202 millions d'euros sont ainsi prévus pour les dépenses d'urbanisme au sens large, dont un abondement du compte foncier de 194 millions, notamment pour permettre la réalisation de nos engagement en matière de logement social, à savoir le financement de 40.000 logements sociaux nouveaux d'ici à 2014.

Deuxième engagement : le pari sur l'intelligence, l'économie de la connaissance et la jeunesse pour faire avancer notre ville.

Paris reste une ville dynamique, comme en témoigne l'ajustement à la hausse de la taxe professionnelle prévue par ce Budget supplémentaire. Mais rien n'est définitivement acquis dans un monde qui bouge très rapidement et où la compétition est de plus en plus vive.

C'est pourquoi un certain nombre de nouvelles dépenses que nous allons décider d'inscrire dans nos actions pour 2008 sont particulièrement les bienvenues parce que nous avons la conviction qu'elles sont porteuses d'avenir. Je veux parler des 20 millions de crédits qui, au total, seront consacrés au développement économique, à la recherche, aux bourses de recherche ainsi qu'à l'innovation. Ces crédits compléteront utilement l'effort supplémentaire consenti en faveur des équipements scolaires, qu'il s'agisse des écoles, des collèges ou des lycées.

Troisième engagement : la solidarité vis-à-vis des plus fragiles des Parisiens, qu'il s'agisse de l'aide sociale à l'enfance, des adultes en perte d'autonomie ou du soutien aux bénéficiaires du R.M.I.

Sur ce dernier volet, je veux me féliciter de l'abondement de crédits supplémentaires au plan départemental d'insertion qui nous sera présenté au cours de cette séance, pour tenir compte de la dégressivité de l'allocation logement pour les R.M.istes et pour parvenir à l'objectif de 8.000 retours à l'emploi de personnes qui ont des difficultés à s'insérer sur le marché du travail.

Au terme de cette intervention, je voudrais, Monsieur le Maire, mes chers collègues, vous faire part, au nom de mon groupe, de deux préoccupations.

La première porte sur la crise financière que nous traversons. Importée des Etats-Unis, facilitée dans sa propagation par la dérégulation des activités financières, cette crise n'est, à l'évidence, pas terminée et nous n'en mesurons pas encore toutes les conséquences sur l'économie réelle et donc sur les ressources fiscales d'une collectivité comme la nôtre.

Je dis cela non pour jouer les Cassandre mais pour attirer notre attention collective sur les conditions d'élaboration de nos prochains budgets qui risquent d'être plus difficiles que par le passé.

En tout état de cause, je crois qu'il a été sage de maintenir les droits de mutation au niveau des prévisions du budget primitif, qui tenait déjà compte de la réduction du volume des transactions et du ralentissement observé de la hausse des prix, phénomène dont on ne peut que se réjouir dans un contexte de stagnation, pour ne pas dire plus, du pouvoir d'achat des ménages ou en tout cas de la très grande majorité d'entre eux.

Bref, ce que je veux dire, c'est que nous devrons sans doute à l'avenir faire preuve non seulement d'une plus grande maîtrise dans nos dépenses mais aussi d'une créativité particulière pour répondre aux besoins des Parisiens, et singulièrement les plus défavorisés d'entre eux.

La seconde préoccupation, je devrais parler là d'inquiétude, voire d'indignation, porte sur le désengagement de l'Etat.

Il n'est pas acceptable que l'Etat refuse obstinément d'honorer sa dette auprès de la Ville de Paris, qui s'élève maintenant à 200 millions d'euros ! Il est encore moins acceptable que l'Etat, qui a aggravé sa propre impécuniosité, avec un paquet fiscal de 15 milliards d'euros, sans bénéfice pour la croissance et l'emploi, refuse de s'engager dans le financement de projets structurants pour l'avenir de notre agglomération, sauf de manière homéopathique ! Et encore ! Que ce soit en matière de transport, que ce soit en matière d'environnement, avec l'abandon de toute ambition sérieuse pour la suite du Grenelle de l'environnement, l'Etat se comporte comme s'il voulait transférer sur les collectivités locales les conséquences de sa propre crise budgétaire qu'il a lui-même organisée.

Cette situation, je vous l'ai dit, ne pourra pas durer éternellement.

Pour conclure enfin sur ce budget, je voudrais exprimer la satisfaction et l'adhésion de mon Groupe aux choix opérés.

Quand aux deux préoccupations que je viens d'exprimer, sachez, Monsieur le Maire, que vous pourrez compter sur notre détermination et notre capacité à proposer.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup pour cette contribution très intelligente et très fidèle.

La parole est à Mme la Présidente Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Je vais prendre la parole pendant cinq minutes.

Cinq minutes c'est bien peu pour commenter le budget supplémentaire 2008. Voici donc quelques réflexions sur ce budget supplémentaire qui propose des ajustements relativement limités par rapport au budget primitif 2008 dont nous avions débattu et que nous avions voté en décembre 2007.

Tout d'abord, nous nous réjouissons de constater que l'effort de la Ville en matière d'investissement est poursuivi pour notamment engager des initiatives et des actions allant dans le sens de davantage de solidarité comme, par exemple, le classement de quartiers en politique de la Ville, l'aide sociale à l'enfance, l'aide au retour à l'emploi dont nous soutenons entièrement les efforts.

Ces actions vont également dans le sens de l'amélioration du cadre de vie notamment en matière de culture.

A ce titre, nous notons que sur le budget supplémentaire d'investissement de 300 millions d'euros, près des deux tiers sont consacrés aux dépenses d'urbanisme.

Nous serons vigilants à ce que ces investissements conséquents servent en priorité à tenir les engagements qui ont été pris en mars dernier devant les Parisiennes et les Parisiens en matière de logement social.

Nous souhaitons également que les projets engagés respectent le Plan Climat adopté en octobre 2007 ici même à l'unanimité, et aillent dans le sens de l'aménagement d'une Ville durable du XXIe siècle, c'est-à-dire vers un Paris plus écologique, plus moderne, plus agréable à vivre comme nous aurons l'occasion de le détailler lors du débat sur l'évolution du paysage urbain parisien.

Concernant le volet social, nous notons avec intérêt le lancement du dispositif de micro crédit.

Nous sommes convaincus que c'est un outil absolument essentiel pour lutter contre la pauvreté et la précarité qui frappent tant de Parisiennes et de Parisiens.

Nous espérons que cet effort sera poursuivi, renforcé et surtout que le plus grand soin sera apporté à l'accompagnement des personnes bénéficiant de ce dispositif, car c'est absolument essentiel pour le succès de ce type d'initiatives.

Cependant, nous souhaitons rappeler ici que la Ville de Paris compte encore près de 220.000 habitants vivant sous le seuil de pauvreté.

Il ne peut être apporté de réponses efficaces à cette situation que par une politique innovante, ambitieuse et par conséquent des choix et des priorités budgétaires volontaires.

Je passe maintenant puisque plusieurs en ont parlé à l'augmentation du budget de la Préfecture de police et à l'accord de principe dont il a été question, d'installer des caméras dans Paris.

Je souhaite rappeler à cette occasion simplement notre opposition à ce système. La vidéosurveillance n'empêche pas les délits, elle les enregistre, elle ne traite pas les problèmes en amont mais installe une société de méfiance, une société de défiance, une société déshumanisée que nous ne souhaitons pas.

Je souhaite maintenant aussi exprimer notre position sur les choix affichés en matière de dépenses de fonctionnement.

Nous saluons l'effort mené en faveur de la création de postes budgétaires dans le secteur de la petite enfance.

En effet, ce sont 55 postes d'auxiliaires de puériculture et 220 postes d'agents techniques de la petite enfance, soit au total 275 postes qui sont créés à ce budget.

Ces créations permettront d'offrir une meilleure qualité de vie professionnelle aux agents et un meilleur accueil pour les enfants.

C'est le service public de la petite enfance qui en sera amélioré. Il est également prévu de créer des postes de psychologues. Quand on sait qu'aujourd'hui les psychologues dans les crèches sont en charge en moyenne d'une douzaine d'établissements, cet effort devra être poursuivi au budget primitif 2009 pour une meilleure prise en charge des enfants.

Nous devons aussi anticiper la croissance du périmètre du service public de la petite enfance mais aussi d'autres secteurs où quantité d'équipements nouveaux sont programmés.

En effet, si le choix de dépenses équilibrées et modérées que vous avez affiché et défendu est louable, des manques cruels de personnels en nombre suffisant se font sentir dans un certain nombre de services de la Ville et il faut y apporter à notre sens une réponse à la hauteur des attentes de la population parisienne et des personnels municipaux.

Pour assurer un service public de qualité, un fonctionnement optimal des équipements municipaux dans un contexte ou leur nombre évolue de manière significative, ce que nous soutenons, il faut plus de personnel.

Cela est vrai, je l'ai dit, dans plusieurs domaines tel que le secteur de la propreté. A ce titre nous proposons d'amender le budget supplémentaire pour permettre la création de 450 postes supplémentaires.

Cela est vrai aussi dans le domaine des parcs et jardins auquel nous sommes sensibles. Les gardiens sont affectés sur plusieurs squares et, de fait, les squares ne bénéficient pas de la présence permanente d'un gardien.

En effet, le gardien tournant peut moins s'investir que le gardien affecté de manière permanente. Il y a tout intérêt là aussi à pouvoir recruter.

Enfin, certaines structures d'aide aux personnes âgées ou handicapées, aux familles ou aux personnes en difficulté souffrent elles aussi d'importantes carences et la Ville devrait y répondre par des choix budgétaires.

Je conclus donc en disant que nous attendons que ces choix soient clairement identifiés et affirmés dans les orientations budgétaires du budget primitif 2009 et au-delà et surtout dans les orientations de l'ensemble de la mandature qui nous serons communiquées à l'automne prochain.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Est désormais inscrite Mme DATI. Je ne la vois pas, peut-être est-ce Mme MACÉ de LÉPINAY ?

C'est cela ? Vous avez la parole.

Il ne vous reste que peu de temps, vous êtes encore deux de votre groupe à vouloir vous exprimer.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Dans votre communication figure la mention d'une somme de 2,5 millions d'euros pour les crédits d'acquisition des bibliothèques.

Or, Monsieur le Maire, cette somme n'est pas une somme supplémentaire octroyée à nos établissements de lecture publique mais bien le rattrapage, semble-t-il partiel, d'une erreur, d'une bourde a-t-on même dit, faite au budget primitif.

Comment, Monsieur le Maire, a-t-il pu manquer 60 % des crédits d'acquisition de livres et autres documents nécessaires au bon fonctionnement de nos bibliothèques et au service d'un public toujours plus nombreux ?

M. GIRARD a promis 3,4 millions d'euros. Avec 2,5 millions d'euros, le compte n'y est pas, Monsieur le Maire, et nos établissements auront du mal à rattraper le retard pris.

Ceci d'autant plus que la gestion des personnels est désastreuse. A quoi sert d'ouvrir de nouvelles bibliothèque ou médiathèques, de les ouvrir le dimanche si le personnel qualifié nécessaire n'est pas présent ?

Ce sont en particulier les enfants, les animations destinées aux milieux les plus sensibles qui pâtissent de la désorganisation du service.

Alarmé par cet état de fait, le Conseil du 15e arrondissement a, sur le rapport de Ghislène FONLLADOSA, adjointe à la Culture, adopté un voeu vous demandant deux engagements : celui que les personnels, en nombre suffisant, soient affectés dans les bibliothèques et celui que les crédits d'acquisitions soient augmentés de 3,4 millions d'euros.

J'ajoute, Monsieur le Maire, que tous les grands projets que vous développez sont magnifiques et, probablement, s'ils aboutissent et s'ils n'ont pas un retard terrible, viendront enrichir le paysage culturel de Paris. Cependant le service des bibliothèques Monsieur le Maire est essentiel pour nos concitoyens.

Vous savez que c'est d'autant plus essentiel que les bibliothèques participent au service d'éducation, à l'acculturation générale des jeunes en particulier qui est un enjeu tellement important.

Monsieur le Maire, je vous le demande, prenez notre vœu en considération. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur Julien BARGETON, vous avez la parole.

M. Julien BARGETON. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Le budget supplémentaire que nous pourrions qualifier de serein et de dynamique caractérise et distingue la politique de l'actuelle majorité municipale.

Plutôt que de multiplier les annonces, nos choix sont réfléchis et financés. Il en est ainsi du programme de 40.000 logements sociaux pour lequel seront inscrits 342 millions d'euros d'autorisations de programmes supplémentaires et 194 millions d'euros de crédits de paiement pour le compte foncier.

Paris a besoin de solidarité et c'est le cas, ici, avec 2 millions d'euros pour l'allocation personnalisée d'autonomie et 4,1 millions d'euros pour l'aide sociale à l'enfance. Il s'agit aussi de se mobiliser pour l'emploi, tout particulièrement pour ceux qui en sont le plus éloignés, comme les allocataires du R.M.I. Le Plan Départemental d'Insertion et le Programme Départemental d'aide à l'emploi bénéficieront de crédits supplémentaires à hauteur de 4,8 millions d'euros.

Paris a besoin des familles. La Petite enfance bénéficiera d'une augmentation de 25,2 millions d'euros d'autorisations de programme afin de financer de nouveaux établissements d'accueil pour la Petite enfance, et notamment dans le Nord-Est parisien, ce dont nous nous félicitons.

Comme il ne saurait être question de réaliser et de construire de nouvelles crèches sans leur donner les moyens de fonctionner, c'est un effort très important qui est fait avec la création de 255 emplois dans ce domaine, preuve concrète de la réalité de l'ouverture de nouvelles places.

Paris à besoin de relations de confiance avec nos partenaires. La Préfecture de police verra ainsi une augmentation de 1,4 million d'euros pour le personnel. Le SYCTOM bénéficie de 1 million d'euros en plus et surtout, 6,2 millions d'euros sont destinés à renforcer la participation de la Ville au capital de la S.E.M. Eaux de Paris, afin de préparer l'avenir.

Paris a besoin de recherche et d'innovation avec, dans le cadre de ce budget supplémentaire, 2,5 millions d'euros pour les pôles de compétitivité, ainsi que les crédits nécessaires à la création de la future agence de l'innovation.

Paris a besoin du dynamisme culturel et sportif et nous nous réjouissons que des crédits viennent abonder les grands projets culturels ou sportifs, et que soient créés des postes pour les bibliothèques et les conservatoires.

Enfin, Paris a besoin de tous ses quartiers. Avec un effort en matière de politique de la ville, ce budget supplémentaire témoigne de notre intérêt pour les secteurs prioritaires.

Oui, au regard de tout cela, Paris a besoin de cette majorité de gauche pour continuer à innover dans la justice sociale. Je ne sais pas si un budget supplémentaire, c'est de la cuisine, en tout cas, c'est un équilibre entre le respect des autorisations données par notre Assemblée et des éléments de nouveauté. Je remercie ici, à la fois bien sûr, les services, le Secrétariat Général et l'adjoint aux Finances pour avoir su si bien doser tous les ingrédients.

Merci beaucoup.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste,

radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je précise : l'adjoint aux Finances d'aujourd'hui, celui d'hier et ses collaborateurs.

Je donne la parole à M. LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Maire.

Je dirai simplement que c'est un ajustement sommaire que ce budget supplémentaire.

Cela a d'ailleurs été dit très clairement par M. GAUDILLÈRE en 1ère Commission. Avant, on appelait cela le budget modificatif. On l'appelle maintenant le budget supplémentaire, mais le supplément est extrêmement marginal.

Je voulais simplement noter quelques points sommaires dans cet ajustement sommaire.

Premièrement, comme l'a dit notre président de groupe, c'est la première fois qu'il n'y a pas d'ajustement sur les droits de mutation. C'est un signe.

N'était-ce pas l'occasion, avant les orientations budgétaires, de faire une analyse, de nous donner un petit peu votre visibilité à court et moyens termes sur l'évolution de l'immobilier à Paris ? Je regrette que l'on n'ait pas eu de débat, ni d'explications ou de visibilité sur ce point.

Il y a quelques dépenses supplémentaires que j'ai pointées, qui figurent à la page 26 du rapport, et sur lesquelles j'aimerais simplement quelques explications.

Il y a 900.000 euros pour ajuster les frais d'actes au titre de préemptions de logements. J'aimerais savoir à quoi cela correspond.

Il y a 3 millions d'euros provisionnés pour couvrir le risque de changement du taux de la T.V.A. sur la collecte des corbeilles à papier. Je dois dire que c'est pour moi assez mystérieux, 3 millions, c'est quand même une somme.

Il y a 600.000 euros pour l'assistance de l'application "Alizé". On nous avait dit à la dernière séance qu'"Alizé", maintenant, cela marchait bien, que cela marchait depuis un an au Département et que cela marchait tout à fait bien à la Ville. Je ne comprends donc pas que l'on continue à dépenser 600.000 euros pour un système qui devrait normalement bien fonctionner.

Il y a 3 millions de plus pour de nouvelles locations mobilières. Je trouve que c'est beaucoup. Il s'agit de 3 millions qui n'ont pas été prévus dans le budget primitif, évidemment.

Enfin, il y a quand même deux gros morceaux.

Il y a 5 millions de plus pour gonfler encore l'enveloppe des subventions. Donc, 5 millions, qui par définition n'ont pas été pris en compte dans la prévision du budget primitif de cette année.

Enfin, comme l'a dit Jean-François LAMOUR, on trouve 255 postes supplémentaires d'auxiliaires de puériculture et d'agents techniques de la Petite enfance, avec une inscription de 3,5 millions pour ces 255 postes. Je suppose que la réalité de l'inscription budgétaire doit être supérieure pour 255 postes, sinon cela fait 1143 euros de rémunération brute mensuelle pour l'ensemble de ces agents. Cela me paraît assez largement sous-estimé.

J'aimerais savoir pour quelle raison ces 255 postes n'ont pas été pris en compte dans la prévision du budget primitif. Voilà les quelques questions sommaires que je voulais poser sur cet ajustement sommaire, en espérant que l'on aura, à l'occasion des orientations budgétaires et du budget primitif 2009, un vrai débat sur la stratégie budgétaire et financière du Maire de Paris et du Président du Conseil général de Paris au début de cette mandature.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Jacques BRAVO.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Monsieur le Maire, chers collègues, je trouve que l'absence de critiques ou la nature des critiques de l'opposition est un petit peu hallucinante.

Je relève deux points.

J'ai entendu tout à l'heure plusieurs intervenants parler de maire dépensier ; la gestion de la Ville de Paris serait dépensière. Mes chers collègues, dans toutes les communes de France, comment mesure t-on si un maire est dépensier ou pas ? C'est par la pression fiscale.

Et pour la première fois dans l'histoire de la gestion des finances parisiennes, les taux de la pression fiscale parisienne sont restés strictement constants. Quel contraste avec la gestion 1995/2001 !

En matière de dépenses, restons raisonnable. Nous sommes sur un vrai budget supplémentaire qui, dans l'épaisseur du trait, à la marge, utilise, j'y reviendrai, les résultats de la bonne gestion de la Ville.

Deuxième critique que j'ai entendue, et l'absence de M. LEGARET nous aurait beaucoup gênés, vous n'avez cessé, pendant dix ans, de nous dire et de dire aux prédécesseurs de M. GAUDILLÈRE, qu'il y avait des réserves, que l'évolution des droits de mutation permettait d'avoir des hypothèses beaucoup plus fortes, etc. Aujourd'hui, vous en êtes presque à regretter qu'on soit si prudents. Choisissez votre position ! Tenez-la ! Ne passez d'un extrême à l'autre en permanence.

Et je crois qu'il est sage, chers collègues et cher président de la Commission des finances, je crois qu'il est sage d'attendre l'automne pour y voir un petit peu plus clair sur la réalité du nombre d'opérations, de l'évolution des prix, des montants, etc. Et ce débat, vous le savez bien, nous l'aurons !

Je prends donc l'absence de critique quelque part comme un hommage à un budget qui, effectivement, n'est que supplémentaire et correspond bien, d'une part, à un budget d'ajustement, moins de 5 % du budget primitif, vous l'avez dit ; il met l'accent sur les priorités du Budget primitif 2008 : la solidarité, le logement, la vitalité économique ; il utilise des recettes de fonctionnement nouvelles liées à la bonne gestion de la Ville, il faut le reconnaître.

Cela ne nous arrache pas la bouche, les uns et les autres, de dire que c'est grâce à la bonne gestion de la Ville que l'on peut effectivement injecter ce budget supplémentaire, que les dépenses de fonctionnement sont dans la continuité du budget primitif - encore une fois moins de 1 % : 0,6 % -, que l'investissement massif lancé depuis 2001 se poursuit tout au long du budget 2008 pour répondre aux priorités des Parisiens et rattraper les retards accumulés sur les mandatures précédentes.

Voilà, il y a donc peu de débat.

Je voudrais juste terminer par trois points précis.

Je relève et je le dis dit devant M. le Préfet, que la Préfecture de police et la Brigade des sapeurs-pompiers ont marqué leur satisfaction sur ce budget et que, chaque fois que c'est fait, c'est un budget supplémentaire qui règle les problèmes et qui les traite bien.

Deuxième point, souligné tout à l'heure par Jean-Pierre CAFFET : le désengagement de l'Etat, ces dettes accumulées de l'Etat, 200 millions d'euros, aujourd'hui. Nous avons tous écouté, lors des dernières journées de l'A.M.I.F., cette exaspération des maires, quelles que soient les couleurs politiques, cette exaspération des maires devant le fait que l'Etat ne tient pas ses engagements. Il y a des transferts de charge sans recettes jointes, il y a des non-versements et des retards de paiements, il y a des remises en cause des engagements déjà pris.

Cela suffit, ce n'est pas possible de continuer comme cela ! Et vous le savez bien, c'est sur tous les bancs de notre Assemblée.

Je termine, Monsieur le Maire, par le renforcement des états spéciaux d'arrondissement. Je rends hommage à votre ténacité.

Je me souviens du temps où les crédits ouverts dans les états spéciaux d'arrondissement ont franchi le cap des 100 millions d'euros… pardon, à l'époque c'étaient 100 millions de francs. Nous avons dépassé les 100 millions d'euros. Cela veut dire qu'en une mandature, ces dotations ont été multipliées par 6 à 7.

Et cela nous renvoie à tout le débat que vous portez actuellement avec Mme Maïté ERRECART sur la déconcentration, la décentralisation et l'accroissement du rôle des mairies d'arrondissement. Je suis très satisfait. Notre Groupe, naturellement, votera pour ce Budget supplémentaire. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup à Jacques BRAVO et à tous les intervenants.

Maintenant, les adjoints, Bernard GAUDILLÈRE, d'abord, Maïté ERRECART, ensuite, vont répondre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord, je remercie les orateurs de la majorité du soutien qu'ils ont apporté à ce Budget supplémentaire. Ils l'ont défendu, mieux que je ne saurais le faire. Je vais, pour ma part, m'attacher à répondre à certaines assertions des orateurs de l'opposition.

Première remarque : on l'a dit, on l'a répété, ce budget est un budget d'ajustement. Il l'est pour une raison toute simple : le budget de l'année 2008 n'était pas un budget électoral.

Il arrive souvent que les budgets des années électorales soient, comme le disait M. de LA PALISSE, des budgets électoraux et qu'on les bouleverse trois mois après l'élection. Il arrive même parfois qu'il n'y ait pas de budget du tout.

Et nous, nous avons fait voter à la fin de 2007 un budget qui était un budget tout à fait dans la ligne des sept années précédentes et qui était parfaitement apte à gérer la Ville de Paris pendant l'année 2008, ce qui explique que vous n'avez aujourd'hui à trancher que des ajustements mineurs.

Ma deuxième remarque est une réponse à M. LAMOUR parce que je crois, Monsieur le Président, qu'il y a des mots qu'il ne faut pas employer à la légère, si vous le permettez ! Vous avez dit : "Ce budget n'est pas transparent". Je trouve que le mot est très fort et je pense qu'il a dépassé votre pensée, car, enfin, où est l'obscurité dans ce Budget supplémentaire ? Les documents budgétaires seraient-ils par hasard illisibles ? Seraient-ils par hasard insincères ?

Si vous soutenez qu'ils sont insincères, je me permets, à vous…

M. Jean-François LAMOUR. - Non ! Illisibles.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - … je me permets de vous inviter, vous qui ne siégiez pas durant la précédente mandature, à méditer l'exemple de votre prédécesseur qui, à la fin de 2006, avait saisi le Préfet de Région en soutenant que le budget de la Ville de Paris n'était pas sincère. Et le Préfet de Région, après avoir longuement étudié cette question, avait fini par conclure qu'il n'en était rien.

Non, notre budget est parfaitement sincère, il est parfaitement lisible.

D'ailleurs, j'en ai la preuve, Monsieur le Président : lors de la réunion de la Commission des finances de jeudi dernier, je n'ai pratiquement eu à répondre à aucune question ; et je parle sous le contrôle du vigilant président de la Commission des finances. J'ai fait un exposé et, tous ceux qui ont assisté à cette séance en conviendront, je n'ai fait l'objet de pratiquement aucune question, ce qui aurait été le cas si le budget que je présentais avait été obscur.

Troisième remarque : vous avez évoqué, Monsieur le Président, et vous n'avez pas été le seul, le sujet des droits de mutation.

Ah ! Les droits de mutation ! Comme nous vous attendez leur évolution et je pense que, comme nous, vous appréhendez qu'ils reculent, vous appréhendez qu'ils diminuent. Je me suis déjà expliqué à plusieurs reprises et je vais le faire à nouveau, je n'ai pas d'information particulière sur ce que seront les droits de mutation dans les trimestres à venir. Et je ne pense pas que vous en ayez non plus, Monsieur le Président, car cela supposerait une capacité de divination sur le marché immobilier qu'à ma connaissance personne n'a actuellement.

Ma conclusion de gestionnaire prudent : face à une incertitude, toucher le moins possible aux chiffres.

C'est ce que nous avons fait, puisque c'est pratiquement le seul chiffre de recettes qui ne change pas dans le Budget supplémentaire. Nous restons sur les 847 millions inscrits au Budget primitif.

Puisque vous demandiez où en était la perception des droits de mutation, je peux vous répondre que les droits de mutation actuellement perçus sont parfaitement en ligne avec la prévision annuelle de 847 millions.

Mais si, dans quelques mois, je suis obligé de dire que les droits de mutation ont reculé, Monsieur le Président, il ne faudra pas m'en faire grief, je n'ai pas, hélas, de boule de cristal !

Quatrième remarque : vous avez dit, et là aussi le terme me paraît assez vigoureux, pour ne pas dire polémique, vous avez dit au Maire de Paris : "Vous êtes un maire dépensier."

Je crois, au contraire, que c'est une Municipalité économe et je ferai remarquer que, sur les 345 millions de recettes qui alimentent le compte du Budget supplémentaire, 90 % viennent du report de l'année 2007. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que c'est justement de l'argent que nous avons encaissé en 2007 et que nous n'avons pas dépensé. Cela s'appelle une épargne, Monsieur le Président, et si nous avions été dépensiers, nous n'aurions pas eu de report.

Nous avons, sur ces 345 millions, placé seulement 37 millions sur le budget de fonctionnement, ce qui est infime, puisque cela ne représente que 0,6 % du budget de fonctionnement. Si nous l'avons fait, c'est parce que, justement, nous souhaitions limiter, répondant en cela à un impératif de prudence et de bonne gestion, des dépenses récurrentes et qui pèseraient sur les budgets futurs.

Pour autant, je n'ai pas à rougir sur certaines de ces inscriptions.

Je ne parlerai pas des emplois puisque Marie-Thérèse ERRECART répondra tout à l'heure sur le problème des emplois.

Je dirai simplement au passage à M. LEGARET qui s'étonnait tout à l'heure de ce que nous ne provisionnions que 3,5 millions sur les 255 emplois, que c'est tout simplement, Monsieur le Président, parce qu'il s'agit d'une dépense sur six mois de l'année et pas sur un an.

Je disais donc que je n'avais pas à rougir d'un certain nombre de ces inscriptions. Je crois, je le dis au passage, que M. LAMOUR fait une confusion entre le train de vie de la Ville et le budget de fonctionnement. Il y a au budget de fonctionnement toutes sortes d'inscriptions qui n'ont rien à voir avec ce qu'on appelle le train de vie de la Ville.

Le train de vie de la Ville, Monsieur le Président LAMOUR, nous le maintenons de manière aussi rigoureuse que possible et nous essayons de faire en sorte qu'il ne dérive pas. En revanche, il y a d'autres inscriptions qui ne concernent pas le train de vie et dont, je le répète, je suis plutôt fier, comme toute la Municipalité : c'est le cas des 5 millions sur le Plan départemental d'insertion qui ne sont sans doute pas pour rien, ou qui n'est pas pour rien, puisqu'il s'agit du P.D.I. dans le recul de 10 % de R.M.istes en 2007 et dans le nouveau recul de 2,7 % des R.M.istes au premier trimestre 2008.

Je suis tout aussi fier, et je pense que les maires d'arrondissement, de Gauche comme de Droite, qui siègent parmi nous le sont aussi, de la majoration de 2,3 millions de la dotation d'animation locale et de la dotation de gestion locale, qui leur permettent d'agir avec plus d'efficacité dans leurs arrondissements.

Je suis particulièrement heureux d'avoir inscrit sous l'arbitrage du maire un million sur les bourses de recherche, ce qui est un début de réponse à ce que vous disiez sur le fameux milliard. Je suis heureux aussi d'avoir inscrit 2 millions sur l'allocation personnalisée d'autonomie, 300.000 euros sur le lancement d'un dispositif, particulièrement novateur et particulièrement social, qui s'appelle le micro-crédit social ou encore d'avoir majoré de 400.000 euros les subventions du budget de la culture. J'arrête là une litanie qui pourrait être fatigante.

Le reste, nous l'avons placé sur l'investissement, c'est-à-dire sur des dépenses non récurrentes et qui préparent l'avenir. Je vais le redire, parce que je crois qu'il faut le dire inlassablement : oui, nous investissons. Nous investissons. Et nous continuerons à investir. Si nous le faisons, c'est entre autres parce que dans la période qui a précédé la nôtre aux responsabilités, on a peu investi.

Je rappelle que si on compare la mandature qui nous a précédés, c'est-à-dire 1995-2001 et celle que nous avons accomplie de 2001 à 2008, nous avons investi grosso modo le double de ce qui avait été investi précédemment. Lorsque l'on accuse parfois, dans certains domaines, la municipalité actuelle de malthusianisme, ce sont des chiffres qu'il faut méditer.

Je terminerai, si vous le permettez, par l'évocation des relations avec l'Etat. C'est un sujet qui a été évoqué par un certain nombre d'orateurs. Je souligne d'ailleurs au passage qu'il n'a été évoqué par aucun des orateurs de l'opposition, ce qui est tout de même significatif. Après tout, les orateurs de l'opposition auraient pu contester nos chiffres ou nos raisonnements, c'est évidemment leur droit, mais nous sommes ici à la fois pour les entendre, pour leur répondre et pour que les Parisiens connaissent les éléments du débat.

M. Jean-François LAMOUR. - J'en ai parlé !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Vous y avez fait une allusion, Monsieur le Président. Je vais y faire plus qu'une allusion, je vais essayer de reprendre en quelques minutes les éléments de cette douloureuse situation dans laquelle nous nous trouvons.

Je rappellerai tout de même au passage, parce que je crois qu'il est nécessaire que nos collègues en aient connaissance, qu'il y a eu en 2003 une révision constitutionnelle et que cette révision constitutionnelle a prévu, de la manière la plus claire, dans un texte que je vais relire, parce que je crois qu'il faut le connaître, les compensations. C'est l'article 72-2 : "Tout transfert de compétences entre l'Etat et les Collectivités Territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice."

Je trouve qu'il n'y a pas de texte plus clair. Pour reprendre l'expression de Stendhal sur le Code civil, c'est vraiment le texte le plus clair que je connaisse. Il est loin d'être suivi. Et je ne citerai que quelques exemples. L'exemple du R.M.I. est très simple : depuis le 1er janvier 2005 jusqu'au 30 juin 2008, 976 millions d'euros de dépenses, 855 millions d'euros de compensation, la différence est de 121 millions.

Au titre du mécanisme de compensation de la taxe professionnelle France Télécom et des prélèvements que l'Etat opère sur notre dotation de fonctionnement à ce titre, 53 millions de 2004 à 2007.

Au titre de l'A.P.A, 12 millions entre nos dépenses et nos recettes de compensation.

Au titre de la diminution des redevances des opérateurs téléphoniques, c'est-à-dire un décret pris par l'Etat sans la moindre consultation des Collectivités territoriales et qui coûte 10 millions par an à la Ville de Paris à partir de 2006, nous en somme à 20 millions.

121 + 53 + 12 + 20 font, sauf erreur de ma part, 206 millions. Vous observerez d'ailleurs que je ne prends pas en compte la dette sur la couverture du périphérique, parce que Mme la Ministre de l'Economie a écrit à M. le Maire de Paris le 1er février dernier que l'Etat honorerait sa dette, dès lors que le projet serait mûr. J'ai une conception de l'Etat telle que lorsqu'une ministre signe un engagement de ce type, je ne me permettrais jamais de le remettre en question. Nous en sommes donc à 206 millions.

Les méthodes employées pour opérer ces compensations insuffisantes sont très nombreuses, très variées. Elles rendent hommage d'ailleurs à l'imagination des fonctionnaires de Bercy et je ne les passerai pas en revue, car j'ennuierai l'assemblée, mais je pense, Monsieur le Maire, qu'un jour ou l'autre, il faudra que nous entrions dans le détail.

Je vous remercie, à la fois M. LAMOUR, qui y avait fait allusion, et les orateurs de la majorité, de m'avoir donné l'occasion d'éclairer un peu un débat qui est souvent obscur ou imprécis. Il est bon que chaque citoyen connaisse le fond de ce dossier fondamental. C'est fait et les Parisiens jugeront.

Merci, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie chaleureusement.

C'est vous qui avez raison, c'est 206. Dans mon intervention de ce matin, j'avais globalisé en disant 200. C'est bien 206 millions d'euros que les Parisiens ont de crédit sur un débiteur dont nous entendons qu'il honore sa dette.

Madame Maïté ERRECART ?

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Ce n'est pas grand-chose à côté de tout ce que l'on a connu dans le passé.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Je vais donc intervenir sur la question des emplois pour dire de fait que nous avons une position assez équilibrée à la Ville de Paris.

Je dois dire, pour preuve, que j'ai entendu ce matin sur ces bancs, à la fois des groupes qui disent que l'on a créé trop d'emplois et d'autres qui disent le contraire. Je pense qu'effectivement cela témoigne plutôt d'une position d'équilibre.

En fait, nous n'hésitons pas à créer des emplois quand c'est nécessaire. C'est l'exemple de la Petite enfance où nous avons pris acte, et c'est la raison pour laquelle il est inscrit à ce budget modificatif 255 emplois, que nous avions besoin de renforcer des effectifs pour faire face aux difficultés d'organisation dans les crèches, en particulier pour remplacer les absences, mais aussi accueillir des enfants handicapés ou en difficulté.

Nous continuons, par ailleurs, sur la résorption de l'emploi précaire puisque vous voyez que cette délibération prévoit que nous allons "régulariser" la situation de 214 agents supplémentaires, ceci faisant suite d'ailleurs à des plans de résorption de l'emploi précaire de plus de 3.000 salariés au cours de la mandature précédente.

Ce que je peux dire, c'est donc qu'il n'y a pas de frilosité sur l'emploi public à la Ville de Paris ni d'ailleurs de remise en cause du statut, comme je l'entends parfois, je dois le dire, ni création intempestive. Nous devons, en effet, être assez vigilants sur les créations d'emploi. Nous avons effectivement des projets toujours ambitieux de création de nouveaux équipements et de nouveaux services. Nous avons, par ailleurs, et je l'ai aussi entendu ce matin sur les bancs de cette Assemblée, des limites concernant les moyens de la Ville de Paris. Cela suppose effectivement une grande vigilance.

Voilà ce que je peux dire. Pas de frilosité mais effectivement pas non plus de créations intempestives.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Maïté ERRECART, parce qu'en plus vous avez dit des choses précises et efficaces en peu de temps.

Nous allons donc maintenant passer au vote, en commençant par le budget supplémentaire de la Ville de Paris.

Monsieur GAUDILLÈRE, pourriez-vous me donner l'avis de l'Exécutif sur le vœu référencé n° 1 dans le fascicule, déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, rapporteur. - Avis défavorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. -

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de voeu est repoussée.

Je voudrais l'avis de Mme ERRECART sur l'amendement n° 2 déposé par le groupe "Les Verts".

Mme Maïté ERRECART, adjointe, rapporteure. - Avis défavorable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Défavorable ?

Je mets aux , à main levée, la proposition d'amendement n° 2 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 2 est repoussée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, je vous invite maintenant à vous prononcer, à main levée, successivement sur la section d'autorisation de programmes (mission par mission) et sur la section de règlement (chapitre par chapitre), puis globalement, sur le projet de délibération DF 35-1° relatif au budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris 2008, dont je vous donne lecture :

"Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment le Livre III, Titre 1er "Budgets et comptes", chapitre II, article L. 2312-2 et L. 2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu la délibération des 17, 18 et 19 décembre 2007 arrêtant le budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2008 ;

Vu le projet de délibération en date du 24 juin 2008 par lequel M. le Maire de Paris soumet à son approbation le projet de budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2008 ;

Sur le rapport présenté par M. Bernard GAUDILLÈRE, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article premier.- Le budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2008 est arrêté comme suit :

- à la somme de 7.479.287.157,96 euros en ce qui concerne les autorisations de programme, selon l'état annexé (récapitulation générale des autorisations de programme en dépenses et en recettes) ;

- à la somme de 2.878.812.179,35 euros en recettes et en dépenses en ce qui concerne les crédits de paiement, selon l'état annexé (vue d'ensemble de la section d'investissement).

(Voir annexe n° 1).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote de la section d'autorisations de programme.

Missions organiques :

Je mets aux voix, à main levée, la mission 02000 : "Secrétariat général".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 05000 : "Systèmes et technologies de l'information".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 06000 : "Information et communication".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 08000 : "Prévention et protection".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 09000 : "Affaires juridiques".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 13000 : "Achats, logistique, implantations administratives et transports".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 14000 : "Décentralisation et relations avec les associations, les territoires et les citoyens".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 21000 : "Patrimoine et architecture".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 23000 : "Espaces verts et environnement".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 30000 : "Familles et petite enfance".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 40000 : "Affaires culturelles".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 55000 : "Développement économique et emploi".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 60000 : "Urbanisme".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 61000 : "Voirie et déplacements".

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 64000 : “Propreté et eau”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 80000 : “Affaires scolaires”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 88000 : “Jeunesse et sports”.

La mission est adoptée.

Missions transversales :

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90000 : “Dons et legs”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90002 : “Grands projets de rénovation urbaine”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90003 : “Action en faveur des personnes handicapées”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90005 : “Schéma directeur informatique”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90010 : “Subventions d’équipement”.

La mission est adoptée.

Je mets aux voix, à main levée, la mission 90011 : “Avances sur marché”.

La mission est adoptée.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons maintenant aux crédits de paiement : les dépenses de l’exercice 2008, puis aux recettes de l’exercice 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote des crédits de paiement, dépenses de l’exercice :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 20 : “Immobilisations incorporelles (sauf 204)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 204 : “Subventions d’équipements versées”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 21 : “Immobilisations corporelles”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 23 : “Immobilisations en cours”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 10 : “Dotations, fonds divers et réserves”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 16 : “Emprunts et dettes assimilées”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 26 : “Participations et créances rattachées à des participations”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 27 : “Autres immobilisations financières”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 45-1 : “Total des opérations pour compte de tiers”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 041 : “Opérations patrimoniales”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 001 : “Déficit antérieur reporté”.

Ce chapitre est adopté.

Recettes de l’exercice :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 16 : “Emprunts et dettes assimilées”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 10 : “Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 1068 : “Excédents de fonctionnement capitalisés”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 45-2 : “Total des opérations pour compte de tiers”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 021 : “Virement de la section de fonctionnement”.

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 041 : “Opérations patrimoniales”.

Ce chapitre est adopté.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous propose maintenant de vous prononcer globalement, à main levée, sur le budget supplémentaire d’investissement de la Ville de Paris pour 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2008 est adopté. (200, DF 35-1°).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons au vote du budget supplémentaire de fonctionnement, projet de délibération DF 35-2°. Je rappelle que le vote se fait par nature et suivant les chapitres, puis par vote global.

Je mets aux voix, à main levée, chapitre par chapitre, puis globalement le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2008, dont je vous donne lecture :

"Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Vu la délibération des 17, 18 et 19 décembre 2007 arrêtant le budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2008 ;

Vu le projet de délibération en date du 24 juin 2008 par lequel M. le Maire de Paris soumet à son approbation le projet de budget supplémentaire de la Ville pour 2008

Sur le rapport présenté par M. Bernard GAUDILLÈRE, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article premier.- Le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2008 est arrêté comme suit :

- Dépenses :5.017.696.517,93 euros

- Recettes : 5.017.696.517,93 euros

Conformément à la vue d'ensemble et à la présentation croisée par fonctions annexées à la présente délibération.

(Voir annexe n° 2).

Art. 2.- M. le Maire de Paris est autorisé à procéder à l'intérieur d'un même chapitre aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatée au cours de l'exécution du budget.

Je vous demande de vous prononcer sur les dépenses de l'exercice 2008 :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 011 : "Charges à caractère général".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 012 : "Charges de personnel et de frais assimilés".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 014 : "Atténuation de produits".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 65 : "Autres charges de gestion courante".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 656 : "Frais de fonctionnement des groupes d'élus".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 67 : "Charges exceptionnelles".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 022 : "Dépenses imprévues".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 023 : "Virement à la section d'investissement".

Ce chapitre est adopté.

Recettes de l'exercice :

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 013 : "Atténuation des charges".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 70 : "Produits des services, du domaine et ventes".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 73 : "Impôts et taxes".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 74 : "Dotations et participations".

Ce chapitre est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le chapitre 002 : "Excédent de fonctionnement reporté".

Ce chapitre est adopté.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous propose maintenant de vous prononcer globalement, à main levée, sur le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris de 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris de 2008 est adopté. (2008, DF 35-2°).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 37 relatif à l'individualisation des autorisations de programme votées au budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DF 37).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF 36 concernant le budget supplémentaire des états spéciaux des arrondissements pour 2008. - Adoption des états spéciaux d'arrondissement et ventilation des dépenses par chapitre et par nature.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DF 36).

2008, DF - DRH 48 - Créations, suppressions, transformations d'emplois et répartition par grade de certains corps dans les services municipaux au titre de 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DF - DRH 48 relatif aux créations, suppressions, transformations d'emplois et répartition par grade de certains corps dans les services municipaux au titre de 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DF - DRH 48).

2008, DALIAT 24 - DF 20 - Budget supplémentaire du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux pour l'exercice 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DALIAT 24 - DF 20 relatif au budget supplémentaire du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux pour l'exercice 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DALIAT 24 - DF 20).

2008, DPE 54 - DF 14 - Budget supplémentaire du budget annexe de l'Assainissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 54 - DF 14 concernant le budget supplémentaire du budget annexe de l'Assainissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPE 54 - DF 14).

2008, DPE 55 - DF 19 - Budget supplémentaire du budget annexe de l'Eau de la Ville de Paris pour l'exercice 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 55 - DF 19 relatif au budget supplémentaire du budget annexe de l'Eau de la Ville de Paris pour l'exercice 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPE 55 - DF 19).

2008, DEVE 94 - DF 21 - Budget supplémentaire du Fossoyage pour l'exercice 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 94 - DF 21 concernant le budget supplémentaire du Fossoyage pour l'exercice 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DEVE 94 - DF 21).

2008, PP 65 - Décision modificative n° 1 du budget spécial de la Préfecture de police pour 2008.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération PP 65 relatif à la décision modificative n° 1 du budget spécial de la Préfecture de police pour 2008.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, PP 65).

Mes chers collègues, nous passons en formation de Conseil général, la séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à dix heures cinquante cinq minutes, est reprise à onze heures, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux en formation de Conseil municipal.

2008, DASCO 68 - Fixation pour l'année scolaire 2008-2009 des tarifs de restauration scolaire pour les caisses des écoles des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous examinons le projet de délibérations DASCO 68 relatif à la fixation pour l'année scolaire 2008-2009 des tarifs de restauration scolaire pour les caisses des écoles des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements, sur lequel l'Exécutif et le groupe U.M.P.P.A. ont déposés les amendements n^{os} 12 et 13 et les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et U.M.P.P.A, les vœux référencés n^{os} 14 et 15 dans le fascicule.

La parole est à Mme GACHET pour s'exprimer sur le vœu n° 14 déposé par le groupe socialiste.

(Mme Anne HIDALGO, première adjointe, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

Mme Isabelle GACHET. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Il existe actuellement une forte disparité des tarifs appliqués dans les différents arrondissements parisiens en matière de tarification scolaire et cela pose un problème de justice sociale.

Nous souhaitons que soit engagée une réforme de la tarification scolaire à Paris durant la mandature. L'idée est, dans un premier temps, d'assurer une plus grande progressivité dans les tarifs. Nous souhaitons que toutes les caisses des écoles proposent huit tarifs à Paris. Cette prise en compte plus large des revenus des familles assurera une plus grande justice sociale.

Nous souhaitons, par ailleurs, que le mode de calcul du quotient familial soit calqué sur celui de la CAF. Ainsi un barème identique pour tous les arrondissements permettrait d'assurer une homogénéisation des tarifs sur tout le territoire parisien. Il s'agit, en effet, pour nous, d'assurer une véritable égalité territoriale.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, chers collègues, sur proposition des élus des 15e et 17e arrondissement, et de tous les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, nous demandons que soit mis en place pour la restauration scolaire, dans l'ensemble des arrondissements parisiens, un barème comptant huit tranches et tenant compte d'un mode de calcul quotient familial qui soit calqué sur celui de la C.A.F.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame GACHET.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je voulais m'exprimer sur le voeu n° 14.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vais vous donner la parole, Monsieur GOUJON. Je donnerai ensuite la parole à Pascal CHERKI pour répondre sur l'ensemble des voeux.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je voudrais faire un certain nombre d'observations et d'abord préciser que le 15e qui est l'arrondissement, sans conteste le plus peuplé, perçoit la subvention contractuelle la plus faible de la Capitale, avec 13.838 euros en 2007 alors que c'est 417.000 pour le 11e ou 110.000 pour le 4e.

D'ailleurs, nous recevions 61.000 euros, il y a quatre ans et pour 2008, ce n'est plus que 11.000 euros. C'est une iniquité qui cessera, j'espère, d'autant plus que notre spécificité à laquelle nous sommes très attachés, est d'élaborer la cuisine sur place à partir de denrées fraîches de qualité, livrées tous les deux ou trois jours. Mes collègues savent l'effort que cela peut représenter et je souhaite, pour ma part, afin de bénéficier d'une subvention plus importante, introduire des produits bio régulièrement dans les menus, si les filières d'approvisionnement le permettent.

J'ai aussi annoncé et j'en viens au voeu n° 14, dès le premier comité de gestion de la caisse des écoles, que je travaillais à passer de cinq à huit tarifs mais sans faire payer excessivement ceux qui sont dans les nouvelles tranches d'autant plus que 60 % des parents dans le 15e sont au cinquième tarif - nous en avons cinq - et en obtenant une subvention pour compenser un éventuel déficit dont j'ai commencé à parler avec M. CHERKI et je crois qu'il y a des perspectives intéressantes.

Le passage à huit tarifs, auquel je suis favorable, ne pourra néanmoins se faire qu'à la rentrée 2009 puisque mon prédécesseur ayant déjà augmenté les prix des cantines scolaires au 1er janvier 2008, deux augmentations, dans une même année, ne seraient pas supportables.

Pour terminer, j'en profite aussi pour demander à la Ville de Paris de nous aider à verser la prime de 200 euros que réclament les personnels de cuisine et leur organisation syndicale, revendication légitime mais que nous ne pouvons pas satisfaire avec nos seuls moyens.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à M. CHERKI pour répondre sur l'amendement de l'Exécutif et sur le voeu n° 14 du groupe socialiste radical de gauche et apparenté et le voeu n° 15 du groupe U.M.P.P.A.

M. Pascal CHERKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - L'amendement qui est présenté est un amendement technique qui a entraîné le retrait de l'amendement n° 13 puisqu'il s'agit, chaque année, de fixer les tarifs des caisses des écoles.

Je rappelle que la loi, c'est la réforme Sarkozy de 2006, donne la possibilité dorénavant à la collectivité parisienne de fixer elle-même les tarifs de la restauration scolaire. Mais la méthode que nous avons choisie consiste à aller au bout d'une démarche de discussion et de dialogue avec les arrondissements.

Nous nous contentons pour l'instant de retranscrire, dans la délibération, les tarifs votés par les comités de gestion des caisses des écoles. Il se trouve que deux ou trois arrondissements n'avaient pas pu tenir techniquement d'un point de vue calendaire leur comité de gestion au moment où nous avons introduit des projets de délibération dans la chaîne ALPACA.

Depuis, ils ont régularisé leur vote et nous avons fait un amendement qui prend en compte cette nouvelle donnée. C'est la raison pour laquelle le voeu n° 13 est retiré en accord avec la Maire du 7e arrondissement. En ce qui concerne le débat sur le financement de la caisse des écoles et plutôt des tarifs de restauration, comme je l'avais dit en septième commission, je tiens à la disposition du groupe U.M.P. et de ses élus, la répartition de la part contractuelle sur l'ensemble des vingt caisses des écoles car nous n'avons rien à cacher et, en effet, selon des critères sur la base desquels les arrondissements sont libres ou non d'adhérer.

En ce qui concerne la part versée "dite sociologique", elle est fondée sur le fait qu'on adhère ou non aux huit tarifs. Si on n'adhère pas à ces huit tarifs basés sur les quotients C.A.F., on ne touche pas d'argent pour la part sociologique. Or, c'est quand même, dans la part contractuelle, le volume le plus important de complément que donne la Ville de Paris et il faut assumer les conséquences de ses choix.

Pour la formation, c'est sur la base d'un certain nombre de critères qui sont établis, et le 17e arrondissement n'est pas l'arrondissement le plus mal loti. Sur le bio, c'est pareil, il faut faire des équivalents repas bio et donc quand on n'en fait pas, on n'a pas d'argent.

Sur les séjours de vacances, nous avons demandé la labellisation des séjours Arc-en-ciel. Quand on labellise ces séjours Arc-en-ciel selon des critères C.A.F., on a un complément financier de la Ville. Quand on ne le fait pas, on n'a pas d'argent. C'est comme cela. Il n'y a rien de scandaleux, il n'y a pas de traitement différencié des arrondissements.

Par contre, et l'objet du voeu présenté par vous, Madame la Maire, et par les élus des 15e et 17e arrondissements, là où il y a un vrai débat, c'est qu'aujourd'hui les parents d'élèves ne comprennent pas que les tarifs soient différents selon les écoles parisiennes et les arrondissements.

Donc, nous souhaitons arriver, d'ici la prochaine rentrée, à une tarification homogène sur Paris. Il y aura les mêmes huit tarifs dans les vingt arrondissements. La loi m'en donne la possibilité, je souhaite ne pas avoir à présenter cette délibération d'autorité. Nous sommes en train d'engager une discussion avec l'ensemble des maires d'arrondissements.

J'ai demandé à mes services de construire un modèle économique eu égard aux chiffres remontés par les caisses des écoles, qui permette d'aboutir à une tarification qui associerait la progressivité - c'est le principe des huit tarifs -, à une proportionnalité, c'est-à-dire un taux d'effort à peu près identique demandé à chacune des familles parisiennes.

Nous en discuterons avec les mairies d'arrondissement, avec les comités de gestion. Il y aura des adaptations pour permettre à certaines de supporter le choc que représenterait cette modification de la grille tarifaire. D'autres y sont mieux préparés de par la composition sociologique de leur arrondissement. A la prochaine rentrée, nous serons en mesure de donner une réponse concrète au vœu.

Je préfère cette démarche de conviction plutôt que d'user de tous les moyens que me donne la réforme Sarkozy de 2006, qui me permettrait de fixer les tarifs dans mon coin. Je ne souhaite pas le faire comme cela.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 12 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 12 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 92).

La parole est maintenant à M. BENESSIANO pour présenter le vœu n° 15.

M. Hervé BENESSIANO. - Concernant ce vœu, je serai assez court sur sa présentation. C'est vrai que dans les considérants, nous avons émis un certain nombre d'éléments qui nous amènent à déposer ce vœu aujourd'hui concernant la subvention contractuelle de la caisse des écoles.

Je rappelle simplement que le calcul de cette subvention contractuelle est fondé sur des règles définies clairement et fixées au cours du troisième trimestre de l'année n - 1. Nous considérons aujourd'hui que les critères retenus sont à géométrie variable, à savoir que nous ne disposons de ces calculs généralement qu'en fin d'année.

Deuxièmement, les règles sont modifiées chaque année, sont toujours édictées beaucoup trop tard et ne sont pas définies dans la plus grande transparence citoyenne et républicaine. Nous aimerions que le Maire de Paris puisse clairement expliquer et justifier le montant attribué à chacune des caisses.

Enfin, nous souhaitons que le critère social et le critère sociologique ne soient pas retenus dans le calcul de cette subvention, puisqu'il est déjà très largement pris en compte dans le calcul de la subvention dite de répartition, représentant 12,3 % de la subvention de base.

Regardez sur l'année 2008 ces fameux camemberts. Vous voyez que les huit arrondissements de droite comptent pour 40.7889 euros, soit 12,7 % de la subvention contractuelle, alors que les 12 arrondissements de la majorité municipale ont 2.791.992 euros, soit 87,3 %. C'est ce qu'on appelle l'équité, entre les arrondissement de la majorité et ceux de l'opposition. Voilà pourquoi nous posons notre question aujourd'hui.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Il me semblait qu'on avait déjà répondu, mais je préfère entendre les précisions de Pascal CHERKI.

M. Pascal CHERKI, adjoint, rapporteur. - Ce sont des propos de tribune, Madame la Maire. Je vais vous passer le détail de la subvention contractuelle attribuée à tous les arrondissements. Je ne vais pas reprendre mon raisonnement. S'il y a cette répartition, c'est parce que dans la plupart des arrondissements dirigés par l'opposition municipale, hormis le 1er arrondissement et quelques autres arrondissements, le choix a été fait de ne pas passer aux huit tarifs. Comme vous n'êtes pas aux huit tarifs, vous ne bénéficiez pas de la part contractuelle visant à combler les décalages sociologiques. C'est tout, c'est simple. Vous seriez aux huit tarifs, vous l'auriez.

Un arrondissement de la majorité est dans votre cas, c'est le 19e arrondissement, qui ne touche rien sur le critère sociologique. Je ne vais pas recommencer ma démonstration sur le bio, vous n'êtes pas les arrondissements les plus en pointe. Et je ne vais pas recommencer ma démonstration sur les vacances labellisées "Arc-en-Ciel".

De toutes les manières, nous allons en rediscuter, car je souhaite arriver à une tarification homogène, mais il y aura des critères de compensation sociologique et liés au bio.

Dans votre vœu, il y a une remarque pertinente, c'est qu'on évolue sur le critère du n - 1. En effet, je comprends, les gestionnaires de caisse nous l'ont dit : c'est complexe. Dans la réforme tarifaire que nous allons faire pour la prochaine rentrée, nous reviendrons sur ce critère du n - 1.

Mais comme je ne partage pas le reste des considérants de votre vœu, j'appelle à rejeter votre voeu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de voeu déposé par le groupe U.M.P.PA., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 68 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DASCO 68).

Vœu déposé par le groupe par le groupe socialiste radical de gauche et apparentés relatif à la réhabilitation du groupe scolaire sis 99, rue Olivier-de-Serres, dans le 15e arrondissement

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le vœu référencé n° 16 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la réhabilitation du groupe scolaire sis 99, rue Olivier-de-Serres, dans le 15e arrondissement.

La parole est à M. DARGENT.

M. Claude DARGENT. - Madame la Maire, chers collègues.

Ce vœu porte sur un groupe scolaire situé dans la partie sud de la rue Olivier-de-Serres, près du boulevard des Maréchaux, et nous sommes là dans un secteur d'habitat social, comme souvent dans la périphérie de notre ville.

J'entendais tout à l'heure M. LAMOUR contester l'idée d'un désengagement de l'Etat ; en voici un exemple, dans l'arrondissement dont il est l'élu. Les élèves de ce groupe scolaire viennent notamment du quartier des "Périchaux", une cité O.P.A.C., qui rencontre un certain nombre de difficultés. Nous avions obtenu que ce quartier soit classé politique de la ville en 2001/2002. Il a été sorti de ce dispositif depuis quelques années : voici un exemple concret de désengagement.

Or, les bâtiments de ce groupe ont besoin d'une réelle remise à niveau. Avec mes collègues socialistes et radicaux de gauche du 15e et l'ensemble du groupe, nous souhaitons que ces travaux soient entrepris le plus vite possible. Cela confortera les équipes pédagogiques de cette école, dont l'action est remarquable, et contribuera à l'équilibre social d'un quartier qui mérite amplement cet effort.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur DARGENT.

Je donne la parole à M. GOUJON pour une explication de vote.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - C'était simplement pour dire que nous voterons ce vœu, même s'il constitue un peu un vœu "effet d'annonce", puisque la réhabilitation nécessaire de ce groupe a été annoncé par la Ville depuis janvier 2007, sauf si celle-ci, soudainement, décidait de ne plus tenir ses engagements, ce que je ne saurais pas envisager.

C'est un projet que j'ai évoqué dès ma prise de fonction avec M. LAMOUR et avec la responsable de la circonscription d'action scolaire, qui m'a confirmé sa réalisation et qui a même été présentée à la communauté scolaire il y a environ un an.

Le passage en comité de lancement devrait intervenir à l'automne. Les travaux sont estimés à 28 millions et débuteront en 2010. Je dois ajouter que 4000 mètres carrés seront rétrocédés à la Ville. Je souhaite qu'on y réalise un équipement public, concerté avec la population : jardin, crèche, ou autre.

Je voudrais également souligner l'effort du Rectorat qui, dans ce quartier difficile, applique des effectifs d'enfants par classe très proches, sinon similaires à ceux appliqués en Z.E.P. On votera ce vœu, comme il a d'ailleurs été voté à l'unanimité au Conseil du 15e arrondissement, mais amputé de son troisième considérant, qui est aussi contestable que sans rapport avec le vœu.

C'est ainsi qu'il a été voté au Conseil du 15e arrondissement.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Monsieur CHERKI, vous avez la parole.

M. Pascal CHERKI, adjoint. - Ceci étant dit, il est vrai que les classes sont relativement surchargées et je trouve le troisième considérant du vœu très raisonnable.

Je pense que l'essentiel a été dit par les deux intervenants.

En effet, il y a besoin de faire une réhabilitation en profondeur de ce groupe scolaire. C'est évident. D'ailleurs, la communauté éducative ne cesse de nous le dire depuis de nombreuses années et cette interpellation est relayée par l'ensemble des élus du 15e arrondissement.

Il s'agit d'augmenter les capacités d'accueil des deux écoles. On a, dès 2003, engagé des études en vue de la restructuration des bâtiments qui composaient ce groupe scolaire, qui était précédemment, ce qui aggravait la complexité du problème, imbriqué avec l'annexe du lycée Fernand Holweck. Suite à la fermeture de cette annexe, située 20, rue de la Saïda, une étude de faisabilité - je me rappelle, Madame la Maire, que vous aviez poussé en ce sens à l'époque - sur la base du nouveau programme d'aménagement avait été demandée à la Direction du Patrimoine et de l'Architecture, tirant parti justement de la libération de cette annexe.

Les premières conclusions de l'étude ont été remises et ont été validées par la mairie d'arrondissement, la Ville de Paris et la communauté scolaire en juin 2007.

Le nouveau projet prévoit le redéploiement du groupe scolaire dans un corps de bâtiment unique englobant l'actuelle école élémentaire et l'ancienne annexe du lycée, reliées par un bâtiment à construire sur trois niveaux. Ce dernier abriterait notamment le service de restauration au rez-de-chaussée, le pôle médico-social - nous y tenons - au premier étage et les ateliers à R+2. Deux ascenseurs y seraient installés pour permettre l'accessibilité des écoles aux personnes handicapées. L'entrée se ferait par une entrée unique, rue de la Saïda, avec un seul gardien, comme cela avait été suggéré, et trois logements de fonction seraient créés. L'école maternelle serait démolie dégageant 4.000 mètres carrés de terrain d'assiette, comme cela a été évoqué. Bien évidemment, cela permettrait de faire une opération que la Ville déterminera en fonction des besoins qu'elle estimera les plus judicieux à combler.

Ce projet est complété d'une étude environnementale, vous nous l'aviez aussi demandé, qui est en cours de finalisation. Ce projet sera soumis à l'arbitrage dans le cadre du P.I.P.P. et nous comptons sur vous, Madame la Première adjointe, pour le faire fructueusement aboutir.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Pascal CHERKI.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 93).

Voeu déposé par les membres du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'ouverture d'une classe à l'Ecole élémentaire du 11 bis, avenue Parmentier.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le vœu référencé n° 17 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l'ouverture d'une classe à l'Ecole élémentaire du 11 bis, avenue Parmentier.

La parole est à Mme Pascale BOISTARD.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

A la rentrée prochaine, l'école du 11 bis, avenue Parmentier dans le 11e arrondissement de Paris, fera face à une augmentation importante de ses effectifs avec 40 élèves supplémentaires par rapport aux effectifs de cette année.

Les 10 classes que compte actuellement l'école sont surchargées et, au regard des prévisions d'effectif, elles le seront tout autant à la rentrée prochaine avec 34 élèves en classe de CM1 et de CM2, 28 élèves en classe de double niveau CM1/CM2 et entre 27 et 28 élèves dans les trois classes de CP.

Une ouverture de classe permettrait de faire deux classes de CM1 et d'éviter ainsi le recours à des classes à double niveau qui sont, d'un point de vue pédagogique, difficiles à organiser, en particulier avec des effectifs lourds.

Le seuil fixé par l'Académie est de 280 élèves pour 10 postes et les effectifs prévus pour la rentrée prochaine sont de 289 élèves. De plus, une salle de classe est disponible dans l'école.

C'est pourquoi, sur proposition de Patrick BLOCHE, Philippe DUCLOUX, Georges SARRE et des élus du groupe Socialiste, Radical de gauche et Apparentés, le Conseil de Paris émet le vœu que le Maire de Paris intervienne auprès du Rectorat de Paris afin que soit décidée l'ouverture d'une classe supplémentaire à l'école l'élémentaire 11 bis, avenue Parmentier. Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame BOISTARD.

Monsieur CHERKI, vous avez la parole.

M. Pascal CHERKI, adjoint. - Oui, avis très favorable à ce vœu.

Bien évidemment, il y a besoin d'ouvrir une classe. La mobilisation des élus du 11e arrondissement et de la communauté scolaire a permis déjà, dans le cadre de la carte scolaire, de faire ouvrir un certain nombre de classes. Là, il y a besoin d'ajuster. J'espère qu'à la rentrée, le Rectorat ouvrira une classe supplémentaire à l'école Parmentier.

Mais il y a tellement d'endroits où il faut ouvrir, en ce moment !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CHERKI.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 94).

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés visant à demander au Rectorat de Paris de revenir sur sa décision de fermeture révisable d'une classe à l'Ecole élémentaire du 29, rue Servan.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant le vœu référencé n° 18 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, visant à demander au Rectorat de Paris de revenir sur la décision de fermeture révisable d'une classe à l'école élémentaire du 29 rue Servan.

Madame BOISTARD, vous avez la parole.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci.

Toujours dans le cadre des suppressions de postes annoncées par le Ministre de l'Education nationale, le Rectorat a effectivement prévu de fermer une classe à l'école 29 rue Servan dans le 11e arrondissement de Paris.

Cette fermeture s'inscrirait à la suite de deux fermetures de classe, l'une intervenue en septembre 2001 et l'autre en septembre 2004.

La fermeture d'une classe supplémentaire conduirait nécessairement à l'établissement de classes de double niveau, avec des effectifs surchargés, rendant ainsi les conditions pédagogiques particulièrement difficiles, et ce, alors même que, sans être classée en Z.E.P., l'école accueille dans les faits de nombreux élèves présentant des difficultés scolaires importantes.

Cette fermeture de classe conduirait à une situation similaire, en termes d'effectif par classe, à celle de l'école voisine de la rue Saint-Maur, situation qui a pourtant conduit à l'ouverture dans cette même école d'une classe supplémentaire à la rentrée prochaine.

Cette fermeture viendrait donc déstabiliser davantage une équipe pédagogique qui, depuis plusieurs années, a accepté des conditions pédagogiques difficiles, en accueillant des élèves qui auraient dû être scolarisés dans des écoles voisines.

C'est pourquoi, sur proposition de Patrick BLOCHE, Philippe DUCLOUX, Georges SARRE et des élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le Conseil de Paris émet le vœu que M. le Maire de Paris intervienne auprès du Rectorat afin qu'il revienne sur sa décision de fermeture révisable d'une classe à l'école élémentaire du 29, rue Servan.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

La parole est à M. CHERKI.

M. Pascal CHERKI, adjoint. - Même motif, même vote. Avis très favorable.

La mairie du 11e arrondissement a raison de se mobiliser et nous accompagnerons cette mobilisation légitime.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CHERKI.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 95).

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés au maintien du dispositif "soutien, animation, lecture" dans le 18e arrondissement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 19 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif au maintien du dispositif "soutien, animation, lecture", dans le 18e arrondissement.

Je donne la parole à Mme Frédérique PIGEON.

Mme Frédérique PIGEON. - Merci.

Il s'agit, en effet, d'appeler le Rectorat de Paris à ce qu'il revienne sur sa position et rétablisse l'ensemble de ce dispositif sur les écoles du 18e arrondissement et tout particulièrement rue de la Goutte d'Or, à Pajol et à la porte Montmartre rue Labori.

Ces trois établissements sont dans des quartiers "politique de la ville". Il est tout particulièrement déplacé de supprimer ce dispositif.

Nous insistons donc avec force aux côtés du Maire, Daniel VAILLANT, pour rétablir ce dispositif qui permet à des élèves d'être aidés d'une manière individualisée ou en petits groupes pour suivre les devoirs, connaître des activités d'animation et de lecture.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame PIGEON.

Monsieur CHERKI, vous avez la parole.

M. Pascal CHERKI, adjoint. - La Mairie du 18e arrondissement a raison de se mobiliser très fortement puisque cinq postes "soutien lecture" sont menacés de suppression dans le 18e arrondissement et dans le 20e.

On touche là aux limites évidentes de la politique de rationnement et de la logique purement comptable menée par ce Gouvernement en matière d'Education nationale. Il décide de supprimer 11.200 postes. L'Académie de Paris nous dit qu'à Paris, nous sommes privilégiés puisqu'elle établirait la carte scolaire à moyens constants. C'est vous dire si, aujourd'hui, vous êtes privilégié quand c'est à moyens constants !

Du coup, comme il y a une montée démographique et pédagogique dans un certain nombre d'arrondissements et qu'il faut ouvrir plus de classes qu'il ne faut en fermer, eh bien, on gratte ! Et on gratte où ? Dans les moyens qui étaient des moyens de soutien de la lutte contre l'échec scolaire pendant le temps scolaire.

Pour arriver à un solde en juillet - on verra, après, en septembre, à la rentrée - positif de cinq classes ouvertes par rapport au nombre de classes fermées, on prend les postes de soutien lecture, sans se poser la question de savoir si, derrière, ce n'est pas la déstabilisation d'un travail pédagogique parce que ces postes sont affectés dans des quartiers où il y a vraiment un besoin, un enjeu et une bataille de l'école publique à mener. On fait comme cela !

Je crains, on en parlera à l'occasion du vœu de l'U.M.P.P.A. qui figure à la suite de l'ordre du jour, que finalement cette logique comptable, cette logique d'austérité budgétaire n'amène à des catastrophes pédagogiques. Il faut se mobiliser pour donner un coup d'arrêt à cette politique néfaste.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Pascal CHERKI.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 96).

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'organisation de stages de remise à niveau pour les élèves de CM1 et CM2 pendant les vacances scolaires.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 20 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'organisation de stages de remise à niveau pour les élèves de CM1 et CM2 pendant les vacances scolaires.

Monsieur Jean-Baptiste MENGUY, vous avez la parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame la Maire.

Le vœu n° 20 concerne la décision du Maire de Paris de suspendre la convention relative aux stages que le Gouvernement a, à juste titre, prévu d'organiser. Ces stages pendant les vacances fonctionnent : 85.000 élèves en bénéficient sur le territoire national, près de 10 % des élèves sur le territoire parisien. En ce qui concerne la politique de rationnement, Monsieur CHERKI, je pense que la suspension de la Convention par M. le Maire de Paris est un très mauvais signe envoyé aux élèves et aux parents.

Vous avez, dans vos différents communiqués, précisé que vous attendiez de pouvoir rentrer dans une phase de concertation à propos des stages pour avoir plus de détails. Je suis tout à fait d'accord avec vous. On aurait d'ailleurs pu en parler lors du dernier Conseil de l'Education nationale, s'il avait pu se tenir, ce que nous ne pouvons que regretter puisque les syndicats ont décidé de ne pas y siéger.

En tout état de cause, je crois que ces stages sont une très bonne chose et que le fait que M. le Maire de Paris décide de suspendre à partir de l'été, pourrait poser des problèmes. Nous verrons à terme, mais en tout cas le vœu demande que M. le Maire de Paris revienne sur sa décision.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à M. CHERKI.

M. Pascal CHERKI, adjoint. - Très brièvement, mais très précisément. Le Gouvernement a entendu organiser des stages, qui se déroulent sur cinq jours, pendant trois semaines, une à Pâques et deux pendant l'été, visant à faire du soutien scolaire pendant les vacances, de la part d'élèves "volontaires" avec des enseignants "volontaires".

Des communes, par exemple, Toulouse, Rennes ou d'autres, ont refusé, pour des motivations que je partage, d'accorder les locaux pour la tenue de ces stages, indiquant d'une part qu'elles souhaitaient avoir des précisions quant au contenu de ces stages, et d'autre part qu'elles faisaient un lien entre la création de ces stages et le maintien des moyens accordés à la lutte contre l'échec scolaire pendant le temps scolaire.

A Paris, nous avons une démarche différente puisque la situation dans l'Académie était plus complexe. Nous avons dit à l'académie que nous partagions les réserves de nos collègues mais que nous nous donnions un an d'expérimentation. Nous avons conclu une convention qui prévoit un mécanisme de tacite reconduction. Bien évidemment, elle prévoit aussi un mécanisme juridique de dénonciation par anticipation.

J'ai indiqué au Rectorat dès le début que je souhaitais une évaluation de ces stages et que je conditionnais leur poursuite aux garanties quant au maintien des moyens affectés à la lutte contre l'échec scolaire pendant le temps scolaire. Le Rectorat n'est donc pas surpris, et nous avons décidé de dénoncer par anticipation la Convention pour qu'en septembre, nous puissions avoir cette discussion. Car si je ne dénonce pas la Convention, elle est reconduite et je n'ai donc pas de garantie d'amener le Rectorat à une discussion fructueuse.

Je souhaite donc deux choses : premièrement, qu'on explique ce que l'on fait durant ces cinq jours ; ce n'est pas la même chose quand un enseignant a ses élèves et quand il ne les a pas. Il faut un contenu pédagogique. Les activités périscolaires, cela se construit et ne se décrète pas. Quand des activités de soutien scolaire sont menées à la Ville de Paris en lien avec le Rectorat, il y a une charte pédagogique, un contenu et il faut donc l'élaborer.

C'est une activité nouvelle, cela permettra de lever un certain nombre de fantasmes sur ces stages qui peuvent avoir une utilité, je n'en disconviens pas. Mais à condition que ce ne soit pas l'arbre qui cache la forêt ! Si ces stages servent de prétexte pour détruire le dispositif de lutte contre l'échec scolaire pendant le temps scolaire - et c'est la question des postes de maîtres E et de maîtres G, il y a 250 postes d'enseignants affectés à la lutte contre l'échec scolaire - nous ne serons pas d'accord et nous ne serons pas complices de cette manœuvre. Les stages ont un objectif curatif, c'est important mais il faut maintenir le dispositif préventif. Si on ne fait pas un travail préventif de lutte contre l'échec scolaire, à ce moment-là cela posera un problème d'une toute autre ampleur. Le Rectorat le sait.

Je pense que c'est la position qu'attend la communauté scolaire dans sa diversité. Je sais qu'il y a des réticences par rapport à ces stages, ce n'est pas notre position mais voilà le cadre que nous voulons baliser, car notre rôle n'est pas d'être les propagandistes de la politique du Gouvernement, quel qu'il soit, c'est de défendre la qualité pédagogique et l'intérêt des élèves parisiens. C'est la mission qui nous a été confiée. Voilà.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur CHERKI.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'attribution d'un "prix aux bacheliers titulaires de mentions" dans le cadre d'un projet éducatif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 21 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'attribution d'un prix aux bacheliers titulaires de mentions dans le cadre d'un projet éducatif.

Madame Géraldine POIRAULT-GAUVIN, vous avez la parole.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Madame le Maire.

Je suis très heureuse de relayer devant vous un vœu qui a été adopté par le Conseil du 15e arrondissement, à l'initiative de la benjamine de ce dernier, Mme Anne-Charlotte BUFTETEAU, qui est adjointe au maire du 15e arrondissement.

Dans l'école de la République, nous devons défendre le principe de l'égalité des chances et envoyer un signe fort aux élèves les plus méritants, comme le font d'ailleurs d'autres communes d'Ile-de-France. La Ville de Paris et le Département de Paris pourraient très bien aider ces jeunes, les plus méritants, titulaires d'une mention au Bac en les aidant à accomplir un projet éducatif, par exemple le financement du permis de conduire, le financement d'un séjour linguistique, l'achat de matériel informatique et l'achat de livres.

A l'heure où 80 % des lycéens obtiennent leur Bac, encourager l'effort, soutenir les plus méritants, s'inscrit parfaitement dans l'esprit de l'action du Président de la République. Ce genre d'initiative relève, nous le savons bien, de la compétence de la Région Ile-de-France mais il serait souhaitable que le Département et la Ville de Paris s'associent à cette mesure.

L'objet de ce vœu, que nous déposons avec mes collègues du 15e arrondissement, est donc de demander à M. le Maire de Paris de faire étudier la proposition d'attribution d'un prix aux bacheliers parisiens, titulaires d'une mention, en s'associant aux initiatives qui pourraient être prises par nos partenaires.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Revenons à l'esprit du Conseil de Paris.

Je donne la parole à M. Pascal CHERKI.

M. Pascal CHERKI, adjoint. - On me demande en fait d'étendre au niveau de Paris le dispositif qui existe à la Région. Je n'y suis pas favorable et je vais vous dire pourquoi. Je ne suis pas pour attribuer des dotations financières aux élèves. Deuxième élément, je ne suis pas pour les réserver à ceux qui ont une mention. Nous avons une philosophie différente à Paris, qui est de faire un prix pour les collégiens méritants, qui est basé sur la notion de mérite et qui récompense un effort.

Cela peut être une progression dans les notes, un collégien qui part de très bas et qui progresse pour devenir moyen, c'est un effort ; un collégien qui était moyen et qui devient très bon, c'est un effort ; cela peut être le comportement dans le collège, pour celui qui consacre du temps pour les autres, etc. Nous faisons cela avec les principaux de collège. Il y a une cérémonie, chaque année, où nous récompensons les élèves en leur offrant un ouvrage de qualité. Mais je suis contre les dotations financières. Je ne suis pas pour rémunérer les élèves qui ont des mentions. Il y a les bourses, etc. C'est autre chose.

Donc, cela me gêne. Par contre, je ne suis pas opposé à étudier un dispositif. J'en parlerai avec la Région, et je pense que votre vœu peut avoir un intérêt en ce sens - vous voyez que je reconnais une pédagogie - et pour voir comment on peut créer avec elle, au niveau de Paris, un prix pour les lycéens méritants, mais selon des critères qui seraient différents.

Pour ces motifs, je ne pourrai pas voter votre vœu. Mais nous en reparlerons. Je ne suis pas contre, même si les lycées sont de la compétence de la Région, que la Ville de Paris reconnaisse aussi l'effort des lycéens après celui des collégiens.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Pascal CHERKI pour cette explication.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2008, DASCO 89 - Subventions à 4 associations étudiantes pour soutenir leurs projets. - Montant total : 19.500 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DASCO 89 relatif à l'attribution de subventions d'un montant de 19.500 euros à 4 associations étudiantes pour soutenir leurs projets, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n°22.

Je donne la parole à M. GUILLOT pour présenter rapidement l'amendement de l'Exécutif.

M. Didier GUILLOT, adjoint, au nom de la 7e Commission. - L'association "Silhouette" organise des festivals dans le 19e arrondissement et c'est sur la demande de la mairie du 19e arrondissement que nous avons décidé d'abonder sur les crédits DAC la subvention qui avait été à l'origine de 15.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 22 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 22 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 89 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DASCO 89).

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'une évaluation annuelle des activités de la Maison des Initiatives Etudiantes.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le vœu référencé n° 23 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la mise en place d'une évaluation annuelle des activités de la Maison des initiatives étudiantes.

Monsieur MENGUY, vous avez la parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY.- Merci, Madame le Maire.

Ce vœu est le résultat de la visite que nous avons faite de la M.I.E. avec mes collègues de la 7e Commission. Alors que, comme cela a été très bien rappelé par le Président LAMOUR tout à l'heure, l'exigence de nos citoyens monte vers plus de transparence qu'une meilleure gestion des politiques publiques est d'actualité au niveau de l'Etat, nous ne pouvons que regretter que le Maire de Paris n'ait pas souhaité relayer cette demande au niveau de l'évaluation de sa propre politique et des résultats de celle-ci.

La Maison des Initiatives Etudiantes, et je le déplore parce que l'idée n'est pas forcément à condamner, rentre dans ce schéma. Nous n'avons pas, à l'heure actuelle, de réelle lisibilité sur l'efficacité, sur la véritable opportunité des actions qui sont menées à la Maison des Initiatives Etudiantes. Pour vous donner un exemple, les statistiques que la maison met en œuvre sur la fréquentation, sur les associations et les visites sont des statistiques cumulées, ce qui ne permet aucune visibilité ni aucune analyse concrète. Nous étions samedi dernier à l'anniversaire de la Maison des Associations du 15e arrondissement, et quand on compare la gestion de la Maison des Associations et celle de la Maison des Initiatives Etudiantes, on voit des différences, notamment sur le choix des associations qui peuvent s'inscrire à la Maison des Initiatives Etudiantes.

Je crains également que les résultats de l'action de la M.I.E. ne soient largement perfectibles, notamment quand on voit les partenariats qui sont menés ou pas avec les établissements d'enseignement autres que les universités, le fait que les responsables de la M.I.E. déplorent eux-mêmes qu'au bout de six ans d'existence, ils n'aient toujours pas de stand officiellement installé dans les filières d'inscription aux universités...

Quand on fait la somme de tous ces inconvénients, le vœu est évidemment motivé par le besoin d'un bilan annuel des activités de la M.I.E. Ce n'est pas pour avoir un contrôle à tout bout de champ, mais c'est pour voir les besoins, les évolutions, et quelque chose de tout à fait transparent qui s'inscrira évidemment dans le besoin de bonne gestion et de bonne gouvernance publique.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je donne la parole à M. GUILLOT.

M. Didier GUILLOT, adjoint. - Plusieurs petites réponses.

La première, sur la question du rapport d'activité, je n'ai aucun souci. Je l'ai déjà dit en 7e Commission, je le redis : je suis prêt à présenter un rapport d'activité sur la M.I.E. chaque année au mois de juin. Ce sera sans aucun souci et en toute transparence.

Pour le reste, il y a beaucoup d'inexactitudes dans ce vœu. D'abord sur la question des rapports avec les universités et autres établissements d'enseignement supérieur. Les associations inscrites à la M.I.E. sont des associations qui agissent autant dans l'enseignement supérieur et dans les grandes universités parisiennes que dans les grandes écoles. A titre d'exemple, il y a des associations de Sciences Po, de l'ESSEC, de l'Ecole des Arts, de l'IFC, des Arts Décos : le champ de la M.I.E. n'est absolument pas limité aux universités.

Pour le reste, sur la question des files d'inscription, c'est un choix de ne pas être sur les files d'inscription. En revanche, la M.I.E. est présente dans tous les forums d'associations et les journées d'information qui on lieu d'octobre à décembre, et le lieu me paraît beaucoup plus propice pour parler du bénévolat, de l'engagement et de la vie associative que sur les files d'inscription au mois de juillet.

Ensuite, sur la question des associations et du bilan d'activité des associations, là où l'on a un petit problème, c'est que sur les 175 associations qui sont inscrites à la M.I.E., seulement une trentaine sont financées par la Ville, et pour la plupart pour de petites subventions, et je ne vois pas au nom de quoi la Ville de Paris pourrait demander à l'immense majorité de ces associations qui ne sont pas financées par la Ville un quelconque rapport d'activité : cela ne me paraît pas tenir la route.

Enfin, sur la question du développement, je suis sûr qu'on peut faire mieux en la matière et c'est le souhait de tous les élus parisiens. On pourra faire mieux, évidemment, et on pourra faire mieux en ouvrant d'autres antennes de la M.I.E. : c'est le projet, vous le savez comme nous, et deux antennes devraient ouvrir dans les deux ans qui viennent, notamment dans le quartier Latin et sur "Paris-Rive gauche" et je ne doute pas que cela répondra au vœu le plus cher des associations parisiennes qui sont très nombreuses et très demandeuses.

Là aussi une dernière inexactitude : elles sont systématiquement renouvelées sur des critères très précis, et notamment un critère très important, à savoir que ces associations doivent rester étudiantes et à chaque rentrée, la M.I.E. vérifie bien que ces associations sont encore étudiantes et quand elles ne le sont plus, elles ne peuvent plus être inscrites évidemment, et dans ce cas, passent sous un autre régime.

Cette M.I.E. et ces futurs M.I.E. sont tout simplement au monde étudiant ce que sont les maisons des associations pour les arrondissements, c'est-à-dire un lieu d'animation et d'émulation pour les nombreuses structures associatives, d'accompagnement pour la formation et le développement de nombreuses associations. Là encore, le succès est au rendez-vous et le sera évidemment dans les prochaines antennes. Merci.

Je demande donc le retrait de ce vœu ou son rejet.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - On va maintenir le vœu parce que les critères que vous avez développés, Monsieur le Maire adjoint, je le regrette, ne sont pas suffisants.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur et les autres écoles, s'il n'y a pas de bilan complet et effectif, c'est une chose sur laquelle nous n'avons aucune visibilité. Le critère étudiant n'est largement pas suffisant. Quand on sait les conditions d'inscription dans les universités, on ne peut pas se baser uniquement sur le critère de demande, donc nous maintenons notre vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Vous avez donné votre réponse et nous allons passer au vote de ce vœu que, sans surprise, vous n'avez pas retiré. Sans surprise, j'appelle à voter contre.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2008, DJS 375 - Signature d'un avenant à la convention de mise à disposition, à titre précaire, de locaux d'activités, 123, rue de Tocqueville (17e) et d'un avenant à la convention d'objectifs du 1er mars 2007 avec l'association "Les M.A.C.A.Q. Troubadours" (17e).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen de la délibération DJS 375 relatif à la signature d'un avenant à la convention de mise à disposition à titre précaire de locaux au 123 rue de Tocqueville dans le 17e, et d'un avenant à la convention d'objectif du 1er mars avec l'association "M.A.C.A.Q. Troubadours" (17e).

Monsieur BENESSIANO, vous avez la parole.

M. Hervé BENESSIANO. - Mes chers collègues, je vais vous inviter à ne pas voter ce projet de délibération qui enfreint non seulement les principes d'équité entre associations, mais aussi les règles morales les plus élémentaires.

Vous savez que la vie associative est importante et dynamique, notamment dans le 17e arrondissement. Régulièrement, les associations écrivent ou viennent voir les élus afin qu'on leur trouve un petit local qui leur permettrait d'assurer et de développer leurs activités. Tout aussi régulièrement, nous nous rapprochons, nous les élus, des bailleurs sociaux, afin que les rez-de-chaussée des immeubles, souvent difficiles à louer à des particuliers, soient mis à la disposition de ces associations.

Nos démarches aboutissent rarement, et si par miracle une opportunité se présente, souvent, le montant des loyers dissuade les candidats. Certes, si aujourd'hui la maison des associations a pu répondre très partiellement aux souhaits de certaines d'entre elles, il n'en demeure pas moins qu'elles sont nombreuses à ne pas avoir trouvé de solution adéquate.

Dans ce climat tendu, une association, les "M.A.C.A.Q. Troubadours", bénéficie depuis plus d'un an d'un régime exceptionnel de faveur en occupant à elle seule un local en rez-de-chaussée de 232 mètres carrés pour 100 euros par mois, la perte de recette de 47.520 euros étant assurée par la Ville de Paris au titre d'une contribution non financière aux activités de l'association.

Nous avions dénoncé le procédé en son temps, en 2007, au nom du devoir d'équité entre les associations, mais ceci ne suffisant pas, il nous est demandé aujourd'hui d'approuver la signature d'un avenant à la convention de 2007 permettant ainsi à l'association de disposer dorénavant du double, à savoir 464 mètres carrés pour 200 euros par mois, la perte de recette de 95.040 euros constituant une subvention indirecte de la Ville de Paris.

Nous sommes scandalisés par cet excès de favoritisme et ce manque de discernement dont fait preuve la Ville de Paris envers cette association, tandis que le sort d'autres associations, parfois reconnues et vantées pour la qualité et l'utilité de leurs actions, n'est toujours pas réglé. Cette délibération constitue à leur égard une véritable provocation et un vrai message de mépris !

Ceci m'amène d'ailleurs à l'aspect amoral et malsain de ce projet.

Nous savons qu'au cours de l'année écoulée, "les M.A.C.A.Q. Troubadours" ont bien souvent fait œuvre de prosélytisme en invitant des associations à se réunir ponctuellement dans ses locaux de la rue de Tocqueville, créant le trouble dans l'esprit de certains responsables par rapport à la Maison des associations. Alors, pourquoi lui octroyer aujourd'hui le double et ne pas remettre plutôt ces surfaces à la disposition provisoire des associations du 17e, demanderesses de locaux depuis si longtemps ?

D'autant plus que, si nous consultons le budget prévisionnel 2008 des "M.A.C.A.Q. Troubadours", on relève qu'en dehors de la rue de Tocqueville, l'association vient d'obtenir de nouveaux locaux aux 111-113 rue Legendre, pour lesquels la Mairie de Paris contribue à hauteur de 70.480 euros le semestre… et je ne parle pas, bien entendu, de l'utilisation de la rue de la Banque ou de la place de Rio de Janeiro !

Que fait le Maire de Paris des règles minimales d'éthique et de réserve que lui confère sa fonction ? Les arguments énoncés précédemment sont déjà, me semble-t-il, une première réponse à cette question.

C'est pourquoi je vous demande donc, mes chers collègues, de bien vouloir vous prononcer contre ce texte.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Après un plaidoyer vibrant, la parole est à M. Bruno JULLIARD.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Comme vous y allez ! Ce projet de délibération, à lui seul, enfreindrait les règles d'équité, des règles morales, des règles éthiques et serait, à lui seul, une provocation, tout cela parce que nous accordons quelques dizaines de mètres carrés supplémentaires à une association qui, je crois, est reconnue par tous pour faire un excellent travail dans le 17e.

Quelques éléments de réponse.

D'abord, pourquoi faisons-nous un avenant à la convention ? Parce que l'année dernière, lorsque nous avons passé la première convention avec l'association "M.A.C.A.Q.", il se trouve que les règles de sécurité n'étaient, d'après la Commission de sécurité, pas suffisantes pour ouvrir le premier étage. Il se trouve qu'une nouvelle visite de la Commission de sécurité permet d'ouvrir le premier étage.

Vous nous dites qu'on aurait pu attribuer ces nouveaux locaux à des associations du 17e.

Je ferai deux observations.

Tout d'abord, je rappelle quand même que vous aviez demandé, lorsque nous avions ouvert les premières discussions voici deux ans, l'installation d'une antenne de police dans ces locaux. La Préfecture de police n'en voulait pas à ce moment-là, mais il ne me semble pas que vous souhaitiez à cette époque qu'il y ait des associations.

Nous aurions pu cette année, je vous l'accorde, et nous y avons réfléchi, ouvrir ce nouvel espace à des associations. Il se trouve que, suite à votre intervention lors de la 7e Commission, je suis allé visiter les locaux vendredi. Il n'est pas possible d'ouvrir le premier étage à d'autres associations que l'association qui gère le premier étage en raison de la disposition des locaux que je vous invite à aller découvrir ou voir si vous ne l'avez pas encore réalisé.

Quant aux conditions financières de ce bail précaire, elles sont tout à fait habituelles. Il n'y a donc aucun favoritisme dans cette convention. Je vous rappelle d'ailleurs que la Ville de Paris peut dénoncer cette convention à tout moment.

Pour la dernière question en ce qui concerne le délai de mise à disposition de cette convention précaire, nous allongeons la durée qui était à l'origine prévue moins importante, en raison du report du début des travaux à début 2011.

Je me permets une dernière remarque : je pense qu'il serait plutôt légitime et responsable que, enfin, la majorité du 17e finisse par constater que la gestion de ces locaux par l'association "M.A.C.A.Q." est une gestion remarquable et dynamique, et accepte de travailler ensemble à ce que ce lieu devienne un vrai lieu pour l'ensemble du 17e arrondissement et vous aurez tout mon soutien.

J'invite donc à voter pour cet avenant.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous allons passer au vote de ce projet de délibération pour cette association qui fait du très bon travail, vous l'avez dit.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 375.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DJS 375).

2008, DASCO 83 - Fixation des tarifs de repas et des forfaits de paiement correspondants, dans les écoles supérieures d'arts appliqués pour l'année scolaire 2008-2009.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DASCO 83 relatif à la fixation des tarifs de repas et des forfaits de paiement correspondants, dans les écoles supérieures d'arts appliqués pour l'année scolaire 2008-2009, sur lequel l'Exécutif a déposé un amendement technique n° 24.

Je donne la parole à Jean-Louis MISSIKA pour présenter cet amendement. Merci.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 7e Commission. - C'est un amendement assez technique. En fait, la directrice de l'école Estienne, pour des raisons d'organisation interne, a souhaité faire gérer la cantine par la Caisse des écoles du 13e arrondissement.

Cela nous conduit donc à une modification de tarification entre les tarifs proposés par l'école Estienne et les tarifs de la Caisse des écoles du 13e arrondissement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur MISSIKA.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 24 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 24 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 83 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DASCO 83).

2008, DJS 68 - Subventions à six associations du 8e arrondissement. - Montant total : 7.700 euros. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 68 relatif à l'attribution de subventions d'un montant de 7.700 euros à six associations du 8e arrondissement, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 25 dans le fascicule.

Je donne la parole à Mme Martine MERIGOT de TREIGNY.

Mme Martine MERIGOT de TREIGNY. - Ce vœu concerne la subvention attribuée à l'association sportive du lycée Racine qui est une subvention modique de 1.400 euros.

Nous savons que l'association sportive du lycée est la première association sportive de lycée parisienne en nombre de licenciés. Il y a un dynamisme dans cette association, qui a déjà formé plusieurs champions de France, dans diverses disciplines ! Et cette subvention a pour objectif de pérenniser ses activités et de renforcer l'organisation des compétitions internes.

Cette sous-évaluation manifeste du montant de la subvention aurait pu être évitée par une consultation préalable avec les services compétents de la Ville.

Nous émettons le vœu que le Maire de Paris réévalue le montant de la subvention proposée à l'association sportive du lycée Racine à hauteur de 2.691 euros, montant qui correspond strictement au calcul de la subvention théorique applicable en la matière.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je donne la parole à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Effectivement, on peut entendre que la subvention est modique au regard du dynamisme et du nombre de licenciés de cette association, mais, comme vous le savez, s'agissant des subventions de fonctionnement attribuées aux associations sportives, il faut essayer de parvenir à un équilibre entre les 650 associations sportives de proximité qui rayonnent sur le territoire parisien, et cela, dans les limites du budget de fonctionnement tel qu'il a été voté par le Conseil de Paris.

J'ai cru comprendre déjà ce matin que vous le jugiez dépensier !

Je tiens aussi à préciser que l'association sportive du lycée Racine conserve le même montant de subvention que l'année passée, avec un maintien de ses licenciés et de ses résultats sportifs. Je vous signale aussi qu'il avait augmenté de 200 euros en 2006, puisqu'il était de 1.200 euros entre 2004 et 2005.

Le traitement des demandes de subvention ne se fait ni dans mon bureau ni avec une cellule occulte, cela a changé depuis déjà un certain temps. Les demandes de subvention sont traitées par la Direction de la jeunesse et des sports, par son service dédié aux sports de proximité, soumis au Bureau des subventions aux associations, et par moi-même.

Je peux vous dire quand même qu'il nous faut réfléchir tous ensemble aux critères d'attribution des subventions aux associations, notamment des associations sportives parce que je crois qu'on ne peut pas se satisfaire des deux critères existants, c'est-à-dire le nombre de licenciés et les résultats sportifs, sans tenir compte des projets de ces associations, de l'intérêt général, des territoires concernés mais aussi de leur situation financière.

J'ai commencé à rencontrer un certain nombre de maires d'arrondissement et j'ai, bien entendu, évoqué cette question avec eux sur la nécessité de réformer ensemble - je dis bien "ensemble" - les critères d'attribution des associations sportives.

Je serai en mesure, d'ici là fin de l'année, de vous soumettre un premier travail, avant que celui-ci ne soit soumis au vote de notre Conseil.

Par ailleurs, vous n'ignorez pas que le Maire de Paris souhaite que cette nouvelle mandature se traduise par une seconde phase de la déconcentration et que, dans cette perspective, Bertrand DELANOË souhaite que la question des subventions aux associations soit bien entendu intégrée.

Vous pouvez d'ores et déjà augmenter les subventions aux associations que vous souhaitez sur votre état spécial.

Je me permets simplement de vous dire qu'à ce stade, je ne suis pas favorable à votre proposition.

Mme Anne HIDALGO, première ajointe, présidente. - Je vous remercie.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 68.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DJS 68).

2008, DJS 111 - Signature d'une convention avec l'association "Football Club des Gobelins" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 60.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première ajointe, présidente. - Nous passons au projet de délibération DJS 111 relatif à la signature d'une convention avec l'association "Football Club des Gobelins" (13e), pour l'attribution d'une subvention de 60.000 euros, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 26.

Je donne la parole à M. VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - C'est technique. Nous n'allons pas entrer dans les détails.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 26 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 26 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 111 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DJS 111).

2008, DJS 212 - Signature d'une convention avec la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DJS 212 relatif à la signature d'une convention avec la "Fédération Française de la montagne et de l'escalade" (19e) pour l'attribution d'une subvention de 50.000 euros, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 27.

Monsieur VUILLERMOZ, vous avez la parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - C'est pareil, c'est une erreur technique.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 27 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 27 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 212 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DJS 212).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination de la nouvelle salle d'entraînement de boxe du centre sportif Max Rousié.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le vœu référencé n° 28 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la dénomination de la nouvelle salle d'entraînement de boxe du centre sportif Max Rousié.

La parole est à M. Hervé BÉNESSIANO.

M. Hervé BENESSIANO. - Je vous remercie, Madame la Maire. Vous voyez, nous sommes en progrès tous les deux.

Madame la Maire, il s'agit d'un vœu pour rendre un hommage particulier à Jacques MANAVIAN qui est un ancien champion de boxe et éducateur sportif du centre Max Rousié depuis 1959, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle salle d'arts martiaux pour laquelle de grands efforts ont été faits au niveau de la Ville de Paris, et j'en profite pour rendre un hommage public à Valérie de BREM avec qui nous avons travaillé de façon remarquable afin que ce projet soit fait en temps et en heure. Je le dis aussi clairement que je le pense. Nous avons maintenant un centre tout à fait digne de ce nom permettant d'attirer 250 à 300 jeunes qui, jusqu'à présent, étaient plutôt, il faut le reconnaître, dans les rues.

Ils vont désormais au centre Max Rousié grâce également à la qualité d'un autre éducateur qui est Frédéric ESTHER, ancien champion d'Europe de boxe. Vous voyez que nous travaillons véritablement avec des professionnels.

Jacques MANAVIAN est en fin de parcours après 50 ans de bons et loyaux services. Il est d'ores et déjà non seulement une figure charismatique mais également une légende du 17e arrondissement et en particulier des quartiers Pouchet.

C'est la raison pour laquelle l'ensemble du Conseil d'arrondissement, à l'unanimité, a souhaité que le nom de Jacques MANAVIAN puisse être donné à cette salle qui est en mezzanine dans le centre Max Rousié.

Je vous remercie, Madame… Monsieur le Maire.

(M. Christophe GIRARD, adjoint, remplace Mme Anne HIDALGO au fauteuil de la présidence).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Il faut être attentif à la démocratie participative.

Monsieur VUILLERMOZ pour l'Exécutif, vous avez la parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je suis absolument d'accord avec vous. J'ai rencontré M. MANAVIAN, ancien champion de boxe et qui est en effet un personnage sportif de grande qualité.

Je sais qu'il est très apprécié et d'un dévouement remarquable. Comme vous le précisez, Jacques MANAVIAN est un éducateur sportif qui, depuis 1959, a initié à la boxe des générations de jeunes Parisiens au centre sportif Max Rousié.

Il paraît normal que vous proposiez que la salle d'entraînement porte son nom. Cependant, vous le savez, les règles parisiennes qui régissent les dénominations sont toujours celles de 1932.

Cette délibération vise à ne rendre un hommage public qu'à une personne décédée et cela dans un délai supérieur à cinq ans. Dans le cas présent, Jacques MANAVIAN est toujours parmi nous, cela rend impossible cette dénomination.

Cependant, je vous ai proposé une solution alternative. Nous pouvons faire en sorte que, lors de l'inauguration de cette salle d'entraînement qui pourrait avoir lieu en septembre prochain en présence de Jacques MANAVIAN, reste une trace écrite de cet événement en apposant une plaque précisant que la salle a été inaugurée en présence de Jacques MANAVIAN, ancien champion de boxe, éducateur sportif au centre Max Rousié depuis 1959.

Telle est la proposition alternative que je peux vous soumettre au regard des contraintes qui sont les nôtres en matière d'hommage public.

Si vous en êtes d'accord, je vous demanderai de retirer votre vœu au profit de cette proposition.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Cette proposition vous convient-elle ? Quelle position adoptez-vous, Monsieur BÉNESSIANO ?

M. Hervé BENESSIANO. - J'ai bien noté ce que vient de dire M. VUILLERMOZ et je regrette en effet que la Ville de Paris ne fasse pas en sorte, comme il arrive dans bien d'autres villes de France, que nous puissions attribuer dans des cas exceptionnels, de leur vivant, le nom de personnalités à un stade ou un centre culturel.

Puisqu'il en est ainsi pour l'immédiat et qu'on ne peut pas le changer, j'accepte la proposition qui est un geste de M. VUILLERMOZ et dans ce cadre nous retirons momentanément notre voeu en espérant que vous pourrez faire avancer l'article de 1932 permettant d'améliorer les choses à l'avenir.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien, ce débat fera l'objet d'un autre Conseil de Paris.

Le vœu étant retiré, il n'est donc pas voté.

2008, DU 42 - Vente à la SEMAVIP, dans le cadre de la réalisation de la ZAC "Porte Pouchet" (17e), d'emprises du domaine public routier.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au G.P.R.U. "Porte de Pouchet".

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous allons passer à l'examen du projet de délibération DU 42 relatif à la vente à la S.E.M.A.V.I.P., dans le cadre de la réalisation de la Z.A.C. "Porte Pouchet" dans le 17e d'emprises, du domaine public routier, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 29 dans le fascicule.

La parole est à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Il s'agit du G.P.R.U. de la Porte Pouchet qui est un grand projet de rénovation urbain couvrant toute cette partie du 17e arrondissement.

La S.E.M.A.V.I.P. va racheter à la Ville un certain nombre de terrains, une parcelle d'environ 6.182 mètres carrés à 600 euros du mètre carré.

Le total est de 3,7 millions d'euros.

La délibération indique que le terrain n'est pas vendu au prix du marché, il est destiné en partie au logement social puisque l'O.P.A.C. fait une opération de P.L.A.-I. sur ce niveau et également du logement libre puisque le promoteur "Nexity" vient d'acquérir des droits à construire.

Je souhaite poser trois questions à Mme HIDALGO.

Quel est le prix du marché auquel la Ville de Paris aurait pu vendre ce terrain ?

La différence entre le prix réel, c'est-à-dire le prix du marché, et le prix du terrain réellement cédé, est finalement une subvention déguisée pour cette opération qui n'apparaîtra pas dans le bilan de la Z.A.C. Pourriez vous nous dire si d'autres terrains dans d'autres opérations d'aménagement cédés ou qui seront cédés le seront dans les mêmes conditions ?

Le terrain revendu par la S.E.M.A.V.I.P. au promoteur "Nexity" l'aurait été selon nos informations à 2.000 euros du mètre carré, c'est-à-dire un peu plus de trois fois plus que ce qu'a acheté la S.E.M.A.V.I.P. à la Ville. Pouvez-vous nous indiquer si cela figurera dans le bilan d'opérations de la Z.A.C., s'il a été modifié en conséquence et si nous pourrions en avoir une information ?

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Je suis un peu surprise de cette question. Nous allons y répondre. Surprise que l'U.M.P.P.A. qui s'est souvent gargarisée de l'équilibre, plus qu'équilibre, de ces deux Z.A.C. réalisées par elle en son temps, qui étaient extrêmement excédentaires, qui à maintes reprises a fait des procès à la municipalité précédente, et je crois que cela continue, sur le fait que des Z.A.C. ne seraient pas équilibrées parce qu'on y met des équipements publics notamment, et du logement social, et que bien sûr cela n'a pas le même impact en terme d'équilibre de Z.A.C. Et là, c'est l'inverse. On vient nous faire finalement le procès de vendre des terrains plus chers que ce qu'on les a acquis.

Et il est normal que l'aménageur revende un terrain plus cher qu'il ne l'a vendu, car il supporte les travaux dits de viabilisation. Cela a un coût : c'est l'assainissement, l'éclairage public, ce sont les travaux de voirie. Il faut autant que possible que l'opération soit équilibrée, ce que nous essayons de faire et c'est très étonnant de vous entendre ne nous critiquer sur ce point, d'autant que tout cela est bien sûr transparent, repris dans l'ensemble des documents qui feront le bilan financier de la Z.A.C.

Au cas présent, la S.E.M.A.V.I.P. revend le terrain à Nexity pour 40 logements libres, pour un programme global de 180 logements dont 140 sociaux qui eux sont construits par l'O.P.A.C. et elle revend à 1.344 euros le mètre carré avec charges foncières, et non pas au prix du terrain, après appel d'offres d'ailleurs ; ce n'est pas quelque chose qui a été fait comme cela au doigt mouillé ou en fonction de l'ambiance générale.

Je note également, et je vous demande de le noter aussi, qu'en Z.A.C. les constructeurs sont exonérés de la taxe locale d'équipement. Voilà les informations que je pouvais vous donner. Elles figureront bien sûr au bilan financier de la Z.A.C. mais soyez un peu cohérents. La cohérence est une vertu.

Ne nous dites pas, dans certains cas, qu'il y a des déséquilibres liés justement au fait que nous produisons des équipements publics et des logements sociaux, et dans d'autres cas, que nous essayons de faire supporter à la Ville ou aux S.E.M. qui travaillent pour le compte de la Ville, des coûts qui sont des coûts qui tiennent compte aussi du travail qu'elles fournissent, et notamment le travail d'assainissement, d'éclairage, des travaux de voirie, etc.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

M. DUBUS redemande la parole. Est-ce pour une explication de vote ? Parce que nous ne revenons pas sur le débat.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement pour dire que la cohérence commence par la réponse aux questions posées. J'ai posé trois questions qui étaient très précises et je n'ai eu qu'une réponse !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - On ne commente pas les explications. Mme HIDALGO répond comme elle le souhaite au nom de l'Exécutif et vous en pensez ce que vous voulez. Mais la règle est de ne pas répondre à une réponse. Sinon Mme HIDALGO répondra à votre réponse ! Mme HIDALGO a répondu très clairement.

De notre point de vue, vous avez répondu très clairement.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 42.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DU 42).

Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la dénomination de l'Allée du Séminaire.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 30 dans le fascicule, déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, relatif à la dénomination de l'Allée du Séminaire.

La parole est à Mme Geneviève BERTRAND, pour le groupe Centre et Indépendants.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Lors de la célébration du 350e anniversaire de la mort de Jean-Jacques Olier, le mois dernier, le président du conseil paroissial de la paroisse Saint-Sulpice a souhaité qu'un hommage soit rendu à ce fondateur des Sulpiciens et que son nom soit ajouté à celui de l'Allée du Séminaire qui se trouve rue Bonaparte, le long du trottoir qui borde l'hôtel des impôts, dans la partie comprise entre la place Saint-Sulpice et la rue de Vaugirard.

M. Jean-Pierre LECOQ et moi-même ne faisons que reprendre le souhait exprimé par ce représentant du conseil paroissial. J'ajoute que la Compagnie des prêtres catholiques de Saint-Sulpice, qui assure la formation de prêtres pour le monde entier, jouit d'une aura due à l'impulsion de son fondateur. Je me demande qui d'entre nous dans 350 ans laissera sa trace dans l'histoire de Paris. C'est trop beau pour ne pas être honoré et nous nous faisons les porte-parole de ce président du conseil paroissial de Saint-Sulpice, lui-même portant le vœu d'un très grand nombre de personnes.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Madame BERTRAND.

Je vais donner la parole à Mme HIDALGO. Il s'agit bien de l'allée qui longe ces logements où sont la plupart des personnels du Sénat, n'est-ce pas ? Très bien.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous proposez que soit donné le nom de Jean-Jacques Olier, fondateur sulpicien, curé de Saint-Sulpice de 1642 à 1652, à l'Allée du Séminaire dans votre arrondissement. Je n'y vois pas d'inconvénient. Simplement, nous avons dit, lors du précédent conseil, qu'il fallait remettre un peu d'ordre dans la façon dont on attribue les noms de voies et de places.

Je demande que la Commission d'examen des projets de dénomination de voies, places, espaces verts et équipements publics municipaux de la Ville, qui est chargée d'étudier les propositions de dénominations présentées au Maire, et donc les vœux émis à ce sujet par le Conseil de Paris, soit saisie de cette demande pour laquelle j'émets un avis favorable. Mais nous passerons d'abord par la Commission d'examen des projets de dénomination.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Le voeu de façon exceptionnelle étant approuvé, j'espère qu'on aura la sagesse de mettre un équilibre entre les laïcs et les religieux dans nos dénominations !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 97).

2008, DLH 50 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt bancaire à contracter par la SIEMP en vue du financement des locaux d'activités prévus dans le programme d'acquisition-réhabilitation de 26 PLA-I et 1 PLS dans 11 immeubles en copropriété (1er, 3e, 11e, 15e et 20e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 50 relatif à l'octroi de la garantie de la Ville de Paris à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt bancaire à contracter par la S.I.E.M.P. en vue du financement des locaux d'activités prévus dans le programme d'acquisition-réhabilitation de 26 PLA-I et 1 PLS dans 2 immeubles en copropriété (1er, 3e, 11e, 15e et 20e), sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 31.

La parole est à M. Jean-Yves MANO, s'il le souhaite.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire, mais c'est très rapide, c'est seulement un amendement technique sur le nombre de logements à une unité près.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien. Merci, Monsieur le Maire adjoint.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 31 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 31 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 50 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DLH 50).

2008, DLH 70 - Location par bail emphytéotique à la SGIM de l'ensemble immobilier situé 25, rue Michel Lecomte (3e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons, mes chers collègues, le projet de délibération DLH 70 concernant la location par bail emphytéotique à la S.G.I.M. de l'ensemble immobilier situé 25, rue Michel Lecomte? dans le 3e arrondissement.

La parole est à M. Yves CONTASSOT, du groupe "Les Verts".

M. Yves CONTASSOT. - C'est une simple question : dans le cadre du P.C.M.V., il était prévu qu'un passage permette de relier la rue Michel-Lecomte au jardin Anne Frank et je voudrais savoir si dans ce cadre, il est envisageable de maintenir ou de mettre en œuvre ce passage.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Pour répondre, Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Très honnêtement, Monsieur CONTASSOT, je regarderai avec intérêt la question qui est posée car je n'ai pas effectivement la réponse. En même temps, dans le cadre de l'étude que nous engageons, forcément cette question sera à l'ordre du jour.

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je peux vous dire qu'habitant sur ce jardin, ce serait une très bonne idée pour les habitants. Mais c'est peut-être compliqué, en effet. Non ? C'est une très bonne idée et je vous encourage.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 70.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DLH 70).

2008, DLH 92 - Garantie d'emprunt complémentaire pour la réalisation par l'OPAC d'un programme de construction de 32 logements PLUS, 16 logements PLA-I et 16 logements PLS situés 23, rue de Varize et 40-44, rue du Général Delestraint (16e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au Centre de stabilisation, 23, rue de Varize (16e).
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 92 concernant la garantie d'emprunt complémentaire pour la réalisation par l'OPAC d'un programme de construction de 32 logements PLUS, 16 logements PLA-I et 16 logements PLS situés 23, rue de Varize et 40-44, rue du Général Delestraint (16e), sur lequel le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif ont déposé les vœux référencés n^{os} 32 et 32 bis dans le fascicule.

La parole est à Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER.

Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER. - Monsieur le Maire, nous avons voté contre le projet DLH 92 au dernier Conseil du 16e arrondissement car un nouvel élément est intervenu.

En effet, le bâtiment 23 qui abritait un hospice géré par la congrégation des Petites Soeurs des pauvres, a été récemment réhabilité et abrite actuellement un centre de stabilisation hébergeant 69 personnes en situation d'insertion sociale. Il a été réhabilité au printemps dernier.

Ces centres ont un éminent besoin d'exister, d'être développés et d'être soutenus. Or, le programme de la C.O.G.E.D.I.M. qui donne la priorité à la rentabilité de l'espace amènerait à la cessation d'activité de ce centre et à la fermeture des locaux actuels contredisant ainsi la vocation première de ces bâtiments qui est sociale. Prenant en compte ces facteurs, le Conseil du 16e émet le voeu que soit pérennisé le centre de stabilisation dans les bâtiments de l'ancien hospice des Petites soeurs des pauvres au 23, rue de Varize et que l'espace vert intérieur soit ouvert au public.

Je demande que soit voté contre le projet de délibération DLH 92.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jean-Yves MANO, et ensuite à M. GOASGUEN pour une explication de vote.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Bien volontiers.

Il se trouve que nous avons là un dossier un peu sensible du seizième arrondissement qui a d'ailleurs fait l'objet de quelques articles dans la presse. Nous voyons effectivement deux choses : le projet initial repose sur une cession du patrimoine par les Petites Soeurs des pauvres à un promoteur immobilier avec lequel nous avons négocié la réalisation de logements sociaux, de logements privés, l'installation d'une maison pour personnes âgées, ainsi qu'un nombre de mètres carrés assez important destinés, me semble-t-il, à l'aumônerie du lycée Claude-Bernard.

Ce projet prévoit l'ouverture au public du jardin qui est aujourd'hui fermé pour les deux tiers de sa surface.

De nombreux recours ont été déposés, non pas tellement sur la construction même, mais simplement parce que nous avons voulu mettre des logements sociaux. Comme il est fréquent, les riverains ont engagé un certain nombre de recours pour lesquels la C.O.G.E.D.I.M est en train de négocier. Elle y fait face successivement. Il faut dire que ces recours sont soutenus par M. GOASGUEN. Parallèlement, pendant le temps d'instruction des dossiers des recours, l'Etat, dont c'est la responsabilité, s'est soucié de l'opportunité d'utiliser ces espaces pour y mettre un centre de S.D.F. de façon provisoire, géré par ADOMA.

Lorsque le Maire du 16e, M. GOASGUEN, a appris l'ouverture de ce centre, il est de notoriété publique qu'il n'a pas tout à fait approuvé, ni apprécié l'initiative prise avant qu'il soit en responsabilité. Il suffit pour s'en convaincre de se référer aux propos de Mme BOUTIN qui s'appuyait sur les courriers envoyés par M. GOASGUEN. Les nombreux contacts que j'ai pu nouer avec le promoteur lui-même abondent en ce sens, ce dernier ayant subi les foudres du Maire du 16e. Ceci est un élément.

Puis intervient un étonnant retournement de situation, suite à une rencontre avec les riverains. Dès lors émerge une volonté politique de voir, sur ce site, implantés 60 S.D.F. de façon pérenne.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Votre sentiment, Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - Le dossier mérite quelques explications.

Nous voyons bien qu'à la fois cette position ne saurait tromper personne. Il faut dire les choses telles qu'elles sont. D'une part, il y a une opposition systématique au logement social et, d'autre part, pour des raisons purement tactiques, un soutien ponctuel de la mairie du 16e qui sait bien que l'affaire ne peut pas aller au bout pour la simple raison que les Petites Soeurs des pauvres ont fait une promesse de vente à un coût relativement important et que l'Etat ne pourrait pas être en mesure d'assumer l'acquisition du terrain pour faire un centre de 60 S.D.F.

Face à cette proposition tacticienne, j'ai soumis un voeu différent. Si "a priori", la Mairie du 16e tient à avoir des S.D.F. sur ce site, je propose le voeu suivant, le vœu n° 32 bis : "que dans le programme de la C.O.G.E.D.I.M, tout en maintenant les logements sociaux ainsi que la résidence pour personnes âgées, nous trouvions en tout ou partie une place pour laisser des S.D.F. et avoir également une partie du jardin ouvert au public". Ce vœu que je vous présente allie le besoin de logements sociaux et la présence des S.D.F. : c'est donc une position unanime de notre Conseil que j'attends par rapport au voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - La parole est à M. GOASGUEN, pour une explication de vote.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - En écoutant M. MANO, je suis ravi de voir à quel point la désinformation peut aller loin. L'opposition des habitants et de la mairie du 16e, sur ce site, ne s'est pas faite sur les logements sociaux mais tout simplement sur la hauteur des immeubles qui ont été vendus par les Petites Soeurs des pauvres à la C.O.G.E.D.I.M. et les riverains et la Mairie du 16e, en particulier, ont refusé qu'on examine que des logements, qu'ils soient privés ou sociaux, dépassent un certain plafond puisqu'il est prévu actuellement de mettre des immeubles d'une hauteur de onze étages.

Evidemment, M. MANO en a déduit que c'était par hostilité aux logements sociaux alors que cela n'a rien à voir. C'est une affaire d'architecture à preuve ce qui s'est passé lors d'une assemblée générale des riverains qui avaient fait venir l'architecte. Ce pauvre architecte, d'ailleurs, assez célèbre, qui n'avait pas fait un chef d'oeuvre pour la première fois de sa vie mais probablement pas pour la dernière, s'est fait littéralement "sortir" tant la qualité des immeubles proposés par la C.O.G.E.D.I.M. sur ce site était absolument "immontrable". Il s'agit d'un conflit qui est un conflit entre les riverains et l'architecte ... Ce n'était pas moi qui étais maire à l'époque. Prenez-vous en à mon prédécesseur. Je vous inviterai la prochaine fois, je vous le promets, surtout si la C.O.G.E.D.I.M. nous fait d'autres propositions.

Cela étant, je voudrais dire que lorsque le centre d'insertion a été accepté par mon prédécesseur, ma première réaction a été de dire qu'il fallait protéger les gens qui se trouvaient dans ce centre d'insertion parce que M. MANO, qui connaît bien l'arrondissement, sait qu'en face de ce centre, il y a le Parc des Princes et qu'au Parc des Princes, vous avez des associations, relativement agitées, qui se feraient un plaisir, s'il n'y avait pas les protections idoines de la Préfecture de police, de venir finir la soirée vers le centre Varize en question. J'ai donc pris contact avec le Préfet de Police et le commissaire du 16e qui m'ont donné toutes les garanties de ce point de vue.

A partir de là, la situation se posait dans des termes tout à fait différents. Pourquoi ? Parce que les riverains souhaitent que ce centre, qui est un centre caritatif, qui était celui des Petites Soeurs des pauvres, conserve une activité caritative et en particulier que l'immeuble qui est un immeuble de bonne qualité, puisse être conservé ainsi que le parc y attenant. Ce qui à mon avis rend totalement caduque la procédure mise en place avec la C.O.G.E.D.I.M.

Et c'est la raison pour laquelle nous en restons au stade des vœux. La caractéristique des voeux dans ce Conseil, est de n'avoir aucun caractère contraignant. Mais là, en l'occurrence, je vous mets en garde sur votre propre vœu, car si ce voeu était accepté, il conviendrait évidemment de mettre en place un nouveau contrat puisque le contrat entre la C.O.G.E.D.I.M., les Petites Soeurs des pauvres et vous-même serait caduc, notamment dans l'imposition que vous souhaitez et sur laquelle, je n'ai pas d'avis car mon problème à moi, c'est la hauteur des bâtiments.

Mais j'ai une autre idée que je vous ai suggérée devant le Conseil d'arrondissement et qui n'a visiblement pas suscité beaucoup d'enthousiasme de votre part.

La Ville de Paris a l'habitude de préempter, elle préempte même copieusement. Je trouve invraisemblable que la Ville de Paris, qui se vante de faire une politique sociale, préempte avenue Pierre-1er-de-Serbie ou avenue Mozart, pour des opérations qui sont des opérations intéressantes mais qui n'ont pas une vertu de logements sociaux évidente puisque la plupart du temps, les logements sont occupés et que là, elle n'envisage même pas de préempter un terrain sur lequel pourrait être installé un centre d'insertion.

Je me pose des questions: la Ville de Paris aurait-elle passé un pacte léonin avec la C.O.G.E.D.I.M. qui interdirait de préempter un terrain qui aurait été acheté à des conditions que je ne connais pas par la C.O.G.E.D.I.M ? Il est clair que, dans cette affaire, nous sommes effectivement à front renversé, mais, en réalité, pas à front renversé du tout, car il y a belle lurette que je sais véritablement ce qu'il y a sous les préemptions de la Ville de Paris lorsqu'il s'agit d'éléments de ce genre.

Eh bien, moi, je vous dis très nettement que nous ne laisserons pas la C.O.G.E.D.I.M. s'approprier ce terrain au détriment de la vocation caritative qui est la sienne !

Dans ce domaine, la mairie du 16e utilisera tous les moyens de droit pour privilégier ce que souhaitent les habitants, qui ne veulent pas des tours mais qui veulent véritablement que cet endroit soit privilégié pour une vocation caritative et sociale.

Et, après, M. MANO m'expliquera que, évidemment, cette vocation caritative et sociale ne justifie pas une quelconque préemption de sa part. C'est la raison pour laquelle je trouve que le vœu de l'Exécutif est à la limite de l'indécence, car vous refusez de préempter un terrain et vous n'allez pas hésiter à préempter dans des endroits où le terrain est beaucoup plus cher et où il n'a aucune rentabilité en matière de logements sociaux.

C'est la raison pour laquelle ce ne sont que des vœux et que le problème de Varize va devoir être examiné avec plus d'attention. Cela m'a valu, avec le ministre, d'ailleurs, quelques altercations, car je me suis aperçu que le ministre connaissait aussi peu le dossier que M. MANO. Et comme je suis quelqu'un d'indépendant, j'ai rappelé à l'ordre à la fois le Ministre et M. MANO…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Ministre MANO !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - … et je me félicite d'ailleurs de voir M. MANO avoir reçu la même leçon que Mme BOUTIN. Vous voyez que, dans le 16e arrondissement, on est tout à fait impartial lorsqu'il s'agit de défendre l'aspect caritatif et social d'un certain nombre d'établissements qui sont plus nombreux d'ailleurs que ne le croient la plupart de mes collègues.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à M. MANO, très brièvement.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - Très brièvement.

Malgré une plaidoirie témoignant, certes, d'un certain talent, M. GOASGUEN ne trompera personne ! Très honnêtement, les mots ne donnent pas une crédibilité. Et on connaît vraiment votre pensée, Monsieur GOASGUEN.

Ne laissez pas croire à l'Assemblée que vous avez une vocation sociale rentrée qui enfin s'exprimerait depuis que vous êtes Maire ! On connaît la réalité de vos positions.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Vous n'avez pas le monopole du coeur.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - Oui, je sais, je sais !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Gardez vos énergies respectives pour le 16e arrondissement !

Et nous allons passez au vote.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - Nous avons des Conseils d'arrondissement qui sont devenus un peu amusants puisque nous avons des débats de ce type.

Néanmoins, je pense que la position de M. GOASGUEN ne trompe personne. Nous réaffirmons la volonté de la Ville de Paris de faire du logement social, de trouver une place avec l'aide de l'Etat dont, je rappelle, c'est la responsabilité de créer des centres d'accueil pour S.D.F.

Dans le cas précis, nous mobilisons ça et là des immeubles de façon provisoire pour l'utilisation rationnelle de ces espaces, dont certains sont inoccupés depuis longtemps. A partir de là, ce projet ira au bout et je vous propose de voter le vœu n° 32 bis et de voter, bien sûr, le projet de délibération.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le vœu n° 32 étant maintenu, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 98).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 92.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DLH 92).

Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif à l'occupation des logements sociaux de la Ville de Paris.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que le vœu référencé n° 33 dans le fascicule relatif à l'occupation des logements sociaux de la Ville de Paris est retiré.

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'immeuble du 35, rue Pastourelle, dans le 3e arrondissement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que le vœu référencé n° 34 dans le fascicule relatif à l'immeuble du 35, rue Pastourelle (3e) est également retiré.

2008, DLH 127 - Modification de l'article 3 de la délibération des 1er et 2 octobre 2007 autorisant M. le Maire de Paris à proposer des aides municipales dans le cadre du programme d'amélioration de la qualité environnementale des logements privés parisiens et de signer une convention avec l'ADEME portant sur un programme d'information et d'animation.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DLH 127 relatif à la modification de l'article 3 de la délibération des 1er et 2 octobre 2007 autorisant M. le Maire de Paris à proposer des aide municipales dans le cadre du programme d'amélioration de la qualité environnementale des logements privés parisiens et de signer une convention avec l'A.D.E.M.E. portant sur un programme d'information et d'animation.

La parole est à M. Jérôme DUBUS, pour le groupe UMPPA.

M. Jérôme DUBUS. - On va parler un peu de fenêtres à l'occasion de cette nouvelle délibération qui est la correction d'une délibération du mois d'octobre dernier où le Conseil de Paris avait mis en place une prime, une aide au changement de fenêtres, une prime municipale de 100 euros et les fenêtres en PVC avaient été exclues, on ne sait pas très bien pourquoi.

On permet aujourd'hui à nouveau à la pose de fenêtre en PVC de bénéficier de cette prime municipale, ce qui est une bonne chose, car une prime municipale, comme vous le savez, n'a pas pour objet d'instaurer une hiérarchie entre les matériaux qui vont être choisis par les propriétaires s'ils veulent faire des économies d'énergie dans ce domaine et également améliorer leur isolation phonique.

L'interdiction de tel ou tel matériau pour ce type de fenêtre relève essentiellement de l'Architecte des Bâtiments de France lors de l'instruction du permis de construire et non de l'attribution d'une prime municipale.

Néanmoins, se pose le problème de la différence de coûts de ces matériaux. La fenêtre PVC coûte moins cher qu'une fenêtre en aluminium ou en bois. Dès lors, n'y a-t-il pas nécessité de différencier le montant de la prime en fonction du type de matériau choisi ? 100 euros pour une fenêtre en PVC standard, c'est 20 % du prix ; 100 euros pour une fenêtre en aluminium standard, c'est 12 % du prix ; 100 euros pour une fenêtre en bois standard, c'est 8 à 12 % du prix. On voit bien là qu'il y a une différence importante qui va peser sur le choix du matériau pour les propriétaires.

D'autre part, puisque cette aide est soumise pour le propriétaire à un encadrement de son loyer, on parle d'un loyer maîtrisé, et je souhaiterais demander à M. MANO combien de propriétaires privés ont bénéficié de cette mesure depuis sa mise en place.

Cette mesure vise avant tout un objectif de réduction des pertes d'énergie dans les bâtiments. Je rappelle que les bâtiments, c'est un tiers aujourd'hui des émissions de gaz à effet de serre. Et cela devrait donc bénéficier à tous les propriétaires privés, car tous les immeubles doivent participer à ces économies, quel que soit le montant des loyers pratiqués.

Le troisième point que je voudrais souligner : il me semble que le pré-diagnostic énergétique qui conditionne l'obtention de cette aide devrait être pris en charge en totalité par la Ville. S'il y a vraiment urgence dans le domaine environnemental, et nous en sommes convaincus, la Ville se doit d'être exemplaire sur les moyens mis en œuvre pour améliorer la situation actuelle. Avoir un temps d'avance, c'est aussi cela.

Enfin, vous aviez dans ce domaine et dans votre programme municipal prévu des exonérations de taxe foncière, conformément à la loi de 2005 qui le permet. Qu'en est-il de cette promesse ? Quand la mettrez-vous enfin en place ?

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT, adjoint. - Il avait effectivement été prévu volontairement et pas du tout par hasard d'exclure le PVC des aides susceptibles d'être données par l'A.D.E.M.E. pour une raison fort simple : le PVC est un produit absolument nocif. Il est composé à base de chlore pour l'essentiel, évidemment aussi avec beaucoup de composés de type plomb, cadmium, des organostaniques qui sont des substances toxiques et qui, sous l'effet des ultraviolets, ont tendance à se décomposer. Il y a donc un problème de santé public qui est assez peu, il faut bien le reconnaître, pris en considération aujourd'hui.

Deuxième élément, on ne sait pas aujourd'hui traiter de manière intelligente l'élimination du PVC. Pour éliminer une tonne de PVC, on produit une tonne de déchets résiduels absolument ingérables. On est obligé d'ailleurs d'équiper, ce qui est le cas évidemment, pour des raisons de précautions sanitaires, les incinérateurs de traitements spécifiques pour éliminer le chlore.

On est donc dans une logique complètement infernale. On a des produits qui sont dangereux, on a des produits qui sont toxiques, on a des produits qui ne sont pas écologiques, c'est le moins qu'on puisse dire, et qui, en même temps, cela a été souligné par M. DUBUS, sont très souvent contestés par les Architectes des Bâtiments de France du point de vue de leur impact sur l'esthétique et le patrimoine parisien.

Je comprends les motivations qui ont conduit l'Exécutif à proposer cette délibération, puisqu'il y a une plainte, au motif que ce ne serait pas concurrentiel. Parce que tel que c'est rédigé, je reconnais effectivement qu'on a une difficulté.

Je souhaite, pour ma part, qu'à titre conservatoire, cette délibération puisse être adoptée mais que, d'ici le mois de septembre, on nous propose un nouveau texte qui, sur la base de considérations sanitaires et environnementales, nous permettrait d'avoir des choix conformes à ce que nous voulons en matière de plan climat et en matière de respect de la planète, de manière à ce qu'on ne se retrouve pas d'ici quelques années, par un effet d'aubaine, avec une majorité de fenêtres dont on ne saurait que faire très rapidement. Je rappelle simplement que la durée de vie du PVC est d'environ un tiers par rapport à celle du bois. Ce ne serait donc pas de bonne pratique non plus, qu'on favorise l'usage du PVC.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

La parole est à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Monsieur CONTASSOT, j'ai effectivement nos débats en mémoire, lorsque nous avions proposé cette délibération et effectivement, vous avez fait remarquer un certain nombre d'éléments qui méritent d'être analysés.

D'autre part, nous sommes contraints de faire évoluer de notre délibération. Néanmoins, votre proposition d'étude complémentaire pour déterminer ce qu'il y a lieu de voir en la matière me semble judicieuse.

Monsieur DUBUS, il y a là évidemment une adaptation, vous l'avez compris. En même temps, dans vos interventions, vous avez fait de multiples propositions et je ne reviendrai pas en détail sur les unes et les autres parce que cela nécessite des informations dont je ne dispose pas à l'heure où je vous parle, notamment sur le nombre de personnes ayant pu, dès à présent, en bénéficier, mais je crois que c'est relativement faible.

D'autre part, quand vous appelez la Ville à prendre un temps d'avance sur le traitement des mesures environnementales, je vous rappelle, Monsieur DUBUS, une évidence simple : la Ville de Paris est en avance par rapport à l'Etat ; l'Etat parle beaucoup à travers le Grenelle de l'environnement mais nous sommes dans l'attente, à ce jour, de la moindre mesure financière concrète en faveur, soit des propriétaires privés, soit des bailleurs sociaux, et très honnêtement, le programme de la Ville en matière de diagnostic d'énergie avec une expérimentation sur 100 immeubles, tout cela est en route et en marche, exclusivement financé par la Ville de Paris et sans le moindre euro venant du Gouvernement, et je le regrette.

C'est pourquoi je propose de voter le projet de délibération qui vous est proposé.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je vous remercie pour l'enrichissement du débat.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 127.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DLH 127).

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation de l'immeuble situé 28, rue des Epinettes.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons les vœux référencés n° 35 et n° 35 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à la situation de l'immeuble situé 28, rue des Epinettes.

La parole est à Mme KUSTER, qui donne la parole à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Rapidement, puisqu'il y a un contre-vœu de l'Exécutif qui reprend textuellement ce que nous avons proposé, il s'agit d'une copropriété très dégradée, située au 28, rue des Epinettes dans le 17e, qui fait partie de l'opération programmée de l'amélioration de l'habitat. Nous souhaitons que cette copropriété puisse bénéficier d'aides renforcées au titre des copropriétés en difficulté. Il n'y a pas matière à discussion, puisque tout le monde est d'accord sur le sujet.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur MANO, vous avez la parole, rapidement.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Il y a un accord sur le fond, mais sur la forme, vous savez bien que la Ville de Paris seule ne pouvait pas décider. C'est pourquoi nous avons fait un contre vœu.

Bien sûr, la Ville de Paris soutiendra, dans le cadre de la commission compétente de l'attribution des aides, l'immeuble qui fait partie de cette O.P.A.H. et qui avait été identifié depuis de nombreux mois comme nécessitant à l'évidence des soutiens extrêmement importants pour se redresser.

Je propose de voter le vœu n° 35 bis.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le vœu n° 35 étant retiré, je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 99).

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au financement du logement social.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 36 et n° 36 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs au financement du logement social.

La parole est à nouveau à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Il s'agit d'un vœu sur lequel on tourne un peu en rond avec M. MANO. Cela fait deux fois qu'il est déposé sous une forme ou sous une autre, et nous avons essuyé un refus à chaque fois. Nous avons une petite progression, mais qui n'est pas suffisante, puisque vous avez fait un contre vœu de l'Exécutif.

Nous souhaitons pour chaque opération de conventionnement en matière de logement social - acquisition/rénovation ou acquisition tout court et reconventionnement -, disposer d'un bilan de ce qui est réalisé faisant apparaître très clairement la vacance au moment de l'acquisition, le nombre d'attributions en faveur de demandeurs par type de financement et également, un bilan sur les baux sociaux qui sont requalifiés.

Votre contre-vœu, de ce point de vue, n'est pas tout à fait dans la même ligne, puisque vous avez oublié, volontairement vraisemblablement, d'y faire figurer les baux requalifiés. Nous avons également droit, dans les considérants, à un certain nombre d'actes de propagande sur la politique du logement de la Ville, que l'on connaît bien.

Je maintiendrai donc mon voeu sur ce sujet.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Avec M. DUBUS, nous avons des divergences, mais M. DUBUS est nouveau dans cette Assemblée. Ce débat, nous l'avons eu pendant sept ans, et nous continuerons à l'avoir. Je ferai remarquer à M. DUBUS qu'il faut avoir une certaine cohérence.

Dans votre propre programme, vous envisagiez l'acquisition de 800 appartements par an pour arriver à vos objectifs annuels, sur lesquels vous vous étiez engagés. Je vous rappelle également que lors de notre dernière séance, au sein de votre groupe, nous avons eu une demande très forte d'acquérir un immeuble de 200 logements, menacé d'être vendu à la découpe, pour sauver les locataires.

Ceci, me semble-t-il, doit être mis en cohérence chez vous. Pour notre part, nous continuerons à acquérir les immeubles chaque fois qu'il y a des locataires potentiellement en danger qui, sans nous, seraient obligés de quitter Paris. Oui, bilan il y aura, et dans une instance qui existe et qui se réunit de façon annuelle.

Comme dans le bleu budgétaire, on a déjà un certain nombre de détails, ce sont deux éléments qui vous permettront d'avoir toutes les informations que vous demandez et sur lesquelles nous n'avons d'ailleurs aucune difficulté.

Je vous propose donc de voter le vœu n° 36 bis.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur DUBUS, quelle est votre position sur votre vœu ?

M. Jérôme DUBUS. - Nous le maintenons.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 100).

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation de l'immeuble situé 6/8 rue Sauffroy.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n^{os} 37 et 37 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs à la situation de l'immeuble 6, rue Sauffroy.

La parole est à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Il s'agit du même type de vœu. C'est un immeuble qui se trouve 6/8, rue Sauffroy, qui était dans l'O.A.H.D. et qui a été remis dans l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

L'Exécutif a fait un vœu parfaitement similaire, donc on peut parfaitement voter le vœu de l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci pour la concision.

Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Pas de commentaire, on vote le vœu n° 37 bis à l'unanimité.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le vœu n° 37 étant retiré, je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 101).

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'immeuble du 10, passage du Petit-Cerf.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 38 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'immeuble du 10, passage du Petit-Cerf.

La parole est à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Cette fois-ci, on a un vœu qui concerne le 10, passage du Petit-Cerf, qui est un groupe d'immeubles situé en bas de l'avenue de Clichy, dans le 17e arrondissement, qui est dans un état absolument lamentable, puisque le 10, passage du Petit-Cerf a déjà connu un certain nombre de difficultés, des démolitions, des incidents, qu'il a fallu évacuer les locataires et les propriétaires occupants en catastrophe, notamment au mois de juin 2007. Nous sommes assez inquiets sur ce sujet, puisque nous frôlons la catastrophe quasiment quotidiennement.

Nous proposons, puisque cela fait l'objet d'un traitement par la S.I.E.M.P., que cette partie du passage du Petit-Cerf, et notamment l'immeuble 10, passage du Petit-Cerf fasse l'objet d'une étude très rapide, j'allais dire dans les 15 jours, pour savoir où nous en sommes de l'aspect locatif et de l'aspect d'occupation de l'immeuble, et puisque la S.I.E.M.P. travaille dessus de manière assez remarquable, nous pourrions également envisager d'utiliser les contingents respectifs de la Ville de Paris, de la Préfecture et de la mairie du 17e arrondissement pour reloger très rapidement des gens qui vivent quand même dans des conditions catastrophiques.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur le Maire, je prends acte de l'intérêt de M. DUBUS pour cette adresse, mais je l'informerai qu'à notre connaissance les derniers occupants du 10 ont tous signé des baux et sont tous relogés. J'ai un détail extrêmement précis mais peut-être n'avez-vous pas toutes les informations avec les noms, les adresses, etc. ?

Il n'y a pas de difficulté pour nous à ce jour, l'affaire est réglée. Le passage du Petit-Cerf est un peu plus vaste d'ailleurs que celui du 10. Il y a donc une action sur un certain nombre d'immeubles sur lequel il y a une priorité donnée au relogement des personnes en fonction de la dangerosité des immeubles.

Pour nous, le vœu n'a plus d'objet puisque tout est réglé.

M. Jérôme DUBUS. - Ce n'est pas du tout la situation que nous constations sur le terrain.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Malgré cela, le maintenez-vous ?

M. Jérôme DUBUS. - Nous le maintenons.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par groupe U.M.P.P.A. relatif à l'amélioration des conditions de fonctionnement des ascenseurs dans le parc social de la Ville de Paris dans le 17e arrondissement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 39 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'amélioration des conditions de fonctionnement des ascenseurs dans le parc social de la Ville de Paris dans le 17e arrondissement.

La parole est à M. BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Vous n'êtes pas sans savoir le drame intervenu le jeudi 19 juin dernier dans l'immeuble géré par l'O.P.A.C. situé au 6 square de l'Aveyron et qui a entraîné le décès d'un adolescent de 14 ans du à cet accident d'ascenseur.

La loi "Urbanisme et habitat" votée en 2003 impose la mise aux normes de tous ces ascenseurs du parc social et privé au plus tard en 2010. Plusieurs immeubles du parc social gérés par l'O.P.A.C. dans notre arrondissement connaissent la même situation que l'immeuble du 6 square de l'Aveyron.

Devant les demandes successives auprès de l'O.P.A.C., notamment des associations de locataires - je sais que le jour même du drame vous receviez les association de locataires qui vous alertaient justement sur le sujet - pour accélérer ces travaux de mise aux normes des ascenseurs, considérant qu'il convient maintenant de rassurer une population qui a été traumatisée par ce drame, nous souhaitons, et le Conseil du 17e arrondissement souhaite que l'on puisse émettre le voeu suivant : que l'O.P.A.C. prenne d'urgence les mesures de prévention concernant l'affichage, puisque cela n'a toujours pas été fait encore à ce jour, et de protection provisoire des cages d'ascenseurs qui n'ont pas été encore rénovées et que la Ville puisse faire pression sur l'O.P.A.C. pour accélérer la mise en place de son plan de rénovation des cabines et des cages d'ascenseur dans les immeubles concernés, afin de respecter les exigences légales de 2010 le plus tôt possible.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Jean-Didier BERTHAULT.

Monsieur MANO, vous avez la parole.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Nous avons connu effectivement un drame dans ces immeubles qui a entraîné le décès d'un jeune de 14 ans suite à l'évidence à un geste d'imprudence qui lui a été fatal.

Il y a eu une émotion légitime dans cet ensemble immobilier, une mobilisation de l'O.P.A.C. et de l'ensemble des bailleurs sociaux qui pourraient gérer sur le territoire parisien des immeubles avec des ascenseurs présentant les mêmes caractéristiques. Plusieurs choses ont été faites.

D'abord, sur le plan local, bien évidemment il y a eu une sensibilisation avec un courrier envoyé à tous les locataires de l'immeuble concerné et du groupe concerné. Un courrier a été envoyé par l'O.P.A.C. à l'ensemble des locataires des immeubles concernés, au-delà du périmètre du square de l'Aveyron. Un soutien psychologique a été apporté par les services de l'O.P.P.A.C. à l'ensemble des habitants comme à la gardienne de l'immeuble.

Un soutien particulier sera apporté à la famille à laquelle il sera proposé, si elle le souhaite, évidemment, un autre logement car on comprend bien qu'elle aura peut-être des difficultés à rester sur place. Comme il sera proposé également, si elle le souhaite, une autre fonction dans le patrimoine de l'O.P.A.C. pour la gardienne de l'immeuble.

Sur le plan concret et technique, nous avons évidemment fait le point avec l'ensemble des intervenants. Sachez que tous les marchés ont déjà été passés pour ces immeubles - c'est du patrimoine que nous avons récupéré de la S.A.G.I. il y a maintenant deux ans -, et que trois opérateurs sont en lice pour faire l'exécution des travaux. Il se trouve que l'entreprise qui gère l'immeuble du square de l'Aveyron est peut-être la plus en retard par rapport aux autres. Néanmoins, au niveau des normes, le travail sera fini fin 2009, et compte tenu de la technicité particulière de ce genre de travaux, nous ne pouvons pas faire appel à d'autres personnes qui ne seraient pas ascensoristes.

Les marchés sont passés. Nous essayons d'accélérer la mise en place d'une protection totale des cages d'ascenseur, mais nous sommes dépendants de la capacité d'intervention de ces entreprises. La question se pose de savoir si oui ou non, il est possible de faire des travaux provisoires. La réponse, qui pourrait sembler une évidence, est plus complexe car nous sommes en face d'une réglementation extrêmement précise, qu'à ce jour les ascenseurs sont conformes à la réglementation actuelle et que toutes interventions différentes des travaux finaux ne nous mettrait pas en phase avec la réglementation.

Nous ne pouvons pas aujourd'hui, soyons clairs, envisager des travaux provisoires. Nous avons alerté l'ensemble des prestataires de services pour qu'ils apposent une information en bonne et due forme à tous les étages, bien évidemment, en plus du courrier que nous avons envoyé à chaque locataire.

Ceci est en train de se faire et doit être fait sur les 160 cages d'ascenseurs qui restent sur le territoire parisien. L'information doit être en place à ce jour sur une centaine d'entre eux. La soixantaine d'ascenseurs restant est liée à l'intervention de la société "Kone" qui doit mettre en place l'information d'ici là fin de la semaine.

Voilà ce que je pouvais vous dire.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Votre avis, Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je répondrai favorablement à votre vœu, tout en ayant bien conscience du souci qui était la vôtre. Et j'espère que vous avez pris conscience également de ma réponse qui détaille les normes que nous devons respecter qui compliquent un peu la tâche par rapport à nos capacités d'intervention.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 102).

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Soyons clairs. Je ne peux pas voter le vœu qui était proposé. Je l'ai clairement exprimé…

Le vœu demande à un organisme de faire des travaux provisoires que légalement il ne peut pas opérer puisqu'ils ne seraient plus conformes à la réglementation. J'ai clairement exprimé que je ne pouvais pas, pour des raisons de réglementation, voter ce vœu. Peut-être que je n'ai pas été assez précis…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous avions compris que l'Exécutif était favorable par la voix de Jean-Yves MANO. Celui-ci vient de rectifier en disant qu'il a été mal compris…

Le vote ayant eu lieu, est-ce que le vote de ce vœu pose un vrai problème, Jean-Yves MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Objectivement, il pose un vrai problème. On est en train de voter un vœu que sur le plan technique et réglementaire, nous ne serons pas capables d'appliquer.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je propose que le vœu reste un vœu et que nous nous en tenions là.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A relatif au parc Sainte-Perine.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés n° 40 et n° 40 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs au parc Sainte-Périne.

La parole est à M. GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - En l'occurrence, franchement, je sais bien qu'il n'y avait pas que M. MANO qui était concerné mais cette affaire du parc de Sainte-Périne est presque cocasse. Voilà un jardin qui est un des rares du 16e arrondissement sud, qui perd des espaces verts quasiment chaque année. Voilà un jardin qui est fréquenté par des mères de famille et des personnes âgées. Voilà un jardin qui comporte des essences naturelles depuis plusieurs décennies.

Et l'A.P.-H.P., parce qu'elle a des problèmes, se dit: après tout, qu'il y ait des essences naturelles et des arbres, ce n'est pas son problème, elle va construire. Qui trouve-t-elle comme interlocuteur ? La Ville de Paris. On aurait pu s'attendre à ce que la Ville de Paris, encore une fois, essaye de défendre les espaces verts de la Ville de Paris. Non, pas du tout ! La Ville de Paris ne défend pas l'espace vert et accepte à n'importe quelle condition de supprimer l'un des plus jolis parc du sud de Paris.

Dans ces conditions, vous comprendrez que la réaction des habitants et de la mairie du 16e arrondissement ne se soit pas faite attendre. Je dois vous dire d'ailleurs qu'elle ne fait que commencer.

Nous avons trouvé heureusement parmi la majorité municipale des gens un peu plus attentifs à la défense des espaces verts que d'autres.

Nous nous défendrons absolument et j'espère que nous trouverons des soutiens non seulement sur les bancs de la Droite mais aussi du Centre et de la Gauche. Nous défendons un espace vert.

Quand on me dit en plus que les immeubles sociaux en question sont destinés à des infirmières, il suffit simplement de demander à l'A.P.-H.P. quelle est la destination exacte des logements envisagés, à peine un tiers pour les personnels de l'A.P.-H.P.

Il y a eu une opération qui a avorté sous la dernière mandature. Ne vous faites pas de souci, elle avortera encore une fois car vous vous obstinez. Contre le bon sens, contre ce qui est évident, même une majorité soudée n'arrive pas à faire céder et nous n'avons absolument pas l'intention de céder un parc que nous défendrons bec et ongles dans le sud de l'arrondissement.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur MANO, obstinez-vous.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - C'est avec obstination que je souhaite rétablir la vérité.

Il n'a jamais été question de supprimer le parc ni même de toucher le moindre mètre carré de la partie du parc destinée au public.

Dès lors, dire cela relève de la manipulation. On va utiliser les enfants, cela marche à tous les coups, pour faire de la désinformation pure et simple.

Un vœu a effectivement été déposé par la mairie du 16e arrondissement sur la protection pérenne rendant inconstructible toute parcelle de cet espace.

Nous proposons, au nom de l'Exécutif, un voeu différent qui répond à deux éléments particuliers : les riverains demandent éventuellement une extension de la partie qui serait rendue au public. Nous y répondons favorablement, l'A.P.-H.P. peut très bien étudier, dans le respect des conditions de sécurité du personnel et des malades, la possibilité de rendre publics des espaces privatifs sans pour autant mettre en cause les projets éventuels de restructuration de l'ensemble de cette parcelle, permettant de développer les logements initialement prévus.

De plus, notre voeu propose l'étude de la possibilité d'installer un jardin partagé sur la partie rendue publique.

Je vous propose de voter le vœu n° 40 bis de l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme FOURNIER, Présidente du groupe "Les Verts" a demandé la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Effectivement, pour une explication de vote que René DUTREY va faire.

M. René DUTREY. - Pour le groupe "Les Verts", nous restons au stade du bon sens. Il y a un espace vert, son seul malheur étant de se trouver dans le 16e arrondissement.

Cet espace vert est classé de façon, nette, claire et précise. On pourra tortiller le droit dans tous les sens ainsi que le P.L.U., c'est un espace vert classé.

Le groupe "Les Verts" ne fait pas de différence entre un espace vert dans le 16e, dans le 15e, dans le 19e ou dans le 8e arrondissement. C'est un espace vert.

Cela rappelle énormément l'affaire du jardin Villemin, dans les années 1990 avec la volonté de l'A.P.-H.P. de construire sur le seul espace vert d'un arrondissement qui n'en comptait pas à l'époque, et les mobilisations associatives de l'époque qui avaient bloqué le chantier pendant plus de six mois pour gagner cet espace vert.

Il est insupportable de voir qu'à chaque fois qu'on cherche des terrains pour réaliser du logement social, cela atterrit dans les espaces verts alors qu'à quelques mètres de là, une opération de la Ville menée par l'O.P.A.C. vient de confier plus de 50 % des terrains à la Cogedim, je veux parler de l'opération de la gare d'Auteuil.

Des terrains dans le 16e arrondissement il n'en manque pas pour construire du logement social. C'est leur utilisation qui n'est peut-être pas tout à fait adaptée. Pour le groupe "Les Verts", j'imagine que cela vous apparaît cohérent, que ce soit dans le 16e arrondissement ou ailleurs, nous ne laisserons pas construire dans les espaces verts.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Pour le groupe communiste, la parole est à M. Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Je suis complice et même coauteur dans cette affaire du logement social. Je suis un récidiviste. Effectivement, on peut mentir. Par exemple, un mensonge absolu : "il n'y avait pas d'espace vert dans le 10e arrondissement au moment de l'opération évoquée".

Vous n'étiez peut-être pas né, mais depuis 1975 nous nous étions battus pour obtenir un espace vert. Il s'agissait de l'agrandir, non pas sur un espace vert à Villemin, mais sur un terrain industriel : les étuves municipales.

Premier mensonge mais vous êtes coutumier du fait sur cette opération.

Depuis 40 ans qu'il existe à Sainte-Périne un terrain constructible, jamais la Droite n'a proposé d'en changer la destination, jamais, à aucun moment.

Comme par hasard, c'est la "ligne de Neuilly", à savoir pas de logement social chez moi, qui vient d'être pourtant stigmatisée par Mme BOUTIN, que vous défendez.

Vous avez proféré un autre mensonge : c'était effectivement des logements pour les infirmières, parce qu'à l'époque j'avais fait voter au conseil d'administration de l'A.P.-H.P. un programme qui prévoyait le financement de 600 logements sociaux par an pour les personnels de l'A.P.-H.P., notamment les infirmières.

Malheureusement, le produit de la vente des terrains qui n'étaient pas destinés à l'activité hospitalière a été détourné. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus utiliser cet argent pour financer du logement social. Votre amour pour le logement social est extrêmement limité.

Dans cette affaire, il s'agit d'une opération politicienne, d'une manipulation, d'une magouille menée en séance pour rendre inconstructible un terrain qui était constructible.

Dernière chose. Pour ouvrir le jardin existant plus largement au public, que ne l'avez vous fait comme moi dans le 10e arrondissement avec Yves CONTASSOT où dans l'hôpital Saint-Louis, les gens souhaitaient pouvoir accéder au "Carré historique", il y a depuis plusieurs années une convention d'utilisation de cet espace vert qui engage la Ville de Paris et l'A.P.-H.P. !

Il n'y a pas besoin de faire venir faire du cinéma ici. On fait son travail sur le terrain, on négocie, on obtient à la fois un jardin et on peut obtenir du logement social.

Vous avez dit que nous n'étions pas au bout des choses, je vous promets quelques initiatives à la rentrée dont vous vous souviendrez. Il y aura du logement social pour les infirmières et pour les personnes défavorisées dans le 16e arrondissement et à Sainte-Périne, à côté du jardin.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - M. LHOSTIS n'a pas perdu de sa verve de la précédente mandature et de son engagement.

Vous vouliez, je crois, René DUTREY, dire un mot à la suite des mots utilisés ?

M. René DUTREY. - Je vais rester sur la forme.

Nous ne sommes pas obligés de nous envoyer des accusations de mensonge à la figure.

Je pourrais vous renvoyer le même compliment. Je comprends que Sainte-Perine soit un sujet qui vous agite beaucoup.

Vous avez dirigé l'A.P.-H.P., Monsieur LHOSTIS, sa politique en matière immobilière à Paris a été absolument lamentable. Elle est en grande partie la cause de nombreuses ventes à la découpe.

Balayez donc un peu devant votre porte.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Ecoutons M. GOASGUEN et M. LHOSTIS, puis nous passerons au vote.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je n'entrerai pas dans la polémique, cette affaire a été votée. Le P.L.U. est formel.

Si on voulait faire du juridisme, ce vœu de l'Exécutif n'est pas recevable puisqu'en toute hypothèse le P.L.U. nécessite qu'il n'y ait aucune construction. Par conséquent, on est en train de parler dans le vide.

Au lieu de se lancer dans des rodomontades et des procès d'intentions avec des accusations qui sont vraiment en dehors du sujet, logements sociaux ou non, toujours cette espèce de caricature qui est développée, je vous conseille de rester véritablement pour le moment dans les compétences du P.L.U. et de retirer votre vœu. Il n'est pas recevable en toute hypothèse.

Si nous sommes obligés de voter contre, nous voterons contre mais, M. LHOSTIS, ne vous inquiétez pas j'en ai autant à votre service pour la réaction au mois de septembre.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. -.Un dernier mot d'Alain LHOSTIS et nous passerons au vote.

M. Alain LHOSTIS. - Je suis désolé de vous le rappeler, une nouvelle fois, M. DUTREY utilise le mensonge.

(Protestations sur les bancs du groupe "Les Verts").

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur LHOSTIS, n'en ajoutez peut-être pas, ne mettez pas d'huile sur le feu, qu'on puisse passer au vote !

M. Alain LHOSTIS. - Je mettrai de l'huile sur le feu, si je le souhaite !

Je vais continuer… parce qu'une nouvelle fois, je rappelle que la directrice générale de l'Assistance publique qui a présidé à la politique menée par cet établissement est nommée par le Président de la République. Et c'est elle qui dirige l'Assistance publique.

Je demande donc à M. DUTREY de réfléchir avant de mentir. M. LHOSTIS n'était pas en charge de la direction de l'A.P., point à la ligne ! Dont acte !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Comme il n'y a que des menteurs, aujourd'hui, la parole est à Mme FOURNIER et nous passons au vote.

Mme Danielle FOURNIER. - Je souhaiterais que M. LHOSTIS retire ses propos, tout simplement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - On va arrêter là, on va passer au vote. Comme chacun ne reculera pas, connaissant vos caractères !

Le vœu n° 40 étant maintenu, nous passons au vote.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 103).

2008, DJS 370 - Création d'une commission spéciale d'élus pour l'audition des candidats à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif pour la rénovation et l'exploitation de la piscine Molitor (16e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DJS 370 relatif à la création d'une commission spéciale d'élus pour l'audition des candidats à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif pour la rénovation et l'exploitation de la piscine Molitor (16e), sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 40 ter.

Madame HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - C'est un amendement technique, simplement parce qu'il y avait une erreur matérielle qui s'était glissée dans la délibération qui propose la constitution du jury de la commission spéciale d'élus pour l'audition des candidats à la conclusion du bail emphytéotique.

C'est purement technique et cela rectifie une erreur matérielle.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Madame HIDALGO.

Avant le vote, Monsieur GOASGUEN, vous avez la parole.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - C'est bien entendu une modification technique et nous sommes favorables à cette modification.

Simplement, je voudrais souligner auprès de mes collègues, qui l'ont peut-être oublié, qu'un bail emphytéotique administratif, un B.E.A., signifie en réalité que la Mairie de Paris, au fond, s'est délestée d'un investissement qui lui était pourtant nécessaire et qui est nécessaire à cette partie de Paris et que, en face de la piscine Molitor, alors qu'on aurait pu envisager, pour le coup, un bail emphytéotique administratif, la Mairie de Paris s'est crue obligée de financer à hauteur de 110 millions d'euros un espace sportif dont on n'a absolument pas la nécessité.

Je regrette donc qu'on ait choisi le B.E.A. et qu'on ait choisi de donner les subventions à des amis plutôt qu'à ce qui est une réalité et une nécessité.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Deux mots.

Franchement, s'agissant de la piscine Molitor, je pense qu'une mandature bien précédente, y compris à la précédente, avait délaissé ce lieu, donc on ne peut que se réjouir qu'on s'y intéresse et qu'on en fasse quelque chose de positif. Et puis, on aura l'occasion de revenir sur le fond et notamment sur la question des équipements sportifs du Sud 16e, sur lequel nous avons un désaccord de fond.

Mais je crois que ce n'est pas aujourd'hui le lieu de l'évoquer, donc je vous demande de bien vouloir adopter cet amendement et le projet de délibération qui va avec.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 40 ter déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 40 ter est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 370 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DJS 370).

2008, DU 145 - Secteur "Clichy Batignolles" (17e). - Autorisation à la société HOLCIM Bétons de déposer une demande de permis de construire pour une centrale à béton provisoire. - Approbation du principe de déclassement futur de l'emprise située 120-124, rue de Saussure. - Autorisation à la Société nationale espaces ferroviaires (SNEF) de déposer une demande de permis d'aménager sur le secteur "Saussure".

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 145 relatif au secteur "Clichy Batignolles", 17e, autorisation à la société HOLCIM Bétons de déposer une demande de permis de construire pour une centrale à béton provisoire, approbation du principe de déclassement futur de l'emprise située 120-124 rue de Saussure, autorisation à la Société nationale espace ferroviaire, la SNEF, de déposer une demande de permis d'aménager sur le secteur "Saussure".

Monsieur DUBUS, vous avez la parole.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement, c'est en fait un projet de délibération où il y a trois sujets, donc c'est un peu un projet de délibération fourre-tout.

On apprend quand même une bonne nouvelle, c'est que nous avons la création de trois comités nouveaux :

- un comité de pilotage stratégique de l'opération Batignolles ;

- un comité de porte qui concerne l'avenue de Clichy et l'avenue de la porte de Clichy ;

- un comité permanent de concertation.

Ces comités vont dans le bon sens, bien évidemment, puisque nous les avions réclamés lors de la mandature précédente et que M. CAFFET avait toujours refusé de les mettre en place.

En ce qui concerne le comité de porte, il doit se réunir au plus vite, car la revalorisation de l'avenue de Clichy est aujourd'hui au point mort.

Nous avions demandé, au moment de l'élaboration du plan local d'urbanisme, que la partie sud de cette avenue, qui a besoin d'être rénovée, qui va vers le périphérique, soit classée en schéma d'aménagement global, ce qui permet de traiter à la fois les problèmes d'urbanisme, les problèmes de logement, les problèmes de voirie, de transport et d'activité économique et commerciale.

Je pense que le temps est aujourd'hui venu de reprendre cette idée.

On trouve également un autre sujet dans ce projet de délibération, qui est l'installation d'une centrale à béton provisoire pour réaliser les travaux de ce grand aménagement "Batignolles Clichy Cardinet". C'est évidemment une bonne idée également, mais ce n'est pas le sujet principal.

Le sujet principal dans cette opération, c'est l'installation d'une centrale à béton définitive sur la zone nord de l'opération située entre le boulevard des Maréchaux et le périphérique.

La centrale actuelle qui est sur le site fournit environ 12.000 tonnes de béton par an. Celle que l'on veut installer de manière définitive en produira 70.000, c'est-à-dire sept fois plus, ce qui signifie 10 à 15.000 rotations annuelles de camions toupies et les nuisances qui les accompagnent.

Nous souhaitons, bien évidemment, que le comité de pilotage stratégique que nous a promis Mme HIDALGO se saisisse de cette question pour envisager toutes les possibilités de déménagement de cette centrale à béton que l'on veut définitive.

Cette question est bien évidemment liée à celle de la mise en place des plates-formes de concentration des chantiers parisiens, vœu que nous avions soumis il y a un mois au Conseil de Paris et que vous avez malheureusement un peu rapidement écarté.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - C'est un sujet important.

Tout d'abord, sur la problématique de la centrale à béton, le projet d'aménagement consiste en l'achat par la Ville d'une importante emprise aujourd'hui possédée par R.F.F., et notamment c'est le réseau Saint-Lazare, pour réaliser ce nouveau quartier : logements, commerces, activités, équipements, parcs, quartier que nous appelons tous de nos vœux.

Sur cette emprise, il y a actuellement une base de travaux de la S.N.C.F. qui doit être déplacée à l'emplacement d'une centrale à béton actuellement située le long des voies ferrées. Si on ne déplace pas la centrale à béton temporairement, on ne pourra pas réaliser notamment la couverture des voies sur laquelle seront implantés ensuite les logements et tout l'aménagement de ce secteur. C'est donc une opération indispensable pour la suite de l'aménagement. La centrale sera donc relocalisée un peu plus au nord entre les maréchaux et le boulevard périphérique.

Les délais de construction d'une nouvelle centrale définitive nécessite, pour assurer une réalisation rapide de la Z.A.C., de réaliser une centrale à béton provisoire, parce qu'on a besoin de cette centrale à béton. Et celle-ci sera localisée sur des terrains occupés par Géodis qui doit prochainement céder ces terrains.

Je voudrais d'abord préciser quelques éléments. La localisation provisoire de la centrale se fera entre le 1er trimestre 2009 et septembre 2010. Elle est approvisionnée pour l'essentiel par le fer, et non pas par camion. On aura 30 rotations de camions par jour, de 7 heures à 18 heures 30, contre 600 camions 24 heures sur 24 aujourd'hui à Géodis. Une étude de circulation est donc bien entendu en cours pour anticiper l'impact des futures installations logistiques de la Z.A.C. mais nous avons besoin de ces installations logistiques.

Est-il possible de passer ailleurs que sur l'avenue de Clichy ? Pas vraiment pour l'instant, mais en tous les cas, la S.E.M.A.V.I.P. étudie toutes les possibilités ainsi que l'hypothèse d'une signalétique du chantier.

En ce qui concerne la concertation, M. DUBUS a commis une petite erreur matérielle aussi, je tiens à la rectifier : le comité de Porte avait été décidé par mon prédécesseur, Jean-Pierre CAFFET, sous la mandature précédente. Le comité de concertation - vous l'appelez stratégique, je veux bien, tout est stratégique - mais c'est un Comité permanent de concertation, qui sera mis en place parce qu'il se justifie vu qu'on est dans la phase opérationnelle de la Z.A.C., sera bien évidemment amené à examiner l'ensemble des sujets, qu'il s'agisse des questions d'aménagement, des questions liées aussi au Plan climat, puisque nous voulons que cette Z.A.C. soit exemplaire, mais également des questions liées aussi à la circulation, au logement et à l'ensemble des activités qu'on trouvera sur ce nouveau quartier.

Voilà les informations que je tenais à apporter en complément de ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame HIDALGO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 145.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DU 145).

Dépôt de questions d'actualité.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que nous sommes saisis de 6 questions d'actualité.

La première émane du groupe du Mouvement républicain et citoyen. Elle est "relative aux événements qui ont eu lieu au Champ de Mars".

La deuxième question d'actualité est posée par Mme Emmanuelle BECKER, au nom du groupe communiste. Elle est adressée à M. le Préfet de police en ces termes :

"Durant la première quinzaine de juin, le Ministre HORTEFEUX paradait : presque 30.000 expulsions depuis 12 mois, 80 % de plus que l'année dernière à la même époque. Des chiffres gonflés mais qui en disent long : le respect des droits humains est bien menacé quand un Ministre de la République croit utile à sa gloire de gonfler les chiffres des mauvais traitements infligés à une partie de la population !

La réalité n'a pas tardé à se manifester. Le décès, le 21 juin d'un Tunisien de 41 ans dans les murs du centre de rétention administratif de Vincennes a été l'étincelle qui a allumé l'incendie, au sens propre comme au figuré. Dimanche vers 15 heures, il semble que plusieurs foyers se soient déclarés, que les policiers sur place auraient été incapables de contenir (les extincteurs auraient été vides). Les deux bâtiments du C.R.A. sont détruits.

Les internés administratifs étaient alors rassemblés dans la cour, parqués derrières des barrières. 17 d'entre eux, intoxiqués par la fumée ont été hospitalisés, 14 selon la police auraient disparu, les autres ont été transférés en car et en train vers les prisons administratives de Palaiseau, Lille et Nîmes dans des conditions honteuses : interdiction de lever les rideaux, de s'allonger, d'aller aux toilettes et de boire.

Nous estimons que ces événements d'une extrême gravité sont imputables à la politique du Gouvernement qui consiste à faire toujours plus de chiffre et aux conditions de séjours dans les centres de rétention.

Ces drames résonnent comme l'ultime signal d'alarme d'une politique d'immigration devenue inhumaine et dangereuse.

L'origine exacte de l'incendie reste à déterminer mais nous aimerions avoir des explications.

Comment un feu peut-il se déclencher dans un établissement où personne n'est censé disposer de briquets ou d'allumettes ? Cela pose aussi la question des normes de sécurité contre l'incendie au C.R.A. de Vincennes et des matériaux de construction utilisés. Les extincteurs étaient-ils périmés ? Existe-t-il un plan d'évacuation des locaux en cas de sinistre ?

Il semblerait aussi que la police, perdant son sang froid, pourrait avoir utilisé la violence de façon disproportionnée. Y aurait-il eu un manquement aux règles de déontologie ?

Au regard de ces éléments que je n'ai pas le temps d'étayer, et qui ont révolté un grand nombre de Parisiennes et de Parisiens, je vous serais reconnaissante, Monsieur le Préfet, de bien vouloir nous expliquer comment nous pouvons arriver en France, en 2008, à une telle situation."

La troisième question d'actualité, posée par M. Jacques BOUTAULT et le groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police est ainsi libellée :

"Jeudi 3 juillet, 15 familles sans abri ont passé la nuit dans des sacs de couchage sur le trottoir, rue de la Banque, dans le 2e arrondissement. Ces familles, dont au moins l'un des parents travaille, venaient d'être expulsées de leur logement, ou évincées d'hôtels qui les hébergeaient, de foyers d'accueil ou de chambres de tiers qui les accueillaient.

En attente de solutions d'hébergement durables, décentes et adaptées à la vie de famille, ces personnes se sont retrouvées à la rue car les centres d'hébergement d'urgence de nuit sont saturés. Le 115 ne répond plus. Les services sociaux ne sont plus en mesure de donner suite aux demandes qui leur parviennent.

Pourtant, dès le lendemain, les familles de la rue de la Banque ont été chassées du bout de trottoir qu'elles occupaient et une partie de leur matériel a été confisqué par la police. Faute de mieux, certaines se sont réinstallées.

A la mi-mai, ce sont une quarantaine d'étudiants et de familles, impasse Saint-Claude dans le 3e arrondissement qui avaient été brutalement expulsés de l'immeuble où ils avaient trouvé refuge. Cet immeuble était laissé vacant depuis de nombreuses années par un propriétaire spéculateur. Cette expulsion, au petit matin, a eu lieu alors même que le Conseil de Paris venait de voter un vœu demandant la protection des occupants et la préemption de l'immeuble.

Vendredi dernier, plus d'une centaine de S.D.F. qui avaient trouvés refuge sous le pont d'Austerlitz ont vu leur campement violemment évacué par les forces de police, sans bien entendu qu'aucune proposition de relogement ne leur ait été proposée, ni que l'on sache ce que sont devenues ces personnes puisque aucun suivi social n'a semble-t-il été assuré.

Depuis quelques semaines et particulièrement depuis la fin de l'année scolaire, et alors même que les foyers et centres d'hébergement sont saturés, les expulsions à Paris et en banlieue se multiplient.

Cour des Noues, dans le 20e arrondissement, nous sommes inquiets quant au sort des 12 familles dont 26 enfants, prêtes à payer un loyer décent, qui vivent dans un immeuble appartenant à une succession qui détient plusieurs autres immeubles à Paris et dont le propriétaire a demandé l'expulsion.

Aussi, le groupe "Les Verts" demande à M. le Préfet de police :

- de surseoir à toute expulsion qui n'a pas donné lieu au préalable à une solution d'hébergement décente et durable notamment pour les familles de la cour des Noues ;

- la mise en œuvre par l'Etat de la loi de réquisition ;

- l'arrêt des expulsions sans relogement ;

- le respect de l'obligation d'accueil des personnes et familles à la rue ;

- enfin, dans un contexte de crise où les politiques gouvernementales du logement sont indigentes (comme par exemple la privatisation du Livret A au profit des banques) et alors que, pour sa part, la Ville de Paris consacre un effort supplémentaire de 130 millions à la production de logements sociaux, le groupe "Les Verts" souhaite savoir si M. le Préfet de police a reçu des consignes particulières du Gouvernement afin de cacher les mal-logés en les expulsant systématiquement plutôt que d'avoir à faire face à ces obligations, en particulier en mettant en œuvre la loi sur le Droit au logement opposable."

La quatrième question d'actualité émane du groupe Centre et Indépendants. Elle concerne "la politique culturelle de la Mairie de Paris pendant la période estivale et autres manifestations."

La cinquième question est posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Je vous en donne lecture :

"Ici même, le mois dernier, Frédérique PIGEON soumettait un vœu à notre Conseil alertant le Préfet de Paris sur les inquiétudes des associations intervenant dans le domaine de la politique de la ville quant à leur financement pour l'année 2008.

Deux semaines après la présentation du Plan Espoir Banlieues par M. le Premier Ministre, c'est à nouveau sur ce sujet que je souhaite vous saisir aujourd'hui. Nos inquiétudes, ainsi que celles des responsables associatifs vont en effet grandissantes.

A Paris, sur l'ensemble des 14 quartiers politique de la ville, le recul de l'engagement de l'Etat menace de façon de plus en plus alarmante. Pour vous donner quelques exemples concrets, dans le 18e arrondissement l'association "La salle Saint-Bruno" qui organise une part importante du soutien scolaire, craint de voir ses subventions baisser de 55 % entre 2007 et 2008. Dans le 19e arrondissement c'est la régie de quartier Nord qui risque de voir l'ensemble du volet insertion de son action menacé et en particulier son soutien à l'apprentissage du français. Dans le 20e, la subvention du Centre social Relais de Ménilmontant pourrait chuter de 55 % entre 2007 et 2008.

Plus généralement ce sont l'ensemble des actions en faveur de l'apprentissage du français pour les familles, de l'accès aux droits et de l'intégration qui sont aujourd'hui menacées dans leur existence même.

Ces inquiétudes se situent aussi dans un cadre plus global. La présentation du Plan Espoir Banlieues n'a apporté aucun élément nouveau par rapport au discours de M. le Président de la République au mois de février dernier. Les principales mesures annoncées ne sont toujours pas financées. Les seules qui le soient le sont par redéploiement de crédits. Pas un centime d'euros supplémentaire n'a été investi.

On peut même se poser la question de savoir si la politique de la ville existe encore dans notre pays. Le retour à des politiques de Droit Commun, l'amputation des crédits de l'Agence de Cohésion Sociale et de l'Egalité des Chances de tout son volet intégration, maintenant géré par M. le Ministre de l'Immigration, ou les tentations de désinvestissement de la C.A.F. du soutien scolaire nous inquiètent d'autant plus.

Monsieur le Maire, Monsieur le Préfet, Cher(e)s collègues, la politique de la ville est, certes, un dispositif complexe auquel participent de nombreux acteurs. Mais c'est avant tout un instrument de lutte contre ce qui est sans doute le pire fléau français : la ségrégation urbaine, cette lente détérioration de notre tissu social qui fait que l'on ne naît plus égaux en droit selon là où l'on est né, ce cancer qui ronge notre pays, son vivre-ensemble, son contrat social, qui brise l'espoir des familles en un meilleur avenir pour nos enfants.

Il n'y a pas d'avenir dans notre pays pour une société qui acterait cette fracture entre une France dans laquelle on vivrait somme toute bien et des quartiers dans lesquels les citoyens seraient délaissés par la puissance publique.

C'est pourquoi je tenais aujourd'hui à nouveau à vous alerter. La politique de la ville est en danger, nos quartiers sont en danger et ce sont plusieurs dizaines de milliers de Parisiens qui sont concernés".

Enfin, la dernière question d'actualité, posée par M. Patrick TRÉMÈGE au nom du groupe U.M.P.P.A., à M. le Maire de Paris concerne "la propreté".

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

La séance, suspendue à treize heures vingt minutes, est reprise à quatorze heures quarante cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, la séance est reprise.

Examen des questions d'actualité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, nous passons à l'examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité posée par le groupe du Mouvement républicain et citoyen à M. le Maire de Paris relative aux évènements qui ont eu lieu au Champs de Mars.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, nous commençons par la question d'actualité du groupe M.R.C.

Madame Karen TAÏEB, vous avez la parole.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, je voudrais, avant de poser notre question d'actualité relative à ce qui s'est produit le 21 juin sur le Champs de Mars, féliciter les nouveaux bacheliers parisiens et vous dire que je suggérerai prochainement, lors d'un prochain Conseil de Paris, un vœu pour l'organisation d'un événement festif pour fêter le Bac de nos étudiants parisiens, et pourquoi pas, devant le parvis de l'Hôtel de Ville.

C'est la maman du bachelier qui parle !

(Rires).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous vous adressons nos chaleureuses félicitations.

(Applaudissements).

Mme Karen TAÏEB. - Je trouvais que cela manquait quand même à Paris et je parle donc au nom de tous les bacheliers parisiens !

M. LE MAIRE DE PARIS. - L'année prochaine, quand il réussira sa première année de fac, vous demanderez une autre fête !

(Rires).

Mme Karen TAÏEB. - Monsieur le Maire, je me rappelle très bien d'une de vos phrases, que j'ai faite mienne...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous décomptez tout cela de son temps parce que je suis en train de lui piquer du temps !

Mme Karen TAÏEB. - … lorsque vous aviez inauguré "Paris Plage", une des premières inaugurations, vous aviez parlé du "service public du plaisir".

M. LE MAIRE DE PARIS. - Absolument. Enfin ! Attention ! Il ne faut pas que ce soit mal interprété…

(Rires.)

A condition que cela reste convenable !

Mme Karen TAÏEB. - Tout à fait ! Vous l'aviez déjà dit…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Et gratuit, ajoute M. Patrick KLUGMAN !

Mme Karen TAÏEB. - Et le service public de la fête, pourquoi pas.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Alors, votre question ?

Mme Karen TAÏEB. - Après cette parenthèse, j'en reviens à la question qui nous préoccupe aujourd'hui. Comme chacun le sait, de graves événements se sont déroulés le 21 juin dernier au Champs de Mars où 250 à 300 jeunes sont venus perturber le rassemblement de plus de 5.000 lycéens qui étaient venus fêter la fin des épreuves du baccalauréat. De nombreux vols et agressions ont été commis, des vitrines fracturées, notamment rue du commerce dans le 15e arrondissement.

La Préfecture de police a eu l'occasion de faire connaître les opérations d'ordre public et la vingtaine d'interpellations qu'elle a menées. Vous vous êtes, vous-même, Monsieur le Maire, exprimé pour dire que vous condamniez avec la plus grande fermeté les violences commises. Nous ne doutons pas que la Ville de Paris a elle-même agi dans le cadre de ses prérogatives. Mais cela a pu être remis en cause. Pourriez-vous nous apporter des précisions, Monsieur le Maire, sur les différentes actions menées par notre Ville ce soir-là ? Et, plus largement, pourriez-vous nous informer des différents moyens mis en œuvre par la Ville afin de maintenir la tranquillité publique sur le Champ de Mars et permettre ainsi aux rassemblements populaires de continuer à s'y dérouler dans une ambiance festive et conviviale ?

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Je donne la parole à M. Georges SARRE pour vous répondre.

M. Georges SARRE, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercierai également la collègue qui m'interpelle pour la féliciter du travail pédagogique auquel elle vient de se livrer en rappelant ce que sont les compétences de la Préfecture de police et le travail qu'effectue la Mairie de Paris.

Je dirais que la Ville de Paris n'a pas attendu les événements récents et encore moins les coups de menton de certains pour faire son travail sur le Champ de Mars. La Direction des espaces verts y apporte une attention soutenue et notamment y organise des opérations exceptionnelles de nettoiement en cas de fréquentation importante.

La Direction de la Prévention et de la Protection y patrouille régulièrement. Depuis le début de l'année, 320 patrouilles ont été organisées par la D.P.P. sur le Champ de Mars.

La mission de la DPP, je le précise, n'est pas de maintenir l'ordre ni de réprimer la délinquance mais de lutter contre les incivilités, vente d'alcool par exemple, nuisances sonores, etc. Dans ce cadre, 60 P.V. ont été dressés par la D.P.P. sur le Champ de Mars ces six derniers mois. Bien sûr, la D.P.P. renforce sa présence les soirs d'affluence, à la fin des épreuves écrites du Bac - c'était le cas le 21 juin dernier - ou le soir des résultats - c'était le cas le 4 juillet dernier.

Une présence renforcée a donc été organisée, outre les 20 et 21 juin derniers, les 26 et 27 juin, 3, 4 et 5 juillet 2008 de 17 heures 30 à minuit. Cette présence renforcée s'est traduite par la mobilisation de 20 inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris, accompagnés d'agents d'accueil et de surveillance, ainsi que de 4 agents du C.R.P.P.

S'en sont suivis pour les 26, 27 juin, 3 et 4 juillet, 10 procès-verbaux et 30 mises en garde à l'encontre des consommateurs d'alcool.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs les conseillers de Paris, la Ville fait son travail. La D.P.P. assume son rôle, qui n'est pas celui de la police nationale ni de la Justice.

Au reste, la lutte contre les violences groupales demande une réaction forte de l'ensemble des acteurs concernés, police, Justice, mais j'y reviendrai lorsque nous examinerons le vœu de l'Exécutif que j'ai déposé à ce sujet en prévision du prochain Contrat parisien de sécurité.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci. Je veux saluer particulièrement les deux élus qui viennent de s'exprimer parce qu'ils sont restés dans le temps imparti. J'invite tout le monde à les prendre comme exemple.

II - Question d'actualité posée par le groupe communiste à M. le Préfet de police relative au centre de rétention administratif de Vincennes.

La parole est à Mme Emmanuelle BECKER pour la question d'actualité du groupe communiste.

Madame BECKER, attendez une seconde !

Monsieur le Préfet ?

M. LE PREFET DE POLICE. - Je note avec beaucoup de satisfaction dans cette réponse que le Préfet de police n'est pas interrogé, ce qui montre bien qu'il y a une compétence municipale dans cette affaire !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous êtes taquin ici. Vous voulez parler ? Je vous donne la parole volontiers, chaque fois que vous me la demandez !

M. LE PREFET DE POLICE. - Comme la séance était partie sur le sourire, je souhaitais aussi sourire !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous souhaitiez ajouter un brin de sourire et vous nous révélez une partie tout à fait attachante de votre personnalité : vous êtes un peu taquin ! Mais nous en sommes ravis ! Tout va bien.

M. LE PREFET DE POLICE. - Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais vous donner l'occasion de parler, Monsieur le Préfet.

Chers collègues, durant la première quinzaine de juin, le Ministre HORTEFEUX paradait. Presque 30.000 expulsions depuis 12 mois, 80 % de plus que l'année dernière à la même époque. Des chiffres gonflés mais qui en disent longs ! Le respect des droits humains est bien menacé quand un ministre de la République croit utile à sa gloire de gonfler les chiffres des mauvais traitements infligés à une partie de la population.

La réalité n'a pas tardé à se manifester : le décès le 21 juin d'un Tunisien de 41 ans dans les murs du centre de rétention administratif de Vincennes a été l'étincelle qui a allumé l'incendie au sens propre comme au figuré. Dimanche, vers 15 heures, il semble que plusieurs foyers se soient déclarés, que les policiers sur place auraient été incapables de contenir. Les deux bâtiments du centre sont aujourd'hui détruits.

Les internés administratifs étaient alors rassemblés dans la cour, parqués derrière des barrières. 17 d'entre eux, intoxiqués par la fumée ont été hospitalisés ; 14, selon la police, auraient disparu. Les autres ont été transférés en car et en train vers les prisons administratives de Palaiseau, Lille et Nîmes dans des conditions honteuses : interdiction de lever les rideaux, de s'allonger, d'aller aux toilettes et de boire.

Nous estimons que ces événements, d'une extrême gravité, sont imputables à la politique du Gouvernement, qui consiste à faire toujours plus de chiffres, et aux conditions de séjour dans les centres de rétention. Ces drames résonnent comme l'ultime signal d'alarme d'une politique d'immigration devenue inhumaine et dangereuse.

L'origine exacte de l'incendie reste à déterminer, mais nous aimerions avoir des explications. Comment un feu peut-il se déclencher dans un établissement où personne n'est censé disposer de briquet ou d'allumettes ? Cela pose aussi la question des normes de sécurité contre l'incendie au centre de Vincennes : matériaux de construction utilisés ? Les extincteurs étaient-ils périmés? Existe-t-il un plan d'évacuation des locaux en cas de sinistre ?

Il semblerait aussi que la police, perdant son sang-froid, pourrait avoir utilisé la violence de façon disproportionnée. Y aurait-il eu un manquement aux règles de déontologie de la sécurité ?

Au regard de ces éléments que je n'ai pas le temps d'étayer et qui ont révolté un grand nombre de Parisiennes et de Parisiens, je vous serais reconnaissante, Monsieur le Préfet, de bien vouloir nous expliquer comment une telle situation peut arriver en France en 2008.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PREFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, Madame la conseillère, votre question porte sur plusieurs registres, politiques et administratifs, et met en cause la façon dont les agents du service public ont géré ce malheureux événement de l'incendie du C.R.A. Je vais donc y répondre point par point, afin de démêler l'amalgame, de redresser ce qui est inexact et de compléter l'information de cette Assemblée et au-delà, de rectifier un certain nombre d'informations qui ont circulé et qui étaient complètement fausses.

J'ai d'autant plus de facilité à faire cet exercice que j'ai passé la nuit sur place et y suis retourné le lendemain matin avec le Secrétaire général du Ministère de l'Immigration. Nous avons d'ailleurs, à cette occasion, pu rencontrer un certain nombre de parlementaires, puisque c'est leur droit d'accéder au C.R.A. Trois rencontres avec les parlementaires au cours de la nuit et une comme ils l'avaient souhaité le lundi à midi.

Premier élément fondamental, l'origine de l'incendie et le déclenchement des incidents.

Cela est évident pour le grand public mais je vais être plus précis. Il s'agit d'un incendie criminel. Les analyses de police technique et scientifique établissent que l'incendie s'est déclenché à partir de plusieurs foyers dans les deux centres, dans un intervalle de temps très réduit.

Les premiers éléments d'enquête attestent du caractère volontaire et criminel de ces actes, des linges et matelas ayant été enflammés. Une enquête judiciaire confiée à la direction de la Police judiciaire est en cours sous l'autorité d'un magistrat de la République. Je suis confiant sur le fait qu'elle conduira à l'identification des auteurs de cet acte et à la détermination de l'exact enchaînement des faits.

La justice en tirera les conséquences pénales qui s'imposent. A ce jour et sans porter atteinte au secret de l'instruction, je peux vous signaler qu'un rétentionnaire a été placé sous contrôle judiciaire et que deux autres ont été présentés le 5 juillet dernier à un juge d'instruction et qu'ils sont en détention provisoire. Là aussi, sans trahir le secret de l'instruction, je peux vous dire que d'autres éléments sont portés à la connaissance des juges.

Deuxième point, la conformité du centre aux normes incendie et la rapidité de l'intervention des policiers présents. Le C.R.A. de Vincennes avait été refait voici moins de deux ans pour un coût qui mérite d'être signalé : huit millions d'euros. Il répondait bien évidemment à toutes les prescriptions d'incendie et aux normes de sécurité.

Le centre bénéficiait d'un dispositif d'alerte et de surveillance. Il était équipé de détecteurs de fumée dans tous les locaux avec un renvoi vers un local de vidéosurveillance qui bénéficiait d'une présence 24 heures sur 24. Le dispositif a d'ailleurs bien fonctionné, c'est en partie grâce à ce bon fonctionnement que tous les occupants ont pu être évacués, retenus comme personnels du centre.

Les extincteurs étaient dûment installés et en état de fonctionnement. Un premier départ de feu ayant eu lieu la veille, il est évident que quelques uns de ces appareils n'avaient sans doute pas pu être rechargés. Il se peut qu'il y ait eu quelques extincteurs qui n'étaient pas en état de fonctionnement.

Le dossier de sécurité incendie de l'établissement avait fait l'objet de contrôle des différents organismes spécialisés, y compris l'existence d'un plan d'évacuation, ce dernier prévoyant le recours au gymnase de l'école de Police, ce qui s'est d'ailleurs effectivement passé.

Face à l'évidence de l'acte criminel, il serait déplacé non seulement de s'abstenir de condamner cette dimension des choses mais également de chercher à la minorer par de faux-fuyants.

En outre, je tiens à le dire solennellement, je tiens à rendre hommage aux 40 policiers présents ce jour-là et non pas dix comme on a pu le lire dans la presse, pour leur sang-froid, leur sens des responsabilités et leur souci de protéger la vie humaine dans la gestion de ces événements.

Les fumées épaisses dégagées notamment par des matériaux ignifugés ont incommodé 17 retenus qui ont été immédiatement conduit à l'Hôtel Dieu, après avoir été examiné par le S.A.M.U. L'autorité médicale que j'ai rencontrée à plusieurs reprises sur place m'a très vite rassuré sur leur état de santé. Tous sont sortis le soir ou le lendemain matin.

Troisièmement, le respect de la dignité des retenus.

Les agents publics, Madame, ne méritent pas la caricature. On ne saurait leur faire le double grief de ne pas avoir empêché l'incendie et d'être intervenus pour mettre fin aux troubles fomentés par quelques meneurs.

Non, ils n'ont pas parqué les retenus. Les retenus ont été regroupés dans la cour puisque, s'agissant de retenus, il était difficile de les laisser partir.

Les retenus, à ma demande et nous y avons veillé avant de partir, se sont vus servir un plateau repas. Ils ont été transférés vers d'autres centres de rétention, en T.G.V. notamment pour ce qui concerne les retenus qui sont allés à Nîmes.

Vous vous étonnez de la présence possible d'allumettes ou de briquets. Je vous rappelle que le droit autorise les retenus à recevoir des visites et qu'il n'est ni possible ni souhaitable de pratiquer une fouille à corps à chaque visite.

Je rappelle d'ailleurs au passage que les centres de rétention, et c'est heureux, ne sont pas des prisons. C'est la raison pour laquelle il y a accès au téléphone, possibilité de communication, possibilité de visite et aussi, ce qui est assez peu souvent signalé, la possibilité de partir volontairement quand on n'a pas le droit d'être sur le territoire français. La différence entre Fresnes et le centre de rétention c'est qu'on peut partir librement de ce dernier, c'est peut-être naïf de le dire, cependant cela mérite d'être signalé.

Il existe une zone fumeur avec des allume-cigares électriques, mais j'imagine que vous ne m'invitez pas à priver les retenus de la liberté de fumer.

Je tenais à préciser les choses. Je sais qu'il y a des positions qui peuvent être prises et des débats politiques dans notre pays.

Mais s'agissant de la gestion de cet événement, je crois que les forces de Police ont fait leur travail, bien que confrontées à des jets de projectiles qui auraient pu évidemment être très dangereux. Par ailleurs, tous les retenus ont été retrouvés et identifiés puisque même si à un moment donné nous avons parlé d'une dizaine de retenus qui n'avaient pas pu être recensés, le dernier d'entre eux qui était enregistré sous une fausse identité à l'Hôtel Dieu.

Les principes qui guident la raison, le droit et la justice définissent que l'engagement de la responsabilité ne saurait intervenir que sur la base de mécanismes d'imputation clairs, vérifiables et attribuables à une ou plusieurs personnes désignées.

Je trouve sage de s'en tenir à ces principes éprouvés.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mme BOISTARD va ajouter quelques mots au nom de l'Exécutif.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

L'incendie du centre de rétention de Vincennes est malheureusement le résultat d'une politique de l'immigration basée uniquement sur des objectifs chiffrés sans aucune prise en compte de la question humaine, comme vous l'avez dit, Madame BECKER.

La surpopulation de ces centres et les conditions de plus en plus difficiles pour celles et ceux qui sont retenus mènent aujourd'hui à cette situation explosive.

Ces personnes retenues ne sont pas des criminels, elles sont dans une situation administrative non conforme. Alors même qu'aujourd'hui, dans le cadre de la présidence française européenne, le Ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale présente devant les autres pays européens le pacte de l'immigration, un rapport de la commission Mazeaud sur les quotas d'immigration, pierre angulaire de ce pacte, déclare que celui-ci est, je cite : "Sans utilité réelle en matière d'immigration de travail et inefficace contre l'immigration irrégulière."

Ce rapport préconise d'ailleurs une meilleure concertation plutôt que des recettes radicales purement nationales ou des remèdes spectaculaires mais illusoires.

De plus la directive européenne visant à prolonger la rétention à 18 mois plutôt que 32 jours actuellement en France contribue aussi à accentuer ce climat de tension.

La question que nous devons nous poser aujourd'hui est la suivante : Une société qui accepte que des êtres humains soient ainsi traités sur son sol n'est-elle pas finalement prête à l'accepter aussi vis-à-vis de ses propres concitoyens ? Ces hommes et ces femmes venus légalement ou illégalement en France ont le droit au respect, ils ont le droit de conserver leur dignité et d'être tout simplement considérés avec humanité.

Il en va de même pour toutes celles et ceux, élus et citoyens, qui oeuvrent pour faire respecter leurs droits.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie.

III - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police relatif aux expulsions.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la question d'actualité du groupe "Les Verts".

La parole est donc à M. BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Je m'exprime au nom du groupe "Les Verts".

Cette question s'adresse à M. le Préfet de police.

Jeudi 3 juillet, 15 familles sans abri ont passé la nuit dans des sacs de couchage sur le trottoir, rue de la Banque, dans le 2e arrondissement.

Ces familles dont au moins l'un des parents travaille venaient d'être expulsées de leur logement ou évincées d'hôtels qui les hébergeaient, de foyers d'accueil ou de chambres de tiers qui les accueillaient.

En attente de solutions d'hébergement durables, décentes et adaptées à la vie de famille, ces personnes se sont retrouvées à la rue car les centres d'hébergement d'urgence de nuit sont saturés.

Le 115 ne répond plus, les services sociaux ne sont plus en mesure de donner suite aux demandes qui leur parviennent.

Pourtant, dès le lendemain, ces familles de la rue de la Banque ont été chassées du bout de trottoir qu'elles occupaient et une partie de leur matériel a été confisqué par la police.

Faute de mieux, certaines se sont réinstallées.

A la mi mai, ce sont une quarantaine d'étudiants et de familles, impasse Saint-Claude dans le 3e arrondissement, qui avaient été brutalement expulsés de l'immeubles où ils avaient trouvé refuge.

Cet immeuble était laissé vacant depuis de nombreuses années par un propriétaire spéculateur. Cette expulsion au petit matin a eu lieu alors même que le Conseil de Paris venait de voter un vœu demandant la protection des habitants et la préemption de l'immeuble.

Vendredi dernier, plus d'une centaine de S.D.F. qui avaient trouvé refuge sous le Pont d'Austerlitz ont vu leur campement violemment évacué par les forces de police, sans qu'aucune proposition de relogement ne leur ait été faite ni que l'on sache ce que sont devenues ces personnes, puisqu'aucun suivi social n'a, semble-t-il été assuré.

Depuis quelques semaines, et particulièrement depuis la fin de l'année scolaire, et alors même que les foyers et les centres d'hébergement sont saturés, les expulsions à Paris et en banlieue se multiplient. Cour des Noues, dans le 20e arrondissement, nous sommes inquiets quant au sort de 12 familles, dont 26 enfants, prêtes à payer un loyer décent, qui vivent dans un immeuble appartenant à une succession dont le successeur détient plusieurs autres immeubles à Paris et dont l'expulsion a été demandée.

Aussi, le groupe "Les Verts" demande au Préfet de police de bien vouloir surseoir à toute expulsion qui n'a pas donné lieu au préalable à une solution d'hébergement décent et durable, notamment pour les familles de la Cour des Noues, la mise en œuvre par l'Etat de la loi de réquisition, l'arrêt des expulsions sans relogement, le respect de l'obligation d'accueil des personnes et familles à la rue.

Enfin, dans un contexte de crise où les politiques gouvernementales du logement sont indigentes (comme par exemple la privatisation du livret A au profit des banques), et alors que pour sa part la Ville de Paris consacre un effort supplémentaire de 130 millions d'euros à la production de logements sociaux, le groupe "Les Verts" souhaite savoir si le Préfet de police a reçu des consignes particulières du Gouvernement afin de cacher les mal-logés en les expulsant systématiquement, plutôt que d'avoir à faire face à ses obligations, en particulièrement en mettant en œuvre la loi sur le droit au logement opposable.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PREFET DE POLICE. - Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers.

Monsieur BOUTAULT, vous m'interrogez sur les conditions de réalisation de certaines expulsions et de mise en œuvre de la loi relative au droit au logement opposable.

Tout d'abord, je tiens à rappeler que les expulsions locatives sont prononcées par le juge judiciaire et que les services de police interviennent sur réquisition d'un huissier de justice à qui ils apportent un concours. Les motifs des expulsions sont variés : occupation sans droit ni titre parfois consécutive à une entrée par ruse, par manœuvre ou effraction - c'est le cas des squatteurs de la rue des Noues -, pour impayé de loyer, deuxième motif, pour vente, ce qui ne représente que 5 % des cas ou pour une reprise personnelle, souvent pour héberger sa famille.

J'insiste en outre sur le fait que des motifs de sécurité peuvent présider à la réalisation de certaines de ces opérations d'expulsion, dont les évacuations de squats, dans l'intérêt même des occupants. C'est par exemple le cas du squat 6, impasse Saint-Claude situé dans le 3e arrondissement, qui a été évacué le 14 mai dernier pour des raisons de sécurité, comme le soulignait la décision de justice, cette situation ne pouvait être maintenue, en raison de l'accueil d'un certain nombre de personnes et des spectacles.

S'agissant du campement de fortune implanté sur les quais de la Seine, l'expulsion a été réalisée en application de deux ordonnances de référé rendues le 17 juin 2008 par le Tribunal de Grande Instance et par le Tribunal administratif de Paris. Je note d'ailleurs au passage, contrairement à ce que vous indiquez, et c'est heureux, aucune violence policière n'a été à déplorer dans cette affaire, les policiers ont fait leur travail.

Outre les motifs d'hygiène et de sécurité soulignés par les juges des référés, un cas de tuberculose signalé au médecin inspecteur de la D.A.S.S. ont présidé à la décision d'expulsion. Par ailleurs, j'ai d'ailleurs bien noté que vous aviez employé le conditionnel, les personne évacuées ont bénéficié d'un diagnostic social individualisé, réalisé dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, c'est-à-dire d'une M.O.U.S., et se sont vues préalablement proposer une place dans un centre d'hébergement.

D'une manière plus générale, vous m'interrogez sur les conditions de réalisation des expulsions dans le contexte de l'entrée en vigueur du droit au logement opposable. Comme vous le savez, la saisine de la commission de médiation ne suspend pas la procédure d'expulsion qui résulte d'une décision de justice rendue dans un domaine où deux principes fondamentaux de notre droit, deux principes constitutionnels cohabitent, si je puis dire : le principe du droit de propriété et le nouveau principe de droit opposable au logement.

Mais, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire lors de votre dernière séance, le nombre d'autorisations accordées en vue de délivrer le concours de la force publique pour la réalisation d'expulsions domiciliaires a diminué de 15 % sur l'année 2007 par rapport à 2006, et pour votre complète information, je vous précise que les personnes déclarées éligibles au logement par la commission de médiation font l'objet d'un suivi particulier en liaison avec la Préfecture de police afin que, sans pénaliser le propriétaire, la délivrance du concours de la force publique puisse être opérée concomitamment à une proposition de relogement ou d'hébergement temporaire, lorsque cela est possible.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur le Préfet.

IV - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris, relative à la politique culturelle de la Mairie de Paris pendant la période estivale et autres manifestations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la question d'actualité du groupe Centre et Indépendants.

C'est M. le Président du groupe qui a la parole.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - La question que je vous pose aujourd'hui, Monsieur le Maire, j'aurais pu la poser à votre prédécesseur Jean TIBERI, j'aurais pu aussi la poser à Jacques Chirac, et j'aurais pu aussi la poser aux Préfets qui se sont succédé à la tête de cette ville avant qu'elle ne devienne une municipalité.

C'est une question que j'aurais pu poser aussi à tous les ministres de la Culture successifs, de droite comme de gauche, depuis de nombreuses années.

Paris est une grande capitale culturelle et internationale. Nous continuons de le croire. Les cinémas, les théâtres, les opéras, la musique, les expositions, les galeries et tout un tas d'autres choses, et depuis plusieurs années, nous vivons un paradoxe durant la période d'été. Si mes chiffres sont exacts, il reste à Paris 1,3 million de Parisiens. Si mes chiffres sont exacts, 300.000 touristes passent chaque semaine à Paris, ce qui fait presque 1,2 millions de personnes sur un mois.

C'est le moment où la plupart de ces parisiens qui restent à Paris, où la plupart de ces personnes qui viennent à Paris - provinciaux, Franciliens, étrangers - ont du temps disponible pour s'intéresser à la vie culturelle et souhaiteraient trouver dans Paris beaucoup de choses.

Or, loin de moi l'idée de dire que Paris est un désert culturel durant cette période. "Le Parisien" hier, les journaux, le site de la Ville, ou la réponse de votre adjoint tout à l'heure nous indiquent que de nombreuses choses se passent. Seulement, nous sommes obligés de constater que tout vit au ralenti.

Je pose une question globalement à l'ensemble des responsables politiques que nous sommes : pourquoi laisser aux villes du Sud de la France le monopole des grandes activités culturelles durant cette période ? C'est à Paris à réagir.

Cette question n'est pas une question polémique. Elle témoigne surtout de la volonté de manifester une prise de conscience et de voir dans quelle mesure l'exécutif parisien pourra résister à l'ambiance générale de léthargie culturelle que nous connaissons durant cette période.

Nous faisons partie d'une majorité nationale qui a choisi la rupture, et c'est la raison pour laquelle j'attire votre attention, Monsieur le Maire, sur cette léthargie culturelle de la Ville durant cette période et, ce que nous et espérons, c'est que pendant les deux mois d'été, notamment le mois d'août, nous puissions continuer à garder cette image de Capitale internationale de la culture, ce qui n'est pas le cas pendant cette période. C'est un problème de société, c'est important, mais je crois qu'il est nécessaire que l'ensemble des élus parisiens, comme d'ailleurs l'ensemble des responsables nationaux, se pose la question du pourquoi de cette léthargie culturelle.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je vous trouve un peu jacobin, car comment reprocher à Paris de ne pas faire suffisamment quand on sait au contraire que Paris partage, Paris innove, Paris, comme "Les Echos" l'ont écrit il y a peu de temps, le 27 juin, dans un grand article sur la culture à Paris, deux pages en concluant finalement qu'à Paris, il y a peut-être trop de choses ? Laissons à Paris un peu de tranquillité de temps en temps et qu'il n'y ait pas sans cesse des manifestations qui s'enchaînent, les Parisiens ont besoin d'un temps de respiration. Je vous renvoie aux Echos. Je vous passerai la copie.

Pour ce qui est des activités parisiennes l'été qui sont faites en effet dans le respect des festivals, qui se tiennent ici ou là dans l'Est de la France, en Bretagne, en Corse également, qui se tiennent dans le Sud, partout où les villes innovent, je crois qu'il est naturel que Paris sache respecter ces manifestations et ne tente pas à tout prix de vouloir les copier.

Dans ma sagesse bouddhiste, je vous rappellerai un certain nombre de manifestations. Paris est la capitale du cinéma, l'été à Paris, la capitale affirme son rôle de capitale du cinéma, qu'il s'agisse du festival Paris cinéma, des projections en extérieur sur l'immense écran de La Villette, ou des projections du forum des images qui fait voyager son cinéma au clair de lune à travers les quartiers.

La sixième édition du festival Paris cinéma initié par notre Ville et présidé par Charlotte RAMPLING, attire 70.000 personnes chaque année. Il se tient du 1er au 12 juillet 2008 dans une dizaine de lieux dans la Capitale.

Le festival propose une programmation riche autour d'une compétition internationale de courts et longs métrages d'avant-premières quotidiennes et d'hommages à des invités prestigieux.

Après le Brésil, la Corée et le Liban, le festival Paris cinéma met cette année à l'honneur les Philippines pour un panorama d'une quarantaine de films. Il y a ensuite Paris quartier d'été, festival pluridisciplinaire qui se tient du 14 juillet au 15 août, qui dure 5 semaines, soutenu à hauteur de 800.000 euros par la Ville de Paris.

Les Parisiens pourront découvrir de nouvelles générations de chorégraphes, des formes artistiques intimistes, qui incitent à la découverte et à l'expérimentation, des concerts, du cirque, des arts de la rue dans des quartiers inhabituels de Paris et d'Ile-de-France. Par ailleurs, concernant le spectacle vivant, nous pouvons citer entre autres et il y aurait beaucoup d'exemples, le festival En compagnie d'été soutenu par notre Ville, qui se déroulera dans le 14e arrondissement en deux temps, du 25 juillet au 9 août et du 18 au 30 août 2008.

Nous pouvons mentionner également la programmation du théâtre Tarmac La Villette, seul théâtre français dédié à la francophonie qui reste ouvert pendant l'été, également les Etés de la danse avec les grands ballets canadiens de Montréal du 21 juillet au 9 août au Grand Palais, ou encore la programmation danse au Petit Palais.

Il y a également une manifestation à laquelle j'invite mon collègue POZZO-DI-BORGO, ne serait-ce que pour la pratique de cette discipline, le festival Paris hip-hop, du 23 juin au 6 juillet - parce que vous avez la souplesse pour cette danse en ma compagnie ! - soutenu à hauteur de 65.000 euros par la Ville ; le public peut y découvrir pendant 15 jours une programmation pluridisciplinaire réunissant 200 artistes issus de toutes les expressions artistiques de la culture hip-hop, la peinture, la musique, la danse, la photographie, le cinéma, le graphisme.

Ensuite, dans les parcs et jardins de la Ville de Paris, des concerts gratuits font revivre les kiosques à musique dans les espaces verts parisiens. Nous pouvons citer également le festival musique et jardin dans le 18e arrondissement, le festival Chopin au parc de Bagatelle, le festival Classico vert et festival de jazz au parc floral qui offrent des concerts gratuits et en plein air tous les week-ends de juin et juillet.

Coté musée, l'offre culturelle et pédagogique restera dense cet été. Cinq expositions temporaires seront visibles en juillet-août dans les musées. Les Parisiens de Kiras à Carnavalet, Bridget RILEY et Peter DOIGT au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, la "Nuit Espagnole" inaugurée par Pierre SCHAPIRA et Colombe BROSSEL au Petit Palais, vendredi dernier.

Les musées poursuivent leur programme tout l'été, avec une attention particulière, et j'aimerais conclure, Monsieur le Maire, par un autre événement qui vous est cher, et que nous vous devons, qui est "Paris plage", une manifestation généreuse, environnementale, sociale et culturelle, où les Parisiens et les Franciliens retrouvent le plaisir légitime de longer la Seine avec un festival de musique qui propose chaque vendredi et chaque samedi des concerts gratuits d'artistes, je m'arrête là et je n'ai pas tout dit.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Bravo. A mon avis, notre collègue a annulé absolument toute absence de Paris pendant l'été tellement le programme est important. En plus, comme il est invité à danser par Christophe GIRARD, vous êtes invité à passer tout l'été à Paris, Monsieur le Président.

V - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative au désengagement de l'Etat dans les quartiers politique de la ville.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mao PENINOU, pour la question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Mao PENINOU. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Ici même, le mois dernier, Frédérique PIGEON soumettait un vœu à notre Conseil alertant le Préfet de Paris sur les inquiétudes des associations intervenant dans le domaine de la politique de la ville quant à leur financement pour l'année 2008.

Deux semaines après la présentation du plan Espoir banlieue par M. le Premier ministre, c'est à nouveau sur ce sujet que je souhaite vous saisir aujourd'hui. Nos inquiétudes, ainsi que celles des responsables associatives vont en effet grandissantes.

A Paris, sur l'ensemble des 14 quartiers politiques de la ville le recul de l'engagement de l'Etat menace de façon de plus en plus alarmante. Pour vous en donnez quelques exemples concrets dans le 18e arrondissement, l'association la Salle Saint-Bruno, qui organise une part importante du soutien scolaire craint de voir ses subventions diminuer de 55 % entre 2007 et 2008. Dans le 19e, c'est la régie du quartier nord qui risque de voir l'ensemble du volet insertion de son action menacé, et en particulier son soutien à l'apprentissage du français.

Dans le 20e, la subvention du centre social relais de Ménilmontant pourrait chuter de 55 % en un an. Plus généralement, ce sont l'ensemble des actions en faveur de l'apprentissage du français pour les familles, de l'accès au droit et de l'intégration qui sont aujourd'hui menacées dans leur existence même. Ces inquiétudes se situent aussi dans un cadre plus global. La présentation du plan espoir banlieue n'a amené aucun élément nouveau par rapport au discours du Président de la République en février dernier.

Les principales mesures annoncées ne sont toujours financées, et les seules qui le soient le sont par le redéploiement de crédits. Pas un centime d'euro supplémentaire n'a été investi.

On peut même se poser la question de savoir si la politique de la ville existe encore dans notre pays.

Le retour à des politiques de droit commun, l'amputation des crédits de l'Agence de cohésion sociale et de l'égalité des chances de tout son volet intégration maintenant géré par M. le Ministre de l'Immigration, ou les tentations de désinvestissement de la C.A.F. du soutien scolaire nous inquiètent d'autant plus.

La politique de la ville est certes un dispositif complexe auquel participent de nombreux acteurs, mais c'est avant tout un instrument de lutte contre ce qui est sans doute le pire fléau français : la ségrégation urbaine, cette lente détérioration de notre tissu social qui fait que l'on ne naît plus égaux en droits selon là où on est né, ce cancer qui ronge notre pays, son vivre ensemble, son contrat social qui brise l'espoir des familles en un avenir meilleur pour leurs enfants.

Il n'y a pas d'avenir dans notre pays pour une société qui acterait cette fracture entre une France dans laquelle on vivrait somme toute bien et des quartiers dans lesquels les citoyens seraient délaissés par la puissance publique. C'est pourquoi je tenais à nouveau à vous alerter. La politique de la ville est en danger, nos quartiers sont en danger, et ce sont plusieurs dizaines de milliers de Parisiens qui sont aujourd'hui concernés.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame STIEVENARD, vous avez la parole.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Chers collègues, je remercie le groupe socialiste radical de gauche et apparentés de l'intérêt manifesté à l'égard de la politique de la ville qui en effet, vit des heures difficiles.

En juin dernier, en réponse à Frédérique PIGEON, j'ai évoqué les gels de crédits opérés sur les subventions aux associations, je n'y reviens pas dans le détail car Mao PENINOU, à l'instant, a parfaitement exposé nos préoccupations. Sachez chers collègues qu'à cet égard, selon votre vœu, j'ai écrit à M. le Préfet de Région sur l'exigence du maintien des soutiens de l'Etat aux associations, dans la durée.

Entre temps, s'est tenu le Comité interministériel des villes qui avait été reporté à trois reprises. Le Gouvernement s'est enfin réuni le 20 juin à Meaux mais l'engagement national en faveur des quartiers populaires promis par le président de la République n'était pas au rendez-vous.

Il se limite à des annonces déjà connues, des mesures d'affichage comme le "busing", consistant à faire croire que la mixité sociale peut être obtenue en louant des cars pour déplacer quelques enfants des écoles en difficulté vers les centres-villes, et surtout un plan qui affirme sans complexe une politique uniquement financée par des redéploiements.

A l'évidence, le Gouvernement refuse d'entendre les appels au secours des associations et des élus sur l'aggravation des logiques de ségrégation et de ghettoïsation des quartiers populaires. Or, les fractures continuent à se creuser, faute d'une politique dynamique d'application de la loi Solidarité Renouvellement Urbain et d'une véritable péréquation financière à la hauteur des besoins.

S'y ajoute l'annonce d'une réduction drastique du nombre de quartiers prioritaires qui passeraient de 2.000, actuellement, à seulement 215. C'est révoltant. Loin de nous l'idée de figer la géographie des quartiers "politique de la ville". Mais la politique de la ville n'est pas non plus réductible uniquement aux opérations de renouvellement urbain financées par l' A.N.R.U., qui portent sur un nombre très limité de territoires.

L'Etat ne peut renvoyer les projets de développement en cours dans des centaines de quartiers défavorisés, simplement au droit commun ou à la seule volonté des collectivités locales. Le Gouvernement a lancé contre les collectivités locales une campagne de dénigrement, les accusant d'être trop dépensières alors que l'Etat ne cesse de se décharger sur elles de missions essentielles et coûteuses.

Tout cela se fait de façon unilatérale, sans dialogue. L'Etat nous traite comme des exécutants, pas comme des partenaires. Cette attitude de mépris est inacceptable. D'ailleurs, la fronde des maires est en train d'enfler un peu partout, quelles que soient les sensibilités. C'est pourquoi j'invite tous nos collègues à défendre les intérêts des quartiers populaires parisiens, en relayant les inquiétudes légitimes portées par les associations et en exigeant une dynamique forte, durable, de la solidarité nationale, conformément au Contrat urbain de cohésion sociale que nous avons signé le 30 mars 2007.

C'est l'avenir de plus de 300.000 Parisiens qui est en jeu dans ces quartiers. Je remercie Mao PENINOU d'avoir donné un coup de projecteur sur cette situation qui nous inquiète profondément.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci bien.

VI - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la propreté.

La parole est à M. TRÉMÈGE pour la question d'actualité du groupe U.M.P.P.A.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Merci, Monsieur le Maire.

Ma question, Monsieur le Maire, posera sur les problèmes que nous rencontrons sur un sujet qui préoccupe les Parisiens au quotidien, à savoir la propreté.

Lors de la précédente mandature, Monsieur le Maire, il ne s'est pas passé de séances sans que l'opposition municipale attire votre attention sur les risques de la politique menée et sur les résultats désastreux que risquaient d'apporter cette politique. Votre adjoint d'alors, M. CONTASSOT, par coups de menton successifs, par gestes autoritaires, n'a jamais rien voulu entendre de ce que l'opposition disait à ce sujet.

Aujourd'hui, deuxième mandature, force est pour vous de constater que la gestion de la propreté à Paris fut un échec majeur. Vous le faites d'ailleurs avec grande habileté puisque vous refilez le mistigri de l'échec à ce même adjoint, qui s'en défend en réunion de commission, indiquant que malgré les conseils successifs qu'il vous a donnés, vous n'avez rien voulu entendre.

Vous nommez un nouvel adjoint, l'un de vos proches, avec une feuille de route claire. Comme l'autre est viré, c'est lui dire : tu fais exactement le contraire de ce que CONTASSOT a fait, et surtout tu essaies de faire en sorte qu'enfin les rues de Paris soient propres. Il faut dire qu'il aura un sacré boulot compte tenu de ce qui s'est passé sept ans auparavant.

Il nous propose, Monsieur le Maire, un projet de délibération. Comme on est dans l'opposition, en début de mandature, on a un a priori plutôt favorable sur une nouvelle décision. Qu'est-ce qu'il nous dit ? Que nous allons bouleverser l'équilibre entre régie et privé. On est un peu étonnés parce que lors de la mandature précédente, vous teniez un discours totalement contraire, en nous expliquant qu'il fallait faire de la régie au maximum.

On regarde, et il nous dit : il y aura un avantage terrible à le faire, c'est qu'il y aura un redéploiement du personnel dans les arrondissements, tout le monde dans la rue. Et il ajoute même d'ailleurs, je parle sous son contrôle, qu'arrivant dans cette maison qui était la Propreté, belle direction, il n'y avait pas de culture de la propreté de rue. Dixit.

Avec mes collègues, Claude-Annick TISSOT, on a été étonnés et on lui a posé un certain nombre de questions sur le fond du projet, dont on débattra demain. Non pas pour le bouleverser mais pour avoir un certain nombre d'indications. Pourquoi ce changement d'attitude ? Alors même que vous allez municipaliser l'eau, vous privatisez la propreté ! Vous nous dites dans un premier temps qu'on va avoir des contrats de sept ans pour l'entreprise, afin de favoriser l'intégration de nouveaux véhicules propres. Autant de choses sur lesquelles on était prêts à vous interroger.

Et puis, carnaval ! Au moment où tout cela sort publiquement, on s'aperçoit que personne n'a été associé à la négociation. Alors que vous vous êtes toujours présenté comme le chantre de la négociation, on s'aperçoit que les commissions ne peuvent pas interroger l'adjoint parce qu'il y aura de nouveaux amendements, que les maires d'arrondissement ne sont pas consultés…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oh, que si !

M. Patrick TRÉMÈGE. - Pas sur les amendements, cher, Monsieur AIDENBAUM. Dans le 13e arrondissement, j'ai voté un projet de délibération et une nouvelle mouture vient de sortir qui modifie singulièrement les données du problème.

Les commissions, les syndicats, les maires d'arrondissement, les Parisiens ne savent pas quoi faire, et nous sommes là en séance du Conseil de Paris, entourés des forces de l'ordre pour nous protéger de ces malheureux syndicalistes de la Propreté.

Monsieur le Maire, pourriez-vous nous indiquer quelle est votre politique en la matière ? Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Cher collègue, merci de votre question. Je sais que c'est un sujet que vous connaissez et dans lequel vous êtes impliqué.

L'examen du projet de délibération que vous évoquiez à l'instant, nous permettra dès cette séance, et vraisemblablement dès ce soir, de revenir en détail sur les modalités d'un projet qui, je veux le rappeler avec beaucoup de force et beaucoup de clarté, vise comme nous le demandent les Parisiens, à repositionner notre service public municipal sur les missions de propreté des rues, sur les missions d'entretien de l'espace public, et en cela, je l'assume, c'est un vrai renversement de perspective.

Mais j'aurais l'occasion de revenir sur la gestation de l'amendement de l'Exécutif qui a été rendu public dans le courant de la semaine dernière, et qui tire les premiers acquis du dialogue social et du dialogue démocratique avec les maires d'arrondissement concernés, et en premier lieu avec ceux qui sont le plus directement concernés.

Je voudrais profiter de votre question d'actualité pour vous proposer de prendre un peu de recul et d'essayer de vous expliquer ce qui se joue finalement dans le débat qui nous occupe aujourd'hui. Je crois que ce qui est en jeu, c' est la validité et la pertinence du modèle traditionnel d'organisation qui est aujourd'hui le nôtre, et qui repose, vous le savez, sur la mutualisation des missions de propreté et des missions de collecte.

Or, ce modèle traditionnel est aujourd'hui bousculé par des évolutions dont nous devons à la fois prendre la mesure et anticiper les implications. D'abord, la collecte est de plus en plus complexe et mobilise toujours plus de forces. La croissance des déchets, et chacun mesure à quelle rapidité se remplissent nos poubelles familiales, la mise en place - et bravo à la mandature précédente - de deux collectes sélectives hebdomadaires qui sont venues s'ajouter à la tournée de collecte du verre, la pression constante et croissante des marchés alimentaires, bref, chacun voit bien de quelle façon le poids de la collecte et sa complexité se renforcent année après année.

Dans le même temps, les missions de propreté sont elles-mêmes de plus en plus lourdes parce que simplement on vit de plus en plus dans l'espace public. On s'y déplace davantage, on y mange, on y boit, on y fait la fête, on y manifeste parfois et, depuis peu, on y fume aussi beaucoup.

Dans le même temps, l'espace public s'est complexifié. On a ouvert des espaces piétons, des pistes cyclables ou des sites propres pour les bus, pour ne prendre que quelques exemples.

Troisième terme de cette évolution : l'exigence de qualité de l'espace public, l'exigence de propreté, dont les Parisiens nous ont, comme tout le monde ici, saisis au cours des mois passés, sont de plus en plus fortes et s'expriment avec de plus en plus de vigueur.

Moi, je vous le dis : dans ce contexte, notre organisation traditionnelle, qui fait de la propreté la variable d'ajustement, est en difficulté pour répondre à la demande de service public de propreté qui s'exprime partout, et vous le savez, vous qui êtes élus dans les quartiers populaires, qui s'exprime avec encore plus de force dans les quartiers populaires de Paris où elle est portée comme une exigence d'égalité et de dignité. De ce point de vue, la question n'est pas de savoir si mon prédécesseur a bien fait ou mal fait, elle est de mesurer les évolutions qui sont en cours, dont nous ne sommes pas arrivés au terme et qui nous amènent - je crois que c'est notre responsabilité d'élus - à tirer un certain nombre de leçons.

L'autre point sur lequel j'ai bien l'intention, et l'exemple que nous vivons le démontre clairement, de faire bouger les choses, c'est la prise en compte pour la première fois de façon concrète du rôle irremplaçable des maires d'arrondissement, des 20 maires d'arrondissement, dans le pilotage de cette mission de proximité qu'est la propreté.

C'est un des engagements de campagne qu'autour de Bertrand DELANOË nous avons pris et c'est la première fois qu'il est mis en œuvre de façon très concrète.

Je vous confirme, Mesdames et Messieurs les Maires, que j'ai bien l'intention, avec chacune et chacun d'entre vous, de continuer et de développer ce partenariat qui m'amène aujourd'hui, au moment où nous sommes en train de nous poser la question de quel est le meilleur mode de collecte adapté aux singularités d'un arrondissement, à me tourner vers les maires d'arrondissement et effectivement à prendre en compte leur avis. J'entends bien que la légitimité de cette parole des maires d'arrondissement est aujourd'hui assez largement contestée - reconnaissons-le chez nos partenaires sociaux qui ne l'entendent pas de cette oreille -, de façon plus surprenante pour moi chez une partie des collègues de cette Assemblée, des groupes, y compris de la majorité, mais je considère que les maires d'arrondissement, les 20 maires d'arrondissement sont et seront pour moi tout au long de cette mandature des partenaires indispensables et incontournables du travail de fond que nous devons mener.

Chers collègues, sur tous ces points, le débat est engagé et je crois que les esprits commencent à bouger.

Notre rôle, et ce sera l'appel que je lancerai pour conclure, est sans doute davantage de continuer à accompagner ces prises de conscience plutôt que de risquer de conforter des visions plus conservatrices.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Très brièvement, Monsieur TRÉMÈGE, vous avez la parole.

M. Patrick TRÉMÈGE. - 10 secondes pour dire que j'entends ce que M. DAGNAUD vient de nous déclarer. On aura l'occasion demain ou ce soir, je crois, de poursuivre. Il aurait été beaucoup plus facile d'entamer les négociations avec les maires d'arrondissement avant.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est fait ! Allons, allons !

M. Patrick TRÉMÈGE. - Avec les syndicats avant, avec les élus avant.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Vous n'êtes pas concerné dans le premier, Monsieur.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Cela aurait été plus facile, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE DE PARIS. - C'est fait !

Vous avez bien le droit d'être contre, Monsieur TRÉMÈGE, mais ne dites pas...

J'ai moi-même veillé à ce que chaque maire d'arrondissement soit consulté.

Ceux qui sont concernés par le projet de délibération… Monsieur LEGARET !

D'ailleurs, vous allez même être consultés… et François DAGNAUD a commencé à le faire, sur toutes les évolutions que je souhaite en matière de management de la propreté, chacun des 20 maires d'arrondissement sera consulté par François DAGNAUD.

Après, vous pouvez dire en séance : "On ne m'a pas consulté !" On vous consulte régulièrement. Et voilà !

Je voudrais quand même, Monsieur TRÉMÈGE, vous faire remarquer que vous pouvez critiquer tout ce qui a été fait depuis sept ans - apparemment, les Parisiens ne vous ont pas donné raison -, mais moi je sais exactement quelle était la situation en 2000 et quel était le jugement des Parisiens sur la propreté.

Je nous suggère à tous un petit peu plus de sens des réalités et éventuellement de modestie.

Nous passons en formation de Conseil général.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures quarante minutes, est reprise à dix sept heures, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

2008, DAC 378 - Approbation du règlement d'emploi des intervenants culturels des musées de la Ville de Paris.

M. Christian SAUTTER. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 378 relatif à l'approbation du règlement d'emploi des intervenants culturels des musées de la Ville de Paris.

C'est Mme Laurence GOLDGRAB qui interroge Mme BROSSEL.

Mme Laurence GOLDGRAB.- Je voudrais attirer votre attention sur le projet de délibération DAC 378 actant la contractualisation des intervenants culturels des musées municipaux, et définissant les règles régissant leurs conditions.

Ce processus de contractualisation des conférencières et des conférenciers met un terme à une situation précaire qui n'était pas acceptable. En l'état, est prévue la création de 45 contrats de droit public à durée déterminée pour une période de 3 ans renouvelable expressément et qui, au-delà de 6 ans, sera renouvelée pour une durée indéterminée.

Il faut saluer le dialogue extrêmement constructif qui s'est tenu entre la Ville, les syndicats et les représentants du personnel qui a permis de mener à bien ce processus de contractualisation. La concertation s'est déroulée de manière exemplaire entre tous les acteurs concernés.

Il faut rendre hommage à tous les participants à ce processus auquel nos collèges, Colombe BROSSEL et Christophe GIRARD, ont pris toute leur part.

Au-delà de la contractualisation attendue des agents concernés, il existe un règlement d'emploi précis sur les missions des intervenants culturels, leur place et l'organisation de leur temps de travail au sein de nos musées.

Ces employés qui participent directement à la démocratisation de la culture par le travail de médiation précieux qui est le leur, voient ainsi leurs missions et leurs tâches profondément valorisées, puisque le règlement d'emploi auquel ils ont accepté de se référer prévoit explicitement que leur rôle est de guider tous les publics qu'il s'agisse des enfants de nos écoles, des seniors, des personnes en situation de handicap, des personnes éloignées de la culture, au sein des collections parisiennes. En leur donnant les connaissances nécessaires au travers de conférences, bien sûr, mais aussi d'ateliers, visites, animations, contes, ils vont ainsi permettre aux Parisiennes et Parisiens dans leur diversité de mieux connaître et d'apprécier à sa juste valeur le patrimoine exceptionnel de nos musées.

Comme promis par M. le Maire de Paris, par ce texte, c'est bien l'amélioration de la qualité de l'offre rendue aux Parisiennes et Parisiens qui fréquentent ces musées qui est visée.

Je voulais souligner que la Ville continue l'énorme travail initié sous la précédente mandature en faveur de la démocratisation de l'accès à la culture.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame GOLDGRAB.

Je donne la parole à Mme Colombe BROSSEL pour répondre à vos propos louangeurs.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Moins une réponse qu'un remerciement pour votre intervention, Madame GOLDGRAB.

Comme vous, je me félicite que le Conseil de Paris soit aujourd'hui saisi de ce projet de délibération qui permettra la contractualisation de 45 intervenants culturels au sein de nos musées. Ceci marque la poursuite du travail qui a été engagé au cours de la mandature précédente de déprécarisation d'un certain nombre d'emplois et notamment à la Direction des affaires culturelles. Je pense au processus intervenu au sein des conservatoires.

Cette contractualisation était attendue par les personnels. Elle va permettre à ces personnes, dont la plupart font vivre nos musées depuis de longues années, de voir leurs conditions de travail s'améliorer et leur situation à terme pérennisée.

Au-delà, et vous l'avez dit, ce sont bien les missions qu'accomplissent ces personnels qui sont reconnues en tant que telles et c'est grâce au travail qu'ils et qu'elles font au sein des musées que nous allons pouvoir continuer, voire amplifier l'action en cours pour que les enfants des centres de loisir, les enfants des écoles, les personnes en situation de handicap, les personnes les plus éloignées de la culture, dans des processus d'insertion socioprofessionnelle, les seniors, puissent accéder à l'ensemble des richesses contenues dans nos musées et permettre ainsi une plus grande diversification encore des publics qui fréquentent nos musées.

Un dernier mot. Ces partenariats, ils et elles en seront les chevilles ouvrières. Ceci n'a pu intervenir et avoir lieu que parce que le dialogue social, et nous en avons déjà largement parlé aujourd'hui, qui s'est noué à l'occasion de cette discussion a été tout à fait fructueux, voire exemplaire, apportant ainsi la preuve que lorsqu'on met de l'intelligence dans le dialogue social, tout le monde arrive à en sortir par le haut.

Je voudrais, pour conclure, remercier l'ensemble des organisations syndicales, l'association représentante des conférencières et conférenciers de musées et les personnels de la Direction des Affaires culturelles qui ont permis que cet engagement du Maire de Paris puisse être pris et réalisé en un temps record et à la satisfaction de tous.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BROSSEL.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 378.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 378).

2008, DU 150 - Demande à l'Etat d'engager une procédure de modification du Plan de sauvegarde et de mise en valeur du 7e arrondissement sur les sous-secteurs Laënnec, Noirmoutiers et Saint Thomas d'Aquin.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DU 150 concernant une demande à l'Etat d'engager une procédure de modification du Plan de sauvegarde et de mise en valeur du 7e arrondissement sur les sous-secteurs Laënnec, Noirmoutiers et Saint Thomas d'Aquin.

La parole est à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Cela va être tout à fait bref, simplement pour m'étonner que, à l'occasion de cette demande, il n'y ait pas de possibilité d'intervenir auprès de l'A.P.-H.P., qui est propriétaire d'une grande partie de ces emprises et de ce qu'il y a dessus, pour lui demander de construire à cet endroit des logements pour les infirmières. Je crois que l'on en aurait bien besoin, plutôt que de brader le patrimoine immobilier en faisant croire que l'on va en construire ailleurs.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

Je donne la parole à Mme Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Cette intervention d'Yves CONTASSOT n'a finalement que peu de rapport avec l'objet même du projet de délibération et ce alors que nous avons déjà voté, mon cher collègue, sur le projet de délibération qui concerne Sainte-Perrine.

Juste quelques mots pour rappeler l'objet spécifique de ce projet de délibération.

Le Plan de sauvegarde et de mise en valeur du 7e arrondissement, du fait de son ancienneté, ne prend pas en compte les orientations du P.A.D.D. contenu dans le Plan local d'urbanisme de Paris. A la demande de la Ville de Paris, l'Etat a engagé la mise en révision du P.S.M.V., celui du Marais et celui du 7e.

Cette procédure de révision va durer un certain temps, quatre à cinq ans. Nous sommes en train de commencer à y travailler. Il y a la question des sous-secteurs Laënnec, Noirmoutiers et Saint Thomas d'Aquin. Je vous passe le résumé de l'ensemble des épisodes, puisque vous les avez suivis comme moi, notamment sous l'ancienne mandature.

Bref, pour ne pas bloquer indéfiniment la constructibilité de ces sous-secteurs et pas uniquement pour en faire des espaces verts, nous demandons, par cette délibération, de ne pas attendre la fin de la procédure de révision mais d'engager une procédure de modification du P.S.M.V. qui nous permettra d'aller plus vite. Je tiens à rappeler, si mes informations sont exactes, que le Conseil du 17e arrondissement avait voté ce projet de délibération.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BROSSEL.

Une explication de vote de M. POZZO-DI-BORGO.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Ce projet de délibération est très important.

Laënnec a été vendu, Monsieur CONTASSOT, en 2002 à la COGEDIM. Cet espace, qui est magnifique, est en friche depuis pratiquement sept ans.

Le dossier a été bien ficelé, c'est une bonne chose. Seulement, tout est bloqué et je crois que cette délibération va permettre de débloquer la situation. On rencontre tellement de difficultés avec les promoteurs quand ils s'installent, il faut tellement de temps que, là, c'est une très bonne délibération. Les élus du 7e l'ont votée et nous-mêmes, en tant que groupe, nous soutenons à fond ce projet de délibération et nous le voterons, bien sûr, des deux mains !

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur POZZO-DI-BORGO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 150.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DU 150).

Voeu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la création d'une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager dans le 5e arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 41 dans le fascicule, déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, relatif à la création d'une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager dans le 5e arrondissement.

C'est M. Jean TIBÉRI qui intervient.

Monsieur le Maire ?

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Monsieur le Maire, chacun ici est attaché à la protection du patrimoine. Les textes de la Ville existent dans le P.L.U., il y a des textes de loi de 1913 et 1930, mais les problèmes de protection sont toujours très sensibles.

Nous avons, depuis un certain temps, beaucoup d'habitants du 5e qui souhaiteraient un renforcement de cette protection. Nous avons eu récemment un C.I.C.A. qui est relatif à la protection du patrimoine et beaucoup d'associations, notamment des associations très représentatives ont souhaité, en présence des représentants de la Ville, d'ailleurs, et des Architectes des Bâtiments de France, que cette P.A.U. soit instituée dans notre arrondissement.

Apparemment, ce texte ne présente aucun inconvénient et ne peut présenter que des avantages, notamment par une concertation, une participation que M. le Maire de Paris a souvent prôné.

Nous souhaitons que soit engagée cette procédure et, si le Maire de Paris l'accepte, être tenus informés régulièrement de l'état d'avancement de ce dossier. Il s'agit seulement d'une protection supplémentaire.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur TIBÉRI, si cela permet de faire davantage de logements sociaux, on sera tous d'accord.

Madame BROSSEL ?

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Je ne vois pas le rapport, Monsieur le Maire ?

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Effectivement, cela n'a aucun rapport ! Je retire mes propos.

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - C'est vrai que depuis sept ans, il n'y a pas eu de construction de logements dans le 7e. Merci de l'avoir rappelé !

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Quoique ! Quoique ! Je ne voudrais pas soutenir Christian SAUTTER indûment, mais parfois il peut y avoir de grands rapports et de vrais rapports entre protection du patrimoine et création de logements sociaux. Cela n'est pas toujours disjoint.

Revenons aux Z.P.P.A.U.P., si vous me permettez d'employer ce sigle qui me permettra d'éviter de parler de "zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager".

Notre conseil a, à plusieurs reprises, voté des voeux demandant la création de Z.P.P.A.U.P. à Paris. Ce débat revenant de façon récurrente, émanant d'un certain nombre de maires d'arrondissement, la Ville de Paris a commandé auprès de l'A.P.U.R. un rapport pour étudier l'intérêt et la faisabilité technique de mettre en place ce dispositif sur le territoire parisien. Cette étude vient d'être achevée. Elle m'a été transmise il y a de cela quelques semaines et elle sera disponible dans les jours qui viennent.

Cette étude a étudié cinq secteurs, la butte Montmartre, le faubourg Poissonnière Bonne Nouvelle, le faubourg du Temple, le Faubourg Saint-Martin et le Faubourg Saint-Germain.

Spécifiquement sur le Faubourg Saint-Germain, le périmètre analysé correspond à un quadrilatère délimité à l'ouest par le secteur sauvegardé du 7e arrondissement dont nous parlions tout à l'heure, au sud par la rue de Vaugirard et la rue Cujas, à l'est par la rue Valette et la rue des Carmes. Le territoire étudié comprend des parties des 5e et 6e arrondissements et intègre le boulevard Saint-Michel sur lequel votre vœu portait plus spécifiquement.

Cette étude sera transmise dans l'été à chacun des arrondissements concernés. Vous en serez bien évidemment destinataire, Monsieur TIBERI.

Après, cela devient un peu plus complexe que ce que vous en disiez, à savoir qu'il n'y aurait aucun inconvénient ou que des avantages. Parce que, une fois que nous aurons les uns et les autres lu ce rapport, il nous faudra déterminer si la création de Z.P.P.A.U.P. est opportune et sur quel territoire il serait pertinent de les mettre en place. Les critères d'opportunité sont liés à des contraintes techniques mais également à des contraintes économiques. Reste à savoir si l'Etat peut participer au financement des Z.P.P.A.U.P., car pour l'instant, il n'a pas fait preuve d'un engagement très volontariste pour participer au financement des Z.P.P.A.U.P. Au-delà des critères techniques de choix, sur lesquels nous pourrions arriver à trouver un accord, il y aurait bien évidemment un critère budgétaire à prendre en compte, et dans un partenariat nettement plus avancé qu'il ne l'est aujourd'hui dans les discussions que nous avons avec l'Etat.

Enfin, c'est le dernier point, si une ou plusieurs Z.P.P.A.U.P. devaient être créées, leur périmètre ne pourrait être précisément arrêté au début du processus puisque c'est bien les études menées dans le cadre de la procédure d'élaboration qui permettent d'identifier pour chaque îlot les caractéristiques patrimoniales, architecturales et paysagères qui permettent de déterminer le niveau de protection nécessaire.

C'est bien le cheminement complet de l'étude qui permet de déterminer le périmètre. Si vous en étiez d'accord, Monsieur TIBERI, au regard de tout ce que je viens de vous dire, je vous proposerais volontiers de retirer votre vœu, considérant que l'étude de l'A.P.U.R. vous parviendra dans quelque temps, que nous aurons à réfléchir, avec l'ensemble des maires d'arrondissement concernés par cette étude, à l'opportunité ou non de continuer.

Si cela n'était pas le cas, je serais bien ennuyée mais je serais obligée d'appeler à voter contre parce qu'on ne peut pas prendre la décision aujourd'hui dans ce Conseil alors que nous sommes en train de lancer un processus qui engage évidemment l'ensemble des cinq secteurs concernés.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BROSSEL.

Je demande à M. TIBERI s'il se rend à cet avis raisonnable.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Ce vœu ne s'adresse pas seulement au boulevard Saint-Michel, mais à l'ensemble du 5e arrondissement. Deuxièmement, je maintiens mon voeu parce que c'est un voeu ! Ce n'est pas un projet de délibération, Madame, et je vous remercie de vos précisions qui sont intéressantes. Il y a un problème technique, un problème financier, c'est normal que vous l'étudiiez. Nous ne sommes pas des démagogues et je le comprends parfaitement - contrairement à ce que certains disent.

Il n'en est pas moins vrai qu'un vœu est un vœu. Il n'est donc pas du tout en contradiction avec ce que vous venez de dire. Au contraire, il n'y a pas d'hostilité par rapport à ce que vous avez dit.

Je vous demande de considérer qu'il n'y a pas d'hostilité de mon côté. Ce voeu s'intègre dans cette étude.

C'est pourquoi je vous demande d'accepter ce vœu, qui n'est pas du tout en opposition avec vous. C'est quelque chose qui s'inscrit, qui renforce et qui conforterait les associations qui se sont réunies dans le C.I.C.A. et qui comprennent fort bien les choses.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur TIBERI.

Vous maintenez votre vœu et Mme BROSSEL a dit au nom de l'Exécutif qu'elle n'a pas d'objection sur le fond, mais elle le considère comme prématuré et, de ce fait, elle émet à sa grande tristesse un avis défavorable.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - C'est bien une question de cohérence de la démarche. Je pense donc qu'il ne serait pas opportun de voter ce vœu mais on va continuer à travailler là-dessus.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Très bien. On ne se décourage pas.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2008, DAC 48 - Signature d'une convention et d'un troisième avenant à la convention-cadre 2006-2008, relatifs à l'attribution de deux subventions à l'association "Théâtre de la Ville" pour assurer le fonctionnement et l'équipement du Théâtre de la Ville (4e) et du Théâtre des Abbesses (18e). - Montants : 5.200.000 euros (fonctionnement et 300.000 euros équipement).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DAC 48 concernant la signature d'une convention et d'un troisième avenant à la Convention cadre 2006-2008 relatifs à deux subventions à l'association "Théâtre de la Ville" pour assurer le fonctionnement et l'équipement du Théâtre de la Ville et du Théâtre des Abbesses qui en dépend.

La parole est à Mme MACÉ de LÉPINAY.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Je n'ai pas besoin, mes chers collègues, de vous vanter les mérites du Théâtre de la Ville. Chacun d'entre vous connaît sa programmation riche et variée sur ses deux scènes, celle de la place du Châtelet et celle de la place des Abbesses. Danse, théâtre, musique, musiques du monde, le public très nombreux est depuis très longtemps, fidèle à ce théâtre, où se produisent des artistes de renom et qui permet à de nombreux talents de se faire connaître.

A l'heure où Gérard VIOLETTE quitte la direction de ce théâtre et où Emmanuel DEMARCY-MOTA lui succède, et alors même, Monsieur le Maire, que vous avez fait le choix d'un metteur en scène de très grand talent, d'un grand directeur pour reprendre la barre de ce magnifique navire qu'est le Théâtre de la Ville, il est pour le moins surprenant que vous n'ayez pas accompagné cette passation de pouvoir par un signe visible.

Gérard VIOLETTE laisse le théâtre en parfait état de marche. Il faut donner à Emmanuel DEMARCY-MOTA les moyens d'assurer sa première saison de manière forte. En Conseil d'administration, nous n'avons pas adopté ce qui est un simulacre de budget : nous avons voté les dépenses mais pas les recettes. C'est-à-dire que compte tenu du montant de la subvention que nous votons aujourd'hui, et contrairement à ce qui est écrit dans la délibération, le budget du Théâtre de la Ville n'est pas équilibré.

Les charges fixes de l'association sont incompressibles et c'est bien sûr le budget artistique qui va se trouver réduit. Les parts de co-production des prochaines saisons se trouvent réduites. Cela compromettra les programmations des saisons à venir. Je regrette que votre municipalité donne un si mauvais signe au Théâtre de la Ville, alors que vous avez justement rendu hommage au magnifique travail de Gérard VIOLETTE, alors que vous avez souhaité bonne chance à son successeur Emmanuel DEMARCY-MOTA. Ce n'est pas un signe de reconnaissance ni d'encouragement que vous leur donnez aujourd'hui, en maintenant pour la troisième année consécutive la subvention de fonctionnement du Théâtre de la Ville au même montant.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame MACÉ de LÉPINAY.

M. Christophe GIRARD vous répond.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Si je ne connaissais pas Mme MACÉ de LÉPINAY, je me dirai : mon Dieu, quelle démagogie dans cette déclaration ! Mais en quoi mettons-nous en péril un théâtre qui reçoit la deuxième plus importante subvention de la Ville ?

Le Théâtre de la Ville est la deuxième institution culturelle de Paris, et d'ailleurs au conseil d'administration ou lors d'une inauguration, je cite toujours le travail fait par celle qui me précéda, à savoir Hélène MACÉ de LÉPINAY. Bon, elle n'en fait pas autant ! C'est la vie.

En tout cas, ce théâtre a un nouveau directeur. Gérard VIOLETTE est parti dans de très bonnes conditions avec beaucoup d'hommage, beaucoup de respect, une soirée inoubliable - d'ailleurs vous étiez ma voisine juste devant. Voilà, les choses sont faites et bien faites. Un comité a fait le choix d'Emmanuel DEMARCY-MOTA pour sa jeunesse, pour son énergie, pour sa vision. Il arrive et on ne donne pas un chèque en blanc même au plus génial des directeurs qui arrivent. Simplement, on reconduit la subvention, ce qui est déjà formidable dans le contexte actuel de l'Etat où je vous signale que vos compagnons réduisent ici ou là leurs subventions pour les établissements culturels du pays, et bien nous à Paris nous maintenons, voire nous augmentons.

Le Théâtre de la Ville connaît une stabilité et nous rencontrerons Emmanuel DEMARCY-MOTA en temps et en heure avec la présidente du Conseil d'administration Dominique ALDUY pour regarder le plan triennal qu'il propose d'activités et de projets pour ce théâtre.

Pour vous donner des éléments très simples, et pour éclairer les conseiller et les conseillères de Paris qui sont aujourd'hui présents sur ces bancs, un acompte de 5,2 millions d'euros a déjà été approuvé lors du Conseil de Paris de décembre 2007.

Ce projet de délibération dont on parle aujourd'hui et que critique Mme MACÉ de LÉPINAY, vise à verser le solde de la subvention de fonctionnement qui est au total de 10,4 millions d'euros en 2008 et à attribuer une subvention d'équipement de 300.000 euros conformément à la convention-cadre 2006-2008.

95 spectacles, 34 créations, 400 représentations. La fréquentation est excellente avec un taux de 90 % contre 82 % l'an dernier.

La subvention de fonctionnement a augmenté entre 2001 et 2007, passant de 9.756.737 euros à 10,4 millions d'euros, soit une augmentation d'environ 650.000 euros. Elle s'est stabilisée à 10,4 millions d'euros depuis 2006.

Stabilité ! Est-ce un gros mot quand on veut bien gérer ? Non, cela me paraît plutôt être une attitude responsable. La subvention au Théâtre de la Ville représente la deuxième plus grosse subvention accordée par la Ville à une association culturelle, la première étant celle du Châtelet.

Un rendez-vous programmatique et budgétaire est prévu en septembre avec le nouveau directeur du théâtre, Emmanuel DEMARCY-MOTA qui succède Gérard VIOLETTE, une convention triennale pourrait être envisagée.

Je préfère ne pas faire au nom de la Ville et du Maire un petit cadeau budgétaire juste pour l'effet, mais plutôt sur la durée, envisager d'augmenter le soutien à un théâtre et à son nouveau directeur qui, de par sa jeunesse, a aussi toutes ses preuves à faire quand on aura des éléments d'appréciation tangibles.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, pour cette belle réponse.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 48.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 48).

2008, DAC 275 - Signature d'un 2e avenant à la convention triennale d'objectifs passée avec l'établissement public, industriel et commercial "Centre national de la chanson, des variétés et du jazz" (C.N.V.) (8e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 100.000 euros.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 275 relatif à l'attribution d'une subvention de 100.000 euros au "Centre national de la chanson, des variétés et du jazz" (C.N.V.).

M. François LEBEL interroge M. Christophe GIRARD.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je corrige également, ce ne sont pas 100.000 euros mais 200.000 euros de subvention puisque les 100.000 euros ne sont que la deuxième partie d'une subvention globale de 200.000 euros.

Rassurez vous, Monsieur GIRARD, nous voterons cette subvention.

A y regarder de près, on peut s'interroger sur le montant considérable de cette subvention pour un centre national, fut-il de la Chanson, des Variétés et du Jazz, d'autant qu'il s'agit d'un établissement commercial. Il est finalement un collecteur de subventions et de taxes parafiscales. Ses réserves financières sont en hausse d'une année sur l'autre, elles atteignent 32 millions d'euros, ce qui est considérable.

Il est finalement plutôt médiocrement géré puisque dans votre propre projet de délibération vous précisez, je cite : "L'exercice 2007 semble annoncer un nouveau mode de financement du C.N.V. qui reposerait - notez le conditionnel - sur une gestion plus active de la trésorerie et une recherche de produits financiers."

On ne saurait mieux dire que la gestion est à améliorer. Je me pose la question : à partir du moment où vous refusez 1.500 euros au lycée Racine qui est le premier lycée parisien pour l'activité sportive, donner aussi libéralement 200.000 euros à cet établissement (je sais, Monsieur GIRARD, que vous n'êtes pas le responsable des sports) démontre qu'il y a en l'occurrence deux poids et deux énormes mesures différentes.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEBEL.

Je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

M. LEBEL me donne toujours l'occasion de préciser des choses que nous ne savons pas forcément les uns et les autres sur la nature des établissements ou des institutions que nous finançons.

Le C.N.V. n'est pas un établissement commercial. Il a une autre nature, il ne fait pas de bénéfice et n'a pas d'activité commerciale.

Il a un budget global de 20 millions d'euros et nous soutenons la campagne d'affichage pour les 723.000 euros.

La convention passée avec le C.N.V. et approuvée par le Conseil de Paris lors de sa session de novembre 2007 précise les modalités de partenariat de cette structure avec la Ville.

Un soutien de la Ville est apporté à la mise en place d'un réseau d'affichage spécifique aux spectacles de jazz et de variété à la demande de la Ville, réseau proposé en priorité aux producteurs et aux entrepreneurs de spectacles organisant des manifestations dans des salles parisiennes dont la jauge est inférieure à 500 places.

C'est bien la notion de petite salle, de salle intermédiaire qui a en effet un public bien spécifique.

L'expertise du C.N.V. pour l'étude de dossiers concernant l'aménagement ou l'équipement de lieux de spectacle parisiens, la mise à disposition du centre de ressources mis en place par le C.N.V. permettant aux services de la Ville de disposer d'informations et de statistiques sur la diffusion de spectacles musicaux et sur l'activité des acteurs des musiques actuelles à Paris.

Le budget global du C.N.V. s'élève à 20,4 millions d'euros. Le budget 2008 correspondant au réseau d'affichage est lui de 723.000 euros. La participation de la Ville me semble raisonnable. Elle serait de 200.000 euros en 2008.

Monsieur LEBEL, vous êtes maire d'un arrondissement qui se transforme et qui a un grand public métissé, un public international, parisien et francilien, avec un théâtre du Rond-Point particulièrement vivant. Veillons à ce que notre Ville ne soit pas une ville de marmottes et que nous aidions ici ou là tous ceux qui aiment aussi la nuit comme on aime le jour.

N'était-ce pas Éluard qui disait que la nuit est plus active que le jour ?

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur GIRARD, pour cette réponse.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 275.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 275).

2008, DAC 293 - Demande d'une subvention auprès de l'Etat dans le cadre du concours particulier de la Dotation Globale de Décentralisation ainsi qu'auprès du Conseil régional d'Ile-de-France pour la construction et la restructuration de 4 bibliothèques (Bagnolet, Porte Montmartre, Picpus et Flandre).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 293 relatif à une demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre du concours particulier de la dotation globale de décentralisation, ainsi que d'une demande auprès du Conseil régional d'Ile-de-France pour la construction et la restructuration de quatre bibliothèques : Bagnolet, Porte Montmartre, Picpus et Flandre.

C'est Mme la Présidente Danielle FOURNIER qui interroge M. Christophe GIRARD.

Mme Danielle FOURNIER. - J'ai bien compris qu'il s'agit d'une demande de subvention auprès de l'Etat et auprès du Conseil régional.

Au détour de cette subvention, j'aimerais préciser une question, puisque dans le cadre de cette rénovation et de la reconstruction de ces quatre bibliothèques, on lit que l'accès à Internet est prévu.

En l'attente d'une étude d'impact sanitaire à grande échelle sur les champs électromagnétiques auxquels exposent les bornes Wi-Fi et aussi par principe de précaution nous souhaiterions qu'il soit indiqué que les bornes permettent des accès filaires et non Wi-Fi puisqu'on est encore en amont.

On peut souligner que la technologie Wi-Fi, source de champs électromagnétiques à haute fréquence, fait actuellement l'objet d'interrogations sur ses effets sanitaires, immédiats et à long terme.

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

D'autre part on sait que la mise en service de dispositifs Wi-Fi a donné lieu à des plaintes des agents des bibliothèques.

Nous pensons aussi que cette modernisation bienvenue des bibliothèques, de manière globale, cette rénovation des bibliothèques doit leur conserver leur usage premier, c'est-à-dire l'accès aux livres, aux revues, aux journaux, à l'écrit sous toutes ses formes et aussi aux nouveaux supports numériques et au multimédia.

Il ne saurait être question de réduire la place ou le budget consacré à l'écrit au profit d'autres approches de diffusion des connaissances qui sont, à mon sens, complémentaires mais ne se substituent pas aux livres.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole à M. Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Conformément au vœu adopté par le Conseil de Paris en décembre 2007 répondant aux inquiétudes exprimées par quelques agents municipaux, la Ville de Paris a mené une campagne de mesure des niveaux de champs électriques sur un échantillon de six bibliothèques : Italie, Lancry, Faidherbe, Vandamne, Trocadéro, Valeyre, et a maintenu le débranchement de quatre bibliothèques.

Le dernier Conseil de Paris a par ailleurs acté le principe d'organiser une conférence citoyenne sur le thème ondes et santé, et la réalisation d'une étude comparative des réglementations aux dispositifs mis en place pour limiter l'impact des ondes électromagnétiques.

Enfin, suite à la demande des représentants du personnel siégeant au CHSCT de la Direction des Affaires culturelles, la question du Wi-Fi sera étudiée à l'occasion de la réunion de cette instance paritaire en septembre prochain, comme nous nous y étions engagés.

Sur les postes, pour être complet dans mes réponses, ce sont 650 postes multimédias qui devraient être déployés d'ici fin 2009 dans l'ensemble des bibliothèques de prêt. Les services liés à cette nouvelle offre permettront de consulter le Web, d'utiliser une sitothèque, c'est-à-dire une sélection de sites Web - j'aime bien que mes collègues apprennent - créée par le bureau des bibliothèques, d'accéder à des ressources électroniques, puis dans un deuxième temps, de consulter des logiciels d'auto formation et plus généralement de s'adapter à la révolution numérique.

La révolution est en marche, mais on le fera dans la concertation et le respect des individus et des personnels, bien entendu !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci pour cette vision optimiste.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 293.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 293).

2008, DAC 376 - Signature avec l'établissement public du 104 Cent Quatre (19e) d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 4.462.500 euros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 376 relatif à la signature, avec l'établissement public du 104, dans le 19e arrondissement, d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs et à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 4.462.500 euros.

La parole est à Mme la présidente FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - La mise en œuvre d'un équipement culturel, surtout lorsqu'il s'agit d'un équipement phare de la mandature, comme il est convenu d'appeler le 104, c'est-à-dire un très gros équipement qui a vocation à fonctionner pendant des décennies, en tout cas je l'espère, tout cela nécessite des ajustements en termes de calendrier et de budget. Ainsi, l'ouverture initialement prévue en 2006 pour une partie du lieu a été reportée. Finalement ce n'est qu'en octobre 2008 que l'ensemble sera inauguré.

Ce retard de calendrier s'est accompagné d'évolutions budgétaires et maintenant cette délibération vient nous proposer une évolution du mode de gestion de l'équipement culturel.

Le choix initial était de créer un établissement public local sous forme d'une régie personnalisée à caractère industriel et commercial. Dans le programme initial, on lit qu'il s'agit d'aménager sur environ 25.000 mètres carrés un nouvel équipement de création, de production et de diffusion et que, dans le cadre de ces nouveaux projets, la Ville a l'ambition d'y réaliser un lieu de culture vivante du XXIe siècle correspondant à une nouvelle génération d'équipements artistiques et culturels pour laquelle, et c'est là que c'est très important, le dialogue entre l'art, les pratiques culturelles et les territoires doit être permanent.

On nous demande aujourd'hui, pour nous mettre en conformité avec la loi qui interdit à une commune de prendre en charge dans son budget propre des dépenses d'un service public industriel et commercial qu'elle exploite en régie, de modifier les statuts du 104 pour assurer le financement régulier par la Ville. Cette évolution appelle deux remarques de notre part.

Les activités culturelles constituent un service public et cette qualification renvoie à la question centrale du choix du mode de gestion. En effet, les responsables d'équipements culturels disposent d'un éventail de structures juridiques possibles et je note que le choix a été fait d'un E.P.C.C., Etablissement Public de Coopération Culturelle à caractère industriel et commercial pour la raison, je cite ce qui est indiqué dans la délibération, "qu'il permet de conserver la souplesse du droit privé dans les relations de travail".

Pour nous, si nous souhaitons que le 104 soit en conformité avec la loi, et comprenant qu'il faut bien que son statut juridique évolue, nous n'acceptons pas que ce soit au titre de cet argument, d'autant que la délibération précise que dans la nature intrinsèque, les activités du 104, il y a le spectacle vivant, mais aussi les activités commerciales prévues, qu'il s'agisse des commerces et des salons pour lesquels de vastes superficies seront mises à la disposition des professionnels. D'ailleurs, les missions de l'établissement prévoient de favoriser les relations entre l'art, l'entreprise et le commerce. Nous aurions préféré que l'on s'en tienne à la formulation initiale que j'ai citée : le dialogue entre l'art, les pratiques culturelles et les territoires que nous approuvons totalement.

Plus largement, nous nous interrogeons sur ce type d'équipements, dévoreur de budget d'investissement au détriment d'autres équipements, et dont le fonctionnement sera aussi vraisemblablement très coûteux - 11 millions d'euros au niveau du Théâtre de la Ville que l'on évoquait tout à l'heure -, ce qui justifie ensuite de l'ouvrir à des missions qui ne sont pas de service public. C'est une forme de logique politique avec laquelle nous souhaitons exprimer clairement nos réserves, même si nous allons voter ce projet de délibération.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. le président POZZO-DI-BORGO.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - M. BLET avait proposé la structure juridique que l'on propose aujourd'hui.

Je vais surtout m'intéresser au fonctionnement. Il est vrai que ce projet est magnifique. J'y suis allé il y a six mois. C'est un choix très fort : utiliser ces 37.000 mètres carrés des anciennes Pompes Funèbres datant du XIXe siècle traversés par une rue intérieure de 240 mètres. De chaque côté, on a de magnifiques résidences d'artistes. Franchement, la réhabilitation qui a été décidée en 2002, et dont la gestion a été confiée à l'Atelier de Novembre est une très belle chose. C'est à l'honneur de Paris. Nous devons être fiers de cette opération.

Seulement, je m'interroge sur le fonctionnement. Quand j'y suis allé, c'est un peu l'interrogation que j'ai eue. Vous demandez de donner une subvention de presque 4,5 millions d'euros qui s'ajoutent aux 1 million d'euros votés en 2007. Je m'interroge sur ce fonctionnement. Quelle sera la place accordée à la création ? La place accordée à la diffusion ? Quel est le contenu précis de ce projet ? Peut-être que vous l'avez déjà, peut-être que vous l'avez déjà déterminé, mais dans la délibération, on ne le sent pas, on ne voit rien de clair. Quand je m'y suis rendu, j'ai interrogé les personnes sur place, leur demandant ce qu'ils allaient faire, et je vous assure que j'étais un peu inquiet : l'équipe qui a pris en compte ce projet est-elle à la hauteur de cette si belle architecture ?

C'était l'interrogation que j'avais eue il y a six mois. C'est la même interrogation que j'ai maintenant. J'ai l'impression que le flou perdure. J'espère que M. l'adjoint au Maire va me rassurer.

Quels sont les artistes qui vont être invités ? Qui va faire ce choix ? Comment cela va se passer ? La question que je me pose est la suivante : le coût élevé du fonctionnement n'est-il pas un chèque en blanc que nous faisons à une équipe ? Rassurez-nous là-dessus. Je sais que la neuvième commission, présidée par Geneviève BERTRAND, va y aller mercredi pour étudier tout cela, j'espère qu'elle aura beaucoup de réponses et qu'elle pourra nous en fournir. Mais, comme il faut voter 4,5 millions d'euros, j'aimerais tout de même avoir plus d'explications.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je pense que M. GIRARD va tout de suite nous rassurer sur l'absence de chèque en blanc.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je vois que le Maire qui préside la séance, et qui est adjoint aux Finances, s'inquiète. Alors, cela est assez amusant d'ailleurs, avec d'un côté l'inquiétude d'un chèque en blanc, et de l'autre, chez Mme Hélène MACE de LEPINAY, la demande d'un chèque en blanc pour un nouveau directeur du Théâtre de la Ville. Je vois la diversité de vos courants.

Monsieur le Maire, je vais faire une sorte de kouglof, je vais répondre à la fois à la présidente Danielle FOURNIER et au président M. Yves POZZO-DI-BORGO. Il y a une visite mercredi prochain, le 9 juillet pour les élus de la 9e commission afin qu'ils aient le plaisir de découvrir l'avancée du chantier, j'en félicite à la fois la Direction des Affaires culturelles, mais également M. Jean-François DANON dans ses anciennes fonctions à la DPA, parce qu'ils ont fait un travail formidable, et le chantier pourra ouvrir le 11 octobre au public.

Il est vrai, il est bien naturel, Monsieur POZZO-DI-BORGO, comme vous n'êtes pas adjoint à la culture, que vous en sachiez moins que moi, puisque vous ne travaillez pas directement avec les directeurs de l'établissement qui nous présentent régulièrement l'avancée de leur programmation, mais ils sont encore en juillet 2008 dans une phase de préparation, de choix pour les trois, quatre années à venir de direction de cet établissement.

Il y aura des étapes pendant lesquelles vous serez informés du contenu. A ce jour, je vois bien les demandes qui viennent ici ou là des élus : qu'y aura-t-il à l'intérieur ? Que feront-ils ? Etc. Ils travaillent beaucoup. La Direction des Affaires culturelles y passe également beaucoup de temps. Les directeurs choisis sont des directeurs tout à fait responsables, l'un comme l'autre ayant dirigé un théâtre ou une scène nationale, et ayant l'habitude de diriger les équipes et d'avoir des programmations préparées bien longtemps à l'avance.

Pour rassurer d'abord Mme Danielle FOURNIER, il y a bien sûr la formule que vous avez lue, mais réduire le 104 à cette formule, même si elle écrite, ne serait pas juste, car le dialogue entre l'art et les territoires et les habitants sera au cœur du projet et est au cœur du projet. Le chantier est en cours d'achèvement, la livraison de l'équipement est prévue pour juillet 2008, avec inauguration le samedi 11 octobre, une semaine après la 7e "Nuit blanche".

L'équipe du 104 prépare activement l'ouverture, du point de vue à la fois artistique, commercial et technique. Une trentaine de collaborateurs est d'ores et déjà en place. Un appel à projets pour les résidences en juillet 2007 a donné lieu à 223 candidatures parmi lesquelles 6 projets d'artistes ou de collectifs ont été déjà retenus dans différentes disciplines.

Un second appel à projets est prévu en juillet 2008, et à l'ouverture, cet automne une dizaine de projets seront en cours de réalisation.

Cela me permet en même temps de répondre à Jean-Marie CAVADA qui me posait des questions ce matin dans les travées de notre Conseil, pour que vous vous rendiez compte que les choses avancent, que l'équipe travaille, qu'il y a une équipe, que l'on n'est pas dans l'attente floue d'un projet.

Le montant total de la subvention 2008 est de 5.500.000 euros dont 1.037.500 euros déjà versés à titre d'acompte. La subvention de 5.500.000 euros est fixée pour 2008, alors que l'établissement ne s'ouvrira au public qu'en octobre 2008 et que dans cette période, marquée par les actions de préfiguration, la contribution principale à son budget de fonctionnement proviendra de la Ville de Paris.

Je voudrais dire aussi à Mme Danielle FOURNIER et à ceux qui s'inquiéteraient du fait que nous soyons attachés à cette souplesse des partenariats, que sans partenaire privé, c'est-à-dire sans mécène ou société extérieure, nous obligerions la collectivité locale, celle de Paris, à augmenter sa subvention.

A mon avis, cela poserait un problème important à notre collectivité, car elle verrait son budget pour la culture augmenter de façon prédatrice.

En régime de croisière, le budget de fonctionnement du 104 s'élèvera à 11 millions d'euros avec un niveau de recettes propre de 3 millions d'euros, composées de recettes traditionnellement attachées à un établissement culturel, la billetterie notamment, complétées par les loyers des espaces commerciaux concédés, et nous les assumons, et de ceux provenant des salons et événements ainsi que des recettes de mécénat. Le taux d'auto-financement se situe dans le haut de la fourchette habituelle des établissements culturels.

Ceci est un objectif que je reconnais ambitieux s'agissant d'un établissement culturel ne constituant pas un centre de diffusion mais bien un lieu de création artistique.

La crédibilité de cette démarche repose sur le dynamisme financier de l'établissement. La Ville prend ses responsabilités en prenant une part importante dans le financement, mais sera très attentive à la collecte de financements extérieurs par le 104 lui-même. Elle veillera à ce que le surcroît de moyens renforce la politique culturelle.

Pour ce qui est des éléments concernant la nature même de l'établissement, je vois que finalement le Préfet donne raison à la recommandation de Marie-Pierre de LA GONTRIE en début de mandature précédente.

En mars 2007, le Conseil de Paris a approuvé la création d'un établissement public local sous la forme d'une régie personnalisée à caractère industriel et commercial chargée de la gestion du 104.

Nous ferons très attention à l'accès des personnes à mobilité réduite et aux personnes handicapées.

Une subvention de 2.075.000 euros a été votée en octobre 2007 pour permettre la poursuite des activités de préfiguration. En l'absence de recettes propres, le financement de la Ville constitue l'essentiel des ressources permettant le fonctionnement de l'établissement.

Le Préfet a émis des critiques quant à la possibilité pour la Ville de financer à titre pérenne le 104. Si le financement municipal devient de manière permanente la principale source de financement du 104, ce serait en contradiction avec les critères dégagés par la jurisprudence pour qualifier un service public industriel et commercial.

Il est donc nécessaire d'engager, comme l'a suggéré le Préfet, une modification des statuts du 104 plutôt que de transformer l'E.P.I.C. actuel en établissement public administratif, mode de gestion trop rigide pour un établissement culturel comme le 104, qui a besoin de cette souplesse, de cette vie.

La meilleure solution était la création d'un E.P.C.C. à caractère industriel et commercial. En effet, cela permet de conserver la souplesse du droit privé dans les relations de travail, et d'autoriser le versement régulier de subventions à l'établissement tout en conservant son caractère industriel et commercial. Il semble que ce caractère industriel et commercial ne prévale, madame FOURNIER, en aucun cas.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur GIRARD. J'espère que vous avez rassuré l'ensemble de l'Assemblée autant que vous avez rassuré l'adjoint aux finances.

La parole est à M. POZZO-DI-BORGO.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Sur le statut, on n'a rien à dire, je ne sais pas s'il y a deux votes séparés mais on votera... En revanche, sur la gestion, un peu comme au poker, nous payons pour voir, là c'est une abstention pour voir la suite.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - C'est une explication de vote ludique.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 376.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 376).

Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à l'application des réglementations concernant les tournages de film en intérieur et extérieur dans les rues de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 42 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants, relatif à l'application des réglementations en matière de tournage de films dans les rues de Paris.

La parole est à M. Yves POZZO-DI-BORGO.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - C'est une réalité que l'on connaît bien à Paris, c'est en même temps une fierté : il y a énormément de tournages à Paris. Je crois qu'il y en a eu 765 en 2007 contre 730 en 2006, et je crois qu'il y en a encore beaucoup plus cette année. Une évolution qui est normale et qui, en même temps, est satisfaisante et honore notre ville. Pour nous, pour les élus de Paris, c'est un peu un orgueil de savoir que notre ville est aussi utilisée pour le cinéma.

Seulement, dans le quotidien des choses, il y a quelques difficultés qui se présentent.

Par exemple, lorsqu'une société de tournage ou un réalisateur de film a l'autorisation de tourner le film sur tel lieu, trois ou quatre jours avant, arrivent ce que l'on appelle les sociétés de "ventousage", ce qui est tout à fait normal. Elles arrivent, en fait, pour bloquer le stationnement et très souvent la circulation aussi, surtout le stationnement dans un premier temps, sur trois, quatre, cinq, quelquefois six à sept rues environnantes.

On a eu cet exemple dans le 7e pratiquement à une semaine d'intervalle, dans la zone du Palais-Bourbon, avec en plus des manifestations qui s'ajoutaient, des conséquences terribles pour les commerçants qui voient leur chiffre d'affaires baisser de 50 %.

Je me suis interrogé là-dessus.

Je me suis rendu compte qu'il y avait une période de flou juridique qui était la période de "ventousage". Il faut évidemment qu'il y ait une autorisation pour ces sociétés de ventouser, pour permettre à l'équipe du film qui arrive de pouvoir tourner le film, mais il y a vraiment un flou extraordinaire pratiquement sur 48 heures. Je ne sais pas si cette compétence est celle de la Ville ou du Préfet de police, mais je souhaiterais, c'est le sens de mon vœu, que l'on puisse aller vers une réglementation.

Cette réglementation ne veut pas dire interdiction de ventousage, mais que ce soit beaucoup plus précis.

Pendant pratiquement trois à quatre jours, ce sont des sociétés privées qui ont le monopole de cet espace public. La police disparaît, Monsieur le Préfet, très prudente parce qu'elle sait qu'ils sont dans l'illégalité, tout en ayant une tolérance qui n'est pas vraiment légale. Je crois qu'il serait nécessaire que l'on vote ce vœu pour aborder ce problème de façon beaucoup plus juridique et qu'on puisse le travailler, tout en permettant aux sociétés qui font des tournages de le faire dans de bonnes conditions et aux sociétés de "ventousage" de le faire aussi dans des conditions dans lesquelles elles sont protégées juridiquement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Christophe GIRARD pour répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Il y a en effet du bon sens dans ce vœu.

En tout cas, la Préfecture de police n'est jamais dans l'illégalité, je peux vous confirmer, je pense que M. VEDEL pourra le dire, que la ventouse relève du commissaire d'arrondissement.

Permettez-moi d'abord de rendre hommage à la Mission cinéma pour le travail qui a été fait avec cette charte des tournages qui, je vous le rappelle, a été mise en place lors de la précédente mandature.

Avec François LEBEL, combien de fois on aborde ces sujets ! En effet, ce sont les maires d'arrondissements qui sont les premiers inquiétés lorsqu'il y a des tournages.

Mais quelle fierté d'avoir des tournages à Paris ! Et que Paris reste la capitale du cinéma ! Ne faisons pas de Paris une ville de grincheux ! Et je ne m'adresse à aucun d'entre nous ici.

Non, le propos n'est pas pour nous, les élus, mais pour des voisins, des Parisiens qui ont un peu tendance à prendre facilement le téléphone dès qu'il y a un bruit pour appeler le commissariat de police.

Grâce à la volonté et à l'impulsion, reconnaissons-le, du Maire de Paris depuis 2001, l'activité des tournages dans la Capitale s'est maintenue ces dernières années en dépit d'une concurrence internationale féroce. Chaque pays s'efforce… Regardez Prague, regardez Budapest, et bien d'autres villes encore, se mettent en effet à accueillir dans des conditions, je dirais, pas tout à fait aux normes européennes, un certain nombre de tournages.

Chaque pays s'efforce d'attirer les productions et les tournages en développant des crédits d'impôts et des services en vue de faciliter leur implantation. On tourne même des scènes de Paris dans des villes étrangères, avec des Tours Eiffel et des monuments de Paris reconstitués. Reconnaissons que c'est un peu inquiétant !

Les tournages offrent des retombées économies directes et indirectes importantes pour l'emploi culturel, notamment les professionnels du spectacle et de l'audiovisuel, qui, je vous le rappelle, sont quand même assez fragilisés depuis quelques années, pour les industries techniques cinématographiques et audiovisuelles, elles-mêmes inquiètes avec le projet de réforme de France Télévision sur le financement du cinéma, entre autres, et la disparition de la redevance, enfin pour le rayonnement de Paris en France et à l'étranger.

L'activité des tournages nécessite l'utilisation de l'espace public, à la fois pour l'espace de jeu et le stationnement des véhicules techniques liés aux tournages. Les productions doivent obtenir l'autorisation conjointe de la Préfecture de police et de la Mairie de Paris, puis sollicitent auprès des commissariats de quartier les autorisations de stationnement qui font l'objet d'un règlement de taxes de stationnement au même titre que les particuliers.

Cela sent la bonne affaire, dirait-on, d'une certaine façon !

Pour bénéficier de ces emplacements, les productions sont contraintes de les réserver en amont et la pratique de la ventouse est rendue nécessaire, faute de quoi le tournage ne pourrait pas avoir lieu.

Soucieuse, de maintenir cette activité économique, tout en préservant la qualité de vie des riverains et des commerçants, la Mairie de Paris, au cours de ces dernières années, a entrepris avec les sociétés de production un dialogue qui a amené les actions suivantes :

- en 2006, je le disais en préambule, la signature de la charte entre les professionnels et le Maire de Paris, obligeant les productions à informer les riverains et commerçants trois jours avant le début du tournage. Trois jours nous semblait être un délai raisonnable et courtois entre riverains et commerçants ;

- en 2007, la création d'un site Internet en vue d'informer en temps réel les productions sur les secteurs ou rues à éviter.

Dans la mesure où les autorisations de stationnement sont délivrées par les commissariats de quartier - et je remercie d'ailleurs la Préfecture de police et les commissaires de faire preuve de beaucoup de responsabilité et d'intérêt pour l'activité cinématographique à Paris -, la Ville ne peut seule s'engager sur une réglementation en matière de pratique de la ventouse, donc il est impossible d'adopter ce vœu.

En revanche, et afin de minimiser le temps de réservation qui pénalise à la fois les riverains et les commerçants, mais également les productions qui en supportent le coût croissant, la Mairie de Paris va poursuivre la réflexion déjà entamée en concertation avec la Préfecture de police, dans le but de trouver des réponses satisfaisantes dans l'intérêt de tous.

Je trouve que ce terme de ventouse est absolument épouvantable.

Je ne sais pas si la Préfecture nous autorise à trouver un terme plus agréable, plus élégant ! Le mot a un côté arrosage, un côté médecine à l'ancienne ! Cela plaira peut-être à certains, mais... cataplasmes et médecine à l'ancienne.

Si le vœu ne porte pas sur la Préfecture de police une accusation d'être dans l'illégalité, je suis prêt à ce que l'on vote ce vœu qui, en effet, peut nous encourager à prolonger la réflexion et fera plaisir à ce nouveau groupe Centre et Indépendants qui semble s'intéresser beaucoup aux questions de culture.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur GIRARD.

Monsieur POZZO-DI-BORGO, une explication de vote ? Bien que votre vote ne soit sans doute pas douteux !

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Non, c'est pour une réponse !

Je remercie M. GIRARD de sa réponse.

Je vous signale que nous sommes l'émanation de la culture U.D.F., donc notre groupe n'est pas si nouveau que cela ! Il a au moins 30 ans de présence, sans compter notre pensée politique qui en a beaucoup plus !

En ce qui concerne le vœu, je suis entièrement d'accord pour changer les phrases que vous voulez. Je vous remercie.

Il ne s'agit pas de porter des accusations sur la Préfecture ou autres. Je pense qu'il serait nécessaire que nous ayons une réflexion un peu plus forte que celle qu'il y a eu et que nous arrivions au vote de ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 104).

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'acquisition par la Ville de Paris de l'immeuble situé 6 rue Saint-Maur dans le 19e arrondissement.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons les vœux référencés n° 43 et n° 43 bis dans le fascicule, déposés par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et l'Exécutif, relatifs à l'immeuble situé 6, rue Saint-Maur, dans le 19e arrondissement.

La parole est à M. François VAUGLIN.

M. François VAUGLIN. - Merci.

Chers collègues, l'Etat est propriétaire d'un immeuble qui se trouve au 6 rue Saint-Maur. Quand je dis l'Etat, c'est le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, présidé par notre collègue Christine LAGARDE, cela n'aura échappé à personne.

Pourquoi ce petit rappel ? Tout simplement, parce que c'est un bel immeuble, dans lequel il y a une association qui a pris ses marques, qui s'appelle "la Petite Rockette", et qui regroupe des artistes, des associations de quartier, des riverains et qui a mené un travail important sur le plan artistique, culturel, sanitaire et social et qui a réussi à parfaitement s'inscrire dans le tissu local du 11e arrondissement.

Cette association, comme on la qualifie en langage administratif, est occupante sans droit ni titre, donc l'Etat a voulu il y a déjà plus de deux ans expulser cette association et ses belles activités. A l'issue d'une procédure judiciaire, c'est un fait à souligner, la Cour d'appel de Paris a octroyé à l'association la possibilité d'occuper cet immeuble en constatant l'absence de projet de l'Etat sur cet immeuble, d'où ce vœu. Premièrement, pour souligner l'absence de projet de l'Etat sur un immeuble à Paris, c'est ennuyeux, et deuxièmement, pour souligner la qualité du travail réalisé par cette association, "La Petite Rockette" sur le plan local.

Le Tribunal avait donné un délai de 18 mois pour que l'Etat définisse un projet et que l'association régularise sa situation. L'Etat n'a rien fait, il ne s'est rien passé, l'association est toujours là, elle a toujours ses beaux projets. Le Préfet de police n'a pas octroyé le concours de la force publique pour déloger le collectif. Nous sommes, deux ans après, dans la même situation.

Considérant qu'il semble que l'Etat veuille se défaire de ce problème en réalisant une belle opération immobilière, en vendant le patrimoine immobilier, c'est apparemment à la mode aujourd'hui pour renflouer les caisses vidées par les projets fiscaux injustes que nous connaissons, il serait dommageable pour la qualité de l'animation culturelle et sociale dans le 11e arrondissement qu'une association locale qui réalise un beau travail fasse les frais de cette politique injuste.

Nous faisons un vœu dans le 11e arrondissement pour prendre en compte l'existence de ce projet associatif et du travail culturel, mais aussi psycho-médico-social qui s'est développé. Nous avons souhaité, sur proposition de M. Patrick BLOCHE, de M. Georges SARRE et des groupes de la majorité, mais aussi rejoints par l'opposition, que le Conseil de Paris émette le vœu que des négociations soient entamées rapidement entre la Ville et l'Etat pour aboutir à la cession du bâtiment.

Je vois qu'un vœu alternatif de l'Exécutif a été déposé, qui est encore plus précis et je laisse Christophe GIRARD en définir les contours, mais je crois que nous allons nous y rallier.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous avez la parole, Monsieur GIRARD, pour répondre à M. François VAUGLIN.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Vous avez décidé de nous aider dans cette affaire, car en effet, je crois qu'il faut être prudent, on est tous pour que vive à Paris une diversité des expressions artistiques, et ces nouveaux modes de partage des expressions dans les collectifs sont nécessaires à la vie des quartiers et bons pour la création à Paris.

Le vœu que nous proposons, en remplacement de celui qui vient d'être retiré, grâce à votre premier vœu nous avons pu trouver une solution, serait le suivant : "Le Conseil de Paris émet le vœu que le Maire de Paris intervienne auprès du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, - il se trouve que la Ministre est notre collègue conseillère, Mme Christine LAGARDE - pour que soit suspendue la procédure d'expulsion lancée à l'encontre de "La Petite Rockette".

Je m'adresse plus précisément au Représentant du Préfet de police, afin que toutes les pistes possibles soient étudiées pour permettre à "La Petite Rockette" de bénéficier d'un lieu lui permettant de continuer à exercer ses activités, cela concerne plus les collectivités et que, quand l'Etat mettra en vente l'immeuble situé au 6, rue Saint Maur dans le 11e, la Ville de Paris ouvre une négociation avec l'Etat, et étudie avec le Maire du 11e, M. Patrick BLOCHE, l'opportunité d'exercer son droit de priorité en prenant en compte les contraintes particulières du site qui limitent les possibilités de réalisation d'un équipement public, que l'Etat donc, si nous nous portions acquéreurs, nous vende le bâtiment pour 1 euro symbolique.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur GIRARD.

Monsieur VAUGLIN, vous laissiez entendre que vous alliez vous rallier au vœu de l'Exécutif ?

M. François VAUGLIN. - Absolument. Il est encore plus précis que le nôtre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 105).

Voeu déposé par l'Exécutif relatif à l'attribution à Taslima NASREEN de la Citoyenneté d'Honneur de la Ville de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 44 dans le fascicule, déposé par l'Exécutif, relatif à l'attribution à Taslima NASREEN de la Citoyenneté d'Honneur de la Ville de Paris.

Je rappelle ce que Bertrand DELANOË nous a dit ce matin, l'ensemble des groupes s'est rallié à ce vœu.

Je vais donc donner la parole aux présidents de groupe qui le souhaitent, à commencer par M. Jean-Marie CAVADA.

M. Jean-Marie CAVADA. - S'agissant de l'éblouissante personnalité de Mme Taslima NASREEN, que je connais depuis plus de 15 ans et dont le combat n'est pas nouveau à travers son continent et travers son pays, je m'inscris dans les pas de la plupart des propos tenus ce matin par M. le Maire de Paris. Ils m'ont semblé justes, ils m'ont semblé bienvenus, et cette demande, qui à mes yeux n'a que trop tardé, fait honneur à la Ville et salue avec l'humilité qui s'impose à nous le combat d'une femme de paix qui représente bien au-delà d'elle-même le combat des femmes en particulier en Asie, le combat des femmes dans les pays où elles sont sujettes à tant de brimades, et le combat de défense des libertés d'une façon générale.

Monsieur le Maire, je saisis cette occasion en redisant notre enthousiasme pour poser une question : ne serait-il pas bienvenu que ces décisions qui consistent à donner des noms de femmes ou d'hommes vivants ou disparus, mais dont l'action et la personnalité sont si méritoires qu'il convient de s'incliner devant leur mémoire ou devant leur action lorsqu'ils sont vivants, soient prises par une commission neutre de haut niveau et toutes tendances confondues, car par exemple, le nom de Mme Taslima NASREEN, qui est honoré aujourd'hui, et sans aucune restriction, nous l'approuvons, est à mon avis honoré trop tardivement, et il convient dans cette affaire de ne pas perdre trop de temps surtout si la pression populaire, on l'a vu avec le cas de Mme Ingrid BETANCOURT, est un argument très important à la vigilance internationale.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Le groupe "Les Verts" s'associe avec enthousiasme à la proposition de donner à Taslima NASREEN la dignité de citoyenne d'honneur de la Ville de Paris.

Nous n'avons rien à ajouter ni à enlever d'ailleurs au discours que M. le Maire de Paris lui a adressé ce matin. Son combat pour la laïcité au Bengladesh, en Inde, partout dans le monde nous touche et nous semble essentiel.

Dénoncer sans relâche le pouvoir des religions, faire la différence entre ce qui relève de la sphère publique et ce qui relève de la sphère privée, c'est œuvrer pour la liberté de pensée partout dans le monde et pour l'épanouissement de chacun.

Ce combat pour la laïcité, dans son cas, est indissociable du combat pour faire avancer le droit des femmes, droit dont le respect est souvent entravé par le poids des religions.

J'ai employé le mot de combat, car c'est au prix de sa vie que Taslima NASREEN s'est engagée. J'espère vraiment, au nom du groupe "Les Verts", au nom de nous tous, je pense, que ce titre qui lui est donné aujourd'hui puisse être une protection contre les extrémismes et qu'elle pourra se réinstaller et vivre dans le pays de son choix, le pays de son coeur.

Nous souhaitons la remercier d'être venue dans notre Assemblée et l'assurer de notre soutien, de notre solidarité dans la défense de la liberté et de toutes les libertés sans exclusives.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

La parole est à Mme BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Mme NASREEN est la défense de la Liberté et d'abord de la liberté d'expression et de la liberté de circulation.

Elle parle et elle écrit avec un talent mondialement reconnu qui d'ailleurs lui ont valu des prix internationaux, M. le Maire de Paris y faisait référence ce matin, le Prix de la Liberté de pensée, le prix des Droits de l'Homme, le prix Simone de Beauvoir.

Mme NASREEN est aussi la défense de l'Egalité et d'abord l'égalité entre les hommes et les femmes qu'elle défend non seulement au prix de sa propre liberté mais au risque de sa vie avec un courage qui force l'admiration, comme d'autres femmes d'ailleurs en Iran ou au Nigeria par exemple.

Taslima NASREEN lutte avec constance et détermination pour l'émancipation des femmes face à tous les intégrismes.

Elle lutte également pour mettre un terme aux discriminations faites aux minorités, c'est aussi son combat pour l'égalité.

Mme NASREEN est la défense de la Fraternité, la volonté ô combien dérangeante, dans des sociétés régies par les dogmes, de considérer l'autre comme son égal et même comme son frère, et pas seulement comme appartenant à telle ou telle communauté.

C'est l'affirmation de son souhait d'instaurer une éducation laïque, permettant à chaque enfant de grandir en esprit libre, de refuser l'enfermement dans un ghetto culturel ou religieux et de s'épanouir par son libre choix.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Par ce vœu, le Maire de Paris nous invite à nous placer dans la lignée de nos ancêtres de la Révolution française qui offraient à des étrangers qui l'avaient mérité la citoyenneté française

C'est pour cette raison, avec enthousiasme et aussi parce que nous savons le prix d'une protection internationale, que nous voterons ce voeu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

Je rappelle au passage, puisque vous citez la Révolution, que la Révolution était une période durant laquelle des étrangers étaient membres des Assemblées parlementaires françaises.

La parole est à Mme Catherine VIEU-CHARIER, au nom du groupe communiste.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Durant la Commune de Paris aussi il y a eu des étrangers qui étaient aux manettes.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, bien évidemment, les élus communistes s'associent pleinement à ce vœu.

En conférant à Taslima NASREEN la citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris, il ne s'agit pas seulement d'honorer le combat d'une femme, mais dans rappeler le prix.

Il n'y a pas de combat sans adversaires, mais tous les adversaires ne sont pas aussi redoutables et aussi acharnés que ceux de Taslima NASREEN.

On a voulu la faire taire, on a voulu la faire fuir, on aurait voulu qu'elle meure. Au nom de tout ce que la Ville porte comme symbole, il était évident que la Ville accueille Taslima NASREEN parmi les siens.

Bien sûr cela ne vaudra jamais le retour dans cette région du monde pour laquelle elle se bat, bien sûr elle est désormais ici parmi nous, mais vraiment nous lui souhaitons de retourner là-bas, auprès de son peuple, comme elle le revendique depuis de longues années.

En se battant pour les hommes et les femmes de son pays, Taslima NASREEN se bat pour les hommes et les femmes du monde entier et elle se bat pour nous.

En lui conférant la citoyenneté d'honneur, la Ville de Paris veut dire que nous nous battrons avec elle parce que cette lutte est la nôtre, parce que cette lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes est une lutte quotidienne et qu'elle ne s'arrête pas aux frontières des Etats ou des villes.

En faisant citoyenne d'honneur Taslima NASREEN, la Ville de Paris veut se rappeler aussi sa propre histoire et son combat pour la liberté.

Cela nous honore tous.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN, au nom du groupe U.M.P.P.A.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Au nom de mon groupe, je voudrais dire que nous adressons notre salut à Taslima NASREEN, femme de courage dont nous nous sentons tous solidaires.

En effet, la qualité de son oeuvre et son engagement exceptionnel au service des droits des hommes, des femmes et de la liberté lui ont certes valu des prix littéraires prestigieux, mais aussi l'exil à la suite de l'expulsion de son pays en 1994.

Taslima NASREEN a écrit : "On ne peut pas résoudre les difficultés en jouant à cache-cache avec elles".

Sa trajectoire et sa vie l'ont bien montré, elle a mis cette affirmation en pratique et a affronté les difficultés puisque, médecin, elle s'est battue pour les femmes dans son pays, a dénoncé leur assujettissement et les violences qu'elles subissent.

A son tour et en raison de ses dénonciations du conservatisme et du machisme, elle a eu à subir ces violences. Elle les a payées au prix fort, puisque son pays lui est fermé.

Je tenais à lui dire que nous nous sentons parfaitement solidaires de son combat, que nous ressentons aussi comme le nôtre, et tenais également à lui exprimer notre admiration et notre solidarité.

En ce qui concerne la citoyenneté d'honneur de la Ville de Paris, nous serons heureux de nous associer avec enthousiasme à cette décision. Il n'en a pas toujours été de même, je pense notamment à Cesare BATTISTI, ce que nous regrettons encore.

Merci de votre attention.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Merci, Madame DOUVIN.

La parole est au président Jean-Pierre CAFFET, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je me contenterai d'ajouter quelques mots aux propos qu'a tenu le Maire ce matin en présence de Taslima NASREEN.

Je crois que notre Ville, Paris, joue pleinement son rôle dans la défense de la liberté d'expression et de circulation de tous ceux qui se battent pour plus de justice, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, pour la laïcité, pour la paix et pour la solidarité entre les peuples.

Avec ce vœu, nous exprimons également notre refus de toute forme de fondamentalisme et nous rendons hommage à cette femme écrivain, particulièrement courageuse qui, au péril de sa vie, se bat contre l'oppression des minorités non islamiques dans son pays d'origine et pour l'émancipation de tous.

Son combat pour la laïcité est quelque chose de fondamental, il est aussi le nôtre car nous pensons, comme elle l'a d'ailleurs écrit, qu'il ne peut pas y avoir d'égalité dans une société dominée par la religion qui opprime. Nous pensons qu'il est inadmissible, pour ne pas dire barbare, qu'en Inde qu'elle considère comme sa seconde patrie, et où elle s'est réfugiée longtemps, des extrémistes musulmans aient mis sa tête à prix, ayant même fixé une prime pour sa décapitation.

Taslima NASREEN a renoncé à beaucoup de choses, elle paie cher pour ses idées, pour avoir dit que les femmes ont droit à l'égalité et à la justice et qu'elles n'auront ni l'une ni l'autre tant que l'Etat ne sera pas laïque.

Son combat, elle le mène par des livres, pacifiquement, en mettant en cause la violence et l'amalgame explosif entre le politique et le religieux.

Que Taslima NASREEN sache qu'elle peut compter sur notre soutien, que les portes de Paris lui seront toujours ouvertes et nous espérons que cette nouvelle distinction qui lui est attribuée aujourd'hui l'aidera dans son combat.

Bien évidemment, mon groupe votera ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole et à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je vous remercie de cette unanimité.

Je ne vais pas en rajouter puisque le Maire a dit de nombreuses choses ce matin et que les uns et les autres, présidents qui représentez vos groupes, avez dit l'essentiel.

Je dirai simplement à mon amie Laurence DOUVIN que Cesare BATTISTI n'est pas citoyen d'honneur de la Ville de Paris, il est sous sa protection.

Je veux dire à Jean-Marie CAVADA que sa proposition mérite d'être étudiée. Je pense que nous devrions, effectivement, avec un jury de hautes personnalités, avec des représentants des groupes peut-être, avoir une commission étudiant un certain nombre de cas comme c'est fait dans d'autres institutions.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Avant de mettre aux voix ce vœu, je pense que Taslima NASREEN serait sans doute sensible à ce que le Maire de Paris lui adresse la sténotypie des propos qui ont été tenus sur ce vœu et qui me paraissent d'une haute élévation.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu n° 44 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 106).

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés proposant que la campagne annuelle de sensibilisation à l'inscription sur les listes électorales des ressortissant européens puisse débuter à la mi-septembre par le 14e arrondissement.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux référencés nos 45 et 45 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et l'Exécutif, ayant trait à la campagne annuelle de sensibilisation à l'inscription sur des listes électorales des ressortissants européens.

La parole est M. Hermano SANCHES RUIVO.

M. Hermano SANCHES RUIVO. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, près de 140.000 ressortissants européens mono-nationaux en âge de voter vivent à Paris dont seulement 13.000 sont inscrits sur les listes électorales complémentaires. Les successives campagnes municipales régionales, ou nationales, d'ailleurs, d'information soutiennent une augmentation régulière mais lente des inscriptions. Beaucoup de ces ressortissants ne connaissent pas ce droit et les modalités d'inscription selon que l'on veut participer à des élections municipales ou européennes.

Le statut international de Paris avec sa place au sein des capitales européennes, et son projet ambitieux pour participer à une plus grande visibilité de l'Europe des citoyens, doit nous inciter à mener activement sur l'ensemble des arrondissements d'ailleurs, des campagnes de sensibilisation pour l'inscription sur les listes électorales, puis au vote, des ressortissants européens vivant à Paris en utilisant les outils habituels de communication mais aussi les réseaux consulaires, et de façon plus concrète le réseau associatif des Européens travaillant ou étudiant à Paris.

La spécificité du 14e arrondissement n'aura échappé à personne. Que le 14e compte parmi les premiers arrondissements de Paris en termes de ressortissants européens vivant dans ces quartiers, sa tradition d'accueil et d'ouverture à l'international, avec la présence de nombreuses associations et institutions socioculturelles, professionnelles oeuvrant pour les échanges avec d'autres pays européens, qu'il soit enfin l'arrondissement qui accueille la Cité universitaire de Paris, nous incitent à faire de cet arrondissement un exemple en termes de sensibilisation à l'inscription sur les listes électorales de l'ensemble des citoyens, notamment ceux des pays de l'Union européenne.

La présidence française, par ailleurs, de cette même Union et les élections européennes de juin 2009 doivent être utilisés comme motifs supplémentaires de sensibilisation et d'exemple des efforts fournis par la Ville de Paris.

C'est pourquoi nous émettons le vœu que la campagne de sensibilisation à l'inscription sur ces listes électorales des ressortissants européens vivant à Paris, mise en place par la Mairie de Paris, puisse débuter mi-septembre avec une présentation officielle dans le 14e arrondissement. Ce vœu a été voté a l'unanimité par le Conseil du 14e arrondissement.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Pierre SCHAPIRA pour répondre au nom de l'Exécutif et peut-être commenter le vœu n° 45 bis.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Absolument, Monsieur le Maire.

Vous avez un vœu n° 45 bis parce qu'il y a eu une erreur administrative. Il faudrait que vous retiriez le vœu n° 45 où il n'est pas spécifié le 14e arrondissement et que l'on reprenne le voeu original qui est en fait le voeu n° 45 bis.

Je partage les soucis des élus du 14e arrondissement. Pour preuve, les services de la Ville et moi-même avons déjà étudié la possibilité de donner une ampleur supplémentaire à la campagne de sensibilisation à l'inscription sur les listes électorales en vue des élections de juin 2009, évidemment au moment où la France préside le conseil de l'Union européenne.

La campagne de communication grand public démarrera cette année beaucoup plus tôt, en septembre et non pas en novembre, par l'envoi d'affiches, de "flyers" via le site de Paris.fr. Cette campagne sera prolongée dès octobre par l'affichage sur les panneaux de la Ville et notamment les panneaux lumineux.

Parallèlement, les services de la Ville en charge des élections enverront toutes les informations administratives nécessaires aux maires d'arrondissement et une action spécifique à l'attention des ressortissants européens s'étant inscrits pour les municipales de cette année, mais pas pour les européennes, sera menée. Je souhaite donc que l'ensemble des maires d'arrondissement évidemment se sente concerné par cette action.

Enfin, nous nous appuierons sur les ambassades et les consulats, les centres culturels et comme vous le disiez très justement les associations afin de relayer le plus largement possible ces informations, car il est vrai que nous constatons un tassement dans l'inscription des ressortissants européens sur les listes : près de 14.000 d'entre eux se sont inscrits alors que les estimations font état de plus de 130.000 européens vivant à Paris.

Par ailleurs, il serait souhaitable, ce n'est pas de notre ressort mais certains d'entre vous ont quelque influence sur le Gouvernement, qu'il y ait une grande campagne de sensibilisation, au moment où la France préside l'Union européenne, via les grands médias, la télévision, pour inciter les Européens à s'inscrire sur les listes électorales. Je ne peux que me féliciter de ce vœu et je vous appelle à l'approuver. Il s'agit du voeu n° 45 bis.

Voilà, Monsieur le Maire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Monsieur SCHAPIRA, le vœu n° 45 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés est-il maintenu ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Au regard de la réponse, nous retirons ce vœu pour voter le voeu n° 45 bis. Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2008, V. 107).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" visant à soutenir la déclaration des assises européennes et des résidents des grandes métropoles européennes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 46 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts" et adopté par le Conseil du 11e arrondissement, visant à soutenir la déclaration des assises européennes et des résidents des grandes métropoles européennes.

La parole est à Mme la Présidente FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Les 13 et 14 juin derniers se sont tenues, à la Maison de l'Europe, les premières assises européennes des citoyens et résidents des grandes métropoles. C'est à l'issue de cette rencontre, de ces assises, qu'une déclaration a été rédigée, déclaration dans laquelle ces citoyens de l'Union européenne et résidents non communautaires constatent qu'en dépit de contextes très divers, liés aux histoires, à l'actualité des pays, aux sociétés et aux villes dans lesquelles ils s'inscrivent, au-delà de ces différences, ils partagent des préoccupations et des priorités communes, notamment entre autres ils soulignent que le libre exercice de la citoyenneté nécessite un cadre juridique qui garantisse à celles et ceux qui en bénéficient une reconnaissance de leur appartenance à un même groupe, une égalité de droit et de protection à chaque niveau territorial où ils vivent durablement.

Ils affirment donc que la citoyenneté doit être fondée sur la résidence, en particulier en ce qui concerne la citoyenneté européenne. Par ailleurs, ils demandent le rapprochement et l'amélioration du contenu des droits accordés par les Etats à tous leurs résidents. C'est un vaste programme mais il a la mérite d'ouvrir ce chantier.

Pour cela, dans cette déclaration, ils insistent aussi sur le fait qu'il faut lutter contre la logique des clivages et de la ségrégation socio-résidentielle qui est la réalité des grandes métropoles européennes. Ils en appellent à la création de mécanismes d'alerte, permettant justement d'agir contre cette ségrégation, en partenariat avec les collectivités locales et en phase avec ce qui se passe avec la Ville de Paris. Et, dernier élément, ils soulignent la nécessité de mettre en place la démocratie locale partout en Europe et la proposition que la dynamique des assises puisse s'articuler avec l'Agora initiée par le Parlement européen.

Il est demandé au Maire de Paris de soutenir les termes de cette déclaration, à Paris certes, mais aussi auprès du Conseil de l'Europe.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

Je donne la parole à M. SCHAPIRA, brièvement, pour répondre à ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Monsieur le Maire, en période de présidence française sur l'Europe, je vais essayer d'être bref.

La déclaration a été adoptée à l'issue des Assises européennes des citoyens et résidents des grandes métropoles, organisées il y a quelques semaines à la Maison de l'Europe. J'ai d'ailleurs participé à la session de clôture avec mes collègues Pierre MANSAT, Hamou BOUAKKAZ et Bruno JULLIARD, session accueillie à l'Hôtel de Ville.

Ce texte est le fruit d'une réflexion et d'un travail d'échange mené depuis l'année dernière par la Maison de l'Europe à travers un cycle de séminaires avec de nombreux partenaires européens, citoyens européens et résidents non communautaires. Ce projet a d'ailleurs été soutenu financièrement par le programme de la Commission européenne : l'Europe des citoyens.

La Ville de Paris, en raison de son respect de la démocratie locale, du conseil des citoyens non communautaires, de la votation citoyenne, des conseils de quartier, des concertations, a naturellement soutenu et accompagné cette initiative européenne originale de la Maison de l'Europe.

En effet, les métropoles, notamment en Europe et en particulier dans une ville aussi multiculturelle que Paris, sont un lieu majeur de l'expression de la démocratie, de la participation à la vie démocratique locale.

Cette déclaration promeut notamment la citoyenneté européenne de résidence, la lutte contre les ségrégations socio-résidentielles et le renforcement de la démocratie locale, bref, la création d'un véritable espace public européen, ouvert à tous, qui doit permettre de réduire le déficit démocratique européen que nous regrettons.

Je suis entièrement favorable à soutenir cette déclaration puisqu'avec les trois adjoints nous y étions, et que le Maire, naturellement, l'enverra via la Maison de l'Europe ou lui-même, pas seulement au Conseil de l'Europe qui n'est pas le lieu adéquat, sans doute, mais à la commission et au Conseil des Ministres.

C'est pour cela que je soutiendrai votre vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 108).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'une Union locale pour la Méditerranée.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 47 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la création d'une Union locale pour la Méditerranée.

La parole et à M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Nicolas SARKOZY a lancé son projet d'Union pour la Méditerranée. Ce projet devra aboutir pour relancer la coopération dans cette zone essentielle pour la paix, pour la sécurité et la prospérité dans le monde. En conséquence, nous souhaitons que la Ville de Paris puisse créer une Union locale pour la Méditerranée qui pourrait associer Paris, les pays européens, les capitales des pays européens, les villes étrangères jumelées des 26 partenaires méditerranéens appartenant à cette zone géographique.

Ce serait une manière pour la Ville de Paris de soutenir le projet mis en œuvre au niveau des Etats et voulu par notre Président de la République Nicolas Sarkozy tout en créant les conditions d'un partenariat privilégié avec ces villes autour d'objectifs et de missions à définir dans un cadre collégial.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je remercie M. BOURNAZEL de son intervention, mais je dois lui dire quand même que cela existe. Nous avons formé une association mondiale des maires, C.G.L.U., Cités et Gouvernements Locaux Unis, dont toutes les villes du monde font partie, et notamment les villes méditerranéennes. A l'intérieur de C.G.L.U., il y a la commission Méditerranée, qui comporte les villes du pourtour de la Méditerranée, mais aussi les villes européennes.

Sous l'autorité du président VAUZELLE et du Maire de Marseille Jean-Claude GAUDIN, il y a quinze jours, la commission Méditerranée s'est réunie et a envoyé une charte qu'elle a rédigée qui s'appelle "déclaration des autorités locales et régionales pour la Méditerranée" que nous avons signée, et qui a été donnée à Mme Rama YADE, présente à nos assises, pour être transmise au président SARKOZY et lui demander de recevoir un certain nombre de maires de cette commission Méditerranée au moment du 13 juillet.

Tout cela est fait, mais je comprends que l'on ne puisse pas être informé de tout. C'est pour cela que je vous demanderai, si vous en êtes d'accord, de retirer votre vœu puisque cela existe et je vous donne d'ailleurs en mains propres la charte.

(La charte est remise par M. SCHAPIRA à M. BOURNAZEL).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Le vœu est-il retiré ?

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Puisque le débat est relancé grâce à Nicolas SARKOZY sur le sujet de la Méditerranée…

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

… et qu'un dialogue va s'instaurer au niveau des Etats, puisque vous êtes d'accord avec notre vœu, je vous propose que vous le votiez puisque ce n'est qu'un vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Je suis au regret de dire à M. BOURNAZEL que cette commission Méditerranée existe depuis 2004, qu'elle travaille, qu'elle a fait ses assises. Demandez à Jean-Claude GAUDIN, qui l'a présidée. J'étais avec lui, à ces côtés ; je pense donc que c'est redondant.

Je pense qu'il vaut mieux ne pas le voter.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la célébration de l'année de la France au Brésil.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 48 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la célébration de l'année de la France au Brésil.

La parole est à M. LEBEL.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Monsieur SCHAPIRA, chers collègues.

Vous savez qu'en 2005 il y a eu l'année du Brésil en France et l'année prochaine nous aurons en France et à Paris en particulier, à leur rendre la pareille, et que 2009 sera donc l'année de la France au Brésil.

Le Brésil est un de ces pays émergents qui, cela n'est pas si fréquent, conserve des liens d'amitié et de considération particulière pour notre pays. Je pense que dans le droit fil de cette amitié très ancienne illustrée par des personnages célèbres que je ne citerai pas, depuis que, sous Napoléon III, les Brésiliens étaient censés avoir de l'or sur les planches des opéras-bouffes, je crois que Paris s'honorerait à participer à l'année de la France au Brésil.

Je suggère, nous suggérons qu'en concertation avec le comité des Champs-Elysées, Paris fasse en sorte que l'on puisse reconstituer, d'une certaine façon, l'avenue la plus connue de Paris dans une grande ville du Brésil, ceci sans que cela coûte un sou à la Ville de Paris, ce genre de manifestation étant susceptible d'être sponsorisée, d'être prise en charge par des organismes, des sociétés qui se précipiteraient probablement pour faire partie du tour de table.

Dans cette affaire, c'est à la Ville de Paris d'initier cette idée et de faire en sorte que pendant toute l'année 2009, à San Paolo ou dans une autre grande ville, on puisse montrer aux millions de Brésiliens ce que sont les Champs-Elysées et que l'on matérialise l'idée abstraite qu'ils ont de Paris et de la France, car beaucoup d'entre eux n'ont pas eu l'occasion de venir dans notre pays, et ainsi de renforcer les liens traditionnels et anciens qui unissent le Brésil et la France.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Monsieur le Maire, Monsieur LEBEL.

Vous connaissez les liens qui nous unissent au Brésil, vous le disiez vous-même. L'année du Brésil en France, la présence du Président LULA à Paris, à l'hôtel de ville. On n'a donc pas de problème.

Il y a effectivement, l'année prochaine, mais pas toute l'année, d'avril 2009 à décembre 2009, l'année de la France au Brésil. Nous avons des projets avec Rio de Janeiro, d'ailleurs nous réhabilitons tout un quartier qui s'appelle São Cristovão, qui est soutenu par le Ministère des Affaires étrangères. C'est une coopération décentralisée exemplaire. Nous avons donc déjà ces coopérations.

J'ajoute que dernièrement, le Président du Commissariat général de l'année de la France au Brésil, Yves SAINT-GEOURS, est venu à l'Hôtel de Ville. Nous avons parlé d'un certain nombre de choses : l'exposition photographique issue des collections de la maison européenne de la photographie, un festival de films documentaires, une sélection de films scientifiques. Dans le domaine économique, des forums économiques pouvant avoir lieu à Rio constituent d'autres pistes de participation pour Paris. Nous allons d'ailleurs travailler avec Christian SAUTTER. A aucun moment, le commissariat général ne nous a parlé de ce projet, mais on peut évidemment le prendre en compte.

Si le comité des Champs-Elysées, si un certain nombre de garde-fous sont mis en place, si on a des éléments à préciser, des éléments qu'il faut préciser, parce que ce n'est pas une mince affaire que de monter une opération de ce type, choisir la ville et qu'elle l'accepte, puisque nous avons comme mission de travailler uniquement avec Rio de Janeiro ou Brasilia. Après tout, pourquoi pas. Je pense qu'on peut le faire. On verra avec Lyne COHEN-SOLAL, en charge du commerce et de l'artisanat, le comité des Champs-Elysées et vous-même : si on a la capacité de pouvoir monter une opération de ce type, je pense qu'il faut le faire. Si cela ne coûte pas un centime à la Ville, au contraire, faisons-le !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Je suis d'ailleurs extrêmement sensible, je le dis au passage, Monsieur LEBEL, à la dernière phrase de votre vœu, qui me paraît être un des éléments importants du vœu.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 109).

Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la participation du Maire de Paris aux cérémonies de célébration de la fête nationale le 14 juillet 2008.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons le vœu référencé n° 49 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à la participation du Maire de Paris aux cérémonies de célébration de la fête nationale le 14 juillet 2008.

En l'absence de Sylvain GAREL, la parole est à Mme la Présidente FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Je vais faire un petit point d'histoire pour commencer.

Lors de l'instauration de la fête du 14 juillet, en 1880, il y a eu un long débat au Sénat avant de choisir ce jour comme jour de fête nationale. Il avait été question, par exemple, de célébrer cette fête nationale en référence au 4 août. Finalement, c'est le 14 juillet qui l'a emporté, qui a été adopté, et cela en référence non pas au 14 juillet 1789, mais au 14 juillet suivant, celui de 1790, journée de la fête de la fédération parce que - et je cite le texte qui a été adopté au Sénat à l'époque : "Cette seconde journée du 14 juillet n'a coûté ni une goutte de sang, ni une larme".

Depuis, la confusion entre les deux dates de référence a pu s'installer, mais c'est la fraternité qui est au cœur du vote lors de l'établissement de cette date comme fête nationale.

Je pense que le rappel historique n'est pas inutile pour comprendre notre vœu.

Cette année, le Président de la République, dans le cadre de son projet d'Union pour la Méditerranée, a invité le 13 juillet 50 chefs d'Etat. Il les a aussi invités à participer aux cérémonies de la fête nationale.

De nombreuses voix de différents partis se sont élevées en France pour contester la participation de chefs d'Etat qui bafouent les Droits de l'Homme et les libertés publiques dans leur pays à cette cérémonie. Certains d'entre eux, certains de ces chefs d'Etat, pour reprendre la formule que je citais tout à l'heure, ont fait couler le sang et les larmes, et c'est de notoriété publique.

C'est pourquoi nous demandons à M. le Maire de Paris deux choses. De réaffirmer, mais je pense qu'il le fera sans difficulté, l'attachement et l'engagement de Paris aux valeurs de paix, de fraternité, de démocratie. Nous lui demandons aussi de ne pas se rendre cette année, cette année particulièrement, à cette cérémonie du 14 juillet pour exprimer son désaccord avec la participation de dictateurs et pour réaffirmer les valeurs de la démocratie qui sont chères à toutes les Parisiennes et tous les Parisiens.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je crois que M. BOURNAZEL souhaitait s'exprimer au nom du groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu est un vœu qui est clairement polémique et qui essaye de créer une confusion entre la notion des Droits de l'Homme, effectivement que nous partageons tous ici, et la présence du Maire de Paris aux cérémonies du 14 juillet.

Mais enfin, Madame FOURNIER, ce n'est pas vous qui allez décider de la venue du Maire de Paris aux cérémonies officielles de la République le 14 juillet !

Et puisqu'on débat du fond, vous avez accusé à plusieurs reprises le Président de la République de tous les maux. Mais le Président de la République, lui, il a le mérite de lancer l'Union pour la Méditerranée et cela n'aurait pas de sens que d'exclure un certain nombre de nations, au moment où on instaure le dialogue.

Avez-vous vu dans l'histoire internationale commencer un dialogue entre différentes nations en excluant certaines d'entre elles ? Eh bien non, c'est la différence entre vous et nous ! Le dialogue, pour nous se fait avec des partenaires qui ont pu avoir des comportements que nous avons condamnés, mais il est normal que ce dialogue s'instaure autour du projet pour l'Union pour la Méditerranée.

Par ailleurs, je serais en mesure de vous rappeler quand même que vous avez dit des choses qui sont fausses. Puisque vous visez clairement le président syrien, vous l'avez dit à plusieurs reprises en dehors de cet hémicycle, je voudrais vous rappeler que le président syrien n'est pas invité exceptionnellement, il est invité comme tous les autres chefs d'Etat, sans exception, sans exclusive, aux cérémonies du 14 juillet car le Président de la République a souhaité inviter l'ensemble des chefs d'Etat de l'Union européenne et des 26 partenaires de l'Union pour la Méditerranée à venir assister aux cérémonies du 14 juillet.

En conclusion, nous voterons contre votre vœu qui est un vœu polémique et vous feriez bien d'instaurer la culture de dialogue dans votre propre majorité.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci de ce Conseil désintéressé, Monsieur BOURNAZEL !

Et je donne la parole à M. SCHAPIRA pour répondre.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Et oui, évidemment ! Le Président de la République a invité les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union européenne et des pays de la Méditerranée à un sommet pour l'Union de la Méditerranée, vous l'avez dit, et il a convié l'ensemble des chefs d'Etat au défilé du 14 juillet.

Evidemment, il va y avoir des chefs d'Etat peu fréquentables ! Mais ils seront tous là et même ceux qui se font la guerre.

Parce que, apprenez une chose, c'est qu'en général, on fait la paix avec ses ennemis !

Alors peut-être que les dialogues qui peuvent s'instaurer, via la Turquie, entre Israël et la Syrie, cela peut être productif. On ne sait pas ce qui peut se passer ! Mais cela peut être productif.

Mais vous savez, Bachar EL-ASSAD est venu ici en visite officielle, en visite d'Etat à Paris et, comme le protocole l'exige, il est venu à l'Hôtel de Ville. M. le Maire de Paris l'a reçu, mais il lui a dit les choses très clairement sur sa façon d'agir, sur les Droits de l'Homme, sur son racisme, sur son antisémitisme ! Il ne s'est pas gêné pour le dire publiquement. C'est quand on dit les choses publiquement à ses interlocuteurs que cela peut évoluer.

Pour revenir à Bachar EL-ASSAD, vous savez, quand on engage des conversations, on a toujours un peu peur, mais si c'est pour le sortir de son ghetto et qu'il puisse discuter avec des nations un peu plus civilisées, je pense qu'il faut tenter l'expérience.

J'ajoute que M. le Maire de Paris, s'il assiste au défilé du 14 juillet, c'est pour honorer l'armée française, pour honorer le 14 juillet et pour honorer ceux qui se sont battus en 1789 et en 1790. C'est pour cela que je trouve, et je vous l'ai dit lors de la 9e Commission, curieux de voir que cette année M. le Maire de Paris ne pourrait pas aller saluer l'armée française.

C'est pour cela que j'émets un avis défavorable à votre vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose de procéder, au scrutin secret, à la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans les organismes suivants :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une crèche collective et d'une halte-garderie 1-3, place de Rungis (13e) (R. 136) :

Titulaires :

- M. Christophe NAJDOVSKI ;

- Mme Anne-Christine LANG ;

- Mme Marie-Annick BARTHE ;

- M. Patrick TREMEGE ;

- Mme Marie-Claire CARRERE GEE.

Suppléants :

- Mme Annick OLIVIER ;

- M. Jean-Bernard BROS ;

- M. Jean-Marie LE GUEN ;

- Mme Marie-Chantal BACH ;

- Mme Joëlle CHERIOUX de SOULTRAIT.

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la restructuration et de l'extension du conservatoire municipal 27-29 bis, rue Baudelique (18e) (R. 137) :

Titulaires :

- M. Christophe GIRARD ;

- Mme Myriam EL KHOMRI ;

- M. Ian BROSSAT ;

- Mme Roxane DECORTE ;

- M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

Suppléants :

- Mme Frédérique PIGEON ;

- Mme Claudine BOUYGUES ;

- M. Didier GUILLOT ;

- Mme Anne-Constance ONGHENA ;

- M. Jean-Jacques GIANNESINI.

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la création d'une crèche collective de 44 places avec logement de fonction 34, rue des Annelets (19e) (R. 138) :

Titulaires :

- M. Christophe NAJDOVSKI ;

- M. Roger MADEC ;

- Mme Halima JEMNI ;

- Mme Anne-Constance ONGHENA ;

- M. Jean-Jacques GIANNESINI.

Suppléants :

- Mme Fabienne GIBOUDEAUX ;

- M. François DAGNAUD ;

- Mme Gisèle STIEVENARD ;

- Mme Roxane DECORTE ;

- M. Pierre-Yves BOURNAZEL.

Commission spéciale pour l'analyse des propositions et l'audition des candidats à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif pour la rénovation et l'exploitation de la piscine Molitor (16e) (R. 139) :

- M. Jean-Yves MANO ;

- Mme Lyne COHEN-SOLAL ;

- Mme Seybah DAGOMA ;

- M. Bruno JULLIARD ;

- M. Bernard GAUDILLÈRE ;

- M. Patrick KLUGMAN ;

- M. Yves CONTASSOT ;

- Mme Hélène BIDARD ;

- Mme Liliane CAPELLE ;

- M. Bernard DEBRÉ ;

- M. Pierre AURIACOMBE ;

- Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER ;

- Mme Danièle GIAZZI ;

- Mme Valérie HOFFENBERG ;

- Mme Valérie SACHS.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis).

2008, DEVE 115 - SGRI 21 - Attribution de la dénomination "Promenade David Ben Gourion" à l'espace vert situé au droit du quai Branly (7e) entre le numéro 15 et le numéro 61.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DEVE 115 - SGRI 21 relatif à l'attribution de la dénomination "Promenade David Ben Gourion" à l'espace vert situé au droit du quai Branly, 7e arrondissement, entre le n° 15 et le n° 61.

La parole est à Mme Liliane CAPELLE.

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

En donnant le nom de "David Ben Gourion" à une esplanade de la Capitale, la Municipalité parisienne rend hommage à une personnalité exceptionnelle : celle de l'homme qui proclama voici 60 ans l'indépendance de l'Etat d'Israël, un des événements majeurs du 20e siècle.

Mais il est aussi d'autres dimensions de la vie de Ben Gourion qui rejoignent les valeurs de progrès dont nous nous réclamons. Ben Gourion était en effet un militant sioniste socialiste qui dirigea la Centrale syndicale juive à l'époque mandataire, puis réalisa l'unité des partis de gauche en Palestine.

Après avoir lui-même combattu dans l'armée britannique durant la Première Guerre mondiale, il fit en sorte que la Hagana s'engage dans la lutte armée contre les Nazis pendant la Seconde. Il fut également, lors de l'affaire de l'Exodus, à laquelle la France contribua à trouver un épilogue heureux, celui qui rappela au monde entier la dette qu'avaient contractée les pays occidentaux vis-à-vis des survivant de la Shoah.

J'ajoute, et cela n'est pas accessoire, que Ben Gourion, en tant que Premier ministre de 1949 à 1963, fut l'homme d'Etat qui construisit la grande amitié franco-israélienne, dont je me réjouis qu'elle soit de nouveau à l'ordre du jour, car à son époque comme aujourd'hui, elle rassemble, au-delà des divergences politiques, toutes celles et ceux pour qui le peuple Juif a droit à un Etat sur sa terre historique, de même d'ailleurs que le peuple Palestinien doit pouvoir disposer du sien comme le droit international et la simple justice le commandent.

Honorer la mémoire de David Ben Gourion est inscrire dans le paysage parisien le nom d'un des plus grands hommes du XXe siècle, c'est aussi rappeler que le mouvement sioniste sous sa direction était animé par les idées humanistes, socialistes et progressistes.

C'est pour cela qu'il fut proche des grandes figures de la S.F.I.O. comme Marius Moutet, Jules Moch, Guy Mollet et Léon Blum qui, dès les années 1930 et à contre-courant, appuyèrent le mouvement sioniste. Ce qui ne l'empêcha nullement d'admirer aussi les hommes politiques français de Droite qui se montrèrent amis d'Israël comme en témoigne jusqu'en 1967 ses excellentes relations avec le Général de Gaulle.

David Ben Gourion était aussi l'homme de la laïcité, ce qui chez lui ne signifiait nullement le reniement de l'identité juive mais la construction d'un Etat moderne et émancipateur.

Pour toutes ces raisons, de toutes les figures politiques d'Israël depuis sa création, David Ben Gourion est celle sur laquelle le plus large consensus peut se réunir de sorte que la décision qui nous est soumise aujourd'hui recueillera, je l'espère, votre approbation comme elle emporte la mienne.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - La parole est à M. le Président Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, chers collègues, ce projet de délibération est pour le Conseil de Paris l'occasion de commémorer le soixantième anniversaire de la création de l'Etat d'Israël.

En souhaitant attribuer à l'un de ses espaces la dénomination Promenade David Ben Gourion, la Ville de Paris honore un homme autant qu'une histoire.

Le groupe communiste comprend bien évidemment le sens de cette proposition qui inscrit l'Etat d'Israël au cœur de notre Ville.

Néanmoins, cette dénomination est un geste fort parce que symbolique, l'histoire complexe de cette région du monde n'est pas seulement celle d'un homme, alors que ces dernières années témoignent d'un combat permanent et douloureux pour la paix. Nous aurions aimé que la Ville de Paris aille au bout de son geste et dise aussi son souhait de paix. Nous aurions voulu qu'elle rappelle symboliquement le droit et le combat des Palestiniens qui luttent eux aussi pour un Etat.

Dans l'inexistence de cet Etat, des hommes et des femmes connaissent des souffrances ininterrompues, c'est pourquoi nous renouvelons la proposition que nous avions déjà faite d'un espace dédié à M. Yasser Arafat tout comme il en existe un pour M. Yitzhak Rabin.

Ici encore nous ne sommes pas allés au bout de notre geste. Ces deux hommes ont reçu le Prix Nobel ensemble en 1994 et il est dommage que 14 ans après la Ville de Paris ne les ait pas encore réunis.

C'est la raison pour laquelle, tout en votant ce projet de délibération, le groupe communiste souhaitait exprimer cette préoccupation.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Je donne la parole à Pierre SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je n'ai pas grand-chose à dire. Tout le monde est visiblement d'accord.

Je n'ai pas entendu d'intervention contre. Rassurez vous, Monsieur Ian BROSSAT, nous avons tissé des liens avec les Palestiniens et à chaque fois que le Maire s'exprime, il parle aussi des Palestiniens et du droit des Palestiniens d'avoir un Etat.

Cela ne pose aucun problème.

Vous disiez, Madame CAPELLE, que David Ben Gourion était l'ami des Français. Il y a eu une liaison très forte entre la France et Israël avec Léon Blum, avec de Gaulle et je voudrais citer simplement une phrase de François Mitterrand lorsqu'il est allé à l'université Ben Gourion dans le Néguev.

Pour préciser la pensée de Ben Gourion qui était constamment tournée vers l'avenir, je rapporte ses propos : "Aussi étrange que cela puisse paraître, nous arriverons avec le temps à une alliance judéo-arabe. Les conditions géographiques et historiques la rendent inévitable, indépendamment du temps nécessaire à sa réalisation. Nous ne quitterons pas notre pays, pas plus que les arabes. La coopération entre juifs et arabes peut transformer le Moyen-Orient en l'un des plus grands foyers culturels du monde, comme il le fut jadis."

C'était une vision, et j'ajoute pour terminer, que Ben Gourion a été le seul homme politique d'importance, en 1967, lorsqu'il s'est retrouvé devant le mur reconquis, à dire : "Il faudra partir des territoires. Il faudra les quitter."

C'était un homme d'une grande vision politique et c'est pour cela que nous souhaitons l'honorer.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à M. Claude GOASGUEN, pour une explication de vote d'une minute.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je ne vais pas parler de Ben Gourion car en faire l'apologie est facile et tellement mérité.

Ne boudons pas notre plaisir de voir cet homme d'Etat, fondateur de l'Etat d'Israël, se voir reconnaître dans ce pays qui a soutenu la création de l'Etat d'Israël avant tout autre en 1948.

Je me félicite aussi de la progression de la reconnaissance du sionisme par notre Conseil, car je me souviens du débat qui avait eu lieu sur l'apposition de la plaque de Theodor Herzl il y a quelques années où l'on avait tellement renâclé à mettre le mot de sionisme sur la plaque de ce véritable penseur du sionisme pour lui préférer l'appellation de journaliste autrichien.

Non sans combat, nous avions réussi à imposer un début de reconnaissance de ce mouvement politique fondamental du XXe siècle qu'est le sionisme.

Je considère qu'aujourd'hui, le Conseil de Paris a fait un pas de plus et je ne peux que m'en féliciter dans la mesure où la France est en train de revenir vers une politique beaucoup plus proche de l'Etat d'Israël qu'elle a contribué à fonder.

Je n'en veux pour preuve que les récents propos du Président de la République lors de la visite officielle qu'il a fait à la Knesseth il y a quelques jours.

Je suis heureux que nous nous retrouvions, j'espère à l'unanimité, dans cette reconnaissance a posteriori d'un grand homme d'Etat mais aussi du sionisme et du rapprochement d'Israël et de la France.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie.

M. Yves POZZO-DI-BORGO pour une explication de vote d'une minute.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Notre groupe votera ce voeu, j'ai pris la parole pour rappeler que le Conseil du 7e arrondissement a voté à l'unanimité ce vœu.

Nous participons à cette ambiance générale.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur SCHAPIRA ?

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, rapporteur. - Je voulais faire une précision historique, la France a reconnu en premier, mais l'URSS aussi !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Puisque nous en sommes aux précisions historiques, je rappelle que David Ben Gourion s'est élevé avec courage et obstination contre la puissance, la Grande-Bretagne, qui à l'époque refusait la naissance d'Israël. Ce fut un acte de décolonisation.

C'est sans doute à ce titre que David Ben Gourion est resté dans l'histoire.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 115 - SGRI 21.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DEVE 115 - SGRI 21).

2008, SGCP 10 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération SGCP 10 relatif à la fixation des rémunérations annuelles maximales susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au Conseil d'administration de la S.I.E.M.P.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Nous avons 14 projets de délibération à peu près identiques, bâtis sur le même modèle, qui indiquent que le montant maximum annuel de la rémunération, conformément au Code général des Collectivités territoriales, attribuée aux représentants du Conseil de Paris dans les différentes S.E.M. doit faire l'objet d'une délibération par le Conseil de Paris.

Or, si on regarde l'ensemble de ces projets de délibération, on ne peut qu'être frappé par la distorsion considérable qu'il y a entre les Présidents de ces sociétés qui ont une uniformisation absolue du montant maximum de leur rémunération et les rémunérations des administrateurs qui vont de 6.900 euros par an à zéro !

Pourtant, lorsqu'on regarde ces S.E.M., rien, ni dans leurs attributions, ni dans leur compte de résultats, ne permet de comprendre ces écarts.

Nous l'avons déjà dit précédemment, nous souhaiterions que soit mis à plat ce système extrêmement hétérogène de rémunération des conseillers de Paris dans les différentes structures où ils représentent la Ville de Paris, de manière à ce qu'il y ait une harmonisation et qu'il y ait des critères totalement transparents, par rapport à ces sociétés, qui justifient le montant de ces rémunérations.

La question que je pose est très simple : quand pourrons-nous avoir ce débat, sachant que les assemblées générales de la plupart, la quasi-totalité même de ces S.E.M., conformément à la loi, ont eu lieu au cours du premier semestre ? Il faudrait donc que nous puissions assez rapidement en débattre pour que cela puisse être mis en œuvre au cours de l'exercice 2009 ou 2009-2010.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président, au nom de la 1ère Commission. - Pour vous répondre, je vais me donner la parole puisque je suis l'adjoint chargé des sociétés d'économie mixte. Je dois dire, Monsieur CONTASSOT, lorsque j'ai abordé ce dossier il y a environ deux mois, j'ai été comme vous très surpris de l'hétérogénéité des jetons de présence, parce que c'est un sujet que je n'avais jamais abordé dans mes précédentes fonctions. J'ai fait part de ma surprise au Maire, qui a convenu lui aussi que cette situation n'était pas satisfaisante et qui a donc prescrit qu'une réforme ait lieu avant la fin de l'année 2008 sur ce sujet.

Par ailleurs, nous étions placés devant une situation un peu compliquée : si nous ne prenions aucune délibération, cela signifiait que pendant les neuf mois de l'année 2008, entre mars et décembre, nos collègues qui nous représentent dans les sociétés d'économie mixte où existent des jetons de présence n'auraient rien pu percevoir. Nous avons considéré que nous pouvions prolonger, à titre transitoire, les situations antérieures.

Les chiffres qui figurent dans ces délibérations sont ceux qui existent depuis 2001, et même souvent depuis une date beaucoup plus ancienne. Je vous le redis, et je le redis avec le mandat du Maire, il y aura une réforme de ces jetons de présence avant la fin de l'année 2008.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Monsieur le Président POZZO-DI-BORGO, vous avez la parole.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Sur ce sujet, je voulais d'abord rappeler que les parlementaires, par le biais de leur écrêtement, ne peuvent pas toucher ces indemnités.

Je souhaiterais - je sais que vous y êtes favorable, Monsieur le Maire - que cette rémunération, à partir du moment où elle égalisée, soit aussi convenable, et non pas excessive, mais corresponde à un travail. Mais surtout, et c'est le sens de mon vœu qui va paraître demain ou après demain, qu'elle soit liée à la présence.

Est-ce le cas actuellement ?

M. Yves CONTASSOT. - Oui, pour les S.E.M.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - D'accord.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président, rapporteur. - Monsieur POZZO-DI-BORGO, le problème de la présence effective n'était pas abordé dans les délibérations de la précédente mandature. Nous avons souhaité qu'une phrase dans chaque délibération soumette le versement des jetons de présence à la présence effective. Votre voeu a été exaucé par avance.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGCP 10.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SGCP 10).

2008, DAJ 17 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la Commission d'appel d'offres les 10, 17 et 24 juin 2008.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DAJ 17 relatif à la signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la commission d'appel d'offres les 10, 17 et 24 juin 2008, c'est ce que l'on appelle le projet de délibération balai, sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 50.

Je donne la parole à Mme Camille MONTACIÉ pour le commenter.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe, au nom de la 1ère Commission. - Il s'agit d'ajouter aux délibérations DAJ 2008-17 des 10, 17 et 24 juin 2008, les délibérations passées lors de la commission d'appel d'offres du 1er juillet 2008.

Il s'agit de la mission de contrôle technique et d'experts ou d'organismes qualifiés agréés portant sur les ouvrages d'art dans le cadre de l'extension du tramway T3, et de l'ordonnancement pilotage et coordination pour la réhabilitation du marché couvert Carreau du Temple, 4 rue Eugène Spuller à Paris, 3e arrondissement.

Donc article 1, ajouter au quatrième alinéa des visas de la délibération DAJ 2008-17, après les mots "10, 17 et 24 juin 2008", les mots suivants : "et du 1er juillet 2008".

Article 2, ajouter au considérant de la délibération DAJ 2008-17, après les mots "10, 17 et 24 juin 2008", les mots suivants : "et du 1er juillet 2008".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame Camille MONTACIÉ.

Je mets d'abord aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 50 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 50 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAJ 17 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DAJ 17).

2008, DGIC 6 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour le suivi des informations dans les médias français et étrangers.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DGIC 6 relatif au lancement d'un appel d'offres ouvert pour le suivi des informations dans les médias français et étrangers.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Oui, je trouve cela très bien qu'effectivement on suive la manière dont les interventions de la Mairie de Paris sont recensées dans les médias français et étrangers. Il serait tout à fait tout à fait bien d'ailleurs, et c'est le sens de ma question que les conseillers de Paris, comme les conseillers d'arrondissement soient destinataires systématiquement des communiqués de presse de la Ville.

Cela me paraît être le minimum et donc je souhaite que l'on ait une réponse favorable. C'est zéro coût, car c'est par voie électronique et cela pourra être mis en place très rapidement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je n'ai pas été mandaté sur ce sujet, je crois pouvoir vous dire que la réponse sera positive, Monsieur CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - A moins que vous ayez une opinion différente, Madame.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe, au nom de la 1ère Commission. - Effectivement, aucun problème, la DGIC est prête à les transmettre automatiquement à tout élu qui en formulerait la demande.

M. Yves CONTASSOT. - Il faut aller pleurer pour les avoir…

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe, rapporteure. - Je n'ai pas fini, et une demande sera adressée à chaque élu pour qu'il fasse connaître son souhait de s'inscrire.

M. Yves CONTASSOT. - On n'a rien d'autre à faire que de faire des demandes individuelles.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe, rapporteure. - Ce n'est pas une demande individuelle pour chaque communiqué, c'est une demande une fois pour toutes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur CONTASSOT, on va trouver des solutions simples.

M. Yves CONTASSOT. - 60 messages à gérer au retour individuellement, plutôt que de faire une liste pour l'ensemble des conseillers de Paris d'arrondissement. Gagnons en efficacité et en simplicité.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DGIC 6.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DGIC 6).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux annulations de marchés publics sous la précédente mandature.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 51 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux annulations de marchés publics sous la précédente mandature.

La parole est à M. David ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Monsieur le Maire, merci.

Il s'agit d'un vœu parfaitement oecuménique et qui touche un sujet sensible mais œcuménique car il renvoie à un principe qui est cher à tous dans cette Assemblée, qui est celui du principe de transparence.

Il est utile, voire même important que tous les représentants des Parisiennes et des Parisiens puissent connaître la manière dont est conduite la politique des marchés publics par la Ville de Paris. Et ce vœu renvoie à cette transparence nécessaire parce qu'on sait bien qu'un nombre considérable de marchés est passé par la Ville tout au long de l'année, qu'une annulation contentieuse non seulement freine l'activité des services, entraîne des délais supplémentaires considérables pour les politiques publiques qui sont menées par la Ville. Il suffit de songer aux délais devant les tribunaux administratifs, un an en moyenne, avec un appel, un an de plus, voire même un renvoi en Conseil d'Etat.

Et ce sont des délais très préjudiciables aux services locaux qu'attendent les Parisiennes et les Parisiens.

Monsieur GAUDILLÈRE, je suis particulièrement ravi que vous présidiez cette séance lors de la présentation de ce vœu, car le mois dernier on parlait d'indicateurs de performance, et vous voyez que nous avons une certaine suite dans les idées, nous avons de la continuité dans nos interpellations auprès de l'Exécutif parce que suivre les annulations contentieuses, cela pourrait constituer notamment un indicateur de performance.

Dans les prochains tableaux que vous n'allez pas manquer de nous présenter nous l'espérons en tout cas.

Et parmi ces indicateurs de performance pourrait se trouver, voilà une idée parmi d'autres, un indicateur sur la performance du soutien juridique à l'action publique menée par la Ville de Paris.

Pour toutes ces raisons à la fois de transparence et d'efficacité, nous demandons évidemment la communication de la liste des annulations de marchés publics sous la précédente mandature, pourquoi la précédente car cela nous semble être un bon point de repère en réalité pour ensuite évaluer l'efficacité sous cette actuelle mandature, en précisant le nombre de marchés public passés sous la précédente mandature, en distinguant chaque année, le nombre de marchés publics annulés, en précisant l'objet de ces marchés, et la motivation de l'annulation contentieuse, le taux d'annulations chaque année, et sur l'ensemble de la précédente mandature. J'ajoute en réalité pour conclure, Monsieur GAUDILLÈRE, et Monsieur le Maire, que c'est un vœu qui n'aurait pas eu lieu d'être. C'était un vœu qui n'aurait même pas dû être présenté, puisque je mois dernier, lors de notre précédent Conseil de Paris, la question avait été posée par M. Jean-François LEGARET, au Maire de Paris, et que nous ne déposons ce vœu que parce que nous sommes extrêmement surpris du silence gardé jusqu'à présent par le Maire de Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

La parole est à Mme MONTACIÉ pour vous répondre.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - J'ai remis à M. ALPHAND et M. LEGARET, lors de la Commission d'appel d'offres, effectivement, le tableau avec les annulations, donc ce qui était demandé, mais je vais le reprendre.

Bien entendu, en ce qui concerne les annulations, je vais rappeler d'abord que la Commission d'appel d'offres entre 2001 et 2007 a attribué 8.835 marchés formalisés, et 38.500 marchés à procédures adaptées.

Sur l'ensemble de ces marchés, entre 2001 et 2007, il y a eu en tout et pour tout 10 annulations.

Je tiens à le répéter 10 annulations.

Donc, si on veut le détail, sachez qu'il y en a eu zéro en 2001, une en 2002, une en 2003, une en 2004, trois en 2005, une en 2006 et trois en 2007. Je ne pense pas rentrer dans le détail des explications, je les fournirai aux intéressés marché par marché en matière de cause d'annulation.

Cela représente, en matière de marché formalisé, 1,1 annulation pour 1.000 marchés passés.

Tous marchés confondus, c'est 2,1 annulations pour 10.000 marchés.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie, Madame MONTACIÉ, de ces précisions et vous me permettrez de rendre hommage, quand on regarde ces chiffres, c'est-à-dire 10 annulations pour 45.000 ou 47.000 marchés, de rendre hommage à Mireille FLAM et à Eric SPITZ, car tous deux ont été pendant sept ans les maîtres d'œuvre de notre politique des marchés, et je trouve que les résultats qu'ils ont obtenus et qui viennent d'être portés à la connaissance du Conseil sont tout à fait exceptionnels.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Monsieur ALPHAND, vous avez la parole.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Avant, quand il n'y avait pas d'annulation, c'était beaucoup moins bien ?

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur ALPHAND, vous avez la parole.

M. David ALPHAND. - Finalement, on se retrouve, parce qu'on gagne toujours à faire preuve le plus largement possible de transparence. Cela permet de mettre en évidence de bons résultats, car 10 annulations en sept ans, c'est assez peu, mais il fallait le dire. C'était plus simple en le disant.

Je précise également, par rapport à la réponse qui nous a été apporté par Mme MONTACIÉ, que le vœu ne concerne bien évidemment pas les seuls six conseillers de Paris membre de la CAO, mais l'ensemble des conseillers de Paris de cette assemblée.

Par ailleurs, j'aimerais que ce vœu initie un dialogue et une communication plus régulière, c'est-à-dire annuelle, sur les marchés publics, de manière à ce que nous puissions travailler de manière constructive ensemble. Je vous ai lancé l'idée d'un indicateur de performance sur le suivi et la sécurité juridique apportée en soutien aux services de la Ville. Je crois que c'est une idée que l'on peut fructifier pour la suite des événements.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - C'est une idée d'autant meilleure que comme vous le savez, Monsieur ALPHAND, les jugements sur les marchés publics sont des documents communicables au titre de la loi de 1978, et je ne vois pas très bien, ni Mme MONTACIÉ, ni un quelconque membre de la municipalité songer à violer la loi de 1978, mais je laisserai Mme MONTACIÉ s'exprimer elle-même.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - Il était entendu avec l'ensemble des membres de la C.A.O. que nous allions effectivement travailler à cette présentation d'un bilan annuel, mais aussi de l'instruction des D.S.P. et du travail de la C.C.S.P.L., que je préside.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien merci.

Vous ne me dites pas quel est l'avis de l'Exécutif sur le vœu. Il faut que je le mette aux voix.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - C'est un vœu qui demande une information que nous avons donnée. Je ne pense pas qu'il y ait véritablement de vœu. Je propose qu'il soit retiré.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Est-ce que le vœu est retiré, Monsieur ALPHAND ?

M. David ALPHAND. - Sous réserve de la communication des détails qui ont été avancés par Mme MONTACIÉ, je considère que nous pouvons retirer ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous en remercie.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au tourisme dans la Capitale, fragilisé par la politique internationale du Maire de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 52 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au tourisme dans la Capitale, fragilisé par la politique internationale du Maire de Paris.

Je donne la parole à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Nous le savons, le tourisme fait vivre à Paris, directement ou indirectement, près de 210.000 personnes. Il est donc un secteur essentiel de l'économie parisienne, et tout ce qui peut le renforcer va dans le bon sens : cela va dans le sens de l'emploi et dans le sens du développement économique.

Parmi les près de 30 millions de touristes qui visitent actuellement la capitale, 700.000 sont chinois, et représentent un potentiel de dépense d'environ 80 millions d'euros : c'est la deuxième nationalité la plus dépensière après les Japonais dans notre Capitale.

Or, Paris, depuis deux mois, subit une baisse importante du nombre de touristes chinois, ce qui va peser inévitablement sur les chiffres d'affaires de l'hôtellerie, de la restauration, des grands magasins, bref, d'un certain nombre de commerces qui n'avaient pas besoin de cela en ce moment.

Ce boycott plus ou moins organisé doit donc cesser le plus rapidement possible. Il est d'ailleurs clairement dirigé contre Paris et contre la capitale, mais si ! Il est la conséquence directe de la volonté du Maire de Paris de s'immiscer dans les relations franco-chinoises, ce que personne ne lui demandait de faire.

Aujourd'hui, les conséquences de cet effet de communication risquent d'être lourdes pour la capitale, bien que la France, par la voix diplomatique de Bernard KOUCHNER, qui est un excellent Ministre des Affaires étrangères, évite cette contagion de boycott plutôt limitée actuellement à Pékin.

Pour le mois de juin, à Pékin, les demandes de visas touristiques pour la France ont baissé de 60 %. Alors, il est temps de réagir et nous proposons trois mesures.

D'abord, que la Mairie de Paris envisage toute mesure nécessaire pour respecter son partenariat établi avec la Ville de Pékin depuis 1997.

Deuxièmement, que cette même Mairie de Paris se montre vigilante et attentive aux côtés des professionnels du tourisme et prenne des mesures conséquentes afin de les soutenir dans l'éventualité où cette situation se prolongerait de façon alarmante.

Enfin, troisième mesure, et c'est sûrement la plus importante, que le Maire de Paris lui-même restaure la relation de confiance, d'amitié et de coopération par un signal positif envers son homologue de Pékin Guo JINLONG.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci Monsieur DUBUS.

Pour vous répondre, je donne la parole à Jean-Bernard BROS.

M. Jean-Bernard BROS, adjoint. - Monsieur DUBUS, vous m'avez rappelé la grande époque où l'on avait les chiffres des manifestants et ceux de la police ou de la préfecture. J'espère en tout cas vous donner des précisions concernant vos chiffres, qui sont totalement faux.

En effet, concernant la question des visiteurs chinois à Paris, il est d'abord nécessaire de rappeler un certain nombre de faits et de chiffres afin de replacer ce phénomène dans son contexte.

En 2007, la structure par nationalité des arrivées hôtelières à Paris décompte près de 120.000 arrivées chinoises, soit moins de 0,8 % du total des arrivées.

De plus, de nombreux touristes chinois sont logés hors Paris.

Cette clientèle est en progression constante, certes, y compris sur la période janvier - avril 2008, mais reste donc encore très modeste en proportion, comparée aux 28 millions de visiteurs qu'a comptabilisé notre capitale l'an dernier.

Concernant les rumeurs de déprogrammation de la destination Paris par des agences de voyage basées à Pékin, ces rumeurs, dont la presse s'est largement fait l'écho, ont été fermement démenties par les autorités chinoises qui ont affirmé n'avoir passé aucune consigne aux tour opérateurs de la capitale chinoise. Certes, l'ambassade de France a enregistré depuis quelques semaines une baisse sensible des demandes de visas de résidents de Pékin pour la France, mais elle a déclaré le 4 juillet que l'on assistait à un retour à la normale depuis le 30 juin.

Rappelons qu'il a toujours été observé, chaque fois que des Jeux Olympiques ont lieu dans un pays, que le nombre de ressortissants de ce pays voyageant à l'étranger a sensiblement diminué. Il ne serait donc pas surprenant que les touristes chinois à Paris soient moins nombreux pendant la période des Jeux Olympiques de 2008.

Par ailleurs, rappelons que le gouvernement chinois a désormais décidé de fractionner davantage les vacances de ses ressortissants au cours de l'année, ce qui les amène inévitablement à voyager moins loin à l'étranger et à favoriser des destinations plus proches. Ces éléments d'appréciation ne permettent donc pas de conclure à un phénomène massif et durable de désaffection de la clientèle chinoise pour la destination Paris.

Enfin, j'en termine, la Ville de Paris assume à la fois une politique internationale courageuse qui reconnaît les efforts de ceux qui luttent pour les droits de l'Homme et une politique touristique dynamique, qui maintient ses efforts de promotion internationale de la destination.

Par conséquent, l'Exécutif émet un avis négatif à ce vœu.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - M. SCHAPIRA souhaite ajouter quelques mots.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Absolument.

Au plan des relations diplomatiques avec la Chine, sans que nous ayons cédé à la pression des autorités chinoises - je ne vous rappellerai pas les termes de la lettre de l'ambassadeur au moment où le conseil siégeait et votait le vœu sur le Dalaï-lama et HU JIA -, nous avons évidemment retrouvé des relations beaucoup plus sereines.

Le Maire a rencontré l'ambassadeur. Nous avons établi des contacts, en tout les cas, avec le numéro deux, que je rencontre régulièrement. Nous avons démontré le maintien de notre solidarité avec la population chinoise suite au tremblement de terre, en accordant une aide de 50.000 euros, que vous avez votée comme nous tous.

Nous avons eu la demande de M. CHEN, dont le père était compagnon de la Longue Marche de Mao et qui est membre de C.G.L.U., qu'on lui procure des tentes pour les abris, ce que nous avons fait avec notre organisation mondiale et, je rappelle enfin, que Paris participe à l'exposition universelle "Shanghai 2010" avec la Région Ile-de-France et la C.C.I.P.

Tout va très bien.

Et j'ajouterai : tout va encore mieux, comme le disait notre collègue Jean-Bernard BROS, surtout, parce qu'il ne faut pas être dupe et naïf, depuis que l'on sait que le Président de la République a l'intention d'assister à l'ouverture des Jeux Olympiques.

C'est pour cela que je pense que les relations ne visaient pas uniquement Paris, mais c'est pour cela aussi que je suis de l'avis de mon collègue Jean-Bernard BROS.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien.

Merci, Monsieur SCHAPIRA.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un distributeur automatique de billets Place du Tertre ou à ses alentours, dans le 18e arrondissement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons le vœu référencé n° 53 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la mise en place d'un distributeur automatique de billets Place du Tertre ou à ses alentours, dans le 18e arrondissement.

Je donne la parole à Mme Roxane DECORTE.

Mme Roxane DECORTE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, lors de la précédente mandature, j'avais déposé un vœu à l'initiative du classement de la butte Montmartre en zone touristique.

Considérant que la butte Montmartre accueille entre 8 et 13 millions de visiteurs chaque année ;

Considérant que, depuis plusieurs années, un important travail a été engagé pour initier et développer la qualité de l'accueil des visiteurs, des touristes et des habitants à Montmartre, que la semaine dernière, M. BROS était sur place, un dimanche ;

Considérant qu'un touriste se promenant Place du Tertre et à ses alentours ne trouve aucun distributeur automatique de billets et que l'on en parle depuis des années et des années également ;

Nous souhaitons que la Ville de Paris permette la mise en place dans des délais très rapides d'un distributeur automatique de billets Place du Tertre ou à proximité.

Merci de votre réponse.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Jean-Bernard BROS pour répondre à Mme DECORTE.

M. Jean-Bernard BROS, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vrai problème. L'implantation d'un distributeur automatique de billets en haut de la Butte Montmartre - j'y pense jour et nuit ! - étant attendue depuis longtemps de la part des millions de visiteurs qui fréquentent chaque année ce haut lieu du tourisme parisien, conscientes de ce manque, la Ville de Paris et la mairie du 18e arrondissement se sont mobilisées. Elles ont élaboré une charte de qualité de l'accueil au cours de la mandature précédente, en particulier en partenariat étroit avec le syndicat d'initiative de Montmartre, les commerçants et l'ensemble des acteurs concernés par l'accueil.

Cette charte de qualité est entrée pleinement en application dimanche 29 juin 2008, effectivement, avec l'organisation d'une grande journée de l'accueil de Montmartre, et Mme DECORTE a raison, on s'est croisé ce jour-là sur la butte Montmartre, ce jour fondateur du 29 juin 2008 qui s'est révélé un succès, un succès par la fréquentation et les retours qualitatifs des intéressés.

La dynamique collective réalisée par cette démarche de la charte de qualité a permis de faire avancer très sensiblement de nombreux dossiers touristiques qui demeuraient en suspens et notamment celui de l'implantation d'un distributeur automatique de billets à Montmartre.

Nous y voilà !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Ainsi, s'est tenue il y a deux semaines une réunion en mairie du 18e, avec l'ensemble des intéressés et notamment la Société Générale et le propriétaire de l'immeuble situé 5, rue Poulbot, à proximité immédiate de la Place du Tertre. Les Architectes de la Ville de Paris ayant donné un avis positif à l'implantation de ce distributeur, la prochaine étape maintenant est la signature prochaine d'une convention entre la banque et le propriétaire privé, permettant l'implantation de ce distributeur de billets.

La Ville de Paris a donc déjà assuré la mise en place des conditions permettant l'implantation d'un distributeur de billets Place du Tertre. Ceci rend donc le contenu de ce vœu nul et non avenu - j'en suis désolé ! -, puisque nous avons aujourd'hui atteint l'étape suivante qui est la signature d'un accord avec les opérateurs privés.

Par conséquent, il est proposé que l'Exécutif, au bout d'un suspens intenable, émette un avis négatif sur ce vœu.

Merci, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vais mettre le vœu aux voix, à moins que Mme DECORTE, considérant que l'objectif de son vœu est atteint, souhaite le retirer ?

Mme Roxane DECORTE. - Je suis comme Saint-Thomas, je ne crois que ce que je vois, donc je préfère maintenir le vœu.

Cette histoire de distributeur de billets, on en parle quand même depuis plusieurs années.

Et puis, c'est aussi la spécialité dans le 18e arrondissement, souvent, quand l'opposition fait un vœu, on dit : "Cela va être fait dans deux mois, dans trois mois, dans six mois, dans un an." Donc autant le maintenir. Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - M. le président BROSSAT souhaitait donner une explication de vote du groupe communiste sur le distributeur de billets.

M. Ian BROSSAT. - Juste deux mots. En lisant ce vœu, je me suis dit qu'à l'U.M.P., on s'était sans doute lancé dans un concours visant à trouver des vœux que l'on ne peut pas ne pas voter, mais finalement on a trouvé quand même une bonne raison de voter contre !

Je dois dire que je suis assez impressionné par l'énergie que déploient les élus de l'U.M.P. pour faire en sorte que les gens dépensent des sous. Il ne serait pas mauvais qu'ils dépensent la même énergie pour faire en sorte que les gens aient suffisamment de pouvoir d'achat pour pouvoir dépenser !

(Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Je mets donc aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2008, DDEE 109 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer une consultation en vue d'attribuer une concession de travaux pour la réhabilitation de la halle Secrétan située 33, avenue Secrétan (19e).
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DDEE 109 concernant une autorisation à M. le Maire de Paris de lancer une consultation en vue d'attribuer une concession de travaux pour la réhabilitation de la halle Secrétan située 33, avenue Secrétan (19e), sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu référencé n° 54 dans le fascicule.

Je donne la parole à M. Pierre AURIACOMBE.

M. Pierre AURIACOMBE. - Je voudrais d'abord excuser mes collègues du 19e qui sont actuellement en réunion.

Concernant ce marché couvert, au-delà des apports architecturaux importants pour le quartier, il convient de constater une perte de vitesse depuis une vingtaine d'années.

La majorité municipale a, l'an dernier, initié un premier recueil des attentes et, manifestement, elles sont nombreuses en la matière.

Au regard de l'importance architecturale du site et de l'impact de ce marché couvert sur le quartier, nous souhaitons aujourd'hui aller plus loin dans la consultation des habitants en créant une concertation comme celle qui s'est passée dans le 19e arrondissement pour le T3.

Et c'est ainsi que le vœu U.M.P. a été voté à l'unanimité le 30 juin dernier pour qu'une concertation large se poursuive avec les habitants du quartier, pour optimiser l'utilisation de ce formidable espace et ainsi tirer profit de ses capacités pour mettre à disposition des riverains un équipement qui réponde au mieux à leurs attentes.

Je répète que ce vœu a été voté à l'unanimité du 19e arrondissement.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur AURIACOMBE.

Pour répondre, je donne la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Evidemment, comme vient de le dire M. AURIACOMBE, le marché Secrétan est un lieu extrêmement intéressant, dans lequel la Ville de Paris a l'intention, comme cette délibération le prévoit, de commencer des travaux lourds et intéressants.

Vous l'avez dit, Monsieur AURIACOMBE, le Conseil du 19e arrondissement a voté à l'unanimité ce vœu parce que M. Roger MADEC, maire de l'arrondissement, a déjà commencé une concertation assez large avec l'ensemble des habitants et des commerçants du quartier.

Nous sommes tout à fait favorables, nous aussi, à ce vœu pour que cette concertation large se poursuive afin d'optimiser l'utilisation de cet espace tout à fait intéressant pour le quartier et pour le 19e arrondissement.

Nous donnons, Monsieur le Maire, un avis favorable pour l'adoption de ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 110).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 109.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DDEE 109).

Voeu déposé par le groupe communiste à M. le Maire de Paris relatif à "La Samaritaine".
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner les vœux référencés n° 55 et n° 55 bis dans le fascicule, déposés respectivement par le groupe communiste et l'Exécutif, relatifs à "La Samaritaine".

Je donne la parole à Mme Hélène BIDARD.

Mme Hélène BIDARD. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Le 6 juin dernier, la direction de "La Samaritaine" a présenté un avant-projet d'aménagement du site de l'ancienne Samaritaine. Dans ce projet, le grand magasin serait remplacé par 26.000 mètres carrés de bureaux, à peu près la même surface de commerces mais aussi un hôtel de luxe de 14.000 mètres carrés et des logements sociaux sur seulement 3 à 4 % de la surface totale.

Lors de la fermeture du magasin en 2005, il avait d'abord été expliqué aux clients et aux salariés qu'il s'agissait de mettre aux normes le bâtiment. Aujourd'hui, le groupe L.V.M.H. dévoile ses ambitions pour ce bâtiment : des bureaux et de l'hôtellerie de luxe. La spéculation immobilière n'épargne donc pas La Samaritaine qui reste malgré tout, et malgré la fermeture, un lieu important de la mémoire parisienne et dont, je vous le rappelle, le bâtiment est classé.

Aujourd'hui, je crois qu'il nous faut penser avant tout aux intérêts de la population du 1er arrondissement. C'est l'occasion de produire plus de logements sociaux au centre de Paris, sans empiéter sur des jardins, bien entendu. Mais La Samaritaine est aussi un lieu de passage important, touchant aux intérêts de l'ensemble des Parisiens et, si une chose et sûre, c'est que la production d'un nouvel hôtel de luxe dans le centre de Paris, et par ce projet la participation à l'accroissement de la spéculation immobilière, n'est pas dans l'intérêt actuel du peuple de Paris.

Pour en revenir aux faits, l'actuel avant-projet présenté par L.V.M.H. pour "La Samaritaine" est en contradiction avec le P.L.U. J'ajoute que le comité de site ne s'est toujours pas réuni, malgré la demande des représentants du personnel. C'est pourquoi, il s'agit dans ce vœu, d'une part, que Monsieur le Maire intervienne en faveur d'une réunion du comité de site et, d'autre part, que Monsieur le Maire exprime notre refus de l'actuel avant-projet d'aménagement.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme Lyne COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie aussi Mme BIDARD de ce voeu déposé sur l'avenir de "La Samaritaine". Vous l'avez dit, la direction de "La Samaritaine" a présenté aux élus du personnel un avant-projet. C'est naturellement conforme aux procédures habituelles en matière de concertation sociale. Si elle ne l'a pas présenté aux responsables du Conseil de Paris avant, c'est qu'elle devait le faire d'abord devant les représentants du personnel.

Evidemment, nous ne connaissons ce projet que par ce qu'ont en dit les représentants du personnel. Je prends en compte ce que vous avez rappelé. Effectivement, si c'est conforme à ce que vous avez dit, il y a une non conformité avec le P.L.U. que nous avons voté au Conseil de Paris.

Je propose de nous reporter au vœu n° 55 bis dans lequel le Conseil de Paris demanderait que les responsables de "La Samaritaine" présentent, lors d'un comité de site, dès le début de septembre, leur projet intégralement et que nous puissions ainsi donner l'avis sur l'opportunité ou pas, et la conformité ou pas au P.L.U. de ce projet. Nous ne pouvons pas, avant même que ce projet ne nous soit présenté officiellement, donner un avis ; cela me semble normal.

Je vous propose donc d'adopter le voeu n° 55 bis qui vous a été distribué tendant à ce que dès septembre prochain les responsables de La Samaritaine soient conviés à venir présenter leur projet à l'Hôtel de Ville, devant le comité de site prévu à cet effet. Nous saurons exactement à ce moment-là ce que nous avons à répondre à L.V.M.H., le propriétaire de "La Samaritaine".

Nous proposons donc de substituer le voeu n° 55 bis au voeu n° 55.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. LEGARET pour une explication de vote.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je voudrais dire au nom des élus de notre groupe que nous voterons contre le vœu n° 55 s'il est maintenu, mais pour le voeu n° 55 bis parce que réunir le comité de site à la rentrée, dès septembre prochain, c'est une bonne chose pour que justement ce projet soit présenté.

Si on veut continuer à laisser l'ensemble du quartier et ce cœur de Paris nécrosé par la fermeture de "La Samaritaine", il n'y a qu'à continuer à refuser tous les projets qui seront présentés par l'investisseur et par le propriétaire. Je trouve que c'est complètement irresponsable.

Et quand on parle de l'intérêt général, la création d'un hôtel, l'ouverture d'un hôtel sur un tel site, c'est 400 à 500 emplois créés, c'est-à-dire beaucoup plus qu'il ne restait d'emplois réels de "La Samaritaine" sur le site de "La Samaritaine" au moment de la fermeture.

Je considère que la proposition de Mme BIDARD n'est vraiment pas raisonnable. Que l'on ait une explication, qu'il y ait un échange, que la question du P.L.U. soit débattue - je ne suis pas absolument aussi formel que Mme COHEN-SOLAL sur l'incompatibilité, mais après tout que l'on en fasse la vérification -, et s'il y a vraiment incompatibilité et si l'on doit modifier le P.L.U., c'est toujours possible de modifier le P.L.U. lorsque les circonstances l'exigent pour faire des logements sociaux sur le site de "La Samaritaine" et pour faire un hôtel qui, je le répète, créera plusieurs centaines d'emplois et qui reconstituera, parce que c'est la demande sur laquelle je suis tout à fait décidé à me battre, un grand commerce de proximité sur le site. Tout cela n'est pas incompatible, c'est au contraire très complémentaire.

Je pense que le voeu n° 55 bis est tout à fait bienvenu. Il doit nous permettre d'avoir dans de brefs délais une explication franche, complète, pour enfin aboutir à du concret. Depuis 2004, nous vivons simplement sur une épave échouée en plein cœur de Paris et qui fait crever toutes les activités aux alentours.

Si vous considérez que cela peut durer encore longtemps comme cela, je vous en laisse la responsabilité. Je pense qu'il faut, au contraire, saisir cette opportunité pour en faire une chance pour le centre de Paris et pour Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEGARET.

Je donne la parole à M. BOUTAULT pour une explication de vote, courte.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Oui, au nom du groupe "Les Verts".

J'ai en mémoire que lorsqu'en 2004, le site de "La Samaritaine" a été subitement fermé pour des raisons de sécurité, les dirigeants de L.V.M.H. avaient assurés la main sur le cœur à l'époque que l'on n'en ferait jamais un hôtel de luxe mais que, dès les travaux auraient été effectués, le site redeviendrait un grand magasin. Je suis donc un petit peu surpris par la façon dont les choses évoluent, surtout si le projet consiste à créer des bureaux, alors que ce dont ont besoin les Parisiens du centre, c'est d'abord de logements, et notamment de logements sociaux en plus grand nombre et pas comme alibi, comme cela semble être ici le cas, et de commerces de proximité.

Il est effectivement opportun que la réunion du comité de site ait lieu au plus vite pour que l'on puisse tirer au clair tout ceci et notamment que l'on regarde ce projet qui me semble incompatible avec le P.L.U.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur BOUTAULT.

Madame BIDARD, maintenez-vous le voeu ou le retirez-vous ?

Mme Hélène BIDARD. - Je comprends le contexte exposé par Lyne COHEN-SOLAL et je pense que nous sommes d'accord sur les considérants, donc nous retirons notre vœu et nous resterons attentifs à la situation et à la réunion du comité de site.

Je veux juste préciser que dans le vœu, nous demandions à ce qu'il y ait un projet, bien sûr, et pas à ce qu'il n'y ait aucun projet pour La Samaritaine, mais le meilleur projet pour les Parisiens n'est pas le premier projet présenté par LVMH sans la moindre discussion. Je tiens à rassurer M. LEGARET, je ne suis pas responsable de la fermeture de "La Samaritaine". J'étais bien jeune quand cela s'est passé !

M. Alain LHOSTIS. - Mais lui n'a pas levé le petit doigt !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame BIDARD.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de voeu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2008, V. 111).

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je ne participe pas au vote.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - M. GIRARD ne participe pas au vote.

2008, DRH 22 - Dispositions communes applicables à certains corps de catégorie A de la Commune de Paris et modification des dispositions statutaires de ces corps.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DRH 22 relatif aux dispositions communes applicables à certains corps de catégorie A de la Commune de Paris et modification des dispositions statutaires de ces corps.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

Là encore, nous examinons une série de projets de délibération concernant des modifications apportées à différentes catégories de personnel.

Nous avons assisté récemment à un certain nombre de nominations sur des postes, notamment dans la hiérarchie de la Ville, c'est pour cela que je pose cette question à propos de la réforme de la catégorie A pour savoir dans quelle mesure des agents non titulaires sont amenés à remplacer ou à prendre des postes de responsabilité à la place ou sans qu'il soit fait appel à des agents de la Ville titulaires.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur Yves CONTASSOT.

Je donne la parole à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Le projet de délibération que vous évoquez ne porte pas spécialement sur la question de l'introduction d'agents qui viendraient d'ailleurs.

Il s'agit plutôt effectivement de simplifier nos règles de fonctionnement des différents corps, en particulier des corps A, et de faciliter les parcours professionnels à l'intérieur des différents lieux de la Ville, que ce soit le C.A.S.V.P., le Crédit municipal ou la Ville.

Nous avons effectivement toute une série de délibérations qui va en ce sens.

Pour autant, par rapport à ce que vous dites sur les possibilités d'accueil d'agents extérieurs, nous respectons les statuts de nos différents corps. J'ai tenu récemment un certain nombre de C.A.P. qui ont eu à délibérer sur des intégrations de personnel en provenance par exemple de l'Etat ou des Collectivités territoriales.

Il n'y a rien de nouveau si je puis dire par rapport à ce que sont les pratiques de la Ville de Paris jusqu'à présent.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame ERRECART.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DRH 22.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DRH 22).

2008, DSTI 13 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer un appel d'offres ouvert de prestations de téléphonie mobile et d'accès data non filaire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DSTI 13 concernant une autorisation à M. le Maire de Paris de lancer un appel d'offres ouvert de prestations de téléphonie mobile et d'accès data non filaires.

La parole est à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - C'est un point tout à fait particulier puisqu'il s'agit de demander aux différents opérateurs de pouvoir répondre aux besoins de téléphonie mobile et notamment de transfert de données pour les services de la Ville.

Ma question est simple, je n'ai pas vu, mais peut-être n'ai-je pas assez bien lu, dans les cahiers des charge une quelconque mention que l'opérateur retenu s'engagerait par ailleurs à limiter le champ des antennes de téléphonie mobile installées sur le territoire de la commune conformément au vœu adopté par le Conseil de Paris il y a déjà plusieurs années maintenant et qui visait à ne pas dépasser un seuil de 0,6 volts par mètres.

Cela a-t-il été intégré ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président - Pour répondre, la parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, au nom de la 2e Commission. - Je n'ai pas cette information précise à vous communiquer car je n'étais pas informée de votre demande.

Pour autant je pense qu'effectivement la D.S.T.I. est tout à fait soucieuse de respecter et de faire respecter ce qu'est la charte de Paris en matière de téléphonie mobile et en particulier de rayonnement des antennes relais.

Je dois d'ailleurs dire que, pour l'instant, on continue sur ces dispositions de la charte et les mesures effectuées à Paris concernant ces rayonnements sont tout à fait satisfaisantes puisque de 2001 au 31 mai 2008, sur 24 heures, en volts par mètre, 1.562 mesures ont été effectuées dans Paris. 93 % des mesures effectuées ont montré un niveau d'exposition des Parisiens inférieur à un volt par mètre et 83,7 % compris entre 0 et 0,5 volt par mètres.

Voilà ce que je peux dire sur la question des rayonnements des antennes relais.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame Maïté ERRECART.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DSTI 13.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DSTI 13).

Voeu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste relatif à la situation des travailleurs sociaux du 18e arrondissement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 56 dans le fascicule, déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste, relatif à la situation des travailleurs sociaux du 18e arrondissement.

Je donne la parole à Mme Claudine BOUYGUES.

Mme Claudine BOUYGUES. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, ce voeu qui concerne la situation des travailleurs sociaux du 18e a été initié par Daniel VAILLANT et Ian BROSSAT.

Vous le savez peut-être, depuis quelques semaines, un certain nombre de travailleurs sociaux parisiens sont mobilisés sur la revalorisation de leurs salaires. Ils soulèvent la question de la revalorisation de leur diplôme d'assistants socio-éducatifs qui demande trois années d'études après le baccalauréat mais qui, en fait, n'est reconnu qu'à l'équivalent d'un Bac+2.

Les pouvoirs publics imposent aux travailleurs sociaux une grille de salaire correspondant à un niveau inférieur à celui de leur qualification.

Cette revendication, nous la trouvons légitime mais elle ne pourra trouver de réponse qu'auprès de l'Etat. Ces salariés revendiquent, à Paris, une revalorisation de leur régime indemnitaire afin de le rapprocher de la situation de leurs collègues travaillant dans les départements limitrophes.

Dans le 18e arrondissement, la situation de ces travailleurs sociaux est particulièrement difficile dans la mesure où l'on sait que notre arrondissement est marqué par la présence de population souvent en situation de très grande précarité.

Leur travail mérite d'être particulièrement salué.

Il permet aussi de fidéliser des équipes sur le terrain.

Des négociations, nous le savons, sont actuellement en cours avec les adjoints au Maire concernés. Nous souhaitons qu'une issue positive puisse être trouvée afin de mieux valoriser le travail de ces personnels.

Merci beaucoup.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie.

Pour vous répondre, je donne la parole, puisqu'il n'y a pas d'autres inscrits, à Mme ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je remercie les élus du 18e arrondissement qui vont me permettre de faire un point sur la situation des travailleurs sociaux et des discussions que nous avons eues avec eux.

Comme le souligne le vœu, les travailleurs sociaux réalisent au contact de la population la plus en difficulté un travail remarquable.

Des efforts conséquents ont été déjà réalisés lors de la dernière mandature avec plusieurs plans de revalorisation des rémunérations des travailleurs sociaux.

Pour autant, suite au mouvement social qui s'est exprimé ces dernières années, Olga TROSTIANSKY et moi-même avons de nouveau travaillé à une revalorisation de leur régime indemnitaire en tenant compte en particulier des comparaisons avec les départements limitrophes.

En effet, comme vous l'avez souligné, c'était une de leurs revendications principales.

Afin d'améliorer la qualité de service aux Parisiens en tentant de stabiliser les équipes, nous avons proposé une nouvelle augmentation des primes en plus de mesures statutaires.

Ainsi, dès aujourd'hui, vous allez adopter la délibération DRH 17 qui indique que les conseillers socio-éducatifs qui assurent des fonctions d'encadrement pourront désormais accéder à l'emploi de chef de service administratif ce qui est une revalorisation statutaire.

Il est prévu de créer 11 emplois de chefs de service administrait à la Ville dont 6 dès 2008 et 5 en 2009.

Par ailleurs, ce corps des conseillers socio-éducatifs est concerné par une réforme statutaire en cours d'élaboration à l'Etat qui permettra une très nette amélioration de leur déroulement de carrière.

Cette réforme a déjà été mise en place dans la fonction publique hospitalière. Le Maire de Paris est intervenu auprès du Gouvernement pour rappeler l'urgence de la publication du décret nécessaire à sa transposition à la fonction publique territoriale.

En ce qui concerne les assistants socio-éducatifs, ce qu'on appelle les assistantes sociales, des propositions de versement complémentaire de primes sous forme d'indemnités forfaitaires représentatives de sujétions et de travaux supplémentaires ont été faites pour 2008 et 2009.

Pour 2008, la revalorisation sur l'année sera en moyenne de 661 euros pour les assistants socio-éducatifs principaux et de 408 euros pour les assistants socio-éducatifs.

La poursuite du plan de revalorisation de l'indemnité forfaitaire représentative des sujétions et travaux supplémentaires en 2009 prévoit une augmentation de 305 euros en moyenne pour les principaux et 475 euros en moyenne pour les assistants sociaux.

Comme vous pouvez donc le constater, la municipalité a effectué un effort conséquent pour aboutir à une issue positive de la valorisation du travail des travailleurs sociaux.

En conséquence, j'émets un avis tout à fait favorable à l'adoption de ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 112).

2008, DVD 6 - Approbation du principe de délégation de service public pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement souterrain "Porte de Versailles" (15e) pour une durée maximale de 12 ans. - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer la consultation et d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 6 concernant l'approbation du principe de délégation de service public pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement souterrain "Porte de Versailles" (15e) pour une durée maximale de 12 ans.

Je donne la parole à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Oui, il s'agit là encore de plusieurs projets de délibération concernant des parcs de stationnement. La plupart visent à prendre des mesures transitoires, notamment sur le parking près de "La Samaritaine" et on a vu tout à l'heure pourquoi.

En revanche, pour celui-ci, il s'agit d'une véritable mise en concurrence pour une concession de 12 ans maximum.

J'ai été assez étonné en lisant que l'on allait mettre en place un tarif à la demi-heure, ce qui est une novation absolue sur l'ensemble des parkings parisiens et représente une rupture avec les pratiques habituelles, notamment parce que c'est un système qui va inciter d'une part à une plus grande rotation dans les parkings et donc un accroissement de la circulation et d'autre part, et je parle évidemment es-qualités, à une diminution considérable de la rémunération pour une S.E.M. qui serait amenée à gérer ce parking.

Donc je suis un peu étonné, d'autant plus qu'il y a d'autres éléments assez peu clairs, notamment sur la question, par exemple, de la pollution des véhicules, qui doit être un critère de la tarification, sauf que l'on ne dit pas si ce sont des polluants de type NOx, particules, ou si c'est en termes d'émission de gaz à effet de serre, ce qui n'est pas considéré comme un polluant en tant que tel. Donc, cela me paraît quand même un tout petit peu compliqué.

Moi, je regrette que l'on n'ait pas pu avoir d'avantage un débat de fond sur cette évolution de la politique en matière de stationnement. J'en ai parlé à Annick LEPETIT tout à l'heure. Je souhaite que l'on trouve des modalités de travail qui nous permettent d'éviter de se retrouver dans cette situation en plein Conseil de Paris.

Et je souhaiterais, pour ma part, qu'éventuellement on puisse revoir ce cahier des charges. Pour les trois autres, c'est un peu différent, puisque c'est de courte durée. Pour celui-ci, cela me paraît quand même tout à fait problématique. Je crains qu'à terme, nous n'ayons qu'un type de réponse pour certains parcs très rentables et que, pour les autres, plus personne ne réponde, ce qui serait quand même assez gênant.

(M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, remplace M. GAUDILLÈRE au fauteuil de la présidence).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Ce projet concerne le parking du Parc des Expositions mis en service il y a une trentaine d'années et dans un état globalement satisfaisant, mais qui nécessite des travaux d'aménagement et de modernisation.

On peut se féliciter d'ailleurs que les prestations demandées au futur délégataire répondent au souci de garantir l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, grâce à la réalisation d'un ascenseur débouchant à l'extérieur. Les cyclistes verront aussi leur accès facilité.

Par ailleurs, un tarif à la demi-heure devra être proposée.

Il est tout à fait positif également que les résidents du secteur puissent bénéficier d'une formule d'abonnement attractif les encourageant à limiter l'usage de leur véhicule.

Et on peut se réjouir, et je tiens à le souligner particulièrement, en tant que vice-président de l'Association des voitures écologiques de ce que le stationnement des véhicules peu polluants et des véhicules de petit gabarit sera facilité par la mise en place d'une tarification incitative.

L'Association des voitures écologiques, dont la Ville de Paris d'ailleurs a accepté d'être partenaire, préconise aussi l'utilisation d'un disque vert, par analogie au disque bleu, qui permettrait d'accorder aux propriétaires de véhicules propres une tarification préférentielle pour le stationnement sur l'espace public. On attend les résultats des études en ce sens par la Ville.

Pour en revenir au projet de délibération, je relève une autre amélioration notable : le futur délégataire devra faciliter l'implantation de sociétés de location de véhicules à temps partagé, de vélos et réserver des emplacements pour les véhicules du futur service Autolib'.

Le Conseil d'arrondissement a cependant proposé, tout en faisant adopter ce projet de délibération, d'améliorer le projet sur plusieurs points.

En premier lieu, il est proposé d'augmenter de 50 places l'espace réservé aux résidents afin d'améliorer l'offre de stationnement résidentiel dans ce quartier qui est insuffisante.

En second lieu, et pour embellir les abords du parc, de déplacer ou d'enfouir la station-service qui longe le parc, ce qui permettrait la création d'un parc de stationnement pour deux-roues, garés aujourd'hui de façon anarchique.

Sous réserve de la prise en compte de ces propositions, nous adoptons ce projet.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Pour la réponse, la parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord, je vais peut-être répondre à M. CONTASSOT, tenter en tout cas d'apporter des éléments de réponse, puisque depuis 2006, le tarif à la demi-heure est mis en œuvre dans les parcs dont la D.S.P. est renouvelée. Cela, d'ailleurs, reflète les observations faites par les unions de consommateurs et fédérations d'usagers représentées en commission consultative des services publics locaux.

Cela correspond aussi à une vision cohérente des conditions tarifaires entre le stationnement de surface, tarification au quart d'heure, et celui en sous-sol, tarification à la demi-heure, pour inciter, bien évidemment, et vous le comprendrez, à utiliser ces derniers.

Ce tarif est aujourd'hui appliqué dans un certain nombre de parkings concédés que je ne vais pas citer. Il est aussi mis en vigueur depuis plus longtemps dans les parcs qui sont en cours de D.S.P. de la S.A.E.M.E.S.

Ceci étant dit, je suis tout à fait disposée à en reparler avec Yves CONTASSOT dont j'ai entendu les propos. Mais je voulais quand même rappeler que ceci est en vigueur depuis 2006 et correspond à la politique qui a été menée jusqu'à présent.

Concernant l'intervention de M. GOUJON, je retiens que le 15e a émis un avis favorable sous réserve de l'adoption de certains amendements.

Concernant la possibilité d'accueillir 50 abonnés résidents supplémentaires, je pense qu'il n'est pas nécessaire de voter un amendement parce qu'il s'agit d'une disposition d'exploitation qui ne conduit pas à modifier proprement dit le texte de la D.S.P. Ce sera donc demandé aux candidats au moment des négociations. Je suis donc tout à fait favorable à ce que les résidents puissent avoir des places supplémentaires.

Concernant l'enfouissement de la station-service, là, c'est plus problématique, puisque, vous le savez, Monsieur GOUJON, la réglementation ne permet plus d'installer une station-service en sous-sol. On ne peut donc pas déplacer cette station, compte tenu de l'absence d'emplacement alternatif.

Bien évidemment, du coup, on ne pourrait pas retenir votre proposition de mettre un parc de stationnement pour deux-roues sur cette zone de station-service, puisque l'idée est plutôt de la maintenir.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 6.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 6).

Voeu déposé par les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif au prochain renouvellement des conventions liant la mairie de Paris à l'association "Boutique de Gestion Paris/Ile-de-France".

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 57 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au prochain renouvellement des conventions liant la mairie de Paris à l'association "Boutique de Gestion Paris/Ile-de-France".

La parole est à M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Une convention lie la Mairie de Paris à l'association "Boutique de gestion Paris/Ile-de-France" qui a pour but d'apporter son aide aux créateurs d'entreprise à Paris et tient des permanences hebdomadaires dans le 15e, puisque cette boutique de gestion accompagne les entrepreneurs de l'initiation de leur projet à l'aide au développement après la création de leur entreprise, fournissant d'ailleurs ainsi un service utile aux créateurs d'entreprises.

En parallèle, cette boutique a mis en place au niveau régional une couveuse d'entreprises qui accueille et accompagne les futurs créateurs pour qu'ils puissent tester leurs projets, dispositif dont le 15e ne bénéficie pas actuellement.

C'est la raison pour laquelle, avec Jean-François LAMOUR et Alain DESTREM, nous demandons qu'à l'occasion des renouvellements des conventions en question, les heures de permanence d'accueil au sein de la maison communale, rue Violet, soient étendues et que le 15e puisse bénéficier de la convention spécifique relative à la couveuse d'entreprises.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Monsieur SAUTTER, vous avez la parole.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vrai plaisir de voir que tous les élus du 15e arrondissement, le maire du 15e arrondissement qui vient de s'exprimer, Mme HIDALGO, M. DARGENT, sont d'accord pour dire du bien des boutiques de gestion, qui sont un réseau extrêmement positif pour aider des candidats à la création d'entreprise, qui vivent souvent des situations difficiles, à mener à bien leur projet.

Comme l'a très bien dit M. GOUJON, non seulement la Boutique de Gestion Paris Ile-de-France a son coeur du côté de la République, mais elle essaime dans les arrondissements, tout d'abord en tenant des permanences dites de développeur local pour aller au devant des candidats à la création d'entreprise, et si le 15e arrondissement est volontaire pour étendre ses horaires de permanence décentralisée, j'y suis évidemment très favorable.

Par ailleurs, deuxième modalité, il existe une couveuse, le G.E.A.I., Groupement d'Entrepreneurs Accompagnés Individuellement, qui est animé par la Boutique de Gestion de Paris et qui permet aux candidats à la création d'entreprise, qui sont très nombreux dans le monde du design, par exemple, ou de la mode, mais pas seulement, de roder leur projet. Je voudrais dire, et c'est un point important, que le taux de réussite est de 80 % : 80 % de ceux qui sont accompagnés par les boutiques de gestion soit créent leur entreprise, soit retrouvent ou trouvent facilement un emploi.

Donc, sans vouloir vous lasser, je voudrais dire que le nombre d'entrepreneurs parisiens à l'essai dans cette couveuse était de 68 en 2003 ; il a été de 196 en 2007, et je voudrais dire que nous souhaitons que cette action s'amplifie. Si elle s'amplifie dans le 15e arrondissement, ce sera fort bien.

Donc, avis très favorable au vœu n° 57.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 113).

2008, DVD 31 - Approbation du principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement souterrain "Saint-Germain l'Auxerrois" (1er) pour une durée de 4 ans. - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer la consultation et d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation sous forme d'affermage.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DVD 31 relatif à l'approbation du principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement souterrain "Saint-Germain l'Auxerrois" (1er) pour une durée de 4 ans.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Pour ce parc, c'est une solution d'affermage d'une durée de quatre ans qui a été retenue, en fonction de l'incertitude qui existe sur les projets d'activité de "La Samaritaine". C'est encore une prolongation. C'est loin d'être la première fois, tant ce secteur est bloqué.

Un espace logistique de 600 mètres carrés a été prévu dans le contrat de délégation. Il s'agit d'un espace modeste par rapport à celui que pourraient générer ultérieurement les besoins de "La Samaritaine".

Nous voudrions donc savoir s'il y a eu des contacts avec les repreneurs et s'il apparaît que ceux-ci auront besoin d'un espace logistique au sein du parc ou bien si, au contraire, ils assureront eux-mêmes leur espace logistique à l'intérieur de leurs locaux. En effet, ces considérations remettent en cause la destination des espaces du parc ainsi que le gabarit à respecter pour les trémies d'accès et de circulation.

Tout à l'heure, par la voix de M. LEGARET, nous avons soutenu le vœu qui prônait la réunion du comité de site dès septembre prochain. Je voudrais regretter la non-concordance des temps entre le vœu que nous avons voté et ce projet de délibération qui ne nous apparaît pas satisfaisante.

Je vous remercie donc de nous donner les informations dont vous disposez et nous indiquer à quelle échéance vous estimez que nous pourrions être fixés.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Nous venons de voter un vœu qui concerne les futurs repreneurs pour qu'ils présentent leur projet. Nous tiendrons compte forcément de ce futur projet, notamment concernant les livraisons, et vous comprendrez, Madame DOUVIN, qu'il est souhaitable aujourd'hui de ne pas figer le programme de rénovation du parc en lançant une concession longue.

L'affermage proposé est à mon avis la seule solution qui permette d'envisager les travaux de modernisation à court terme. Je vous propose d'en reparler au moment où nous aurons plus d'informations sur le projet, et surtout au moment du dépôt du permis de construire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 31.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Mme Laurence DOUVIN. - Abstention.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Abstention, merci.

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 31).

2008, DVD 32 - Approbation du principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement en superstructure "Porte de la Chapelle" (18e) pour une durée de 3 ans. - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer la consultation et d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation sous forme d'affermage.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération DVD 32 relatif à l'approbation du principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement en superstructure "Porte de la Chapelle" (18e) pour une durée de 3 ans.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Il nous est proposé cette fois-ci, pour ce parc, un affermage de trois ans dans l'attente du résultat des études d'aménagement des secteurs Dubois et Gare des Mines/Fillettes, mais nous savons d'ores et déjà que l'élargissement de l'avenue de la Porte de la Chapelle condamne l'existence à cet endroit du parc de stationnement. En effet, il serait même déjà envisagé la réalisation d'équipements ou de logements sur ce même emplacement.

Nous demandons que soient définis dès maintenant les besoins du secteur en matière de stationnement. En effet, le parc, aujourd'hui, offre plus de 1.000 places pour le stationnement de courte ou de longue durée.

Donc, il nous semble indispensable d'inclure dans les études qui sont menées actuellement la réalisation d'un ouvrage qui soit destiné au stationnement de ces véhicules, ouvrage qui soit proportionné aux besoins du secteur. Pour ce faire, ces besoins doivent être mesurés et connus et il doit y être répondu. C'est pourquoi nous demandons que ceci soit inclus dans les études actuellement menées.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme LEPETIT, pour la réponse.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Je ne partage pas l'avis de Mme DOUVIN, d'abord parce que la fréquentation du parking de la Porte de la Chapelle est actuellement assez faible et plutôt en baisse.

Ensuite, parce qu'il convient là aussi d'attendre le programme précis de la rénovation de ce secteur pour apprécier le besoin de stationnement public.

Et justement, le délai offert par la période d'affermage permettra de prendre connaissance de ce programme d'aménagement, d'évaluer les nouveaux besoins en matière de stationnement, et bien sûr, vous le savez, ce programme sera bien évidemment soumis à la concertation.

Le renouvellement de la concession est de trois ans, je le rappelle.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 32.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 32).

2008, DVD 127 - Signature d'un avenant n° 7 à la convention de concession avec la Société du parc de la rue François 1er et la Société du parking de la Porte de Versailles pour proroger d'un an les concessions des parcs publics de stationnement "François 1er" (8e) et "Porte de Versailles" (15e).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 127 relatif à la signature d'un avenant n° 7 à la convention de concession avec la Société du parc de la rue François 1er et la Société du parking de la Porte de Versailles pour proroger d'un an les concessions des parcs publics de stationnement "François 1er" (8e) et "Porte de Versailles" (15e).

Monsieur LEBEL, vous avez la parole.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je vous remercie.

Je m'adresse surtout à Mme LEPETIT, pour lui apprendre éventuellement, puisqu'elle est nouvelle adjointe compétente que c'est systématique, il faut toujours, au dernier moment, proroger d'un an la délégation, la concession des parcs de stationnement souterrains. Pourtant, dans le cas du parking François 1er, la concession a été signée en 1975, et l'administration avait donc tout à fait le temps de prévoir que le 10 septembre 2008, elle deviendrait caduque et qu'il faudrait la renouveler.

Je ne comprends toujours pas pourquoi, systématiquement, il faut donner une année de plus. C'est quoi ? C'est une année de plus, Monsieur le bourreau ?

En tout cas, c'est tout à fait anormal. C'est une question de forme.

Sur le fond, cela est plus grave, car à bien y regarder, finalement, à Paris, les concessions de parkings souterrains sont attribuées systématiquement ou presque, soit à la S.A.E.M.E.S., soit à Vinci. Quand il ne s'agit pas de Vinci, c'est la S.A.E.M.E.S., et inversement.

Alors, je sais bien qu'il y a une Commission loi Sapin, je sais que M. LEGARET, à de nombreuses reprises dans la précédente mandature, a évoqué cette question, mais finalement, qui détermine, qui choisit, Madame LEPETIT, le concessionnaire de tel ou tel parking ?

Moi, j'estime que dans cette matière, comme dans d'autres, comme par exemple dans le cas de la piscine Molitor où vous êtes en train de créer, c'est très bien, une commission pour choisir l'exploitant qui comportera rien moins que 15 membres du Conseil de Paris, il serait pour le moins normal, naturel et transparent que les élus les plus proches du terrain puissent participer de façon minoritaire, évidemment, au choix de l'exploitant, ceci afin que cette suspicion d'opacité ne pèse pas sur vous, Madame LEPETIT et que l'on puisse savoir, effectivement, pourquoi tel ou tel exploitant de parkings souterrains, qui réussit à être le meilleur à Marseille, à Lyon ou à Lille, est subitement évincé et que ne restent plus généralement en lice que la SAEMES ou VINCI.

Je vous remercie de me répondre sur la question de forme et sur la question de fond.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame LEPETIT, soulevez le soupçon d'opacité.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - J'entends bien que c'est le système, mais justement, les systèmes sont faits pour évoluer. Il faut en avoir l'espoir et la volonté, c'est comme cela que je conçois mon rôle, je pense ne pas être la seule et j'espère encore ne pas l'être.

C'est clair que les services n'ont pas été assez vigilants sur la date du renouvellement des concessions. En même temps, ce projet de délibération, vous le connaissez, concerne deux parcs, celui de la porte de Versailles et celui qui est situé sous la rue François Ier dans le 8e. C'est un sujet que vous connaissez aussi puisqu'il n'est pas nouveau dans la mesure où le lancement de la DSP est passé l'an dernier.

Donc là, d'une certaine manière, même si ce n'est pas totalement satisfaisant, je précise qu'il s'agit d'une délégation de service public. Une délégation de service public, en l'occurrence elle est légale, elle est de droit et par conséquent ceux ou celles qui la remportent, la remportent sur un cahier des charges défini.

Je sais aussi que vous n'étiez pas content car le projet de délibération est arrivé tard dans votre Conseil d'arrondissement. Mais vous l'avez quand même approuvé, car cela concerne deux parkings et surtout parce que le parc de stationnement qui est situé dans votre arrondissement ne fonctionnera plus le 10 septembre prochain sans cet avenant.

C'est vrai que les services auraient dû s'y prendre plus tôt, sans aucun doute. Nous y serons extrêmement vigilants à l'avenir.

Sur le fond, je vous réponds délégation de service public.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 127.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 127).

2008, DVD 58 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de mise en conformité du passage souterrain Tuileries (1er).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DVD 58 concernant l'approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de mise en conformité du passage souterrain des tuileries, dans le 1er arrondissement.

Mme DOUVIN a la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

J'étais déjà intervenu pour attirer l'attention du Conseil sur la dangerosité de cet équipement, qui est très fréquenté et comporte une intense circulation des deux-roues motorisés entre les deux files de voitures.

Là, les travaux consécutifs à la mise en conformité du tunnel éclairent mes demandes d'une manière plus aiguë, car nous apprenons qu'en vu d'assurer la sécurité, le désenfumage et l'accès aux issues de secours, c'est une banquette qui doit être réalisée et cela aura pour conséquences de réduire la largeur des deux files de la circulation routière.

Je voudrais vraiment que dans ces conditions, il soit tenu compte de mon appel à une modification des conditions de circulation dans ce souterrain. Modification qui prenne en compte le fait que si les files sont rétrécies, il ne sera plus possible de permettre aux deux-roues motorisés de doubler les files de voitures par le centre, pratique aujourd'hui interdite mais permanente dans sa réalité.

Si aujourd'hui cette pratique est très dangereuse, et s'effectue aux risques et péril des conducteurs des deux-roues motorisés, elle le sera davantage en cas de restriction des files. C'est pourquoi j'adresse cette demande avec la même insistance au représentant du Préfet de Police et au Maire de Paris afin que vraiment soient recherchées les meilleures mesures à prendre pour que ces dangers soient évités.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Mme Annick LEPETIT a la parole pour la réponse.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Oui, les lois du 3 janvier 2002 et du 24 juin 2005 imposent aux maîtres d'ouvrage une procédure à mettre en œuvre préalablement à la réalisation de travaux de construction ou de modification d'un tunnel routier.

Parmi les 18 tunnels, Madame DOUVIN, qui sont concernés à Paris, figure le passage souterrain Tuileries. La Ville de Paris a donc engagé une étude sur les conditions du passage souterrain Tuileries. Elle a montré que cet ouvrage n'était pas conforme aux prescriptions actuelles, ce qui demande bien évidemment que nous soyons aux normes légales demandées.

Je précise également que l'attention du titulaire du marché sera attirée sur la nécessité d'assurer la sécurité des automobilistes et particulièrement celle des deux-roues motorisés pendant la durée des travaux.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 58.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 58).

2008, DPA 129 - Approbation du principe de réalisation des travaux de construction de bâtiments modulaires en vue du relogement de la Brigade de la 6e Section territoriale de voirie 5, avenue de la Porte de la Villette (19e), et des modalités de passation du marché de travaux correspondant et demande de permis de construire.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPA 129 relatif à la réalisation des travaux de construction de bâtiments modulaires en vue du relogement de la Brigade de la 6e Section territoriale de voirie 5, avenue de la Porte de la Villette (19e).

C'est Mme Laurence DOUVIN qui est inscrite sur le projet de délibération DPA 129.

Mme Laurence DOUVIN. - Oui, Monsieur le Maire, je serai rapide, je voudrais simplement m'étonner qu'une opération d'un montant de 1.048.000 euros soit présentée comme une réponse provisoire à la vente du terrain de la rue Demarquay, vente qui résulte d'une opération d'urbanisme, qui si elle a été débloquée récemment n'en a été pas moins été conçue sûrement très en amont, il y a un bon moment.

N'aurait-on pas pu prévoir un relogement qui ne soit pas temporaire de cette brigade ? Je lis dans la délibération que le lieu d'un relogement définitif n'a pas été encore déterminé. Dans le même temps, en Commission, le directeur de la voirie estime possible que la brigade reste là. Je voudrais comprendre, je souhaiterais savoir ce qu'il en est vraiment, car il s'agit d'une opération coûteuse qui nécessite quatre mois de travaux et un aménagement de terrain pour y installer 10 personnes et 65 véhicules.

Merci des précisions que vous pourriez donner.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La parole est à Mme Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Concernant la durée, le provisoire est un mot peut-être qui n'est pas le bon, puisque, d'après ce que j'ai pu comprendre, elle serait quand même d'une dizaine d'années. C'est du provisoire assez durable.

Deuxièmement, concernant le coût, en dehors du coût du terrain, il y a également beaucoup de normes à respecter, je ne vais pas toutes les citer, vous les connaissez : réglementation thermique, accessibilité, hygiène et sécurité, des normes du Code du Travail. Voilà l'explication du coût du relogement de la Brigade de la 6e section territoriale.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Dans le 19e arrondissement.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 129.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPA 129).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'interdiction du "quad", adressé à M. le Préfet de police.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 58 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, adressé à M. le Préfet de police et relatif à l'interdiction du "quad".

Je donne la parole à Mme Myriam EL KHOMRI.

Mme Myriam EL KHOMRI, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Le "quad" est un engin motorisé normalement utilisé pour des randonnées dans des grands espaces ou des courses en circuit fermé.

Or, face à l'essor des ventes de "quad" et à leur utilisation dans notre cadre urbain, nous émettons le vœu que le Préfet de police interdise la circulation de ce type de véhicule sur le territoire parisien.

En effet, cette pratique sportive souffre à Paris de comportements inconscients de personnes se livrant à des acrobaties, rodéo sur la voie publique, je pense ici aux nuisances subies par les riverains du carrefour Marcadet-Duhesme dans le 18e arrondissement ou dans les squares., comme au square Léon.

En plus de la dangerosité de ces comportements, cela s'accompagne souvent de nuisances sonores et de problèmes de stationnement.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRESENTANT DU PREFET DE POLICE. - Effectivement, le développement ces dernières années de l'usage des "quads" n'est pas sans poser de sécurité d'une part et de nuisances d'autre part.

Le Gouvernement a souhaité limiter et lutter contre cette utilisation sauvage, notamment sur les espaces pour lesquels ce n'est pas prévu.

Depuis la loi prévention de la délinquance du 5 mars 2007, article 24, la circulation de ces engins à moteur, minimotos ou "quads" est interdite si ceux-ci ne sont pas homologués et réceptionnés.

La peine encourrue est une contravention de cinquième classe soit jusqu'à 1.500 euros sans préjudice d'une confiscation, d'une immobilisation ou d'une mise en fourrière lorsque cette infraction compromet la sécurité, la tranquillité ou l'utilisation normale des voies publiques.

La récente loi d'origine parlementaire du 28 mai 2008 a renforcé cette disposition en encadrant très strictement le régime de vente, de location ou de prêt de ces engins et dispose que cette utilisation ne peut se faire que sur des terrains adaptés.

Il est fort probable que l'on ne trouve pas de tels terrains à Paris en milieu urbain dense. Les décrets d'application de cette loi sont actuellement en cours d'examen au conseil d'Etat, ils sortiront prochainement.

On peut remarquer qu'en moins d'un mois et demi, c'est un délai remarquablement bref.

Dans l'attente de la publication de ces textes qui permettront une action répressive plus efficace, il convient de rappeler que l'autorité titulaire du pouvoir de la police de circulation et du stationnement, au terme de l'article L 22 13-4 du Code général des Collectivités territoriales peut interdire sous certaines conditions la circulation de tels engins non réceptionnés.

Cette mesure toutefois ne peut pas interdire la circulation des engins réceptionnés. Elle ne peut pas être générale et absolue, elle doit être motivée.

Le secteur de la Goutte d'Or relève depuis 2003 de la compétence municipale en matière de circulation et de stationnement.

Néanmoins, le Préfet de police est d'accord pour prendre des dispositions semblables sur les voies qui seraient de sa propre compétence.

Je puis vous informer que cinq conducteurs de "quad" ont tous récemment été interpellés dans le secteur des Champs-Élysées, ce qui montre que la Préfecture de police est déterminée à lutter contre ces usages.

Ces véhicules n'étaient pas conformes à la réception, ils ont été immobilisés et une enquête judiciaire est en cours.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Préfet.

Madame Annick LEPETIT, vous confirmez ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui, nous sommes tout à fait favorables à ce vœu en lien avec ce que vient de dire le représentant du Préfet de police.

Pour ce qui concerne la Ville de Paris, le Maire de Paris pourra prendre les décisions nécessaires.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 114).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'une signalétique pour indiquer le musée de Montmartre situé 12, rue Cortot, dans le 18e arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 59 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la mise en place d'une signalétique pour indiquer le musée de Montmartre situé 12, rue Cortot, dans le 18e arrondissement.

Je donne la parole à M. BOURNAZEL, le plus rapidement possible.

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Merci, Monsieur le Maire.

Le musée de Montmartre est une vitrine du 18e arrondissement et une vitrine de Paris. Exemple : au mois de novembre prochain, une exposition sera dédiée à Jean Marais.

Ce musée de Montmartre, vous le savez, retrace l'histoire de Montmartre sous ses aspects artistiques, festifs ou encore religieux.

Avec Mme Roxane DECORTE et le groupe U.M.P.P.A. nous émettons le vœu que la Ville de Paris puisse mettre en place une signalétique pour indiquer simplement le musée de Montmartre situé 12, rue Cortot dans le 18e arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Mme Annick LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Avis défavorable à ce vœu. Effectivement un panneau existe déjà et je regrette que M. BOURNAZEL ne l'ai pas vu, pourtant il existe. D'autre part je précise que dans le cadre de la charte d'accueil touristique que met en place M. Jean-Bernard BROS, des plans touristiques seront détaillés.

M. BOURNAZEL vous n'avez pas présenté ce vœu en Conseil d'arrondissement je crois, de ce fait je ne vois pas comment vous pouvez affirmer qu'il a été voté unanimement.

Ce vœu est présenté aujourd'hui en Conseil de Paris, visiblement il n'a pas été présenté en Conseil d'arrondissement, ceci dit, si mon avis est défavorable, c'est parce que nous travaillons à ce qu'il y ait une lisibilité plus importante pour ce musée, comme je viens de le dire, dans le cadre de la charte d'accueil touristique.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement du secteur de la Porte de la Chapelle.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 60 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'aménagement du secteur de la Porte de la Chapelle.

Madame Laurence DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Oui, Monsieur le Maire, c'est ce que j'ai évoqué tout à l'heure. Nous demandons que les études actuellement en cours relatives à l'aménagement du secteur de la Porte de la Chapelle comportent dès maintenant l'existence d'un équipement de stationnement destiné à offrir un nombre de places au moins équivalent au parc actuel.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame.

Madame Annick LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Comme je l'ai dit précédemment, l'opération n'est pas encore d'actualité puisque nous devons attendre un programme précis sur la rénovation de ce secteur pour apprécier justement le besoin de stationnement public.

D'autre part, aujourd'hui la fréquentation du parking de la Porte de la Chapelle est en baisse.

Enfin justement, c'était d'ailleurs la question préalable de Mme DOUVIN alors que nous discutions de la délibération, le délai offert par la période d'affermage permettra de prendre connaissance de ce programme d'aménagement et d'évaluer correctement les besoins en matière de stationnement.

Avis défavorable.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. (Suite).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que le scrutin est clos.

(Il est procédé au dépouillement).

Je vous annonce les résultats de ce scrutin :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une crèche collective et d'une halte-garderie 1-3, place de Rungis (13e) (R. 136) :

Inscrits : 163

Votants : 41

Non-participations au vote : 122

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 41

Majorité absolue : 21

Pour : 41

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la restructuration et de l'extension du conservatoire municipal 27-29 bis, rue Baudelique (18e) R. 137) :

Inscrits : 163

Votants : 41

Non-participations au vote : 122

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 41

Majorité absolue : 21

Pour : 41

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la création d'une crèche collective de 44 places avec logement de fonction 34, rue des Annelets (19e) (R. 138) :

Inscrits : 163

Votants : 40

Non-participations au vote : 123

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 40

Majorité absolue : 21

Pour : 40

Commission spéciale pour l'analyse des propositions et l'audition des candidats à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif pour la rénovation et l'exploitation de la piscine Molitor (16e) (R. 139) :

Inscrits : 163

Votants : 41

Non-participations au vote : 122

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 41

Majorité absolue : 21

Pour : 41

Les candidatures proposées sont adoptées (2008, R. 136 à R. 139).

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à vingt heures trente cinq minutes, est reprise à vingt et une heures trente cinq minutes, sous la présidence de M. Jean VUILLERMOZ, adjoint).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Mes chers collègues, la séance est reprise.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'expérimentation du stationnement résidentiel sur les places de stationnement la nuit dans le 17e arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Si vous le voulez bien, nous allons la reprendre par l'examen du vœu référencé n° 61 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'expérimentation du stationnement résidentiel sur les places de stationnement la nuit dans le 17e arrondissement.

Allez-y, Madame DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Il s'agit de l'expérimentation du stationnement résidentiel sur les places de livraison la nuit dans le 17e arrondissement puisque vous vous souvenez que le Conseil de Paris a adopté le 21 avril dernier un vœu de l'Exécutif, qui invitait M. le Maire de Paris à saisir M. le Préfet de police de manière à ce que soit expérimenté le stationnement résidentiel sur les aires de livraison dans tous les quartiers où la mesure serait pertinente.

Considérant que les places de livraison sont peu utilisées la nuit et le week-end dans le 17e arrondissement et qu'il y a une insuffisance en matière de places de stationnement, nous demandons que M. le Maire de Paris saisisse le Préfet de police afin qu'une expérimentation du stationnement résidentiel des véhicules sur certaines places de livraison, le week-end et la nuit soit menée dans le 17e arrondissement, dès lors que le groupe de travail constitué à cet effet aura rendu ses conclusions.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

La parole est à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur le Maire, j'ai l'honneur de répondre à Mme DOUVIN que son vœu est exaucé, puisque le Maire de Paris a déjà saisi M. le Préfet de police pour qu'une expérimentation de stationnement se fasse non seulement dans le 17e arrondissement, comme vous le souhaitez à juste titre, mais également dans le 3e arrondissement puisque M. AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement, est tout à fait d'accord pour cette expérimentation. Il est intéressant de pouvoir faire cette expérimentation à la fois dans un arrondissement du centre de Paris et dans un arrondissement à la périphérie de Paris.

Nous avons tenu une réunion qui s'est déroulée le 1er juillet. Nous avions évoqué ce projet avec M. le Préfet de police dès le 12 juin. Nous n'avons pas perdu de temps et nous avons raison de le faire, puisque c'est une expérimentation, comme son nom l'indique, totalement nouvelle. Il faut nous laisser un petit peu de temps pour travailler, mais en tout cas nous associerons, bien évidemment, les maires d'arrondissement concernés pour voir comment concrètement nous mettons en place ce dispositif.

Il faut que nous le fassions de façon pragmatique, de façon intelligente, pour que cela fonctionne et que l'on ne se retrouve pas face à un blocage avec la question des résidents qui ne partiraient pas au moment où les livraisons arrivent. Bref, cela demande un peu de coordination, mais sachez-le, nous allons tenir parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame LEPETIT.

Madame KUSTER, vous avez la parole, très rapidement.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Très rapidement, je tiens en effet à remercier Mme LEPETIT, et surtout parce que c'est une demande que nous avions préalablement déjà proposée il y a de cela un ou deux conseils, et que nous nous réjouissons d'avoir été entendus. C'est assez rare pour être souligné, Monsieur le Président.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci. Retirez-vous votre vœu ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je précise que ce voeu n'a pas lieu d'être puisqu'il est déjà exaucé et qu'en plus du 17e arrondissement, sur lequel porte votre voeu précisément, il y a le 3e arrondissement.

Donc, ce que vous demandez, à savoir que le Maire saisisse M. le Préfet de police, non seulement cela a été fait mais en plus j'en profite pour vous annoncer qu'une première réunion de travail a été mise en place le 1er juillet dernier. Donc le voeu n'a plus lieu d'être.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je vous promets qu'on ne demandera pas à M. le Préfet de police s'il est d'accord. Le vœu est donc retiré.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux bus desservant les grandes gares parisiennes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 62 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux bus desservant les grandes gares parisiennes.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Il s'agit d'assurer une meilleure desserte des gares parisiennes à travers le réseau de bus, puisque nous avons donc cité dans les considérants l'ensemble des lignes de bus qui desservent ces gares et que seule une partie de ces lignes assure le service de soirée et les dimanches et fêtes et que manifestement il est souhaité aussi que, pour celles qui sont desservies, il y ait des fréquences plus importantes.

Nous demandons que l'hypothèse d'élargir les liaisons dominicales et de soirées soit étudiée en partenariat avec le S.T.I.F. pour une partie sensiblement plus importante des lignes qui desservent les grandes gares parisiennes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - La parole est à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Concernant ce vœu, je ne peux pas demander au Conseil de le voter parce que, Madame DOUVIN, vous parlez de partenariat avec le S.T.I.F. mais c'est essentiellement le S.T.I.F. et la R.A.T.P. qui sont concernés sur ce dossier.

Vous le savez, depuis la décentralisation du S.T.I.F., de nombreux services de soirées et du dimanche ont été créés sur des lignes à Paris qui desservent entre autres les grandes gares parisiennes. Je ne vais pas énumérer toutes les lignes qui sont concernées, mais tout de même, sachez qu'il y a plus d'une vingtaine de lignes sur les 45 qui sont mentionnées dans votre vœu qui ont été renforcées, notamment les soirées et les dimanches.

Là aussi, je ne voudrais pas non plus m'attarder mais permettez-moi quand même de m'étonner un peu que vous puissiez, vous et les élus de votre groupe, demander des renforcements d'offres de ligne de bus alors qu'hier vous combattiez la réalisation de Mobilien.

Tant mieux si aujourd'hui vous avez évolué.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Cela n'a rien à voir.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Si cela a à voir, parce que, vous le savez, le renforcement de l'offre de bus passe aussi par un réaménagement de voirie. Si, aujourd'hui, nous pouvons nous entendre sur l'amélioration des aménagements de Mobilien, en tout cas pour la suite, tant mieux, mais en tout état de cause, il faut quand même que l'on soit à peu près clair sur ce que l'on demande en matière de transports publics.

Bien évidemment, le but est qu'à terme toutes les lignes de bus, si c'est possible, puissent fonctionner sept jours sur sept, et au moins jusqu'à 22 heures 30. Mais il convient quand même de faire des choix. Ne pas hiérarchiser les lignes de bus, comme vous le faites et demander comme cela tout à trac à M. le Maire de Paris, ne me paraît pas du tout recevable.

Mme Laurence DOUVIN. - Il ne s'agit pas d'en créer de nouvelles mais simplement d'élargir les liaisons de celles qui existent, donc je ne vois vraiment pas ce que vient faire le problème des lignes Mobilien dans cette affaire.

Merci.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Voeu déposé par le groupe communiste relatif à la suppression de trois terminus intermédiaires R.A.T.P.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 63 dans le fascicule, déposé par le groupe communiste, relatif à la suppression de trois terminus intermédiaires R.A.T.P.

Je donne parole à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - C'est Hélène BIDARD qui va présenter le vœu.

Mme Hélène BIDARD. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un vœu concernant la fermeture des terminus intermédiaires aux stations République et Invalides pour les lignes 8, 9 et 13. La R.A.T.P. aurait décidé de fermer ces terminus pour les renvoyer aux terminus qui se trouvent aux limites de Paris.

Nous avons quelques inquiétudes quant à ce choix. D'abord, pour le service rendu aux usagers, puisque ces terminus intermédiaires permettent d'avoir des trains plus tôt le matin, partant du centre de Paris et permettent également une certaine régulation en cas de problème pour les trains en partance des limites de Paris.

Ensuite, nous avons une deuxième inquiétude qui concerne les conditions de travail des salariés de la R.A.T.P. Jusqu'à présent, nous n'avons pas réellement de certitudes quant aux conditions de travail de ces salariés qui verraient donc les centres intermédiaires où ils travaillent fermer.

Ce vœu tend donc à ce que M. le Maire de Paris demande à la direction de R.A.T.P. des précisions concernant sa politique vis-à-vis des terminus intermédiaires et exprime sa volonté de voir mis en œuvre les moyens nécessaires au bon fonctionnement de ces mêmes terminus intermédiaires, tant pour les conditions de travail des salariés que pour le service rendu aux usagers.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT adjointe. - Oui, vous avez raison d'avoir des inquiétudes. Nous aussi, d'ailleurs !

La R.A.T.P. qui envisage de supprimer ces terminus, afin sans doute de limiter les coûts d'exploitation et de gardiennage, est une entreprise publique où, malheureusement, les élus ne siègent plus à son conseil d'administration depuis 2004. C'est le Gouvernement qui l'a décidé ainsi et, vous le savez, depuis la décentralisation des transports, c'est le S.T.I.F. qui fixe par un contrat les niveaux de service que les entreprises de transport, que ce soit la S.N.C.F. ou la R.A.T.P., doivent offrir aux Parisiens.

Je suis bien évidemment en accord avec le fond du vœu.

En revanche, M. le Maire de Paris ne peut pas adresser une telle demande à la Direction de la R.A.T.P.

Je vous propose que ce soient les élus qui siègent au conseil d'administration du S.T.I.F., puisque nous sommes quatre représentants du Conseil de Paris à siéger au C.A. du S.T.I.F. dont trois majoritaires, et un de l'opposition.

Comme nous avons bientôt un conseil d'administration du S.T.I.F., où nous faisons d'ailleurs une audition - j'en profite pour informer le Conseil - du président-directeur général de la S.N.C.F., nous en profiterons pour bien évidemment interroger la R.A.T.P.

Je propose que le vœu soit retiré dès lors que je m'engage, au nom de la majorité du Conseil, à faire passer le message, si je puis dire, au S.T.I.F.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Etes-vous d'accord pour retirer votre voeu ?

Mme Hélène BIDARD. - Oui, je suis d'accord tout à fait pour retirer le vœu. Je souscris aux propos de Mme LEPETIT et je la remercie de sa bienveillance.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurisation du carrefour avenue Carnot/rue des Acacias.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 64 dans le fascicule, relatif à la sécurisation du carrefour avenue Carnot/rue des Acacias.

Madame Brigitte KUSTER, vous avez la parole.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu que nous avons déjà évoqué en Conseil d'arrondissement avec Mme LEPETIT. Je me suis rendue récemment au carrefour de l'avenue Carnot et de la rue d'Armaillé/rue des Acacias où nous avons connu un très grave accident de voiture, même s'il n'est pas en rapport direct avec la dangerosité du carrefour.

Après m'être rendue immédiatement sur place, et après avoir entendu la population et les témoignages des habitants et des commerçants qui ne faisaient que relayer une première inquiétude déjà exprimée par le conseil de quartier, par ailleurs présidé par Laurence DOUVIN, j'ai souhaité, nous avons souhaité, au niveau de la municipalité du 17e, relayer les attentes des habitants sur la dangerosité de ce carrefour.

Une réunion a eu lieu sur place avec les services de la voirie, que je remercie pour leur venue et la promptitude à nous faire des propositions.

Malheureusement, malgré le vœu voté en Conseil d'arrondissement qui demandait la mise en place de ralentisseurs rue des Acacias et d'un feu tricolore, les services de la voirie sont venus avec d'autres propositions.

A l'heure actuelle, je souhaite maintenir le vœu tel qu'il est, puisque les plans qui nous ont été fournis ne correspondent pas complètement à notre attente pour faire en sorte que ce carrefour soit sécurisé. Il faut savoir que l'avenue Carnot est la seule avenue partant de la Place de l'Etoile qui n'ait pas de feu à son arrivée, que c'est une avenue en pente et que nous avons une priorité au niveau de la rue des Acacias, ce qui est tout à fait normal, et qu'il y a une vraie dangerosité parce qu'il y a un manque de visibilité.

Seule, la pose d'un feu tricolore permettrait aux piétons de traverser sans risque et aux véhicules de s'arrêter, au-delà même des ralentisseurs et d'un carrefour surélevé.

J'ai bien compris que la pose d'un feu tricolore n'était pas souhaitée. Malgré tout, nous maintenons cette demande, car elle est pour nous la seule viable pour maintenir la sécurité sur ce carrefour.

Je vous remercie.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci, Madame KUSTER.

Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT adjointe. - Madame KUSTER, j'avoue que j'ai du mal à vous comprendre.

C'est vrai, nous avons eu l'occasion, en Conseil du 17e arrondissement, de discuter de ce vœu tel quel. Vous le redéposez en des termes identiques. Alors que vous n'aviez pas encore recueilli l'avis technique des services, vous étiez déjà sur cette position.

J'en ai parlé avec vous, puisque moi-même, j'avais eu l'occasion, justement, compte tenu des propos que vous avez tenus dans la presse, de me rendre sur place pour voir particulièrement ce carrefour dangereux, même si, je le rappelle, vous l'avez dit, mais autant le dire de façon un peu plus ferme, l'accident terrible qui s'est produit est dû au fait que l'automobiliste a confondu la pédale de frein et la pédale d'accélérateur.

Il faut quand même veiller à ne pas tout confondre. Vous l'avez mentionné, mais vous l'avez mentionné tout en exigeant quand même un feu pour résoudre tous les problèmes.

Vous vous y êtes rendue avec les services très récemment, vendredi dernier, qui vous ont fait part d'autres propositions. Malgré tout, vous maintenez quand même que la seule protection pour les piétons dans ce carrefour serait la mise en place d'un feu tricolore.

Moi, je veux bien. Mais, à ce stade, je ne vois pas pourquoi et au nom de quoi votre analyse personnelle, que je respecte, serait forcément mieux fondée que celle des services !

Il y a autre chose que vous oubliez de mentionner dans votre vœu, mais nous l'avons tous sous les yeux, c'est que vous souhaitez absolument la pose d'un feu tricolore, dès lors qu'il ne serait pas pris dans le budget localisé du 17e arrondissement ! Ce qui d'habitude ne se fait pas.

Donc, je ne comprends pas bien quelle est l'urgence, Madame KUSTER : est-ce la protection de ceux et celles qui traversent ce carrefour ou bien est-ce un problème budgétaire ?

En tout cas, moi je n'en fais pas un problème budgétaire, car je ne veux pas faire de la sécurité de nos concitoyens une question budgétaire.

Je vous fais des contre-propositions qui ne sont pas mes propositions mais celles des services. Et je m'engage - vous voyez jusqu'où je vais - de les prendre sur le budget non localisé, donc je montre que je suis prête à faire un geste, et je vous propose un îlot, un refuge, puisque c'est le terme technique qui convient, qui permettra de canaliser les flux de circulations qui vont en direction de la rue d'Armaillé et également un aménagement technique qui permette la visibilité des véhicules débouchant de la rue des Acacias parce que je souhaite attirer quand même l'attention de l'ensemble de nos élus sur le fait que cet accident a été causé par une imprudence du conducteur. Cela a été la même chose pour celui impliquant le cycliste qui, malheureusement, a pris un sens interdit.

Je ne veux pas que l'on mette en cause systématiquement les aménagements, que l'on estime s'en tirer à bon compte, c'est le moins que l'on puisse dire, en disant : "On met un feu tricolore, et voilà, tout va bien !" Ce n'est pas vrai, ce n'est pas comme cela que cela se passe et, s'il y avait eu un feu, en l'occurrence, cela n'aurait pas empêché le conducteur de confondre la pédale d'accélérateur et la pédale de frein.

J'insiste parce que, souvent, nous sommes un peu dans la démagogie. En même temps, je fais une proposition sincère, correcte et budgétaire à la maire du 17e arrondissement et je lui demande, par conséquent, si elle veut bien retirer son vœu, en échange des propositions qui sont faites sur le plan technique.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Madame KUSTER, retirez-vous votre vœu ? Non.

Mais vraiment très rapidement, une explication très rapide.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Attendez ! Non, je regrette, je vais prendre le temps d'en parler…

L'avenue Carnot est la seule avenue partant de la Place de l'Etoile qui n'ait pas de feu à son arrivée.

Je regrette ! Nous avons un surplus de véhicules qui passent parce que l'avenue Mac Mahon a été mise en sens unique pour un passage de bus.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Nous avons un report de circulation avec des véhicules qui arrivent à forte allure sur l'avenue Carnot et ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de morts…

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

C'est insensé !

Tout le monde peut reconnaître la dangerosité de ce carrefour. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu un mort cette fois-ci que je ne demanderai pas un feu tricolore pour empêcher la mort éventuelle d'un enfant qui traverse ou autre, je regrette !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Bien, donc vous ne retirez pas votre vœu, on a compris.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Attendez ! je ne plaisante pas.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Qui plaisante ? Personne ne plaisante avec la vie des gens.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - C'est quelque chose d'important ! Je ne fais pas une fixation. Nous avons fait une visite de terrain, j'ai auditionné les commerçants une fois que les services étaient partis. Des écoliers traversent à cet endroit. Ce carrefour aurait pu être le théâtre d'accidents bien avant, parce qu'il est vraiment dangereux. Je vous demande un feu tricolore, parce que je ne connais rien d'autre pour arrêter une voiture. On peut mettre un dos d'âne, on peut mettre tout ce qu'on veut, je réitère.

Je vous remercie, Madame LEPETIT, de prendre sur votre budget les aménagements proposés, mais je souhaite quand même le feu tricolore à ce carrefour.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je ne veux pas rallonger le débat, mais face à cette espèce de provocation démagogique, du style : les habitants le sauront, j'ai envie de répondre.

C'est quand même extraordinaire.

Il me semble que j'ai apporté les éléments.

Donc, je dis sereinement que je réitère les propositions concrètes que j'ai faites à la suite d'analyses techniques effectuées par les services. Ces aménagements apporteront autant de sécurité, et même sans doute plus, qu'un feu tricolore, compte tenu des accidents dont font état les dépositaires du vœu.

Il me semble que je ne peux guère aller plus loin. Si Mme KUSTER ne souhaite pas retirer son vœu mais insiste, je demande que nous votions défavorablement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. et le groupe Centre et Indépendants relatif aux aménagements de voirie du mobilien 91 dans le 5e arrondissement.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 65 dans le fascicule, déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendant, relatif aux aménagements de voirie du Mobilien 91 dans le 5e arrondissement.

Je donne la parole à M. TIBERI.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Monsieur le Maire, je ne reprendrai pas le fond de l'affaire que chacun connaît, hélas. La Mairie de Paris avait voulu il y a quelques années améliorer la circulation boulevards de l'Hôpital, Saint-Marcel et de Port-Royal. Idée intéressante ; la circulation n'était pas si mauvaise que cela, mais enfin les élus, les habitants, les conseillers et les associations auraient trouvé normal qu'il y ait un débat et des propositions.

La mairie a fait des propositions et tout le monde avait conclu que le projet n'était pas bon. Il était dangereux, et cela s'est d'ailleurs avéré, et extrêmement coûteux, alors que les propositions que nous avions faites, qui acceptaient le principe d'une amélioration, était moins coûteuses et plus sûres. Le Maire de Paris, ses adjoints, et l'adjoint compétent avaient à l'époque considéré qu'il fallait une concertation et tenir compte de l'avis des habitants.

Il n'en fut rien malgré les réunions, malgré nos propositions, tout cela a été rejeté : refus de concertation, et l'aménagement coûteux et dangereux a été réalisé.

Après sa réalisation, il y a eu des erreurs considérables, nous avons demandé une amélioration : refus total.

Il a fallu malheureusement qu'il y ait des accidents très graves sur le boulevard Saint-Marcel, avec des blessés et des morts. Je n'insiste pas sur ce point. Malgré cela : refus total !

Il a fallu l'approche des élections, quelques années après, pour que le Maire de Paris, reconnaisse qu'il y avait eu une erreur très grave : acte est donné. Mais quelques années perdues, quelques drame et quelque argent dépensé pour les contribuables parisiens. Voilà la première observation.

La deuxième est la suivante : compte tenu de ce qui s'est passé, M. le Maire de Paris s'est engagé à modifier les choses. Alors, nous demandons simplement que cette fois-ci, il y ait une concertation véritable, que l'on tienne compte de l'avis des élus, des habitants et des associations, et qu'aucune décision ne soit prise sans l'accord des intéressés. Ce serait un précédent extrêmement important. J'attends ce soir des engagements extrêmement fermes de la mairie, qui est valable parce que ce vœu a été adopté par le Conseil du 5e arrondissement, mais il concerne également les 13e et 14e arrondissements, et M. TRÉMÈGE ne me contredira pas. Je compte, Monsieur le Maire, qu'il y ait ce soir un engagement formel sur le fond, sur la forme et sur la procédure.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur TIBERI, je prends bien évidemment l'engagement formel de mener une concertation, avec vous bien sûr, d'abord, les maires d'arrondissement, je pense aux maires des 13e et 5e arrondissements pour vous faire, le plus tôt possible, des propositions concernant particulièrement le boulevard Saint-Marcel.

Vu le nombre de vos considérants, vous comprendrez que je ne proposerai pas que l'on vote votre vœu, mais cela ne m'empêche pas de m'engager sur la concertation. Je rappelle tout de même que lors des premiers aménagements, il n'y a pas eu de travaux côté 5e arrondissement, tant sur le boulevard Saint-Marcel que sur le boulevard Port-Royal, et que l'aménagement, c'est-à-dire le site propre a été réalisé côté 13e arrondissement, et que…

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Mais, non !

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Laissez parler Mme LEPETIT. S'il vous plaît, laissez-la parler.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - L'aménagement de la contre-allée s'est fait côté 13e et pas côté 5e.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Il n'y a pas de contre-allée boulevard Saint-Marcel !

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui, mais laissez-moi terminer ! Comment se fait-il, alors que deux arrondissements sont concernés, alors que la concertation ou les réunions de concertation ont eu lieu dans les deux arrondissements, que vous estimiez que du côté du 5e elle n'a pas eu lieu. Sans doute, les avis que vous avez émis n'ont pas été entendus, mais ne confondons pas les choses. Il y a eu, me semble-t-il, concertation.

En tout cas, je tiens à rappeler que la concertation fonctionne aussi un minimum, si c'est possible un maximum, avec le soutien et le concours des maires d'arrondissement.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Il y a les habitants aussi.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur TIBERI, si vous pouviez arrêter, vous et vos collègues, de m'interrompre pour que je puisse terminer, pour dire que… Si vous posez des questions, c'est que vous voulez des réponses.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Vous répondez à côté.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Non, je ne vous réponds pas à côté, Monsieur TIBERI.

Je réponds sur la formulation de votre vœu. Vous demandez que les commerçants soient indemnisés et que les habitants et les élus soient concertés. Je réponds sur la concertation.

Concernant les indemnisations, je vous réponds qu'a priori, il n'y a pas de raison qu'il y ait indemnisation, dans la mesure où les commerçants, côté 5e arrondissement, ont pu continuer leur activité.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Ils sont tous en faillite !

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Mais non ! Ils ne sont pas en faillite !

J'ai donné les éléments principaux. Je veux terminer, car après tout il faut toujours se tourner vers l'avenir afin qu'à l'avenir, la concertation puisse se dérouler dans de bonnes conditions et j'ajouterai, de façon constructive, dans le 5e arrondissement aussi.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Monsieur le Maire, je demande la parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Je crois que l'on ne se mettra pas d'accord. Alors, très rapidement, Monsieur TIBERI, vous avez la parole.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Premièrement, je souhaite avoir l'engagement que la concertation aura lieu.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Vous l'avez.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Attendez ! Il n'y a pas eu de réponse.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Si !

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - … et que l'on tienne compte de la position des habitants, des associations, et des élus du 5e, ce qui n'a pas été le cas, Madame. Si on en avait tenu compte, on ne serait pas dans cette situation.

Deuxièmement, pourquoi refusez-vous, Madame, de voter ce vœu ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur TIBERI, très rapidement. Si vous m'écoutiez...

Vous ne pouvez pas entendre ce que je réponds, et j'ai répondu à vos deux questions, car vous n'écoutez pas et vous parlez aussi fort que moi en vociférant les uns et les autres.

Je vous ai dit, premièrement, que je m'engageais sur la concertation avec les élus et les habitants du 5e comme du 13e, c'est une évidence, surtout aujourd'hui. Que voulez-vous que je vous dise de plus ?

Nombre des considérants que vous écrivez, et j'invite tous les conseillers à les lire, ne sont pas admissibles.

Voilà pourquoi je propose que l'on vote contre.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accessibilité des nouveaux taxis parisiens.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 66 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à l'accessibilité des nouveaux taxis parisiens.

Je donne la parole à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

En matière d'accessibilité, il faut prendre date et prévenir plutôt que guérir. Dans les actes aussi, la Ville de Paris doit se montrer exemplaire et œuvrer en concertation avec l'Etat pour faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite, dont les usagers de fauteuils roulants.

Au moment où le Ministre de l'Intérieur annonce une augmentation du nombre de taxis parisiens, nous devons veiller à ce que ces nouveaux véhicules soient conçus et adaptés pour accueillir aussi, soit une personne handicapée dans son fauteuil roulant, soit un enfant dans sa poussette ou son landau.

Ces mesures permettraient enfin de diversifier l'offre de transport de toute une partie de la population - familles, personnes âgées ou invalides - qui, faute de mieux, persiste à utiliser la voiture individuelle. S'agissant d'une nouvelle offre de transport, celle-ci doit respecter l'obligation d'accessibilité.

(M. Christian SAUTTER, adjoint, remplace M. Jean VUILLERMOZ au fauteuil de la présidence).

C'est la raison pour laquelle, avec mes collègues David ALPHAND, Lynda ASMANI, Pierre-Yves BOURNAZEL, Thierry COUDERT, Roxane DECORTE, et les membres du groupe U.M.P.P.A., nous demandons au Maire de Paris et au Préfet de police de mettre tout en œuvre pour que les nouveaux véhicules destinés à compléter la flotte des taxis parisiens soient enfin accessibles aux personnes à mobilité réduite, y compris celles tributaires de l'usage d'un fauteuil roulant.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame POIRAULT-GAUVIN.

Je vais donner la parole à Mme LEPETIT, et nous aurons un mot de M. le Représentant du Préfet de police.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - La loi qui a été votée en février 2005 et qui concerne entre autre les personnes handicapées n'a strictement rien prévu pour améliorer l'accessibilité des taxis aux personnes handicapées.

Vous devez le savoir, ou pas encore, je ne sais pas, mais je souhaite le porter à votre attention, le protocole d'accord qui a été signé récemment entre l'Etat et les professionnels de taxi ne comporte pas non plus d'obligation en ce sens.

En revanche, de son côté, la Ville de Paris s'est associée en 2005 à la Région Ile-de-France pour subventionner 30 taxis PMR - pour les personnes à mobilité réduite -, et nous avons d'ailleurs même demandé à la Région l'autorisation de subventionner une seconde phase de mise en accessibilité.

Je vais résumer mon propos, mais je voulais vous dire qu'en deux séances, c'est en effet le quatrième vœu des élus de l'opposition sur la question des taxis.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mais, c'est leur droit, Madame.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Tout à fait. Justement, je le signale, car tous s'adressent à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Il va répondre dans un instant.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Nous sommes tous d'accord, et il faut le souligner, c'est rare, sur le fait que seul un travail partenarial mené par la Préfecture de police, par les Collectivités locales, car il n'y a pas que la Ville de Paris qui est concernée, par les professionnels du taxi, ainsi que le S.T.I.F. et la R.A.T.P. peut améliorer la qualité de service des taxis.

Je vous rappelle que nous avons adopté, lors du dernier conseil, le 16 juin, un vœu pour que M. le Maire de Paris saisisse M. le Préfet de police afin qu'une agence du taxi soit mise en place, avec bien sûr l'ensemble des partenaires cités. Mesdames et Messieurs les élus de l'opposition, vous ne l'avez pas voté. C'est dommage que l'on ne puisse pas voter deux fois, sinon je l'aurais représenté avec bonheur.

Donc, bien évidemment, je ne peux pas approuver ce vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame LEPETIT.

Je donne brièvement la parole au Représentant de M. le Préfet de police.

M. LE REPRESENTANT DU PREFET DE POLICE. - La Préfecture de police ne peut être que favorable aux mesures d'incitation à l'adaptation du parc roulant aux familles et aux personnes handicapées, mais je voudrais rappeler d'ores et déjà que l'arrêté préfectoral en vigueur précise qu'il est interdit aux conducteurs de taxis en service de refuser de prendre en charge les personnes handicapées, même lorsqu'il est nécessaire de les aider à prendre place à l'intérieur du taxi, et le renforcement des moyens de contrôle récemment décidé par la Préfecture de police permettra d'être plus sévère à l'encontre des contrevenants. Les fauteuils roulants, les chiens guides d'aveugle, de même que les chiens d'assistance ne peuvent être refusés et les tarifs appliqués ne peuvent prévoir aucun supplément.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup pour cette précision importante.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réservation à un usage piétonnier de voies publiques limitrophes du Jardin du Ranelagh.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu référencé n° 82 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la réservation à un usage piétonnier de voies publiques limitrophes du Jardin du Ranelagh.

La parole est à M. GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Il n'y a pas besoin d'un grand discours.

Ce vœu a été voté à l'unanimité par le Conseil d'arrondissement. Le jardin du Ranelagh, qui prolonge le Bois de Boulogne, est un jardin très agréable, mais qui a cette caractéristique d'être parcouru par deux allées permettant, en semaine, aux automobilistes venant des Hauts-de-Seine de passer par ce secteur.

Nous avons suggéré que l'on puisse réserver le dimanche à certaines périodes de l'année au moins, la possibilité de redonner à ce jardin son amplitude, et en particulier d'éviter qu'un certain nombre d'accidents ne frappent des enfants en bas âge. Nous aurions préféré que cela soit étendu le samedi et le dimanche, mais le samedi, il y a un marché qui se trouve un peu plus haut. Par conséquent, on réservera le dimanche comme expérimentation.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur le maire du 16e arrondissement.

Madame LEPETIT, l'avis de l'Exécutif, brièvement.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je suis plutôt en accord avec le fond de ce vœu, mais bien évidemment, c'est l'accord de la Préfecture de police que nous devons obtenir. J'émets un avis favorable sur le vœu proposé par M. GOASGUEN, sous réserve d'un accord du Préfet de police.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Très clair.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 126).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'inventaire des sites potentiellement pollués.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux référencés n^{os} 68 et 68 bis dans le fascicule, déposés par le groupe "Les Verts" et l'Exécutif, relatifs à l'inventaire des sites potentiellement pollués.

La parole est à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Merci.

Il y a bientôt 10 ans qu'un arrêté prévoit la constitution d'une base de données afin de recenser, de rendre publics surtout les sites potentiellement pollués parce qu'ayant accueilli autrefois des sites industriels ou des sites d'activité de services anciens.

Quand on va sur le site Internet pour consulter la base de données Basias, on voit dans le Nord de la France une tache blanche, c'est le Département de Paris.

Le Préfet en charge de ce dossier n'a toujours pas terminé le recensement de ces sites. Il a, a priori, des difficultés pour retrouver des données, semble-t-il, ici ou là.

La Ville a été consultée et doit saluer le travail tout à fait important réalisé par l'APUR et les services de la Ville dans ce domaine, mais cela fait des mois que ces consultations ont lieu et pour autant rien n'a été rendu public.

Par ailleurs, on le sait, sur ces sites existent aujourd'hui soit des espaces verts, soit des logements, soit des équipements de type crèches ou autres, des bureaux et on ne sait absolument pas quelle est la nature éventuelle, je dis bien éventuelle de la pollution.

Donc, la demande formulée est simple, c'est que l'on accélère le processus, que l'on rende toutes ces données publiques, que des études soient réalisées pour que l'on arrête de se retrouver dans la situation que l'on a connue récemment d'un aménagement envisagé sur un site qui s'est révélé extrêmement pollué.

C'est une demande assez vive qui est formulée pour que l'on accélère et que la tache blanche devienne verte comme sur le reste de la France.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Verte, cela voudrait dire qu'il n'y a aucune pollution.

M. Yves CONTASSOT. - Non, que les données sont connues.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - M. BAUPIN va vous répondre et présenter le vœu n° 68 bis.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Je voudrais remercier Yves CONTASSOT d'avoir attiré l'attention du Conseil de Paris sur ce dossier, et permis ainsi d'informer tout le monde sur le fait qu'en effet la question des sites pollués est une question importante, on en a d'ailleurs débattu au précédent conseil concernant le site de l'incinérateur à Issy-les-Moulineaux.

Je voudrais lui indiquer que le travail concernant cette carte des sites pollués est en voie d'achèvement, car c'est en septembre 2008 que normalement les services de la Ville et la Préfecture de police auront enfin recollé ensemble l'ensemble des éléments. Nous pourrons donc avoir enfin une carte, mais le plus important n'est pas simplement d'avoir une carte, mais de faire en sorte que sur cette base nous puissions vérifier, en ce qui concerne des bâtiments construits sur des sites éventuellement pollués, la dangerosité potentielle de ces constructions.

Vous proposez, et c'est en effet une excellente proposition, qu'un label soit mis en place par l'Etat, qui permettrait d'identifier les sites dépollués. C'est la raison pour laquelle nous avons repris ces points dans la proposition de vœu n° 68 bis.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Monsieur CONTASSOT, acceptez-vous de retirer votre vœu n° 68, puisque le vœu n° 68 bis va, semble-t-il, aussi loin sinon au-delà ?

M. Yves CONTASSOT. - Je n'ai pas vu de différence, donc j'accepte très volontiers une réécriture qui pour moi ne change rien.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - L'important, c'est que l'on soit d'accord sur le fond. Le vœu n° 68 est donc retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 116).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux PM 2,5. Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen des vœux référencés n^{os} 69 et 69 bis dans le fascicule, déposés par le groupe "Les Verts" et l'Exécutif, relatifs aux PM 2,5.

Nous allons vous expliquer ce dont il s'agit, c'est Yves CONTASSOT qui présente le vœu n° 69, et M. Denis BAUPIN le vœu n° 69 bis.

Que sont les PM 2,5 ?

M. Yves CONTASSOT. - Ce sont les particules fines qui ont un diamètre inférieur à 2,5 microns. Vous avez les PM 10, 10 microns, les PM 2,5, 2,5 microns. Ce sont des particules particulièrement fines, qui ont l'énorme inconvénient de se fixer dans les bronches et d'être cancérigènes. C'est donc un problème tout à fait important qui n'a pas été traité, il faut bien le dire, pendant des années puisque la France refusait de mesurer les particules fines selon les normes européennes, si bien qu'on arrivait à la situation extraordinaire que la France était un des rares pays à ne pas avoir de problème avec les particules.

Au cours du précédent mandat et à force de travail et de conviction, AIRPARIF a fini par accepter de travailler sur cette question et a mis au point un nouveau protocole de mesure qui, et ce n'est pas une surprise, a fait apparaître que nous sommes très au-delà de ce à quoi nous devrions avoir droit, si j'ose dire, que nous dépassons très régulièrement les normes de qualité de l'air, et que nous n'atteindrons pas les objectifs assignés par les directives européennes sans un plan tout à fait massif de modification de nos comportements, et notamment du comportement des véhicules.

C'est d'ailleurs un peu curieux que cela passe en quatrième commission, car en réalité cela touche essentiellement des questions de déplacement.

Qui émet aujourd'hui des particules fines ? Pour l'essentiel, les moteurs diesel, et on sait que la France est la championne du monde en matière de motorisation diesel et qu'y compris la R.A.T.P. ne veut pas entendre parler d'autres motorisations que les moteurs diesel.

La Ville elle-même a fait un choix en arrêtant de s'équiper de véhicules de type GPL au profit de véhicules diesel qui roulent au diester mais qui émettent des particules.

Le sens de cette demande, c'est puisqu'il y a une nouvelle directive sur la qualité de l'air, c'est que vraiment nous prenions à bras le corps cette question qui est vraiment une question extrêmement dangereuse en termes de santé publique, encore une fois, pour que très rapidement en lien évidemment avec des partenaires, un plan d'action particule soit mis en œuvre, et si possible qu'on nous le présente avant la fin de l'année.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

Monsieur BAUPIN, vous avez la parole.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - J'abonde dans le sens des propos de M. CONTASSOT sur l'importance de la question des particules fines, c'est le principal enjeu en matière de pollution de l'air, dues à la circulation automobile et on est particulièrement pénalisé en France puisque la "diesélisation" du parc automobile est la plus forte au monde du fait du soutien qui a été apporté à cette production par la fiscalité favorable sur le gasoil, qui a incité beaucoup de constructeurs à investir dans les véhicules diesel avec des conséquences sanitaires reconnues comme extrêmement graves par l'ensemble des épidémiologistes qui travaillent sur ces questions.

Aujourd'hui, la prise de conscience est en cours, donc tout un travail doit être mis en place pour accélérer les mesures au-delà de celles déjà prises par la Municipalité en ce qui concerne la réduction globale de la circulation automobile et les axer particulièrement sur les véhicules diesel et tous les véhicules émetteurs de particules fines.

C'est pourquoi je propose le vœu de l'exécutif, qui permet de soutenir cette démarche, notamment d'aller dans le sens de l'étude qu'AIRPARIF veut initier sur cette question pour améliorer encore la connaissance des particules fines, étude qui devrait être lancée dès cette année, puis comme l'a proposé Yves CONTASSOT, qu'un plan d'actions soit mis en place avec l'Etat, évidemment, et les partenaires de la Ville, ciblant l'ensemble des émissions de particules fines, qu'elles proviennent des véhicules de la Ville ou de la R.A.T.P.

Il faut penser aussi bien aux bus qu'au métro pour lequel il faut être attentif en matière d'émission de particules, sans oublier tout ce qui concerne les poids lourds qui sont très majoritairement diesel, et les véhicules particuliers qui sont eux aussi concernés.

Voilà l'esprit de ce vœu n° 69 bis pour que sur la base de la proposition faite par M. Yves CONTASSOT nous puissions mettre en place l'étude avec AIRPARIF et le plan d'actions.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - M. CONTASSOT me fait signe qu'il se range au vœu n° 69 bis de l'Exécutif.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 117).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la Charte de l'environnement de l'héliport de Paris - Issy-les-Moulineaux.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du vœu référencé n° 70 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à la Charte de l'environnement de l'héliport de Paris - Issy-les-Moulineaux.

Madame FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Je voudrais faire part de la colère des riverains et de leurs nombreuses plaintes quant à l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, excédés par les nuisances induites par les vols et les survols d'hélicoptères, car malgré la signature d'une charte de l'environnement, leurs conditions de vie s'aggravent.

Il est vrai que cette charte qui a été signée dans le cadre de la commission consultative de l'environnement de l'héliport a été élaborée avec la Ville, mais la Ville n'a pas jugé bon de signer ce document parce qu'il manque d'ambition, que ses objectifs environnementaux sont vraiment limités et surtout que les moyens prévus pour les atteindre ne sont pas mentionnés.

Bien que l'on dispose de peu d'indicateurs pour mesurer les mouvements, le bruit, etc., il s'avère qu'une limitation a été demandée, or les vols semblent depuis six mois au contraire en augmentation.

C'est pourquoi le vœu comporte deux volets. Le premier porte sur la réduction progressive des vols de façon à ce que ces vols ne soient plus que des vols de service public et notamment des vols à visée sanitaire ce que l'on peut comprendre facilement.

Le deuxième élément de ce vœu est de demander à l'Etat de tenir ses engagements notamment dans le cadre de la charte de l'environnement de l'héliport, et d'informer les élus, les riverains et les associations des mesures qui pourraient être prises ou qui vont être prises pour faire respecter l'objectif de plafonnement du nombre de mouvements d'hélicoptères et pour mettre en place des éléments et des moyens de contrôle qui font défaut actuellement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame FOURNIER.

Je donne la parole à M. Denis BAUPIN qui donnera le point de vue de l'Exécutif.

Il y aura ensuite des explications de vote.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Je remercie Mme FOURNIER pour ce vœu qui permet de mettre en évidence une question qui a des impacts environnementaux à la fois en termes de nuisances sonores mais aussi en terme de pollution plus généralement liée à l'héliport.

Membres de la commission consultative qui suit l'héliport, je dois avouer que l'on peut être en tant qu'élu particulièrement perplexe devant la façon dont les services de l'Etat aujourd'hui considèrent la mise en oeuvre de la charte qu'ils ont pourtant impulsée et que la Ville de Paris n'avait pas souhaité signer parce que pas assez ambitieuse.

Aujourd'hui on se rend compte assez clairement que très peu de moyens sont mis en œuvre pour faire respecter cette charte, c'est-à-dire diminuer le nombre de vols en hélicoptère qui atterrissent ou passent par cet héliport.

Finalement, il y a extrêmement peu de contrôles effectués d'où l'esprit de ce vœu qui vise à affirmer une position de la Ville de Paris que nous puissions défendre dans cette commission.

Je fais cependant une proposition au nom de l'Exécutif. Dans le vœu proposé, nous souhaitons remplacer le mot "progressivement" par "prioritairement", c'est la proposition faite par l'Exécutif, de façon à affirmer clairement que la position de la Ville de Paris est de voir le nombre de vols sur cet héliport diminuer.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Pour une explication de vote d'une minute, la parole est à M. Claude DARGENT pour le groupe socialiste sur le texte du voeu amendé par M. BAUPIN si Mme FOURNIER accepte cet amendement. Elle nous le dira tout à l'heure.

Monsieur DARGENT, vous avez la parole.

M. Claude DARGENT. - Merci, Monsieur le Maire.

Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés votera ce vœu qui exprime la position que Yves CONTASSOT et moi-même avions défendu sous l'ancienne mandature dans cette commission consultative de l'environnement de l'héliport de Paris Issy-les-Moulineaux.

Il faut savoir qu'effectivement, la charte qui a été adoptée l'a été par les représentants de l'Etat et par les maires U.M.P. des Hauts-de-Seine qui siègent dans cette instance mais contre la volonté de la Ville de Paris, de la Région Ile-de-France et de beaucoup d'associations.

De ce point de vue, nous souhaitons une révision de cette charte. J'ai lu dans la presse que deux élus U.M.P. du 15e arrondissement demandaient désormais que l'on se centre dans cette plate-forme sur les vols de service public.

J'attends avec beaucoup d'intérêt leur position qui marquerait une évolution par rapport à la position qui a été celle de leurs collègues sous l'ancienne mandature.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur DARGENT.

La parole est au maire du 15e arrondissement, M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous n'avons pas tellement de conseils à recevoir de M. DARGENT, il a dû remarquer qu'il y a eu des élections et qu'effectivement il y avait un nouveau maire et une nouvelle équipe municipale dans le 15e arrondissement.

Nous voterons donc ce vœu, même si selon nous, mais c'est peut-être parce que nous sommes justement élus du 15e arrondissement, nous pensons qu'il ne va pas assez loin.

Il ne vous aura pas échappé, vous l'avez rappelé, les mouvements d'hélicoptères autorisés spécialement à l'occasion de la course automobile de Magny-Cours.

Jean-François LAMOUR qui est le député de la circonscription et moi-même avons demandé la fermeture de l'héliport car son fonctionnement ne dérange pas moins de 200.000 personnes, pas seulement du 15e arrondissement mais également d'Issy-les-Moulineaux, Vanves, Meudon, Sèvres, etc.

Cet héliport est en zone urbaine dense car on a beaucoup construit depuis une dizaine ou une vingtaine d'années autour : il y a la Z.A.C. "Citroën", des constructions à Issy-les-Moulineaux et dans beaucoup de communes riveraines.

70 % des vols sont commerciaux. Que l'on laisse une plate-forme pour des vols d'urgence et de secours, bien évidemment, mais cet héliport n'a plus sa place en pleine Ville.

J'en ai d'ailleurs parlé au Maire de Paris qui a trouvé l'idée un peu inattendue, mais intéressante.

Nous pensons même que cet héliport serait avantageusement remplacé par l'extension du parc et du stade Suzanne Lenglen, nous attendons d'ailleurs des réunions avec les pouvoirs publics, le Ministre, la D.G.A.C., etc.

Nous voterons ce vœu bien que nous considérions encore une fois qu'il ne va pas assez loin.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur Philippe GOUJON.

Monsieur POZZO-DI-BORGO, vous avez la parole.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Je ne suis pas maire du 15e arrondissement et je voterai ce vœu.

Je me demande si, sur cette affaire d'héliport, il ne faut pas traiter le problème de façon différente.

Dans toutes les grandes villes du monde, nous avons ce que l'on appelle des plates-formes de 30 mètres sur 30 mètres.

Actuellement, l'héliport couvre presque un demi hectare. Ces plates-formes de 30 mètres sur 30 mètres pourraient être installées sur la Seine ou à côté et obliger les hélicoptères à suivre le chemin de la Seine.

Ce genre de choses se fait dans toutes les grandes villes du monde. On va voter ce vœu parce qu'il faut diminuer le nombre de vols. Cependant, nous sommes une grande ville, j'invite le maire du 15e arrondissement, comme l'Exécutif à regarder s'il n'y a pas d'autre solution, notamment celle de la plate-forme de 30 mètres sur 30 mètres.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur POZZO-DI-BORGO.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu n° 70 déposée par le groupe "Les Verts", amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 118).

2008, DPE 24 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la collecte en porte-à-porte des déchets ménagers et assimilés et la mise à disposition de moyens de collectes.
2008, DPE 52 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la mise à disposition de bennes avec chauffeurs et ripeurs pour assurer des services complémentaires de la collecte des réceptacles de propreté dans les 2e, 5e, 6e, 8e, 12e, 14e, 17e et 20e arrondissements.
Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la communication des documents nécessaires à l'analyse des projets de délibération DPE 24 et DPE 52.
Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif au nettoiement des espaces publics et à la collecte des déchets ménagers et assimilés.
Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la collecte des déchets des commerçants.
Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la propreté dans le 5e arrondissement.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux horaires de ramassage des déchets en porte à porte.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en œuvre d'un plan de propreté et de nettoiement dans le 11e arrondissement.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au tri sélectif dans le 15e et au ramassage des déchets sur les marchés alimentaires de cet arrondissement.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au manque de personnel du service de la propreté du 15e.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au projet de délibération DPE 24.
Vœu déposé par l'Exécutif relatif à l'amélioration de la propreté de l'espace public.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, nous allons maintenant examiner conjointement les projets de délibération DPE 24 et DPE 52, sur lesquels dix vœux et trois amendements ont été déposés, deux par l'Exécutif les n^{os} 79 bis et 79 quater et un par le groupe "Les Verts", le n° 79 quinquies.

Le projet de délibération DPE 24 approuve le principe et les modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés et la mise à disposition de moyens de collecte.

Le projet de délibération DPE 52 propose l'approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la mise à disposition de bennes avec chauffeur et rippeurs pour assurer des services complémentaires de la collecte des réceptacles de propreté dans les 2e, 5e, 6e, 8e, 12e, 14e, 17e et 20e arrondissements.

La liste des inscrits est assez longue donc le plus simple est que je donne la parole au premier orateur inscrit qui est Mme la Présidente Marinette BACHE.

Que chacun essaie de s'exprimer avec concision.

Madame la Présidente, vous avez la parole.

Mme Marinette BACHE. - Bien sûr, Monsieur le Maire.

Le projet de délibération qui nous est soumis soulève la problématique du mode de gestion du ramassage des déchets ménagers et assimilés. Trois modes de gestion existaient jusqu'alors : la régie directe, la délégation de service public à des entreprises privés et le mode mixte.

Les élus du groupe M.R.C. sont favorables à terme à l'abandon de cette dernière catégorie qui s'est avérée, tant de l'avis des élus que des organisations syndicales, extrêmement décevante et problématique. Plus généralement, comme vous le savez, le M.R.C. est sceptique pour ce qui concerne certains partenariats public/privé.

Nous ne sommes pas opposés par principe à la délégation de service public, mais pour la propreté, il s'agit là d'une préoccupation des Parisiennes et des Parisiens, ce sujet doit donc à notre avis être sérieusement contrôlé par la Ville et ses élus. Les mairies d'arrondissement, instances les plus proches de nos concitoyens, et donc directement redevables de la politique de la propreté, doivent être directement acteurs et moteurs sur ce sujet.

Nous souhaiterions donc que progressivement l'ensemble des arrondissements puisse passer en régie directe, mais cela suppose les moyens matériels et humains nécessaires. C'est pour cela d'ailleurs que Georges SARRE, alors Maire du 11e arrondissement, avait logiquement refusé la régie directe, puisque les moyens mis à disposition laissaient supposer qu'aucune amélioration en termes de propreté ne pourrait avoir lieu.

Aujourd'hui, la mairie du 19e souhaite pour la collecte passer en DSP mais espère en parallèle que les effectifs dégagés du ramassage soient redéployés sur la partie nettoiement du 19e arrondissement. Les mêmes constats aboutissent aux mêmes logiques. Pour en sortir, et avoir un débat de fond avec des données précises, il serait souhaitable que notre Ville puisse redéfinir un véritable plan de nettoiement, comme cela fut le cas en 1990, en faisant un état des lieux précis par arrondissement et par quartier. Ce sera l'objet de notre vœu.

Nous comprenons que cela nécessite un plan pluriannuel pour octroyer les effectifs nécessaires. Nous souhaitons que la Ville puisse y travailler rapidement, en lien avec les différents acteurs : mairies d'arrondissements, représentants des personnels, conseils de quartier, etc.

Notre groupe s'interrogeait très fortement sur deux points. Premier point : le délai de concertation nous semblait trop court et les syndicats avaient l'impression de se retrouver pris à la gorge. Nous avons appris, et nous nous en réjouissons, la prolongation des contrats existants pour les 9e et 16e arrondissements, ce qui permettra à une véritable concertation de continuer.

Notre groupe souhaitait d'ailleurs que celle-ci concerne l'ensemble des arrondissements. Un délai de six mois minimum nous semble raisonnable, car en plus de l'établissement d'un plan de nettoiement pour l'ensemble de la capitale, cela permettrait de laisser se réinstaurer dans de bonnes conditions le dialogue social, entre les personnels du nettoiement et notre Ville.

Nous avons également appris jeudi dernier que l'Exécutif s'engageait sur le fait que l'adoption de ce projet de délibération ne signifiait pas que la concertation était close, et que les options demandées par les mairies d'arrondissement étaient irrévocables. Aussi, nous disposons d'un délai de six à huit mois supplémentaires, ce qui nous convient.

Deuxième point, lors du dernier Conseil de Paris, nous étions intervenus pour dire que nous comprenions dans certains cas la nécessité des délégations de service public, à condition qu'elles soient clairement définies et délimitées dans le temps. Or, la délégation proposée était de sept ans. Nous souhaitions que ce délai soit ramené à quatre ans pour que, d'une part, l'intégralité des investissements des sociétés privées ne se fasse pas sur le dos de la Ville, mais surtout pour que, d'autre part, les mairies d'arrondissement puissent changer de mode de gestion au cours de cette mandature, si celui-ci s'avérait inopérant.

Nous prenons acte que le délai est ramené de sept ans à cinq ans, ce qui nous convient également. Il n'y a donc plus lieu pour le groupe M.R.C. de ne pas voter ces deux projets de délibération de l'Exécutif, puisque nous avons satisfaction sur nos deux demandes principales.

D'autre part, il nous semble que le choix du traitement de cette question est de la responsabilité directe des maires d'arrondissements qui en répondront face à leurs administrés.

Les élus du groupe M.R.C. voteront donc pour ces deux projets de délibération. Cependant nous aimerions connaître le redéploiement spécifique des 130 emplois...

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Il faut conclure !

Mme Marinette BACHE. - … sur le déploiement. Combien ? Et dans quels arrondissements ? Les effectifs ne devraient-ils pas être portés prioritairement sur les arrondissements qui en ont le plus besoin ? Mais aussi sur ceux qui sont en régie directe ?

Voilà rapidement formulées nos remarques et nos quelques interrogations restantes sur ce sujet difficile de la propreté dont nous mesurons combien François DAGNAUD a décidé de le prendre au sérieux.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - C'est sûr.

Mme Marinette BACHE. - Nous tenons à le féliciter pour la grande disponibilité dont il a fait preuve à l'égard des élus…

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Il faut conclure, Madame BACHE.

Mme Marinette BACHE. - … mais aussi des organisations syndicales. Et nous souhaitons que la suite de la concertation avec les représentants du personnel puisse faire avancer ce projet, en particulier sur les 9e et 16e arrondissements, ainsi que sur les effectifs nécessaires.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BACHE.

Je donne maintenant la parole à M. Jacques BRAVO.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, cette réforme est en rapport avec les engagements pris à l'égard des citoyens que les maires s'engagent plus directement dans les problèmes de propreté.

Les marchés de collecte arrivent à échéance. Il est impératif de lancer les procédures. Je dis, pour ma part, que le système que nous connaissons actuellement sur Paris, ce système de mixité, est à la fois bancal, complexe, illisible et d'une efficacité relative.

Cela remonte à pas mal de mandatures aussi. Il n'y a qu'à voir les responsabilités de chacun aussi…!

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Non, on s'écoute ! Il y a seize orateurs inscrits. Si vous voulez prendre le dernier métro !

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - J'interviens sur le champ du 9e arrondissement comme maire du 9e arrondissement. Parce que c'est un quartier de densité commerciale forte avec les grands magasins qui posent des problèmes spécifiques, parce que c'est un quartier - il y en a d'autres dans Paris mais particulièrement le 9e arrondissement - d'activités nocturnes sensibles - il n'y a pas que Pigalle - et parce qu'enfin je constate que les dépôts sauvages et les incivilités prononcées dans le quartier posent des problèmes particuliers.

Le raisonnement, le diagnostic que je porte, c'est qu'actuellement dans les tâches de propreté, il y a à la fois la collecte des ordures ménagères, donc le matériel, les bennes, les personnels avec tous les statuts possibles sur Paris, et d'autre part ce que j'appellerai le nettoyage de proximité au quotidien, c'est-à-dire le lavage, le nettoyage, les encombrants.

L'expérience que j'ai acquise comme maire du 9e arrondissement, c'est que lorsque l'on réunit ces deux tâches, l'une des deux écrase l'autre. L'une des deux chasse l'autre. Le travail de collecte fait que lorsque l'on parle de propreté, on a le sentiment qu'avec la collecte on a réglé le problème. Or, les citoyens nous répondent : la propreté de proximité n'est pas tenue.

Et bien ce que je demande, et c'est le sens de mon approbation pour cette réforme, c'est d'avoir les moyens sur le 9e arrondissement, de renforcer tout à fait en régie les moyens de la propreté de proximité au quotidien.

Il ne s'agit pas et je vais être très clair de voter pour ou contre le fait que des emplois publics seraient plus chers ou moins chers que des emplois privés, seraient plus efficaces ou moins que des emplois privés. Il ne s'agit pas de voter sur le fait qu'une DSP est, sur le principe, meilleure qu'une régie ou réciproquement. Il y a un problème de management qui fait que les deux tâches rapprochées, je le répète, font que la collecte est perçue comme le cœur de métier et que la propreté de proximité passe toujours derrière. Et je n'en veux plus, je veux renverser cette logique.

C'est pour cela que j'approuve ce projet de délibération et je n'en dis pas plus que Marinette BACHE sur le fait que l'amendement de l'Exécutif va dans le sens souhaité par les personnels que j'ai rencontrés en mairie dès le 20 juin. C'est pour cela que je voterai ce projet de délibération et l'amendement qui va avec.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BRAVO.

Je m'étais trompé : il n'y a pas seize orateurs inscrits mais dix-huit. Ecoutez, c'est un beau débat !

M. CONTASSOT a la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Je voudrais essayer de démontrer que ce projet de délibération, et je ne fais pas grief à François DAGNAUD - j'ai eu l'occasion de lui dire en 4e Commission -, d'une quelconque arrière-pensée. Je crois beaucoup à la sincérité de sa démarche. Je voudrais simplement montrer que c'est anti-économique, anti-écologique et antisocial et surtout anti-efficace.

Anti-économique parce que la situation est telle que faire passer en privé des collectes qui sont aujourd'hui faites en régie, tel que c'est, à horaires constants, on a la démonstration depuis des années que la collecte du matin en régie coûte moins cher que la collecte du matin en privé. C'est un fait et tous les chiffres le corroborent.

Deuxième élément, c'est anti-écologique car les bennes qui vont venir collecter, par exemple dans le 16e arrondissement, et dont on nous dit qu'elles viennent de loin car elles viennent d'Ivry, viendront au mieux de la Plaine Saint-Denis mais plus probablement de Champigny ou de Rungis, là où sont les garages du privé et donc parcouront beaucoup plus de kilomètres.

C'est antisocial parce qu'il faut connaître les conditions de travail des personnels dans les entreprises privées, énormément d'intérimaires et surtout des personnels qui sont affectés exclusivement à la collecte, ce qui n'est pas le cas à la Ville de Paris, et qui à quarante-cinq ans maximum, sont incapables de continuer, et c'est normal, de travailler. Et ils sont très souvent, pour les intérimaires, laissés sur le carreau et pour les autres pris en charge par la solidarité nationale, alors qu'à la Ville, c'est la Ville qui assume effectivement le travail de ces agents jusqu'à leur retraite.

Mais c'est surtout très anti-efficace, ce qui me paraît le plus important.

Pourquoi ?

D'abord parce qu'on dit : quand c'est en privé, on n'a pas les difficultés que l'on a quand c'est en régie pour travailler au nettoiement. Mais si c'était le cas, on aurait des taux de satisfaction différents sur la propreté, selon que la collecte est effectuée en privé ou en public. Il n'y a aucune corrélation.

Aucune !

Et depuis des années et des années que l'on mesure cela, on voit que c'est un argument qui ne tient absolument pas la route. Donc arrêtons de nous raconter des histoires entre nous !

Deuxièmement, la vraie question est simple : c'est que l'on a un déficit de personnels et de moyens matériels.

Déficit qui s'explique, d'ailleurs, entre autres, par les conditions dans lesquelles l'ancienne majorité a été tenue de passer très rapidement aux 35 heures, sans qu'il y ait aucune préparation antérieure, et les effectifs supplémentaires n'ont pas comblé la diminution du temps de travail. C'est une évidence : là encore, les chiffres parlent d'eux-mêmes !

On le sait bien, en matière de propreté, il faut partir des besoins. Il faut partir des plans de propreté, dont le renouvellement a été lancé voici deux ans, qui devraient, me semble-t-il, aujourd'hui être terminés, c'est du moins ce que je crois savoir, mais qui n'ont jamais été rendus publics. Or, ces plans de propreté, les premières ébauches faisaient apparaître des moyens considérables supplémentaires en personnels.

Soit on part de ces besoins, soit on part effectivement d'un niveau théorique d'effectifs et on dit : "Débrouillez-vous avec !" et on sait très bien que, quel que soit le mode de collecte, on n'arrivera pas à une propreté meilleure.

Comme on a par ailleurs des sureffectifs dans certain arrondissement, au singulier, je me demande comment on va traiter ces sureffectifs dans le cadre des 250 éboueurs ! Si on les enlève, il n'en reste plus que 150 ! Ce n'est pas tout à fait le chiffre qu'on nous a indiqué. Comme, par ailleurs, on dit qu'on va ramener à 120, cela veut dire que, dans ces cas-là, il en resterait encore moins. Et moi, je voudrais savoir surtout quel redéploiement ?

J'ai cru comprendre que le maire du 19e disait, à juste titre, qu'il voulait garder les éboueurs qui passeraient de la collecte au nettoiement, j'ai cru comprendre que le maire du 16e était sur la même position, j'ai cru comprendre qu'aucun maire n'accepte - et c'est bien légitime - de voir des effectifs redéployés ailleurs. Cela me paraît donc assez contradictoire avec la demande.

D'autant plus, faut-il l'ajouter, que les éboueurs travaillent le matin et que les besoins supplémentaires d'éboueurs, c'est l'après-midi, pour le nettoiement. Et si on les fait passer du matin à l'après-midi, n'oublions pas qu'il y a une perte importante de rémunération pour les éboueurs qui ne toucheront plus les primes liées au travail du matin. Est-ce cela que l'on veut ? Ou est-ce comme cela que l'on pense que l'on aura des volontaires ?

Je voudrais rappeler également qu'en matière de prévention, j'ai dit et redit plusieurs fois que, d'avoir payé 230 A.S.P. à la Préfecture police, pour arriver à un résultat de zéro - je dis bien "zéro" - procès-verbal pour incivilité alors que, dans le même temps, on a refusé toutes les augmentations des effectifs du centre d'action pour la propreté de Paris qui, avec à peine 80 agents, arrive à faire 18.000 PV, je pense qu'il y avait mieux en matière d'investissement.

Dernier point : je voudrais rappeler que l'on nous dit que les 90 chauffeurs vont passer sur des engins de nettoiement. Je voudrais rappeler que c'est techniquement impossible, juridiquement pas possible, pour deux raisons.

La première, c'est que les marchés de collecte prendront effet en juin 2009. Or, le marché des engins de nettoiement arrive à échéance en février 2009. Il y a quatre mois de délai entre les deux. On peut reporter de deux mois mais pas plus, c'est-à-dire qu'entre avril et juin 2009, il n'y aura plus de service de nettoiement et, comme nous n'aurons pas les engins, cela veut dire que le nettoiement va diminuer considérablement pendant deux mois en 2009.

Donc, ne nous disons pas, ne nous racontons pas d'histoire dans ce domaine.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Je n'y peux rien, c'est la réalité des marchés. C'est les échanges !

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Monsieur CONTASSOT, vous avez épuisé votre temps de parole.

M. Yves CONTASSOT. - Alors, si vous voulez, je vais présenter le vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Une dernière phrase !

M. Yves CONTASSOT. - C'est très simple. Il y a un vœu qui demande, conformément au Code des collectivités territoriales - et je rappelle que nous avons fait les demandes au mois de mai par une question orale restée sans réponse, par courrier au Maire resté sans réponse -, d'avoir les documents, notamment les plans de propreté, les études financières, les coûts comparatifs, la localisation notamment des bennes du privé, de manière à avoir tous les éléments préalables à une décision. Nous n'avons rien eu. C'est le sens de notre demande de report.

Je rappelle également que l'on nous dit que ce n'est pas possible, ce qui n'est pas vrai techniquement.

Aujourd'hui, compte tenu des délais de publicité, si nous votons aujourd'hui, au mieux, la date de réponse, ce sera le 10 septembre.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Il faut conclure, Monsieur CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Oui. Si nous mettons à profit les 20 jours qu'il nous reste et la publicité anticipée, il y aura, au maximum le 29 septembre, les réponses.

D'ici là, ce que nous souhaitons, c'est que, pendant ce temps de report, il y ait un vrai débat avec les maires d'arrondissement, avec les personnels, avec évidemment leurs représentants et qu'il y ait communication aux élus de tous les documents, nous permettant de prendre sereinement une décision au mois de septembre, dans le calme, dans la clarté et sans risque majeur pour la propreté de Paris.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CONTASSOT. Donc, vous avez présenté le vœu n° 71.

M. Jacques BOUTAULT a maintenant la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais être un petit peu moins long, je vous rassure, d'autant que Yves CONTASSOT a parfaitement bien exprimé les arguments qui concourent au choix pertinent que j'estime être celui de la re-municipalisation. C'est celui qui va être fait dans le 2e arrondissement. Je me suis entretenu à ce sujet avec le Maire de Paris qui m'a confirmé qu'il respectait les choix des maires d'arrondissement. Depuis 2004, dans le 2e arrondissement, la collecte s'effectue selon un système mixte. J'estime, pour ma part, que le problème que peut poser ce système, notamment au regard des horaires des personnels, peut être réglé par un recours au tout-public. Il s'agit donc bien d'un choix, à mes yeux, politique.

Le recours à une société privée dont les objectifs sont la recherche du moindre coût et la rentabilité maximale risque de se traduire par une dégradation du service rendu aux Parisiens et par une détérioration des conditions de travail des personnels.

De plus, le recours à une société privée, dont la rémunération est relative à la tonne collectée, est contradictoire avec l'objectif écologique de recherche de la réduction des déchets à la source.

Puisque le développement durable est désormais notre préoccupation partagée, je pense qu'il est essentiel de considérer la collecte des déchets comme une mission essentielle de la Municipalité et la Ville de Paris ne devrait pas s'exonérer de ses responsabilités environnementales et sociales par le recours à la sous-traitance.

A mes yeux, il faut faire confiance aux agents de la propreté dont aujourd'hui rien ne permet d'affirmer que le service qu'ils rendent est moins bon et moins efficace que celui d'une société privée. C'est le choix qui est fait dans le 2e arrondissement et je suis convaincu que ce choix du service public va permettre de promouvoir un développement durable et sain de la collecte et du retraitement des déchets. Tout choix contraire risque de conduire à un affaiblissement de ce service municipal essentiel.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire du 2e arrondissement.

Je donne la parole au Président Ian BROSSAT, pour 5 minutes.

M. Ian BROSSAT. - Chers collègues, dans ce débat, il nous faut partir, je crois, d'une exigence que nous portons tous ici : c'est le droit de l'ensemble des Parisiennes et des Parisiens à disposer d'un environnement propre.

Je le dis avec d'autant plus de conviction que je suis élu d'un arrondissement populaire, le 18e, où la question de la propreté est régulièrement évoquée comme un problème par un grand nombre d'habitants.

C'est une exigence et j'ai envie de le dire aussi parce que c'est comme cela que c'est ressenti par les habitants : c'est une question de dignité, en particulier dans les quartiers les plus populaires de Paris.

Dans la proposition qui nous est faite aujourd'hui, il y a des choses que les élus communistes ne contestent pas. Ils les contestent d'autant moins qu'ils n'ont eu de cesse de les porter au cours de la précédente mandature. Nous approuvons l'idée qu'il ne faille pas en rester au statu quo parce que la situation actuelle n'est pas satisfaisante. Nous approuvons l'idée qu'il faille faire des efforts supplémentaires en accordant plus d'importance aux missions de nettoiement. Nous approuvons aussi l'idée que ces missions supposent que des personnels en plus grand nombre y soient affectés. Nous approuvons enfin l'idée qu'il faille responsabiliser davantage les habitants.

Ce que nous contestons, en revanche, et je crois que les élus Communistes ont déjà eu l'occasion de l'exprimer, ce que nous contestons, c'est que cela nous conduise de fait à confier au privé la collecte des ordures ménagères dans au moins deux arrondissements supplémentaires. Nous le contestons, parce que cela nous conduit à revenir sur l'amorce de re-municipalisation que nous avions engagée au cours de la précédente mandature, amorce de re-municipalisation qui, contrairement à ce que j'entends ici ou là, n'était pas une expérimentation mais avait vocation à lancer une dynamique qui devait être poursuivie.

J'entends bien les arguments qui sont avancés ici ou là. J'entends bien les défauts de la collecte mixte. Mais, après tout, s'il faut en finir avec la collecte mixte, s'il faut faire le choix d'un alignement, pourquoi faire le choix d'un alignement sur le privé dans deux arrondissements ?

J'entends bien que c'est l'avis des maires d'arrondissement qui a été suivi et je respecte évidemment cet argument.

Je ferai simplement remarquer à mes amis de la majorité que, lorsque nous faisons du logement social dans le 16e arrondissement, nous ne nous conformons pas forcément à l'avis du maire d'arrondissement et c'est heureux.

Chacun voit bien que dans un dossier tel que celui-là nous avons besoin d'une vision parisienne, il suffit d'ailleurs de voir l'afflux de vœux émanant des maires d'arrondissement pour comprendre que nous ne réussirons pas à rendre Paris plus propre si chaque arrondissement tire sa couverture à lui.

Vous l'aurez compris, les communistes voteront en toute logique contre ce projet de délibération.

Alors j'entends bien sûr les réflexions faites sur la prise de position des élus communistes. J'entends que les élus communistes auraient calé leur position en fonction de celle de la C.G.T. Idée surprenante, vous l'admettrez...

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Ce que je sais - et ce ne sont pas les élus de gauche qui me contrediront -, c'est que l'on gagne toujours à écouter les représentants des salariés, et de fait, la C.G.T. est majoritaire dans ce secteur-là.

Ce que j'entends aussi, parce que je ne suis pas sourd, c'est que les élus communistes auraient une position idéologique sur ce sujet, quelle drôle d'idée...

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

En tout cas, ce que je veux dire et je l'assume, c'est que si la défense du service publique est une idéologie, alors oui, les élus communistes tiennent profondément au service public, même s'il ne s'agit pas de faire le procès de telle ou telle composante de la majorité.

Et, franchement, en écoutant les élus de droite toute la journée, j'ai plutôt l'impression que l'idéologie est bien partagée sur les bancs de cette Assemblée.

(Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christian SAUTTER, adjoint président. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Je donne la parole à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - A la veille du renouvellement des différents marchés de la Ville, et aujourd'hui en ce qui nous concerne celui des marchés de collecte et propreté passés en 2005, nous nous interrogeons sur le contrôle de gestion permettant l'analyse de ces différents marchés.

Nous avions demandé par un vœu, lors du dernier Conseil de Paris, l'évaluation permanente du contrôle de gestion permettant l'analyse de ces différents marchés. Ce vœu a été refusé.

A l'examen de ces projets de délibération, il apparaît que cette méthodologie avec des indicateurs de gestion aurait pu servir à la fois au suivi et au bilan des expériences, afin d'éclairer nos choix.

En effet, avant 2005, la collecte était organisée dans 10 arrondissements en privé, et dans les 10 autres en public. Avec cet équilibre, la propreté était alors satisfaisante.

En 2005, nous avons assisté à une pseudo municipalisation idéologique dans le 19e, puis dans le 2e et le 3e arrondissements, où en réalité il s'agissait d'une collecte mixte avec des bennes et conducteurs du privé, et des rippeurs du public.

Cité en exemple, le 19e devait améliorer la propreté, mais cela ne marche pas, comme vous venez de le dire à plusieurs reprises, car ce mode de gestion demeure difficile et délicat à gérer.

De plus, il génère des coûts très importants. Par conséquent, en 2008, alors que nous nous dirigeons vers une augmentation de la privatisation de la collecte dans les arrondissements avec 8 arrondissements en régie, dont le 2e qui l'a demandé spécifiquement, vous venez de le dire, et 12 en privé, dans l'attente de ce qui va se passer pour le 9e et le 16e arrondissements probablement en décembre, car il faudra bien passer les marchés à un moment donné, nous constatons avec ces allers-retours une désorganisation des services de la propreté et de la collecte, et une propreté des rues bien entendu laissant à désirer.

Ce que nous souhaitons au groupe Centre et Indépendants, c'est : plus de transparence dans les choix par une évaluation permanente, la décentralisation des pouvoirs de la propreté aux maires d'arrondissement, moins d'idéologie bien sûr et un meilleur service rendu aux Parisiens dans le respect du personnel du service public qui est aujourd'hui démotivé.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons sur ce projet de délibération et sur son amendement.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint président. - Merci, Madame Fabienne GASNIER.

Je donne la parole à M. Jean-Didier BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Je tenais simplement à dire à M. BROSSAT, Président du groupe communiste, que nous avions au moins un point commun, c'est que nous avions pris le temps de recevoir et d'écouter les organisations syndicales et d'être à l'écoute des agents des services, qui ont effectivement très mal vécu le fait que le Maire de Paris lui-même n'ait pas daigné les recevoir. Je tenais à souligner son absence ce soir, constatant qu'il a le même mépris pour les élus qu'il a pour les organisations syndicales et les agents de la Ville.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Effectivement, Monsieur le Maire, en écoutant à la fois la représentante du Mouvement des citoyens, M. BRAVO, pour le groupe socialiste, M. BROSSAT, pour le groupe communiste, M. CONTASSOT, pour "Les Verts", on ne peut que constater qu'il y a effectivement des avis divergents dans la majorité municipale.

Permettez-moi de vous rappeler un bref historique de ce projet de délibération, puisque -, Monsieur DAGNAUD -, en date du 11 juin dernier, vous avez adressé aux agents de la DPE, avant que nous ayons connaissance de ce projet de délibération, un courrier pour les avertir de la remunicipalisation de la collecte dans le 2e arrondissement, et le passage en collecte à l'entreprise dans les 3e, 9e, 16e et 19e arrondissements.

Considérant effectivement que ce projet de délibération nous est arrivé plus tard pour avis au conseil d'arrondissement de juin, et pour avis à la quatrième commission réunie le 1er juillet, et confirmant cette nouvelle organisation de la collecte que vous aviez annoncée dans votre lettre du 11 juin.

Le 4 juillet dernier, vous aviez décidé d'amender ce projet de délibération afin de laisser ouvertes toutes les options quant au mode de collecte dans le 9e et le 16e, et de ramener de 7 ans à 5 ans la durée des marchés, c'est-à-dire en fait vider de son contenu le projet de délibération que vous veniez vous-même d'introduire en Commission au niveau du Conseil de Paris.

Alors, j'ai écouté les remarques qui vous étaient faites notamment par vos amis de la majorité municipale. Quand Mme BACHE parle de redéfinir le plan de nettoiement comme en 1990, j'ai envie de lui dire : mais chiche, puisque les plans existent, ils ont été faits en 2007, et malgré nos diverses demandes pour qu'on nous les communique, cela n'a jamais été le cas.

Quand M. BRAVO parle de la désorganisation des services qui ne permettent pas de faire coexister collecte et nettoiement, - Monsieur BRAVO -, sous les précédentes mandatures, nous arrivions à faire coexister à la fois la collecte en régie et la collecte en délégation, et dans des conditions satisfaisantes pour les Parisiens et pour les agents de la Ville.

Quant à M. CONTASSOT, j'aurais envie de me tourner vers notre collègue Mme Rachida DATI, pour qu'elle nous explique comment de coupable on peut passer à procureur.

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

Je vous demanderai simplement aujourd'hui...

(Mouvements divers dans l'hémicycle).

M. Christian SAUTTER, adjoint président. - Ecoutez M. Jean-Didier BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Je demanderai à M. CONTASSOT, par honnêteté intellectuelle, comment il peut, aujourd'hui, à moi qui lui ai demandé budget après budget sous la précédente mandature, à la fois un plan d'urgence pour la propreté, des moyens financiers par dotations budgétaires supplémentaires, et à qui il répondait que le groupe U.M.P. était face à une hallucination collective, et que tous les Parisiens étaient sensibles et contents du service de la propreté à Paris. J'aimerais que vous m'expliquiez cette volte-face.

Enfin, Monsieur BROSSAT, vous le disiez pas de privé, pas de privé, toujours pas de privé, mais si la collecte est aujourd'hui assurée de façon insuffisante et que nous n'avons pas plus de moyens pour le nettoiement, quelle est la recette miracle ?

Mes chers collègues, aujourd'hui, vous l'avez souligné, la désorganisation des services est due à trois phénomènes essentiels : au passage des 35 heures dont vous n'avez jamais compensé en termes d'agents les heures véritablement effectuées, par le tri sélectif qui a remis en cause l'organisation de la collecte, et par tous les changements de voirie également au niveau de la Ville, qui ont aussi changé les habitudes de collecte.

Vous soulignez aujourd'hui cette désorganisation, qui n'est que le résultat de 7 ans d'un service que vous avez cassé.

Ce projet de délibération est une improvisation totale, une fois de plus on prend le problème par le petit bout de la lorgnette, vous ne proposez pas un plan d'action global ni d'urgence, vous délibérez dans la hâte et vous amendez ce projet de délibération pour finalement décider que vous ne décidez rien. Monsieur le Maire, je le dis aujourd'hui, vous avez réussi à perdre la confiance des agents, à semer le doute chez les élus, à faire exploser votre majorité sur ce sujet.

Joli résultat dont nous pourrions nous réjouir, mais une fois de plus, ce sont les Parisiens qui font les frais de votre amateurisme et cela, nous ne pouvons plus le tolérer.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint président. - Merci, Monsieur BERTHAULT.

La parole à M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Un maire qui s'exprime, et ce mémoire, Jean-Didier BERTHAULT l'a fort bien dit, confirme ce que l'on savait déjà, bien que nié sous la précédente mandature, la malpropreté des rues parisiennes et la complète désorganisation des services de propreté de la ville. La Municipalité parisienne a bien été la dernière à s'en rendre compte alors que n'importe quel élu de terrain connaissait l'état désastreux de la propreté à Paris par les innombrables doléances des habitants, le maire de Paris a fait la sourde oreille pendant sept ans.

D'ailleurs, portant un intérêt sûrement très important à ce sujet, il n'est pas là ce soir…

Certes, l'incivisme est présent, mais le manque chronique d'effectifs dont souffre le service de la propreté, je voyais d'ailleurs un voeu de l'adjoint précédent réclamant 450 recrutements, ce n'est pas rien, et le manque chronique d'effectifs également dans le 15e arrondissement en est la première explication.

Dans notre arrondissement, chacun sait que des personnels ont été retirés pour être affectés ailleurs.

Si les verbalisations augmentent, les inspecteurs sont toujours en nombre insuffisant : dans un arrondissement de plus de 230.000 habitants comme le 15e, on n'en compte que six.

Non seulement vous avez échoué mais vous avez voulu faire croire que les mairies d'arrondissement étaient responsables en leur proposant une contractualisation qui n'était qu'un leurre, dixit beaucoup de maires de gauche.

Peut-être aujourd'hui commencez-vous à prendre la pleine mesure de l'ampleur très grave du problème.

C'est ce qui m'a semblé en vous recevant Monsieur l'Adjoint récemment. Je pense que notre discussion a été assez constructive, vous n'avez pas hésité à évoquer réorganisation, augmentation des effectifs, apport supplémentaire dans un certain nombre de secteurs.

C'est la raison pour laquelle nous demandons dans le 15e, et c'est l'objet d'un vœu adopté à l'unanimité du Conseil d'arrondissement, que soient recrutés ou affectés 50 à 70 agents de la propreté pour une simple remise à niveau par rapport aux autres arrondissements et que cette mesure soit accompagnée de la mise en place de médiateurs de quartier qui détecteraient en temps réel les problèmes de propreté.

D'autres mesures doivent également être prises. Il faudra, à un moment donné, et il y a une réflexion en cours, j'espère qu'elle aboutira, confier véritablement aux maires d'arrondissement les moyens d'intervenir efficacement pour rétablir la propreté des rues. C'est le débat que nous menons les uns et les autres en ce moment, dont nous attendons beaucoup.

Nous souhaitons également initier des démarches environnementales plus importantes telles que la collecte pneumatique des déchets dans la Z.A.C. "Boucicaut", que j'ai proposée si nous voulons en faire un éco quartier.

L'installation de colonnes à verre enterrées, l'ouverture de ressourceries, la rationalisation des collectes sélectives pour les déchets spéciaux notamment ou encore l'amélioration qui en a bien besoin de la collecte des encombrants.

Nous demandons, et même si c'est à plus long terme, aussi l'augmentation du nombre des collectes hebdomadaires des déchets recyclables et la collecte sélective des déchets des marchés alimentaires, c'est un autre de nos amendements et de nos vœux.

Si nous sommes prêts dans l'intérêt des habitants de nos arrondissements à envisager de mettre en place des partenariats actifs avec la mairie centrale, la façon dont les choses se passent avec ce mémoire, même s'il contient des avancées que nous approuvons, nous laisse un goût d'inachevé.

Des négociations tout à fait légitimes avec les organisations syndicales vous amènent à nous présenter un projet différent de celui introduit dans les Conseils d'arrondissement.

C'est ce qui a d'ailleurs motivé notre abstention en tout cas dans le 15e. Nous pensons qu'il aurait fallu procéder à l'inverse en négociant d'abord et en introduisant ensuite un projet abouti.

Aujourd'hui on ne sait pas très bien où l'on en est, et si à force de recul, ce que nous ne souhaitons pas, l'économie générale de votre réforme, que nous étions prêts à soutenir, n'est pas remise en cause.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur Philippe GOUJON.

Je donne la parole à M. Jean-François LEGARET.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Monsieur le Maire, mes chers collègues. C'est un fait avéré. L'état de la propreté à Paris compte parmi les principaux échecs du maire de Paris.

On l'a bien vu pendant cette élection municipale et d'ailleurs si ce n'était pas le cas - si vous n'avez pas été attentifs à cela c'est que vous n'avez pas fait campagne -, pourquoi nous proposerait-on aujourd'hui de changer un dispositif qui aurait si bien fonctionné ?

Je dis tout de suite à M. BROSSAT et aux quelques autres qui ont voulu introduire des notions très dogmatiques dans le sujet, que cela n'a rien à voir.

Je crois tout à fait à la capacité des agents de la Ville à faire un très bon travail. Je crois aussi à la capacité des entreprises à le faire. Ce qui compte, c'est la complémentarité. Ce qui nous importe, c'est l'obligation de résultat.

Aujourd'hui, le résultat n'est pas au rendez-vous. Il y a un effort à faire pour améliorer ce résultat.

Je ne conteste pas le fond de ce projet de délibération, et je dirai qu'en tant que maire du 1er arrondissement je le conteste d'autant moins que finalement, nous avons dans cet arrondissement un système de collecte privée qui donne satisfaction et qu'il ne nous est pas proposé de modifier.

Sur la forme, je voudrais émettre une protestation solennelle parce que la forme dans laquelle ce projet de délibération nous est présenté est totalement exécrable.

Tout d'abord parce que le maire de Paris nous a expliqué à de nombreuses reprises qu'il voulait donner plus de pouvoirs aux maires d'arrondissement.

Il nous a reçu individuellement ou est en passe de le faire prochainement, il nous a dit que, précisément et principalement dans ce domaine de la propreté, il souhaitait que les maires d'arrondissement aient plus de pouvoirs.

C'est précisément au moment où nous sommes dans l'espoir de voir ces nouveaux transferts aboutir que l'on introduit sans la moindre concertation préalable ce projet de délibération.

Je le dis à M. DAGNAUD, car on a même prétendu qu'il avait rencontré tous les maires d'arrondissement. Je vous le dis Monsieur DAGNAUD, je suis maire d'arrondissement, vous n'avez pas jugé utile de me rencontrer, c'est bien la preuve que tous les maires d'arrondissements n'ont pas été entendus.

Je voudrais aussi parler de la lisibilité de la politique municipale dans ce domaine. On se rappelle tous qu'en 2001, on nous a expliqué qu'il était urgentissime de remunicipaliser le système de la collecte dans le 19e arrondissement.

Sept ans après on nous dit qu'il est urgentissime de privatiser la collecte dans ce même 19e arrondissement.

Si vous pouvez nous expliquer la logique, on en serait très heureux.

Au moment où l'on nous dit que la privatisation est une bonne chose, qu'elle permet de dégager des moyens supplémentaires, il faut d'urgence remunicipaliser la politique de lots.

Comment se situe M. le Maire de Paris ?

Est-il collectiviste ? Libéral ? Qu'il s'agisse de propreté ou de distribution de lots, il est important de le savoir quand on est en train de figer les marchés de la Ville pour cinq ou sept ans.

Quoi qu'il en soit, c'est une durée longue.

Je voudrais terminer en parlant précisément de ce marché. C'est quand même, il faut que vous le sachiez mes chers collègues, en impact budgétaire, le plus gros marché de la Ville, le marché de la collecte. Combien? On n'a pas le chiffrage mais c'est quelque chose comme 90 millions d'euros je suppose.

On ne verra pas de marché de cette importance passer pendant le reste de la mandature.

Il y a à l'heure actuelle trois lots. On nous dit on va passer de trois à cinq lots et je voudrais rappeler que l'on connaît en ce moment un contentieux qui prend de l'ampleur sur le marché de collecte des encombrants que j'ai déjà évoqué ici.

Sur la collecte des encombrants, il y avait un lot unique. On a décidé de faire un allotissement en deux lots. Quand on met deux lots, en principe, c'est pour avoir deux entreprises plutôt qu'une.

Dans ce cas il y a un système très simple connu de tous : on introduit dans le règlement une clause de non-cumul et on précise que la même entreprise ne pourra pas être attributaire de plus d'un lot ou deux.

Là on passe de trois à cinq lots sans mettre la moindre règle de non-cumul, ce qui signifie en clair que si une entreprise parvient à être la mieux disante sur l'ensemble des cinq lots, rien ne s'opposerait à ce qu'elle soit attributaire des cinq lots.

On est dans une absurdité totale, c'est la raison pour laquelle je considère que ce projet de délibération est introduit de manière prématurée, qu'il n'est pas préparé ni précédé de la concertation nécessaire.

Si vous la retiriez, ce serait un geste de sagesse, vous ne seriez pas déshonoré, cela laisserait le temps de réfléchir, de concerter et de représenter en septembre ce projet de délibération. La Terre ne s'arrêterait pas de tourner pendant la torpeur estivale et on pourrait reparler de toutes ces questions après que l'on ait eu le temps de concerter ce soir.

Ce n'est pas ce que vous voulez, vous voulez nous imposer la marche forcée, un projet de délibération bâclé et c'est la raison pour laquelle, personnellement, je considère que c'est la plus mauvaise manière de procéder.

Je vous lance un appel, Monsieur DAGNAUD, ainsi qu'à M. le Maire de Paris : vous avez encore le temps d'y réfléchir.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEGARET.

Je donne la parole à M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Merci, Monsieur le Président.

Je crois que, dans un sujet de ce genre, pour ne pas décevoir mes camarades communistes, je me garderai bien de faire une approche idéologique qui les aiderait trop à affirmer leur solidarité syndicale.

Je ne crois pas que le problème soit idéologique. Très franchement, comme l'a dit Jean-François LEGARET tout à l'heure, il y a des possibilités de progrès en régie, des possibilités de bons services en entreprises.

La question doit donc être prise en dehors de tout a priori idéologique, même si cela doit décevoir certains de la part du maire du 16e arrondissement ! Il eût été tellement facile de gloser sur le 16e arrondissement, toujours libéral et favorable au privé. Ce n'est pas le cas !

Ce n'est pas le cas mais, néanmoins, je poserai en deuxième postulat que la situation n'est plus tenable, car, depuis plusieurs années, pour des raisons que l'on nous a expliquées techniquement et qui ne prêtent plus à polémique - les élections ont eu lieu ! -, le 16e arrondissement est un des arrondissements les plus délaissés de Paris en matière de propreté.

Il n'y a pas que les arrondissements populaires qui sont délaissés, il y a tous les arrondissements !

Alors, on nous a expliqué que l'éloignement du matériel justifiait que le 16e soit particulièrement délaissé. Je le dis d'autant mieux qu'il y a beaucoup, dans cette salle, de conseillers de Paris qui sont élus dans de nombreux arrondissements mais qui habitent dans le 16e, même s'ils ne le reconnaissent pas, aussi bien à droite qu'à gauche… et ils savent de quoi je parle !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Car, évidemment, entre les positions idéologiques que l'on tient ici et la vie quotidienne de celui qui habite dans le 16e arrondissement, tout en étant élu ailleurs, et qui me dit, dans le creux de l'oreille : "Mon dieu, le 16e est particulièrement sale !", il y a évidemment des nuances politiques que d'aucuns apprécieront en se sentant concernés.

Mais je ne fais pas ici de polémique.

Vous avez, Monsieur DAGNAUD… Je dois dire que vous avez eu le courage d'aborder le problème. Lorsque je vous ai rencontré la première fois, nous avons discuté très librement des modifications à apporter à un système dont vous conveniez, comme moi, qu'il n'était pas satisfaisant.

Mais nous avions parlé à cette époque de la répartition des pouvoirs qui avait d'ailleurs été proposée in fine par le Maire de Paris dans sa campagne électorale.

Nous n'avions pas parlé, à ce moment-là, d'un système qui serait un choix entre la régie et le secteur entreprise.

Néanmoins, nous étions tombés d'accord sur le fait qu'il fallait changer.

Et puis, vous nous avez proposé un projet de délibération qui était ce qu'il était il y a une semaine, sauf qu'aujourd'hui il ne ressemble plus à ce qu'il était il y a une semaine. Si je lis l'amendement quinquies ou sexies, qui nous apparaît pratiquement tous les quarts d'heure, je me dis que ce n'était pas la peine de nous donner un projet de délibération à voter il y a quelques semaines.

Car tout a changé. Et tout a changé pour une raison très simple, que vous savez : à savoir que, visiblement, la concertation préalable, qui était nécessaire, n'a pas été suffisamment bien menée.

Alors, le problème, c'est que, désormais, je vois apparaître un mot qui m'amuse : les maires d'arrondissement seraient "demandeurs". Et notre camarade communiste tout à l'heure a même dit : "Surtout, n'écoutez pas ce que demandent les maires d'arrondissement, surtout celui du 16e, mon dieu ! C'est terrible ! Il ne veut pas du logement social et vous allez l'écouter !" Le seul problème, c'est que le maire d'arrondissement, il ne demande rien !

Et pour une raison très simple : c'est qu'il n'a aucun pouvoir de demander !

Il y a un vieil adage grec qui dit : "Je me méfie des Grecs, surtout quand ils me font des cadeaux."

J'ai traduit directement !

Mais entendre parler de l'arrondissement toute la journée en disant : "Les maires d'arrondissement sont demandeurs", je me demande véritablement au nom de quoi je serais demandeur. Et si je me permets d'analyser très rapidement, parce que c'est assez cocasse, on me demande, en tant que maire d'arrondissement, d'aider le Maire de Paris à se sortir d'un problème qu'il a lui-même créé avec le syndicat, notamment celui de la C.G.T., semble-t-il, alors que je n'ai aucun pouvoir ! Donnez-moi les pouvoirs ! Si vous voulez, je réglerai le problème à votre place. Mais tant que je n'ai pas le pouvoir, je ne vois pas pourquoi j'interviendrai dans une affaire comme cela.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Monsieur GOASGUEN, il faut conclure.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je termine !

Cela étant, moi, je considère encore une fois, Monsieur DAGNAUD, que vous avez le courage de prendre le sujet à bras-le-corps, ce qui n'a pas été le cas auparavant. Dans ces conditions, mes critiques seront faibles. Néanmoins, ne comptez pas sur moi pour vous départager entre vos amis de la C.G.T. et votre camarade qui est le Maire de Paris. Je regarderai en spectateur et je participerai à toutes les concertations que vous voulez. Mais si vous ne vous sentez pas en mesure de faire la concertation, donnez-moi le pouvoir, je vous assure que je la ferai à votre place !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je crois, Monsieur GOASGUEN, que les électeurs en ont décidé autrement.

Je donne la parole à Mme Katia LOPEZ.

Mme Katia LOPEZ. - Merci, Monsieur le Maire.

Je pense que la propreté de Paris à ce jour n'est pas le sujet le plus important pour nous-mêmes.

Nous ne nous donnons pas les moyens d'évaluer, d'étudier, de nous concerter pour vraiment trouver des solutions parisiennes et municipales à ce problème qui est le problème de tous. Bien sûr, tous autant que nous sommes, nous nous plaignons de la saleté de nos quartiers, de nos rues, mais avons-nous donné les moyens aux directions d'engager, d'embaucher, de donner des moyens matériels suffisants pour que cette politique soit menée ? Avons-nous bien évalué ce que pouvaient être les 35 heures ? Et avons-nous vraiment une politique d'embauche des salariés ?

Non, il me semble.

Aussi, Michel CHARZAT et moi-même, qui sommes conseillers Divers gauche, nous demandons le retrait du projet de délibération concernant la privatisation de la collecte de Paris et l'ouverture de négociations avec les représentants syndicaux des services municipaux concernés par cette décision qui nous paraît unilatérale venant du Maire de Paris.

Nous réaffirmons notre choix politique en faveur de la municipalisation de tous les services de collecte et dans tous les arrondissements parisiens, seule garantie de transparence pour l'égalité de traitement de l'ensemble des Parisiens.

Nous réclamons aussi une étude publique portant sur les véritables besoins, en termes humains et matériels, des services de la propreté de la Ville et l'ouverture d'un large débat public sur la propreté de Paris. Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame LOPEZ.

Je donne la parole au maire du 10e arrondissement, M. Rémi FÉRAUD.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - La propreté est un service public essentiel. Ceci étant dit, il faut avoir des propos, à mon avis, qui correspondent à la réalité des choses.

Que nous ayons gagné ou perdu, nous avons tous entendu dans la campagne électorale le souci des Parisiens par rapport à cette question de la propreté. Et on peut gagner largement et entendre les attentes des habitants.

Pour ramener le projet de délibération qui nous est proposé ce soir à sa juste réalité, il y a d'abord une volonté de davantage de rationalité en supprimant la collecte mixte dans trois arrondissements. Le 10e n'en fait d'ailleurs absolument pas partie. Et ensuite, de dégager un certain nombre d'effectifs supplémentaires, de l'ordre de 250, pour pouvoir les réaffecter à la propreté des rues dans les arrondissements concernés mais aussi dans les quartiers les plus prioritaires de Paris. Parce que cette question de la propreté des rues est aujourd'hui au centre de ce débat alors que ce n'est pas le cas de la collecte des encombrants ou des ordures ménagères.

Enfin, personne, en tout cas sur les bancs de la majorité, ne dit que la régie serait moins efficace que le ramassage par le privé. Simplement, c'est la nouvelle combinaison d'organisations proposée par le projet de délibération qui permet une efficacité globale sur Paris plus grande qu'auparavant.

Je voudrais en venir ensuite au rôle des maires d'arrondissement.

D'une part, confier la gestion de la propreté aux maires d'arrondissement est l'un de nos engagements de campagne.

Et je voudrais simplement dire à Ian BROSSAT que ce n'était pas le cas ni pour la création de logement social ni pour la répartition des logements sociaux dans les divers arrondissements de Paris.

Ensuite, on ne peut pas dire qu'il faut partir des besoins des arrondissements et décrédibiliser d'emblée la parole des maires d'arrondissement. Je vois ce que je connais dans mon arrondissement : le contrat de propreté signé il y a quelques années ne peut absolument pas résumer les besoins locaux.

Il faut donc accepter de se rapprocher des réalités locales, accepter que 250 agents supplémentaires soient réaffectés pour améliorer la propreté des rues de Paris est un progrès et permet d'améliorer la situation là où c'est le plus nécessaire. De ce point de vue, je ne pense pas que ce projet de délibération mérite l'opprobre que j'ai parfois entendu. Je pense au contraire qu'il permet d'ouvrir une nouvelle étape dont nous avons besoin et que nous ne pouvons pas attendre dans les arrondissements. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur FERAUD.

Je donne la parole à Mme Marie-Chantal BACH.

Mme Marie-Chantal BACH. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un vœu du 5e arrondissement.

Considérant le mécontentement grandissant des habitants du 5e arrondissement en matière de propreté des rues, considérant les nombreux voeux votés par le conseil d'arrondissement du 5e arrondissement à ce sujet. Considérant la dégradation de la situation en matière de collecte des ordures ménagères depuis la suppression en 2003 d'engins collecteurs impliquant un ramassage sur des plages horaires plus étendues, c'est-à-dire de 6 heures à 11 heures 45, mais qui débordent facilement jusqu'à 13 heures. Considérant que cette nouvelle organisation a eu des conséquences néfastes sur le nettoiement des rues et notamment aux abords des écoles, par le manque d'agents affectés à la propreté dans le 5e arrondissement, le problème se pose avec une acuité particulière depuis l'application des 35 heures, sans compensation de personnel.

Et considérant les récentes déclarations de l'adjoint au Maire de Paris, chargé de la propreté et du traitement des déchets qui s'engage à affecter plus de 250 agents supplémentaires aux missions d'entretien de l'espace public, Jean TIBERI, comme Christian SAINT-ETIENNE et moi-même, souhaitons le maintien d'un service public, par ailleurs composé d'agents de qualité, et émettons le voeu que soit affecté sur l'arrondissement un nombre d'agents complémentaires permettant le retour à un état de propreté satisfaisant des rues, de même que le rétablissement de l'ancienne plage horaire qui était de 6 heures à 8 heures 30 de collecte des ordures ménagères.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BACH.

Je donne maintenant la parole à Melle Emmanuelle DAUVERGNE.

Melle Emmanuelle DAUVERGNE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Dès que nous avons eu connaissance du renouvellement du marché de ramassage des ordures ménagères, Rachida DATI et les élus du 7e arrondissement ont souhaité consulter la population et les pouvoirs économiques du 7e sur les horaires de collecte, malgré le peu de temps qui nous était alloué.

Nous avons donc envoyé un questionnaire à 33.000 exemplaires, et les résultats des retours montrent que les répondants souhaitent massivement une collecte en soirée. Notre vœu est la traduction de cette demande de la population.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame DAUVERGNE.

Je donne maintenant la parole à Mme Claude-Annick TISSOT.

Mme Claude-Annick TISSOT. - Monsieur le Maire, merci.

Un petit coup de zoom cette fois-ci sur le 11e arrondissement. M. DAGNAUD, lorsque vous avez introduit ces deux projets de délibération DPE 24 et DPE 52, vous avez déclaré à la presse que certains arrondissements, et vous avez cité parmi ces certains arrondissements le 11e, avaient besoin de moyens nouveaux pour assurer la propreté.

Et vous nous avez répété en 4e Commission que ces projets de délibération proposaient de nouvelles modalités d'organisation de la collecte des déchets, avec un seul et unique objectif, celui de dégager des moyens supplémentaires pour le nettoiement.

Alors d'accord, mais voilà, malgré vos affirmations, Monsieur le Maire, force est quand même de constater que ces deux projets de délibération n'apportent aucunes données techniques qui puissent nous laisser entendre une amélioration du dispositif de nettoiement dans de nombreux arrondissements, comme le 11e arrondissement.

D'ailleurs, ce projet de délibération ne modifie en rien l'organisation de la collecte du 11e arrondissement. Lorsque j'ai, en Conseil d'arrondissement, posé la question au maire du 11e arrondissement et à son adjointe : "quelles améliorations ce projet pouvait apporter à notre arrondissement ?" ils n'ont pas pu me répondre.

Comme l'a très bien dit tout à l'heure M. CONTASSOT, le dernier plan de nettoiement connu pour de nombreux arrondissements, et comme pour le 11e arrondissement, date de 1990. C'est la raison pour laquelle les élus de mon groupe et moi-même émettons le vœu que le Maire de Paris soumette au Conseil d'arrondissement du 11e, après consultation bien sûr des conseils de quartier, un plan d'urgence de la propreté et du nettoiement qui établisse non seulement une cartographie des besoins, rue par rue et quartier par quartier, mais surtout qui définisse une organisation zone par zone en termes de matériels et d'effectifs.

Comme beaucoup d'habitants du 11e arrondissement, je pense que l'état de non propreté demeure très préoccupant dans cet arrondissement. Je pense donc que ce plan me paraît être une véritable nécessité, aussi bien d'ailleurs pour le 11e arrondissement que pour tous les autres arrondissements de Paris.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame TISSOT.

Je donne brièvement la parole à M. POZZO-DI-BORGO pour présenter un vœu.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Il est important que dans le respect de l'environnement des Parisiens, les différentes collectes soient effectuées de façon satisfaisante. Si, depuis la mise en place, en 2002, du tri sélectif, la collecte pour les particuliers a été améliorée, celle des commerçants est confrontée à de plus en plus de difficultés.

En effet, la franchise de 330 litres par jour, qui leur est accordée par la Ville de Paris, est tout à fait insuffisante face à l'ensemble des déchets quotidiens produits par les commerçants, dont les Parisiens souhaitent maintenir l'activité de proximité.

Mme Fabienne GASNIER, au nom du groupe Centre et Indépendants, demande au Maire de Paris d'améliorer la collecte des déchets des commerçants, comme cela a été fait pour les particuliers, afin que la franchise de 330 litres par jour et par commerçant soit augmentée, en cohérence avec la réalité de leurs besoins.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur POZZO-DI-BORGO.

Le dernier orateur inscrit est M. Roger MADEC.

M. Roger MADEC, maire du 19e arrondissement. - Rapidement, le 19e arrondissement a été cité plusieurs fois ce soir, donc je vais donner mon point de vue.

J'ai accepté sous la précédente mandature, suite à d'amicales discussions de repasser la collecte des ordures ménagères en régie, même si on était dans un système mixte. Force est de constater que le résultat est catastrophique, que la situation est déplorable et que l'arrondissement, en matière de propreté, est sinistré.

Les raisons sont diverses. Tout simplement, le nettoyage des espaces publics était devenu la variable d'ajustement de ce service, car en effet la priorité le matin pour l'ingénieur était de garnir le cul des bennes, passez-moi l'expression, et donc le nettoyage était devenu la variable d'ajustement.

La situation n'est pas acceptable, et même si la liste que j'ai conduite avec le Maire de Paris sur cet arrondissement a été plébiscitée, parce que nous avons été élus au premier tour, il n'en demeure pas moins que les habitants ne sont pas satisfaits.

Cette réforme est donc salutaire car elle permettra de redéployer les moyens. Et personne ne m'a interpellé, au cours des années écoulées, pas plus que dans cette campagne, à savoir qui devait collecter les ordures ménagères ou pas, puisque je pouvais dire que précédemment dans le système ancien la collecte était plutôt bien faite. Donc la priorité maintenant est d'assurer l'entretien de l'espace public.

Cette réforme, comme je l'ai dit, est le moyen de redéployer les effectifs. J'ai déposé un voeu qui a été adopté par la majorité du conseil d'arrondissement, car je souhaite que le 19e arrondissement conserve ses effectifs en totalité pendant une période qui pourrait être au moins d'un an, afin de remettre à niveau la qualité du service du nettoyage.

En effet, je ne sais pas si vous connaissez cet arrondissement mais dépôts sauvages, difficilement résorbés, tours d'arbres dans un état lamentable ou on a laissé pousser la jungle au nom d'une idéologie, je pense que cela mérite un effort pour cet arrondissement et c'est pourquoi j'ai fait adopter ce vœu.

Naturellement, si dans les délais d'un an environ la situation est devenue tout à fait normale, je ne suis pas opposé, car je ne suis pas égoïste, je n'ai pas un patriotisme d'arrondissement, nous sommes tous Parisiens, à ce que les effectifs soient revus.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MADEC.

Nous avons terminé les interventions et maintenant c'est à M. François DAGNAUD de répondre.

Il est 23 heures 30. Nous aurons ensuite à voter. Cher François DAGNAUD, je vous donne la parole.

M. François DAGNAUD, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Merci, cher Président.

Et merci aux nombreux élus. Je note avec intérêt une présence tout à fait massive à une heure pourtant avancée de la soirée, la qualité, malgré leur diversité, des interventions et je veux sincèrement saluer les différents intervenants qui ont, je crois, chacun eu à cœur d'apporter leur part de conviction dans notre débat.

J'ai eu ces dernières semaines de multiples occasions de rappeler quelle est la démarche qui anime et qui porte ce projet. Je l'ai fait en m'adressant directement, ce qui n'avait jamais été fait aux 5.000 agents du S.T.T.P. en leur expliquant l'évolution que je leur proposais. Je l'ai fait en rencontrant évidemment à plusieurs reprises l'ensemble des organisations syndicales.

Je l'ai fait en allant présenter devant plusieurs des groupes, au moins ceux de la majorité qui m'ont invité à le faire, l'économie générale et la démarche de ce projet. Je l'ai fait en rencontrant la totalité des maires concernés directement par ce projet et beaucoup d'autres maires et à travers tous ces interlocuteurs, je l'ai fait en m'adressant directement aux Parisiens pour leur rappeler que l'ambition de ce projet est bien de mettre en oeuvre une stratégie pour la propreté de Paris qui repose sur deux fondements.

D'abord repositionner pour la première fois notre service public municipal sur une mission prioritaire nouvelle, celle de la propreté des rues, celle de l'entretien de l'espace public, avec le renfort de plus de 250 agents supplémentaires qui ont vocation a être redéployés sur les arrondissements aujourd'hui les plus en difficulté, mais aussi, et je réponds par avance à Philippe GOUJON sur le C.A.P.P., sur les missions de prévention et de verbalisation dont je reste convaincu qu'elles sont une des clefs majeures de la réussite de ce qu'aujourd'hui nous pouvons entreprendre ensemble.

Le deuxième axe fort de ce qui vous est proposé ce soir est de reconnaître la place nouvelle qui doit être celle des maires d'arrondissement dans le pilotage de cette mission de proximité qu'est la propreté.

Donner la priorité à la propreté des rues, chers collègues, personne ne pourra le contester, c'est ce que nous demandent les Parisiens. Donner davantage de compétences, de responsabilités aux maires d'arrondissement, personne ne l'a oublié, c'est l'engagement que nous avons pris devant l'ensemble des Parisiens, au moins pour ceux d'entre nous élus sur les listes conduites par Bertrand DELANOË au premier tour.

Ayant rappelé cela et avant de revenir au fond des interventions, je voudrais, permettez-moi cette liberté, poser à mon tour deux préalables.

D'abord un préalable politique puisque j'ai effectivement entendu qu'ici ou là on revendiquait un choix politique et idéologique.

Oui, moi aussi je fais un choix politique et je vais vous livrer le fond de ma conviction. Je crois que le service public a une actualité et mieux encore, je crois qu'il a un avenir.

Mais je crois aussi, chers collègues de la majorité ou de l'opposition, que notre service public sera davantage mis en difficulté s'il ne parvenait pas, comme malheureusement c'est le cas aujourd'hui, chacun l'a reconnu à sa façon, durablement à répondre à cette exigence de service public de propreté des rues, d'entretien de l'espace public dont il a été rappelé à très juste titre qu'elle s'exprime certes dans tous les arrondissements, mais qu'elle s'exprime, vous le savez, avec une force supplémentaire dans les quartiers populaires de Paris ou elle est portée comme une revendication de dignité et d'égalité.

C'est là le danger qui pèse sur l'avenir du service public plutôt que de savoir si au final les poubelles seront ramassées en régie municipale dans huit arrondissements et non plus dans neuf.

Deuxième conviction : on me fait un procès, une critique en tout cas sur le calendrier et la méthode.

Mes chers collègues, le calendrier je ne l'ai pas choisi et figurez-vous que j'aurais bien aimé qu'il en soit autrement. Mais le calendrier avec lequel je dois faire et avec lequel nous devons faire en responsabilité, j'y reviendrai, quel est-il ?

Les marchés qui ont été votés par cette Assemblée, l'ont été pour quatre ans en 2005.

Ils viennent à échéance en juillet 2009.

Chacun sait ici et en premier lieu ceux d'entre vous qui sont les plus aguerris sur les mécanismes de passation d'appel d'offres de marchés publics, chacun sait que nous avons l'obligation un an avant de lancer ces marchés pour éviter ce risque qui est pendant, chers collègues, et puisque nous aurons un vote à émettre, je veux le dire très simplement.

Si ce projet de délibération n'est pas voté ce soir, la conséquence sera directe, pour les 1er, 4e, 7e, 10e, 11e, 13e, 15e et 18e arrondissements, nous prenons le risque d'une rupture de service en matière de collecte des ordures ménagères à l'été prochain.

(Ptotestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous le savez très bien.

Ce calendrier je ne l'ai pas choisi. J'ai le devoir et nous avons la responsabilité d'y faire face ensemble.

Deuxième élément : on me reproche tour à tour de n'avoir pas su, dans le peu de temps qui nous était imparti, mener suffisamment à fond le dialogue social avec les syndicats, le dialogue démocratique avec les maires et en même temps de déposer un amendement qui a la vertu, dans le peu de temps qui m'a été imparti, de tirer les premiers acquis du dialogue social avec les syndicats, du dialogue démocratique avec les maires d'arrondissement y compris, permettez-moi de prendre cet exemple, à la demande de Mme la Maire du 7e arrondissement qui, quand je suis allé la voir, m'a demandé de profiter du renouvellement du marché de collecte dans son arrondissement pour passer en collecte du soir. Avant de signifier que finalement elle souhaitait en rester à une collecte du matin.

Ne serait-ce que pour cette raison, j'avais l'obligation de déposer un amendement.

Cet amendement ne modifie en rien l'économie générale du dispositif. Il ne modifie en rien la priorité qu'il s'agit maintenant de donner aux missions de propreté comme nous le demandent les Parisiens.

Il prend acte simplement de deux éléments : une modification de l'allotissement qui permet comme les syndicats nous l'ont demandé de mener le dialogue jusqu'à son terme en laissant ouvertes toutes les possibilités dans au moins deux arrondissements : le 9e et le 16e et en intégrant, en associant, c'est écrit et c'est nouveau, les maires d'arrondissement concernés à ce dialogue.

Je ne veux plus, je le dis très clairement, être dans un double dialogue bilatéral : l'Exécutif avec les syndicats et les partenaires sociaux et de l'autre côté l'Exécutif avec les maires d'arrondissement.

Je souhaite, mais il faudra que l'on assume nos responsabilités les uns et les autres, que nous soyons dans un dialogue multilatéral, tout le monde autour de la même table, les services, l'Exécutif, les maires et les élus d'arrondissement et les représentants des personnels...

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Pourquoi n'avez-vous pas déjà organisé cette réunion ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Ayez l'obligeance de ne pas m'interrompre, vous savez que cela figure en toute lettre dans le voeu qui accompagne ce projet de délibération.

Première modification : l'allotissement.

Deuxième modification, là aussi pour tenir compte des remarques formulées à la fois par les organisations syndicales et par plusieurs groupes de la majorité comme de l'opposition qui s'interrogeaient sur la nécessité de prévoir une durée de sept années pour ces marchés.

Un mot pour expliquer la raison pour laquelle j'avais proposé que ces marchés soient passés pour sept ans.

Dans mon esprit d'ailleurs, c'était moins sept ans que six ans plus une année. Six ans parce que j'ai le souci de proposer et de stabiliser une démarche de propreté, une stratégie pour la propreté de Paris qui a vocation à se déployer sur la totalité de la mandature.

C'est aussi une façon de répondre à des objections qui m'ont été faites où l'on m'a dit : j'entends bien ce que vous nous expliquez, vous avez une argumentation au moins solide et peut-être convaincante mais qui nous dit que dans un an ou deux vous ne nous proposerez pas encore autre chose ?

Non, c'est un dispositif que nous voulons stabiliser sur la totalité de la mandature et plus une année pour que, quelle que soit l'identité de mon successeur, il ne se retrouve pas en 2014 dans la situation que je dois assumer avec vous aujourd'hui qui est de devoir délibérer en quelques semaines après le début de la mandature sur des choix dont je reconnais qu'ils sont engageants et qu'ils sont structurants.

On m'a dit que sept ans étaient trop longs. Pas de problème. On est dans le dialogue, mais ne nous reprochez pas de savoir tirer les acquis du dialogue.

On est dans le dialogue et j'ai proposé d'amender la délibération pour passer de sept à cinq années, c'est aussi une demande qui nous a été formulée et qui ne pose absolument aucun problème, de façon à ce qu'avant même la fin de l'actuelle mandature, nous ayons, à nouveau, sur la base d'une évaluation partagée, l'occasion de nous interroger ensemble et je l'espère de converger ensemble sur la façon d'assurer les missions de collecte sur Paris et sur ses 20 arrondissements.

Je voudrais maintenant rapidement répondre aux différents intervenants en me tournant d'abord vers les maires d'arrondissement.

Je veux insister, pardonnez-moi, sur la difficulté liée à ce qu'ici ou là on conteste aujourd'hui ce que l'on revendiquait hier, c'est-à-dire la responsabilisation des maires d'arrondissement.

Je l'ai rappelé, c'est un engagement qui a été pris devant les Parisiens, c'est une revendication portée, je le reconnais volontiers, par la totalité des vingt maires d'arrondissements, qui ont tous, très légitimement, le souhait, que je partage, que les questions de propreté qui ont émaillé, peu ou prou, on le sait bien, la dernière campagne électorale, comme d'ailleurs les précédentes…Ceux d'entre nous qui ont fait campagne avant 2007 savent de quoi je veux parler. Qu'au moins, la prochaine fois, on n'ait pas ce problème entre les mains, et que le problème soit réglé : c'est cela qui nous anime.

Je veux donc dire aux maires d'arrondissement que j'ai entendu ce qu'ils m'ont dit, et j'ai bien l'intention de poursuivre dans ce partenariat qui, pour moi, est absolument indispensable et qui s'adresse aux vingt maires d'arrondissements, indépendamment de leur choix politique. Je veux saluer l'implication de Jacques BRAVO qui, depuis le début, a parfaitement saisi l'intérêt et l'utilité de la démarche que nous nous proposons d'engager.

Je veux dire à Jacques BOUTAULT que son choix sera respecté, mais j'ai envie de lui demander très amicalement, Jacques, pourquoi voudrais-tu interdire aux autres maires d'arrondissements le droit que tu revendiques pour toi-même, que ton avis soit suivi ?

J'ai entendu ce que nous a dit Philippe GOUJON. Je lui confirme que l'économie générale du dispositif tel que je lui ai présentée n'est en rien remise en cause : je viens de le démontrer par les deux amendements qui ne changent rien à la démarche générale, et je reviendrai tout à l'heure sur le vœu que le 15e arrondissement a voté.

J'ai entendu ce que nous a dit le maire du 1er arrondissement. Cher Jean-François LEGARET, pardonnez-moi une spéciale dédicace pour vous, très aimablement et très courtoisement, puisque le projet de délibération qui nous est soumis ce soir a été voté dans 19 Conseils d'arrondissement, et que le Conseil du 1er arrondissement, à votre initiative et à votre invitation, a été le seul à ne pas le voter.

Alors, c'est vrai que sur ce sujet-là, nous n'avons pas eu l'occasion de nous rencontrer. Ce n'est pour moi que partie remise, mais je vous ai écrit, puisque, apprenant qu'à votre invitation le Conseil du 1er arrondissement avait rejeté le projet de délibération, donc avait rejeté le renouvellement du marché de collecte qui est en cours aujourd'hui dans le 1er arrondissement, je me suis immédiatement enquis de savoir si vous souhaitiez ou pas la remunicipalisation totale en régie dans votre arrondissement. Je ne sais pas si mon courrier s'est égaré ou si le vôtre n'est pas parvenu jusqu'à moi, en tout cas, je n'ai pas entendu la réponse que j'étais en droit d'attendre, passons.

Vous nous avez interrogé sur la cohérence des choix du Maire : "Vous remunicipalisez l'eau et vous proposez de vous alléger la charge en matière de collecte d'ordures ménagères dans quelques arrondissements". C'est une question qui m'a souvent été posée, et j'y réponds, non pas à la place du Maire, mais à la mienne, très simplement : l'eau est un bien public indispensable à la vie. Malgré toute l'estime que j'ai pour les déchets ménagers, je ne crois pas que l'on puisse les définir de la même façon.

J'ai entendu ce qu'a dit M. GOASGUEN, maire du 16e arrondissement.

J'ai entendu ce qu'a dit Rémi FÉRAUD, et je crois que, pardonnez-moi : je ne vais pas rebondir sur ce que l'un d'entre vous a déjà soulevé. Je constate une chose, chers collègues, c'est que pas un maire d'arrondissement, quelle que soit son étiquette politique, où la collecte est assurée par une entreprise, n'a demandé la remise en cause de l'existant. Je suis bien obligé de constater que dans des arrondissements où la collecte est assurée en régie municipale, les choses sont au moins plus nuancées.

J'ai entendu ce qu'a dit Roger MADEC, qui a expliqué très clairement la déception, oui, la déception de cette semi privatisation qu'a été le mode mixte et qui aujourd'hui, effectivement, fait l'unanimité, pour considérer que l'expérience a été tentée. Il fallait le faire : n'ayons pas de regrets ! Cette expérience n'a pas donné satisfaction, aux yeux de personne d'ailleurs.

Vous remarquerez que dans le débat animé qui nous occupe depuis quelques semaines, personne, ni les élus, ni les organisations syndicales, n'a clairement et réellement demandé le maintien et la prolongation de l'expérience en mode mixte. Je n'en fait procès à personne ; on a essayé des choses et je crois que c'est à l'honneur des élus que de savoir innover et de savoir évaluer, et ayant innové et évalué, de savoir en tirer quelques conclusions.

Je voudrais revenir rapidement sur quelques-unes des interventions des groupes.

Alors, mon collègue et ami Yves CONTASSOT a résumé son propos en disant : "Votre projet est anti-économique, anti-écologique, anti-social et anti- efficace".

Anti-économique. Ce n'est pas un argument que je mets en avant, car la priorité n'est pas celle-là, la priorité est la mission de propreté. Mais enfin, je n'aurai pas la cruauté de rappeler à Yves CONTASSOT que c'est sous sa présidence que le dernier CTP de la mandature a été saisi d'un rapport du contrôle de gestion de la DPE, qui montrait des écarts jusqu'à 20 euros de coût à la tonne collectée selon les différents modes de collecte, et malheureusement, pas en faveur de la régie municipale. Pour être tout à fait honnête, ce n'est pas la vérité révélée, il s'agit de chiffres qui, comme tous les calculs, sont critiquables et amendables, mais les écarts sont conséquents, et ce n'est pas sous ma présidence que ces chiffres ont été présentés aux partenaires sociaux.

Anti-écologique. L'exemple du 16e arrondissement a été pris. Ecoutez, c'est l'une des aberrations, et là encore, ce serait injuste d'en faire porter la responsabilité à Yves CONTASSOT, qui a pris acte, comme chacun d'entre nous, de la perte du garage d'Issy-les-Moulineaux durant la mandature précédente, à l'initiative, vous le savez, du maire d'Issy-les-Moulineaux, et je ne lui en ferai pas reproche. Il a d'autres projets pour sa ville, de même que les maires des communes de banlieue ont d'autres projets pour leurs communes que d'accueillir les garages à bennes de la Ville de Paris. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui nous assurons certes la collecte en régie municipale dans le 16e arrondissement, mais dans quelles conditions ! Avec 21 bennes qui partent, pour une moitié du garage d'Ivry, pour l'autre du garage d'Aubervilliers. Dans chacune de ces 21 bennes, tous les matins, trois équipiers qui passent, selon les jours, de une à deux heures sur le boulevard périphérique sur le temps de service public.

Eh bien, je suis désolé. Je crois au service public, mais pour moi, ce n'est pas défendre le service public que de défendre cela.

Alors Yves CONTASSOT me dit que si c'est une entreprise qui le fait, les bennes vont venir de… il a cité deux ou trois localités.

Yves, je ne veux pas nier tes talents divinatoires, mais je ne sais pas quels seront les attributaires du marché de collecte dans le 16e arrondissement, et je me garderai bien d'anticiper et de décréter à l'avance où seront localisés les garages des entreprises dont je ne sais pas celles qui seront bénéficiaires du marché.

Anti-social. Chers collègues, là aussi, arrêtons de nous payer de mots. C'est vrai, et je crois y avoir un peu contribué dans la mandature précédente, c'est vrai que le régime réservé aux agents de la Ville de Paris est un régime qui fait envie, et très au-delà des frontières parisiennes, mais enfin, peut-on se réjouir d'un système certainement très social, mais qui a quand même quelques lacunes et je n'en citerai qu'une. Nous avons aujourd'hui, parmi les personnels de propreté, un volant permanent de 300 agents qui sont en inaptitude au travail. Pensez-vous que c'est une situation satisfaisante ? Pensez-vous que de les condamner à assumer 30 ans ou 40 ans une carrière d'emploi public sur des missions auxquelles ils sont inaptes et qui restent des missions physiquement pénibles, pensez-vous que c'est super social ? Je ne le crois pas.

Par ailleurs, dans ce marché, dans ce cahier des charges, figurent naturellement des clauses d'insertion, environnementales et protectrices pour la situation des salariés.

Anti-efficace. Je l'ai dit tout à l'heure. En tout cas l'efficacité, si l'on est un peu pragmatique, je constate qu'il y a un système qui aujourd'hui fait l'objet d'interrogations, et je crois que c'est aussi une façon de nous éclairer sur la façon dont les élus de proximité vivent et perçoivent la situation.

Je remercie Ian BROSSAT d'avoir tenu à saluer des convergences importantes, parce que ce projet que je porte ne se réduit pas à la question de la réorganisation de la collecte dans quelques arrondissements : il va très au-delà. Je dis très clairement, et je le dois aux agents qui en ont assez, vous ne le savez peut-être pas assez, d'être regardés comme les fautifs et les responsables de la situation que nous connaissons aujourd'hui, et dont on sait aussi qu'elle ne satisfait pas totalement bon nombre de Parisiens. Je le dis : il n'y aura pas à Paris de propreté durable, sans une mobilisation durable de l'ensemble des usagers de l'espace public, individuel, acteurs professionnels.

Arrêtons de nous payer de mots ! Arrêtons de répéter en boucle : "Des emplois, toujours plus d'emplois", ce n'est pas cela la seule réponse. Je n'élude pas la question des emplois. Je ne l'élude tellement pas que ce dispositif permettra notamment de réaffecter plus de 250 agents sur les missions de propreté. Je vous invite, Mesdames et Messieurs les Maires, à aller discuter avec les cadres de proximité de cette direction.

Ils vous diront que leur problème n'est pas tant d'avoir plus, toujours plus, de monde à gérer, y compris parce que leur travail ne consiste plus à s'occuper de la Propreté de Paris, mais de la bureaucratie et de l'administration dans les bureaux. Ce n'est pas cela le job ! Leur job est d'être sur le terrain, et ils n'y arrivent plus, parce qu'ils ont aussi une gestion administrative à assurer. Si la question des emplois était la seule réponse aux problèmes que nous rencontrons, je crois que ce serait réglé depuis longtemps.

N'oubliez pas que nous avons créé, sur la Propreté de Paris, 500 emplois sous la mandature précédente, c'est déjà pas mal, et pardonnez-moi, je suis gentiment provocateur, mais à l'heure qu'il est vous me le pardonnerez, sur certains bancs, on m'a reproché d'être trop laxiste, trop d'emplois publics, pas assez d'un côté, trop de l'autre.

Aujourd'hui, on repart sur, il n'y en a pas assez. 500, c'était pas mal, et il faudra plus, mais ce n'est pas la seule réponse. Mobilisation des usagers de l'espace public, politique de prévention et de verbalisation. Oui, dans les 250 agents qui seront redéployés sur des missions de propreté une partie viendra renforcer les rangs du C.A.P.P. (le Centre d'Action pour la Propreté de Paris) qui rassemble aujourd'hui 80 inspecteurs de salubrité assermentés pour verbaliser les infractions au règlement sanitaire départemental.

Je veux leur donner plus de moyens. Je suis allé rencontrer les cadres, les agents directement, pour leur expliquer la façon dont je souhaitais qu'ils fassent évoluer leur façon d'intervenir sur le terrain parisien.

Je crois qu'effectivement nous avons là une responsabilité particulière, qui sera le théâtre d'une mobilisation des maires d'arrondissement. La politique de prévention, qui doit être le pendant de la politique de verbalisation, n'a de sens que si elle est menée dans un dialogue de "hyper proximité", c'est la vocation et la valeur ajoutée des maires d'arrondissement, il ne suffira pas mesdames et messieurs les maires, des deux côtés de l'hémicycle, de venir une fois par mois réclamer ici des effectifs si les maires ne se mobilisent avec notre concours, avec mon soutien et notre aide sur des missions de prévention.

Je suis frappé de constater que les élus et services constatent des phénomènes de souillure dont chacun sait qu'ils sont souvent récurrents aux mêmes endroits, mais à un moment donné on ne peut pas et on ne pourra pas se contenter d'être dans la logique du ramasser toujours plus et plus vite.

Nous devrons aussi nous interroger sur les raisons pour lesquelles au même endroit on retrouve les mêmes souillures, l'exemple type, chers collègues, est l'amoncellement de sacs poubelles sous le panneau "interdit de déposer les ordures". Chacun connaît cela, dans tous nos arrondissements, eh bien je crois qu'il y a un gisement d'améliorations phénoménales sur lesquelles les 20 maires d'arrondissement ont un rôle majeur à jouer.

J'en viens à la question des emplois. On me dit, vous dégagez 250 emplois, mais à terme il n'en restera peut-être que la moitié.

Mes chers collègues, là aussi j'essaie de prendre ce que nous faisons au sérieux. Si la mobilisation de l'ensemble des usagers de l'espace public, si le développement, les déploiements d'une politique de prévention et de verbalisation, si le repositionnement de notre service public municipal sur les missions prioritaires de propreté des rues ne devaient avoir aucune incidence, aucun effet favorable sur ce problème, vous seriez en droit de me dire : pourquoi vous donnez-vous tout ce mal si vous n'en attendez aucun bénéfice ?

Dans un an, deux ans, trois ans, on prendra le temps qu'il faut mais le plus vite sera le mieux, on marquera des points et l'accumulation de tous ces points permettra d'avancer.

Oui, à terme, après avoir bénéficié d'un renfort d'effectifs de 250 agents, on pourra peut-être faire avec un peu moins. C'est en tout cas l'objectif que nous pouvons partager.

J'ai entendu ce que Mme GASNIER a dit très justement.

Madame GASNIER, j'ai écouté très attentivement les propos très sages que vous avez tenus. Evaluation des choix, décentralisation, meilleures performances, je suis 100 % d'accord avec vous.

Vous m'avez interrogé sur les missions de contrôle de gestion et sur le rapport annuel. Je vais vous rappeler qu'apparemment cela fait partie des documents que l'on vote sans s'apercevoir de ce que l'on vote. J'ai en main les trois derniers exemplaires, chaque année notre Conseil est saisi et approuve un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets à Paris. Ces rapports sont publiés chaque année, ils sont votés par le Conseil de Paris, je tiens à votre disposition les exemplaires que j'ai entre les mains.

On peut certainement améliorer la formule, j'y suis tout à fait favorable, mais on ne part pas de rien et l'évaluation des services est évidemment faite dans ce cadre-là.

J'ai bien entendu ce que disait M. Jean-Didier BERTHAULT, j'avance vers la conclusion.

Je vois bien comment une partie de l'opposition est sans doute...

M. Christian SAUTTER, adjoint président. - Nous avons eu une heure et demie pour écouter les interpellations, il est normal que l'adjoint puisse prendre le temps de répondre avec soin à chacun, et ensuite nous voterons.

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - J'ai bientôt terminé.

Jean-Didier BERTHAULT comprendra pourquoi je cite son nom en arrivant à la conclusion, je veux dire très simplement que chacun prendra ses responsabilités comme moi j'ai su prendre les miennes jusqu'à présent, sans aucune difficulté, avec conviction, car je crois en ce que je fais, et ce que je fais, je le fais en tant qu'élu de gauche, qui croit au service public, mais qui ne se leurre pas sur la réalité des périls qui pèsent aujourd'hui sur l'avenir du service public.

Je le fais aussi en tant qu'élu de terrain comme chacun d'entre vous, confronté à ce flot continu de plaintes et de récriminations, qui a simplement envie, en partenariat avec tous les élus de bonne volonté, quel que soit l'arrondissement dans lequel ils sont élus, c'est un pari finalement terriblement ambitieux, qu'en 2014 la propreté ne soit plus un sujet de polémique électorale comme cela l'a été en 2007, en 2001 et en 1995. Pour avoir participé à toutes ces campagnes, je sais de quoi je parle.

Je crois que les Parisiens ne nous pardonneraient pas, alors qu'il est proposé pour la première fois de faire de la propreté des rues, de l'entretien des espaces public, dans le respect des agents y compris dans le respect de ce renversement de perspectives auxquelles ils sont invités, parce qu'effectivement passer en peu de temps d'une vision où la collecte est le cœur du métier à une vision où tout en respectant la collecte on propose de faire de la propreté des rues la priorité des priorités, c'est un changement qui doit être expliqué, et porté, et c'est bien mon intention.

Je crois que les Parisiens ne nous pardonneraient pas de ne pas saisir cette occasion et que finalement si jamais, ce que je ne veux pas croire, une majorité de circonstance, on en a vu d'autres dans cet hémicycle, où ceux qui critiquent avec tellement de force et le bilan de mon prédécesseur, de façon injuste, ceux qui en profitent pour dresser le procès des 35 heures et ceux qui considèrent que l'on n'est jamais assez social, si une majorité de circonstance devait se dessiner pour rejeter l'occasion qui nous est donnée d'avancer ensemble pour essayer d'améliorer la situation de la propreté à Paris, je crois que ce serait une occasion manquée.

Je forme le vœu qu'il n'en soit pas ainsi. Je forme le vœu que quelles que soient nos divergences d'appréciation, nos désaccords politiques nationaux, nous nous rassemblions sur la nécessité de donner corps à cette priorité pour la propreté de Paris. Je dis ma disponibilité, ma volonté et ma détermination à œuvrer avec tous ceux qui le voudront pour qu'il en soit ainsi.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christian SAUTTER, adjoint président. - Merci, Monsieur François DAGNAUD, le débat est clos.

M. le Président LAMOUR demande la parole.

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, Monsieur le Maire, après ce long plaidoyer de M. François DAGNAUD; il est nécessaire pour nous de faire le tri.

Je demande donc une suspension de séance.

M. Christian SAUTTER, adjoint président. - Une suspension de cinq minutes est accordée.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Non.

La séance est suspendue.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à zéro heures, est reprise à zéro heures dix minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

2008, DPE 24 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la collecte en porte-à-porte des déchets ménagers et assimilés et la mise à disposition de moyens de collectes.
2008, DPE 52 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la mise à disposition de bennes avec chauffeurs et rippeurs pour assurer des services complémentaires de la collecte des réceptacles de propreté dans les 2e, 5e, 6e, 8e, 12e, 14e, 17e et 20e arrondissements. (Suite).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Mes chers collègues, on reprend place. La séance va reprendre. Nous allons avoir besoin de beaucoup de discipline, de beaucoup de calme pour que les choses se fassent dans l'ordre. Installez vous tranquillement. Plus vite ce sera fait, plus vite nous serons libres.

Mes chers collègues, la séance reprend après la suspension demandée par M. le président du groupe U.M.P.P.A. qui souhaite s'exprimer.

Donc, je lui donne la parole. Le débat est clos mais la parole est de droit.

Monsieur LAMOUR ?

M. Jean-François LAMOUR. - Merci beaucoup, Monsieur le Maire.

Je demandais tout à l'heure, pendant la suspension, à Gérard d'ABOVILLE, si M. DAGNAUD n'était pas de sa famille parce qu'il a ramé.

Il a ramé pour nous expliquer !

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Il a ramé, Monsieur le Président, avec succès.

M. Jean-François LAMOUR. - Il a ramé effectivement avec un beau coup de pelle, mais il est encore au milieu de l'océan !

Il faut le reconnaître, Monsieur DAGNAUD, vous êtes en plein milieu de l'océan !

M. Jean-Pierre CAFFET. - Il va arriver !

M. Jean-François LAMOUR. - On n'a pas été convaincu, Monsieur DAGNAUD, par vos propos. Il faut reconnaître que…

Ecoutez-moi, cela vaut peut-être le coup !

Il faut reconnaître que le projet de délibération nous intéressait, le premier en tout cas, le premier.

Parce que, quand on parle de privatisation, c'est-à-dire synonyme d'efficacité, tout autant d'ailleurs que la régie directe, nous sommes intéressés au sein du groupe U.M.P., mais je dois dire que la succession des amendements, des vœux, des remises en cause permanentes depuis pratiquement maintenant une dizaine de jours, quelle que soit la pression que vous avez pu subir, fait que ce texte a beaucoup perdu de sa force et, je dois le reconnaître, nous a mis dans un état d'interrogation dont nous ne sommes pas sortis encore aujourd'hui.

Il y a deux interrogations majeures.

La première, Monsieur le Maire, c'est : est-ce que vraiment vous allez nous dégager les moyens consacrés à cette amélioration de la propreté ? Nous n'en sommes absolument pas persuadés.

Et puis, le deuxième élément de notre réflexion, vous en avez beaucoup parlé lors de votre réponse est : y aura-t-il transfert de compétences de la Mairie centrale vers les mairies d'arrondissement ?

Vous avez parlé de cogérer, de travailler en partenariat. Mais ce que nous demandons, avec beaucoup de force, c'est un vrai transfert de compétences, avec des moyens associés. Je peux vous assurer, Monsieur DAGNAUD, que les maires des huit arrondissements qui sont du côté de l'U.M.P. vont vous faire des propositions, et particulièrement fortes. Il faudra y répondre, sinon nous serons convaincus que tout cela était du flan et que c'était un simple effet d'annonce.

Pour autant, et j'en conclus, Monsieur le Maire, on n'est là ni pour vous aider à traiter vos problèmes avec votre majorité ni pour vous aider à traiter vos problèmes avec les syndicats, parce que tout cela était très mal pris dès le début. C'est pour cela que notre groupe s'abstiendra.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Je vais commencer les opérations de vote.

Pardon, Monsieur POZZO-DI-BORGO, une explication de vote ? Allez-y.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Je voulais dire que notre groupe a déjà annoncé qu'il s'abstenait, donc il n'y a rien de nouveau. Mais, Monsieur le Maire, j'ai rencontré une seule fois le Maire de Paris, et une des rares choses que je lui ai dites, et il m'avait répondu qu'il ferait attention à cela, c'est que sur les sujets importants, il soit là. Je suis désolé, c'est un sujet très important, c'est une des premières fois où l'ensemble du Conseil est présent et le Maire n'est pas présent.

Je suis désolé, solennellement, je m'adresse au Maire, on ne peut plus continuer la mandature comme cela. Surtout que, on aurait pu s'amuser comme on l'a fait souvent entre l'opposition, comme on l'a fait souvent dans de précédentes mandatures, à voter non et on aurait eu avec les communistes, avec "Les Verts", et on aurait pu très bien avoir un non qui aurait bloqué complètement le système. Nous avons été responsables, nous choisissons l'abstention pour que le système puisse continuer. Mais enfin, Monsieur le Maire, tout cela veut dire quoi ? Nous avons dit, le Centre et Indépendants, que nous étions pour une opposition constructive. Nous l'avons dit en 2001. Mon collègue, Jean-François LAMOUR l'a dit récemment. Mais, cela veut dire aussi que de votre côté, celui de l'Exécutif, il faut dégager cette opposition constructive. Et j'espère que vous le ferez.

Nous nous abstenons cette fois-ci, et j'espère qu'au cours de la mandature qui continuera, vous nous donnerez des signes de cette opposition constructive, car elle dépend aussi de vous.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

La parole est à Mme FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Au nom du groupe "Les Verts", je souhaite demander un vote électronique.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Sur quoi ?

Mme Danielle FOURNIER. - Sur le projet de délibération et sur le vœu n° 71.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Cette demande est de droit. Je remarque qu'il est minuit et quart, que le personnel travaille depuis 9 heures du matin mais la demande est de droit.

Nous allons donc essayer de procéder dans l'ordre.

Bien, pour ceux qui sont élus pour la première fois, et c'est donc le premier scrutin public, la procédure est la suivante : vous votez pour vous-mêmes et au maximum pour un collègue grâce à une procuration écrite. Vous rentrez la carte dans la fente qui est placée devant vous - les anciens connaissent cela par cœur, c'est clair - et lorsque je dis : "le scrutin est ouvert", vous appuyer sur pour, contre ou abstention. Lorsque je dis : "le scrutin est clos", on annonce les résultats. J'espère être suffisamment pédagogique.

Merci.

Je demande à M. François DAGNAUD quel est l'avis de l'Exécutif sur ce vœu ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Avis défavorable pour le vœu n° 71.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Avis défavorable.

Je mets donc aux voix, au scrutin public, la proposition de vœu référencée n° 71, déposée par le groupe "Les Verts".

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au vote).

Je rappelle que le scrutin public est un scrutin nominatif dont les résultats sont publiés nominativement ; ce n'est pas un comptage, c'est une addition de votes individuels qui font une majorité pour ou contre ou abstention.

Tout le monde a voté ? Vous pouvez également voter pour un collègue.

Tout le monde a voté pour soi-même ou pour un collègue grâce à une procuration écrite ?

Oui ? Pas d'objection ?

Le scrutin est clos.

Les résultats sont les suivants :

Nombre de votants :155.

Pour : 20.

Contre : 84.

Abstentions : 50.

Ne prend pas part au vote : 1.

La proposition de vœu est repoussée.

Tout à l'heure, tout à fait à la fin, nous referons un scrutin public sur le projet de délibération. Dans l'intervalle nous devons voter sur les vœux et, heureusement, vous n'avez pas demandé un scrutin public vœu par vœu.

Nous passons au vœu référencé n° 72 dans le fascicule, déposé par le groupe Mouvement républicain et citoyen.

Quel est l'avis de l'Exécutif, Monsieur DAGNAUD ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Avis favorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Favorable.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe M.R.C., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 119).

Nous passons maintenant au vœu référencé n° 73 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants. Quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Je prie le Président Yves POZZO-DI-BORGO et ses collègues de m'excuser de devoir donner un avis défavorable sans explications complémentaires.

Je suis prêt à continuer à travailler avec vous sur le sujet, simplement votre vœu propose un transfert de charges vers la collectivité au bénéfice des seuls commerçants.

Je comprends bien qu'il y ait une difficulté, vous la décrivez de façon assez convaincante.

On peut y travailler, je suis disponible, mais pas forcément par l'adoption de ce vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Bien. Peut-être que M. POZZO-DI-BORGO ou Mme GASNIER, ayant exprimé un point de vue, retirent leur vœu ?

Mme Fabienne GASNIER. - Non.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Dans ce cas, passons au vote.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Concernant le vœu référencé n° 74 dans le fascicule, déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - J'aimerais pouvoir souscrire à l'ambition forte du Conseil du 5e arrondissement, qui propose de réduire à deux heures la collecte. Honnêtement cela impliquerait une telle mobilisation de moyens que cela paraît compliqué dans cette mandature.

Inscrivons-nous dans l'objectif sans forcément nous imposer une contrainte aussi exigeante.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Nous passons au vœu référencé n° 75 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Avis favorable, nous sommes dans le dialogue, qui s'est engagé de façon très utile, avec Mme le Maire du 7e arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 120).

Nous passons au vœu référencé n° 76 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A. L'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Le vœu n° 76, déposé par Mme TISSOT. Un mot.

C'est sur les plans de propreté. Ce sont des documents de travail qui n'ont jamais été présentés aux maires d'arrondissement. Je l'ai dit, le temps du non-dialogue, le temps de l'occultation des maires d'arrondissement est révolu, je souhaite que ces documents fassent l'objet d'un travail en commun avec les maires d'arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - C'est un avis favorable ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Non, demande de retrait du vœu, mais je réponds au fond à Mme TISSOT qui comprendra ma réponse.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Madame TISSOT, vous êtes convaincue de retirer votre vœu n° 76, après ces propos si positifs ?

(Mme TISSOT opine de la tête).

Merci, Madame TISSOT.

Nous arrivons au vœu référencé n° 77 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A. L'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - J'émettrai un avis favorable, avec les réserves que Philippe GOUJON partage avec moi. C'est une perspective que nous nous fixons ensemble.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 121).

Maintenant, nous passons au vœu référencé n° 78 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A. Quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Je ne veux pas m'opposer à un vœu qui pose la question des effectifs supplémentaires utiles dans le 15e arrondissement. En même temps, j'ai la responsabilité de porter ces effectifs supplémentaires sur les 20 arrondissements.

Donc, je ne m'oppose pas à ce vœu, sans y adhérer forcément.

(Rires et applaudissements dans l'hémicycle).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - L'heure est favorable à un peu de délassement !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 122).

Nous passons au vœu référencé n° 79 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. Quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Avis favorable dans un arrondissement qui un peu un cas d'école. On a évoqué cette situation...

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Non, non ! Favorable ! Je trouve que, vu l'heure, c'est bien !

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 123).

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 79 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 79 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 79 ter déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 124).

Et nous arrivons à ce merveilleux amendement n° 79 quinquies, qui a été déposé par le groupe "Les Verts".

Quel est l'avis de l'Exécutif sur cet amendement n° 79 quinquies, qui restera dans les mémoires ! Il est minuit 25.

M. François DAGNAUD, adjoint, rapporteur. - Avis défavorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 79 quinquies, déposée par le groupe "Les Verts", assortie un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 79 quinquies est repoussée.

Maintenant, nous passons au vote du projet de délibération DPE 24 ainsi amendé, sur lequel le groupe "Les Verts" a demandé un scrutin public.

Je mets donc aux voix, au scrutin public, le projet de délibération DPE 24 ainsi amendé.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au vote).

Si vous devez voter deux fois, vous le faites avant que le scrutin soit clos.

Tout le monde a voté ? Oui.

Le scrutin est clos.

Je vous donne le résultat de ce scrutin :

Nombre de votants : 154.

73 ont voté pour.

21 ont voté contre.

Abstentions : 59.

Ne prend pas part au vote : 1.

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DPE 24).

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 79 quater déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 79 quater est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 52 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DPE 52).

Je voudrais, avant de suspendre la séance, remercier le personnel de la séance qui travaille depuis 9 heures du matin et qui mérite quelques applaudissements.

(Applaudissements de tous les bancs de l'Assemblée).

La séance est suspendue. Elle reprendra à 9 heures demain.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 7 juillet 2008 à zéro heure trente minutes, est reprise le mardi 8 juillet 2008 à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous reprenons nos travaux.

2008, DU 142 - Lancement d'un processus d'études, de débat et de concertation portant sur l'évolution du paysage urbain parisien sur sa couronne.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, nous examinons maintenant le projet de délibération DU 142 relatif au lancement d'un processus d'étude, de débat et de concertation sur l'évolution du paysage urbain sur la couronne.

Je vais me permettre d'abord de vous donner mon sentiment.

Mes chers collègues, le sujet des hauteurs que nous abordons ce matin nous place peut-être plus qu'aucun autre en face de notre responsabilité d'élus du peuple. Car ce que notre délibération et notre vote engagent, c'est en réalité le visage de notre Capitale, la Ville que nous laisserons aux générations futures.

Nous ne toucherons qu'avec la plus grande prudence à l'équilibre de notre cité millénaire.

Mais je l'ai dit et je le répète, on ne définit pas une politique d'urbanisme par la seule préservation du passé.

Il faut que nous ayons collectivement le courage de faire évoluer notre paysage urbain.

Je m'étais engagé devant les Parisiens, pendant la campagne municipale, à ce que ce débat s'ouvre dès le début de notre nouvelle mandature.

Je souhaite qu'il soit serein, et que toutes les opinions s'y expriment en toute liberté.

Je souhaite aussi qu'il permette de vaincre les tabous et de faire progresser une réflexion vitale pour l'avenir de Paris.

Des études approfondies ont été menées depuis 2006 par le groupe de travail que présidait Jean-Pierre CAFFET, dont je salue la subtilité et l'efficacité.

M. Jean-François LAMOUR. - Cela commence bien !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cela s'applique très bien à M. Jean-Pierre CAFFET, la subtilité et l'efficacité.

On peut s'arrêter un instant sur le sujet si vous voulez, et je suis heureux du consensus de l'Assemblée sur la subtilité et l'efficacité de M. Jean-Pierre CAFFET.

Aujourd'hui, le temps est venu d'avancer de façon opérationnelle en débattant de réalisations visibles et concrètes.

Nous ne discutons pas sur des principes mais sur des projets. Il ne s'agit pas de passer en force, et ce que ce projet de délibération propose c'est précisément un cadre de concertation.

Nous n'avancerons pas sans consulter largement et sans associer aux décisions tous les acteurs concernés.

Où en sommes-nous au moment où je vous parle ?

Aujourd'hui, vous le savez la hauteur des immeubles parisiens est limitée le plus souvent à 31 mètres et 37 au maximum sur la couronne.

J'ai souhaité que l'on pose très simplement la question.

Cette règle a-t-elle vocation à être immuable ?

Partons d'un constat : notre Ville fait 105 kilomètres carrés, et sa densité est de 25.000 habitants au kilomètre carré.

A titre de comparaison, Londres est 15 fois plus grande et 5 fois moins dense.

Avec de telles contraintes géographiques et démographiques, pour trouver de la place nous ne pouvons pas nous interdire de regarder vers le haut.

Car l'enjeu, en effet, est avant tout de trouver de la place. D'abord pour le logement, notre priorité, c'est une question de justice sociale et de solidarité pour laquelle nous avons pris un engagement très clair. En 6 ans, nous permettrons la construction de 27.000 logements neufs dont au moins la moitié seront sociaux.

Nous voulons dessiner une Ville plus ouverte, plus accessible, où les jeunes puissent venir s'installer, où les familles se sentent accueillies.

Des constructions allant jusqu'à 50 mètres, c'est-à-dire jusqu'à 15 étages, peuvent contribuer à ces objectifs sur la couronne de Paris.

Une telle évolution ne bouleversera pas l'aspect de notre Ville mais elle peut aider à répondre à la crise du logement qui est devenue structurelle et rend si dure la vie quotidienne de nos concitoyens.

Mais je le dis aussi avec netteté, si le logement est le premier des défis que nous avons à relever, il n'est pas le seul.

Paris est engagée dans une compétition mondiale entre les métropoles. Notre Capitale doit accueillir les entreprises innovantes, les encourager, leur offrir les meilleures conditions pour leur installation, leur épanouissement et leur croissance.

L'activité économique est un enjeu majeur du mandat qui s'ouvre : d'elle dépend aussi qu'il y ait des emplois pour tous les Parisiens.

Or, pour attirer les entrepreneurs, Paris devra certes prolonger le tramway, construire des pôles d'excellence, mais aussi des immeubles de grande hauteur dignes des réalisations architecturales qui symbolisent la réussite économique de certaines des métropoles les plus dynamiques du monde.

Je sais qu'en avançant ces projets, je me heurte aux interrogations de certains d'entre vous. Je sais aussi ce que ces interrogations peuvent avoir de noble et de respectable. Elles ne sont peut-être, après tout, que l'une des formes de l'amour de Paris : On n'aime guère voir changer ce que l'on aime. Les Parisiens sont d'ailleurs réticents devant l'idée même d'immeubles de très grande hauteur : les sondages le disent assez clairement. Mais le devoir d'un responsable public est de se laisser guider par l'idée qu'il se fait de l'intérêt général plutôt que par les sondages. Aussi, n'avions nous pas caché nos intentions aux Parisiens en nous présentant à leur suffrage, et une large majorité d'entre eux a choisi en toute clarté.

Je sais du reste trop bien d'où viennent leurs craintes.

Quand on leur dit "hauteurs", ils pensent aux erreurs des années 70 par exemple La tour Montparnasse ou les Olympiades. Encore "erreur" est-il, dans ce cas, un mot trop faible. Car ce sont de véritables atteintes à la beauté, à l'harmonie et à l'histoire de Paris. Nous ne reproduirons pas ces fautes.

Les urbanistes qui sont associés à nos travaux comptent parmi les plus talentueux de leur génération.

Et leurs feuilles de route n'incluent pas seulement l'exigence absolue de l'esthétique, mais aussi l'impératif écologique, et je le dis avec sérieux et gravité, en particulier le respect du plan climat.

Les immeubles de grande hauteur que nous serons amenés à construire seront réalisés selon une démarche exemplaire de développement durable.

Par ailleurs, la plus grande attention sera accordée à la qualité de vie dans ces nouveaux quartiers.

Ce seront des logements agréables, des immeubles d'activité confortables, avec des espaces publics et des jardins, protégés des nuisances, notamment sonores.

L'ensemble de ces projets sera conduit par Mme Anne HIDALGO, ma première adjointe que je remercie pour son très grand talent, son énergie inépuisable, et la qualité du travail qu'elle accomplit au service de notre Ville.

Oui.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Largement mérités.

Un dernier mot. Si vous regardez la liste des sites pressentis pour accueillir ces constructions, vous constaterez qu'ils ont un point commun, ils sont situés aux portes de Paris.

Masséna-Bruneseau, Bercy-Charenton, Porte de la Chapelle, Porte de Versailles, Porte de Montreuil, Batignolles-Porte de Clichy : autant de lieux auxquels nous voulons, par une politique d'urbanisme ambitieuse, donner un élan, une énergie, un dynamisme démographique et économique en lien d'ailleurs avec le tramway des Maréchaux.

Le projet de délibération qui vous est soumis illustre l'un des principes de notre politique. La couronne n'est pas une frontière, elle est une respiration de la métropole. J'ai bien dit métropole, car le sujet des immeubles de grande hauteur nous invite à changer d'échelle. Ce qui est en jeu, c'est le devenir de toute notre agglomération et le développement économique ne se conçoit que dans une véritable synergie entre Paris et les collectivités voisines.

Aussi, le dossier que nous abordons ce matin ne prendra-t-il toute sa dimension qu'à travers l'émergence de Paris Métropole, cette dynamique à la construction de laquelle nous travaillons depuis des années, notamment avec mon adjoint, Pierre MANSAT.

Les projets urbains à la Porte de la Chapelle seront élaborés en concertation avec Plaine Commune. Il en sera de même avec Ivry pour Masséna-Bruneseau, avec Montreuil et Bagnolet pour la Porte de Montreuil, avec Clichy pour les Batignolles, avec Issy-les-Moulineaux pour la Porte de Versailles. Et la Ville de Charenton sera étroitement associée à la consultation d'urbanisme que nous lancerons pour Bercy.

Cet esprit de coopération, ouvert, libre et déterminé, sera le moteur de notre politique d'urbanisme.

Puisse-t-il être aussi la marque du débat qui s'ouvre à présent et que je souhaite constructif, exigeant et utile aux Parisiens.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Chers collègues, la conférence d'organisation a prévu un très long débat organisé sur ce sujet. Et cela le mérite !

Il y a beaucoup, beaucoup d'inscrits. Je vous rappelle qu'il y a des vœux, des amendements, que vous devez plaider, argumenter pendant le débat général qui est assez dense.

Je vais donc donner la parole dans l'ordre normal.

La parole est donc à M. DUTREY.

M. René DUTREY. - Merci, Monsieur le Maire.

Les premiers gratte-ciels datent de la fin du siècle dernier aux Etats-Unis : New York, Memphis, Minneapolis. Il s'agissait, pour les grandes firmes américaines, de montrer leur richesse en s'offrant un bâtiment emblématique.

Mais une tour est toujours dépassée par une autre tour, une entreprise plus performante qui marque sa suprématie en édifiant une tour encore un peu plus haute : une tour à la fois siège social, gigantesque enseigne et marque.

Comme le décrit très bien Thierry PAQUOT, urbaniste philosophe, il y a quelque chose d'infantile dans cette compétition ascensionnelle, excepté pour une poignée d'architectes convaincus que la tour exprime l'avenir… d'un siècle passé !

Les tours deviennent alors le symbole du capitalisme par excellence. L'urbanisme de tours n'a rien de moderne, c'est un vieux rêve de puissance, totalement ringard face aux enjeux écologiques actuels.

Car la modernité aujourd'hui, c'est de construire de façon dense, compacte et écologique, exactement le contraire, malgré ce que l'on peut penser d'un urbanisme de barres et de tours.

Car on entend beaucoup d'idées fausses sur la construction de grande hauteur.

Première idée fausse : l'urbanisme de barres et de tours permettrait de gagner de l'espace et donc de réaliser plus de mètres carrés sur un terrain identique. C'est le principal argument, d'ailleurs, répété depuis les années 1960, qui est pourtant totalement faux. La forme urbaine qui permet de réaliser le plus de mètres carrés est l'habitat haussmannien : exactement en moyenne 300 habitants à l'hectare, comparé aux 100-150 habitants à l'hectare dans un quartier de tours.

Très concrètement, et je vous invite à regarder une carte de la densité parisienne, vous avez plus d'habitants sur la même surface dans le quartier des Gobelins, quartier haussmannien du 13e arrondissement, que dans celui des Olympiades. Les chiffres sont précis et parlent d'eux-mêmes.

Face à l'étalement urbain, au besoin criant de logements sociaux, nous devons construire de façon dense, compacte, et l'urbanisme de grande hauteur n'est absolument pas la bonne réponse.

Deuxième idée fausse : l'urbanisme de barres et de tours serait la perfection écologique. Alors, là, c'est tout simplement faux !

Construire en hauteur implique tout d'abord d'employer des matériaux à forte résistance : acier et béton principalement. Ces deux matériaux sont parfaitement anti-écologiques par l'énergie grise qu'ils nécessitent pour les créer, par les matières premières qu'ils emploient et par leur bilan carbone absolument ef-froy-able !

Troisième idée fausse en matière d'écologie : les déperditions thermiques d'un bâtiment sont proportionnelles à la surface des parois en contact avec l'extérieur. Ainsi, plus un bâtiment est compact, et donc l'enveloppe extérieure réduite en surface, meilleure sera sa performance énergétique. C'est, encore une fois, exactement le contraire d'un urbanisme de barres et de tours. La verticalité entraîne également une consommation supplémentaire d'énergie pour faire monter l'ensemble des charges sur plusieurs dizaines de mètres : ascenseurs, pompes pour permettre la montée de l'eau, du chauffage. Autant d'énergie consommée qui rend l'urbanisme de barres et de tours absolument énergétivore.

Les tours de la Défense oscillent entre 350 et 400 kilowatts/heure/mètre carré annuels. Les tours aujourd'hui les plus étudiées, qui ne sont pas encore sorties de terre, permettraient d'atteindre très difficilement les 130 kilowatts/heure.

Dans tous les cas, cela ne respecterait ni le Plan climat ni la future loi sur le Grenelle de l'environnement qui fixe la norme aujourd'hui à 50 kilowatts/heure/mètre carré annuels.

En résumé, on peut affirmer que les tours sont à l'urbanisme ce que le 4x4 est à l'automobile : énergétivores et totalement paillettes et inutiles !

Mais une tour ne pose pas qu'un problème écologique. L'urbanisme de barres et de tours est ingérable et coûteux.

Ingérable car combien de copropriétés ou de bailleurs sociaux se sont trouvés totalement défaillants du fait de problèmes de gestion ? Ces situations sont aujourd'hui visibles dans Paris. Ce sont ces tours fortement dégradées que l'on peut admirer à Beaugrenelle ou aux Olympiades ! Mais également dans toute la France, de nombreux grands ensembles de logements sociaux, en état déplorable, laissés à l'abandon.

Dans ce type d'urbanisme, les charges représentent souvent un second loyer : charges d'énergie, d'entretien des ascenseurs, des réseaux, mais aussi toutes les difficultés liées à la grande hauteur. Très concrètement, un carreau cassé au 18e étage doit mobiliser un vitrier agréé grande hauteur. Au-dessus de 50 mètres, une permanence des pompiers est obligatoire. Tout cela est difficile, coûteux, absolument pas adapté à une gestion d'équipements publics ou de logements sociaux.

Alors, effectivement, pour pouvoir économiquement assumer la gestion d'un immeuble de grande hauteur, seul un opérateur de logements de luxe ou de bureaux peut avoir les moyens de se payer et de gérer sa tour. Car c'est bien ce sujet qui mobilise depuis deux ans des dizaines de fonctionnaires de la Ville de Paris, une bonne partie du personnel politique de l'Hôtel de Ville aidé des architectes, des dizaines d'architectes, qui se bousculent au portillon pour construire leur signal, leur phare dans la ville, qui va illuminer la Capitale, leur "aiguille d'acupuncture qui va venir soigner les maux parisiens", comme le décrivait si bien Yves LION.

Le Plan local d'urbanisme voté en 2005 a consacré la priorité du bureau face au logement dans la Capitale : 2 millions de mètres carrés de bureaux ont été réservés dans le P.L.U. et seront effectivement en partie réalisés dans ces tours aux portes de Paris.

Paris détient 32 millions de mètres carrés de bureaux, premier parc de bureaux d'Europe, devant le Grand Londres, un parc parisien équivalent à celui de Manhattan. Ce parc important permet à la Ville de Paris de maintenir les taux de taxe professionnelle les plus bas d'Ile-de-France : un taux à 18,78 % à Paris à comparer à celui de la Seine-Saint-Denis 38,17 %. C'est un véritable dumping fiscal extrêmement agressif. Paris est la plus grande concentration de richesse en Ile-de-France, avec la Défense. Paris et la Défense tentent de concentrer l'emploi, et donc la richesse, au détriment des communes en difficulté d'Ile-de-France.

Il serait déplorable que le débat sur Paris Métropole se limite à savoir qui, de Paris ou la Défense, réussira à construire la tour la plus haute !

Car il est utile de rappeler que de nombreuses communes d'Ile-de-France sont absolument sinistrées, le chômage y fait rage et ce sont bien souvent les mêmes communes où l'on voit apparaître ces fameuses émeutes urbaines.

"Les Verts" considèrent que la première priorité d'un Paris Métropole est de mieux répartir la richesse, donc l'emploi, la taxe professionnelle sur l'ensemble de l'agglomération. Car, si aucun emploi n'est créé dans ces secteurs en difficulté, aucune infrastructure de transport n'y sera jamais réalisée, ils continueront à s'enfoncer dans la misère.

Continuer à concentrer des bureaux dans Paris serait faire preuve d'un mépris absolu par rapport aux communes d'Ile-de-France. Cela apparaît totalement en contradiction avec les objectifs de solidarité d'un Paris Métropole.

Les tours seront alors le symbole du mépris et de l'égoïsme parisien, une sorte de muraille où Paris se replierait sur lui-même, alors que nous nous étions engagés à retisser cette césure entre la Capitale et la couronne.

Ce projet de délibération sonne la fin de l'urbanisme à visage humain, en abandonnant à la spéculation et à Amélie Poulain le centre de Paris, pour livrer la couronne aux aménageurs bétonneurs pour y réaliser une sorte de version de Mad Max.

Mad Max, cela peut faire sourire mais, mes chers collègues, je vous demande d'imaginer une seconde ce que seront ces nouveaux quartiers.

Ces secteurs, le projet de délibération les considère comme malcommodes. Effectivement, ils ont souvent comme point commun d'être au bord du périphérique et souvent d'être traversés par une seconde infrastructure routière ou ferroviaire. On peut parler plus simplement de secteur pollué.

Sur ces secteurs, on envisage de construire des immeubles de logements jusqu'à 50 mètres. Qui dit des immeubles de 50 mètres dit des rues d'au minimum 30, 40, voire 50 mètres de large. Le choix de donner la priorité à la réalisation de bureaux au détriment du logement ne permettra pas d'avoir une densité d'habitants suffisante pour que les petits commerces puissent y être viables.

En résumé, au bord de réseaux routiers et ferroviaires, des quartiers mal desservis en transports en commun, des rues de 30 à 50 mètres de large bordées de barres de logements jusqu'à 50 mètres, dénuées de petits commerces.

Des rues qui mèneront certainement à une grande place où l'on trouvera des tours, des centres commerciaux, des hôtels, des bureaux, des logements de luxe. Ce type de quartier, on peut en trouver dans le monde entier ; un urbanisme gigantesque créant des lieux déshumanisés.

Non réellement, il ne faut pas confondre modernité et médiocrité. Car la Ville durable, ce n'est pas cela. C'est un habitant dense et compact, 4 à 6 étages, des quartiers avec au moins 50 % de logements dont une majorité de logements sociaux, des petits commerces, le respect du parcellaire, le maintien de la rue comme lieu fédérateur et générateur de liens, des transports en commun efficaces, des jardins, des équipements en nombre suffisant, des constructions passives énergétiquement. Elle est là, la modernité.

Il ne faut pas construire haut mais il faut voir plus loin.

Paris détient des richesses mais n'a plus de terrain. De nombreuses communes de l'agglomération sont dans des situations financières difficiles mais elles sont propriétaires de nombreux terrains.

N'y a-t-il pas une politique à imaginer plutôt que de vouloir résoudre l'équation parisienne au sein du périphérique et notre microterritoire de 105 kilomètres carrés.

Seule une politique d'aménagement et de répartition des richesses, au niveau de l'agglomération au sein d'un Paris métropole, sera à même de répondre aux besoins. Nous devons faire face à l'enjeu écologique et social et ne pas se laisser bercer par les sirènes de la mondialisation de l'ultralibéralisme qui ferait rassembler Paris à n'importe quelle capitale financière excluant les plus faibles. Des immenses tours concentrant les richesses au pied desquelles on trouve le plus souvent des bidonvilles.

Ne sombrons pas dans les paillettes, la Ville durable de demain reste à créer alors ne soyons pas ringards, n'appliquons pas des recettes éculées, élaborées à une époque où l'énergie ne coûtait rien. Aujourd'hui, nous devons préparer l'après pétrole alors soyons plutôt sobres, humbles et audacieux.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous venons de franchir un cap puisque, depuis cette année, plus d'un être humain sur deux habite en ville alors qu'au début du siècle dernier, ce n'était le cas que d'un être humain sur dix.

En 1900, seize villes comptaient plus d'un million d'habitants, c'est le cas de quatre cents villes aujourd'hui. Voilà des chiffres et un mouvement qui peuvent nous donner le vertige, à nous les êtres urbains que nous sommes, pas le vertige des hauteurs mais celui de l'imagination voire du courage qu'un tel mouvement impose pour dessiner notre ville de demain.

Nous nous agglomérons et la ville, c'est précisément la densité. Et si nous aimons la ville, c'est justement parce que c'est un lieu de diversité, de sociabilité, de réseaux de communication et de transports, de logements de qualité, d'équipements ou de monuments, autant d'éléments qui conjugués contribuent au dynamisme des hommes, autant d'éléments qui favorisent leur ouverture aux autres et sur le reste du monde.

Pour reprendre les mots de Paul CHEMETOV : "Si l'homme est un être d'échanges, la ville est désormais l'usine où se produisent ces échanges". C'est l'usine du XXIe siècle. Eh bien, l'enjeu c'est que l'usine soit belle, qu'elle soit diversifiée, qu'elle soit dense, qu'elle soit accueillante, en un mot qu'elle permette l'épanouissement sans limite de ceux et celles qui la font et la fabriquent.

Mais force est de constater que Paris n'est pas tout à fait cette ville-là aujourd'hui. Au cours des trente dernières années, les inégalités s'y sont développées comme partout ailleurs. Nous croulons sous les demandes de logements, nous manquons de foncier. Le chômage y est plus fort qu'au niveau national, les trajets entre le domicile et le travail sont de plus en plus longs, les plus pauvres, les plus précaires mais aussi les classes moyennes se trouvent progressivement, avec la hausse des prix de l'immobilier, en situation d'expulsion économique, d'expulsion résidentielle, d'expulsion territoriale, bref en situation de relégation.

Nous manquons aussi de logements étudiants et ce manque de logements équivaut pour les uns et les autres à une interdiction de séjour.

Nous aspirons à plus de squares et de jardins, nous manquons encore d'équipements sportifs, nous manquons tout simplement d'espace.

Tant sur le plan social que sur le plan de l'urbanisme, il est nécessaire que nous fassions mieux.

Alors que nous sommes confrontés à de telles difficultés, il serait proprement invraisemblable de s'interdire quoi que ce soit, au nom d'a priori, de rester cramponnés à des réglementations qui n'ont pas grand-chose à voir avec la vie.

Que la Ville change, pour répondre aux enjeux auxquels nous sommes confrontés, c'est une bonne chose. Refuser ces changements, ce serait partir du principe que Paris est une ville finie, que Paris est une ville achevée, c'est d'une certaine manière mettre Paris dans le formol et c'est l'anesthésier. C'est surtout se priver des moyens qui permettraient de répondre aux aspirations des Parisiennes et Parisiens. Nous ne partons pas complètement de zéro dans la démarche qui est la nôtre aujourd'hui.

Je tiens d'ailleurs, moi aussi, à saluer le travail qui a été accompli à la fin de la mandature précédente, travail prospectif, et je veux rappeler l'importance de la contribution à ce travail des élus du groupe communiste. Je pense en particulier à mes amis Jean VUILLERMOZ et Pierre MANSAT.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je confirme.

M. Ian BROSSAT. - Je note d'ailleurs que depuis les lignes du débat ont changé. La gauche a gagné les élections municipales en disant clairement qu'elle allait engager cette réflexion sur les hauteurs et je note même, avec un certain amusement, que d'aucuns à l'U.M.P., ceux-là même qui pour l'une d'entre elles avait quitté le groupe de travail mis en place au cours de la mandature précédente, n'hésite pas maintenant à chanter les louanges des gratte-ciels.

Dans le 18e par exemple, j'ai pu noter que les élus de droite ont soutenu ce projet de délibération. Il faut quand même, je veux le dire aussi, se méfier de la foi du converti parce que le débat sur ce que nous allons faire de ces immeubles de hauteur reste entier.

Et lorsque ceux qui prônent les gratte-ciels s'élèvent d'un même mouvement, "s'élèvent" le mot n'est pas choisi par hasard, pour refuser que l'on y mette du logement social, on s'aperçoit que le clivage entre la droite et la gauche a de beaux jours devant lui, que la droite reste la droite et qu'elle n'a pas perdu ses vieux réflexes.

Nous entamons aujourd'hui un processus, c'est un bon début mais ce n'est qu'un début. Il faut bien sûr encore du débat, des études, de la concertation, ces trois nécessités sont d'ailleurs l'objet de le projet de délibération qui nous est soumis aujourd'hui.

Je comprends assez mal l'empressement de certains à réduire le débat à une question de hauteur des constructions. Il y a quelque chose d'absurde à être pour ou contre les immeubles de grande hauteur. Il ne s'agit ni d'être passionnément pour, ni d'être intensément contre, nous devons plutôt nous demander quelle Ville nous voulons, quels moyens nous nous donnons pour cela, bref quelles ambitions nous avons pour Paris.

Je le dis nettement, pour ce qui des élus du groupe communiste, nous avons fait ce choix. Nous faisons le choix de la densité, le choix d'un coeur de métropole dense, compact et nous l'assumons parce que ce choix est inséparable de la mixité.

Si nous aimons la ville, c'est précisément parce qu'elle concentre, en son sein, une diversité de fonctions et de populations. C'est ce qui en fait un lieu de mobilité et nos vies sont faites de mobilité, de toute sorte et de toute nature en termes de déplacements et de liberté de circulation, bien sûr, mais aussi en termes d'activités, en termes d'échanges, en termes d'emplois pour ne citer que celles-là et cette mobilité est la condition de notre liberté elle-même. L'univers des choix possibles ou accessibles pour ces mobilités est évidemment lié à la densité; à la densité d'habitat, à la densité de production, d'enseignement et de recherche, de culture, de patrimoine aussi.

Ces densités font la ville mais en ouvrant des opportunités de mobilité, elles font aussi les vies. Car ce sont bien ces densités qui augmentent la liberté même des choix de vie de chacun. Avoir cet accès à un large choix de formations, à un large choix de cinémas comme à une offre culturelle, pouvoir pratiquer du sport, choisir de rencontrer d'autres cultures mais aussi quand on le souhaite dans tel ou tel quartier ou tel ou tel lieu de sociabilité. Tout cela, pour ne prendre que ces exemples, permet de construire sa vie. C'est bien cette richesse de choix possibles qui conduit Paris à accueillir, en son sein, et c'est toute son histoire, ceux qui montent ou descendent à Paris pour réaliser leurs études dans telle ou telle école ou telle ou telle formation, pour y faire la rencontre déterminante, pour y travailler au plus près de leurs aspirations.

Bref, si on va à Paris, c'est d'abord et avant tout pour vivre librement et c'est cette densité qui permet cette liberté. Cette densité permet les mobilités et nos destins en sont aussi le fruit.

Il paraîtrait alors absurde de vouloir s'opposer à la fabrication de cette densité, de la densité d'habitats et de productions. J'entends, ici ou là, que les hauteurs n'accroissent pas la densité. Tout montre que le passage de 37 à 50 mètres permet d'augmenter de 20 % le nombre de logements construits.

Surtout, ces constructions nous permettent de créer de la mixité de fonction. Nous savons que les constructions haussmanniennes sont parmi les plus denses et cela a été dit par René DUTREY. Mais elles sont terriblement dévoreuses d'espace. La hauteur libère de l'espace au sol, elle permet de créer des espaces verts, des équipements, bref de la mixité de fonction.

Dessiner le paysage urbain et le densifier, comporte à nos yeux, et ce sera mon dernier point, un double enjeu, un enjeu environnemental et un enjeu social.

Sur le plan environnemental, tout le monde le sait, l'étalement urbain est la pire des configurations.

Chacun peut comprendre d'ailleurs, que l'image très américaine, et ce n'est pas forcément une insulte dans ma bouche, mais un peu datée aussi de la petite maison individuelle de banlieue et de son jardin privatif s'accompagne d'un accroissement des déplacements, d'un allongement des trajets entre le domicile et le travail, finalement épuisant, et qu'elle consomme une énergie folle. Pour être durable, la ville doit limiter les déplacements y compris la fréquence d'utilisation des transports collectifs eux-mêmes. Ne nous payons de mots, il n'y aura pas de Ville durable sans densité et ce n'est pas dans l'étalement urbain mais bien dans la densité que l'on augmente la qualité de vie.

Les Parisiens ne s'y trompent pas car ils plébiscitent les quartiers centraux, les quartiers les plus denses. Au nom de quoi, faudrait-il refuser la couronne parisienne ? Il est grand temps, si l'on veut une ville durable de mettre fin à la consommation inutile d'espaces, de mettre fin à ce quasi diktat de la possession d'un véhicule pour répondre à ses besoins et à ceux des siens.

Il faut bien densifier aussi pour démultiplier l'offre de commerce de proximité, d'équipement et d'espace vert. L'accès pour tous, à la qualité de vie du cœur parisien, ne sera rendu possible qu'avec cette densité. La densité est donc bien un atout face à l'enjeu environnemental et non en opposition avec lui.

J'entends bien sûr l'argument selon lequel la construction en hauteur serait davantage consommatrice d'énergie. Il s'agit là alors justement de susciter, de stimuler le progrès dans ce domaine et les avancées scientifiques et techniques nécessaires. Plutôt que de tourner le dos à la question de la consommation énergétique en condamnant définitivement tout projet de construction autre, ne faut-il pas au contraire commencer à avancer sachant que, dans la durée, c'est aussi comme cela que nous favoriserons les progrès à venir.

J'ai entendu aussi de la bouche de nos amis "Les Verts", et cela m'interpelle, que les tours ne vont pas apporter de logement social. La question du logement social, nous le savons tous ici, est sans doute le sujet le plus important mais aussi l'un des plus difficiles que nous aurons à régler au cours de ce mandat. Il mérite meilleure argumentation.

Ces immeubles et leur environnement seront ce que nous voudrons bien en faire, et ce combat qui vise à faire en sorte que ces immeubles contribuent à la mixité sociale, je veux le dire à mes amis “Verts”, je serais heureux de le mener avec eux. Et les élus “Verts”, je veux le dire aussi, seront bien plus utiles en menant ce combat avec les élus du groupe communistes qu’en jetant l’anathème sur telle ou telle forme architecturale.

J’en viens ainsi à l’enjeu social. Il nous faut aussi ici l’ambition d’un logement social que l’on envie et non de H.L.M., cages à lapins, qui ne font qu’accroître l’exclusion en ajoutant la stigmatisation esthétique à la stigmatisation sociale. Il nous faut aussi faire du beau pour le social. J’ai envie de dire : il nous faut surtout faire du beau pour le social.

Ce n’est pas qu’une question de programme électoral ou de respect de nos engagements. Sans cet attachement à la mixité sociale, le Paris que nous aimons agonisera en ghetto de riches. Les questions esthétiques ne sont pas ici que des questions isolées ou de simples questions de façonnement du paysage urbain.

Un enjeu réel existe dans la nécessité de casser l’image négative de la tour populaire et Paris peut contribuer à le faire. Ces constructions pourront alors non seulement apporter du logement social mais apporter au logement social. Nous savons d’ailleurs que les questions des tours et des barres sont très particulières à la France parce qu’elles sont associées à la pauvreté.

Dans ce contexte, à la question : êtes-vous ou non favorable aux tours ? Il n’est pas étonnant que 63 % des Parisiens répondent non. Il y a un enjeu considérable à bâtir des immeubles de logements sociaux qui soient des immeubles de prestige. Il faut changer l’image, changer les représentations qui se sont construites depuis les années 1970. Finalement, nous pourrions faire plus pour restaurer l’image des tours en bâtissant à cette occasion du beau pour le social, que ce que réussissent à faire en ce moment les explosifs et les destructions désespérées d’immeubles honteux.

Cette ambition d’amélioration du paysage urbain n’a de sens à nos yeux que si elle peut être appropriée par tous les Parisiens mais, on le comprend aussi, elle n’aura d’avenir dans la durée que si elle est réellement menée en faveur des Parisiennes et des Parisiens.

Ces immeubles hauts méritent donc mieux que leur réduction à un objet d’image ou d’architecture. Ils sont une manière de faire la ville, une manière de pratiquer l’espace. Après tout, que les architectes soient capables de faire de belles architectures, personne n’en doute. Le débat avec les Parisiens ne doit pas se réduire à la question de l’image architecturale.

La densité à nos yeux prend son sens lorsqu’il s’agit de faire de l’emploi, et nous l’assumons, il faut de l’emploi à Paris, lorsqu’il s’agit de faire du logement, et notamment du logement social, lorsqu’il s’agit de permettre un accroissement des mobilités qui font croître notre liberté et c’est ainsi qu’il faut comprendre le soutien des élus communistes à ce projet de délibération.

(Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et “Les Verts”).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole à M. Jean-François LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Monsieur le Maire, l’avenir se joue, à vous lire, sur la question du déplafonnement des hauteurs réglementaires. Car c’est bien au vertical que se résume l’essentiel des nouvelles formes urbaines que vous proposez.

En cette vingtaine de page d’exposé, on cherche en vain d’autres références que le dépassement du plafond actuel des hauteurs. Une première réflexion s’impose : si l’avenir de Paris dépend si fortement de ce dépassement, pourquoi ne pas en avoir assumé la décision il y a deux ans, lors du vote du P.L.U. ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je suis désolé. Non, Jean-François LAMOUR, vous n’étiez pas là mais j’ai été mis en minorité au Conseil de Paris, je vous le dis, notamment par vos amis avec “Les Verts”. Voilà la vérité.

M. Jean-François LAMOUR. - Mais, Monsieur le Maire, vous étiez...

M. LE MAIRE DE PARIS. - J’ai été mis en minorité. C’est la vie !

M. Jean-François LAMOUR. - Mais vous auriez pu, Monsieur le Maire, faire en sorte…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Faire un putsch !

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, exactement.

(Rires dans l’hémicycle).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, je suis un démocrate.

M. Jean-François LAMOUR. - Faut-il en conclure que l’union de la majorité municipale valait bien alors le sacrifice du futur ? Il est vrai que depuis les élections sont passées, apportant une nouvelle configuration au sein de votre majorité. Il est vrai également que le président de la République a depuis lancé une consultation internationale pour l’avenir du Paris métropolitain.

Lors d’un précédent Conseil, votre adjoint, Pierre MANSAT, membre du comité de pilotage, précisait que cette initiative était tout sauf une simple consultation d’architectes. Je suis d’accord avec lui. Il s’agit en effet d’un processus de recherche collective, mobilisant une dizaine d’équipes pluridisciplinaires qui auraient pu finalement inspirer votre démarche.

Monsieur le Maire, vous nous assurez qu’en adoptant cet article de dix lignes, Paris jouera, je cite: “pleinement son rôle dans la civilisation urbaine en devenir”. Pour le moment, ce qui est plus certain, c’est votre désir d’en tirer un bénéfice médiatique maximal. Car ce projet de délibération mêle deux problématiques qui n’ont rien à voir l’une avec l’autre.

Tout d’abord, l’aménagement des dernières emprises potentielles aux portes de Paris où sont susceptibles d’être construits des immeubles de grande hauteur, et d’autre part la réalisation d’immeubles de cinquante mètres sur l’ensemble de la couronne parisienne.

Monsieur le Maire, je vous le dis très clairement, quand vos représentants seront devant les Parisiens pour leur expliquer la réalisation d’immeubles de logement de cinquante mètres, nous serons là pour dire notre opposition, notre totale opposition. Et c’est le premier volet de l’amendement que nous déposons.

Nous défendrons les principes de l'équilibre et de l'animation des quartiers, nous défendrons l'aspiration des habitants à une qualité de vie et de confort, car c'est pour eux que l'ont construit. La construction en hauteur étant faite pour vous, l'artifice un peu miraculeux permettant de pallier la carence de votre précédente mandature, en matière de création, je dis bien de création de logements sociaux.

Acheter des immeubles occupés, brider la construction privée ne pouvait que susciter l'augmentation de la demande privée ou sociale, et c'est bien ce qui s'est produit. Réduire le coefficient d'occupation des sols, comme vous l'avez décidé, était une option contraire au principe du développement durable et de la ville dense. Il est regrettable, là aussi, que lors de l'adoption du P.L.U. vous n'ayez pas entendu tous ceux qui vous mettaient en garde contre une telle mesure.

Surtout, ne dites pas que vous défendez là une nouvelle forme urbaine. Non, vous préconisez tout simplement le retour à l'urbanisme banni des années 1960-1970. Certes, on peut accuser l'urbanisme sur dalle d'être responsable de leurs dysfonctionnements, mais cette explication n'est pas la seule. A Paris, comme ailleurs, on détruit des immeubles hauts de logements réalisés en pleine terre parce que, tout simplement, ils cumulent les phénomènes d'isolement et d'insécurité.

Il ne suffira pas d'enrober le principe du déplafonnement de concepts architecturaux ou d'une pincée d'accession à la propriété pour s'assurer que les immeubles à venir seront humainement réussis, parfaitement intégrés dans leur tissu environnant. Vous êtes en train de nous fabriquer, Monsieur le Maire, à nouveau des bombes à retardement.

Quel que soit le quartier, il y aura auprès des Parisiens des élus de l'opposition, et je l'ai bien compris des élus de votre propre majorité, déterminés à combattre l'idée d'une construction de la facilité, d'une prime donnée à la quantité sur la qualité.

Quant à l'autre grand sujet du projet de délibération, il s'agit du développement urbain de sites aux portes de Paris, il s'agit surtout d'en optimiser le foncier. Nous sommes tous ici à peu près convaincus de deux choses. D'une part, que Paris n'est pas achevé ni dans son aménagement ni dans son paysage architectural, et d'autre part que ces dernières grandes emprises disponibles aux portes de Paris offrent l'opportunité de créer de nouvelles centralités susceptibles d'effacer les fractures entre Paris et ses villes voisines. Mais nous aurions aimé que ce projet de délibération soit autre chose qu'un inventaire de sites avec un dénominateur commun : la recherche de biens de constructabilité.

Nous aurions aimé trouver une vision globale et ambitieuse pour Paris, qui envisage la capitale comme le centre d'une agglomération et qui ambitionne de définir des projets stratégiques susceptibles de prendre naissance sur ces territoires en jonction.

A défaut de cette dimension, nous devons nous contenter d'une réflexion sur le déplafonnement des hauteurs. L'option de réaliser des immeubles de grande hauteur, de notre avis, doit s'inscrire dans un projet urbain où le dynamisme et la modernité qu'ils incarnent seront au service de l'attractivité du Paris métropolitain.

C'est la raison pour laquelle, sur ce point, comme le signale l'amendement que nous présentons, nous approuvons le lancement d'études sous les conditions suivantes.

Tout d'abord, que les immeubles de grande hauteur susceptibles d'être réalisés soient dédiés principalement à l'activité économique et aux grands équipements, avec bien sûr comme objectif d'atteindre une masse critique permettant d'équilibrer le modèle économique nécessaire.

Deuxième préalable, deuxième condition, que les études éclairent le choix de localisation au regard de l'existence effective de réseaux de transports en commun et vérifie la compatibilité de ces immeubles de grande hauteur avec les exigences du Grenelle de l'environnement.

Alors, ce préalable posé, Monsieur le Maire, nous voulons de l'audace, quitte même à dépasser les hauteurs que vous vous êtes vous-même imposées.

Par ailleurs, nous nous interrogeons sur le levier financier attendu de cette optimisation foncière et immobilière. Je ne prends qu'un exemple : le secteur Montreuil, qui passe de 110.000 mètres carrés à 170.000 mètres carrés. Ce quartier ancien classé en G.P.R.U. mérite un renouvellement, une valorisation et, Monsieur le Maire, pas à n'importe quel prix.

Pour conclure, je vous dirai qu'il y a un obstacle plus difficile à surmonter que le vote en Conseil de Paris. C'est le sentiment des Parisiens, dont on connaît la réticence au principe de déplafonnement. Or, rien, dans vos propositions, ne garantit l'organisation d'un véritable débat public, ni la prise en compte de l'avis des Parisiens et des différents partenaires économiques et sociaux ; la participation et la perception des habitants à l'échelle des quartiers sont des données aussi essentielles qu'une information fournie par des spécialistes dans des ateliers thématiques au public restreint.

Entendons-nous bien, vous avez, Monsieur le Maire, un pouvoir décisionnel : nous ne le contestons pas. Il est en revanche de notre rôle de déterminer si le processus lancé relève de la consultation, de la pédagogie, du monologue ou de l'alibi. On peut même s'interroger sur la finalité du dialogue proposé. A-t-il d'autres vertus que la validation de choix déjà programmés ?

Tous ceux qui ont en mémoire le questionnaire du P.L.U. se souviennent qu'entre les secrets liés à sa fabrication et la formulation des questions, la démocratie, qu'elle soit représentative ou participative, n'y a pas trouvé son compte. Cela ne doit pas se reproduire, l'avenir du visage de Paris mérite beaucoup mieux et les Parisiens sauront vous le dire avec force à chaque fois que vous l'oublierez.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je viens de vous écouter avec beaucoup d'attention et j'ai du respect pour la position politique, philosophique même, que vous venez de prendre. Je vous suggère de bien garder votre intervention : nous en reparlerons.

Je ne vous cache pas que j'attends avec un certain intérêt, je n'ose pas dire gourmandise, les positions de l'U.M.P., la cohérence de l'U.M.P. - à Paris, je n'en parle pas - avec le reste de l'U.M.P. en dehors de Paris. En effet, je vous ai écouté avec attention, comme je vous sais sincère : vous êtes en totale, mais alors en totale contradiction avec d'autres positions de l'U.M.P. dans l'agglomération parisienne, et je n'ose pas parler d'autres échelons.

La parole est à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Voici donc enfin ce projet de délibération tant attendu qui permettra de lancer un vrai débat sur le Paris de demain. Je m'en réjouis.

Je me réjouis d'abord de la forme. Il était nécessaire de procéder au lancement d'un grand débat ou, plus exactement, de grands débats ouverts, appuyés sur des projets de réalisations localisés.

C'est la bonne méthode, car nous pouvons réfléchir autrement que dans l'abstrait en situant les évolutions urbaines envisagées. Parce que nous ne tombons pas dans le manichéisme du référendum sur les hauteurs. Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors de notre dernier Conseil, les élus du groupe M.R.C. voient toujours les référendums d'un bon œil, mais ils souhaitent d'abord que la question ne soit pas simpliste et ensuite, qu'ils aient lieu après un véritable débat argumenté. Avec ce projet de délibération, nous allons pouvoir lancer de tels débats. Il s'agira d'ouvrir largement la consultation.

Je souhaite bien sûr que les riverains des zones concernées puissent être consultés et qu'aucune façon de procéder ne soit prématurément écartée. Conseils de quartier, mais aussi consultation directe, expositions, comités permanents de concertation, ateliers d'urbanisme, conférences citoyennes, etc., ces diverses structures de concertation peuvent être adaptées et choisies selon les différents projets. Il sera aussi nécessaire, bien évidemment, de consulter des professionnels : urbanistes, paysagistes, spécialistes des transports ou des associatifs : associations de locataires, d'habitants, de cadre de vie.

Enfin, les sites évoqués se trouvant en couronne de Paris, il sera utile de travailler avec les communes adjacentes. Certains projets, je pense particulièrement à celui de la porte de Montreuil, ont même une vocation métropolitaine certaine.

J'approuve totalement l'organisation en deux temps de la phase locale de concertation. Un temps pour recueillir les avis spontanés de la population et des différents acteurs et un autre pour, en retour, présenter les premières propositions formulées et juger ainsi des réactions.

Sur le fond, et donc sur les enjeux mis en œuvre par le lancement de cette étude, il faut dire quelques mots.

Le premier enjeu pour mon groupe est celui du logement, et en premier lieu du logement social. Ce n'est pas un hasard si le Maire de Paris en avait fait le thème de la première communication de cette nouvelle mandature. Le logement est "la" priorité. Notre Ville doit se donner les moyens de faire face à cet urgent et important besoin de logements qui s'exprime parfois avec vigueur chez nos concitoyens.

Notre ambition est de construire 27.000 logements, dont la moitié de logements sociaux, sur la mandature. Or, sur un territoire communal limité - le foncier parisien disponible est rare et cher -, il ne faut pas nous le cacher et être conséquent. Traiter la question du logement ne veut pas dire entasser les gens dans des blocs cubiques et considérer ainsi que la question est réglée. C'était la manière de faire des années 1960 et 1970 : ce n'est pas la nôtre.

Nous devons, dans ces quartiers, que nous pensons pour l'avenir, créer du logement vivable et surtout, agréable à vivre. Cela veut dire que nous devons porter attention à l'environnement - écoles, crèches, équipements culturels et sportifs, commerces, espaces verts -, aux moyens de déplacement : transports en commun, circulation, stationnement. Tout doit être pensé en même temps et de manière complémentaire.

L'urbanisme sur dalle est à proscrire définitivement. Au contraire, les accès doivent être traités avec intelligence afin de ne rien enclaver. La mixité de destination de ces nouveaux quartiers - logement, emplois, commerces, services publics, etc. - est une exigence et une garantie de leur réussite.

Les immeubles de quinze étages, environ 50 mètres, correspondent au souci de construire des logements tout en n'étant pas soumis aux contraintes de sécurité imposés aux immeubles de grande hauteur.

Je reviendrai plus tard sur la question de l'esthétique, mais je voudrais tout de suite souligner qu'une barre H.L.M. comme on en a construit pendant des années ne me semble pas plus belle qu'un immeuble de cette taille, et que la vie a largement prouvé qu'elle n'était pas un cadre de vie plus agréable.

Comme les quartiers, les immeubles doivent s'assurer d'une mixité, sociale celle-ci. Ne pas créer de nouveaux ghettos, mixer les populations, prévoir du logement social, intermédiaire et en accès à la propriété n'est pas seulement une exigence financière : ce doit être une volonté politique afin d'assurer les conditions d'une future vie de quartier dynamique et apaisée.

Une recherche de terrains où il est possible de construire a été entamée. Je m'en félicite. Les six lieux proposés, tous en périphérie de Paris, sont des quartiers que l'on pourrait pour la plupart qualifier de laissés-pour-compte, quelquefois abandonnés à la circulation automobile, bref, totalement à requalifier. Il y est encore possible, et je dirai plutôt nécessaire, à la fois de réinventer la ville et de donner une cohérence avec les quartiers environnants.

C'est aussi l'occasion d'y réinsuffler de la vie par l'intermédiaire de l'activité économique. Je rappelle par exemple que nous avons une très grande ambition en matière d'emploi sur le projet de la porte de Montreuil.

Soulignons que les immeubles consacrés à l'activité peuvent dépasser les 50 mètres et qu'il peut être envisagé d'aller jusqu'à 70 mètres. La complémentarité visuelle avec ces différents bâtiments est donc à ne pas négliger.

N'évitant pas la question qui fâche, celle des hauteurs.

Je tiens d'abord à dire qu'il ne me semble ni juste ni bon de l'aborder avec a priori, la question n'est pas de dire que l'on veut faire des immeubles de grande hauteur, il s'agit plus exactement de ne pas se l'interdire quand cela est possible architecturalement, urbanistiquement, financièrement, socialement dans l'esprit de répondre à des besoins et de répondre correctement et dans la durée.

Il ne me semble pas honnête de dire que l'on traite les immeubles de grande hauteur comme des sous-produits architecturaux, puisqu'on les réserve à la périphérie, et qu'on ne les construira pas près des immeubles haussmanniens du centre. Ce serait faire injure aux populations supposées de ces futurs quartiers que de penser qu'on va les loger dans des quartiers au rabais. Ce n'est pas l'intention de la municipalité, ce n'est pas l'idée de mon groupe.

Nous pensons à l'inverse que l'on peut oser un renouveau architectural dans des quartiers a priori populaires.

Ensuite, et j'ai eu plusieurs fois l'occasion de le dire, il faut adapter les formes urbaines à l'endroit où on les installe. Il est nécessaire d'intégrer ces nouveaux quartiers dans leur environnement, de créer des continuités comme par exemple entre la porte de Montreuil et l'autre rive du périphérique, des cohérences, des correspondances, et cela ne s'oppose pas à la reconquête pour l'habitat quand cela est possible d'immeubles haussmanniens de bureaux pour les reconvertir en logements.

Autre question : est-il possible de faire des immeubles de grande hauteur et de faire beau ?

Est- il possible de faire durable ?

Dubaï, Chicago, Shanghai, Toronto entre autres, à travers leurs projets et réalisations y ont répondu avant nous. Il ne s'agit pas ici et maintenant pour Paris de penser des immeubles de très grande hauteur comme ceux auxquels je viens de faire référence.

J'avais simplement pour but de montrer combien des architectes talentueux peuvent faire de très belles constructions contemporaines. Après, c'est affaire de goût, on a le droit de préférer Haussmann et les immeubles faubouriens.

On a aussi le devoir de penser l'avenir et de faire que Paris ne soit pas une ville musée, une ville finie.

Nous venons de voter le Plan climat, il serait absurde d'y déroger dans ces six Paris que nous présente ce projet de délibération. On nous dit qu'il n'existe pas de construction possible de tours qui respectent un environnement durable. De nombreux architectes au contraire nous assurent qu'aujourd'hui la technicité est à la hauteur de ces défis.

Mettons-les au pied de la tour.

En résumé, Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe, ce projet de délibération va nous permettre d'avancer dans une délibération concrète et sans tabou sur le Paris de demain.

C'est une bonne chose.

Les élus du mouvement républicain et citoyens la voteront avec confiance.

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à M. Yves POZZO-DI-BORGO.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, c'est avec un certain optimisme que moi-même et les membres du groupe Centre et indépendants accueillons le présent projet de délibération.

Il semble indiquer une inflexion non négligeable dans la politique d'urbanisme menée par votre majorité.

Il semble manifester une véritable volonté de sortir des ornières idéologiques et cosmétiques qui ont jusqu'ici présidé à ces choix. Oui, quand bien souvent c'est avec des a priori dogmatiques mis au service d'une politique d'affichage que votre majorité a d'abord envisagé la question des hauteurs à Paris.

En 2001 le dogme était : on ne touche pas aux hauteurs. Pour un effet de communication tout trouvé, le maire préserve l'esthétique de la capitale quitte à en faire un sanctuaire.

Pour être honnête, Monsieur le Maire, l'opposition vous a aidé dans cette position...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je peux vous interrompre avec votre permission. Vous avez contribué à me mettre en minorité sur ce sujet alors que, dès l'époque, j'ai souhaité que l'on tente d'être créatif et audacieux. Il me semble, Monsieur POZZO-DI-BORGO, mais je peux me tromper.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Attendez la suite. Je reconnais les erreurs de l'opposition dont je faisais partie et je reconnais vos erreurs.

Le premier réflexe de l'exécutif en place n'a été ni plus ni moins de maintenir coûte que coûte des règles d'urbanisme posées par une tout autre majorité à une tout autre époque, mais si dans les années 70, après les chocs pétroliers, les règles de hauteur se sont imposées ce n'était pas le cas en 2001.

C'est ce dont vous avez fini par vous apercevoir à la fin de votre mandat, tardivement, mais mieux vaut tard. Car en somme à quoi assiste-t-on aujourd'hui, ni plus ni moins à une circonvolution juridique, consultation, concertation, constitution de groupes d'étude et relance du débat, un ensemble de gesticulations par lesquelles vous essayez de sortir de l'ornière dans laquelle vous vous êtes fourré.

La majorité tente tant bien que mal de revenir sur sa première approche dogmatique de la hauteur en envisageant enfin de la déplafonner. Mais Monsieur le Maire, ce projet de délibération sonne comme un aveu, l'aveu que votre première approche du dossier n'était pas la bonne et que l'on peut enrichir Paris par à la hauteur. Avec notre impuissance et échec à faire du logement social.

Vous voulez construire des immeubles de logements sociaux de plus de 37 mètres sur la couronne pour vous permettre de sortir des artifices comptables dont vous avez jusqu'ici beaucoup usé surtout dans un contexte de raréfaction du foncier intra-muros.

Nous vous savons gré de ce double aveu implicite. Face à lui et à l'inflexion qu'il sous-entend notre position est claire.

Parce que notre approche à nous n'est ni dogmatique ni cosmétique, nous n'adhérons pas à tous les principes du projet de délibération mais nous réclamons un examen autonome et pragmatique de chacun d'entre eux et de chaque projet spécifique du quartier.

En effet, au chapitre des principes, c'est celui du plafonnement de la hauteur à 37 mètres que l'on semble prêt à ébranler. Nous ne voyons aucune raison d'opposer un principe absolu de plafonnement des hauteurs. Nous envisageons donc l'assouplissement de la règle comme potentiellement porteuse d'évolution positive pour la Ville.

Quant aux règles et aspects généraux du projet de délibération, ils sont si larges et emplis de bonnes intentions, comment ne pas y adhérer ?

En revanche, il n'est pas question de replonger dans l'idéologie. En d'autres termes, nous espérons ne pas assister de la part de votre majorité au passage d'une position idéologique tape-à-l'oeil à une autre qui serait son parfait négatif.

Nous espérons que le credo stérile du jamais de tours ne soit pas échangé contre le credo non moins stérile du faisons des tours pour faire des tours.

Non, le déplafonnement de la hauteur doit correspondre à des enjeux et des besoins sociaux environnementaux et économiques bien identifiés localement.

Besoins et enjeux qui varient quartier par quartier, site par site.

C'est pourquoi nous demandons que les principes généraux de la politique parisienne de la hauteur soient découplés de l'examen par le Conseil de Paris des projets concrètement imaginés, qu'il s'agisse des immeubles de logements de la couronne ou des six grands sites ayant fait l'objet d'études avancées.

Nous devrions pouvoir voter d'une part sur les grands principes, et d'autre part de façon autonome sur chacun des ensembles actuellement visés par le projet de délibération unique. C'est le sens de notre amendement.

Nous regrettons que l'Exécutif ait choisi de faire passer d'un seul coup en bloc un paquet hauteur sans que les élus puissent se pencher sur la pertinence de chaque projet de quartier.

Dans ces conditions, le risque de rebasculer dans la nouvelle idéologie de la tour pour la tour est bien réel. Examiner de façon autonome l'aménagement de chaque site était d'autant plus important que certains des projets qui nous sont présentés comme seulement à l'étude peuvent en réalité être bien plus avancés. Pour cela, nous sommes déjà au pied du mur presque placés devant le fait accompli.

Il était donc urgent de s'y pencher en priorité et spécifiquement. Un examen individuel des projets nous a également permis d'en évaluer concrètement le contenu et la pertinence, nous voulons de l'audace. Mais peut-on être audacieux tout en faisant du logement social ? Sans doute et nous le confirmons mais nous avons besoin de comprendre selon quelle équation budgétaire, et nous ne disposons pas à l'heure actuelle des informations nous permettant de le savoir, nous réclamons une meilleure transparence budgétaire sur chacun des projets envisagés.

Autre critique de taille et sans mauvais jeu de mots, c'est une fois de plus que cela prend de la hauteur que la question des tours est abordée. La majorité ne peut s'empêcher de raisonner à l'échelle du petit Paris malgré les références à Paris métropole. Le Paris d'autrefois, village gaulois assiégé par ses couronnes, une telle vision est dépassée. La question des ensembles de tours ne peut en aucun cas être déconnectée de celle du Grand Paris.

Faute de quoi les grands ensembles de bordure pourraient se transformer en autant de remparts, de créneaux, ces ensembles doivent être tout l'inverse des ponts, non seulement des flèches, mais aussi des arches.

Les sites à l'étude doivent réunir Paris et sa couronne. C'est pourquoi il nous semble indispensable que les nouvelles tours ne relèvent pas exclusivement de la Ville mais de la future gouvernance du Grand Paris. Alors peut-être notre ville sera restée une capitale internationale.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai envie de commencer en disant que ce n'est pas la première fois que nous parlons de la question des hauteurs dans ce Conseil de Paris ; cela doit faire - je n'ai pas le compte exact - mais cela doit faire la sixième ou la septième fois et ceci depuis 2003.

Peut-être que M. LAMOUR découvre le sujet, et d'ailleurs, c'est dommage qu'il ne soit pas là mais je pense que mes propos lui seront rapportés. J'ai envie de dire à M. LAMOUR que c'est un sujet sérieux que nous abordons, un sujet d'urbanisme, un sujet d'organisation de la ville, un sujet qui dépasse Paris et qui touche à l'agglomération parisienne, et que franchement ce sujet ne supporte pas la médiocrité.

Et quand j'entends ce qui a été dit quelques jours auparavant de notre débat aujourd'hui, des questions du style : qui a l'antériorité sur qui ? Qui a été le premier à prendre l'initiative sur quoi ? Ou encore Untel cavale après Untel qu'il a doublé sur l'organisation du Grand Paris !

(Rires dans l'hémicycle).

J'ai le sentiment que l'on est plus en fait dans une cours de récréation que dans un hémicycle qui parle d'une chose sérieuse.

Voilà. J'avais envie de le dire parce que franchement j'ai été un peu choqué de ces propos et que ceux-ci ne m'ont pas semblé à la hauteur. Encore une fois, Monsieur LAMOUR…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ecoutez, s'il vous plaît, cela prend de la hauteur, si j'ose dire !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Jean-Pierre CAFFET. - Ecoutez, franchement ! Quand j'entends Untel cavale après Untel, je dis que ce n'est pas à la hauteur. Et si j'ai envie de le dire, je le dis, et si cela ne vous plaît pas, cela ne vous plaît pas ! Voilà !

J'ai toujours été comme cela et je ne vais pas changer aujourd'hui. Ce serait dommage, bon !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LAMOUR nous pose une question ingénue, dont il a l'habitude d'ailleurs : mais si vous nous parlez de la hauteur aujourd'hui, pourquoi vous ne l'avez pas fait avant ? J'ai envie de répondre : ah, il est revenu !

Monsieur LAMOUR, si nous ne l'avons pas fait avant, c'est que…

M. Jean-François LAMOUR. - Il ne faut pas commencer comme cela sinon cela va mal se terminer cette affaire.

M. Jean-Pierre CAFFET. - … peut-être vos collègues ne vous l'ont pas dit, mais si nous ne l'avons pas fait avant, et si dans le P.L.U. nous n'avons pas déplafonné les hauteurs, c'est que votre groupe était la colonne vertébrale de l'opposition à cette idée même.

J'en veux pour preuve d'ailleurs, et ce n'est pas la première fois que je le cite mais je n'y résiste pas, j'en veux pour preuve un vœu que votre groupe a déposé en novembre 2003.

Un intervenant. - On s'en fiche !

M. Jean-Pierre CAFFET. - Vous vous en foutez, mais moi ça m'intéresse, voilà. Vous voyez que je dis ce que j'ai envie de dire.

Et ce vœu disait quoi, Monsieur LAMOUR, et mes chers collègues de l'U.M.P. ? Il disait la chose suivante : afin de s'opposer au développement d'un urbanisme qui est l'antithèse d'un urbanisme à dimension humaine, respectueux d'un tissu urbain continu, vecteur de lien social, le prochain plan local d'urbanisme respecte la servitude existante de limitation du velum parisien à 37 mètres et qu'aucune modification postérieure à l'adoption du prochain P.L.U. ne change cette servitude. L'interdiction de construire des immeubles de grande hauteur sera ainsi maintenue.

Voilà ce que vous proposiez au Conseil de Paris en 2003 et…

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Attendez, je vais répondre à cela…

M. Jean-François LAMOUR. - En 2003…

M. Jean-Pierre CAFFET. - Justement, on va en parler…

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plait, on a écouté tous les intervenants, je ne sais pas pourquoi là, on dirait que cela dérange plus…

M. Jean-Pierre CAFFET. - Ah, cela vous gêne !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, attendez une seconde…

Chers collègues, acceptez les différences de point de vue. J'ai entendu des choses tout à l'heure, des uns et des autres - et je ne vais pas les citer - dans l'opposition comme dans la majorité, pour moi totalement inacceptables. Je les ai écoutées en silence, humblement, parce que… Mais oui, parce que vous avez bien le droit de le penser ! Donc, il n'y a pas de raison de ne pas écouter ce que dit Jean-Pierre CAFFET. Voilà. Et d'autant que c'est subtil et efficace !

(Rires dans l'hémicycle).

M. Jean-François LAMOUR. - En matière de subtilité, on repassera !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ne soyez pas jaloux !

M. Jean-Pierre CAFFET. - Je dois dire que ce n'est pas forcément synonyme, mais bon… !

Je vais m'en arrêter là, mais il est vrai qu'entre 2003 et 2007, vous n'avez pas changé de position sur ce sujet. D'ailleurs, M. LAMOUR - et j'arrête après - vous disiez vous-même - j'ai lu cela dans "Le Monde" d'hier - que c'était l'initiative du président de la République qui vous avait fait bouger sur le sujet.

Tout est dit. En tout cas je le croyais jusqu'à ce matin. Mais nous verrons bien, si vous voulez, comment se terminera ce débat et puis surtout le résultat du vote sur ce projet de délibération.

Je ne vais pas polémiquer sans cesse avec vous. Je crois que très franchement, au cours des dernières années, nous avons considérablement avancé sur le sujet. Il est vrai qu'en 2002-2003, cette question de la hauteur avait été abordée - par tous d'ailleurs, y compris par nous-mêmes, et je le confesse bien volontiers - de manière abstraite et je dirais un peu idéologique : on s'intéressait au bâtiment pour le bâtiment, à la tour pour la tour, à la hauteur pour la hauteur.

Donc, on ne pouvait pas déboucher sur quelque chose de concret, on ne pouvait pas avancer. Je crois que les travaux, qui nous ont été d'ailleurs demandés par le Conseil de Paris à l'époque, et les travaux que nous avons menés, parce qu'ils s'inscrivaient dans le tissu parisien, parce qu'ils se projetaient sur des quartiers, parce qu'ils se demandaient comment on pouvait aménager ces quartiers, d'ailleurs ces quartiers particulièrement ingrats. Et comment on pouvait introduire de la hauteur dans ces quartiers et à quoi cela pouvait servir, car c'est cela qui est intéressant aussi : à quoi cela peut servir.

Je crois que nous avons, par une réflexion concrète, considérablement avancé et moi, j'en ai tiré personnellement quelques enseignements. Je vais être très rapide, le premier enseignement que j'ai tiré c'est qu'il tord le cou à une idée reçue. C'est que nous savons que, contrairement à ce qui est souvent affirmé, habiter ou travailler dans un immeuble de grande hauteur n'est pas un enfer. Et tous ceux que nous avons auditionnés nous l'ont dit et nous l'ont confirmé.

Parce que j'en ai entendu de belles, à savoir que dès qu'on habitait dans un immeuble de 50 mètres, on devenait malade. On a fait la preuve, si vous voulez, que cela n'était pas le cas. Reste un problème, bien évidemment, et notamment pour les immeubles d'habitation de grande hauteur, c'est celui des charges, qu'elles soient locatives ou de copropriété.

Pour toute une série de raisons et notamment, les contraintes et la réglementation, dès lors que l'on est dans des immeubles d'habitation de grande hauteur, c'est-à-dire qui dépassent 53 mètres. Là, il y a un véritable problème. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, nous disons que créer des immeubles d'habitation de plus de 50 mètres n'est pas raisonnable parce que cela pose toute une série de problèmes de charges, que ce soit, je le répète, des charges de copropriété ou des charges locatives.

Deuxième enseignement, bien évidemment, mais je serais très rapide sur la question, il faut proscrire l'urbanisme sur dalle à Paris. Et ce n'est pas vrai, Monsieur LAMOUR, que nous allons recommencer les erreurs du passé des années 1960 et 1970, comme vous nous l'avez affirmé. On n'est pas plus idiots que les autres ! Donc, nous savons très bien, si vous voulez, que les problèmes de dalles, auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, sur des quartiers comme les Olympiades, par exemple, ou comme Beaugrenelle, constituent pour les copropriétaires des difficultés qui deviennent insurmontables et qu'il faut proscrire dorénavant cet urbanisme-là.

Troisième enseignement, et je crois que c'est peut-être l'un des plus importants ou des plus intéressants, et je réponds à M. DUTREY sur cette question car c'est lié à la question de la dalle. Ce qui a été montré dans ce groupe de travail, c'est que l'on pouvait construire des bâtiments de grande hauteur dans des quartiers sur une trame urbaine traditionnelle, ce que vous avez appelé, si vous voulez, la civilisation. Et je me souviens que Jean-François BLET nous parlait en fait de civilisation sur cette question, c'est-à-dire que l'on peut mettre des bâtiments de grande hauteur sur une trame urbaine traditionnelle, c'est-à-dire avec des rues, avec des chaussées, avec des commerces au rez-de-chaussée, avec des immeubles qui bordent les rues et non pas des immeubles dispersés ou des tours ou des bâtiments de grande hauteur dispersés de manière un peu aléatoire sur une dalle. Nous savons maintenant construire, parce qu'on a avancé sur cette question, des quartiers avec des immeubles de grande hauteur en nombre limité, sur une trame urbaine traditionnelle, c'est-à-dire ce qui fait la ville et notamment la ville de Paris.

Quatrième enseignement, et là je ne suis pas d'accord avec vous, Monsieur DUTREY : c'est que les travaux que nous avons menés ont montré que l'on pouvait gagner de la constructibilité, notamment en termes de logements, de l'ordre de 20 à 30 %.

Et, excusez-moi, mais il ne m'est pas indifférent de montrer que, sur un quartier comme Masséna-Bruneseau, entre des bâtiments limités à 31 ou 37 mètres et des bâtiments où l'on peut s'affranchir pour monter simplement à 50 mètres pour des immeubles d'habitation, on peut gagner 1.000 logements.

1.000 ! Ce n'est pas rien !

1.000, à l'échelle de Paris. On a déjà des difficultés, si vous voulez, quand même, vu les réserves foncières et vu la rareté du foncier à construire des logements.

Eh bien, je crois que ce n'est pas négligeable et que nous devons le méditer.

Par ailleurs, je suis en désaccord avec vous quand vous me dites que seuls les quartiers haussmanniens permettent de la densité. Ce n'est pas vrai !

Ce n'est pas vrai !

D'ailleurs, si vous regardez les quartiers haussmanniens, leur densité se fait au détriment des espaces libres. Vous en êtes d'accord ! Et oui, quand vous regardez le boulevard Haussmann, comme espace libre, à part les coeurs d'îlot, vous n'avez pas grand-chose. Alors que monter en hauteur permet justement de dégager de l'espace au sol pour de l'espace public, pour de l'espace vert. Et c'est cela qui est intéressant dans notre démarche.

Donc n'opposez par le quartier haussmannien et le quartier, je le répète, sur une trame urbaine traditionnelle où l'on peut s'affranchir de la hauteur.

Dernier enseignement parce que je crois que je vais être trop long : c'est que ces quartiers n'ont pas été choisis au hasard. Ce que nous avons montré, c'est que l'on pouvait réaliser de véritables quartiers de ville, du 21e siècle, avec une masse critique suffisante de logements, de commerces, d'activités, d'équipements et d'espaces verts. Ces quartiers, parce qu'ils se situent à la périphérie de Paris, sur la couronne de Paris mais à la jonction avec nos voisins, peuvent devenir demain, après-demain, de véritables nouveaux lieux de centralité de l'agglomération parisienne. Et cela, excusez-moi, mais ce n'est pas complètement anodin. Et c'est quelque chose qu'il faut véritablement prendre en considération.

Enfin, j'en terminerai en disant que nous savons aussi ce qu'il faut éviter. Nous avons un certain nombre de recommandations qu'il nous faudra mettre en œuvre.

Je reconnais humblement que la question du développement durable et de la consommation énergétique de ces bâtiments de grande hauteur n'est pas réglée. Ce que l'on sait faire aujourd'hui, ce sont des bâtiments qui font 100 kilowatts/heure par mètre carré et par an.

Mais je suis d'accord avec Ian BROSSAT pour dire qu'il faut continuer à travailler sur ces questions parce que, comme lui, moi, je crois au progrès et je ne baisse pas les bras. Je ne dis pas que ce sera un objectif absolument inatteignable.

Donc continuons à travailler !

Je terminerai simplement en disant que, bien sûr, il faut une méthode pour continuer à avancer. Je crois que la méthode proposée par ce projet de délibération est la bonne. Elle ne vise pas à passer en force. Elle vise à continuer la discussion et la concertation avec les Parisiens et, au-delà d'ailleurs des Parisiens, mais qu'en même temps, nous avançons en fait sur des projets opérationnels. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Michel CHARZAT.

M. Michel CHARZAT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, ce projet de délibération est important. Il nous permet de reprendre la discussion sur le devenir de Paris et il nous propose des objectifs que nous approuvons sans réserve : le rejet de la construction sur dalle, dont parlait à l'instant M. CAFFET, l'organisation des territoires délaissés, la création d'œuvres d'art urbaines…

Paris ne peut être figée dans le carcan d'une conception conservatrice, au risque d'être vouée au destin d'une ville patrimoine. Le débat ne doit pas être caricaturé ou réduit à un affrontement sur les immeubles de grande hauteur. Paris vaut bien une tour dès lors qu'apparaît un dessein d'ensemble et d'avenir.

C'est là que, selon nous, le bât blesse dans ce projet de délibération.

J'évoquerai à cet égard cinq enjeux qui ne sont pas suffisamment explicités.

Premier point : l'intensité urbaine.

Dépasser le plafond de 37 mètres pour des logements neufs, sans doute, mais ne négligeons pas d'autres marges de manœuvre qui existent : par exemple les "dents creuses", les bâtiments surélevés d'un ou deux étages, les immeubles à changer de destination.

N'oublions pas non plus les espaces à remodeler, notamment autour des gares de l'Est et du Nord.

Deuxième point : la densité humaine.

Paris est une capitale très peuplée. Certains quartiers de la couronne méritent une attention particulière, car la concentration des populations y est déjà excessive.

Troisième point : la qualité architecturale.

L'expression revient souvent dans le projet de délibération qui nous est proposé, mais elle n'est pas explicitée. Qui décide de cette qualité et selon quels critères ? La qualité architecturale, ce n'est pas seulement l'apparence extérieure de l'immeuble, c'est son confort intérieur, les matériaux et les couleurs, le soin apporté aux espaces communs, la préoccupation de l'environnement. Dans cette perspective, rendre habitables les sites retenus ne consiste pas nécessairement à opter pour la hauteur. Pour un urbanisme de qualité, c'est le quartier qu'il convient de penser en l'ouvrant à ses à-côtés tant parisiens que banlieusards. Or, l'immeuble en hauteur est une rupture qui place dans l'ombre d'autres habitats. Il faut miser sur la continuité et non pas sur la rupture. Dans cette perspective, on peut faire compact et dense, sans tours, comme le montrent de nombreux exemples en Autriche, en Italie ou en Hollande.

Quatrième point : le rééquilibrage en faveur de l'Est parisien.

Je regrette vivement que ce projet de délibération écarte, au profit de la Porte de Versailles, la création d'un deuxième Palais des Congrès, Porte de Montreuil dans le 20e, qui a été proposé dans le cadre d'un projet cohérent et ambitieux.

Plus généralement, je pense qu'il faudrait doubler l'étude sur le logement dans la couronne par une étude portant sur le développement économique et urbain de nos portes préalablement aux choix structurants.

Cinquième et dernier point : la construction d'immeubles de grande hauteur.

Nous devons refuser, cela a été dit souvent au cours de cette première partie de notre débat, toute approche théologique au profit d'une approche pragmatique. Certains des sites retenus souffrent de la proximité de quartiers de tours et de barres qui ont été construits dans les années 1960 et on sait dans quelles conditions ; je pense en particulier à la Porte de Montreuil. Il ne faudra pas y ajouter de la hauteur à la hauteur déjà existante.

Plus généralement, nous devrons rappeler qu'une tour est un objet réservé à une population aisée ou à des activités économiques, en raison du poids des charges, sauf à grever nos ressources financières.

Qu'une tour est énergivore, moins dans son entretien et son fonctionnement où il est possible de réduire la consommation d'énergie que dans l'énergie nécessaire à la fabrication de ses matériaux de construction.

Bref, il faudrait regarder de près avant de décider.

Dans cette perspective, la qualité de la concertation sera déterminante. Nos concitoyens doivent être informés complètement. Il n'y a pas de démocratie réservée à quelques-uns quand il s'agit de faire la ville. Création d'ateliers d'urbanisme en amont de l'enquête publique, consultations locales, tout devra être mis en œuvre pour favoriser l'initiative et l'expertise de nos concitoyens.

On l'aura compris, avant de nous prononcer, Katia LOPEZ et moi-même, nous attendons de ce débat qu'il nous éclaire mieux sur certains enjeux majeurs de ce projet de délibération.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Monsieur le Maire, au-delà des apparences, notre débat d'aujourd'hui dépasse largement la simple question des tours. Ce qui est en jeu, c'est notre vision pour cette ville, son visage, avez-vous dit, c'est ce que nous souhaitons pour l'évolution de Paris. C'est un débat éminemment politique, au sens noble du terme.

Et d'ailleurs, l'objet du projet de délibération qui nous est proposé porte sur une question bien plus globale, une question passionnante : celle de l'évolution du paysage parisien.

Et je veux le dire ici sans ambiguïté : nous sommes d'accord !

Nous aussi estimons que Paris ne doit pas être figée.

Nous aussi estimons que son paysage mérite d'évoluer.

Mais quel dommage qu'au moment même où on se propose de lancer un débat aussi passionnant, on le restreigne immédiatement à un sujet aussi peu intéressant que celui de la hauteur. Qui plus est, à un sujet aussi peu attendu par nos concitoyens, eux qui rappellent régulièrement qu'ils y sont majoritairement hostiles. Au lieu de restreindre le débat, proposons-leur plutôt de débattre vraiment de toutes les évolutions possibles du paysage parisien, et tout particulièrement de celles qui sont globalement plébiscitées par nos concitoyens, celles qui répondent non seulement à leurs aspirations, mais aussi aux besoins d'une ville du XXIe siècle, c'est-à-dire une ville qui soit en capacité de répondre aux enjeux de la crise écologique et énergétique, pour le dire simplement : une ville post-pétrole.

Nous sommes à un aiguillage.

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

Nous avons aujourd'hui le choix. Et ce choix, je crois, est un choix structurant, un choix de civilisation. Il se pose à un moment important de l'évolution de nos sociétés occidentales, au moment où tous les clignotants de la crise écologique, de la crise alimentaire, de la crise économique sont en train de passer au rouge vif.

Une option est de décider de poursuivre la fuite en avant, le toujours plus vite, toujours plus haut, toujours plus loin, toujours plus stressé, une espèce de tentative millénaire de s'affranchir des contraintes naturelles, y compris de la gravité. Et dans ce cas, il est logique de faire des tours, ces gratte-ciels, qui sont à l'architecture ce que les 4x4 sont à l'automobile : de jolis jouets tape-à-l'œil, symboles de domination et de puissance, mais tellement inadaptés à nos réels besoins. Car, précisons bien que ce dont on parle ici, c'est bien de tours.

Cher Ian, … il est parti... s'il ne s'agissait que de faire deux ou trois exceptions pour quelques dizaines de logements sociaux, et j'insiste sur sociaux, un peu au-dessus de 37 mètres, il n'y aurait pas besoin d'organiser un tel débat.

Nous avons déjà dit que si c'est ponctuel et pour du logement social, on n'y serait pas automatiquement favorables, mais pas forcément opposés. On n'a pas le fétichisme du chiffre 37. Mais l'autre option, au contraire, de celle des tours, est de choisir de privilégier la qualité de vie des habitants et de faire la ville qui va avec. Je veux le souligner ici : ce n'est pas incompatible avec le rayonnement de la Capitale, au contraire. J'ai déjà eu l'occasion de le dire à de nombreuses reprises : "Paris Plage" et Vélib' ont fait plus pour le rayonnement de Paris que ne le fera jamais aucune tour, à part peut-être la Tour Eiffel. Il y a une raison simple à ce rayonnement : on a vraiment là une innovation, on va vraiment dans le sens de l'histoire, on répond au besoin de concilier vie en collectivité et qualité de vie, vie en collectivité et décroissance de notre empreinte écologique, vie en collectivité et services nouveaux, notamment pour les plus fragiles. Là, oui ! On fait une ville plus humaine.

En ce sens, oui, nous partageons votre souhait que Paris rayonne, et pour cela que Paris soit exemplaire, parce que visant l'excellence environnementale et sociale.

C'est dans cet esprit que j'ai déposé un amendement au projet de délibération. Puisque vous nous proposez de débattre du paysage de Paris, je vous propose quatre pistes alternatives qui nous permettraient de faire évoluer positivement notre paysage, bien plus qu'un urbanisme de tours et de barres.

Tout d'abord, puisque les architectes ont l'air de vouloir s'investir dans une architecture plus écologique, ce qui est une excellente nouvelle, invitons-les à consacrer leur sens de l'innovation, non pas à une architecture bling-bling, clinquante, gaspilleuse, mais plutôt à engager un grand plan de transformation de nos quartiers en écoquartiers, réhabilitant le bâti existant, promouvant l'efficacité énergétique, privilégiant les énergies renouvelables, transformant des bureaux haussmanniens vides en logements sociaux.

Deuxième piste d'évolution de notre paysage : corrigeons les horreurs du passé. Transformer les tours existantes en gestes architecturaux dont nous puissions être fiers, qui plus est en réduisant drastiquement leur gaspillage énergétique : voilà un véritable challenge à la hauteur de l'imagination des architectes contemporains.

Néanmoins, il y a bien d'autres horreurs dans notre paysage quotidien, qui mériteraient autant d'attention que les tours : le traitement des abords des infrastructures lourdes de transport, les faisceaux ferrés, les viaducs du métro, ou celui sur lequel l'Etat compte faire passer CDG Express à travers la porte de la Chapelle, sans oublier, bien sûr, le paysage brutal et déshumanisé du périphérique, ainsi que cette autoroute urbaine qui défigure les berges de la Seine et qui pourrait être transformée en coulée verte, à l'image de ce qu'a fait la Ville de Lyon. Voilà des paysages urgents à humaniser.

Troisième piste, l'évolution de notre espace public. Je suis bien placé pour savoir que cet espace public a fortement évolué ces dernières années, et parce qu'il fallait, mètre après mètre, reconquérir l'espace sur l'omniprésente automobile afin de le donner aux transports collectifs et aux circulations douces, notamment aux piétons. Néanmoins, sous la contrainte d'un Code de la Route tellement inadapté à nos villes, nous avons dû multiplier séparateurs, potelets et barrières, certes indispensables pour protéger les plus faibles, mais qui enlaidissent la ville. Vous le savez, je plaide pour un Code de la Rue, mais il ne s'agit pas que d'un ensemble de règles, je plaide pour un code esthétique de la rue. Voilà qui modifierait en douceur notre paysage, voilà une piste intéressante pour ce grand débat.

Enfin, quatrième et dernière piste, la réalisation d'une véritable trame verte dans la ville. La préservation des espaces verts existants face au rouleau compresseur du bétonnage, la création de nouveaux espaces verts, la végétalisation des toits comme des murs y contribuent déjà et il faut l'amplifier.

Mais on peut aller plus loin, ce qui modifierait de façon bien plus douce notre paysage. Nous pouvons créer et valoriser de véritables corridors végétaux et de biodiversité. Les bois, encore aujourd'hui lardés de véritables autoroutes, pourraient être reliés par une coulée verte le long de la Seine, comme je l'ai déjà évoqué. La petite ceinture ferroviaire pourrait être mieux protégée et la ceinture verte qui entoure notre ville pourrait être préservée plutôt que de la sacrifier au bétonnage par la création d'une barrière de tours et de barres.

Vous l'aurez noté, Monsieur le Maire, nous ne manquons donc pas de propositions constructives qui vous prouvent que nous ne sommes pas des conservateurs, que nous ne voulons pas d'une ville-musée.

En conclusion, je vous dirai donc oui, Monsieur le Maire, nous sommes d'accord pour que notre ville bouge, mais nous voulons qu'elle bouge, non pas vers le passé, mais vers l'avenir.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Denis BAUPIN.

La parole est à Mme Emmanuelle BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Chers collègues, dans le prolongement de ce qui a été dit par Ian BROSSAT, j'ajouterai toujours en matière d'ambition que sur ce dossier, il n'est plus possible de raisonner à l'échelle étroitement parisienne, mais qu'il nous faut prendre en compte l'agglomération tout entière.

Aucun Parisien n'a de vie strictement réduite aux frontières du périphérique. Les touristes eux-mêmes, s'ils viennent pour un cœur métropolitain rayonnant, pensent au fond à toute l'Ile-de-France : Paris, c'est le MAC/VAL ou le stade de France.

Notre destin est ici lié à celui des communes et des départements voisins. Nous n'avons pas que les aéroports en commun. Cette polarité construit chaque jour un peu plus d'égalité entre nos territoires dans la diversité. Aujourd'hui, les réaménagements projetés représentent des quartiers entiers de la géographie parisienne qui sont sur sa couronne, mais demain, ces quartiers seront le cœur de la métropole parisienne : il y a là un argument de plus pour faire de l'excellence dans les quartiers populaires.

Et il ne faut rien s'interdire d'ailleurs au stade d'étude et de débat où nous en sommes. Des hauteurs supérieures à 50 mètres seraient incompatibles, nous dit-on, avec le logement social. Au-delà, ce serait trop cher compte tenu des normes et il y aurait aussi trop de coûts d'entretiens et trop de charges.

Sans doute ne faut-il pas s'interdire trop tôt de marcher sur d'autres pistes que celles de la rentabilité. Nous devons poursuivre le travail urbanistique en envisageant de la mixité sociale associée à de la mixité fonctionnelle. La mixité logement-emploi qui contribue aussi à la réduction des trajets domicile-travail est la plus compatible avec notre ambition écologique et avec la ville durable.

Et il faut pas oublier non plus les équipements, les services publics, et pourquoi pas nos propres administrations et les initiatives de la Ville elle-même et du Département dans divers secteurs. Présentons donc ce type de projet aux Parisiens, défendons-les auprès d'eux, et nous verrons s'ils n'emportent pas l'adhésion, éloignés qu'ils sont de l'image des tours stigmatisant l'exclusion.

Nos amis "Les Verts" nous soumettent des vœux demandant un référendum, mais poser une question à laquelle on ne peut répondre que pour ou contre, c'est se contenter de surfer sur l'image négative de ces barres de banlieue qui concentrent la misère et la pauvreté. Il faut de la concertation avec les Parisiens, il faut que leur décision puisse être informée. En un mot, il faut de l'intelligence collective sur un tel sujet. D'ailleurs, les conseils d'arrondissements ne nous demandent pas autre chose en appelant à la concertation.

De telles constructions novatrices pourront sans doute susciter les passions, comme cela a été le cas pour certains monuments parisiens lors de leur construction, et je pense par exemple à la Tour Eiffel ou au centre Georges Pompidou, mais elles peuvent aussi favoriser la construction et la densification de ce qui deviendra le cœur du pôle métropolitain. Il faut donner cette chance à ces quartiers.

Cela m'amène à un deuxième point sur le cadre général dans lequel se définissent ces ambitions. Nos décisions ne peuvent être autoritaires et ne peuvent rester isolées. Les quartiers périphériques sur lesquels portent nos projets supposent des échanges avec les communes voisines. Là aussi, il y a une responsabilité, et pas seulement une ambition. Il faut donc des projets partagés par les Parisiens et par les résidents et - puisque ces projets rayonneront au-delà du périphérique - entre communes qui se nourrissent mutuellement. Cette mutualité relève d'une démarche de fraternité : c'est bien avec les communes voisines que vivront ces projets.

Il y a donc là aussi un véritable motif pour l'action, car nous pourrions considérer, comme le suggèrent les uns ou les autres, que nous n'avons rien à faire, et par une vision malthusienne, considérer qu'au final, c'est la banlieue qui gèrera. C'était la vision de la droite quand elle était majoritaire à Paris. Ce n'est plus la position parisienne, et c'est heureux. Envisager les avantages mutuels est autrement plus difficile, mais autrement plus ambitieux pour le Paris de demain.

Sur toutes ces questions, beaucoup de choses ont été faites ; énormément de choses restent à faire, et c'est bien l'objet du projet de délibération qui nous est soumis. La mobilité, la polarité, et la mutualité permettent de mettre en application les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité à l'heure urbaine, qui ne prennent tout leur sens que lorsqu'elles sont envisagées conjointement.

Cela pose avec une autre ambition la question de la hauteur et c'est bien cette hauteur de vue qu'il faut avoir sur la question de la hauteur des constructions. C'est bien en servant ces valeurs que ces projets d'amélioration du paysage urbain pourront rencontrer non seulement l'adhésion des Parisiens mais aussi leur enthousiasme.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint président. - La parole est à M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Par ce projet de délibération, nous engageons une réflexion tout à fait essentielle s'agissant du renouvellement urbain, des transformations urbanistiques, et de la question des hauteurs dans la Capitale.

Invitant à la créativité, le Président de la République lui-même, a exhorté à dépasser les débats simplistes, faussés, qui se réduisaient par exemple à un débat pour ou contre les tours.

Le choix n'est effectivement pas là, mais il s'agit de tenir compte de l'ensemble des facteurs qui fondent le développement de la ville, c'est-à-dire l'insertion urbaine, l'organisation des transports, la flexibilité des usagers dans le temps, l'articulation des projets avec les territoires voisins dans une logique de dynamique urbaine à l'échelle de l'agglomération.

Mais aussi l'exemplarité en matière de HQE et de consommation énergétique à l'image du concept de tours hyper green de Jacques FERIER, qui cible à la fois la nécessité de préserver l'environnement et l'énergie.

Le développement durable, tout le monde en est d'accord, doit en effet être au cœur de la question du renouvellement urbain.

Il s'agit d'un challenge de haut niveau qui consiste à coupler qualité architecturale et qualité de vie avec des immeubles à la fois accueillants et performants, tout en assurant une continuité urbaine.

Et la difficulté complémentaire troublant notre rapport aux tours est le traumatisme, et je le dis en tant que maire du 15e, provoqué dans notre arrondissement par la tour Montparnasse et celles du Front de Seine qui sont des contre-exemples, le type même de ce qu'il ne faut plus faire.

Ces échecs du passé doivent nous servir de leçon en nous incitant à rénover notre manière de penser l'urbanisme en hauteur.

Et nous avons à notre disposition aujourd'hui les moyens de ne pas reproduire les mêmes erreurs, d'intégrer les constructions à l'environnement qui est le leur, et de prévoir aussi les aménagements nécessaires et une meilleure gestion des coûts.

S'agissant plus précisément du 15e, je retiens l'engagement de Mme Anne HIDALGO, en notre Conseil d'arrondissement, selon lequel le 15e ne serait pas concerné par la réalisation d'immeubles de logement de 50 mètres.

Pour davantage de garanties, nous avons néanmoins voté un amendement en ce sens, tant nous pensons que pour le 15e, comme ailleurs, et comme l'a excellemment dit M. Jean-François LAMOUR, notre Président, les immeubles de 15 étages de logements sociaux ne fonctionnent pas bien. La verticalité n'étant pas de nature à favoriser la convivialité.

Et même si M. CAFFET, qui a répondu un peu bizarrement aux orateurs en se comportant en adjoint compétent, n'est pas d'accord (il n'est pas là mais on lui transmettra mes propos), en référence au vœu de 2003 de l'U.M.P. qu'il citait, je tiens à préciser qu'à l'époque il exprimait, à titre personnel certes, sa réticence et plus que sa réticence comme nous sur le logement social dans de tels immeubles…

Je précise aussi que le 15e, avec ses plus de 15 % de logements SRU, n'a aucune leçon à recevoir en matière de logement social et même 30 %, mes chers collègues, de logements sociaux dans les quartiers Javel et Saint-Lambert visés par le projet de délibération.

Si la construction en hauteur ne nous semble pas une bonne réponse, en revanche nous sommes favorables aux programmes de logements sociaux "à visage humain", et nous avons voté tous ceux, oui, tous ceux qui ont été soumis depuis le début de la mandature.

Pour le 15e, l'implantation d'une tour dans l'enceinte du Parc des Expositions, comme il nous est proposé, paraît appropriée pour y édifier un hôtel, des bureaux liés à l'activité de salons, comme par exemple une pépinière de salons ou un centre de congrès.

Cette implantation concourra, et c'est important pour notre ville et son économie, à restructurer le site de Paris Expos, confronté à une concurrence internationale acharnée, en recul malgré sa récente fusion avec Villepinte, et l'obligation que nous avons de renforcer l'attractivité et la vitalité économique du territoire sur l'un des principaux pôles d'animation métropolitaine, doté d'un COS d'ailleurs très bas de 0,65 %.

Cette tour de 150 mètres répondant aussi à une mixité fonctionnelle verticale véhiculera sans doute, nous l'espérons, une image de modernité et de dynamisme confortant le rayonnement de Paris à l'international. Implantés parallèlement à la rue Ernest Renan, à la lisière de Paris, cette construction et les aménagements de voirie qui l'accompagneront réaliseront un trait d'union entre la banlieue et Paris, entre Issy-les-Moulineaux, richement dotée de tours, et le 15e.

Au lieu de la confusion actuelle sera engagée une nouvelle et monumentale porte d'entrée dans Paris particulièrement bien desservie, et c'est extrêmement important, par la connexion des T3 et T2 reliant la Défense en 20 minutes et formant un nœud intermodal dense avec les lignes 8 et 12 du métro. La requalification de l'espace public et l'implantation d'équipements devront être envisagés avec par exemple la création d'espaces verts, l'ouverture d'une crèche. L'écoute des riverains permettra sans doute de porter encore d'autres projets.

J'ai confiance, pour ma part, dans le professionnalisme de l'opérateur qui a prévu la construction d'un équipement qui réponde à toutes les conditions, respecte le plan climat et même, osons ce défi, embellisse cette partie de notre Ville. Car finalement, c'est bien de cela qu'il s'agit, tout en donnant un nouveau souffle à ce quartier et une image de modernité et de qualité urbanistique pour le 15e tout entier.

Pour conclure, et parce que les nouveaux projets doivent être accompagnés par une rénovation de l'existant vieillissant et cela doit être une des grandes priorités de la Municipalité, qui ne doit pas l'oublier, avec mes collègues du 15e dont Jean-François LAMOUR, Claire de CLERMONT-TONNERRE et Alain DESTREM notamment, nous avons fait adopter un vœu par le Conseil d'arrondissement, repris à peu près par l'Exécutif d'ailleurs en réponse, pour que soit élaboré un programme pluriannuel de rénovation et de requalification des abords des grands ensembles Frères voisins, Périchaux, Sablonnière et que des crédits d'études surtout soient inscrits dès le budget 2009.

Enfin, pour compléter cette démarche et la démarche, pourquoi pas, entreprise par la Municipalité, de concertation, nous demandons également que le Maire de Paris mette à la disposition de l'arrondissement, mais d'autres arrondissements également, les moyens humains et matériels pour créer l'atelier local d'urbanisme de notre arrondissement et en assurer le bon fonctionnement.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint président. - Merci.

La parole est à Mme Karen TAïEB, à qui il reste un peu plus de 11 minutes sur le temps de parole du groupe M.R.C.

Mme Karen TAÏEB. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Il nous est demandé aujourd'hui d'approuver le principe de l'engagement d'un processus d'étude, de débat et de concertation portant sur l'évolution du paysage urbain du pourtour de Paris. Etude, débat et concertation, trois temps qui président à l'action, et qui sont plus que nécessaires, car nous sommes tous d'accord au moins sur un point, il n'est plus question aujourd'hui de commettre les erreurs du passé avec ces fameuses tours sans âme, qui ont été construites sans penser à ceux qui les habiteraient.

De véritables inepties urbanistiques souvent, des tours où la notion d'humain a totalement déserté, et je comprends la frilosité des Parisiens qui ne sont pas séduits par l'idée des immeubles de grande hauteur et craignent de voir rejaillir du sol parisien des cages à poules, des tours infernales à Paris.

Mais il est temps de dédramatiser, on parle d'un plafond de 50 mètres destinés au logement notamment social, et on connaît les besoins. Et très ponctuellement des immeubles plus hauts de 150 à 200 mètres pouvant accueillir des activités économiques de type activités tertiaires, hébergement hôtelier, semblent se dessiner.

Poser une tour au milieu de nulle part où le métro, le RER, les bus ne s'arrêtent pas, où les commerces ne s'installent pas, où l'on a oublié les écoles et les crèches, les équipements publics et les espaces verts, ce n'est évidemment plus possible.

Nous sommes tous ici les témoins vivants de ce qu'il ne faut plus faire et il ne s'agit pas de faire concourir le beau avec le moins énergivore; la densité avec l'espace, ou encore Vélib' avec les immeubles de grande hauteur.

Mais il est temps, surtout, de réfléchir intelligemment avec les différents protagonistes, et notamment avec nos urbanistes et nos architectes du XXIe siècle, qui n'ont pas à payer pour les erreurs commises dans les années 70 en s'expatriant comme nos chercheurs ou nos scientifiques.

Je ne suis pas de celles ou de ceux qui voudraient que Paris construise plus haut parce que c'est une mode. Ceux qui le pensent insultent notre travail d'élus. Réduire tout cela à une mode, à du "bling-bling", ou à du tape-à-l'oeil comme le fait notre collègue M. Denis BAUPIN dans la presse revient à mépriser, à déconsidérer, à disqualifier les architectes et urbanistes à Paris, cela revient à réduire ce qu'ils pourraient imaginer, inventer, créer pour Paris à un "copier-coller" de ce qui se fait à Londres, à Dubaï ou à Moscou, comme si Paris n'avait pas d'idée, ni conscience de l'énergie, ni conscience de l'écologie, ni conscience de l'environnement.

Si nous voulons laisser une trace architecturale d'aujourd'hui, nous ne devons pas nous contenter d'un mieux ou d'un moins pire qu'avant, mais réfléchir ensemble à ce qui pourrait être à la fois une œuvre d'art en même temps qu'une œuvre de vie, une œuvre de ville.

Paris est une ville sublime. Et il n'est pas un jour où son architecture ne m'émerveille mais doit-on se contenter d'une ville horizontale ? La réponse n'est pas simple mais la trace architecturale que nous pourrons laisser se doit d'être digne de ce siècle, autrement dit exigeante, qui sache à la fois être une réponse à l'attente exponentielle en matière de logement social, qui tienne compte de l'attractivité économique, des facteurs écologiques, environnementaux et où le beau et le respect de l'humain ont autant de place sur le cahier des charges que les autres facteurs.

Et, à Paris, l'équation n'est pas simple.

105 kilomètres carrés au total, un potentiel foncier limité et des demandes multiples en terme de logements, d'équipements collectifs, d'espaces verts et d'emplois.

Et si les immeubles de grande hauteur ne sont pas la panacée, ils sont en tout cas une réponse concrète à un besoin urgent, à condition que le cahier des charges soit bien sûr respecté. Créer des quartiers de vie, ne pas construire au-dessus du sol naturel, être exigeant en matière de qualité architecturale et environnementale et faire des immeubles accueillants. Et j'ajouterai : avec la présence de gardiens ou gardiennes, une présence humaine indispensable dans ces immeubles qui peuvent, par leur taille, effrayer.

Plusieurs sites, on l'a rappelé, sont susceptibles d'accueillir des programmes significatifs de construction au cours des prochaines années : Masséna-Bruneseau dans le 13e, Bercy-Charenton dans le 12e où les différents projets architecturaux sauront matérialiser ce pont entre le 12e arrondissement et Charenton, entre Paris et Charenton.

Et évidemment, sur ces différents sites, des immeubles de grande hauteur peuvent apporter des solutions à des besoins en logement, des bureaux et des équipements, tout en dégageant des espaces publics et espaces verts au sol.

L'idée d'installer le T.G.I. de Paris à Masséna-Bruneseau est un bon exemple. Ce projet répond, d'une part, au besoin en surface, estimé entre 110.000 et 130.000 mètres carrés et tient compte d'emblée de la nécessité des moyens de transport, avec la proximité immédiate du tramway sur un site en pleine terre, en rive de Seine et qui sera desservi par la ligne T3 du tramway d'ici 2012.

Dans le 15e arrondissement, Porte de Versailles, là encore, cette réflexion architecturale tient compte de la place de Paris parmi les capitales européennes pour en faire le leader européen en matière d'accueil des salons et des congrès.

Porte de la Chapelle mérite bien sûr d'être requalifiée en renforçant les activités économiques, universitaires, tout comme le nombre de logements. Et là encore, l'arrivée du tramway T3 à la Porte de la Chapelle va transformer les conditions de vie.

On le voit à travers ces différents projets. Paris n'a pas fini de se construire. Paris n'est pas une ville achevée, comme le dit notre collègue Anne HIDALGO, que je voudrais féliciter, car je sais qu'elle saura apporter toute l'intelligence, toute la mesure et la qualité au débat démocratique sur cette grande question citoyenne.

Laissons place à une architecture urbaine, exigeante, innovante et comptable de toutes les nécessités pour l'avenir.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, et "Les Verts").

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je donne la parole à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - C'est en tant qu'élue du 13e arrondissement que je souhaite intervenir dans ce débat.

Il est donc question de lancer un processus d'études, de débat et de concertation portant sur l'évolution du paysage urbain parisien et sur sa couronne. Les mots sont précis et complémentaires, je vais donc les prendre à la lettre.

Puisqu'il s'agit du lancement d'études et de débats, il est présupposé que tous les avis pourront être entendus et écoutés. C'est dans ces conditions de respect du débat que je vais ici m'exprimer objectivement, sans a priori politique ni tabou.

Compte tenu de l'expérience et de la connaissance que j'ai de mon arrondissement, compte tenu du déclin économique que connaît Paris et du fait que le besoin de logements s'y fait cruellement ressentir, compte tenu du fait que, dans ces conditions, nombre de jeunes éprouvent la nécessité de quitter la Capitale pour s'installer en banlieue, la solution de la hauteur doit pouvoir être envisagée. Aucun dogmatisme n'impose a priori de nous limiter.

Mais si la solution de la hauteur peut être envisagée, c'est à condition que le débat ne concerne que la périphérie et non le centre historique, et que le primat du respect de l'environnement, de l'esthétique et de la qualité des aménagements projetés soit clairement affirmé.

En un mot, on ne pourra avancer sur le dossier de la hauteur qu'en tirant les leçons des erreurs du passé.

Montparnasse et Beaugrenelle ont été des échecs. Pour autant, soyons capables de dépasser le traumatisme qu'ils ont suscité en tirant de ces expériences les enseignements qui s'imposent.

La tour Montparnasse ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt du potentiel des immeubles hauts.

Oui, nous n'avancerons sur la hauteur qu'en tirant les leçons des erreurs du passé. Je parle en connaissance de cause ! Je viens de citer Montparnasse et Beaugrenelle mais, en matière d'erreur architecturale et urbanistique, le 13e arrondissement dont je suis élue a, hélas, lui aussi, largement payé son tribut. L'actuel quartier Masséna, la dalle des Olympiades ne sont pas des exemples à reproduire.

Mais c'est précisément parce qu'il existe déjà des tours dans le 13e, nombreuses même, on en compte une bonne trentaine, entre les quartiers Italie, Tolbiac, les Olympiades, portes d'Ivry, de Choisy, de Masséna, que je considère qu'en ajouter ne peut pas nuire à l'équilibre urbain de l'arrondissement et plus précisément du quartier Masséna.

Sur le principe donc des tours sur le Masséna-Bruneseau, pourquoi pas, mais une fois acquis le principe qu'il faut créer un ensemble cohérent, harmonieux, de belle qualité architecturale, entouré d'espaces verts, permettant la création ou l'intégration de véritables quartiers dotés des infrastructures nécessaires, de services publics, bien desservis en transports, permettant une activité mixte, développant dans ce quartier un secteur tertiaire, avec éventuellement l'implantation du T.G.I., qui apporterait sans contexte une valeur ajoutée à l'arrondissement, se pose la question la plus épineuse : quel type de logements y construire et à quelle hauteur ?

La loi S.R.U., élaborée et adoptée par une majorité socialiste, apporte, à mon sens, une réponse à cette question et ma position est très claire : j'en appelle à un respect strict de la loi S.R.U. pour les constructions à venir dans le 13e.

Mon arrondissement compte en effet déjà 31 % de logements S.R.U. Il est en deuxième position, tout de suite après le 19e, quand la moyenne générale est à moins de 15 %. Les critères de la S.R.U. en la matière seront donc déjà plus que remplis.

En conséquence, je considère que nous ne devons en aucun cas y construire des barres d'immeubles de 37 à 50 mètres, intégralement consacrées au logement social. Ce serait préjudiciable à son équilibre. Et ce serait constituer de nouveaux ghettos et gaspiller tous les atouts dont dispose le 13e pour devenir un quartier en pointe.

Ces atouts, ils sont nombreux : l'espace, l'existence d'une véritable mixité sociale y sont essentiels. Ils peuvent être mis au service d'un véritable urbanisme d'accueil, un urbanisme capable d'aider les familles à s'y agrandir et les enfants à y grandir. Ils peuvent aussi et doivent être mis au service d'un urbanisme favorable à son développement économique.

Pour cela, ce ne sont pas des barres de logements sociaux qu'il nous faut, mais un véritable projet architectural, exploitant toute la diversité et le potentiel de l'arrondissement.

Le Maire demandait de l'audace. Voici ce qui serait réellement audacieux et non la reproduction idéologique d'enclaves économiquement faibles.

En conclusion, parce que comme les autres membres de mon groupe, je plaide pour une approche pragmatique du dossier de la hauteur, je ne suis pas hostile par principe au projet Masséna-Bruneseau, à condition que l'on tienne compte de la réalité présente et que l'on rompe avec les réflexes du passé.

Tenir compte de la réalité présente, c'est affirmer que le dossier hauteur dans cet arrondissement ne doit pas être fondé sur le logement social.

Rompre avec les réflexes du passé, c'est refuser la vision étroite et sclérosée d'un Paris monolithique et replié sur sa frontière périphérique.

Et rompre avec cette vision suppose un double mouvement simultané de zoom avant et de zoom arrière. Zoom avant sur la vie et la réalité des quartiers, zoom arrière sur l'ensemble que doit constituer le Grand Paris pour que notre ville demeure le centre francilien et reste une capitale à l'échelle mondiale.

Les critères de la loi S.R.U. doivent pouvoir être appréciés à l'aune de ce double mouvement, tant à l'échelle locale du quartier que globale de la grande couronne.

J'ajoute, pour conclure, que l'implantation du T.G.I. dans le 13e à Masséna ou près de la bibliothèque François Mitterrand, ce dernier emplacement de la Halle Freyssinet ayant ma préférence, sera une chance pour le 13e. Elle serait très symbolique de l'élargissement du centre parisien vers ses quartiers périphériques et en particulier ceux de l'est parisien qui ne doivent plus être des quartiers déshérités. Dans le cadre du Grand Paris qui s'annonce, ce sont, je le répète, les 20 arrondissements de Paris qui devront constituer le centre francilien de la métropole.

Pour ce faire, il faut se positionner en bâtisseur de ce futur Grand Paris et permettre à ses quartiers les moins favorisés de se hisser vers l'excellence.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Mme Sandrine CHARNOZ, pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Mme Sandrine CHARNOZ. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, le projet de délibération qui nous est proposé nous invite aux études et la concertation. Se réapproprier la ville, participer à sa construction, à ses mutations, voilà l'enjeu de ces études.

Nous savons, en effet, combien il est difficile de se représenter en trois dimensions le devenir d'un quartier. C'est un domaine, où si nous souhaitons associer des citoyens et leur donner les moyens de s'exprimer en connaissance de cause, il nous faut les aider à se représenter au-delà des intentions ce qu'un territoire peut devenir.

Le lancement des groupes de travail a été une première étape et a permis par le lancement des études urbaines sur trois cas concrets d'illustrer des débats trop souvent théoriques.

Parmi les sites étudiés figurent le quartier Bercy - Charenton. Dans le 12e arrondissement, nous sommes très attentifs et heureux que ce processus d'études, de débat et de concertation nous permette de redonner à la ville ce territoire en friche, ce fond de ville longtemps délaissé par nos prédécesseurs.

Grâce aux études, nous pourrons imaginer ce qu'il pourrait être demain et échanger avec les habitants, les professionnels, les usagers, les Parisiens et les métropolitains.

Le deuxième enjeu de ce projet de délibération est en effet la concertation, l'information, le dialogue, l'échange sans anathème, où nous serons libres de donner notre avis et nos envies.

Ce territoire Bercy - Charenton, traversé par le réseau ferré de la gare de Lyon, la petite ceinture, le périphérique, l'échangeur de Bercy, l'entrée de l'A4, n'en est pas moins pour Paris une entrée de la ville fluviale.

Pour le 12e arrondissement, c'est aussi une partie de sa façade sur la Seine et pour Paris Métropole, la concrétisation que Paris et les communes voisines peuvent surmonter la frontière physique du périphérique. Soixante hectares, dont cinquante sur Paris, pour nous permettre de respecter nos engagements de campagne : construction de logements sociaux notamment, reconquête pour le 12e arrondissement de sa façade fluviale et de ses berges de Seine, aménagement de la Petite ceinture permettant à terme de relier les berges à la coulée verte, développement d'un pôle économique innovant.

Soixante hectares pour répondre aux attentes des habitants en cours d'expulsion, aux longues listes d'attente car pour nous le logement est une priorité absolue et une volonté.

Soixante hectares à urbaniser en respectant les temps de concertation mais vite car il y a urgence.

Nous ne souhaitons pas, comme certains, le dédier à une hypothétique exposition universelle à l'horizon 2020 mais bel et bien le rendre aux Parisiens et aux métropolitains.

Soixante hectares pour gagner le pari de la ville mixte, logements, bureaux mais aussi activités avec le maintien de la gare de la Rapée pour la logistique et les espaces verts également.

Soixante hectares pour construire Paris Métropole, en reliant Paris et Charenton, entre autres, par le prolongement de la rue Baron Le Roy à court terme, par une liaison en fait entre le quartier de Bercy et les maréchaux qui seront irrigués par le tramway T3, par une liaison entre Paris et Bercy 2 et les dix hectares situés de l'autre côté du périphérique dont Charenton a débuté l'aménagement.

J'entends certains nous affirmer que la ville idéale est la ville haussmannienne, dense et sans immeuble de grande hauteur. Nous aussi, nous aimons cette ville haussmannienne. Mais il ne faut pas oublier que cette ville s'est construite en site facile, sans réseau ferré, en balayant toutes contraintes, toutes constructions, en rasant et surtout en déplaçant et en rejetant toutes les populations pauvres à la périphérie.

L'enjeu auquel nous devons répondre aujourd'hui est celui d'urbaniser les sites très contraints comme Bercy - Charenton. Ne pas s'interdire les immeubles de grande hauteur, c'est s'autoriser à densifier car les emprises disponibles ne sont pas extensibles. Or, la densité est la clef de la ville durable. Un immeuble de 50 mètres de haut permet 20 % de logements en plus, tout en ne grevant pas les charges des copropriétaires et des locataires. 20 % de logements en plus, c'est loin d'être négligeable.

La ville dense réduit les distances et donc les consommations d'énergie, le bruit et la pollution. Ainsi, un habitant d'une ville dense consomme trois fois moins d'énergie et rejette trois fois moins de gaz à effet de serre qu'un habitant d'une ville peu dense. La ville dense est également socialement plus juste. Le temps d'accès à 500.000 emplois est deux fois plus rapide.

La ville dense contribue à intégrer toutes les populations et à assurer leur mobilité. Construire sur un site comme Bercy Charenton, desservi à l'Ouest par Météor, par la ligne 8 au nord, irrigué par le futur tramway, sans oublier la possibilité d'une nouvelle gare RER D, nous permet, au-delà des mots, de nous engager sur la densification des zones bien desservies en transport collectif au coeur de l'agglomération.

L'enjeu de la grande hauteur, c'est le pied d'immeuble, sans rapport au sol car il invite à ne pas reproduire d'urbanisme de dalles qui a fait beaucoup de dégâts dans les années 1970.

L'option mise en débat sur ces sites, et je dis bien débat car ce n'est en aucun cas tranché, c'est bel et bien de monter avec des immeubles de plain-pied avec un rapport direct à la rue. Les espaces ainsi dégagés peuvent accueillir des espaces publics et des espaces verts.

Monter pour densifier mais aussi pour innover ; innover dans le mélange des fonctions, accueillir au sein d'un même immeuble plusieurs fonctions est une des clefs de la mixité. Innover aussi pour proposer des immeubles écologiques car un immeuble de grande hauteur est écologique par nature car il favorise la densité et permet de regrouper sur un même site de nombreuses activités.

Et comme le dit si bien, Jean NOUVEL : "Un ascenseur pollue moins qu'une voiture".

Mais au-delà, il nous faut inventer des immeubles de grande hauteur, économes en énergie, en eau, avec une meilleure qualité d'usage dans le temps.

J'entends certains nous dire que cela coûterait plus cher et que nous ne pourrions faire que des bureaux et des logements de luxe.

J'ai entendu René DUTREY nous dire que le HQE sur des immeubles de grande hauteur était impossible. Etudions et faisons confiance à notre créativité et à la technologie pour nous proposer des immeubles HQE, y compris pour le logement social jusqu'à 50 mètres, car ce sont ces locataires-là qui ont besoin que leurs factures d'énergie baissent. Le défi est immense mais nous pouvons le relever et par ces études, mettre les expertises, l'intelligence et l'innovation au service de la ville durable.

Je vous remercie.

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. François DAGNAUD au fauteuil de la présidence).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Fabienne GIBOUDEAUX.

Le temps de parole du groupe "Les Verts" étant de 3 minutes 36 secondes.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Monsieur le Maire, chers collègues.

La modification importante du cadre de vie et du paysage parisien proposée par ce projet de délibération engage le devenir urbain de notre Ville et le quotidien de très nombreux habitants pour de nombreuses années.

Une concertation locale renforcée ne doit pas se limiter à de nombreuses réunions d'information mais impliquer les habitants, les acteurs locaux dans l'élaboration de nouveaux projets. Pour faire vivre cette concertation, nous proposons, par un amendement, la mise en place d'ateliers d'urbanisme dotés de véritables moyens dans les quartiers concernés.

Les projets se situent souvent dans des quartiers où le tissu associatif est moins dense et la participation au conseil de quartier très faible. Cet outil participatif permettrait donc de faire vivre la démocratie locale autour de projets concrets, de faire travailler ensemble des professionnels de l'urbanisme, des élus et des habitants des communes riveraines.

La réussite d'un quartier ne se résume pas à la question des hauteurs. L'équilibre entre les équipements, les espaces verts, les logements et les activités est primordial. L'expérience réussie des ateliers d'urbanisme à Paris et dans de très nombreuses villes européennes a montré que lorsque les autorités publiques s'en donnent les moyens, il y a une véritable productivité des ateliers d'urbanisme.

Le développement de ces outils permettrait une phase délibérative beaucoup plus riche et informée que l'enquête publique et aussi de faire émerger des choix urbains, des solutions souvent originales et innovantes.

Dans le 20e arrondissement, la participation au projet d'urbanisme a été vécue comme une expérience très positive pour l'ensemble des acteurs parce qu'elle a permis l'intégration des attentes, des besoins locaux dans une perspective urbaine totalement renouvelée par les exigences environnementales. Les élus du 20e arrondissement ont bien perçu que ces ateliers d'urbanisme pouvaient produire de l'intelligence collective et individuelle. C'est une des raisons pour lesquelles, les élus du 20e ont unanimement voté en faveur d'un atelier pour l'aménagement de la porte de Montreuil, lors de leur dernier conseil d'arrondissement.

L'atelier d'urbanisme n'est pas d'emblée et "a priori" producteur de consensus. Il n'évacue pas les divergences mais il permet de les surmonter dans une dynamique de travail collectif. En se contentant d'une simple concertation avec un projet de cette ampleur, on prend le risque que la conflictualité se cristallise, que les points de vue se figent et qu'en définitive, ce qui pouvait apparaître comme un gain de temps génère des blocages et peut-être un ressentiment durable dans la population.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Brigitte KUSTER.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Je souhaite revenir en tant que Maire du 17e, vous vous en doutez, sur la partie du projet de délibération relatif à la Z.A.C. "Clichy-Batignolles" Il s'agit en effet de l'un des sites détaillés dans ce rapport et je m'en réjouis, car cela fait suite à une demande que j'avais formulée lors d'un entretien avec M. le Maire de Paris, Maire de Paris qui est absent à nouveau au moment où je m'exprime, et permettez-moi de le souligner, parce que cela devient récurrent, au bout d'une heure et demie en séance, cela semble être sa devise "une heure et demie".

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

J'espère que nous ne devons pas en conclure qu'il y a des orateurs qui méritent d'être entendus et d'autres qui seraient d'une autre catégorie et qui ne mériteraient pas la présence du Maire en séance.

Je vous avais fait part, car je m'adressais normalement à M. le Maire de Paris donc, je lui avais fait par de mon souhait de voir le nord de la Z.A.C. "Clichy-Batignolles" profiter de la possibilité d'une nouvelle approche architecturale et urbanistique.

C'est avec une certaine déception que nous avons découvert la proposition, qui ne correspond pas à l'évolution du paysage urbain souhaité par la majorité des élus du 17e.

Par ailleurs, le processus d'études portant sur l'évolution du paysage urbain ne peut pas nous satisfaire puisque vous y avez déjà acté des éléments que nous ne pouvons pas accepter et ce, avant toute concertation.

La majorité du 17e arrondissement est particulièrement attentive à ce dossier. Nous le suivons depuis le départ car les enjeux sont de taille, rappelons qu'il s'agit de la plus grande emprise foncière intra-muros sur Paris et il est de notre responsabilité d'élus d'offrir aux Parisiens un quatre-vingt et unième quartier ambitieux à la hauteur de leurs légitimes attentes.

L'aménagement des terrains Cardinet ne date pas d'hier. Un long travail et de nombreuses études ont déjà été menés. Dès le départ, la majorité du 17e a fait part de ses remarques et réserves sur le projet présenté par la Mairie de Paris et la S.E.M.A.V.I.P, particulièrement sur le nord du site. Je vous rappelle qu'en 2007, le Conseil du 17e avait émis un avis défavorable au dossier de création et de réalisation puisque toutes les propositions que nous avions formulées avaient été refusées. Certaines de ces réserves ont toujours lieu d'être et d'autres, peu, sont levées et de nouvelles sont apparues.

Nous pouvons les rappeler : La desserte des transports en commun, nettement insuffisante ; je ne cesserai de vous mettre en garde contre l'irresponsabilité d'accueillir plus de 12.000 habitants et plus de 10.000 salariés sans prévoir en amont un renforcement significatif de leurs transports en commun et l'insuffisance de liaison entre le nord et le sud de la Z.A.C. et évidemment, le manque d'ambition de ce projet car nous sommes clairement dans un schéma "métro, boulot, dodo".

Ces réserves sont hélas toujours d'actualité.

Nous avons affirmé, à maintes reprises, notre ferme opposition à l'implantation de logements dans le secteur nord de la Z.A.C., que ce soit sur l'emprise du lycée international Honoré-de-Balzac ou ceux prévus entre le périphérique et le boulevard des Maréchaux aux côtés d'une centrale à béton, d'une zone de fret ou encore d'un centre de tri de déchets.

Il semblerait, Monsieur le Maire, que vous nous ayez entendus au moins sur un des arguments, au premier rang desquels le caractère impropre des terrains d'Honoré-de-Balzac à accueillir des bâtiments d'habitation sur l'emprise même du lycée.

De plus, vous le savez, nous ne souhaitons pas de barres d'immeubles de 50 mètres, comme vous le préconisez, à la couronne de la capitale et principalement sur ce site qui ne s'y prête pas. Pour nous, les immeubles d'habitation doivent en effet être harmonieusement répartis.

En effet, à la lecture de ce projet de délibération, une nouvelle crainte est apparue. Vous évoquez l'implantation d'immeubles de 50 mètres destinés à recevoir des logements et ce, je le rappelle entre périphérique et Maréchaux. Nous refusons catégoriquement ce type de constructions qui, en grand nombre, pénaliseraient ce quartier. Je vous le rappelle, c'est un immeuble de 50 mètres, exactement à quelques centaines de mètres de là qui va être démoli, porte Pouchet, dans le cadre du G.P.R.U.

Alors, pourquoi voulez-vous modifier les équilibres actuels qui ont fait déjà l'accord entre toutes les parties concernées après des années de discussions. Plutôt que d'envisager des tours de 50 mètres de logements sociaux, nous demandons que l'on utilise pour les habitations la possibilité actuelle permise par le PLU - 37 mètres - pour la plupart des immeubles, car pour mémoire, ce n'est pas le cas du premier immeuble qui sera construit prochainement dans la Z.A.C. "Cardinet-Chalabre". Il nous semblerait donc pertinent que l'architecte aménageur concepteur François GRETTER travaille prioritairement sur cette possibilité.

De plus, je vous rappelle que grâce à l'action des élus de notre majorité du 17e, nous avons obtenu que ce quartier soit un écoquartier. Ce sera le plus grand quartier écologique de l'Ile-de-France, avec pour objectif zéro carbone. En tout état de cause, nous souhaitons que ce projet ait du souffle, en donnant une réelle identité à ce 81e quartier, qui doit être exemplaire, non seulement en matière de développement durable, mais aussi en matière d'innovation et apporter un dynamisme à tout l'Ouest parisien.

Je vous rappelle qu'à ce jour, aucun grand équipement n'est prévu, alors que nous avions proposé un campus universitaire, une grande salle de concert, ou encore l'Institut Européen des Technologies, malheureusement parti à Prague. Notre demande d'un bel équipement est donc toujours d'actualité. Monsieur le Maire, nous vous le demandons et nous insistons : ne loupons pas l'occasion qui nous est donnée de construire ce bel équipement phare, qu'il soit culturel, économique ou pourquoi pas sportif. J'ai envie de dire : cela aurait de la gueule ! Alors, oui, nous avons aujourd'hui la possibilité et l'opportunité de donner à ce quartier une nouvelle ambition : saisissons-la ensemble dans l'intérêt des Parisiens.

Les terrains Clichy-Cardinet méritent mieux, ils méritent par exemple qu'un grand concours d'architecture soit mené, et pourquoi pas dans le cadre du grand Paris, comme nous y encourage d'ailleurs le Président de la République. Ces terrains méritent également que de véritables gestes architecturaux à la porte de Clichy donnent une identité claire à ce quartier avec, pourquoi pas, de très beaux immeubles de très grande hauteur à vocation économique et bien sûr, que l'ensemble de ce site soit donc un exemple en matière de développement durable.

Vous l'aurez compris, nous sommes ambitieux pour ce quartier et nous n'acceptons pas un débat tronqué où les dés sont pipés et les objectifs déjà définis. Bien évidemment, le débat va s'engager devant la population, nous allons expliquer devant elle les enjeux d'un projet que nous souhaitons équilibré et harmonieux dans son ensemble.

Nous vous remercions d'écouter nos propositions et de nous aider à bâtir ensemble un quartier où il fera bon vivre, un quartier qui sera une nouvelle fierté pour Paris. C'est là notre seul objectif et j'espère que nous allons le mener en commun.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Fabienne GASNIER. Le temps de parole du groupe Centre et Indépendants étant de 7,2 minutes.

Mme Fabienne GASNIER. - C'est en tant qu'élue du 17e que je m'exprimerai aussi. Quel que soit l'angle par lequel on aborde le dossier, le même constat s'impose. Il y a un incontestablement une exception aux Batignolles. En l'occurrence, c'est de la hauteur qu'il est question.

Même au regard de cette problématique, l'aménagement des Batignolles apparaît toujours comme un cas à part. Exception de forme d'abord, le découpage du projet de délibération le fait apparaître clairement. Ce projet énumère les sites visés par la question des hauteurs. Trois de ces sites ont donné lieu à des propositions dans le cadre des ateliers 2007, deux autres ont fait l'objet d'études autonomes et le site de la Z.A.C. "Clichy-Batignolles" constitue la troisième catégorie de site listé à lui tout seul. Et pour cause, son ajout dans le dossier des hauteurs apparaît comme un pur fait du prince, passez-moi l'expression, compte tenu du sujet : il tombe du ciel.

Ainsi nous propose-t-on un bâtiment plus élevé que les immeubles de logement de 50 mètres à usage d'activité économique aux abords de la porte de Clichy, au nord du boulevard Berthier, entre la porte de Clichy et le faisceau ferroviaire. Pourquoi pas ? Je ne vois pas de raison de m'opposer à un tel projet par principe, mais inscrire in extenso la construction d'une tour dans un projet de délibération, en dehors de toute étude connue, alors qu'il n'en a pas été question jusque là est quelque peu étrange, surtout lorsqu'on le traite sur un pied d'égalité avec les autres sites qui eux, ont fait l'objet d'analyses déjà approfondies.

Dans ces conditions, la Z.A.C. "Clichy-Batignolles" paraît au mieux tomber ici comme un cheveu sur la soupe. Au pire, son inscription au nombre des sites concernés par le dossier hauteur peut apparaître comme un désaveu des ateliers 2007.

A quoi sert-il de travailler ensemble et en concertation si l'on peut improviser des idées de tours à soumettre à délibération ? Il y a là une forme de déni de démocratie. Pour ce type de projet, la concertation et le débat sont indispensables et les élus, pour délibérer, doivent au préalable savoir sur quoi. C'est là que nous touchons à l'exception de fond que constitue le dossier Batignolles. Les Batignolles, c'est l'aménagement de tous les excès. 50 hectares d'un seul tenant : c'est la plus grande opération dans Paris intra muros.

C'est aussi le quartier qui est appelé à être le plus écologique, le plus durable, avec le projet Eco-Zac dont nous venons de parler à l'instant. A ce titre, il a vocation à devenir une façade de la capitale, sa vitrine environnementale, son visage, mais paradoxalement, c'est aussi l'un des quartiers les plus industriels de la ville, avec ses activités de fret, son centre de tri et sa centrale à béton. C'est aussi l'une des zones de Paris les moins bien desservie. Enfin, rien n'identifie spécifiquement le quartier.

Comment concilier environnement et industrie ? Comment désenclaver la zone ? Comment individualiser cet espace ? Telles sont les problématiques des Batignolles.

Les projets entrant dans le cadre de la réflexion sur la hauteur répondent-ils à ces problématiques ? Les prendront-ils seulement suffisamment en compte ? C'est à ces questions que nous devons répondre et des réponses claires, pour l'instant, nous n'en avons pas. Nous ne savons pas comment s'insèreront les logements sociaux à hauteur comprise entre 37 et 50 mètres au regard des enjeux posés par l'aménagement global de la zone. Nous savons encore moins ce que la mystérieuse tour prévue par le présent projet de délibération apportera en termes de réponses aux problématiques susmentionnées. Cette tour pourra être l'identification dont le quartier a besoin, elle pourra assouplir la zone industrielle et la zone environnementale. Encore faudra-t-il que le projet soit conçu dans cette optique, ce qui nécessitera du temps. Comme Rome, les Batignolles ne se feront pas en un jour.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Jérôme COUMET. Le temps de parole du groupe socialiste étant de 20,35 minutes.

M. Jérôme COUMET, maire du 13e arrondissement. - J'ai une crainte, le débat tel qu'il est abordé ou retranscrit par certains médias a, j'en ai peur, un caractère confus.

Si la question est correctement posée dans le projet de délibération qui nous est présenté, je ne la retrouve pas pour l'instant dans le débat public. Aussi, avant d'aborder plus précisément le quartier du 13e concerné, je me permettrai cinq remarques.

D'abord, mes chers collègues, il ne s'agit pas de savoir si l'on va construire de nouvelles tours à Paris ; cette question est déjà derrière nous. Des projets sont déjà décidés ou même démarrent. L'hôtel Estrel de Saint-Denis, les tours du pont d'Issy, le remplacement de la tour E.D.F. par la tour Mozart en bordure du périphérique, les tours jumelles de Levallois, sans même parler des différents projets de la Défense, la tour Phare, la rénovation et le redressement de la tour Axa et le projet Signal de Jean NOUVEL.

A votre avis, vu de l'étranger, ne sont-ce pas des projets parisiens ? Il n'y a que nous pour percevoir les frontières administratives de la Ville de Paris.

Deuxième remarque, le vélum de Paris n'est pas intangible et convenons ensemble que l'emblème de Paris est une tour, qui est aussi devenue le monument le plus visité au monde.

Remarquons aussi que la première tour d'habitation construite à Paris - je la connais bien, puisque la tour Albert, construite en 1960, se trouve dans le 13e - a été classée monument historique. Elle ne semble donc pas dénaturer le paysage. Ne nous voilons pas la face non plus, Paris a connu des expériences malheureuses en la matière, des grosses fautes où des objets isolés ont été posés sans lien avec le sol, déconnectés de leur environnement.

Pour autant, et ce sera ma troisième remarque, arrêtons les faux débats. Oui, le vélum parisien a été globalement bien respecté au fil des siècles et cela permet à Notre-Dame et à la tour Saint-Jacques d'émerger, oui c'est un acquis. Il convient d'agir en responsabilité et notre réflexion se limite à juste titre à des lieux situés à bordure du périphérique.

Quatrième remarque et là aussi, pas de faux débat entre nous, il ne saurait être question de courir, ni après une pseudo modernité - les premières tours ont plus d'un siècle - ni après des records ou une concurrence avec d'autres villes. Il serait d'ailleurs bien illusoire de vouloir rattraper Shanghai, qui compte plus de 7000 immeubles de grande hauteur, Hong-Kong, pas moins de 7700, ou même Francfort, qui organise maintenant chaque année un festival pour ses nombreux gratte-ciels, avec plus de 800.000 visiteurs.

De la même façon, et pas plus que la course au nombre, ce n'est pas une course à la hauteur. Personne n'envisage des tours de plus de 700 mètres, comme celles projetées à Dubaï ou qui vont remplacer le World Trade Center.

Ce ne sera plus non plus les 500 mètres de la tour de Taipei ou les 400 mètres de Kuala Lumpur. Nous ne sommes pas en compétition, ce ne sont pas les Jeux Olympiques des tours, ce n'est pas une cour de récréation, ni le nombre, ni le record de hauteur, ni le premier arrivé.

Cinquième remarque enfin, n'appelons pas tout et n'importe quoi une tour. Quand nous réfléchissons à des immeubles de logements au-dessus du plafond de hauteur de 37 mètres, mais au-dessous de la réglementation IGH de 50 mètres, on parle d'immeubles de 15, 16 étages, la moitié de ce que l'on appelle une tour dans le 13e et 10 fois moins grands que les édifices que je viens de mentionner.

Doit-on dénommer tour tout ce qui comporte plus de 10 étages ? Ce serait absurde, et la définition de l'ingénieur c'est à partir d'environ 100 mètres soit 30 à 33 étages.

Ces remarques ont pour objet de souligner que la question des tours, des gratte-ciel, des villes volantes, des totems, ou autres objets phalliques que dénonçaient certaines féministes dans les années 70 n'est pas la question centrale.

Au mieux, et si le débat public que nous allons engager nous conduit en ce sens, on ne parlera que d'une poignée de vraies tours en bordure du périphérique. Ce ne seront pas des maisons-tours dont parlait Auguste Perret en 1922, puisque si tour il y a, elles seront réservées à d'autres fonctions que le logement.

La question n'est pas uniquement celle des tours mais la question du choix de l'urbanisme, et la possibilité de jouer sur des hauteurs et les densités. Pour ce faire, y a-t-il ou non un intérêt de s'affranchir du plafond du PLU sur certaines zones ?

De cette question découlent trois autres questions :

Ces variations de hauteurs peuvent-elles nous donner les moyens de réaliser plus de logements, mais aussi plus d'équipements publics, d'espaces verts et une meilleure qualité urbaine et environnementale ?

Deuxièmement, concentrer des bureaux ici peut-il nous permettre de disposer de plus d'espaces pour d'autres fonctionnalités ailleurs ?

Troisièmement, ces variations de hauteurs peuvent-elle apporter un cachet urbanistique aux quartiers concernés ? Bref, jouer avec encore plus de liberté selon la voie des îlots ouverts réalisés par Christian de PORTZAMPARC à "Paris-Rive gauche".

Le quartier concerné du 13e, Masséna-Bruneseau est un lieu à Paris en bord de Seine et presque inutilisé, un futur quartier de 44 hectares, encadré par la porte de Vitry, la Seine, les Maréchaux et la ville d'Ivry, un secteur d'avenir actuellement uniquement dévolu à des voies automobiles, mais la modification de l'échangeur du périphérique, le déplacement de l'usine à béton, les couvertures des voies ferrées vont permettre de réaliser un nouveau quartier que le tramway va irriguer dès 2012.

Sur ce territoire aujourd'hui chaotique, nous avons l'occasion d'établir un dialogue avec les communes limitrophes et entre le 12e et le 13e.

Au regard des échelles de ce quartier, jouer avec les hauteurs est la façon la plus élégante pour faire oublier le périphérique.

Nous rencontrons une réelle difficulté, nous n'avons toujours pas de réponse concernant l'implantation du Tribunal de grande instance dont je vous le rappelle nous avons proposé la construction dans ce quartier Masséna-Bruneseau, et que le gouvernement de Villepin voulait installer dans le futur quartier de Tolbiac Chevaleret.

Eh oui, Madame Rachida DATI, une indécision bloque presque tout l'aménagement de "Paris-Rive gauche". J'appelle donc Madame la Ministre à enfin entamer, en responsabilité, une discussion constructive avec la Ville de Paris.

Pour conclure, mes chers collègues, osons aborder ce sujet sans esprit manichéen et posons la vraie question, celle de l'urbanisme de ces quartiers. Nous avons le devoir d'ouvrir ce débat, il serait irresponsable de l'éviter. Saisissons-nous, en lien avec les Parisiens, de ces questions majeures pour l'avenir de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Jérôme DUBUS, le temps de parole du groupe U.M.P.P.A. est de 17 minutes 45.

M. Jérôme DUBUS. - Vous avez souhaité qu'un certain nombre de sites parisiens essentiellement situés entre les boulevards des Maréchaux et le périphérique fasse l'objet d'implantation de tours. Après avoir été un maire paysager pendant sept ans, vous voulez donc faire votre perestroïka urbaine. Cette volonté architecturale nouvelle, ressortie opportunément à un moment où le Président de la République accélère le chantier du Grand Paris veut combler le vide sidéral constaté dans ce domaine depuis 2001.

Revenons un peu en arrière, c'est toujours intéressant de revenir en arrière. Votre nouveau plan d'urbanisme voté en 2006 s'est inscrit dans une démarche frileuse d'une Capitale repliée sur elle-même, enfermée derrière son périphérique, incapable de s'inscrire dans une nouvelle perspective de métropolisation.

Ce plan restreint le développement horizontal de Paris en abaissant la densité mais également le développement vertical de notre Capitale, en limitant la hauteur des immeubles à un maximum de 37 mètres. A l'époque, cela n'était pas du tout à l'opposition de venir à votre secours, car vous n'aviez plus de majorité dans votre propre majorité. Ce plan rend impossible, et c'est le fond du problème, votre promesse de réaliser 40.000 logements sur la mandature.

En baissant les densités autorisées, vous avez renoncé à mettre en œuvre un principe majeur du développement durable, qui préconise l'organisation des métropoles modernes en villes denses, économes en espaces et en infrastructures. La vraie coalition des conservatismes est là, et pas ailleurs.

Le débat des tours ne doit donc pas masquer la seule question qui vaille : veut-on que notre capitale s'inscrive à nouveau dans la revanche des villes ? Ou souhaite-t-on simplement limiter son ambition à la préservation d'un petit paradis néobourgeois à l'intérieur du périphérique ?

Les grandes capitales mondiales ont déjà choisi leur mode de développement pour les 20 prochaines années.

L'option retenue est celle du retour des activités économiques au cœur du système urbain. Ce fut le cas de New York dès les années 80. Londres connaît également des transformations étonnantes par leur ampleur qui vont s'accélérer en vue de la préparation des Jeux olympiques de 2012 (Thames Gateway - Saint-Pancras).

Il suffit d'ailleurs de franchir le périphérique pour constater une dynamique de développement sans rapport avec Paris. Cet élan s'appuie sur le choix d'un nouveau modèle urbain prôné par le SDRIF et reposant sur le concept de densité raisonnée et choisie.

Nous vous avons entendu, Monsieur le Maire, défendre ce SDRIF lors de la dernière conférence métropolitaine. Pourquoi ne l'appliquez-vous pas à Paris ? Dans ce contexte, les tours ne sont qu'un élément de ce schéma, en faire l'alpha et l'oméga de la révolution urbaine parisienne me paraît relever plus d'une politique de communication que d'une véritable stratégie d'aménagement.

Paris compte aujourd'hui 75 tours dont 40 % sont consacrées à l'habitation. La plupart de ces ensembles sont issus de l'urbanisme des années 60 et 70, urbanisme condamné aujourd'hui à disparaître progressivement.

Hormis le front de Seine et le secteur des Olympiades, ces immeubles de grande hauteur ont été édifiés de manière isolée. Il n'existe pas dans notre capitale d'urbanisme de tours. Il faut l'inventer avec les Parisiens par un processus de co-production urbaine.

En un demi-siècle, Paris a perdu le quart de sa population. Avec la perte de 270.000 emplois au cours des 15 dernières années et la progression de 15 % du nombre de demandeurs de logement sur la dernière mandature, il y a urgence à inventer un nouveau modèle de développement.

Dans ce puzzle complexe qui mêle intervention sur les tissus anciens et aménagement de nouvelles emprises, les tours ne sont qu'un des éléments de structuration. N'en faisons pas un préalable à toute réflexion sur l'avenir de Paris, car la tour ne reste qu'une forme emblématique si elle ne s'inscrit pas dans une véritable politique de valorisation urbaine et environnementale beaucoup plus large.

Contrairement à ce que j'ai entendu ce matin, les gratte-ciels ne permettent pas de retrouver de densité dans une ville. Les immeubles haussmanniens du centre de Paris ont une densité de 4, alors que les grands immeubles de La Courneuve connaissent une densité inférieure à 1. La surface gagnée en hauteur est largement consommée au sol.

Vos projets ne s'intègrent pas dans une réflexion plus globale sur le rôle que doit jouer notre capitale dans le cadre du Grand Paris. Votre utilisation des tours de logements de moins de 50 mètres, qu'ils soient sociaux ou non, là n'est pas la question, relève en outre d'un modèle dépassé, et très énergétivore car ce sont des tours qui fonctionnent jour et nuit.

Aucune grande capitale européenne n'y a plus recours en dehors de Vienne, mais est-ce bien du modèle viennois dont Paris a besoin ? Non, avec ce modèle de tour lilliputienne vous ne ferez pas monter les Parisiens au septième ciel.

Ces six projets ne sont d'ailleurs qu'une juxtaposition d'emprises restant à urbaniser sans cohérence ni économique ni environnementale.

La question principale reste donc sans réponse : comment retrouver la densité nécessaire à une capitale moderne tout en pratiquant un urbanisme durable, dans un tissu urbain dense et complexe ?

Au cours des siècles, Paris a affirmé son dynamisme et son originalité en acceptant de profondes transformations combinant modernité et héritage du passé. C'est cet objectif que nous voulons atteindre en faisant aujourd'hui trois grandes propositions.

La première proposition : établir un vrai schéma directeur de la couronne, réalisé en concertation avec les communes limitrophes. Ce schéma permettrait de garantir une vraie cohérence à ces changements urbains, de ne pas se limiter à poser des objets aussi beaux soient-ils sur des opportunités foncières, de réfléchir en matière de développement économique et de logement, d'intégrer la dimension transports et d'y faire figurer les zones de rénovation urbaine prévue par le G.P.R.U.

Ce schéma directeur de la couronne parisienne pourrait être l'un des futurs projets du syndicat mixte ouvert, créé lors de la dernière Conférence métropolitaine, et entrer également dans les projets Grand Paris lancés par Nicolas SARKOZY. Une grande Cité de l'innovation, le nouveau campus universitaire, un grand quartier d'affaires permettant le rééquilibrage avec La Défense doivent y trouver leur place avec la volonté pour toutes ces constructions d'aller plus loin que les normes H.Q.E. en leur appliquant les normes anglo-saxonnes de type B.R.E.E.A.M. ou L.E.E.D.

La seconde proposition consiste à mettre en place un vrai comité de pilotage Etat et Ville de Paris qui définirait clairement les contraintes qui pèsent sur ces terrains et les cessions foncières nécessaires et difficiles. Je pense notamment à l'implantation définitive du T.G.I. sur Tolbiac - Massena, aux contraintes R.F.F. - S.N.C.F. sur Bercy-Poniatowski, aux impacts de la liaison CDG Express sur Paris nord est.

Enfin, la troisième proposition, et c'est la proposition majeure, est la révision générale du Plan local d'urbanisme. Pour atteindre 42.000 logements, ce qui était notre objectif de campagne, nous avions prévu cette remise à plat. Qui vous en empêche actuellement ? Monsieur le Maire, encore un effort et vous serez bientôt libéral et densificateur !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne TACHENE qui dispose d'un temps de parole de 3 minutes 10.

Mme Anne TACHENE. - Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Paris n'est pas un bloc monolithique et fermé. C'est cette vision archaïque qu'il nous faut aujourd'hui dépasser afin d'aider notre ville à retrouver son dynamisme sur le plan national et demeurer une capitale à l'échelle mondiale. Paris, ce sont ses quartiers mais également ses communes voisines.

Cette approche des dossiers parisiens, appliquée à la problématique des tours, nous conduit à refuser tous dogmatisme en matière de hauteur. Oui, le déplafonnement de la hauteur peut être une bonne chose à condition quelle corresponde à de véritables enjeux et qu'elle s'inscrive résolument dans l'optique du grand Paris.

Partant de là, un examen par les élus site par site nous semble indispensable. Indispensable afin de dénoncer les insuffisances de certains projets, certes, mais aussi de souligner la qualité des autres. C'est ce que je voudrais maintenant faire en tant qu'élue du 15e arrondissement pour le dossier de la porte de Versailles. S'agissant de la hauteur, la porte de Versailles est concernée en tant que site ayant fait l'objet d'un projet spécifique, fruit des réflexions menées par un opérateur et ne ressortissant pas des ateliers de 2007.

Ce projet de tour - il s'agit bien d'une tour puisqu'on parle ici de 180 mètres de hauteur - me semble tout à fait intéressant. Le projet qui nous a été jusqu'ici présenté, bien qu'il abrite encore d'importantes zones d'ombre, me paraît répondre aux besoins locaux et correspondre aux enjeux des emprises de Paris Expo.

En effet, avec ses 8 halls, 228.000 mètres carrés d'exposition, ses 7 millions de visiteurs et 45.000 exposants annuels, son métro, ses deux tramway dont le T2 qui rapproche le site du pôle de La Défense, le projet a plus d'un atout à faire valoir. C'est l'un des plus importants parcs d'exposition européen.

Pourtant, la porte de Versailles souffre de handicaps certains : son parvis n'est pas vraiment celui d'un centre de cette importance. Le stationnement y est insuffisant. Elle est renfermée sur l'intra-muros alors que le site s'étend aussi sur Vanves et Issy-les-Moulineaux. De plus, l'ensemble souffre de sa monoactivité alors qu'il doit faire face à une concurrence internationale de plus en plus rude.

Une fois ce constat fait, les besoins de réaménagement s'imposent. Il s'agit d'ouvrir le site sur les autres communes et de l'aider à maintenir le rang de son activité sur le plan international, tout en la diversifiant. C'est ce qui semble avoir été bien analysé dans le projet qui nous a été présenté.

D'une part, la tour qui est envisagée satisferait les besoins économiques de la zone. Le parc des expositions pourrait bénéficier ainsi directement d'un équipement hôtelier moderne de grande capacité ainsi que d'un ensemble économique et tertiaire. Ensuite, cette tour décloisonnerait cette zone.

Ce projet me semble vraiment conçu, et je ne peux que m'en réjouir, dans une optique de grand Paris. En effet, au lieu de tourner le dos à Issy-les-Moulineaux, elle contribuerait à structurer l'axe de liaison, dont la porte de Versailles a si besoin. Cette tour serait non un mur mais une passerelle sur les communes limitrophes.

Cependant, si les bonnes priorités pour la porte de Versailles semblent avoir été identifiées par le projet de délibération, à ce stade de la réflexion, elles méritent d'être précisées. D'abord, le projet de délibération ne fait qu'évoquer la possibilité de créer un centre de congrès et de conventions. Plus qu'une possibilité, la création d'un tel centre me paraît, dans le contexte économique qui est celui de la porte de Versailles, une priorité.

C'est ainsi que l'activité du site pourrait être très utilement diversifiée et complétée, sachant que les parcs d'expositions européens disposent tous d'un centre de congrès leur permettant d'attirer des événements mixtes, congrès et expositions dont le nombre est croissant.

Ensuite, je ne comprends pas encore très bien comment on imagine coordonner le projet hauteur, qu'il s'agisse d'un volet immeuble ou tour commerciale avec l'ensemble du parc des expositions.

S'agit-il finalement de deux aménagements...

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame TACHENE, vous avez déjà dépassé d'une minute votre temps de parole, si vous pouviez conclure.

Mme Anne TACHENE. - J'ai juste une question encore.

… deux aménagements totalement disjoints, ce serait regrettable. S'agirait- il de revaloriser le parc ? Quels sont les échanges envisagés entre les deux ensembles ?

Dernier point, l'aspect environnemental du projet : il est bien connu que les performances énergétiques des tours ne sont pas bonnes. Alors que le projet de délibération évoque la poursuite d'objectifs de très haute qualité environnementale, comment allez-vous réunir ce projet avec "Paris Expo", en vue d'en faire un éco-quartier, volonté que nous avons défendu lors de la campagne des municipales ?

C'est sur toutes ces questions que j'aimerais être éclairée.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. Gilles ALAYRAC dont le groupe dispose encore d'un temps de parole de 14 minutes 10 secondes.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Monsieur le Maire.

Dans cette discussion sur l'évolution du paysage urbain parisien, je vais limiter mon propos aux effets économiques qui pourraient être induits par les grandes hauteurs. Parce que les hauteurs, c'est aussi de l'activité économique et c'est de l'emploi.

Livrons-nous d'abord à un constat sur le contexte économique parisien. Un foncier rare, pour ne pas dire quasi épuisé, un foncier cher et dissuasif pour le commerce et les P.M.E., un contexte international de plus en plus concurrentiel où Paris dispose d'atouts mais connaît aussi ses faiblesses. Enfin, un taux de chômage qui demeure élevé en dépit du fait qu'à Paris le taux de création d'entreprises est satisfaisant, plus de 3 % entre avril 2007 et avril 2008.

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris s'est livrée récemment à un diagnostic de l'économie parisienne. Elle a constaté que notre ville était marquée par des spécificités encourageantes. Paris reste, pour les entreprises, un très bon environnement pour naître et pour se développer les premières années. Les entreprises parisiennes ont des chiffres d'affaires supérieurs à la moyenne nationale. Les emplois parisiens sont de plus en plus qualifiés. La structure économique est toujours riche et très diversifiée.

Pourtant, des signes alarmants doivent nous inciter à réagir. Ainsi, l'économie parisienne, tous secteurs confondus, connaît un taux de croissance inférieur à la moyenne nationale et même régionale, et cette régression relative est plus marquée encore lorsqu'on la mesure en termes d'emploi.

Je crois donc à l'urgence d'une grande ambition pour Paris, dont la portée dépasse de loin le cadre parisien. Laisser l'économie parisienne s'affaiblir porterait un préjudice au développement de l'ensemble de la métropole. Paris ville centre est en effet investie d'une responsabilité particulière, celle de jouer pleinement son rôle de moteur économique sur le territoire francilien. Nous devons en être bien conscients.

Oui, il faut renforcer l'attractivité économique de la Capitale. Oui, il faut également soutenir les activités nouvelles à fort contenu innovant en leur offrant un cadre adapté.

J'observe que la Chambre de Commerce et d'Industrie partage cette vision puisqu'elle réclame, je cite : "de nouveaux pôles économiques intra muros - c'est-à-dire aux portes de Paris -, de manière à mobiliser toutes les opportunités foncières, afin de créer une nouvelle offre de locaux d'activité".

Le vœu n° 9, que je présente donc au nom des Radicaux et des Socialistes, vise à demander à l'Exécutif de réaliser une étude d'impact spécifique sur l'opportunité économique que représente la réalisation de quelques immeubles de grande hauteur aux portes de la Capitale.

Il est certain que nous avons besoin de disposer de ces éléments afin que tout le monde, élus comme habitants, soit éclairé sur l'apport des grandes hauteurs en matière de dynamisme économique et d'emploi.

A ce stade, chacun, je crois, doit reconnaître que nous sommes doublement bloqués : d'une part, par nos limites extérieures, matérialisées par le périphérique, mais aussi, disons-le, par nos règles intérieures d'urbanisme, certaines assez passéistes, je pense aux 37 mètres, qui limitent la construction en hauteur et la densité.

Dans ce contexte, le moment est venu de faire bouger les lignes. Développer des immeubles de grande hauteur le long du périphérique autorisera de nouveaux projets urbains, sans modifier pour autant les limites géographiques et administratives de la ville.

Savez-vous que l'offre de surface aux entreprises en 2007 a reculé de 50.000 mètres carrés, soit une baisse de 9 %, tandis que les loyers, eux, ont augmenté ?

Offrir des mètres carrés aux entreprises et aux commerces, c'est une piste intéressante pour espérer voir baisser des loyers aujourd'hui exorbitants, et ceci est très attendu par les acteurs économiques.

Avec les grandes hauteurs, nous avons l'occasion de desserrer la pression foncière en offrant aux entreprises et aux commerces les surfaces qui leur manquent. Naturellement, il conviendra d'étudier de près les lieux d'implantation de ces immeubles, parce que, comme le dit justement Jean NOUVEL, les grandes hauteurs, c'est comme l'acupuncture, il faut piquer mais au bon endroit !

Première destination mondiale du tourisme, Paris a mis en place une politique qui lui permet de rester leader en matière de foires, salons et congrès. Cependant, il s'agit d'un domaine très concurrentiel, dans lequel nous sommes en recul par rapport à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Espagne, qui ont consacré des investissements importants pour restructurer, agrandir et moderniser leurs sites d'exposition.

Pour renforcer Paris Expo sur la place européenne, regardons de près la proposition d'UNIBAIL, consistant à construire sur le périmètre du Parc des expositions, Porte de Versailles, un hôtel de grande capacité et un ensemble économique et tertiaire venant conforter et élargir l'activité du parc.

De même, la proposition de création d'un centre des congrès au Parc des expositions mérite, je crois, toute notre attention. Elle valorise la Capitale et elle est une nécessité dans la compétitivité internationale.

Sur ce point, Madame TACHENE, nous sommes d'accord.

Pour nous, la vocation de ce site est de symboliser la vitalité économique de la Capitale. Je sais qu'Anne HIDALGO partage cette idée et je suis certain qu'elle portera ce projet.

Londres prend clairement parti pour un renouvellement urbain ambitieux et construit de grandes hauteurs.

Tokyo conforte son hyper-centre.

New York construit encore pour attirer et pour maintenir l'emploi.

Ce que nous demandons, ce n'est pas de nous lancer dans une frénésie constructive, mais reconnaissons que ces métropoles affichent toutes de grands objectifs économiques pour demain, elles investissent dans des infrastructures, elles modernisent leur centre-ville.

Nous avons à notre tour l'occasion de doter Paris d'un grand projet urbain qui valorisera son image internationale. M. LAMOUR disait tout à l'heure que les grandes hauteurs, c'est de la facilité. Nous, nous disons, au contraire, que c'est de l'audace ! Nous pouvons faire preuve d'ambition, devenir une ville d'avant-garde sur le plan architectural, économique et commercial.

Voilà pourquoi les grandes hauteurs nous offrent une occasion unique de stimuler notre économie, de la rendre plus compétitive, de créer de la richesse et de l'emploi. Saisissons donc cette belle opportunité ! C'est cela, le progrès !

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALAYRAC.

La parole est à Mme Roxane DECORTE qui doit se partager avec l'autre oratrice du groupe U.M.P.P.A. un temps de parole de 10 minutes et 1 seconde.

Mme Roxane DECORTE. - Merci, Monsieur le Maire.

L'architecture a un rôle majeur dans le destin individuel et collectif des femmes et des hommes. L'architecture traduit ce destin, elle interprète ce destin mais l'architecture conditionne ce destin.

L'architecture dessine nos murs, nos fenêtres, définit notre cadre de vie, oriente nos déplacements, modifie notre relation à l'espace et à l'autre.

L'architecture est au croisement des politiques, la culture, l'économie, l'urbanisme, le logement, l'environnement. Elle est le témoignage d'un passé commun et une projection vers l'avenir.

Il est essentiel de donner une nouvelle ambition et un nouveau souffle créatif à l'architecture de notre Capitale, trop tentée de devenir une ville musée.

Comme mes collègues de "Pari Paris" l'ont proposé dans une tribune du Monde jeudi dernier, il s'agit pour nous de faire preuve d'audace architecturale, d'oser les tours de grande hauteur, des tours mixtes, des tours dédiées à l'activité économique, sans tabou, voire des gratte-ciel, sans dalle qui les coupe du reste de la ville.

L'architecte Jacques FERRIER explique que la mixité est l'un des défis majeurs pour les urbanistes et les aménageurs. Force est de constater : la banlieue a un temps d'avance, à l'image de la tour Phare à la Défense de Thom MAYNE, bâtiment emblématique performant au plan écologique, ou à l'image de la Z.A.C. Coeur de Ville de Jacques FERRIER, avec un gratte-ciel de 170 mètres à Issy-les-Moulineaux.

Ces deux projets en Ile-de-France sont exposés actuellement au Pavillon de l'Arsenal, dans le cadre de l'excellente exposition "architecture égale durable" à apprécier sans modération.

La question de la hauteur des constructions à Paris traverse l'histoire de notre Capitale depuis plus d'un siècle, tant du point de vue de la réglementation que de l'imaginaire et des systèmes de représentation que les hauteurs ont pu susciter. Il importe de l'aborder sans tabou, de manière totalement décomplexée. Pour autant, être pour ou contre les tours n'a pas vraiment de sens. Il y aura toujours des partisans de toutes les tours et des adversaires farouches de toutes les tours.

Avec ces attitudes, on ne risque pas d'aller très loin, même si la tour Montparnasse ne nous facilite pas la tâche. Il s'agit de juger au cas par cas, chaque projet urbain, chaque projet de morceau de ville à construire, chaque projet de qualité de ville. Est-il besoin de le rappeler, la plupart des immeubles de grande hauteur construits dans les années 1960 ou 1970 ont été bâtis à un moment où il n'y avait pas de Maire de Paris, pas d'élus parisiens, ni de conseils de quartier ?

Je prendrai l'exemple aujourd'hui de la transformation de la tour Bois-Le-Prêtre de 97 logements à la Porte Pouchet dans le 17e arrondissement, par Frédéric DRUOT, Anne LACATON et Jean-Phlippe VASSAL comme architectes associés, qui réhabilite vraiment l'image de la tour. On voit que cela renouvelle l'attrait, redonne de la fierté à ceux qui l'habitent.

Cette réhabilitation est modèle sur le plan environnemental. Dans le texte de présentation du projet, Frédéric DRUOT dit : "Le logement doit avoir comme objectif le plaisir d'habiter, trouver les correspondances simples avec les besoins sociaux et familiaux contemporains, être une facilité pour les habitants." Frédéric DRUOT écrit : "Il paraîtrait incongru de se prononcer en faveur de la construction de tours de logements à Paris et, dans le même temps, de prêcher pour la démolition de tours de logements existantes."

Lors de la précédente mandature, j'ai participé avec ma collègue Claire de CLERMONT-TONNERRE au groupe de travail sur la question de la hauteur.

Jean-Pierre CAFFET l'a confirmé tout à l'heure : les auditions ont montré le rejet des immeubles sur dalle et permis de constater que les utilisateurs étaient en général satisfaits d'habiter ou de travailler dans un immeuble de grande hauteur.

Je me suis même livrée à un coup de gueule lorsque j'ai vu les projets envisagés à la Porte de la Chapelle dans le 18e arrondissement qui, sur un plan architectural, étaient plus que contestables. De plus, je suis convaincue qu'à la Porte de la Chapelle, la priorité se pose avant tout, en matière d'aménagement urbain, de retisser du lien dans un tissu fracturé, marqué par quatre tours exclusivement de logements, au 93 rue de la Chapelle, au 100, rue de la Chapelle, au 8, rue Boucry ou encore avec la barre de l'allée Valentin Abeille.

Il est essentiel d'avoir un plan ambitieux pour cette porte de notre Capitale, défigurée par l'échangeur routier.

Le 18e arrondissement fait partie des 20 communes les plus pauvres de la Région Ile-de-France. Et dans le secteur du quartier Chapelle, il y a 32 % de logements sociaux. La priorité est donc d'y créer de l'emploi, d'y favoriser, d'y susciter le développement économique, l'attractivité économique.

Aussi, nous proposons la création d'un pôle urbain de compétitivité sur les terrains de Paris Nord-Est. Ce serait un vecteur d'innovation pour les entreprises, les services et les nouvelles technologies. Ces entreprises, qui, pour certaines, occupent des immeubles dans le centre de Paris, les libéreraient, ce qui ferait de l'espace disponible pour les logements.

Pour conclure, je regrette aussi que l'évolution des formes urbaines - mais notre président de groupe l'a déjà évoqué - soit envisagée sous le seul prisme de la hauteur, sans exploiter le champ d'autres perspectives. Il s'agit d'explorer les nouveaux Paris, Paris et ses possibles. Si on regarde de façon précise toutes les situations urbaines existantes, certes moins symboliques et moins médiatiques, il y a une cinquantaine de sites capables de se transformer de façon extraordinaire et d'évoluer pour apporter des réponses immédiates à des situations inachevées, pour apporter des réponses étonnantes à la question du logement, pour tout à la fois densifier et préserver l'espace urbain de Paris. Il s'agit alors, comme l'exprime très bien Frédéric DRUOT, cas par cas, de regonfler Paris de plaisir.

Merci de votre attention.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. François VAUGLIN, dont le groupe dispose d'un temps de parole de 7,35 minutes.

M. François VAUGLIN. - N'oublions pas l'objet de ce projet de délibération, dont le titre précis est le suivant : "le lancement d'un processus d'études, de débat et de concertation sur l'évolution du paysage urbain parisien et de sa couronne".

Chaque mot a son importance et traduit autant l'état d'esprit de l'exécutif, je voudrais saluer celui de notre première adjoindre en la matière, que le contenu de la démarche. Je tenais à le rappeler en préambule, vu les propos que l'on a pu entendre ici et là ; la concertation est bien le maître mot de notre démarche.

Je retiens trois points du débat qui vient d'avoir lieu.

D'abord, le territoire de Paris est tout petit pour une capitale de cette importance et il est donc naturel et indispensable de penser le développement de notre ville, car nous voulons que Paris renoue avec la croissance, qu'elle soit économique, mais aussi démographique. Nous ne pouvons que nous féliciter du retour d'une croissance de la population à Paris depuis quelques années, car nous refusons une ville désertée ou qui ne saurait accueillir durablement sa population dans toute sa diversité. C'est aussi cela l'enjeu du débat aujourd'hui : des tours, c'est aussi plus de place pour les espaces verts et pour des circulations douces pour tous quand avec le bâti haussmannien, Jean-Pierre CAFFET l'a rappelé, ce sont exclusivement des espaces privés qui sont libérés.

Deuxième point, l'architecture haussmannienne a très profondément et durablement marqué le visage de Paris, et personne ne propose de le défigurer. Laisser croire que nous voudrions briser les belles perspectives ou boucher les ouvertures qu'Haussmann a créé à Paris relèverait de mauvaise foi. Mais s'il a créé de grands axes structurants, tout Paris n'a pas la chance d'être au pied de l'une de ces belles avenues. Il existe des endroits moins proches de la périphérie que du centre où il y a de l'espace, du recul, et un bâti parfois déstructuré, bien loin de l'archétype de l'immeuble bourgeois, je pense à certains endroits bien précis.

Je pose alors la question de la création de beaux immeubles de qualité architecturale et environnementale dans ces endroits moins excentrés et pouvant accueillir du logement social. Pourquoi s'interdire d'y construire des bâtiments structurants ? Paris serait bien la seule grande ville à ne savoir le faire.

Troisième point, Haussmann a marqué le visage de Paris, certes, mais les quelques tours existantes sont autant de traumatismes. Montparnasse, Beaugrenelle, les Olympiades, Jussieu, que l'on construisait d'ailleurs au moment même où les cages à lapins émergeaient et sortaient de terre en banlieue, ce n'est probablement pas un hasard. Nous sommes bien dans un débat, comme l'affirmait l'édito du "Monde" hier, qui tourne tout autour d'une affaire d'histoire architecturale. Alors, ne nous laissons pas submerger par les erreurs d'hier, mais utilisons-les pour faire mieux.

Oui, faire mieux, mais aussi sur le plan énergétique et donc, permettez-moi en la matière de revenir à des arguments rationnels. On entend que les tours sont moins performantes que d'autres bâtiments. Qu'en est-il au juste ? Avec les débats sur le plan climat, est apparu l'objectif de 50 kWh par mètre carré de SHON par an pour le nouveau bâti, et même un objectif d'autosuffisance à l'horizon de 2050.

Selon une étude de l'A.P.U.R., dans les tours modernes, la technique peut réduire en principe de 60 % la consommation d'énergie par rapport à une tour conventionnelle et des concepteurs travaillent dès aujourd'hui pour aller plus loin et étudier des tours totalement autonomes du point de vue énergétique. Accompagnons ce mouvement, regardons les chiffres. Les tours peuvent atteindre 130 kWh par mètre carré et par an. Cela est certes plus élevé que les 50 kWh d'objectif du Plan climat, mais qu'en est-il du fameux bâti haussmannien qui existe à Paris aujourd'hui ? Selon le site - je cite mes sources - des "Verts" d'Ile-de-France, nous sommes à 410 kWh par mètre carré et par an.

En réalité, nous sommes probablement à une moyenne du bâti parisien qui tourne entre 250, 350 et 400 kWh par mètre carré et par an, et qui fait qu'avec un travail d'isolation, nous pouvons ramener cela à 130 - 140 kWh par mètre carré et par an dans le bâtiment qui existe à Paris.

Le bilan des courses est le suivant : le gain net moyen que nous obtenons en isolant le bâti parisien existant est de l'ordre de 200 kWh par mètre carré et par an. Le résultat que nous obtenons en remplaçant des tours par du bâtiment qui respecte les 50 kWh est de 80 kWh par mètre carré et par an. C'est donc un gain plus que doublé en termes d'émissions de gaz à effet de serre avec une consommation qui résulte de cette démarche.

Considérant que le budget de la Ville est limité, je vous invite à méditer sur ces quelques chiffres.

Un dernier point, à l'heure où le Maire porte une vision généreuse et métropolitaine de Paris et de son rapport avec ses voisins. Le boulevard périphérique reste une frontière laide et polluante entre les deux territoires.

Chers collègues, ne laissons pas passer la chance de remplacer cette frontière par de belles constructions plantées comme autant de nouveaux sémaphores pour dessiner un nouveau ciel de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous ne vous étonnerez pas que j'ai très sensible à votre phrase sur les limites du budget de la ville.

La parole est à Mme Valérie HOFFENBERG, qui dispose de 5 minutes.

Mme Valérie HOFFENBERG. - Je crois que je suis l'avant-dernière intervenante, alors si vous me permettez, je voudrais d'abord remercier mes collègues pour la qualité de toutes les interventions que l'on a entendues aujourd'hui, et je crois que ces interventions ont permis de montrer qu'il n'y avait pas une position dogmatique d'une majorité entièrement favorable aux tours et d'une opposition qui serait opposée aux tours ou opposée au logement social.

Je crois que l'on a pu démontrer au cours de cette matinée qu'il n'y avait pas une position dogmatique sur ce sujet.

Par exemple, je suis une élue du 16e, et je voudrais vous dire que je suis effectivement en faveur des tours, des tours à vocation économique, parce que je crois que ces tours bénéficieront à Paris, au rayonnement économique de Paris, parce que ces tours permettront de libérer des mètres carrés aujourd'hui utilisés pour des logements, et qui pourront justement se retrouver sur des tours.

Enfin, parce que des tours, si elles sont utilisées par de grandes sociétés à vocation économique, pourront permettre de répondre à la problématique de charges élevées et pourquoi pas, permettre de réfléchir, de participer à la réflexion sur l'innovation et sur comment essayer de travailler sur des tours en utilisant moins d'énergie.

En revanche, je suis fermement opposée à la construction de logements sociaux.

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Absolument ! Mais aussi d'ailleurs… Je vous remercie pour vos applaudissements, c'est toujours agréable. Je suis opposée à la construction de logements sociaux dans des tours ainsi que je suis opposée à la construction de logements des classes moyennes dans ces tours.

En effet, nous pensons que le logement fait partie d'une réflexion globale qui doit prendre en compte le lien social, le vivre-ensemble qui pour nous, élus de droite est important, je dirai même crucial. La réponse au logement doit prendre en compte le vivre-ensemble, les problématiques de l'école, du transport, du développement durable et particulièrement pour les Parisiens les plus fragiles qui auront pour vocation d'y vivre.

Aujourd'hui, vous nous demandez de vous faire confiance, de vous croire sur parole, parce que vous nous dites que vous tirez des leçons des erreurs du passé, des constats d'échec des tours qui aujourd'hui abritent du logement social.

Constat d'échec d'ailleurs partagé par des maires de droite comme de gauche qui aujourd'hui, détruisent ces tours tous les jours. Mais notre rôle d'élus est de nous assurer que les préoccupations et les exigences des Parisiens qui s'inquiètent de ces projets soient prises en compte. C'est pourquoi nous proposons de prendre nos décisions au cas par cas, projet par projet, et vous nous trouverez alors au rendez-vous si vous nous proposez demain des projets de qualité qui prendront en compte toutes les options possibles, et pas seulement celle des tours, car si vous parlez de modernité, nous serons là encore au rendez-vous. Mais la modernité ne s'arrête pas aux tours : nous devons prendre en compte toutes les options possibles, et certaines d'ailleurs ont été extrêmement bien décrites et évoquées ce matin.

Cette réflexion doit aussi prendre en compte le grand Paris, car effectivement, moi, je m'étonne que l'on ait cette réflexion et cette proposition aujourd'hui, alors que nous débattrons très bientôt du Grand Paris. Là encore, le lien social, le lien économique, doit se faire non seulement avec les Parisiens mais aussi avec les villes avoisinantes.

Alors, mes chers collègues, en tant qu'élue du 16e arrondissement, je le répète, je ne suis ni opposée aux tours à vocation économique ni au logement social, tout haut contraire !

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Nous avons les mêmes exigences pour le logement social, et pour ceux qui ont vocation à y vivre, que pour les autres Parisiens. Alors, proposez-nous des projets de qualité qui prendront en compte ces mêmes exigences et ce respect pour ceux qui doivent vivre dans les logements sociaux et nous serons au rendez-vous pour les étudier au cas par cas avec vous !

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

D'autre part, vous avez évoqué la concertation et le dialogue. Je vous remercie d'en avoir donné un exemple probant pendant mon intervention, nous avons dialogué et vous avez écouté. Je vous en remercie ! Je crois que c'est effectivement un bon exemple !

Je voudrais juste terminer par une citation…

Je sais que j'ai cinq minutes donc j'attendrai que vous ayez terminé de parler et de rire pour conclure !

J'aimerai donc terminer par une citation sur l'Europe: "Pour aller vite, il faut y aller seul. Pour aller loin, il faut y aller ensemble". Alors c'est par le cas par cas, c'est par le dialogue et la concertation que je vous propose que l'on aille ensemble vers le futur !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. BARGETON qui, hélas ! ne dispose plus que d'une minute et 12 secondes.

M. Julien BARGETON. - Vu l'heure avancée de nos débats, nous allons essayer d'être assez rapide. Le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés au Conseil du 20e arrondissement a déposé un vœu sur la concertation qui a été adopté à l'unanimité lors du Conseil d'arrondissement le 30 juin.

Mme HIDALGO propose un vœu pour y répondre qui nous satisfait. Nous acceptons donc cette solution, juste pour insister sur effectivement la nécessité d'encourager la concertation qui est prévue dans ce projet de délibération. Merci beaucoup.

Cela fait moins d'une minute !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à Mme Anne HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, au nom de la 8e Commission. - Merci.

D'abord, je voudrais vraiment remercier tous les orateurs pour ce débat qui a été riche, passionnant, qui met en évidence des visions communes. Il met aussi en évidence des points sur lesquels des désaccords subsistent.

Le point important, me semble-t-il, et je l'ai entendu dans l'ensemble des groupes, c'est que nous avons tous la conviction que Paris n'est pas une ville achevée et qu'il est de notre responsabilité de continuer à travailler à son évolution.

Maintenant, c'est sur l'évolution que forcément les points de vue peuvent diverger, même si je me réjouis, et je tiens à le dire, d'une approche et d'une vision très partagées entre notamment les groupes politiques qui ont conduit la liste de premier tour à l'élection municipale. Cela ne me surprend pas, il est vrai que ce point avait fait l'objet de beaucoup de discussions entre nous. Et très vite, nous avions cheminé vers cette vision commune de l'évolution urbaine et architecturale de Paris.

Pour autant, d'autres groupes, qui étaient plus éloignés, je pense notamment au Centre et Indépendants, partagent en partie une vision qui est la notre, j'y reviendrai.

Nous sommes tous convaincus que nous avons une responsabilité forte qui est d'optimiser ce qu'est Paris. L'optimiser en préservant bien sûr son patrimoine, en préservant ce que les autres générations nous ont légué de plus beau, l'optimiser aussi en faisant en sorte que sur ce territoire très contraint, très restreint, nous utilisions les opportunités foncières qui existent encore - ce sont notamment les sites que nous avons mentionnés dans ce projet de délibération -, d'optimiser ces opportunités foncières pour faire des prolongements de la ville, des quartiers nouveaux qui vont naître, de véritables quartier de ville correspondant à ce que l'on a envie de vivre aujourd'hui.

Il est vrai que c'est un projet de civilisation, je n'hésite pas à le dire : nous avons une vision de la civilisation urbaine, nous entendons les habitants de la métropole, nous savons qu'aujourd'hui on a besoin d'un cadre de vie agréable, d'un cadre de vie qui soit dense, parce que nous n'avons plus la possibilité - et cela s'avère être un modèle particulièrement défectueux - de faire de l'étalement urbain.

Nous voulons des quartiers dans lesquels il y ait une mixité de fonction, c'est-à-dire que l'on y trouve de l'emploi, du logement, du logement social, du logement en accession à la propriété, des équipements publics, des espaces verts et, bien sûr, de quoi pouvoir se déplacer et relier d'autres quartiers.

Ce travail, nous le faisons - je crois que c'est fortement exprimé dans ce projet de délibération et par l'Exécutif municipal - vraiment dans une approche métropolitaine. Je tiens d'ailleurs à remercier Pierre MANSAT avec lequel je suis allée voir les maires d'arrondissement mais aussi les maires des communes voisines, avec lesquelles nous avons à partager cette vision de l'évolution de ces territoires que nous avons en commun.

Beaucoup des territoires qui sont mentionnés dans le projet de délibération sont des territoires, on l'a dit, ingrats. Ce sont des territoires qui effectivement sont aujourd'hui des espaces de logistique urbaine, des espaces sur lesquels on trouve essentiellement du réseau ferroviaire, sur lequel on peut se dire que le cadre de vie ne doit pas être très agréable, et en tout cas que la vie d'un quartier n'est pas du tout considérée sur ces sites-là.

Nous voulons donc édifier des quartiers sur ces espaces qui sont des espaces, je le redis, que nous devons optimiser, d'où le choix des sites. Bien sûr, on ne part pas de rien, et je voudrais à mon tour saluer le travail réalisé par Jean-Pierre CAFFET, sous la précédente mandature. J'y reviendrai, dans les propos de quelques orateurs, ils ont un peu caricaturé la situation passée. On y reviendra.

Il y a eu un effort énorme fait sous la précédente mandature, d'abord pour essayer d'engager ce dialogue, de façon non caricaturale, et de parler des évolutions urbaines et architecturales de Paris, mais à l'époque il n'y avait pas une majorité. Je dirai même qu'une majorité de circonstances s'est dégagée, alliant nos amis "Verts" et l'U.M.P. pour empêcher que la question des 37 mètres puisse être dépassée.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation différente, et sur la base du travail réalisé sous la précédente mandature, sur la base aussi de ce travail qui a conduit les groupes politiques, qui a conduit beaucoup d'experts à travailler sur un certain nombre de sites, dont trois d'entre eux font partie de ce projet de délibération, eh bien, aujourd'hui, nous pouvons proposer d'aller plus loin, et d'engager ce travail avec les Parisiens sur la question notamment des hauteurs.

Il est vrai que c'est un débat très politique, cela a été dit. C'est un débat très politique qui ne peut supporter ni la médiocrité ni la caricature. Nous avons à travailler et à faire des choix qui sont aussi des choix de la ville de l'après pétrole.

Permettez-moi de revenir sur quelques propos qui ont été tenus par les orateurs dans ce débat. Avec "Les Verts", il y a une différence assumée. On n'est pas d'accord. On n'est pas d'accord sur la vision des évolutions urbaines et architecturales de Paris. On le sait, on assume, mais on assume sans caricature. Il faut que, les uns et les autres, on accepte ces différences de point de vue, sans caricaturer.

Vous pensez, sans doute, que l'horizon haussmannien est quasi indépassable. Nous considérons qu'on peut aller au-delà de cet horizon haussmannien, qu'il y a des choses à inventer, qu'aujourd'hui il y a beaucoup d'architectes et d'urbanistes - cela a été dit par beaucoup d'orateurs - qui ont, eux aussi, tiré les enseignements des échecs et des erreurs, notamment des années 1960 et 1970 et qui sont en train de faire un travail remarquable.

Nous pouvons, accompagnés par ces experts, accompagnés par la population, dépasser ce qui est aujourd'hui le cadre traditionnel de l'évolution de notre ville. Ne caricaturons pas. Les tours, ce ne sont pas des paillettes, on n'est pas dans le "bling-bling". Ce sont des facilités de langage qui n'apportent pas grand-chose au débat démocratique, en tout cas qui n'apportent pas de clarification. Je pense que dans ce débat, nous allons faire beaucoup de pédagogie. En tous les cas, c'est mon souhait. Je souhaite qu'on objective le débat et que chacun puisse se prononcer non pas, j'y reviendrai, je l'avais repoussé au Conseil précédent, sur la question du référendum, la question que nous nous posons à nous-mêmes et que nous posons aux Parisiens n'est pas : êtes-vous pour ou contre les tours ? Cette question est caricaturale. Cette question à laquelle on pourrait répondre par oui ou par non ne correspond pas aux enjeux et aux défis que nous avons à relever.

Les enjeux et les défis que nous avons à relever sont : quelles sont les évolutions urbaines et architecturales que nous voulons impulser dans notre ville, dans notre métropole ? A cette question, je ne sais pas répondre par oui ou par non. Vous peut-être, moi non. Sans caricature et sans vision malthusienne des choses, là aussi c'est un point qui nous distingue, je ne crois pas que l'on puisse dire que l'emploi créé à Paris se fasse au détriment de l'emploi des communes de la Seine-Saint-Denis.

Au contraire, je crois que les choses s'ajoutent et que si l'on développe sur le secteur parisien du Nord-Est ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, à la fois des pôles de vie et des pôles d'activité, les deux étant mélangés, j'en suis sûre, et les communes riveraines avec lesquelles nous avons discuté, qu'il s'agisse de Bagnolet, de Montreuil ou d'autres, sont d'accord avec ce point de vue que j'exprime, que cela s'ajoutera et créera justement les conditions d'un pôle sur le Nord-Est parisien. Pôle qui, notamment en termes d'activité économique mais aussi de qualité de vie, soit tout à fait en correspondance et puisse concurrencer, puisque ce mot est quand même dans le paysage, ce qui se passe du côté Ouest de notre métropole.

Pas de vision malthusienne. Oui, la vision de la métropole que nous avons est une vision généreuse et partageuse. Je crois que les communes avec lesquelles nous discutons en sont tout à fait convaincues.

Denis BAUPIN a présenté un amendement des "Verts" en disant que c'étaient des pistes alternatives. Non, pas de pistes alternatives, ajoutons ces pistes à celles que nous proposons aujourd'hui, mais ne les substituons pas. D'ailleurs, nous avons déjà commencé à corriger des erreurs du passé, je n'ai pas été très soutenue par vous quand sous la précédente mandature on s'est engagé dans la rénovation notamment de Beaugrenelle que tout le monde mentionne aujourd'hui comme une erreur du passé, qui a accepté de mettre les mains dans le cambouis pour réparer ? On n'était pas très nombreux.

Oui, corriger les erreurs du passé, on a commencé. Denis BAUPIN dit, sur CDG express, travaillons sur l'enfouissement. On est d'accord avec Denis BAUPIN, et avec tous ceux qui disent cela, on l'a exprimé devant les représentants de l'Etat, mais il est hors de question pour nous de dire qu'il y aurait une alternative à travailler sur les évolutions urbaines et architecturales de Paris qui peuvent passer par les hauteurs, et à évoquer la question de CDG express. Tout cela s'ajoute et ne se retranche pas.

Puisque la proposition est faite par Fabienne GIBOUDEAUX sur la concertation renforcée, vous l'aurez vu dans ce projet de délibération, nous proposons un cadre de concertation et de dialogue avec les Parisiens, innovant.

Je souhaite aller dans les arrondissements pour échanger avec les Parisiens sur ces évolutions urbaines et architecturales, les entendre, faire intervenir les architectes et les urbanistes qui travaillent avec nous.

Aujourd'hui, on a toutes les grandes équipes, mais aussi des jeunes qui sont en train de prendre place, qui sont en train d'inventer la ville avec nous. Je souhaite que l'on aille débattre avec les Parisiens. Je ne veux pas que l'on s'enferme dans un schéma de concertation qui serait un schéma uniforme.

Oui au dialogue, oui aux réunions publiques. Nous proposons une conférence citoyenne qui sera de grande ampleur. Je souhaiterais que l'on puisse avoir 200 à 300 métropolitains, puisqu'il n'y aurait pas que des Parisiens habitant à Paris, mais aussi des usagers de Paris qui viennent y travailler et tout simplement aiment y venir, pour dialoguer ensemble sur ces évolutions parisiennes.

C'est pourquoi j'ai fait cette proposition, et j'espère qu'elle sera soutenue, de vœu de l'Exécutif, un vœu se substituant à celui de Fabienne GIBOUDEAUX et du 20e arrondissement proposant notamment que l'on approfondisse la concertation sans pour autant considérer que l'outil idéal serait l'atelier local d'urbanisme.

Venons en à une expression qui m'a beaucoup déçue. Je suis très déçue par l'expression de Jean-François LAMOUR.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Je pensais, voilà, il y a une nouvelle donne, un nouveau groupe, un nouveau président de groupe qui nous a dit que le passé était le passé, que l'avenir s'écrivait avec une nouvelle pratique politique, et qu'ai-je entendu là ? J'ai entendu des choses relevant pour l'essentiel de la caricature. Jean-Pierre CAFFET a eu raison de dire que cela frisait parfois les propos de cours de récréation, même si dans les cours de récréation se passent des choses constructives pour les individus, pour les futurs citoyens qui s'y trouvent.

Dire que ce qui nous guide, ce serait de faire des effets de communication, c'est un peu court de dire que ce qui nous guide, ce serait de faire concurrence à Nicolas SARKOZY. Comment oserions-nous faire concurrence à Nicolas SARKOZY ? Nous, modestes élus locaux parisiens qui essayons de nous intéresser à ce à quoi les Parisiens nous ont demandé de nous intéresser, c'est-à-dire à leur ville, à leur devenir.

Non, nous ne concurrencerons pas Nicolas SARKOZY. D'ailleurs, avec Pierre MANSAT nous participons de façon très authentique, très forte et très humble au comité de pilotage mis en place pour travailler sur ce que Nicolas SARKOZY appelle le Grand Paris.

J'espère que lui ne confondra pas la communication et le travail réel qui doit s'engager sur la métropole. J'espère qu'il ne confondra pas urbanisme et architecture. Je l'espère, mais je sais que cela n'est pas son genre comme dit mon voisin, Christophe GIRARD qui s'y connaît en la matière.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Je suis très déçue parce que vous dites aussi que vous ne voulez pas des immeubles de 50 mètres pour faire du logement, et vous appelez cela des tours. C'est décevant, parce qu'un immeuble de 15 étages, ce n'est pas une tour. Un immeuble de 15 étages, c'est un immeuble dans lequel il peut y avoir du logement et ce n'est pas une tour.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Cela vous agace ? Si nous fixons la limite à 50 mètres, cela a été dit par beaucoup d'orateurs, c'est justement parce que nous voulons rester dans la limite de la réglementation sur les immeubles de grande hauteur, cela a été très bien dit dans le débat, au-delà de 50 mètres on entre dans une législation qui impose des normes de sécurité, notamment en matière d'incendie et autres qui font peser des charges locatives lourdes sur les locataires ou des charges de copropriété.

J'ai eu un peu le sentiment lorsque vous avez dit et vous n'êtes pas le seul, Valérie HOFFENBERG l'a dit aussi de façon plus claire que vous, visiblement elle assume, elle, que son problème c'est le logement social dans ces immeubles de 50 mètres.

Il vaut mieux assumer, vous avez raison, c'est toujours mieux d'assumer, d'être clair avec soi-même.

(Vives protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Monsieur Jean-François LAMOUR, je reviens à vous...

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je crois que le débat jusqu'ici, malgré les divergences de vues, a été empreint de sérénité et je crois, Monsieur le président Jean-François LAMOUR, que vous devriez rappeler aux élus de votre groupe que nous parlons ici et nous agissons sous l'oeil des caméras, sous l'oeil de la presse et qu'il convient de garder une certaine tenue à nos débats. Je fais appel à votre sens de l'intérêt général.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Et à votre élégance, s'il vous plaît, qui est grande !

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Madame HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Merci, Monsieur le Maire.

Sur les immeubles de 50 mètres, vous avez dit : "Nous irons, avec les habitants, une fois que ce sera fait, dire que nous étions contre." Eh bien, on fera comme pour le tramway, Monsieur LAMOUR, je pense qu'on pourra avoir de grands débats sur avant et après.

Je considère que notre responsabilité, c'est justement de prendre aussi la question du logement à bras-le-corps et de se donner les moyens de pouvoir avoir plus de logements, plus de logement social pour pouvoir permettre aux Franciliens, aux Parisiens de se loger. Cela aussi, c'est une responsabilité qui est grande, parce que l'on sait que, notamment dans cette société de l'après-pétrole que nous devons vraiment construire aujourd'hui, les déplacements vont être de plus en plus coûteux, s'ils se font par les voitures individuelles. Nous avons besoin d'offrir du logement, des activités, notamment dans les cœurs de ville et notamment au cœur de l'agglomération parisienne. C'est ce que nous ferons.

Je suis donc déçue par cette intervention, mais je m'en remettrai, ne vous inquiétez pas ! Je m'en remettrai parce qu'il y a quand même… voilà, il y a des choses...

M. DUBUS allait plutôt dans votre sens et il prône l'idée que l'on établisse un schéma directeur de la couronne. Ecoutez, là aussi, je ne veux pas le dire de façon agressive, mais il me semble que le syndicat mixte que nous avons proposé aux Assises de la métropole considère que l'urbanisme fait partie des sujets sur lesquels on va travailler. On est dans un travail engagé avec les communes limitrophes.

Mais il y a un point sur lequel je ne suis pas du tout d'accord avec vous, Monsieur DUBUS. Lorsque vous dites qu'il faudrait mettre en place un comité Etat-Ville. Ecoutez, vraiment, les collectivités sont autonomes !

Voilà ! Les collectivités sont autonomes, nous avons été élus, nous sommes des élus du suffrage universel et, lorsque nous discutons avec l'Etat, nous devons discuter d'égal à égal, et pas dans le cadre de comité dans lequel on viendrait nous imposer ceci ou cela. Non ! Nous sommes des élus légitimes et nous travaillerons. Vos références permanentes à la présence de l'Etat ne sont pas très rassurantes.

Peut-être pensez-vous qu'il sera très protecteur pour vous, nous, nous considérons que nous sommes de grandes filles et de grands garçons, élus du peuple et nous sommes en capacité de porter les intérêts des Parisiens.

Mais heureusement... !

Et, en plus, oui, ils n'ont pas 1 centime ! Mais cela, c'est un autre sujet.

Roxane DECORTE, pour le coup, c'est quand même plutôt un petit rayon, une petite fenêtre qui s'ouvre. J'ai été tout à fait intéressée par la tribune que le groupe de l'U.M.P. qui s'appelle "Pari Paris" a écrite. Je rejoins ce qu'elle dit sur le fait qu'il ne faut pas s'interdire d'envisager notamment les hauteurs. Je rejoins ce qu'elle dit, très juste, sur le travail que font notamment les architectes LACATON et VASSAL sur la tour Bois-Le-Prêtre. Je partage en partie son avis. J'espère, puisqu'elle dit qu'il faut travailler sans tabou, qu'elle et les signataires de la tribune voteront sans tabou le projet de délibération que je propose ce matin, sans l'amputer de l'amendement qui, bien sûr, m'amènera à émettre un avis défavorable. Amendement de l'U.M.P. qui voudrait limiter notre travail pour nous interdire la possibilité d'immeubles jusqu'à 50 mètres en matière de logement.

Ensuite aussi, je dirais, une forme d'optimisme se dégage, parce que je vois qu'au niveau du Nouveau Centre, il y a une évolution là aussi dans laquelle nous pouvons nous retrouver et je serais amenée à proposer un vœu de l'Exécutif dans lequel nous disons, pour rejoindre une question posée par M. POZZO-DI-BORGO, le fait qu'il puisse y avoir des immeubles mixtes pouvant aller au-delà de plus de 50 mètres, qui pourraient contenir du logement, qui ne serait pas du logement social. Pourquoi pas ?

En tous les cas, à ce stade, nous ne nous interdisons pas cette possibilité.

Je remercie M. POZZO-DI-BORGO de la proposition qu'il a faite.

Ensuite, je voudrais vraiment remercier, et je voudrais terminer par eux... Non, j'ai encore quelques mots à dire sur les arrondissements, mais remercier vraiment Ian BROSSAT et son groupe des propos qu'ils ont tenus et du travail sérieux qui est fait, du travail sérieux parce que, dans le travail qui a animé son groupe et l'expression qu'il a eue avec ses autres collègues, c'est une expression extrêmement constructive. Oui, nous cherchons dans le même sens. Oui, nous nous interrogeons sur les évolutions de la ville. Oui, la question de la beauté est une question extrêmement présente, et notamment lorsqu'on parle de logement social.

Ces questions-là doivent être majeures, occuper l'espace, notamment du dialogue, mais aussi ensuite se retrouver dans les projets que nous allons présenter ; de même avec le propos de Marinette BACHE et de son groupe qui est un soutien tout à fait important.

Je voudrais revenir sur trois situations qui ont été évoquées : celle du 15e, du 17e et du 13e. Parce qu'il y a trois sites qui ont été plus particulièrement mentionnés.

En ce qui concerne le 15e arrondissement, je remercie notamment Gilles ALAYRAC, et il y aura bien sûr un avis favorable à la proposition faite par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, sur l'étude d'impact en matière économique. Le site de la Porte de Versailles est un site un peu particulier, c'est-à-dire qu'il ne correspond pas à ce que nous trouvons dans le Nord-Est parisien, il ne correspond pas au secteur, par exemple, de Bercy-Charenton ou même de Masséna-Bruneseau. Nous sommes dans un quartier qui est déjà construit, nous ne sommes pas sur un terrain en friche, à construire.

Nous sommes dans un quartier qui a une vocation économique, notamment avec le Parc des Expositions. Et là, c'est pour cela qu'il ne s'agit pas de logement sur le site de la Porte de Versailles, il s'agit d'un équipement qui a une vocation économique. Eh oui, nous voulons nous donner la chance, travailler avec les opérateurs, je pense bien sûr à l'exploitant UNIBAIL, mais travailler aussi avec le maire d'arrondissement, et je remercie Philippe GOUJON d'avoir accepté tout de suite que le site de la Porte de Versailles figure dans notre projet de délibération, tout comme d'ailleurs le maire d'Issy-les-Moulineaux et le maire de Vanves nous ont encouragés à avancer rapidement sur cette proposition. Eh bien, là, il s'agit d'un site dans lequel c'est la question de la vocation économique, et notamment de l'attractivité de Paris en termes de foires, salons et congrès, qui doit être travaillée, qui doit nous permettre d'avoir une offre plus importante.

Le site des Batignolles, Clichy-Batignolles, on a déjà eu l'occasion d'en parler avec Mme KUSTER. Elle nous explique qu'elle ne veut pas de logement sur des immeubles de 50 mètres. Elle nous explique qu'il faudrait un quartier de bureaux, en fait. Elle est d'accord pour les hauteurs et notamment pour l'activité économique ; c'est déjà un point positif, prenons les choses telles qu'elles viennent, soyons pragmatiques. Mais, pour autant, Madame KUSTER, je vous l'ai déjà dit, construire des quartiers d'affaires qui seraient essentiellement consacrés à l'activité économique, qui se vident le soir, qui sont des quartiers dans lesquels il ne se passe plus rien le soir, ce n'est pas notre objectif. Nous voulons des quartiers mixtes.

Le secteur de Clichy-Batignolles est un secteur stratégique. Oui, nous voulons construire la ville, la ville avec ses logements, avec ses logements sociaux. Je sais que ce n'est pas l'option que vous privilégiez et que vous appréciez, mais nous construirons la ville avec ses logements, ses équipements publics et de l'activité.

Ensuite, sur le 13e arrondissement, et je voudrais remercier Jérôme COUMET pour l'excellente intervention qu'il a faite. Il a très, très bien resitué notre débat. Dans son expérience de maire du 13e arrondissement, qui sera un arrondissement phare sur cette question-là, puisque sur le secteur de Masséna-Bruneseau, les études qui ont été conduites, notamment avec l'architecte Yves LION, sont des études beaucoup plus concluantes que celles de la Porte de la Chapelle - et là, je rejoins un propos notamment de Roxane DECORTE tout à l'heure -, les études conduites sur Masséna-Bruneseau sont tout à fait intéressantes et vont nous permettre, bien sûr avec la population, d'aller beaucoup plus vite.

Mais il a eu raison de poser la question du T.G.I. et je la pose aussi, parce que vouloir faire le T.G.I., le Tribunal de Grande Instance de Paris, sur la Halle Freyssinet, c'est-à-dire dans le secteur Tolbiac, c'est une erreur, nous l'avons dit, la population l'a dit, c'est une erreur à tous les points de vue. D'abord, parce que le site n'est pas suffisamment ample pour accueillir un équipement public au volume auquel le ministère de la Justice semble aujourd'hui positionner cet équipement public, puisqu'on nous a dit que c'était entre 110.000 et 130.000 mètres carrés nécessaires pour accueillir un T.G.I. Surtout, ce sont pour des raisons urbaines que je considère que ce site de Tolbiac n'est pas du tout une bonne idée. Nous ne pouvons pas l'accepter, cela couperait complètement parce que tous les aménagements qui sont faits aujourd'hui sur ce secteur sont des aménagements qui permettent de relier le quartier du vieux 13e à la Seine.

Si vous placez une barrière avec un T.G.I. à cet endroit, eh bien c'est quinze ans, cela veut dire que cela nous précédait, de politique urbaine sur ce site qui sont anéantis. Cela n'a pas de sens.

Nous proposons un autre site, nous proposons le site de Masséna-Bruneseau et que l'on ne vienne pas nous dire que ce site ne serait pas suffisamment prestigieux.

Nous sommes en bord de Seine, nous sommes dans un quartier magnifique qui est en train de vivre, de se construire, dans lequel il y a une université, il y a la nouvelle école d'architecture, il y a des logements, l'îlot ouvert dont parlait Jérôme COUMET qui a été coordonné par Christian de PORTZAMPARC.

Nous avons là un secteur majeur relié aussi en termes de transports en commun, qui peut accueillir un bel équipement, qui serait un équipement de grande hauteur, notamment le TGI.

J'insiste aujourd'hui parce qu'il faut qu'il y ait des réponses. On ne pourra pas rester éternellement sur une absence de réponse de la Ministre de la Justice. Je regrette qu'elle ne participe pas à nos débats en tant que Conseillère de Paris et Maire du 7e arrondissement, ce matin. Je pense qu'elle pourrait nous répondre, nous attendons sa réponse parce qu'aujourd'hui l'interdiction qui est faite à la S.N.C.F. de nous vendre la halle Freyssinet bloque, Mesdames et Messieurs, retenez bien ce chiffre, il est important, les Parisiens l'entendront, non seulement le projet que nous avons pour la halle Freyssinet mais 1.000 logements. 1.000 logements qui pourraient être proposés aux Parisiens et aux Franciliens qui sont bloqués aujourd'hui par une absence de réponse.

J'espère que la responsabilité l'emportera sur toute autre attitude. Je tenais à le rappeler, bien évidemment.

Je voudrais terminer mon propos en faisant référence à ce que François VAUGLIN a dit, bien sûr il faut retravailler ce ciel de Paris, c'est aussi de cela dont il s'agit. Je voudrais terminer avec le propos très poétique de Karen TAÏEB pour sa très belle intervention. Dans le travail qui nous anime, il y a la lourdeur des responsabilités, il faut produire du logement, des services, des équipements, fabriquer la Ville, être dans des choses qui relèvent effectivement du matériel, du sérieux, et puis il y a aussi la vision poétique qu'elle a eue dans son propos, et qui doit faire partie également du travail qui nous anime. Nous travaillons pour les générations futures, nous devons travailler les représentations de la ville, de ses évolutions; nous devons générer et produire ce patrimoine qui sera le patrimoine du XXIe siècle.

Là-dedans, il y a de la beauté et aussi de la poésie.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Maire.

Je vais passer aux opérations de vote sur les amendements et ensuite sur le projet de délibération.

Une explication de vote, Madame la Présidente FOURNIER ?

Mme Danielle FOURNIER. - C'est une explication de vote à propos des amendements n° 3 et surtout n° 4, parce que nous nous étions inscrits pour les défendre et comme il n'y a pas de débat à propos des amendements, je vais les défendre maintenant.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Permettez-moi juste un rappel règlementaire. Mme la Présidente Danielle FOURNIER, comme tous les présidents de groupe, a droit une explication de vote d'une minute.

Mme Danielle FOURNIER. - Visiblement, cette question des tours, des hauteurs crée une sorte d'enthousiasme dans l'hémicycle, voire une surenchère sur qui a eu l'antériorité de l'initiative, sur le format des tours, 100, 200, 300 mètres.

Nous, nous restons sur terre et je reviens à l'objet même de ce projet de délibération, lancement d'un processus d'études, de débat et de concertation. Oui, nous sommes pour un débat, mais un débat dont le format soit à la hauteur justement de l'ampleur des évolutions proposées, un débat audacieux parce que divers dans les formes d'échanges proposés aux Parisiens. Or, ici, il a été beaucoup question de réponses qui vantaient l'excellence des tours en matière d'écologie, d'esthétique ou de manière sociale et je retiens que la concertation qui nous est proposée s'apparente à une pédagogie à l'ancienne : "on va vous expliquer ce qu'il faut penser".

Pour notre part, nous avons proposé plusieurs amendements dans le cadre de ce projet de délibération. La création d'ateliers d'urbanisme dont il a été question, je n'y reviens pas, et un référendum...

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous avez épuisé votre temps de parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Un référendum ce n'est pas un micro-trottoir, on vote après discussions, après dialogues, après échanges, après une prise de décision construite. Je m'étonne que des élus s'emploient à répéter que ce mode d'expression est simpliste et caricatural alors qu'il propose un choix clair.

C'est pourquoi nous maintenons ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Y a-t-il d'autres demandes d'explication de vote ?

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Il y a différents amendements qui vont être proposés. L'explication de vote est sur chaque amendement.

Je considère qu'il y a plusieurs amendements qui ont des objets. Le débat est suffisamment riche et important et je considère que les trois amendements sur lesquels mon groupe va intervenir avec une explication de vote d'une minute. Ce n'est pas une explication de vote sur l'ensemble des amendements.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Lorsque le Maire a ouvert ce débat, il a bien expliqué que chacun des amendements devait être défendu durant les interventions de chacun des membres du groupe.

Qu'à l'issue du débat, chaque groupe s'exprime pendant une minute pour donner son opinion sous forme d'explication de vote sur tout ce qui va être voté, cela est parfaitement normal, mais nous n'entrerons pas dans des explications de vote sur chaque amendement. Non, Monsieur le Président.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - J'ai expliqué par mon intervention mon amendement. Mais dans toute assemblée, sur chaque amendement, il y a une explication de vote. Dans les assemblées parlementaires, chaque parlementaire peut expliquer son vote. Ici dans notre Assemblée, il n'y a que le groupe. Je considère, c'est un débat trop important, Monsieur le Maire, et que s'il y a trois amendements sur lesquels nous voulons faire une présentation de vote, ce n'est pas présenter l'amendement mais faire une explication de vote.

Je demande que vous reveniez sur votre décision.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur le Président, vous vous rendez bien compte que si, sur chacun des sept ou huit amendements, chaque groupe demande une explication de vote d'une minute, cela veut dire que le débat va être considérablement prolongé.

Est-ce vraiment la volonté de l'Assemblée ? Je ne le crois pas. Il me semble que tous les arguments ont été échangés, Monsieur le Président, que l'Assemblée est suffisamment éclairée et je fais appel au sens de la responsabilité de chacun des groupes pour que les explications de vote soient globales et limitées. Il me semble que c'est raison parler.

Est-ce que vous souhaitez dire quelques mots sur l'ensemble des amendements qui vont être votés ?

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Monsieur le Maire, je n'apprécie pas votre réponse. Il y a quand même des débats importants qui engagent l'avenir de Paris.

Je suis désolé, on peut partir déjeuner à une heure et demie plutôt qu'à midi ! Excusez-moi ! Franchement ! Je sais bien que vous avez faim, mais enfin ! Beaucoup de choses ont été dites dans ce débat, d'autres n'ont pas encore été dites, et les vœux nous permettent de le dire. Puisque je n'ai qu'une minute, je vais essayer d'expliquer les choses.

Sur l'amendement de mes collègues de l'U.M.P., et c'est là-dessus que je voulais intervenir, nous nous abstiendrons et je vais expliquer pourquoi.

Mes collègues de l'U.M.P. reprennent l'article 1 du projet de délibération, et il y a notamment une phrase sur laquelle nous n'étions pas d'accord, sur laquelle nous avons fait un amendement, qui dit : "Intégrant l'option d'immeubles de grande hauteur dédiés principalement à l'activité économique, bureau, hôtellerie et services".

Nous avons demandé dans un amendement que nous puissions étudier la possibilité, si cela arrive un jour, dans un ensemble de tours, d'avoir une tour qui soit essentiellement dédiée au logement. Or, nous savons très bien qu'actuellement, dans une tour de grande hauteur qui dépasse les 50 mètres, il ne peut pas y avoir comme locataires dans ces tours-là des classes en difficulté de logements sociaux.

La question que j'ai posée, et je l'ai posée à Mme HIDALGO, j'ai vu que dans son amendement, elle ouvrait la porte, c'est de dire : si un jour, dans un projet d'ensemble, il y a un promoteur qui est prêt à faire une tour, comme on les a dans toutes les grandes villes du monde, il n'y a qu'à Paris qu'on ne les a pas, une tour essentiellement consacrée au logement privé, eh bien, il ne faut pas se fermer la porte. Toutes les villes du monde avec lesquelles nous sommes en compétition le font, et pourquoi Paris ne le ferait pas ? C'est la raison pour laquelle, dans l'amendement de Mme HIDALGO, qui ouvre cette porte, nous voterons le projet de délibération à cause de cela.

Deuxième élément, mes collègues de l'U.M.P. - et je voudrais dire à Mme HIDALGO que nous faisons partie d'une majorité présidentielle avec la majorité de Nicolas SARKOZY - dans leur amendement, disent qu'il ne faut pas aborder le processus d'étude des 50 mètres, et je suis comme eux. Je pense qu'en ce qui concerne les logements sociaux à 50 mètres, c'est quelque chose qu'il faut vraiment étudier en profondeur. On a des exemples du passé qui sont vraiment négatifs. Je rejoins beaucoup de leurs interventions.

Mais, ce n'est pas parce que dans le passé, il y a eu beaucoup de choses négatives qu'il ne faut pas aborder ce problème. La position de notre groupe est de dire : abordons tous les sujets sans tabou ! Et c'est la raison pour laquelle nous voterons ce projet de délibération, parce que nous considérons que cette fois-ci, nous devons aborder toutes les questions, et sans tabou, et sans idéologie au départ ! Voilà ma position.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Pas d'autres demandes d'explication de vote global ?

Vous pensez vraiment que le débat ne nous a pas encore assez éclairés, Monsieur le président ? Mais vous avez le droit de vous exprimer, bien sûr !

M. Jean-François LAMOUR. - Vous me posez la question, donc je vais essayer d'y répondre brièvement. J'aimerais faire une explication de vote, mais après avoir entendu Mme HIDALGO sur la présentation des amendements... nous dire définitivement ce qu'elle allait faire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Anne HIDALGO a répondu.

M. Jean-François LAMOUR. - S'il n'y a que la séquence de vote sur les vœux et les amendements, puis le vote du projet de délibération, alors je demande une explication de vote, effectivement, comme vient de le faire mon collègue Yves POZZO-DI-BORGO.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Vous pouvez vous expliquer : nous vous écoutons.

M. Jean-François LAMOUR. - Madame HIDALGO, vous avez fait semblant de ne pas comprendre ce que nous essayions de vous dire, et j'ai d'ailleurs trouvé beaucoup de mépris dans vos propos, ce qui finalement présage d'un dialogue et d'une période de concertation assez difficiles sur le terrain.

Vous n'avez pas répondu à notre attente, parce que nous ne souhaitons pas ces tours de logements de 50 mètres. Vous aurez beau y mettre tous les gestes architecturaux, y compris l'accession à la propriété : cela ne marche pas, et cela ne marchera jamais ! Vous êtes en train de vouloir nous remettre en route des bombes à retardement. Je le dis à mon collègue Yves POZZO-DI-BORGO : ce n'est pas une question de naïveté, mais ce n'est pas la peine de recommencer une nouvelle fois l'histoire. On ira à nouveau dans le mur si, effectivement, on s'engage sur l'étude, puis la construction.

Quand on s'engage à Paris sur une étude, on sait quand même que le paquet est déjà bien ficelé. Nous ne voulons pas de ce type de tour et nous vous l'exprimerons pendant la concertation et le dialogue, que j'espère objectifs. Nous ferons en sorte d'être particulièrement présents pendant cette période.

Vous l'avez donc compris, Madame HIDALGO, Mesdames et Messieurs, si vous ne prenez pas en compte notre amendement, le groupe U.M.P. Paris votera contre le projet de délibération.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le président.

Je n'ai pas d'autres demandes de prise de parole.

Nous passons à la séquence des votes.

Nous passons à l'amendement n° 3 déposé par le groupe "Les Verts". Quel est l'avis de l'Exécutif, Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 3 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 3 est repoussée.

Concernant l'amendement n° 4 déposé par le groupe "Les Verts". Quel est l'avis de l'Exécutif, Madame ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 4 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 4 est repoussée.

Quel est l'avis de l'Exécutif, Madame HIDALGO, concernant l'amendement n° 5 déposé par le groupe U.M.P.P.A. ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Défavorable.

Il y a simplement un point dans cet amendement où le président du groupe demandait à ce que l'on réunisse dans les meilleurs délais le comité de l'observatoire du P.L.U. J'ai bien sûr ici la lettre qu'il a dû recevoir pour la réunion de ce comité vendredi.

C'était une incidente de son amendement, mais c'est défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 5 déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 5 est repoussée.

L'Exécutif a déposé le vœu référencé n° 6 bis dans le fascicule, en réponse à l'amendement n° 6 déposé par le groupe Centre et indépendants.

Monsieur le Président POZZO-DI-BORGO, l'amendement n° 6 est-il maintenu ?

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - C'est ce que j'ai dit tout à l'heure dans mon explication de vote. Il est évident que l'on aurait préféré un vote séparé. On ne l'a pas, mais nous sommes d'accord pour retirer cet amendement puisque, dans l'amendement que propose l'Exécutif, il est fait référence à la demande principale que nous avons.

En précisant simplement, Madame HIDALGO, que dans le cadre de programmes mixtes, je voudrais bien attirer l'attention sur le fait que les programmes mixtes sont des ensembles. Mais dans une tour, et c'est d'ailleurs l'erreur que fait la tour NOUVEL, on ne peut pas mettre des logements et des bureaux. Je crois que ce sont des questions importantes.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur le Président. Nous sommes dans une opération de vote. En tout cas, je vous remercie d'avoir retiré l'amendement.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 87).

L'Exécutif a déposé le vœu référencé n° 8 bis dans le fascicule, en réponse à l'amendement n° 7 du groupe "Les Verts" et au vœu référencé n° 8 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Madame la Présidente, l'amendement n° 7 est-il maintenu ?

Mme Danielle FOURNIER. - Oui, cet amendement est maintenu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Oui, il est maintenu, donc c'est très bien, c'est très bien ! Vous m'avez répondu, Madame la Présidente !

Mme Danielle FOURNIER. - Je constate une grande inégalité de parole ! J'ai été ultra-pressée dans ma première intervention, quant à M. POZZO-DI-BORGO, il a pu largement parler 3 ou 4 minutes. Je ne tiens pas à entrer dans une concurrence ni une surenchère, mais dans un équilibre, c'est tout.

Donc, oui, il est maintenu puisqu'il s'agit des ateliers d'architecture.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame la Présidente.

Quel est avis de l'Exécutif sur l'amendement n° 7 ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Défavorable, puisque le vœu que je présente se substituait à cet amendement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 7 déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 7 est repoussée.

Le vœu n° 8, Monsieur le Président CAFFET, est-il maintenu ?

M. Jean-Pierre CAFFET. - Non, il est retiré.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je le pensais mais je préférais que le Président CAFFET le dise lui-même.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 88).

Nous passons maintenant au vœu référencé n° 9 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Quel est l'avis de l'Exécutif, Madame ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Favorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 89).

L'Exécutif a déposé le vœu référencé n° 10 bis, en réponse au vœu référencé n° 10 déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Monsieur le Président LAMOUR, le vœu n° 10 est-il maintenu ?

M. Jean-François LAMOUR. - Oui, Monsieur le Président.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Dans ces conditions, je le mets aux voix, avec un avis, j'imagine défavorable de l'Exécutif ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Défavorable parce que le vœu que je présente au nom de l'Exécutif est beaucoup plus complet, il cite d'autres secteurs du 15e qui avaient été oubliés dans le vœu de l'U.M.P.

On peut voter les deux, cela ne me dérange pas, mais celui de l'Exécutif est plus complet, donc par cohérence, on fait voter les deux.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Cet argument ne vous a pas convaincu, Monsieur le Président ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Le nôtre étant beaucoup plus complet.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - En tout premier lieu, je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 90).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 91).

Concernant le vœu référencé n° 11 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A. Quel est l'avis de l'Exécutif, Madame ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Sachant que si un arrondissement veut créer son atelier d'urbanisme, il peut toujours le faire, mais j'ai apporté dans le vœu sur la concertation des réponses qui font que l'on va bien au-delà de ce qu'un atelier de l'urbanisme pourra faire.

Donc avis défavorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de voeu est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 142.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DU 142).

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

La séance est suspendue et reprendra à 14 heures 30.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à douze heures cinquante minutes, est reprise à quatorze trente minutes, sous la présidence de M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint président. - Mes chers collègues, nous reprenons la séance.

2008, DEVE 64 - Lancement d'un marché de conception-réalisation pour la création d'aires de jeux innovantes dans le cadre de l'aménagement du jardin des Halles (1er).

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DEVE 64 relatif au lancement d'un marché de conception-réalisation pour la création d'aires de jeux innovantes dans le cadre de l'aménagement du jardin des Halles (1er).

Je donne la parole en l'absence de M. Jacques BOUTAULT à M. Yves CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Je voulais féliciter que ce projet de délibération arrive, parce qu'effectivement il est temps que nous puissions réaliser un nouveau jardin d'aventure sur l'espace des halles, et il faudrait rappeler en deux mots que tout cela est le fruit d'une très longue démarche, qui a commencé par choisir un parti pris urbain complexe dans un secteur qui avait été maltraité pendant des années, et qu'il y ait une cohérence d'ensemble entre à la fois la rénovation ce que l'on appelle le nouveau forum, et le jardin.

Je dois dire que pour avoir été en responsabilité des discussions sur le jardin, je n'ai jamais vu un projet qui a donné lieu à autant de réunions, autant d'heures de concertation.

Certes, tout n'est pas parfait, tous les points de vue ne sont pas toujours cohérents et convergents, mais néanmoins je constate qu'il y a eu de nombreuses évolutions depuis le départ, des incompréhensions qui restent encore là, mais beaucoup de choses ont évolué.

On insistait sur deux d'entre elles, deux points qui me paraissent tout à fait fondamentaux. L'accord donné par le Maire de Paris sur le fait qu'il y aurait une continuité entre le jardin Lalanne actuel et ce nouveau jardin d'aventure. J'espère que cela va nous être confirmé, nous ne fermerons pas le premier tant qu'il n'y aura pas le second. L'accord pour un certains nombres de fonctionnalités qui aujourd'hui régissent le jardin Lalanne, notamment les éco-éducateurs, et j'espère que là encore on n'aura pas de mauvaise surprise. Mais il reste encore quelques points à préciser notamment l'accessibilité en termes d'horaires, en termes de nombre d'enfants en même temps, les tranches d'âge, et la possibilité pour les parents d'accompagner à certains moments leurs enfants, etc., tout cela reste encore à discuter.

Je dois dire que c'est toujours compliqué quand on discute de ce projet, parce qu'il est un peu trop "saucissonné", de mon point de vue, et il est fort dommage que l'on ne puisse pas avoir le débat global, notamment sur les évolutions qui pour le coup me paraissent plutôt être des régressions sur la partie canopée avec la suppression de la passerelle qui va renforcer le caractère commercial de ce lieu, et je le regrette beaucoup, les Halles n'ont pas besoin d'avoir un renforcement de ce côté commercial. Au contraire, on devrait sans doute l'amoindrir au profit d'autres aménagements comme des équipements. Voilà ce que je voulais dire et me féliciter que ce projet avance tel qu'il est en ordre de marche, si j'ose dire, depuis déjà de nombreuses années.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint président. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

La parole est à Mme Karen TAÏEB.

Mme Karen TAÏEB. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, mes chers collègues, je tiens juste à réitérer le soutien des élus du groupe M.R.C. pour le travail accompli par la municipalité, tout particulièrement Mme Anne HIDALGO, sur ce dossier de grande ampleur, Mme GIBOUDEAUX également, sur les modalités de mise en œuvre du projet qui n'ont cessé d'être accompagnées d'un important dispositif de concertation de toutes les personnes concernées.

Alors sur ce projet urbain à échelle du site qui va de la rue du Louvre à Beaubourg, il n'y a pas lieu d'épiloguer. Les nombreux inconvénients du site des Halles, que ce soit en termes de dégradation du site, du problème de sécurité, du caractère chaotique des accès aux transports et des itinéraires de surface, n'en peuvent plus d'attendre.

Il y a donc urgence de procéder à un réaménagement complet et global, notamment en restituant des continuités urbaines et en redéfinissant les voiries souterraines et de surface par un projet global et cohérent permettant de faire de ces espaces un lieu agréable de vie.

Nous comprenons que la concertation puisse être passionnée, que ce soit pour connaître les itinéraires, les liaisons avec les transports, l'architecture du projet retenu, les aménagements du jardin de 4,3 hectares qui verra le jour, les conséquences liées à la sécurité, etc.

Il est normal que cette petite révolution architecturale suscite débats et passions, car les habitants voient leur quotidien se transformer. Ce qui est en revanche très regrettable, c'est de voir cette cabale orchestrée politiquement et relayée par la presse, notamment sur la fermeture de ce jardin Lalanne, pour en créer un autre à 200 mètres. Hérésie que de changer un jardin des années 80 dont les équipements ne répondent plus aux normes de sécurité nécessaires, un jardin caché et constitué de dédales, en un jardin plus accueillant aux normes de sécurité et qui fera partie d'un projet de réaménagement global.

La Mairie de Paris a organisé une réunion le 29 mai dernier pour expliquer pourquoi le jardin d'aventure Lalanne ne pouvait être maintenu, le projet conduit à une réorganisation des parcours, des souterrains, et des espaces traversés par 40 millions de personnes par an, 800.000 voyageurs par jour en ce qui concerne le RER.

Aujourd'hui, le projet de délibération porte sur un concours pour de futurs jeux qui seront implantés dans le futur jardin des Halles, et je veux exprimer mon incompréhension à la lecture de cette lettre de l'association "Accomplir", que j'ai reçue comme vous mes chers collègues, je regrette profondément le fond et la forme, le ton péremptoire, les propos démagogiques et la mise à l'index nominative utilisée par cette association, et de rappeler que la concertation c'est le dialogue, le débat, l'écoute et non le manque de respect total pour le travail de réflexion effectué.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame Karen TAIEB.

En l'absence des autres orateurs inscrits, c'est-à-dire M. Jacques BOUTAULT et M. Jean-François LEGARET, je vais donner la parole à Mme GIBOUDEAUX pour répondre.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, il s'agit vraiment d'un projet global d'un jardin qui s'inscrit dans la continuité de la canopée. Le souci et la difficulté sur ce projet, c'est d'en faire un projet qui réponde aux attentes à la fois locales, parfois hyper locales et aussi métropolitaines, voire internationales, car on sait que les Halles est un site très fréquenté. Le parti de SEURA propose justement un jardin de grande ampleur, un jardin ouvert sur l'espace extérieur qui valorise le paysage environnant et aussi qui prend en compte les demandes locales. A ce titre, il y a eu beaucoup de réunions de concertation et elles ont fait changer déjà ce projet qui va encore sûrement évoluer. C'est bien un compromis intéressant entre un parti pris qui maintient un projet d'envergure et aussi un projet qui répond aux attentes locales.

Sur cette nouvelle aire de jeu, oui, c'est vrai, ce n'est pas simple de quitter ce que l'on connaît déjà. Il y a un attachement que je comprends très bien des habitants de ce quartier à ce jardin Lalanne, mais aujourd'hui, ce jardin pose pas mal de problèmes. J'ai eu l'occasion d'exposer d'ailleurs pourquoi nous avons décidé de créer un autre jardin lors d'un groupe de travail en mai dernier. Ce jardin pose des problèmes de sécurité, cela a été dit par Yves CONTASSOT, il n'est pas aux normes et il n'y aurait aujourd'hui que les deux cinquièmes de ce jardin qui pourraient être utilisés.

A terme, déjà avec 150.000 euros de travaux qui ont déjà été réalisés pour pouvoir utiliser ce jardin en partie, et à terme, on ne sait même pas comment arriver à mettre aux normes ce jardin. Cela pose une difficulté technique et financière, mais surtout technique qui pose un réel problème.

C'est aussi un jardin qui ce situe à proximité de la future Canopée et il n'aurait pas du tout la qualité qu'il a aujourd'hui, car il serait complètement au bord de la Canopée, à la sortie des flux piétons des personnes qui viendront à la fois de la Canopée et du sous-sol. On ne peut donc pas buter d'un point de vue urbain ; il était incohérent de maintenir ce jardin : on aurait buté sur la clôture de ce jardin qui a vocation d'être un jardin fermé.

Il y a d'autres raisons qui ont été exposées dans ce groupe de travail, donc c'est vraiment en toute concertation, car moi aussi, je me suis posée la question : pourquoi supprimer un jardin ? Ce n'est jamais une décision que l'on prend à la légère et c'est avec les services et avec les urbanistes que l'on s'est posé cette question de façon tout à fait transparente et complète et on a apporté les réponses qui étaient portées par les associations. Ce travail a été fait.

Alors, oui, ce nouveau jardin est un vrai pari, un pari qui m'intéresse, car à Paris, on a énormément de demandes de nouveaux jardins, de nouvelles aires de jeux qui ne ressemblent pas aux aires de jeux classiques, qui sont fabriquées par des catalogues de fabricants, mais des aires de jeux singulières, qui s'adaptent à l'endroit où elles s'inscrivent. À ce tire, je vous invite à aller voir l'aire de jeux qui va s'ouvrir dans le parc de Belleville, qui est aussi une aire de jeux dessinée par un concepteur, et qui s'adapte à la topographie du parc et aux besoins des jeunes du quartier. Aux Halles, c'est pareil : on a un grand défi qui est de faire un jardin d'enfants plus ouvert que le jardin Lalanne, avec des tranches d'âge plus élargies, mais qui garde aussi une créativité, l'aspect artistique sera donc très important, et qui assure aussi une pérennité dans l'usage et que l'on ne se retrouve pas à gérer un équipement, comme c'est le cas du jardin Lalanne, très coûteux à long terme et qui, à terme, va être obligé d'être fermé.

Il s'agit donc de trois paramètres : sécurité, créativité, et aussi l'élargissement des tranches d'âge qui a motivé ce cahier des charges.

Concernant la question posée par Yves CONTASSOT, oui à la continuité d'usage des aires de jeux pour les enfants. C'est important, car je l'ai dit, ce projet de jardin répond à des besoins locaux tout à fait légitimes de parents qui ont des enfants dans le quartier, et surtout dans le 2e arrondissement, où l'on a peu de jardins. Il était donc important de maintenir une aire de jeux en activité dans ce jardin des Halles. La livraison de ces aires de jeux est donc prévue à l'été 2010, avant que les travaux de la Canopée ne démarrent. On aura donc une complète continuité entre le jardin Lalanne tel qu'il est aujourd'hui et cette future aire de jeux.

Evidemment, nous souhaitons garder l'esprit du jardin Lalanne existant, pas seulement dans sa conception, mais aussi dans sa gestion. Nous souhaitons qu'il y ait un espace avec des animateurs pour que les enfants ne soient pas accompagnés par leurs parents, mais vivent un moment autonome et singulier, un moment de découverte, de jeu qui est la qualité de ce jardin Lalanne. Tout cela sera maintenu.

Je tenais à dire que dans le cahier des charges figurent les comptes rendus des ateliers - l'atelier Delaunay - qui ont pris en compte les qualités du jardin Lalanne tel qu'il était au départ, et aussi les demandes des habitants, des associations, donc c'est vraiment un travail de qualité fait en concertation qui vous est proposé aujourd'hui. C'est pour cela que je vous invite à voter ce projet de délibération.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame GIBOUDEAUX.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 64.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DEVE 64).

Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'adhésion à NATURPARIF.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 80 dans le fascicule, déposé par le groupe "Les Verts", relatif à l'adhésion à NATURPARIF.

Je donne la parole à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - C'est fort simple : nous avons signé la charte de la biodiversité avec la Région. Après cette signature, la Région a créé cet organisme qui s'appelle NATURPARIF, dont l'un des objectifs et de suivre l'évolution de la biodiversité, marqueur extrêmement important de l'état de notre planète et de notre région et je souhaiterais que tout naturellement, la Ville adhère le plus rapidement possible à cet organisme qui commence de fonctionner.

Ce serait dommage que la Ville ne soit pas partie prenante dès le début.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

La parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Oui, la biodiversité est un sujet important. Ce sera sûrement un des sujets qui, du point de vue environnemental, sera un des enjeux de notre ville et de plusieurs collectivités : arriver à enrichir et maintenir cette biodiversité. On ne peut pas le faire tout seul dans les limites de notre collectivité ; il est évident que cela doit aussi se faire avec les départements voisins, et la taille de la région me semble donc tout à fait intéressante.

Adhérer à NATURPARIF nous permettra aussi de bénéficier d'études, d'expertises et de partager ces dernières avec d'autres collectivités et d'autres élus.

Je pense que c'est une bonne démarche et j'y suis favorable.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe "Les Verts", assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 125).

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la Charte pour l'aménagement durable du Bois de Boulogne.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 81 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la charte pour l'aménagement durable du Bois de Boulogne.

Je donne la parole à M. ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Il s'agit d'un vœu, je le précise immédiatement, adopté a l'unanimité du conseil du 16e arrondissement, et qui résulte des travaux menés par le C.I.C.A. au cours des dernières semaines et des échanges avec les principaux responsables d'associations du 16e arrondissement. Il s'agit d'un voeu qui concerne l'un des poumons verts de Paris, en tout cas le principal pour l'Ouest parisien, puisqu'il s'agit du Bois de Boulogne.

Comme vous le savez, Monsieur le Maire, une charte pour l'aménagement durable pour le Bois de Boulogne avait été signée en novembre 2003 entre plusieurs communes riveraines du bois, et notamment Paris. Cette charte, malheureusement, n'a fait l'objet d'aucune réunion à la suite de sa signature. C'est la raison pour laquelle le 16e arrondissement, sur proposition du C.I.C.A., suggère que soient réunis les signataires de la charte du Bois de Boulogne en vue de réfléchir et d'établir un bilan d'applicabilité de cette charte depuis sa date de signature, et dans la perspective de la signature de nouveaux objectifs en vue de la protection et du développement durable du Bois de Boulogne, nouveaux objectifs qui pourraient être repris dans une deuxième charte.

Voilà, en quelques mots, l'objet de ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

La parole est à Mme GIBOUDEAUX pour vous répondre.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Il n'est pas tout à fait exact d'affirmer que les signataires de la charte d'aménagement durable du Bois de Boulogne n'ont pas été réunis depuis la signature de la charte, donc depuis le 25 novembre 2003. Un comité consultatif regroupant élus et associations s'est réuni le 30 mars 2007, et au cours de celui-ci, les travaux de mise en œuvre de cette charte ont été présentés.

Je vous rappelle ses objectifs : la réhabilitation des paysages par la mise en place d'un plan de gestion arboricole, la réduction de la circulation automobile avec l'aménagement des carrefours des lacs et des cascades qui rendent près d'un hectare de promenade, la reconquête de promenades publiques, l'aménagement de plusieurs pistes cyclables au travers du bois et l'entretien du patrimoine, la gestion environnementale, notamment sur le réseau d'eau.

Le document présentant ces travaux avait alors été remis au maire du 16e arrondissement, M. Christian TAITTINGER.

L'ADAV et l'APUR travaillent sur la mise au point d'un Schéma directeur pour le Bois de Boulogne. Ce comité consultatif sera réuni avant la fin de l'année pour la présentation d'un premier document de travail comme base de concertation.

En tout état de cause, je pense qu'une nouvelle charte n'est pas à l'ordre du jour. Nous souhaitons d'abord continuer à œuvrer à l'application des principes inscrits dans une charte déjà ambitieuse visant notamment à la réduction de la circulation automobile pour une promenade tranquille, à la reconquête de l'espace public au bénéfice de tous, à des activités de détente et de loisirs ouvertes à tous dans un bois, espace convivial de liberté et de nature qu'il n'est pas vraiment aujourd'hui.

Je vous propose de retirer ce vœu et je m'engage tout à fait à réunir ce comité avant la fin de l'année, à l'automne, sachant que, pour l'instant, une deuxième charte n'est pas à l'ordre du jour, parce qu'il faut déjà appliquer la charte existante avec les améliorations que l'on pourrait lui apporter.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur ALPHAND, vous acceptez de retirer votre voeu ?

M. David ALPHAND. - Je suis un tout petit peu ennuyé par la réponse qui vient de m'être apportée, dans la mesure où manifestement la réunion dont vous faites mention fin 2007, les responsables d'association n'en avaient pas été informés, en tout cas n'y ont pas participé. C'est un peu gênant dans le cadre des échanges que nous avons eus dans le sein du CICA du 16e arrondissement.

Comme, par ailleurs, c'est un vœu qui a tout de même été adopté à l'unanimité de notre conseil d'arrondissement. Ne serait-ce que pour prendre date pour la suite des événements, je maintiendrai le vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vais mettre aux voix le vœu, avec quel avis de l'Exécutif, Madame ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Si vous acceptez d'enlever la deuxième partie "qu'une deuxième charte définisse", parce que, pour l'instant, on a déjà cette charte qui n'est pas encore appliquée. Il y avait des points assez difficiles, notamment sur la réduction du trafic automobile dans les bois. Je suis heureuse aujourd'hui : apparemment, les élus du 16e arrondissement ont plus d'ambition, même d'ambition environnementale. Mais il faut pour cela qu'ils exposent et que l'on partage ensemble nos convictions et que, pourquoi pas, on fasse une nouvelle charte, mais on ne peut pas décider aujourd'hui que l'on fera une nouvelle charte.

Donc, si vous êtes d'accord pour enlever "qu'une deuxième charte définisse cette nouvelle ambition", je suis d'accord pour voter ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Etes-vous d'accord pour retirer le dernier alinéa de votre vœu ?

M. David ALPHAND. - Cela m'ennuie, étant donné la réponse que je viens de vous faire précédemment.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'extension du Jardin du Ranelagh.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons examiner les vœux référencés n^{os} 67 et 67 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatif à l'extension du jardin du Ranelagh.

Je donne la parole à M. ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Une nouvelle fois, un vœu adopté à l'unanimité du Conseil du 16e arrondissement. L'objet de ce vœu, c'est que la portion de l'ancienne voie ferrée située entre le passage du Ranelagh et l'ancienne gare de la Muette soit rattachée au jardin du Ranelagh par un aménagement assurant une continuité jusqu'au boulevard Beauséjour.

C'est un vœu qui a été suscité une nouvelle fois également par les échanges que nous avons pu avoir au sein du CICA et qui se fonde non seulement sur l'attachement des habitants du 16e arrondissement à ces jardins très fréquentés mais également sur la forte fréquentation de cet espace vert et sur le fait qu'à terme la Ville de Paris devrait devenir pleinement propriétaire des terrains de l'ancienne voie ferrée entre le passage du Ranelagh et la concession de l'ancienne gare de la Muette. Selon cette hypothèse, il pourrait être procédé à une extension des jardins du Ranelagh jusqu'au boulevard Beauséjour.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

La parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX. - Je suis favorable à cette extension, évidemment, mais il y a des conditions pour pouvoir la réaliser : c'est qu'un accord soit passé entre la Ville de Paris et R.F.F. et aujourd'hui le prix exigé par R.F.F. ne permet pas de conclure à un accord. Néanmoins, la Ville continue ses négociations avec R.F.F. pour qu'un accord soit possible.

D'autre part, il nécessite le déclassement de cette ancienne voie ferrée incluse dans le passage du Ranelagh et l'ancienne gare d'Auteuil, pour permettre l'utilisation de cette emprise en espace vert.

C'est pour cela que je me suis permise de reformuler un vœu de l'Exécutif qui précise un petit peu les conditions pour réaliser ce projet. C'était donc un vœu plutôt de précision, mais je suis tout à fait d'accord avec l'esprit du vœu déposé. Mais c'était pour montrer que les négociations n'ont pas abouti encore avec R.F.F. et que, néanmoins, nous les poursuivons.

Je demande si l'U.M.P. accepte le vœu de l'Exécutif tel qu'il est rédigé ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur ALPHAND, acceptez-vous de vous rallier au vœu de l'Exécutif ?

M. David ALPHAND. - On peut se satisfaire de cette convergence de vue et d'intérêt sur ce point et je crois que nous pouvons nous rallier au vœu de l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 115).

2008, DPE 62 - Subvention exceptionnelle au Centre de Recherche, d'Expertise et de Contrôle des Eaux de Paris (CRECEP). - Montant : 3,8 millions d'euros.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DPE 62 relatif à l'attribution d'une subvention exceptionnelle - exceptionnelle à bien des égards, d'ailleurs ! - au Centre de Recherche, d'Expertise et de Contrôle des Eaux de Paris (C.R.E.C.E.P.), sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 83.

Je donne la parole à un grand spécialiste de l'eau, pour commencer : M. Daniel MARCOVITCH.

M. Daniel MARCOVITCH. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, pour ce projet de délibération en effet exceptionnel, tant par ce qu'il représente que pour la somme qu'il représente, je ne reprendrai pas la totalité de l'histoire du Laboratoire d'hydrologie de la Ville de Paris, dit C.R.E.C.E.P.

Plus d'un siècle au service des Parisiens mais aussi de la recherche et du progrès de la science hydrologique, puisque, pendant des années, le laboratoire a été le lieu de référence et souvent de normalisation des données dans ce domaine.

Service de la Ville jusqu'en 2003, personne ne s'était soucié de connaître le bilan économique de ce laboratoire, de même que personne ne s'était inquiété de le moderniser et de le mettre aux normes, puisque, de toute façon, les marchés de contrôle sanitaire étaient attribués de droit au laboratoire départemental officiel.

Certes, dans le début des années 1990, j'entendais bien Lucien FINEL, Adjoint à l'eau et l'assainissement, parler de déménager le C.R.E.C.E.P. et de lui trouver une nouvelle forme d'organisation. Mais, de déclaration en déclaration, on ne voyait toujours rien venir.

En dépit de la vétusté des locaux, la qualité des agents permettait à chaque contrôle de la COFRAC de conserver les accréditations nécessaires pour poursuivre les activités.

Enfin, en 2003, le C.R.E.C.E.P. était transformé en régie à personnalité morale et autonomie financière, ce statut permettant de répondre aux appels d'offres qui devenaient la règle des principaux marchés d'analyse, tout en garantissant la forme la plus protectrice pour les agents mis à disposition.

Cette autonomisation permettait également de noter que le service municipal C.R.E.C.E.P. présentait un déséquilibre comptable, puisque les dépenses n'étaient couvertes qu'à 50 % par les recettes.

Malgré les efforts réalisés par les directeurs successifs, le laboratoire présentait un déficit structurel stable entre 20 et 25 % qu'il n'était possible de résoudre qu'au prix d'investissements particulièrement important, dont le déménagement lui-même.

Dès le passage en régie, la recherche de nouveaux locaux avait été engagée. Plusieurs solutions avaient été envisagées dont la dernière à Villejuif dans le cadre d'une transaction dont la délibération DU 86 est certainement l'un des derniers épisodes.

En dépit de la volonté de la direction du C.R.E.C.E.P., de l'accord des salariés et du soutien inconditionnel de la Ville, les retards accumulés n'ont pas permis d'aboutir de façon positive. Et le déficit revenait chaque année.

Je rappelle que, jusqu'à ce jour, ce sont 5 millions d'euros qui ont été versés en subvention d'équilibre par la Ville au C.R.E.C.E.P., après accord, bien évidemment, de la Préfecture et du contrôle de légalité.

Pendant cinq ans, j'ai présidé le conseil d'administration du C.R.E.C.E.P., avec des administrateurs issus de tous les groupes du Conseil de Paris, à l'exception d'un seul qui n'avait pas trouvé de candidat pour le représenter, mais c'est peut-être inhérent au fait que les régies ne rémunèrent pas leur conseil d'administration. J'ai toujours pu compter sur la solidarité de tous, chacun avec sa sensibilité, pour trouver des solutions pour la pérennité du laboratoire.

C'est ainsi que nous avons commencé à mettre en place une structure régionale regroupant des laboratoires publics de la région Ile-de-France et une association avec des laboratoires universitaires d'hydrologie ou de nous insérer dans des programmes de recherche tels que le PIREN-SEINE.

Aujourd'hui, les sacro-saintes loi du marché, dont on dit qu'elles nous sont imposées par les règles européennes, ont amené le Gouvernement, à travers les D.A.S.S., à ouvrir les analyses du contrôle sanitaire à la concurrence et non plus à les attribuer au laboratoire public départemental.

Les premiers départements qui ont eu à subir ces nouveaux modes d'attribution ont été le lieu d'un combat féroce entre laboratoires privés. Ainsi, en Eure-et-Loir, les offres faites par certains concurrents présentaient une baisse de 60 à 70 % par rapport aux tarifs officiels fixés dans les années 1990 et déjà très bas. L'offre du C.R.E.C.E.P., qui était également candidat, n'était évidemment pas comparable et nous n'avons pas été sélectionnés.

Dès 2009, le contrôle sanitaire pour Paris et certains départements, dont le C.R.E.C.E.P. effectue ce contrôle, sera mis en concurrence. Il faut savoir que ces analyses représentent 45 % du budget et que leur perte prévisible aurait des conséquences irréversibles pour la survie du laboratoire.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. En effet, il peut ne plus être question de revenir devant le Préfet pour justifier de la demande d'une nouvelle subvention d'équilibre, sans mettre en correspondance un plan réel de redressement financier de la régie.

A l'heure actuelle, et compte tenu des retards apportés à la modernisation des laboratoires depuis plus de quinze ans, il n'est pas possible d'envisager de se situer dans le domaine concurrentiel, face aux laboratoires privés qu'ils soient français ou européens.

Par ailleurs, la Ville ne peut ni ne veut se priver d'un outil irremplaçable tant pour les analyses d'autocontrôle que pour la recherche appliquée aux risques nouveaux dans le domaine de l'eau.

Dans quelques mois sera créée la nouvelle régie qui devra gérer la production et la distribution de l'eau pour les Parisiens. Ce nouvel outil au service de nos concitoyens aura très rapidement besoin d'un laboratoire plus étoffé pour faire face au travail que représentera l'autocontrôle de sa production et de la distribution.

Ce laboratoire pourra néanmoins conserver son nom de C.R.E.C.E.P. en étant non plus le Centre de recherche d'expertise et de contrôle des Eaux de Paris mais d'"Eau de Paris". Cela se fera dans des locaux rénovés et agrandis dans l'usine d'Ivry mais avec un nombre de salariés correspondant aux besoins réels des analyses et de la recherche nécessaires aux Parisiens.

Cela signifie que seuls 55 salariés actuels du C.R.E.C.E.P. sur 139 intégreront le nouvel établissement public d'"Eau de Paris". En ce qui concerne les autres, un plan de sauvegarde de l'emploi sera mis en place. Ce plan d'une qualité exceptionnelle, préparé par le C.R.E.C.E.P. avec la garantie de la Ville, permettra un suivi de très grande qualité. Dans ce cadre une antenne emploi sera mise en œuvre par un cabinet spécialisé en ressources humaines pour offrir à chaque salarié pris en charge une solution identifiée et durable.

En outre, d'importants moyens seront mobilisés pour accompagner le reclassement des salariés. Le C.R.E.C.E.P. permettra à ces derniers de bénéficier d'aides financières, au-delà de celles prévues par les conventions d'établissement. En effet, en dépit du fait que les personnels sont bien souvent en poste depuis moins de deux à trois ans….

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Excusez-moi, Monsieur MARCOVITCH, je crois qu'il va falloir conclure, vous avez largement dépassé le temps de parole.

M. Daniel MARCOVITCH. - Je termine dans une seconde, Monsieur le Maire.

… ils pourront bénéficier d'un maintien de leur niveau de rémunération pendant au moins un an.

Le projet de délibération qui vous est soumis aujourd'hui porte donc à la fois sur la pérennité du C.R.E.C.E.P., sous une forme différente et plus recentrée sur l'intérêt des Parisiens, sur la recherche mais aussi sur l'avenir des personnels qui ne feront plus partie à l'avenir du laboratoire, leur garantissant une sécurité de reclassement.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur MARCOVITCH.

La parole est à Mme la Présidente BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce projet de délibération nous propose d'attribuer une subvention exceptionnelle de 3.800.000 euros au C.R.E.C.E.P. dont une première tranche de 1.800.000 à ce budget supplémentaire. Nous voterons ce projet de délibération.

Néanmoins, ce sujet mérite que nous nous y attardions un peu. En 2003, le C.R.E.C.E.P. est externalisé afin de pouvoir continuer à répondre aux appels d'offres extérieurs conformément aux directives européennes.

La Mairie de Paris fait alors le pari de faire fonctionner budgétairement le C.R.E.C.E.P. de manière autonome. C'était un pari difficile, compte tenu de la concurrence de grands laboratoires privés, mieux armés financièrement en équipements et prêts à casser les prix pour remporter les marchés. Si le C.R.E.C.E.P. pouvait se prévaloir d'une meilleure technicité, il n'était pas forcément le mieux placé pour répondre aux types d'appels d'offres courants.

Les élus du M.R.C. condamnent sans ambiguïté le contexte libéral qui peut conduire à privatiser des biens aussi essentiels que l'eau, ou comme c'est le cas ici à livrer au secteur marchand des questions de santé publique, mais ce n'est pas la responsabilité de la Ville, qui a cherché le mieux possible à s'adapter à ce contexte.

Nous ne pouvons donc que regretter que la Ville ne soit pas légalement en mesure d'aider son outil de recherche et de contrôle des eaux, quand de plus on connaît la compétence de son personnel et son attachement au service public.

Je voudrais également saisir cette occasion pour rectifier des inexactitudes qui circulent et dont je ne sais si elles sont mal intentionnées ou plus simplement dues à une mauvaise information : la Ville n'ôte pas le contrôle sanitaire des eaux au C.R.E.C.E.P. car la Ville n'est pas responsable du contrôle sanitaire ; c'est l'Etat qui a cette charge et il l'exerce par l'intermédiaire de la D.D.A.S.S. C'est cet appel d'offre de la D.D.A.S.S. que le C.R.E.C.E.P. ne peut plus emporter et qui représentait environ 40 % de son chiffre d'affaires.

Notre laboratoire se trouve donc dans une situation financière impossible et intenable au regard de la loi. Une nouvelle subvention ne serait pas admise par le préfet.

Je veux saluer la manière dont la Ville de Paris traite aujourd'hui cette question vis-à-vis du personnel : 55 personnes seront conservées au sein d'un C.R.E.C.E.P. qui gardera un périmètre d'intervention réduit au sur-contrôle effectué par la Ville et aux activités de recherche, et dans une second temps, repositionnée dans le cadre du futur E.P.I.C. de l'eau.

Pour les 84 personnes restantes, une trentaine, fonctionnaires de la Ville, seront réintégrés dans les services avec, si besoin, la formation adaptée. Pour les agents contractuels, le nécessaire sera fait dans le cadre d'un plan social prévu mais qui est susceptible d'évolution suite à la consultation avec le représentant du personnel: recherche d'emploi, adaptation à un nouvel emploi, formation, reconversion et maintien des rémunérations.

Tout ceci explique le niveau de cette subvention de 3.800.000 euros que les élus du M.R.C. s'apprêtent donc à voter.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. -Merci, Madame.

La parole est à M. Denis BAUPIN.

M. Denis BAUPIN, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Daniel MARCOVITCH a rappelé le contexte global dans lequel se situe le C.R.E.C.E.P. J'interviens ici, à la fois au nom du groupe "Les Verts", qui s'abstiendra sur le projet de délibération, mais aussi en tant que nouvel administrateur du C.R.E.C.E.P.

J'ai découvert avec beaucoup de déception, lors du premier Conseil d'administration de cet organisme, la situation dans laquelle il se trouvait et que, finalement, les nouveaux administrateurs, qui venaient d'être nommés, allaient plutôt être en situation d'essayer de sauver ce qui pouvait l'être encore, et finalement être - si je peux me permettre l'expression - presque les liquidateurs du C.R.E.C.E.P., si ce n'est, en tout cas, ceux qui préparent sa transformation.

Il est vrai que l'on peut regretter qu'année après année, et Daniel MARCOVITCH l'a rappelé, depuis vraiment longtemps, le C.R.E.C.E.P. n'ait pas bénéficié des moyens qui lui auraient permis de s'adapter progressivement, de se moderniser et d'avoir progressivement perdu, à la fois sa capacité à pouvoir concourir puisque, j'y reviendrai dans un instant, la libéralisation à outrance est en train de prendre totalement le pas sur le contrôle sanitaire, mais aussi finalement de perdre une bonne partie de son aura en qualité de laboratoire de recherche.

C'est vrai que c'est particulièrement préoccupant, et Mme BACHE l'a dit elle aussi, de constater à quel point, sous la pression d'une idéologie libérale, tous les services publics les uns derrière les autres doivent être soumis à concurrence, y compris le contrôle sanitaire, y compris les activités qui doivent, dans une démocratie, être garanties par le maximum d'indépendance. S'il n'y a pas indépendance du contrôle, on voit tout de suite à quel risque on risque d'être amenés. Donc on ne peut que s'inquiéter de voir progressivement tous les laboratoires, toutes les activités de contrôle être menacés par cette concurrence.

Le projet de délibération, qui est proposé ici, essaie de sortir le moins mal possible de cette situation. Nous attendons avec impatience de savoir exactement quel sera le devenir d'"Eau de Paris" et la configuration dans laquelle elle se trouvera. Nous serons particulièrement attentifs en tout cas à ce que ce soit l'occasion pour l'activité de contrôle sanitaire de pouvoir être maintenue et surtout de pouvoir retrouver progressivement son crédit.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Je fais juste une parenthèse. Je suppose que quand vous avez pris connaissance de l'état du C.R.E.C.E.P., vous avez également appris l'effort financier considérable que la Ville a consenti en faveur de cet organisme puisque de 2002 à 2008, en y incluant le projet de délibération soumis à notre Assemblée, le C.R.E.C.E.P. aura reçu environ 15,5 millions d'euros de subventions de la Ville.

J'ai la liste ici, si vous voulez : en 2002, 6 millions d'euros, en 2005, 3,1 millions d'euros, en 2007, 2,5 millions d'euros et cette année 3,8 millions d'euros.

Je ne pense pas que les services se soient trompés en me donnant ces chiffres, mais ce n'était qu'une parenthèse.

Je vais peut-être donner la parole à l'orateur suivant qui est Mme ARROUZE.

Mme Aline ARROUZE. - Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues.

Je pourrais commencer cette intervention en faisant un mauvais jeu de mots : "fluctuat sed mergitur", c'est-à-dire comme vous le savez, cela flotte mais cela plonge. Et là, il s'agit du C.R.E.C.E.P. et je suis particulièrement émue pour parler du plan de licenciement qui est en cours visant ces salariés.

Il y a quelque chose de profondément paradoxal à entamer un processus de remunicipalisation de l'eau, en commençant par voter la liquidation financière d'un service public de recherche et d'analyse sur l'eau.

Au cours de la mandature précédente, le groupe communiste avait tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises en s'inquiétant de la situation du C.R.E.C.E.P. Les élus communistes avaient exprimé leurs inquiétudes en 2003 lors du passage du C.R.E.C.E.P. en E.P.I.C.

Nous avions à nouveau exprimé ces inquiétudes en 2006 par le biais d'une question d'actualité.

La situation de cet établissement et ses difficultés à faire face à la concurrence des grandes entreprises qui ont préempté ce marché n'est donc pas une découverte.

Au vu du projet de délibération qui nous est présenté aujourd'hui, les élus communistes souhaitent exprimer une double préoccupation.

D'abord, nous nous inquiétons du passage entier au marché privé de ce domaine si stratégique qu'est l'analyse de la qualité de l'eau car ce domaine est, à nos yeux, incontournable en matière de santé publique.

Notre deuxième inquiétude porte sur l'avenir des personnels qui travaillent aujourd'hui au C.R.E.C.E.P. et dont je voudrais saluer le dévouement et les compétences. Dans la mesure où ce projet de délibération sert l'octroi de moyens financiers qui doivent servir au paiement des salaires qui ne sont plus garantis, nous ne pouvons pas voter contre.

Vous comprendrez donc que nous fassions le choix de nous abstenir, tout en exprimant notre confiance à Mme Anne LE STRAT dont nous connaissons l'engagement en faveur d'un service public de l'eau.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président - Merci, Madame.

La parole est à M. François VAUGLIN.

M. François VAUGLIN. - Merci bien.

Le C.R.E.C.E.P. va mal, cela a été dit, il souffre d'un déficit structurel dont les origines remontent à dix-huit ou vingt ans. Il va perdre des revenus pour des raisons qui ont été exposées notamment la mise en concurrence du contrôle sanitaire et dès lors, son déficit ne pourra aller que grandissant.

L'ensemble de ces raisons démontre une chose évidente, c'est que le "statu quo" ne peut que concourir à la disparition pure et simple du C.R.E.C.E.P. et c'est ce que nous voulons éviter grâce à ce projet de délibération.

Il est évident qu'il ne se saurait être question d'envisager cette disparition. Son origine remonte aux épidémies de typhoïde qui ont sévi à Paris, chaque année entre 1898 et 1900. C'était l'observatoire de Montsouris à l'époque qui avait donné naissance au laboratoire de surveillance des sources de la Ville de Paris, ancêtre du C.R.E.C.E.P.

Cela a été rappelé, le C.R.E.C.E.P. fut l'un des centres de pointe sur son activité, ayant d'ailleurs été prescripteur pour définir les normes de l'art. Rappelons aussi, par ailleurs, que les Parisiens utilisent 200 litres d'eau potable chaque jour. L'enjeu est considérable.

Il y a un enjeu de salubrité publique et un enjeu social vis-à-vis des personnels.

La solution proposée permet de répondre à ces deux enjeux.

Tout d'abord, le personnel. Le projet de délibération dont nous débattons explique les mesures prises pour les agents qui devront trouver un autre emploi. Le président du C.R.E.C.E.P. nous a fait part des mesures sociales mises en oeuvre et Mme LE STRAT pourra peut-être préciser les dispositifs prévus, tant pour les personnels de droit privé que pour les personnels municipaux actuellement détachés au C.R.E.C.E.P.

Sur l'autre volet qui concerne l'enjeu de salubrité publique, la mise en place du futur établissement public de l'eau gardera une activité sur les trois missions actuelles essentielles du C.R.E.C.E.P. qui sont le contrôle - dans le contrôle, il y a le contrôle sanitaire mais il y a aussi le contrôle des matériaux qui sont placés au contact de l'eau alimentaire, les canalisations, les revêtements des réservoirs, les joints d'étanchéité, etc.-, l'expertise notamment auprès des industriels et la recherche, le C.R.E.C.E.P. ayant été spécialement en pointe sur ces sujets.

Il est important de conserver ces trois activités dans le secteur public. Madame, c'est aussi une réponse à votre intervention.

Il faudra investir dans un deuxième temps, au-delà de la reprise de ces trois activités au sein de l'établissement public de l'eau, pour que les moyens techniques d'analyse soient portés au niveau de la concurrence.

Cet aspect des choses est très important car aujourd'hui les laboratoires privés livrent une guerre sans merci pour conquérir le marché du contrôle sanitaire qui leur est désormais accessible. Nul ne sait si la victoire acquise ne se soldera pas par une hausse des tarifs, en tout cas nous pouvons éventuellement l'anticiper.

Il est essentiel que nous conservions, dans le domaine public, technicité et savoir-faire sur le contrôle sanitaire et c'est ce que nous faisons précisément avec cette opération. La solution qui est proposée correspond donc à une nouvelle mutation devenue inévitable du C.R.E.C.E.P. dont l'histoire a été justement rappelée par son Président.

Il change une nouvelle fois de configuration juridique et de désignation mais l'essentiel reste : le contrôle, l'expertise et la recherche. C'est pourquoi nous allons approuver ce projet de délibération.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président - Merci, Monsieur François VAUGLIN.

La parole est à M. Jean-Didier BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme les orateurs précédents l'ont rappelé, ce projet de délibération a pour objet d'attribuer une subvention exceptionnelle, et ce n'est pas un faible terme, au C.R.E.C.E.P. dans le cadre de ce plan de sauvegarde de l'emploi, de 3,8 millions.

Beaucoup de choses ont été rappelées lors de ce débat, notamment le soutien de la Ville. Je peux en témoigner étant moi-même administrateur du C.R.E.C.E.P. sous la précédente mandature avec M. Daniel MARCOVITCH, nos collègues étant nouveaux sous cette mandature.

Ce qui n'a pas été dit, si vous avez rappelé Monsieur le Maire, le montant du soutien de la Ville de 15 millions et demi d'euros, pratiquement 16, c'est le chiffre d'affaires annuel du C.R.E.C.E.P. Le chiffre d'affaires annuel du C.R.E.C.E.P., mes chers collègues, c'est 8 millions d'euros.

La Ville, depuis la création de la régie, a dépensé en cinq années budgétaires, deux années de chiffre d'affaires pour soutenir le C.R.E.C.E.P.

Alors, je vais être très honnête avec vous et éviter toute polémique stérile. Les précédentes mandatures ne sont pas exemptes de la situation actuelle du C.R.E.C.E.P., je le reconnais bien volontiers. Ce que je reconnais également, c'est que la mise en concurrence a obligé le C.R.E.C.E.P. à changer de statut et à créer cette régie.

En revanche, j'ai beaucoup plus de mal à comprendre aujourd'hui la position de mes collègues Je parle au niveau des groupes politiques, puisque vous n'étiez pas administrateur du C.R.E.C.E.P., qui disent s'abstenir sur cette subvention exceptionnelle alors qu'ils ont solidairement voté tous les budgets du C.R.E.C.E.P. et tous les comptes administratifs, le Président Daniel MARCOVITCH est capable de le dire, ce que je me suis toujours refusé de faire alertant à plusieurs reprises sur la situation du C.R.E.C.E.P., sur la situation de cette régie, sur la pérennité de cette régie, sur le manque de visibilité que nous avions et nous savions, dès le départ, que de toute façon, nous allions dans le mur, avec un certain nombre d'agents auxquels, je le répète aujourd'hui; nous n'avons certainement pas tout dit ou tout annoncé en temps, ce qui nous oblige aujourd'hui à faire ces choix qui sont de 84 suppressions de postes sur 139 agents du C.R.E.C.E.P.

J'ai des interrogations, pour ne pas être trop long, qui sont de plusieurs ordres. Tout d'abord, on nous dit que, pour une bonne gestion de ce C.R.E.C.E.P. ou de ce futur C.R.E.C.E.P., il serait nécessaire de le transférer au futur E.P.I.C. qui verra sa création au début de l'année. Certes, je sais que cela a été annoncé publiquement par Mme LE STRAT. et je sais qu'elle a la tâche difficile de reprendre le dossier. Je connais toute son implication sur les sujets de l'eau et ce n'était certainement pas vers elle qu'iront mes critiques aujourd'hui.

En revanche, si cette création de l'E.P.I.C. telle que vous pouvez nous en annoncer, aujourd'hui ou dans quelques semaines, les contours, nous permet de regrouper le C.R.E.C.E.P., personne ne peut dire aujourd'hui si demain le C.R.E.C.E.P. dans ce nouvel environnement sera aussi concurrentiel, plus concurrentiel et pourra survivre.

Dans toute entreprise privée, c'est ce qui se fait en bonne gestion et c'est ce que la Ville devrait faire avant de nous parler de la création d'un E.P.I.C, ce serait de nous présenter un budget prévisionnel de cet E.P.I.C. Qu'allons-nous exactement y mettre, quel est son périmètre, quel est son contour et comment sera-t-il rentable ? Puisque la création de cet E.P.I.C est justifiée uniquement par un seul critère, celui de dire que le système actuel de délégation et de distribution se fait sur le dos des consommateurs parisiens.

Je dis d'accord, chiche, regardons les chiffres ensemble et annoncez-nous une baisse significative du prix de l'eau à Paris car c'est la seule raison pour créer cet E.P.I.C.

Je pense que le C.R.E.C.E.P., dans sa configuration du futur E.P.I.C. demain, permettra tout simplement de diluer un océan de pertes dans quelque chose de beaucoup plus énorme que sera cet E.P.I.C. et qui nous permettra de cacher les subventions successives données par la Ville. Ce n'est pas de bonne gestion mais pour terminer cette intervention, je vous dirais que contrairement à mes collègues, et par rapport au respect que j'ai pour le personnel du C.R.E.C.E.P. et par rapport à toutes les interventions que j'ai pu faire en conseil d'administration du C.R.E.C.E.P. pour m'abstenir sur les budgets et sur les comptes administratifs et demander un peu plus d'éclaircissements sur le devenir du C.R.E.C.E.P., je me sens aujourd'hui solidaire des salariés et des agents du C.R.E.C.E.P., et je voterai ce projet de délibération.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint président. - Merci, Monsieur Jean-Didier BERTHAULT.

Pour répondre aux orateurs, je donne la parole à Mme Anne LE STRAT.

Mme Anne LE STRAT, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

D'abord, je tiens à remercier tous les intervenants issus de tous les groupes politiques de cette Assemblée, pour la responsabilité qu'ils ont eue dans leurs propos et pour l'argumentaire qu'ils ont développé. C'est vrai que nous traversons une situation assez difficile pour le C.R.E.C.E.P., cela a été rappelé par tous les intervenants. Sans vouloir accentuer insister sur le tournant qui doit être pris par le C.R.E.C.E.P., je dirai néanmoins que la Ville a déjà subventionné par deux fois, cela a été rappelé, cet E.P.I.C. Or, un E.P.I.C., sauf dérogation du Préfet, ne peut être subventionné par sa collectivité.

Or, nous sommes aujourd'hui dans une situation telle qu'il y a un risque réel de cessation de paiement des salaires du personnel à la rentrée, et nous avions donc l'obligation de passer une nouvelle subvention d'équilibre, de demander par conséquent à la Préfecture de nous y autoriser pour une troisième fois. Nous avions pour ce faire l'obligation de présenter, afin que le contrôle de la légalité ne s'y oppose pas, un nouveau projet de reconfiguration du C.R.E.C.E.P.

Je tiens à rappeler ce contexte parce que vous vous rendez bien compte que c'est une situation difficile, et qu'en prenant en charge ce dossier il y a 2 mois et demi, j'ai travaillé et nous avons travaillé, car j'y associe évidemment tous les services compétents de la Ville, pour trouver la meilleure solution pour sauver ce qui peut être sauvé au sein de la sphère publique, avec le transfert d'une partie du C.R.E.C.E.P. vers le nouvel E.P.I.C., et un plan de sauvegarde de l'emploi le plus qualitatif possible et le meilleur possible.

Je remercie tout d'abord le président M. Daniel MARCOVITCH d'avoir très largement relaté le contexte. Je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit, un point néanmoins sur lequel je veux insister : le C.R.E.C.E.P. est en déficit structurel de 20 à 25 % depuis des années.

Et c'est vrai, cela a été rappelé avec honnêteté par M. Jean-Didier BERTHAULT, que cette situation trouve déjà ses origines dans les années 1990.

On peut évidemment regretter que le C.R.E.C.E.P. en soit là aujourd'hui, cela s'inscrit néanmoins dans une histoire longue. Le C.R.E.C.E.P. a eu un vrai passé glorieux mais rencontre des difficultés depuis de très nombreuses années. Dès les années 1990, si la Ville avait vraiment voulu sauver le C.R.E.C.E.P., il aurait fallu engager un énorme plan de modernisation du laboratoire.

Cela n'a pas été fait à temps, et nous nous sommes retrouvés en 2001 dans une situation délicate. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons tous voté, nous les groupes de la majorité municipale, la transformation du C.R.E.C.E.P. en E.P.I.C. pour pouvoir lui permettre de répondre à des appels d'offres extérieurs et pour lui offrir une nouvelle chance de maintenir ses activités.

Par ailleurs, le contexte européen veut qu'aujourd'hui le contrôle sanitaire soit mis en concurrence. C'est pour la première fois cette année une obligation faite par les DDASS. Le contrôle sanitaire étant mis en concurrence, le personnel lui-même du C.R.E.C.E.P. reconnaît qu'à 50 % environ plus cher que les laboratoires privés, il ne peut pas être compétitif.

Nous perdons ainsi 45 % de notre chiffre d'affaires, qui n'est que de 8 millions d'euros. Et, nous nous trouvons dans l'obligation de reconfigurer le C.R.E.C.E.P. sachant que le contrôle sanitaire, et on peut le regretter, est perdu par le laboratoire de la Ville, le C.R.E.C.E.P.

Nous devons l'entériner. Mais quand je dis cela, et si nous pouvons regretter cet état de fait qui ne relève pas des prérogatives municipales, je pense qu'il faut saluer le fait que la Ville ait cherché à conserver toutes les activités hors de ce marché concurrentiel, c'est-à-dire toutes les activités d'expertise, d'analyse, de prélèvement, de laboratoire, d'auto surveillance, élément extrêmement important pour le contrôle de la qualité de l'eau. Nous préservons toutes ces activités dans le pôle public qui sera constitué par la nouvelle régie des eaux créée d'ici la fin de l'année 2008.

C'est un point extrêmement important parce que j'ai pu entendre ou lire que nous bradions le C.R.E.C.E.P., ou que nous le liquidions ou même que nous le privatisions. Tous ces termes sont erronés, nous le reconfigurons pour pouvoir maintenir l'ensemble des activités d'expertise, d'analyse et d'auto surveillance dans la sphère publique.

Ce seront 55 personnes qui seront transférées dans la nouvelle régie des eaux d'ici mars 2009, et qui travailleront dans un vrai laboratoire modernisé, ce qui manquait d'ailleurs au C.R.E.C.E.P., il faut le reconnaître, pouvant répondre aux prestations et aux activités d'auto surveillance.

D'ailleurs, sur ce point je voudrais revenir sur quelque chose qui a été soulevé par les intervenants. Si nous perdons le contrôle sanitaire, de fait il sera probablement privatisé, le contrôle sanitaire reste validé par la DDASS, donc par le Ministère de la Santé. Et pour le contrôle de la qualité de l'eau il y a cette étape très importante, je le redis, qui est l'auto-surveillance. Ce sont tous les prélèvements et l'analyse du contrôle de la qualité de l'eau au niveau du producteur et du distributeur.

C'est important, car je ne voudrais pas qu'il y ait une suspicion sur la qualité de l'eau produite, je ne voudrais pas qu'il reste cette idée d'ailleurs ébauchée par certains, que le contrôle sanitaire partant au privé, on pourrait avoir des craintes sur les prélèvements, les analyses faites, donc sur la qualité de l'eau donnée à l'usager à son robinet. L'auto surveillance maintenue au sein de l'E.P.I.C. permet au contraire d'avoir une haute qualité de contrôle de la qualité de l'eau.

Je voudrais préciser le dispositif prévu pour le personnel, au-delà des 55 personnes partant à l'E.P.I.C. Actuellement, il reste 132 personnes au C.R.E.C.E.P., un peu moins qu'il y a encore un mois.

Environ 35 agents de la Ville reviendront dans les services de la Ville. J'ai pris un engagement devant le personnel, j'ai rencontré les instances représentatives du personnel, j'ai rencontré les syndicats, je le leur ai dit, et je tiens à ce que ce soit réaffirmé publiquement car j'y veillerai personnellement, je tiens à ce que tout le personnel détaché puisse retrouver un travail à hauteur de ses qualifications, de ses compétences, et qu'il y ait un vrai suivi qualitatif en matière de ressources humaines fait par la Ville pour que ce personnel qui n'a pas démérité retrouve un travail à la hauteur de ce qu'il est en droit d'exiger.

Quant aux autres, c'est aujourd'hui une quarantaine de personnes concernées et non 84. Nous avons décidé de mettre en œuvre un Plan de sauvegarde de l'emploi, c'est la subvention que nous vous proposons, celle-ci permettant de payer les salaires jusqu'en mars et de proposer un plan social de grande qualité.

Une antenne emploi sera mise en place, qui permettra un suivi personnalisé pour chaque agent, un maintien de la rémunération, c'est un engagement de la Ville, pour au moins une année. Je ne peux pas rentrer dans les détails car vous comprendrez bien qu'il y a le temps de la négociation sociale avec les instances représentatives.

Mais nous avons l'intention d'avoir une grande durée de concertation pour que les engagements que je vous donne, via le projet de délibération, soient vraiment le minima. Il y a aussi une indemnité de départ qui sera plus de trois fois supérieure à nos simples obligations conventionnelles.

Vous voyez par ces quelques détails que nous sommes bien au-delà de nos simples obligations et que nous avons voulu par ce signe fort montrer aux agents du C.R.E.C.E.P. qu'ils n'avaient non seulement pas démérité mais que la Ville veillerait attentivement à ce qu'il y ait un suivi personnel pour tous les agents concernés.

Enfin, je terminerai par une question légitime et pertinente de Jean-Didier BERTHAULT sur la pérennisation des activités qui vont être transférées à l'E.P.I.C. C'est une question légitime parce que au vu du déficit structurel du C.R.E.C.E.P. depuis des années, on peut s'interroger si ce déficit ne se prolongera pas dans la création du futur grand laboratoire au sein de l'E.P.IC.

Je pense que non, très sincèrement. Nous verrons à l'usage. Je pense que non parce que nous avons veillé et cela sans répéter ce que j'ai dit à maintenir toutes les activités qui devaient être maintenues dans la sphère publique et qui pouvaient être couvertes par le prix de l'eau et par des prestations que la Ville continue et continuera à confier à ce laboratoire pour tout ce qui relève de l'expertise et du contrôle de la qualité de l'eau au niveau du réseau comme au niveau de ces établissements et autres.

Je peux vous dire que nous avons minutieusement calculé et évalué tout le personnel que nous pouvions reprendre pour éviter toute perte pour la sphère publique et sans risquer de fragiliser la pérennisation financière du nouvel E.P.IC.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Cela fait cinq ans que l'on nous dit cela, que l'on calcule.

Mme Anne LE STRAT, adjointe. - Je sais que l'on vous dit cela depuis cinq ans. Il y aura une nouvelle structure créée d'ici la fin de l'année, nous serons donc dans une reconfiguration différente. J'ai rencontré le personnel du CR.E.C.E.P. à différents moments, et ils m'ont confirmé qu'ils ont pu parfois pâtir d'un manque de modernisation du laboratoire.

Le laboratoire sera totalement modernisé pour pouvoir justement le rendre hautement compétitif. Mais je vous proposerai, ce sera mon mot de conclusion, qu'il y ait un comité de suivi et je propose cela à l'ensemble des groupes de l'Assemblée, notamment aux administrateurs du C.R.E.C.E.P. Ce comité de suivi accompagnera la phase de transition, et pour ceux qui ont l'impression d'arriver nouvellement au C.R.E.C.E.P. et d'être les liquidateurs du C.R.E.C.E.P., ils pourront suivre avec nous le plan que nous mettons en place, la phase de transition que nous installons pour la création de ce nouveau laboratoire dans l'E.P.I.C. et le travail que nous allons effectuer avec le personnel dans l'intérêt du service, du personnel et dans l'intérêt général. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Le Président CAFFET souhaite faire une explication de vote.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serai très bref, on peut regretter la situation actuelle du C.R.E.C.E.P. Je veux d'ailleurs remercier M. BERTHAULT d'avoir dit dans cet hémicycle que ce n'était pas de la responsabilité de la précédente mandature et de l'équipe qui a géré.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Je n'ai pas dit que cela.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Mais que c'était une affaire beaucoup plus ancienne et, Monsieur BERTHAULT, je vous remercie de votre franchise.

Voyez-vous ?

On peut regretter bien évidemment l'ouverture à la concurrence de cette activité qui si j'ai bien compris n'était que la conséquence d'une transposition d'une directive européenne. On peut s'interroger sur la nature, l'ampleur du plan social.

Très bien.

Mais moi je veux en revenir à ce projet de délibération. Ce projet de délibération c'est une subvention au C.R.E.C.E.P. de 3, 8 millions dont l'objet principal et d'assurer les salaires de salariés qui ne seraient pas payés à partir du mois de septembre.

3, 8 millions qui vont servir à payer des salariés pendant quelques mois. J'ai envie de vous dire que dans ces circonstances et comme le disait M. BERTHAULT, par respect et par solidarité avec les personnels, mon groupe n'hésite pas une seconde, il ne discute même pas pour ces salariés, il vote cette subvention.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 83 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour?

Contre?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 83 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPE 62 ainsi amendé.

Qui est pour?

Contre?

Abstention?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DPE 62).

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la révision du périmètre des conseils de quartier du 3e arrondissement.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 84 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la révision du périmètre des conseils de quartier du 3e arrondissement.

La parole est à Mme Camille MONTACIÉ.

(Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, remplace M. Bernard GAUDILLÈRE au fauteuil de la présidence).

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe. - Monsieur le Maire, chers collègues, il s'agit d'un voeu relatif à la révision du périmètre des conseils de quartier du 3e arrondissement.

Donc, le 3e arrondissement est partagé en 3 conseils de quartier en fonction d'un découpage qui avait pour objectif de créer des entités socio-économiques relativement homogènes et de répartir équitablement entre elles le patrimoine urbain et culturel de l'arrondissement.

Après six années d'expérience, il s'avère que le découpage choisi en 2002 présente certaines limites.

Considérant que le quartier Rambuteau/Francs-Bourgeois qui s'étend de la place des Vosges au Quartier de l'Horloge a notamment rencontré des problèmes d'identification en raison de l'étendue de son territoire, considérant que la mairie du 3e arrondissement souhaite impulser une nouvelle dynamique aux conseils de quartier, considérant que le découpage en secteur administratif de l'arrondissement constitue une référence dans différents domaines (élection, carte scolaire, recensement…) et délimite des entités identifiables et signifiantes pour les habitants de l'arrondissement.

Donc, sur proposition de M. Pierre AIDENBAUM, de M. Gauthier CARON-THIBAULT et de moi-même, le Conseil de Paris émet le vœu que le découpage de l'arrondissement en conseils de quartier soit redéfinie sur la base des secteurs administratifs, que les périmètres des conseils soit modifiés et qu'un quatrième conseil de quartier soit créé.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

M. Hamou BOUAKKAZ va vous répondre.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Madame la Maire, ce vœu illustre la fougue démocratique et participative du 3e arrondissement qui fut maître ès concertation dans la mandature précédente sur le carreau du temple et qui n'entend pas rester sur le carreau… des innovations démocratiques.

Je ne peux que souscrire à ce vœu. Je souhaite ajouter que les périmètres des conseils de quartier dépendent des mairies d'arrondissement et sont adoptés en Conseil de Paris.

Je fais passer ce jour par mail un questionnaire aux maires d'arrondissement pour savoir s'ils souhaitent ou non modifier les périmètres de leurs conseils de quartier, s'ils souhaitent ou non consulter les conseils de quartier à ce sujet, et quand ils seront prêts, de façon à trouver l'optimum du projet de délibération à faire passer au Conseil de Paris. En effet, je ne souhaite pas ennuyer mes collègues avec un trop grand nombre de délibérations. J'aimerais bien que l'on passe tout au Conseil de Paris du mois d'octobre, mais je dépouillerai le questionnaire et, eu égard aux souhaits exprimés, je ferai au mieux des intérêts des vingt maires d'arrondissement. Avis favorable pour ce vœu.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour?

Contre?

Abstention?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 127).

Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la mise en place d'une modulation des indemnités des élus en fonction de leur présence en séance du Conseil et en Commission.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 85 dans le fascicule, déposé par le groupe Centre et Indépendants, relatif à la mise en place d'une modulation des indemnités des élus en fonction de leur présence en séance du Conseil et en Commission.

C'est un voeu qui arrive opportunément, je donne la parole à Mme Catherine BRUNO.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Madame la Maire.

Notre premier devoir vis-à-vis des électeurs qui nous ont fait confiance est de respecter l'engagement que nous avons pris pendant la campagne municipale : celui de travailler pour eux, pour l'amélioration de la vie des Parisiennes et des Parisiens, de contribuer par notre présence et nos votes aux décisions qui sont prises dans les instances dirigeantes de la Ville et du Département de Paris.

Dans ce vœu, il ne s'agit pas de punir ou de distribuer des bons points ; il s'agit d'assumer notre mandat en participant aux travaux du Conseil de Paris, aux travaux des commissions, aux travaux des organismes divers où nous représentons la Ville. Bref, à tous les échelons où se prennent les décisions dont nous sommes comptables devant nos électeurs.

C'est notre responsabilité d'élus, c'est notre responsabilité et notre devoir à l'égard des 48.000 fonctionnaires qui travaillent avec compétence pour la collectivité parisienne, et c'est le sens du vœu qu'avec Yves POZZO-DI-BORGO et les élus du groupe Centre et Indépendants je vous demande de voter, pour que soit étudiée dans le cadre de la commission de révision du règlement la mise en place d'une modulation des indemnités des élus en fonction de leur présence en séance du Conseil de Paris et en Commission.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - On peut souligner quand même qu'hier soir, le Conseil de Paris était pratiquement au complet jusqu'à une heure tardive.

Je donne la parole à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Mes chers collègues, en la matière, pour une fois, la loi est claire. L'article L3123-16 du code général des Collectivités Territoriales précise en effet, je cite, que "Le Conseil Général peut, dans les conditions fixées par son Règlement Intérieur, réduire le montant des indemnités qu'il alloue à ses membres en fonction de leur participation en séance plénière, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent le Département".

Cela signifie concrètement deux choses.

La première, qu'une modulation de ce type ne pourrait concerner en fait que l'assiduité aux séances du Conseil de Paris réunie en formation de Conseil Général ainsi qu'aux réunions préparatoires dans le cadre des commissions.

D'autre part, qu'il reviendrait, ou qu'il reviendra, à la Commission du Règlement intérieur, si elle le juge utile, de retenir le principe dans la future proposition de Règlement intérieur dont notre Assemblée sera saisie dès le mois de septembre.

Alors, je me propose de me faire votre porte-parole auprès de la Commission du Règlement intérieur et de manifester la volonté qui est la vôtre et que cette question soit à nouveau examinée.

Au-delà, je voudrais vous expliquer très simplement les raisons pour lesquelles je m'interroge sur l'opportunité de votre vœu. Sans du tout contester la qualité de ses considérants, et vous venez de les rappeler de façon très convaincante, je trouve que cela accréditerait l'idée d'un absentéisme que ne me paraît pas caractériser ce début de mandature. Pour ceux d'entre nous qui ont siégé dans d'autres mandatures, on a vu des assemblées moins fournies que celles que nous constatons en ce début de mandature et de ce point de vue, ce serait peut-être une façon de jeter un discrédit non mérité sur la présence des élus aux travaux de l'Assemblée.

Néanmoins, si sur la durée, des absentéismes récurrents devaient être constatés, on serait évidemment amenés à examiner la question avec un autre regard.

Pour terminer, je voudrais, avec un brin d'humour, mais vous me le pardonnerez, ne pas écarter la possibilité que vous suggérez, qui serait de tenter une opération pilote et expérimentale dont le groupe Centre et Indépendants pourrait être l'acteur exemplaire et volontaire.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Bien.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je proposerai, une fois le trait d'humour enlevé, le retrait du vœu, mais avec la contrepartie… Ce n'est pas le Conseil qui peut en décider aujourd'hui, on ne peut pas anticiper l'adoption du Règlement intérieur. La Commission sera saisie, et si vous le souhaitez, en septembre, quand nous aurons à délibérer sur l'adoption du Règlement intérieur, si cela ne figure pas dans le projet, vous serez toujours en droit de proposer un amendement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. Yves POZZO-DI-BORGO, qui va nous dire si le vœu est maintenu ou retiré.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - On le maintient.

Juste un point de procédure. Je demande cela à l'Exécutif. De temps en temps, quand vous êtes embêtés sur la décision, faites peut-être comme à l'Assemblée ou au Sénat : au lieu de dire oui ou non, dites sagesse. Cela laisse peut-être la liberté à l'ensemble de vos élus pour voter ce genre de choses.

Deuxième point, il y a longtemps que l'on est au Conseil de Paris. On sait très bien que c'est le mal endémique du Conseil de Paris. Hier, vous avez eu un très beau débat. Tout le monde était là, ou presque. Mais vous savez très bien, Monsieur le Maire, que c'est le problème essentiel du Conseil de Paris. Vous avez des élus de qualité, de talent, et c'est vrai que dans les commissions, l'absence est forte, c'est vrai qu'au Conseil de Paris, on a des absences fortes. Je crois que le vœu n'implique pas une obligation pour la Commission du règlement mais au moins, donne déjà une orientation. Après, on verra ce que l'on peut en faire. Mais je crois que le retrait du vœu… faites sagesse pour savoir si vos collègues sont intéressés pour voter cela.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur DAGNAUD ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je reconnais la qualité des motivations des auteurs de ce vœu.

Je vais vous dire le fond de ma pensée : des dispositions de ce type peuvent être de nature à contraindre à une présence un peu artificielle des élus. Je veux dire par là que l'on sait très bien quels sont les effets pervers de ce type de dispositif où l'on verra - cela s'est déjà vu dans le passé - des élus venir cinq minutes pour signer un procès-verbal de présence, où l'on verra des élus signer et rester en ayant l'esprit occupé à toute autre chose.

Je pense que la vraie réponse à la vraie difficulté que vous soulevez, même si elle ne me paraît pas d'actualité aujourd'hui, c'est aussi le travail du Règlement Intérieur, et nous y travaillons avec les représentants de votre groupe, c'est de veiller à la revalorisation du travail des Commissions, à la façon dont les séances permettent à chacun des élus de s'approprier des débats démocratiques. C'est plutôt sur ces leviers-là que nous pouvons peser utilement, plutôt que sur des dispositifs contraignants qui peuvent donner l'illusion d'améliorer la participation sans forcément améliorer l'implication des élus, si c'est cela qui est en cause.

On ne va pas se bagarrer sur l'adoption de votre vœu. C'est la Commission du Règlement intérieur qui devra statuer, et in fine, en septembre, le Conseil de Paris qui devra décider si oui ou non, il retient le principe de pénalités financières liées à la présence ou à l'absence des élus.

Sagesse.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Merci.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Bien. La suggestion de M. Yves POZZO-DI-BORGO est suivie par M. DAGNAUD.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 126).

C'est un vœu qui invite à la réflexion et aux travaux futurs de la commission.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la rémunération des élus représentant le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal et de Conseil général dans divers organismes.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner le vœu référencé n° 86 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif à la rémunération des élus représentant le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal et de Conseil Général dans divers organismes.

Je donne la parole à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Madame le Maire.

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Gardons bien à l'esprit cette exigence démocratique de l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, inscrite dans le préambule de notre constitution.

Pourtant, la rémunération des élus qui siègent dans les organismes dans lesquels la Ville et le Département de Paris sont représentés est bel et bien, pour le moment, une question taboue.

On le voit bien en ce début de mandature, les groupes politiques s'entendent pour la répartition des sièges, réalisée plus ou moins à la proportionnelle, puis dans un second temps, celle-ci donne lieu à des négociations au sein des groupes politiques, que je qualifierais d'assez confidentielles. Rien ne justifie une telle confidentialité.

Il est bien normal que les élus soient rémunérés pour leur présence, pour leur implication dans les dossiers : tout travail mérite salaire, mais l'opacité sur la rémunération des élus est une source de suspicion. Elle dégrade l'image des élus, elle creuse le fossé entre le politique et le citoyen.

Avec mes collègues cosignataires de ce vœu, nous voulons lever le voile, car cette situation est inacceptable au XXIe siècle. Le silence et le secret sur la réalité de ces indemnités sont vraiment d'une autre époque.

Dans un souci de vérité, mais aussi de bonne administration, il apparaît donc normal que chaque Parisien, que chaque Parisienne, aient connaissance du montant des rémunérations de toute nature. Nous appelons de nos voeux la transparence car nous n'avons rien à cacher aux Parisiens.

Pour nous, seule la clarté permettra de reconquérir la confiance et le cœur des Parisiens. C'est la raison pour laquelle, avec mes collègues David ALPHAND, Thierry COUDERT, Pierre-Yves BOURNAZEL, Lynda ASMANI, Roxane DECORTE et les membres du groupe U.M.P.P.A., nous demandons au Maire de Paris que soit établi un état des lieux de ces rémunérations exhaustives, nous demandons qu'une liste exhaustive des mandats des élus désignés et des indemnités correspondantes soit communiquée sur table lors de la prochaine séance du Conseil de Paris.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. François DAGNAUD.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Chère collègue, je n'ai pas bien compris si votre vœu s'adressait aux Parisiens ou au "Parisien". Je veux dire aux Parisiens, nos concitoyens, ou au journal "Le Parisien" qui a, me semble-t-il, assez récemment contribué à lever une partie de l'opacité que vous semblez dénoncer.

Je vous le dit très clairement : il n'y a pas de question taboue. Toutes les désignations que fait notre collectivité sont publiques et le Conseil de Paris répond à toutes les obligations légales qui sont les siennes.

Les désignations auxquelles procède le Conseil de Paris font l'objet de projets de délibération soumis au vote de notre Assemblée, donc des élus parisiens, et ce, dans les conditions de transparence totale.

Je vous rappellerai globalement que le Conseil de Paris désigne en début de mandature environ 800 élus pour siéger dans des conseils d'école, des conseils d'administration d'établissements hospitaliers, tout un tas d'organismes divers et variés. A 99 %, ce sont là des mandats de représentation effectués à titre bénévole, en tout cas qui ne génèrent pas de rémunérations complémentaires.

Seule une vingtaine de sociétés d'économie mixte ou d'établissements publics, sur ces 800 organismes, ouvrent droit à des jetons de présence, décidés par les conseils d'administration, et que le Conseil de Paris autorise ses représentants à percevoir ; c'est d'ailleurs l'objet des projets de délibération SGCP 4 G et SGCP 10 à 23 qui sont inscrits à l'ordre du jour de cette séance du mois de juillet.

Pour cela, je vous rappelle ce que Bernard GAUDILLÈRE a eu l'occasion de préciser hier : le Maire de Paris souhaite que les jetons de présence soient harmonisés et qu'ils tiennent notamment compte de la lourdeur de la charge. Ce travail s'engage sous la responsabilité de l'adjoint chargé des S.E.M. et, dans l'attente, les autorisations à percevoir des jetons de présence ont été reconduites à l'identique, sans augmentation, par rapport à ce qui va été fixé en mars 2001.

Pour la première fois, et cela a été dit hier, nous avons souhaité qu'une condition expresse de présence effective soit exigée pour la perception des dits jetons et explicitement stipulée dans les délibérations. Il appartient naturellement à chacun des groupes, qui composent notre assemblée, de faire en interne la transparence sur ces questions.

Pour ce qui concerne l'Exécutif, je suis prêt naturellement, puisque toutes ces désignations, je viens de vous le rappeler, sont totalement publiques et transparentes, je suis prêt à présenter en septembre un récapitulatif global des désignations, auxquelles notre assemblée a procédé, et qui pourrait être donc proposé aux élus en septembre. Cela ne me pose aucune difficulté.

Au-delà, il ne m'appartient pas, dans la responsabilité d'adjoint au Maire de Paris, de faire prévaloir des éléments qui relèvent de la vie interne des groupes.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - Je peux dire un mot ?

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Oui, Monsieur VUILLERMOZ.

M. Jean VUILLERMOZ. - Pour votre information, je vous informe que les élus communistes reversent leurs indemnités et leurs jetons de présence à leur parti.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - On voit que les pratiques peuvent être différentes d'un groupe à l'autre, et c'est vrai que chaque groupe doit rend rendre des comptes à ses élus. Chacun le fait selon les modalités qu'il estime justes.

Sur le vœu, quel est l'avis de l'Exécutif ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Pour ce qui concerne l'Exécutif, ma réponse vaut satisfaction de votre vœu. Je suis prêt à récapituler ce qui est déjà public, c'est-à-dire l'ensemble des désignations auxquelles le Conseil de Paris a procédé.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - L'auteur du vœu accepte-t-il de le retirer ?

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. -Au contraire, prenons date et votez le voeu si vous êtes vraiment pour la transparence. Montrez-le, démontrez-le dans les actes !

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur DAGNAUD ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je ne vais pas être déplaisant mais j'ai le sentiment, mais chacun l'a compris, que ce voeu à sans doute davantage une portée interne au groupe U.M.P. qu'une portée relative au Conseil de Paris.

Ne nous demandez pas, Mesdames et Messieurs les rénovateurs de l'U.M.P., de faire la police au sein de l'U.M.P. !

M. Pierre-Yves BOURNAZEL. - Ne vous occupez pas pour nous, occupez-vous de vos affaires d'abord !

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.M.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2008, DPP 9 - Signature d'une convention de partenariat avec l'association Protection civile de Paris (15e).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DPP 9 relatif à la signature d'une convention de partenariat avec l'association "Protection civile de Paris" (15e).

La parole est à M. Gilles ALAYRAC.

M. Gilles ALAYRAC. - Je voudrais dire, Madame la Maire, avec des mots à la fois très simples et très sincères, au nom de mes amis socialistes et radicaux que la Protection civile de Paris mérite notre reconnaissance et notre considération.

En effet, elle fait partie de notre environnement urbain et je dirais même de notre cadre de vie : nous l'avons toujours vue à l'œuvre, nous la voyons intervenir au quotidien, par exemple, sur les opérations de secours. Partenaire de la Préfecture de police, de la Brigade des sapeurs-pompiers et du SAMU, elle leur apporte en effet un concours tout à fait nécessaire. Et quand on pense à la protection civile, ce qui vient à l'esprit d'abord, c'est le secourisme. C'est vrai que le nombre de formations qu'elle dispense chaque année est tout à fait considérable : 800 par an.

Enfin, la protection civile est toujours présente à travers les postes de secours qu'elle implante à l'occasion des grandes manifestations festives qui, on le sait, sont très nombreuses à Paris. Nous l'avons vu à la Foire du Trône, lors de la Fête de la musique, lors de la Techno Parade, les Vingt kilomètres de Paris, et nous savons que nous pouvons compter sur leur présence.

Mais je ne dois pas passer sous silence aussi un autre aspect de la protection civile, qui est peut-être moins connu car plus discret, mais pas moins indispensable, c'est le concours qu'elle apporte à travers ses maraudes aux sans domicile fixe. D'ailleurs, je veux saluer le travail de ces bénévoles qui est tout à fait remarquable et qui est un travail exigeant.

Pour toutes ces raisons, nous allons voter ce projet de délibération qui renforce le partenariat de la Ville avec cette association.

Je voudrais ajouter que les 324 mètres carrés que la Ville a mis à sa disposition - et d'ailleurs Mme HIDALGO n'y est pas pour rien - rue de Vaugirard, permettront de façon tout à fait justifiée à la protection civile de disposer de locaux adaptés pour exercer ce qui est une mission que l'on peut qualifier d'intérêt général.

Merci.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur ALAYRAC.

La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, ce projet de délibération autorise M. le Maire de Paris à signer une Convention de partenariat avec la Protection civile qui s'inscrit dans la démarche plus globale d'une convention cadre.

En l'espèce, la Ville de Paris autorise la Protection civile à occuper pour son siège social des locaux, situés au 244 rue de Vaugirard dans le 15e arrondissement, et lui consent une réduction à zéro euro de son loyer annuel estimé à une valeur de 90.000 euros.

En contrepartie, la Protection civile dispensera aux agents de la D.P.P. une formation de premier secours de niveau 1 et de sauveteur secouriste. De surcroît, en cas d'accidents ou de crise majeure, l'organisme s'engage à assurer à la demande de la Ville des missions de secours. Elle l'a d'ailleurs fait à la demande du centre de veille opérationnelle, pas plus tard que la semaine dernière dans le 11e arrondissement en marge d'un incendie.

Je profite de ce projet de délibération, chers collègues, pour souligner le travail remarquable de la protection civile. Cette association est déployée en treize antennes pour couvrir le territoire parisien dans le centre, les 5e, 6e, 10e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 20e arrondissements ainsi qu'une antenne nautique. Elle est de surcroît présente dans 5 centres de secours de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris, Champerret dans le 17e, Landon dans le 10e, Masséna dans le 13e, Sévigné dans le 4e, et Grenelle dans le 15e.

Cette association, nous le constatons chaque jour, propose des activités de secours, des maraudes sociales à destination des personnes sans domicile fixe notamment, et des formations toutes utiles à la sécurité civile et à la cohésion sociale.

Je tiens ici à saluer l'encadrement de la Protection civile de Paris, son président M. Lionel-Jacques MINET et son directeur général M. Hervé BIDAULT DE L'ISLE. Je tiens aussi à saluer les 400 bénévoles de la Protection civile de Paris.

Que chacune et chacun d'entre eux sache le respect que notre Assemblée porte à l'engagement.

Ils ont compris que la sécurité c'est l'affaire de tous, ils agissent avec générosité pour le bien public. Je suis heureux qu'à travers cette convention, mais aussi à travers d'autres participations, notamment des subventions de la DASES, nous soyons à leurs côtés, comme ils savent être eux aussi aux côtés des Parisiens, de la Ville de Paris, des Parisiennes, et de l'ensemble de la population. Je voulais remercier également M. Gilles ALAYRAC pour son intervention qui rendait hommage à la prévention.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes du Mouvement républicain et citoyen, socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et "Les Verts").

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 9.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 9).

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif aux mesures de sécurité dans le 16e qui entoureront la visite papale les 12 et 13 septembre 2008.
Vœu déposé par MM. Gilles ALAYRAC, Jean-Bernard BROS et Mme Laurence GOLDGRAB adressé au Préfet de police relatif à la venue du Pape Benoît XVI à Paris les 12 et 13 septembre prochains.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous allons examiner les vœux référencés n° 87, n° 88, et n° 88 bis, déposés respectivement par les groupes Centre et Indépendants, socialiste, radical de gauche et apparentés et l'Exécutif, relatifs à la venue du Pape Benoît XVI, les 12 et 13 septembre 2008.

La parole est d'abord à Mme Valérie SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Madame la Maire, mes chers collègues, on va gagner du temps et passer directement au vœu présenté par l'Exécutif qui reprend le vœu que j'avais déposé.

Je retirerai bien évidemment mon vœu et je voterai celui présenté par l'Exécutif, mais permettez-moi d'élever une solennelle protestation. Vous me demandiez hier de retirer mon vœu au motif d'impératifs de sécurité, ce que je comprenais parfaitement. Aujourd'hui, l'Exécutif reprend le fond à son profit, méthode que je désapprouve complètement.

La bienséance aurait voulu que l'on donne une issue favorable à mon vœu, quitte à le compléter.

Je suis pour une approche plus que constructive de mon rôle d'opposant, mais je me refuse à jouer le rôle d'alibi. C'est peut-être une tempête dans un verre d'eau mais on est en début de mandature, et je pense qu'il faut mettre les choses au point.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes Centre et Indépendants U.M.P.P.A.).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci de votre brièveté.

M. Gilles ALAYRAC a la parole.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Madame la Maire.

Je vais présenter le vœu n° 88 cosigné avec M. Jean-Bernard BROS et Mme Laurence GOLDGRAB pour dire très simplement que chacun peut le constater, lors des visites des hautes personnalités étrangères dans la Capitale, les mesures mises en place par la Préfecture de police occasionnent un changement dans nos déplacements.

Le problème tient au fait que les restrictions qui sont mises à la circulation sont de plus en plus imposantes et par conséquent de plus en plus gênantes. Des voitures en grand nombre sont enlevées, des rues fermées à la circulation parfois des heures entières, des stations de métro ou de RER également fermées au public, des lignes de bus interrompues ou détournées.

Les Parisiens gardent à l'esprit les dispositifs mis en place récemment lors de la venue à Paris du Président des Etats-Unis, du Premier ministre russe, puis vous vous souvenez, mes chers collègues, que lors de la venue du Président de la république libyenne qui a fait une promenade sur la Seine, les ponts avaient même été fermés pour que sans doute le chef d'état libyen ne puisse pas voir de Parisiens et ne puisse pas être vu par eux.

Tout ceci est excessif et incompréhensible pour les Parisiens, pour les automobilistes, pour les visiteurs et pour les usagers des transports en commun. Il se trouve que les 12 et 13 septembre prochains, nous recevrons la visite du Pape Benoît XVI.

Quand on jette un coup d'oeil sur le programme de ce déplacement, on peut légitimement exprimer de l'inquiétude sur les gènes que l'on va subir.

Le Pape se rendra à trois manifestations publiques. D'abord, le collège des Bernardins, où il s'adressera, je cite, au monde de la culture. Il se rendra à la cathédrale Notre-Dame où il célèbrera les vêpres, puis également à l'esplanade des Invalides où il célébrera l'eucharistie.

Egalement, il y aura une procession dans la nuit du vendredi au samedi, dite chemin de lumière, qui défilera de Notre-Dame vers les invalides.

Ce que nous demandons avec mes collègues radicaux, ce sont des choses tout à fait simples qui sont compréhensibles, c'est d'abord, Monsieur le préfet, de la modération, c'est-à-dire une politique de sécurité qui soit raisonnable.

Nous ne discutons pas la nécessité d'un dispositif de sécurité pour assurer la sécurité de la personnalité en question et celle du public, mais je précise que notre demande vaut pour le Pape comme pour tous les autres chefs d'Etat. Monsieur le Préfet, votre mission est naturellement de faire en sorte que ces déplacements se déroulent dans des conditions optimales de sécurité, chacun ici peut le comprendre, mais il est nécessaire d'éviter les excès dans les limitations et dans les interdictions que nous avons pu observer.

Je crois que l'on peut trouver un équilibre entre cet impératif de sécurité que je redis incontournable, et celui de la liberté d'aller et de venir.

Il est donc indispensable d'écouter ce que disent les Parisiens et les visiteurs de la capitale.

Il est indispensable que le dispositif de limitation à la circulation sur la voie publique comme dans les transports en commun soit limité à la stricte nécessité, et donc qu'il ne soit pas disproportionné, de sorte que chacun puisse travailler et vaquer à ses occupations, je pense en particulier à l'activité économique qui ne doit pas s'arrêter pendant deux jours. De sorte que chacun puisse vivre normalement qu'il y ait le pape ou pas à Paris à ce moment-là. Merci.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Je donne la parole à M. le représentant du Préfet de police.

M. LE REPRESENTANT DU PREFET DE POLICE. - Le statut de Capitale, de Paris, implique certains événements, mais aussi entraîne l'affectation par l'Etat d'un nombre d'effectifs policiers en conséquence et en rapport avec ce statut. Comme toujours pour cette manifestation, la Préfecture de police, en l'occurrence la direction de l'ordre public et de la circulation, s'efforcera de faire tout son possible pour concilier les exigences de sécurité liées à la visite de Benoît XVI, et la liberté d'aller et venir des personnes qui souhaitent se déplacer.

Nous appliquerons bien sûr les principes de sécurité, de nécessité, de proportionnalité par rapport à la visite de ce chef d'Etat et chef spirituel sur lequel pèsent néanmoins des menaces qui seront évaluées jusqu'à la dernière minute, mais dont il faut assurer la sécurité.

La D.O.P.C a souhaité minimiser les difficultés que pourraient rencontrer les Parisiens lors de cette visite. Ainsi, le stationnement des bus qui transporteront les pèlerins a été envisagé à la périphérie de Paris sur la pelouse de Reuilly. Ainsi, les fidèles rejoindront les Invalides en transport en commun et pas en véhicule.

D'autre part, seuls les accès en surface des stations de métro et RER avoisinantes au cœur des événements seront fermés, mais les correspondances seront assurées.

Les organisateurs ont été incités à inviter les participants à se déplacer sur les différents sites en transport en commun, dont l'offre a été revue à la hausse en accord avec la R.A.T.P. et la S.N.C.F.

Dès les événements terminés et sur chaque site, la circulation sera rétablie au plus vite après la fin des manifestations.

Enfin, s'agissant du marché de l'avenue du président Wilson, l'important est de pouvoir être clair et à l'avance vis-à-vis des riverains et des commerçants, donc là aussi si sa suppression pour cette semaine et ce jour-là est envisagée, il vaut mieux le faire à l'avance de manière claire pour tous plutôt qu'à la dernière minute.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. Georges SARRE, et ensuite j'ai eu des demandes d'explication de vote.

M. Georges SARRE, adjoint. - Merci, Madame la Présidente.

Nous avons eu deux vœux. Les auteurs viennent de s'exprimer. Le représentant du Préfet de police également. Je voudrais vous dire comment les choses se présentent.

Ce dossier, qui a l'air anodin, est en réalité difficile. Il est difficile parce que Paris est la ville où vivent les Parisiens, c'est une lapalissade, mais c'est aussi la Capitale de la France et, en tant que telle, elle doit accueillir, évidemment, les chefs d'Etat qui viennent en visite en France et dans notre Capitale.

On comprend bien que le Préfet de police est amené à prendre des dispositions. C'est le contraire qui serait pour le moins stupéfiant !

D'ailleurs, je vais vous raconter une anecdote personnelle !

(Exclamations dans l'hémicycle).

Je n'irai pas jusqu'à vous éclairer sur ma vie privée !

(Mouvements de déception dans l'hémicycle).

Je vous remercie !

Je veux simplement vous dire que la première fois où Mohamed V, roi du Maroc, est venu à Paris, j'étais déjà dans cette ville et j'avais l'occasion de rencontrer des amis, mais il me fallait passer par la Place de la Concorde. J'avais rendez-vous à 18 heures et, à 17 heures 50, j'étais Place de la Concorde.

Seulement voilà ! A 21 heures 50, j'étais encore Place de la Concorde !

C'est pour vous dire qu'en ce temps-là, le Préfet de police devait considérer que ce qui comptait, c'était véritablement la visite, peu importe ce qui arrivait aux habitants de la ville.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, chers collègues, il y a eu des progrès réalisés. Je m'en réjouis et je m'en félicite !

Je remercie nos amis radicaux de gauche, M. ALAYRAC qui vient de s'exprimer, ainsi que la représentante du groupe Centre et Indépendants. A tous les deux, je veux dire, je parle pour le Centre, qu'il n'y a pas eu la moindre volonté de faire un mauvais coup ou je ne sais quoi. Il fallait trouver une synthèse et même si j'ai fait mes classes au parti socialiste, où on apprenait beaucoup, ce fut une synthèse naturellement difficile.

Je voudrais vous dire, Madame, que, dans le document que je vais vous présenter dans quelques minutes, je cite votre nom et vous êtes l'auteur. Mais il y en avait deux ! On va donc parvenir à un résultat positif. C'est ce que nous avons fait.

Je trouve que l'intervention de M. ALAYRAC permet d'y voir clair et d'aboutir ainsi à quelque chose d'intéressant et qui permettra au Préfet de police de faire son métier, je l'espère, dans de bonnes conditions.

Je vais vous lire les considérants, c'est très important :

Considérant que de récentes visites de chefs d'Etat et de Gouvernement et la visite à venir du Souverain pontife posent la question de l'impact sur la vie quotidienne des Parisiennes et des Parisiens, du dispositif qu'il est nécessaire de déployer pour assurer la sécurité des chefs d'Etat et de Gouvernement en visite à Paris,

Considérant que Paris est la ville de ses habitants, qu'elle est aussi la Capitale de la France et qu'elle doit concilier ces deux vocations,

Vu les vœux n° 87 présenté par Mme Valérie SACHS et le groupe "Centre et Indépendants" et n° 88 présenté M. Gilles ALAYRAC, M. Jean-Bernard BROS et Mme Laurence GOLDGRAB,

Sur proposition de l'Exécutif, le Conseil de Paris émet le vœu :

- que la Préfecture de police, en concertation avec la Mairie de Paris, veille à ce que les dispositifs assurant la sécurité des chefs d'Etat et de Gouvernement en visite en France perturbent le moins possible la vie quotidienne des Parisiennes et des Parisiens,

- que cette approche prévale dès la visite du Souverain Pontife en septembre,

- que notamment soit étudiée la possibilité de tenir le marché Wilson le 13 septembre à des horaires et dans un périmètre appropriés pour garantir la sécurité de tous.

C'est un vœu qui permet d'arriver à un équilibre et je suis persuadé que, grâce à tout le monde, le bon vouloir des Parisiens et la vigilance de la Préfecture de police, tout se passera bien.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - J'ai deux demandes d'explication de vote. M. Philippe GOUJON et ensuite, Mme Catherine VIEU-CHARIER.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Que mon collègue ne s'offusque pas, mais je préférais le Gilles ALAYRAC sécuritaire intervenant sur la protection civile au Gilles ALAYRAC anticlérical qui demande que l'on réduise le service de sécurité lors de la visite du Pape, ce qui suscite évidemment notre totale réprobation et qui traduit, je le répète, l'anticléricalisme de ses auteurs. Sinon, comment expliquer qu'à chaque séance de notre Conseil un vœu similaire ne soit pas déposé à l'occasion de la venue de tel ou tel chef d'Etat important, car il se trouve que le Pape est aussi un chef d'Etat depuis les accords du Latran ?

Dès lors, dans la République laïque qui est la nôtre, la sécurité du Pape, cela a été rappelé d'ailleurs, doit être assurée de la même façon que pour tout autre chef d'Etat et vous ne pouvez oublier que son prédécesseur a été victime d'un très grave attentat.

Le contre-vœu de l'Exécutif… bon… tiré par les cheveux… on voit que M. SARRE est vraiment expert des synthèses en la matière !... et débarrassé de tous ses relents anticléricaux ne suscite pas la même opposition de notre part, mais cherche simplement à tirer la majorité d'un mauvais pas, on l'a bien compris !

Néanmoins, il faut se souvenir que c'est bien le Maire de Paris qui, sur notre proposition, a dédié, par exemple, le parvis de Notre-Dame à Jean-Paul II, même si sa majorité ne l'a pas entièrement soutenu, c'est le moins qu'on puisse dire.

J'ajoute que l'archevêché est toujours en attente de l'autorisation du Maire de Paris...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - C'est une explication de vote qui vous est demandée.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je termine. Il est important de rappeler que l'archevêché attend toujours une réponse du Maire d'installer une statue de Jean XXIII dans le square éponyme, et qu'il attend toujours que la sécurité du podium durant le nuit précédant la messe du samedi soit assurée.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - A une prochaine séance, vous poserez toutes les questions que vous voulez ! Pour l'instant, on veut une explication de vote.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je termine, Madame la Maire, en disant que cette venue du Pape est vraiment une visite historique et une chance pour notre ville et notre pays.

Et nous demandons, pour notre part, au Maire de Paris, puisque le Préfet de police va le faire, mais au Maire de Paris aussi, contrairement à ce vœu, de tout mettre en œuvre pour assurer à cette visite le plus grand succès dans le respect des croyances de millions de Français. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Pour cela, il n'est pas nécessaire de caricaturer grossièrement les propos de M. ALAYRAC !

Mme Catherine VIEU-CHARIER a la parole.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Madame la Maire, chers collègues, le Pape Benoît XVI se rend à Paris les vendredi 12 et samedi 13 septembre prochains.

Ce séjour est à la fois la visite d'un chef de l'Etat et celui du chef de l'église catholique. En conséquence, les élus communistes pensent que des dispositifs de sécurité, peut-être plus imposants que d'habitude, peuvent être déployés à juste titre et on peut comprendre aussi que les catholiques aient envie de donner un peu d'éclat à cette manifestation.

Mais je voudrais attirer l'attention du Conseil de Paris sur les excès, les extravagances et l'ostentation qui sont un péché d'orgueil.

Que soient disposés tout le long de l'itinéraire de la papamobile des écrans géants et que les temps de prière et de rencontres diverses soient retransmis, cela nous paraît peut-être un peu excessif !

C'est donc le caractère laïc que nous voudrions faire surgir dans ce débat et demander l'équilibre des manifestations dans l'espace public. Nous en sommes bien loin, à la lecture du programme annoncé et on a l'impression que s'est lancée entre Paris et la France une compétition pour le titre de Fille aînée de l'église !

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je vous rappelle à l'ordre : c'est une explication de vote ! Ce doit être bref !

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Vous savez, je n'ai pas beaucoup parlé pendant ce Conseil de Paris, cela me fait plaisir de parler sur ce sujet !

(Rires dans l'hémicycle).

Je voudrais, pour détendre l'atmosphère, vous rappeler que les 12 et 13 septembre, nous avons un chemin de lumière qui nous mène tout droit à La Courneuve, où a lieu la Fête de l'humanité…

(Rires et applaudissements dans l'hémicycle).

… et que je vous encourage à acheter la vignette, car une grande fête laïque et populaire aura lieu et je vous assure qu'elle est fort intéressante.

Nous défendrons bien évidemment le voeu de l'Exécutif.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. **-** Je ne doute pas que le Préfet de police aura également à coeur que la Fête de l'humanité se passe de façon paisible.

Puisqu'il y a un voeu de l'Exécutif n° 88 bis, je voudrais demander à ceux qui ont déposé des voeux s'ils les retirent dans la mesure où il y a eu cette synthèse magnifiquement plaidée par M. Georges SARRE ?

Mme Valérie SACHS. - Je ne le retire pas.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Et, Monsieur ALAYRAC ?

M. Gilles ALAYRAC. - Très brièvement...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - C'est oui ou non.

M. Gilles ALAYRAC. - Je voudrais rendre hommage à l'esprit de synthèse qui anime le travail de M. SARRE mais surtout à l'esprit de concorde républicaine qui est le sien puisqu'il a réussi à nous mettre d'accord avec la Préfecture de police, et naturellement, nous retirons notre voeu et préconisons de voter celui de l'Exécutif.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci.

Quel est l'avis de l'Exécutif sur le vœu n° 87 de Mme Valérie SACHS, défavorable ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Défavorable.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix ce voeu.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe Centre et Indépendants, assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour?

Contre?

Abstentions?

La proposition de vœu est repoussée.

Le vœu n° 88 est retiré.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de voeu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de voeu est adopté. (2008, V. 129).

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la sécurité du site du Champ de Mars.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A, relatif à l'installation prioritaire d'un dispositif de vidéo-protection sur le site du Champ de Mars à sa sécurisation.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous examinons maintenant les vœux référencés n°S 89, 89 bis, 90 et 90 ter qui annule et remplace le voeu n° 90 bis dans le fascicule, relatifs à la sécurité du site du Champ de Mars.

La parole est à M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Dans la nuit du 19 juin au Champ de Mars, vous avez toute une série d'étudiants et lycéens qui sont venus fêter le résultat de leur baccalauréat.

Et, si j'écoute les habitants qui logent autour du Champ de Mars, ils ont eu l'impression que de 10 heures du soir à 5 heures du matin, il y avait une zone de non-droit à Paris, pendant toute la nuit. Ils avaient l'impression d'être dans une situation à la "Mad Max".

Le lendemain matin, j'étais surpris de voir les dégâts qu'il y avait. Le samedi soir, les journalistes de la télévision étaient là, et on a pu voir les dégâts que ces manifestations ont entraînés.

Ce problème est récurrent, depuis 1983 et ce n'est pas la première fois qu'il y a des problèmes en ce sens.

Dans le 7e, j'ai été trois ans adjoint à la sécurité, et j'avais fait faire un inventaire par le Préfet de police qui m'a très gentiment donné les chiffres. La moitié des manifestations de Paris se passait dans le 7e.

Le Préfet de police doit protéger l'Assemblée nationale, Matignon, les ministères et il est vrai que les équipes de C.R.S., et les équipes de police, sont mobilisées pour cela. Le vendredi qui a précédé la manifestation sur le Champ de Mars, à midi, il y avait des manifestations autour du Palais-Bourbon matin et soir et il y avait 9 estafettes de C.R.S., que nous ne contestons pas parce que le Préfet devait protéger tout cela mais c'est le problème général.

Il y a une obligation pour le Préfet de police de défendre en priorité les choses nationales. Je ne le mets pas en cause, au contraire je le soutiens. Nous avons toujours demandé au groupe U.D.F d'avoir une police municipale. Personne n'a voulu la faire mais ce serait déjà un bon moyen de régler ce problème.

Quand il y a une obligation de protection des zones municipales, on ne peut pas en vouloir au Préfet de police qui a beaucoup d'obligations nationales de ne pas rendre complètement satisfaction.

Sur l'initiative de la Maire, ayant un vœu que nous avons voté ensemble au Conseil de l'arrondissement et qui va être défendu par une de mes collègues, nous avons réussi à obtenir qu'il y ait des caméras, c'est une très bonne chose. Je considère que c'est une avancée importante mais il faut aller beaucoup plus loin. Il faut commencer à réfléchir car n'oubliez pas qu'à Paris, le Champ de Mars est le seul parc qui ne peut pas être fermé.

Jack LANG lorsqu'il avait le parc des Tuileries à l'époque, s'est rendu compte qu'il fallait le fermer. Maintenant, le parc des Tuileries est un parc où tout se passe bien, les familles peuvent y aller sans problème, les touristes se promènent et il n'y a pas de délinquance ou très peu.

La solution que l'on vous demande, on ne vous demande pas de fermer les choses, le vœu n'a pas vocation à dire "on ferme le Champ de Mars", seulement ce que je souhaiterais, c'est que l'on étudie cette possibilité.

Dans tous les parcs du monde, cela se fait : que ce soit Hyde Park à Londres, que ce soit Central Park à New York, il y a la possibilité, quand on sait… comme on le savait le samedi matin, qu'il allait y avoir le soir un tas de monde… que l'on puisse fermer le parc, non pas pour empêcher l'ensemble des Parisiens ou les familles ou tout l'ensemble des Franciliens ou même les touristes de venir à ce moment-là, mais au moins pour qu'il y ait un système de fermeture qui, psychologiquement, puisse contrôler les entrées, comme cela se fait dans tous les parcs du monde, à Barcelone ou ailleurs.

Nous raisonnons vraiment comme il y a 50 ans ! C'est une nécessité d'étudier cette fermeture de Paris.

Je ne dis pas qu'il faille fermer, c'est ce que je demande.

Ce que nous demandons simplement, c'est qu'il y ait un groupe de travail qui soit créé sur ce sujet pour en étudier la possibilité.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - J'attire votre attention sur le fait que nous sommes loin d'avoir épuisé l'ordre du jour.

La parole est à Mme Emmanuelle DAUVERGNE.

Mme Emmanuelle DAUVERGNE. - Madame la Maire, mes chers collègues, je présente le vœu de Rachida DATI qui me l'a demandé et qui s'excuse puisqu'elle est retenue au Conseil des Ministres européens à Cannes.

Comme vous le savez, les nuits des 19 et 20 juin derniers, le Champ de Mars a été le théâtre d'incidents très sérieux.

Des centaines de lycéens étaient venus fêter la fin des épreuves du baccalauréat dans une ambiance bon enfant. Ces jeunes ont alors été pris à partie par ce qu'il faut appeler des voyous. Ces derniers ont provoqué des bagarres, afin notamment de commettre des vols de téléphones portables.

Suite à l'intervention des forces de police, ces individus se sont déplacés et sont allés commettre des actes de vandalisme et de pillage dans le 15e arrondissement, rue du Commerce, rue dans laquelle Philippe GOUJON a pu mesurer le désarroi des commerçants.

L'existence d'actes répréhensibles sur le Champ de Mars n'est malheureusement pas une nouveauté. Peu après son élection à la mairie du 7e arrondissement, Rachida DATI avait fait part de sa préoccupation sur cette question au Préfet de police. C'est ainsi que le Préfet de police a pris très rapidement un arrêté règlementant la vente et la consommation d'alcool sur le Champ de Mars et ses abords.

Néanmoins, si cette mesure de nature réglementaire était nécessaire, elle n'est pas suffisante. Il faut la compléter, entre autres, par un dispositif technique, à savoir l'installation d'une quinzaine de caméras de vidéo-protection.

Ce projet, qui fait partie du Plan 1.000 caméras, n'est pas nouveau. Les événements récents nous indiquent qu'il est aujourd'hui nécessaire de mettre en application ce plan. C'est une attente forte des Parisiens et pas uniquement des riverains du Champ de Mars.

Le Champ de Mars est fréquenté par tous, habitants du 7e arrondissement, de Paris, de France et d'ailleurs. Nous ne pouvons tolérer qu'il se transforme en arène de combats urbains.

Si Rachida DATI a présenté ce vœu en termes volontairement mesurés en Conseil du 7e arrondissement et aujourd'hui devant le Conseil de Paris, ce n'est pas pour susciter la moindre polémique. Il n'y a pas à polémiquer face au vandalisme mais, au contraire, à montrer notre unité, notre détermination et notre inflexibilité.

Nous souhaitons que ce vœu puisse être voté par nous tous, afin d'envoyer solennellement ce message et cet engagement du Conseil de Paris aux Parisiens qui attendent une réponse ferme de notre part.

Nous n'oublions pas que le Champ de Mars et le 7e arrondissement ne sont pas les seuls concernés. Je pense notamment au 15e arrondissement qui a subi très durement ces épreuves. Je pense aussi, même si la problématique est toute autre, dans le 19e arrondissement, qui a été le théâtre d'actes aussi dramatiques qu'inqualifiables. Lorsque nous évoquons une priorité, elle n'est, bien sûr, pas exclusive et nous souhaitons que les autres lieux qui ont connu des troubles récemment ou plus anciennement soient également bénéficiaires prioritaires de ce dispositif qui a vocation à s'étendre ensuite.

Je conclus en précisant qu'un tel dispositif technique ne peut fonctionner que s'il s'accompagne d'un dispositif humain, associant prévention, présence des autorités et le cas échéant, répression.

C'est la conjugaison de ces mesures qui permettra à chacun, riverains et visiteurs, de retrouver en toutes circonstances le plaisir de pouvoir profiter de cet espace exceptionnel qu'est le Champ de Mars.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, président. - Pour répondre, la parole est à M. Georges SARRE et ensuite à M. le Représentant du Préfet de police.

M. Georges SARRE, adjoint. - Madame le Maire, si vous le permettez, je souhaite d'abord répondre à M. POZZO di BORGO. Et, ensuite, passer à l'autre dossier qui concerne le Champ de Mars.

Cela me semble préférable de façon à ce que l'on rende à César ce qui appartient à César.

Monsieur le président POZZO-DI-BORGO, une partie des considérants de votre vœu et une partie de votre vœu lui-même sont assez justes. Une partie seulement, car certains de vos considérants ont tendance à passer sous silence le rôle qu'a su pleinement jouer la Ville de Paris, pour sa part, dans la gestion de ces événements, en particulier, mais sans doute est-ce lié à la complexité de la loi P.L.M et des prérogatives de la Mairie de Paris et des Mairies d'arrondissement, vous avez une tendance à confondre les initiatives que la Mairie de Paris a prise avec celles de la Mairie du 7e arrondissement.

Surtout vous appelez à la réalisation d'une étude pour améliorer la sécurité du Champ de Mars. Vous écrivez en même temps les conclusions de l'étude, à savoir que la solution miracle serait de fermer les lieux ou, en tout cas, vous avez nuancé vos propos depuis, vous dites: "je ne demande pas que cela se fasse mais prenons toutes les initiatives pour que, le cas échéant, on puisse passer à l'acte".

Je ne comprends pas très bien d'ailleurs ce que vous entendez par un système de fermeture permanent, à n'utiliser que dans certains cas. Quoi qu'il en soit, je doute que le Champ de Mars qui est traversé par deux voies publiques puisse être clôturé.

J'ajoute que les événements des 20, 21 et 22 juin sont très rares, heureusement! Une telle affluence n'a lieu que rarement dans l'année. Le Champ de Mars est avant tout le lieu où les touristes, les familles, les habitants du quartier affectionnent de se retrouver pour le soir, l'été quand il fait beau.

Quoi qu'il en soit, comme vous le savez, le Secrétariat général de la Ville de Paris, la DPP et la Préfecture de police avec la Mairie du 7e et la société d'exploitation de la Tour Eiffel planchent déjà sur ce sujet.

Je vous propose un vœu plus juste dans ces considérants et plus ouvert dans ces propositions. Je suggère aussi, Monsieur POZZO-DI-BORGO, que vous puissiez être entendu par le groupe de travail pour y avancer vos propositions concrètes et ainsi être directement avec ceux qui vont présenter un rapport pour que l'on voie ensuite ce qu'il sera utile et possible de faire.

Voilà pourquoi je vous invite à retirer votre vœu et à adopter celui de l'Exécutif. Je profite tout de même de cette intervention, et sans vouloir le moins du monde polémiquer avec vous, pour regretter que dans un premier élan, lorsque vous ayez fait part à la presse de votre analyse et de votre projet de fermeture du Champ de Mars, vous avez cru bon de taxer M. le Maire de Paris de laxisme au motif que des événements culturels et sportifs municipaux sont parfois organisés au Champ de Mars alors, il faut le souligner, qu'il ne s'est jamais produit d'incidents dans ce cadre et que, franchement, on ne voit pas très bien le rapport.

Chers collègues, Mesdames, Messieurs, je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je vais d'abord demander à M. POZZO-DI-BORGO s'il souhaite maintenir son vœu.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - J'ai également été mis en cause, je suis obligé de répondre, Madame la Maire. Je suis désolé.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - A ce compte-là, on va tenir séance demain matin.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Désolé, j'ai été mis en cause, c'est le règlement. Lisez votre règlement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Vous n'avez pas été mis en cause, M. SARRE vous a répondu courtoisement, ensuite vous avez des opinions différentes.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Je vais répondre courtoisement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Vous avez une minute.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Non, parce que j'ai été mis en cause.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Sinon, je ne vous donne pas la parole.

Au regard du règlement, vous n'avez pas à reprendre la parole, vous le savez parfaitement. Je suis laxiste comme vous le dites et je vous accorde une minute ou si vous ne souhaitez pas l'utiliser, vous ne l'utilisez pas.

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - J'ai été mis en cause, c'est le règlement, excusez-moi, Madame.

Premièrement, en réponse à M. SARRE, il est vrai que dans ce Champ de Mars il y a eu un accroissement des opérations publiques, là-dessus nous avons bien vu, les élus du Champ de Mars, que cela provoquait une évolution de la fréquentation du Champ de Mars.

Deuxième point, sur votre vœu.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Quel est le fait personnel ? S'il vous plaît ! Soyons raisonnables. Vous refaites l'intervention que l'on a déjà entendue précédemment !

M. Yves POZZO-DI-BORGO. - Monsieur SARRE, je suis tout à fait d'accord pour retirer mon vœu, la seule chose, on en avait discuté hier, je considère que ce vœu que vous proposez fait la synthèse, je demande simplement qu'un représentant par groupe, s'il souhaite y assister, puisse assister à la commission d'étude.

Je suis tout à fait d'accord pour voter ce vœu puisque le mot aménagement va nous permettre d'étudier toutes les possibilités.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur SARRE, une réponse brève.

M. Georges SARRE, adjoint. - Je réponds favorablement à la demande évidemment. Ceux qui veulent être entendus par le groupe de travail peuvent l'être sur leur propre demande, et avec un régime différent pour M. POZZO-DI-BORGO puisque déjà nous en avons parlé, je l'ai invité à aller à cette réunion de travail.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - On a compris que M. SARRE avait une pratique d'ouverture par rapport à votre suggestion.

J'ai bien entendu que vous acceptiez de retirer votre vœu. J'ai des demandes d'explication de vote de la part de Philippe GOUJON et Danielle FOURNIER.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Madame la Maire, je considère que ce vœu de l'Exécutif est un vœu fourre-tout qui déborde d'ailleurs largement du sujet de la vidéo-protection. S'il s'agit de traiter de l'ensemble de la politique relative aux violences à Paris, c'est aussi très lacunaire.

S'il s'agit de traiter, seulement, en tout cas, c'est quand même un des titres du vœu de la vidéo-surveillance, une bonne partie de l'exposé des motifs et du dispositif n'a rien à voir avec le sujet.

Le plus savoureux reste pour moi qui suis un peu à l'origine de ce plan 1.000 caméras, l'appel à la Préfecture de police pour accélérer sa mise en place alors que M. le Maire de Paris a rejeté systématiquement depuis 2005 tous les vœux que j'ai présentés sur le développement de ce dispositif.

Si la Mairie a d'abord été un frein serré à fond, les élections passant par là, le Maire de Paris a changé d'avis sans pour autant être devenu un élément moteur.

En tout cas, si demain le plan est appliqué, je crois que c'est une bonne solution aussi pour le Champ de Mars, les Parisiens le devront à la détermination du Président de la République et du Gouvernement et pas à l'immobilisme du Maire de Paris.

Pour revenir à ce vœu très concrètement, notre groupe le votera, néanmoins avec peut-être une proposition, si M. SARRE l'accepte, concernant le cinquième considérant, dans la mesure où je crois qu'il ne faut pas stigmatiser l'action de la justice et de la police puisqu'il y a une vingtaine d'interpellation, plusieurs personnes ont été déferrées et écrouées, d'ailleurs, devant le juge, majeures comme mineures, je pense qu'à la place de ce cinquième considérant, qui à mon avis ne trouve pas sa place dans ce vœu, il pourrait peut-être y avoir une autre phrase du style : "considérant qu'il faut que le T.G.I. prenne davantage en compte ces phénomènes", et si M. SARRE est d'accord sur cet amendement, nous voterons ce vœu.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, président. - J'ai d'autres demandes d'explication de vote.

Vous avez scindé les deux vœux qui portaient sur des sujets très connexes et sur le même lieu, le Champ de Mars. En effet, cela ne facilite pas l'organisation de la séance.

M. Georges SARRE, adjoint. - C'est tout simplement que je suis, si j'ose dire, ligne à ligne, la présentation des vœux qui sont numérotés, et pour répondre utilement à M. GOUJON, je lui demande à quel vœu il a rattaché son propos, car évidemment tout se tient, mais je n'ai pas encore répondu au vœu de Mme Rachida DATI, et je ne peux pas répondre utilement a des vœux qui vont se bousculer et tout va se mélanger.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur GOUJON, une précision sur le vœu.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Il est vrai que c'est un peu confus, car il y a deux vœux auxquels se substituent deux contre vœux de l'Exécutif, ce qui est un peu trop systématique à mon goût, comme l'a dit une de nos collègues tout à l'heure.

Pour faire court, je parlais du vœu n° 90 ter, c'est-à-dire le vœu que n'a peut-être pas encore présenté M. SARRE, mais que j'amende au préalable.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Il pourra tenir compte dans ses réponses de votre intervention.

J'ai également Mme Danielle FOURNIER et Mme Hélène BIDARD qui souhaitaient s'exprimer. Elles peuvent donc le faire sur les deux vœux ou l'un des deux à leur choix et ensuite, je donnerai la parole à Monsieur le Représentant du Préfet de police ainsi qu'à M. SARRE, et nous aurons, je pense, fait le tour du sujet.

Mme Danielle FOURNIER. - Je vais m'exprimer sur les deux vœux, les n^{os} 90 et 90 ter.

Dans le vœu n° 90, nous sommes particulièrement d'accord avec le quatrième paragraphe : "La police s'est montrée efficace. Il y a eu 29 interpellations, 22 placements en garde à vue, 13 déferrements, 2 personnes incarcérées".

J'allais dire : pourquoi changer une équipe qui gagne ? Je ne comprends pas qu'avec cet attendu-là, on en arrive à demander la vidéosurveillance. Si c'est efficace, Eh ! bien, continuons, disons.

En effet, la vidéosurveillance n'empêche pas les délits, elle se contente de les enregistrer. Elle ne nous rend pas moins anxieux, mais nous rend au contraire un peu plus surveillés. En tant qu'élus, nous pouvons nous rassurer en sachant que les lieux vont être de plus en plus surveillés, qu'ils peuvent être fermés à clef à certaines heures, mais je pense que ce n'est pas vraiment prendre nos responsabilités, en tout cas avoir une attitude responsable, et que le fait d'installer à tout va des caméras évite peut-être de se poser les vraies questions, les questions de l'origine de la délinquance, de la source de l'exclusion et du rejet.

Je disais qu'à travers cette question de la vidéosurveillance se met en place une société de méfiance, de contrôle technologique où la machine est censée répondre à toutes nos questions, tous nos problèmes.

Nous préférons la mise en place de la prévention et surtout nous préférons ne pas déplacer inutilement les contrôles. C'est pourquoi nous ne voterons, ni le vœu n° 90, ni le vœu n° 90 ter.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - C'est clair.

Madame BIDARD, vous avez la parole pour une explication de vote.

Mlle Hélène BIDARD. - Je vais essayer de faire court sur les deux vœux.

Premièrement, il faut différencier la compétence de l'État de celle de la Ville. Je crois que M. le Maire l'a fait explicitement et publiquement, je n'y reviendrai donc pas. Néanmoins, nous nous interrogeons sur la finalité réelle des vœux déposés de la part de la droite, et nous voterons contre.

Deuxièmement, puisque apparemment, le parc de vidéosurveillance à Paris est destiné à être renforcé, nous nous questionnons sur ceux à qui va échoir ce marché de la vidéosurveillance, dans quelles conditions, à quel coût, à quoi vont servir ces caméras. Cela pose la question de la création du comité d'éthique et de la charte d'utilisation. Il nous manque des données sur ce sujet. Donc, nous nous interrogeons et nous estimons que toutes les précautions doivent être prises concernant la vidéosurveillance, car ce sont plus que des questions éthiques, mais des choix de société qui se posent derrière l'utilisation de ces outils.

Dans l'attente d'avoir plus de précision, nous nous abstiendrons sur les autres votes.

J'en arrive à mon troisième et dernier point, je partage pleinement les propos de Madame la Présidente du groupe "Les Verts", j'ajoute que le contexte, c'est également le fichier scandaleux EDVIGE mis en place par le Gouvernement.

Je vous renvoie aux propos de la CNIL et de la Ligue des Droits de l'Homme sur ce sujet. Même si nous partageons une grande partie des considérants des vœux de M. SARRE, parce que nous manquons de données sur l'utilisation des caméras et parce que éthiquement, nous nous opposons à la surveillance, au fichage, nous nous abstiendrons sur les vœux de l'Exécutif.

Comme quoi, le groupe communiste est plus libéral que d'autres lorsqu'il s'agit de défendre les libertés individuelles !

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est M. le Représentant du Préfet de police et ensuite à M. Georges SARRE.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - S'agissant de la sécurité du Champ de Mars, l'organisation interne de la Préfecture de police garantit que la sûreté, la sécurité publique des riverains et la lutte contre la délinquance de voie publique n'est pas sacrifiée aux objectifs d'ordre public, puisque l'organisation interne de la Préfecture prévoit l'organisation de deux directions distinctes : la direction de l'ordre public, d'une part, et celle de la police urbaine de proximité, d'autre part.

Les services qui travaillent pour la protection des institutions de la république et diplomatiques sont donc distinctes de celles qui travaillent pour la sécurisation du Champ de Mars. Chaque jour, il y a une vigie permanente H24 au pied de la Tour Eiffel et des équipes de V.T.T.istes qui surveillent le Champ de Mars de 9 heures à 16 heures et qui sont relayées le soir par la B.A.C. civile du 7e arrondissement.

S'agissant de l'amélioration dans la durée, même si, dès le début des incidents, les effectifs ont été renforcés aux abords du Champ de Mars, des interpellations ont pu être faites, cette fois-ci en temps réel, mais évidemment, lorsqu'il y avait des déplacements de bandes, les caméras de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. sont tout à fait utiles pour l'élucidation des affaires et la prévention de la répétition des actes commis en bande.

Sur la vidéosurveillance aux abords du Champ de Mars, M. le Préfet de police s'est déclaré tout à fait disposé à ce que les caméras qui sont installées sur la voie publique aux abords du Champ de Mars visionnent aussi les jardins du Champ de Mars et permettent d'assurer la sécurité de ce domaine municipal. On pourrait même dire que l'exemple du Champ de Mars illustre la nécessaire coopération et le partenariat qui va prévaloir avec la Ville sur ce sujet dans le cadre du plan 1000 caméras. Mais, évidemment, la topographie du Champ de Mars est plus facile que dans d'autres lieux. Par exemple, dans le cadre des Buttes-Chaumont, on ne pourra pas visionner depuis la voie publique l'intégralité du parc.

Même si le Champ de Mars a d'ores et déjà une surveillance vidéo qui existe, elle est de faible résolution, il n'y en a qu'une, et elle est analogique sans enregistrement, donc du coup, n'est pas utilisable pour les procédures judiciaires.

Enfin, s'agissant de la situation rencontrée, une quinzaine de caméras peuvent être envisagées aux abords du Champ de Mars. Une fois le marché de partenariat public - privé conclu en fonction des contraintes technico-financières qui se poseront, le Préfet de Police s'est déclaré prêt à ce que le site, ainsi que les Buttes-Chaumont ou d'autres sites prioritaires, puissent bénéficier d'un déploiement prioritaire par rapport aux autres sites.

Enfin, s'agissant de la charte et du comité d'éthique, la semaine dernière, M. le Préfet de Police a écrit à M. le Maire de Paris, lui faisant une proposition pour que le déploiement de la vidéo-protection à Paris s'accompagne d'un dispositif de garantie absolue et d'information des Parisiens sur le respect des libertés publiques, et ce dispositif pourra non seulement afficher de manière claire, simple et lisible pour tous les dispositions législatives et réglementaires qui garantissent la protection de ces libertés et même, aller plus loin en associant des personnalités qualifiées et indépendantes.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. SARRE sur le vœu n° 90 déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Georges SARRE, adjoint. - Je vais répondre aussi complètement que possible aux différents intervenants.

Le vœu de Mme la Maire du 7e arrondissement et ses collègues du groupe U.M.P.P.A. traite en réalité de trois questions.

La question particulière du Champ de Mars, que nous venons de traiter à travers le vœu de M. POZZO-DI-BORGO, et celui de l'Exécutif.

La question des violences groupales, que je souhaite aborder ici, et dont je veux faire un axe privilégié du contrat parisien de sécurité.

La question de la vidéosurveillance enfin. Je vais y revenir dans quelques minutes, mais je voudrais en premier lieu rappeler très clairement qu'elle n'est pas la seule réponse à apporter aux violences groupales. Ces violences se multiplient, qu'elles soient à fins crapuleuses ou gratuites, sur des bases géographiques, ethniques ou religieuses. L'actualité nous démontre le développement des violences de groupe et des violences entre bandes.

Au-delà des incidents du Champ de Mars provoqués par des groupes, de l'agression du 19e sur fond de tension entre bandes, il y a quelques jours encore, dans le 13e arrondissement, vendredi soir, pour être précis, cinq jeunes âgés de 16 à 20 ans ont été interpellés à la suite d'une rixe entre bandes rivales.

Ces violences appellent une réaction forte de l'ensemble des acteurs de la sécurité à Paris.

La Ville de Paris, à travers la médiation des correspondants de nuit et l'intervention des inspecteurs de sécurité, a déjà pu éviter des affrontements, et encore récemment place Rosanoff dans le 12e arrondissement notamment.

Elle contribue aussi à la prévention de ces phénomènes à travers le travail des clubs de prévention, dont notre collègue Myriam EL KHOMRI assure le suivi.

Nous allons faire plus et mieux. Entre autres démarches, nous allons doubler le dispositif des correspondants de nuit, mettre en place une médiation de jour, et je proposerai une grande campagne en faveur de la citoyenneté entre les tensions groupales. En m'exprimant ainsi que je le fais, je rappelle tout simplement le programme qu'a présenté Bertrand DELANOË dans le cadre de la campagne des élections municipales.

Mais soulignons aussi que la Ville ne peut à elle seule répondre à ce phénomène. La Maire du 7e arrondissement doit savoir qu'il appartient à la Préfecture de police, au-delà des opérations de maintien de l'ordre, d'acquérir une connaissance fine de ces bandes, grâce à la police du renseignement et à la police urbaine de proximité, de surveiller leurs communications, notamment électroniques, et de contrôler leurs mouvements, notamment via la police des transports.

Elle doit savoir aussi qu'il appartient au Tribunal de Grande Instance de Paris de bien administrer la justice, c'est-à-dire d'élucider les affaires, de procéder à des condamnations rapides et surtout adaptées, d'offrir des solutions pénales convenables aux jeunes délinquants. Parce que si l'alternative c'est : soit de ne pas être condamné, soit passer pour un caïd parce qu'on est allé en prison, c'est-à-dire souvent à l'école du crime, alors oui, les bandes, chers collègues, ont de beaux jours devant elles.

Les structures partenariales, où nous pouvons échanger de l'information et réunir tous les acteurs territoriaux pour traiter des problèmes de délinquance, n'ont pas partout été créées. Et cela date ! Quand elles ne l'ont pas été, c'est le plus souvent par carence du parquet. Je pense en particulier aux groupes locaux de traitement de la délinquance prévus au Contrat parisien de sécurité.

Alors, la Maire du 7e arrondissement pourrait peut-être voir, avec le cabinet de la Garde des Sceaux, où elle doit avoir quelques entrées, si des moyens supplémentaires peuvent être donnés au Tribunal de Grande Instance de Paris, et je lui en serai très reconnaissant.

Et si la police et la justice...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Si vous voulez bien conclure, s'il vous plaît ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Non, parce que je réponds à toutes les questions.

Et si la police et la justice veulent bien partager les informations dont disposent les acteurs locaux dans le cadre des instances partenariales appropriées, nous sommes vraiment, chers collègues, demandeurs.

Voilà, en substance, ce que dit le vœu de l'Exécutif sur les violences groupales, que je vous demanderai d'adopter.

J'en viens à la vidéosurveillance.

Bien sûr, ce dispositif peut être utile au renforcement de la sécurité, notamment face aux violences groupales parce qu'il a un effet de dissuasion et surtout il aide à l'élucidation des affaires. On l'a vu récemment dans l'affaire du meurtre de la rue de l'Encheval, par exemple.

Mais la vidéosurveillance peut aussi offrir une protection supplémentaire bien plus importante : elle peut servir à détecter des comportements délictueux, voire criminels, et à diligenter des interventions pour les éviter.

Encore faut-il, pour cela, que les effectifs policiers soient renforcés, pour visionner les images en temps réel et procéder aux interventions immédiates nécessaires.

Nous attendons sur ce point des garanties de la Préfecture de police. Plus de caméras ne doit pas rimer, chers collègues, avec moins de policiers !

Sur ces bases, la Mairie de Paris a donné il y a près d'un an son accord au Préfet de police...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - S'il vous plaît, vous en êtes à 7 à 8 minutes, là !

M. Georges SARRE, adjoint. - Non !

(Rires dans l'hémicycle).

… pour soutenir la mise en place d'installation de 1.000 caméras supplémentaires dans Paris et le programme de la Municipalité parisienne fait référence au développement de la vidéosurveillance des équipements municipaux.

Mais, à ce jour, le plan des 1.000 caméras de la Préfecture de police n'a pas été présenté à M. le Maire de Paris, ni au Conseil de Paris, ni a fortiori aux maires d'arrondissement. Il semble que les délais administratifs et techniques contraignent la Préfecture de police, mais il semble aussi que, selon la formule de George Orwell, certains maires d'arrondissement soient plus égaux que d'autres face aux informations qui émanent du ministère de l'Intérieur sur le nombre et l'emplacement des caméras prévues dans leurs arrondissements.

Cela ne me semble pas très convenable.

Alors, je demande, une fois de plus, que nous avancions dans la transparence avec la Préfecture de police. Je demande que nous mettions à profit les délais administratifs et techniques qui s'imposent à la Préfecture de police pour faire de la pédagogie et de la concertation sur ce plan, pour mettre en œuvre toutes les garanties qui doivent être offertes en matière de respect des libertés publiques et pour que les élus locaux contribuent au choix des emplacements et à l'efficacité du dispositif.

En conclusion…

(Exclamations de soulagement dans l'hémicycle).

Mais je peux m'arrêter là et les collègues de l'U.M.P. n'auront pas eu toutes les réponses qu'ils sont en droit d'attendre, notamment sur...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur SARRE, c'est la deuxième fois que vous prenez la parole, donc je crois que vous avez eu largement la possibilité de répondre à l'ensemble des orateurs.

M. Georges SARRE, adjoint. - Ecoutez ! Je vous invite à faire distribuer mon texte, ce sera beaucoup plus simple et plus reposant pour moi ! C'est dommage pour mes collègues de l'U.M.P.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Non, je n'ai pas de tropisme particulier, mais je rappelle…

M. Georges SARRE, adjoint. - Moi non plus !

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - … dans mon rôle, chacun à la modération dans l'expression, si on ne veut pas terminer devant une salle vide. Or, il y a encore beaucoup de sujets, notamment les vôtres, Monsieur SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Ce n'est pas moi qui ai conçu le plan.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je vais mettre aux voix...

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Non, j'ai demandé...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je sais que tout le monde est gagné par la fatigue, donc reformulez d'une phrase !

Puis M. SARRE vous répond et nous passons au vote.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - J'ai demandé un amendement que M. SARRE veuille bien accepter : modifier le cinquième considérant, ce qui nous permettrait de voter ce vœu.

Je proposais : "Considérant qu'il faut que le T.G.I. prenne davantage en compte ces phénomènes" à la place de la phrase qui existe. C'est cette réponse que j'aurais voulu entendre de M. SARRE, de façon à pouvoir voter de façon unanime ce vœu.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Monsieur SARRE, acceptez-vous cette modification ou non ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Attendez, cela ne se passe pas comme cela ! Je suis tout prêt à faire un geste...

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - On ne va pas y passer la soirée non plus.

M. Georges SARRE, adjoint. - S'il y en a qui s'ennuient ici, ils s'en vont !

Je suis tout à fait prêt à faire un geste rédactionnel pour que tout le monde se retrouve dans ce vœu. C'est pourquoi je fais la proposition suivante, Monsieur GOUJON : "Considérant qu'il faut que les réponses judiciaires aux violences groupales puissent s'appuyer sur les moyens nécessaires à une bonne administration de la justice et notamment à une bonne exécution des peines".

Si cette proposition vous convient, nous sommes d'accord.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 89 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 130).

Les vœux nos 90 et 90 bis sont retirés.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de vœu référencé n° 90 ter amendé, déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de vœu est adopté. (2008, V. 131).

Voeu déposé par le groupe UMPPA relatif aux désagréments dus au nouveau passage attenant à la piscine Keller et à la cour du collège Guillaume Apollinaire.
Voeu déposé par l'Exécutif.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen des vœux référencés nos 91 et 91 bis dans le fascicule, déposés par le groupe U.M.P.P.A. et l'Exécutif, relatifs aux désagréments dus au nouveau passage attenant à la piscine Keller et à la cour du collège Guillaume Apollinaire.

Je donne la parole à Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN.

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Merci, Madame le Maire.

Il est parfois agréable d'avoir raison avant tout le monde, mais en l'espèce, pour tous les habitants du quartier Emeriau - Zola qui subissent les désagréments de ce passage attenant à la piscine Keller et à la cour du collège Guillaume Apollinaire dans le 15e arrondissement, je suis navrée de ne pas avoir réussi à convaincre la Mairie de Paris avec mes collègues de la majorité du 15e arrondissement, il y a trois ans, de renoncer à la configuration projetée.

En effet, le dit passage a remplacé l'ancienne rampe Zola qui rendait bien des services aux riverains de ce quartier, aux riverains de la dalle Keller. Et cette rampe Zola a été détruite à l'été 2006 sans concertation, en catimini, pendant les vacances des Parisiens.

A l'époque, avec les élus de la majorité du 15e arrondissement, et notamment Philippe GOUJON, nous avions exprimé nos craintes au sujet de ce cheminement. Nous nous inquiétions de ce goulet anxiogène entre deux palissades, d'un accès à la dalle rompu et remplacé par un escalier et un ascenseur soumis aux aléas du fonctionnement.

Aujourd'hui, que dénoncent les riverains, mais aussi le principal du collège Guillaume Apollinaire, la directrice de l'école maternelle de l'avenue Emile-Zola ? Des attroupements dans ce passage, des nuisances nocturnes, des actes de malveillance, le passage de scooters à vive allure, des intrusions dans la cour de l'école et des problèmes d'éclairage.

Pourtant, à l'époque, la S.E.M.E.A.-15 s'était engagée à un aménagement de qualité. Je vous invite à venir le constater par vous-mêmes. L'aménagement qui est proposé aujourd'hui n'a rien à voir avec les plans et la maquette.

C'est la raison pour laquelle, avec mes collègues Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON Alain DESTREM et les élus du groupe U.M.P.P.A., nous demandons au Maire de Paris que l'éclairage de ce passage soit renforcé, que ce lieu soit régulièrement nettoyé et qu'un panneau interdisant l'accès aux motos, ainsi que des plots, puissent être installés rapidement pour garantir la sécurité des habitants et des enfants.

Enfin, nous souhaitons la mise en place d'un système de vidéo-protection sur ce site, qu'il soit étudié dans l'intérêt des familles et des enfants, afin de dissuader des bandes de s'installer.

Enfin, je me demande vraiment ce que le Maire de Paris a de mieux à faire en ce moment plutôt que de siéger en séance, alors que nous examinons les problèmes de la vie quotidienne des Parisiens.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Merci beaucoup.

Madame le Maire, chers collègues, naturellement, la Municipalité parisienne et les services sont tout à fait prêt à rechercher les solutions pour améliorer avec vous l'éclairage, le nettoiement et la signalétique dans le passage attenant à la piscine Keller et à la cour du collège Apollinaire. D'ailleurs, la municipalité parisienne, notamment Mme Anne HIDALGO, a voté ce vœu au conseil d'arrondissement.

La S.E.M. Paris-Seine, qui est propriétaire du passage, et qui en assure l'entretien, s'est d'ores et déjà engagée à renforcer le contrôle de la prestation de nettoyage et a prévu la pose de supports pour sacs poubelles.

Avec les services de la voirie, elle va étudier la possibilité d'installer des barrières ou d'autres dispositifs pour interdire le passage des scooters et le stationnement automobile devant la piscine. La pose de panneaux interdisant le passage des deux-roues est aussi prévue.

Par ailleurs, il est procédé en ce moment à des mesures du niveau d'éclairage programmé la nuit, afin de déterminer s'il est nécessaire de compléter le dispositif installé.

Votre vœu est donc presque déjà exaucé avant que d'être voté !

Je vous propose cependant d'amender le dernier point du vœu proprement dit, parce qu'en ce qui concerne les caméras, en effet, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, qu'il faut penser à la vidéosurveillance parisienne de façon globale.

La Préfecture de police doit engager la concertation sur le plan des 1.000 caméras et nous verrons dans ce cadre, avec la S.E.M. Paris-Seine, ce qu'il est souhaitable et possible de faire dans ce passage. Vous comprendrez aussi que je n'ai pas l'intention d'arbitrer des compétitions entre ceux qui veulent être les premiers ou les deuxièmes ou les troisièmes pour l'installation des caméras.

Je vous propose donc d'accepter la version amendée de votre vœu qui pourrait donc être voté par la majorité municipale parisienne comme par l'opposition. L'amendement porte sur le dernier point du vœu, il est modifié et ainsi rédigé : "Que la mise en place d'un système de vidéosurveillance sur ce site soit envisagé avec la S.E.M. Paris-Seine dans le cadre de la concertation globale qui doit être mise en œuvre autour du plan des 1.000 caméras".

Voilà, Madame la Présidente, ce que je voulais répondre.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur SARRE.

Est-ce que le groupe U.M.P.P.A. maintient son vœu, bien que M. SARRE ait amendé le sien ?

Mme Géraldine POIRAULT-GAUVIN. - Avec l'amendement, nous acceptons de voter l'amendement et de voter tous ensemble le vœu ainsi amendé, puisqu'il a fait l'unanimité dans le Conseil du 15e arrondissement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Donc, vous ne maintenez pas votre voeu et vous voterez celui de l'Exécutif qui est le vôtre avec cette modification.

C'est l'amendement n° 91 bis qu'il faut voter puisqu'il tient compte du vôtre et avec la précision qui a été apporté par M. SARRE.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 91 bis déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 91 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu référencée n° 91 déposée par le groupe U.M.P.P.A., amendée par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de voeu est adoptée. (2008, V. 132).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au renforcement du dispositif GPIS dans le quartier des Hauts de Malesherbes.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous allons examiner le vœu référencé n° 92 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif au quartier des Hauts de Malesherbes.

Mme Brigitte KUSTER était inscrite. Mme Laurence DOUVIN s'exprime pour elle.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Madame la Maire.

Nous allons effectivement ensemble, si vous le voulez bien, dans le quartier des Hauts de Malesherbes, où en 2006 le dispositif du G.P.I.S. a été mis en place. Malheureusement, à partir de 2007, l'O.P.A.C. n'a pas tenu ses engagements, puisqu'il n'a été maintenu que les interventions sur appel téléphonique et que le système des rondes a été supprimé.

Or, de nombreux locataires relayés par leurs associations souhaitent le rétablissement du dispositif initial avec les rondes, puisque cela s'intègre précisément dans les efforts de prévention que nous visons à accomplir.

C'est pourquoi nous demandons que le G.P.I.S. à travers l'O.P.A.C. rétablisse le dispositif de prévention sur appel téléphonique et celui des rondes quotidiennes afin de préserver la sécurité et la tranquillité des locataires des Hauts de Malesherbes et au-delà bien entendu des voisins.

Je vous remercie.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - La parole est à M. Georges SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Madame la Présidente, je voudrais répondre aussi brièvement que possible.

La situation dans cette partie du 17e arrondissement, je vais la rappeler. La vérité, c'est que dans ce secteur, vous avez la chance de bénéficier de l'installation de la base parisienne du groupement inter bailleur de surveillance et donc du meilleur temps de réactivité de ce service.

La vérité concernant le 17e arrondissement, et plus précisément les Hauts de Malesherbes, c'est que cet ensemble immobilier a été construit récemment et que le G.P.I.S. l'a aussitôt intégré dans le patrimoine qu'il surveille afin d'éviter de façon préventive que ce lieu ne se dégrade. C'est ainsi que quatre cent quarante sept rondes ont été effectuées sur le site des Hauts de Malesherbes en 2007, et déjà deux cent sept depuis le début de l'année 2008, dont trente-six en juin.

Comme vous le voyez, c'est donc plus qu'une ronde par jour. D'ailleurs, on me dit que les représentants associatifs des habitants, notamment M. BOULAND pour ne pas le citer, font part de leur satisfaction quant à l'action du G.P.I.S.

Puis, il y a des indicateurs qui ne trompent pas, quand les six cent cinquante quatre rondes effectuées par le G.P.I.S. depuis dix-huit mois ne donnent lieu qu'à neuf évictions des parties communes, c'est bien que le site est plutôt calme. D'ailleurs, s'ils veulent une plus grande présence - je parle des locataires - du G.P.I.S., j'invite les habitants à l'appeler, puisqu'il se déplace en plus des rondes sur simple appel téléphonique des habitants. Mais le G.P.I.S. reçoit moins de trois appels par mois de la part des habitants de ce site qui n'ont donc, Madame la Maire, pas le même sentiment que vous sur l'impérieuse nécessité d'y installer un homme du G.P.I.S. à chaque étage.

La vérité, enfin, c'est que le G.P.I.S. remplit bien sa mission à Paris. Je souhaite qu'il le fasse mieux encore et d'ailleurs, nous avons augmenté ses moyens. Nous y consacrons près de 6 millions d'euros par an, près des deux tiers du budget de fonctionnement de la DPP. Nous devons aussi réfléchir à raccourcir ses délais d'intervention dans le sud et l'est parisien, plus éloignés de la base, mais franchement, quand on se souvient de ce qui se passait avant, notamment avant le N.S.2., je crois que la majorité de l'époque, l'opposition aujourd'hui, devrait être fair-play.

Je vous demande de retirer votre vœu, car le dispositif de prévention d'appels téléphoniques et de rondes quotidiennes que vous demandez de rétablir existe déjà.

Voilà ce que je voulais vous dire en essayant de faire court au maximum.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe présidente. - Souhaitez-vous retirer votre vœu, Madame DOUVIN ?

Mme Laurence DOUVIN. - Le vœu est maintenu puisque nous avons entendu un bilan de satisfaction du G.P.I.S., mais nous avons un sentiment d'insécurité des habitants, qui est aussi important et s'exprime fortement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe présidente. - Avis de l'Exécutif ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Défavorable, rejet.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.P.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A relatif aux problèmes de gardiennage dans les parcs et jardins du 17e arrondissement.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, présidente. - Nous examinons le vœu référencé n° 93 dans le fascicule, déposé par le groupe U.M.P.P.A., relatif aux problèmes de gardiennage dans les parcs et jardins du 17e arrondissement.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Il s'agit cette fois-ci des parcs et jardins du 17e arrondissement, notamment ceux du nord, je veux parler précisément du square Emile Borel et du nouveau parc Cardinet-Batignolles, puisque les incivilités et les plaintes s'y multiplient. Nous émettons donc le vœu que soient renforcées les équipes d'agents d'accueil et de surveillance, puisque ceux-ci sont rattachés à plusieurs sites, ce qui empêche toute surveillance continue.

Nous demandons également que soient renforcés les effectifs de surveillance par les agents de la Direction prévention et protection, et que les effectifs de la Direction prévention et protection puissent prêter main-forte à un moment particulier qui est la fermeture chaque soir du square Emile Borel, endroit particulièrement sensible.

Enfin, que des recommandations sur la vigilance soient transmises par le Maire de Paris aux personnels concernés.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe présidente. - La parole est à M. SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Oui, Madame, je connais le problème particulier du quartier du square Emile Borel et de la rue Vauvenargues. D'ores et déjà nous veillons avec ma collègue Fabienne GIBOUDEAUX, comme j'ai eu l'occasion de le dire à votre adjoint M. DIVRY à plusieurs reprises, à ce que la DEVE. et la D.P.P. renforcent leur surveillance. Nous avons réagi.

Lorsque notre Assemblée saura la nature des faits auxquels vous faites référence, par exemple ceux du 9 juin dernier, lorsque 50 individus en bande munis de câbles de cuivre, de matraques, s'en sont pris aux policiers leur lançant des bouteilles de verre et que ceux-ci ont été contraints de faire usage de leurs "flash ball" pour procéder à 12 interpellations, alors nous comprendrons tous que c'est à la police nationale de faire, Madame, son travail. Elle le fait déjà.

Elle doit le faire davantage. Mais il ne faut pas faire comme si les agents de la DEVE ni même de la D.P.P. pouvaient se substituer à la police nationale, notamment dans ce genre de circonstances. Je vous rappelle que ce ne sont pas des policiers, qu'ils ne sont pour ainsi dire pas armés et que ce n'est d'ailleurs pas leur mission.

La Ville, j'ai eu l'occasion de l'expliquer, fait beaucoup pour la prévention et la sécurité des Parisiens à travers ses correspondants de nuit, ses agents de surveillance, ses inspecteurs de sécurité, le G.P.I.S., les clubs de prévention subventionnés, etc.

Le travail de police, c'est le travail de la police, et je ne peux pas cautionner les déclarations publiques de vœux comme si l'opposition municipale était subitement prise d'une frénésie pour faire oublier que l'essentiel des missions de police et l'administration de la justice sont des missions régaliennes de l'Etat.

Je donne un avis défavorable à votre vœu, sauf à ce que vous fassiez preuve de davantage de bonne foi et que vous le retiriez !

(M. François DAGNAUD, adjoint, remplace Mme Gisèle STIEVENARD au fauteuil de la présidence).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Dans ce vœu, il n'est question que de vigilance et de surveillance. Je crois qu'il s'agit bien de missions qui appartiennent aux équipes d'agents et de surveillance et aux agents de la Direction de la prévention et pas aux forces de police.

Le vœu est clair, il est évident que je ne le retire pas.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe U.P.P.P.A., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est repoussée.

2008, DPVI 10 - Signature d'une convention avec l'association "Savoirs Pour Réussir Paris" menant une action au titre de la Politique de la ville pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPVI 10 relatif à la Signature d'une convention avec l'association "Savoirs Pour Réussir Paris" menant une action au titre de la Politique de la ville pour l'attribution d'une subvention de 50.000 euros.

La parole est à Mme Frédérique PIGEON.

Mme Frédérique PIGEON. - Ce vœu autour du dispositif "Savoir pour réussir Paris", un dispositif nouveau pour la ville qui va permettre à une centaine de jeunes de se voir aidés dans la lutte contre leur problème d'illettrisme. Ce dispositif accueillera une centaine de jeunes par an, autour des difficultés de lecture lorsqu'ils auront été repérés dans le cadre de la journée d'appel pour la préparation à la défense. Ils seront suivis lors d'un parcours de 18 à 24 mois.

C'est un dispositif particulièrement important, car l'on connaît approximativement la part de personnes illettrées en France. Elle est estimée à 9 % sur la tranche d'âge 18-65 ans, et l'on sait que dans les quartiers "politique de la ville", dans les quartiers en difficulté, où que l'on peut appeler en développement, ce taux double.

La Ville de Paris est aux côtés de l'Etat dans cette lutte contre ce problème difficile, sachant qu'il relève essentiellement de l'Etat, mais la Ville y contribue et c'est notamment un nouvel axe du contrat urbain de cohésion sociale signé avec la Ville de Paris.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La parole est à Mme Gisèle STIEVENARD pour vous répondre.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - Merci, Madame PIGEON, de mettre un coup de projecteur sur ce dispositif particulièrement innovant de lutte contre l'illettrisme, qui va permettre une aide individualisée pour une centaine de jeunes par an, avec des tuteurs bénévoles, pour des parcours de 12 à 24 mois.

C'est d'ailleurs la déclinaison à Paris d'une opération nationale, "Savoir pour réussir", initiée par la fondation des Caisses d'épargne pour la solidarité avec le professeur BENTOLILA, un expert reconnu, une référence en la matière.

La Ville complète ainsi son action en matière de lutte contre l'échec scolaire et de lutte contre l'illettrisme en accordant à ce dispositif 50.000 euros dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je soumets ce projet au vote.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 10.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPVI 10).

2008, DPVI 20 - Subventions à 14 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier "La Chapelle - Porte d'Aubervilliers" (18e). - Montant total : 56.100 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPVI 20 relatif à l'attribution de subventions d'un montant de 56.100 euros à 14 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier "La Chapelle - Porte d'Aubervilliers" (18e), sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 94.

La parole est à Mme STIEVENARD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe, au nom de la 5e Commission. - C'est un projet qui est momentanément suspendu et que nous représenterons le moment venu, s'il peut se réaliser. Cela concerne l'association les "Métamorphoses singulières" pour une subvention de 4.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Amendement numéro 94, on parle de la même chose ? Oui.

Je mets aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 94 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 94 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 20 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DPVI 20).

2008, DFPE 52 - Signature d'une convention passée avec l'association "Crescendo" pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation de travaux de réhabilitation de la halte-garderie "Vivre au Jardin" (20e). - Montant : 167.593 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 52 relatif à la signature d'une convention passée avec l'association "Crescendo" pour l'attribution d'une subvention de 167.593 euros pour la réalisation de travaux de réhabilitation de la halte-garderie "Vivre au Jardin" (20e), sur lequel l'Exécutif a déposé l'amendement n° 95.

La parole est à Christophe NAJDOVSKI pour la présentation de l'amendement n° 95.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 6e Commission. - C'est un amendement technique suite à une erreur matérielle.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Il sera rectifié par l'adoption de l'amendement.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet d'amendement n° 95 déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet d'amendement n° 95 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 52 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DFPE 52).

2008, DFPE 277 - Modification des modalités de calcul des participations familiales dans les crèches collectives, haltes-crèches, crèches familiales, jardins d'enfants et jardins maternels de la Ville de Paris.
2008, DFPE 278 Modification des modalités de calcul des participations familiales dans les haltes-garderies de la Ville de Paris.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 277 concernant la modification des modalités de calcul des participations familiales dans les crèches collectives, haltes-crèches, crèches familiales, jardins d'enfants et jardins maternels de la Ville de Paris, sur lequel l'amendement n° 96 a été déposé par le groupe "Les Verts", ainsi qu'à l'examen du projet de délibération DFPE 278 sur lequel l'amendement n° 97 a été déposé par le groupe "Les Verts".

La parole est d'abord à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Je tiens par cette courte intervention à exprimer les regrets du groupe M.R.C. comme, je pense, l'ensemble des élus de ce Conseil concernant la décision de la C.A.F. d'aligner le mode de calcul des revenus du foyer sur celui de la province. Cela a conduit à une augmentation de près de 40 % des prix des crèches à Paris.

L'argument avancé par la C.A.F. peut cependant être difficilement contré. Il paraît anormal que schématiquement la province paie pour Paris. Cependant, il est de notoriété publique que la vie est plus chère à Paris, que ce soit, par exemple, en terme de loyer ou d'alimentation.

Il me semble donc dommage que le critère de cherté de la vie ne puisse être pris en compte dans le barème et que cette décision tombe alors même que des familles ont déjà procédé à l'inscription de leurs enfants. Les tarifs qui leur ont été communiqués ne seront pas ceux qui seront appliqués.

Ainsi, la décision prise va être ressentie très durement par les familles appartenant aux classes moyennes qui, nous le savons, ont du mal à se maintenir dans la Capitale, malgré un effort tout particulier de notre ville en ce domaine.

Nous devrons veiller à ce que cela ne remette pas en cause notre politique volontariste en faveur de la mixité sociale. Dans ce contexte, le groupe M.R.C. tient tout particulièrement à saluer les capacités de négociation de l'Exécutif qui a réussi à obtenir un étalement de cette augmentation sur trois ans et à ce que cette mesure ne soit appliquée qu'aux nouveaux entrants, c'est-à-dire aux nouveaux enfants.

Nous voterons donc ce projet de délibération.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je donne directement la parole à Mme Danielle FOURNIER qui présentera l'amendement n° 96 déposé par son groupe.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

N° 96 et n° 97 parce que c'est un peu la même chose, le raisonnement est le même. Ils concernent la révision tarifaire dans les crèches et les haltes-garderies. Il s'agit de mettre fin à une exception parisienne qui dure depuis cinq ans, suite à une erreur d'interprétation d'une circulaire et de revenir au droit commun.

La négociation est d'autant moins facile qu'il s'agit aussi de faire accepter par la C.A.F., de rentrer dans une négociation avec la C.A.F. puisque c'est l'organisme qui finance à plus de 50 % les programmes de création de places en crèches.

Nous tenons à noter que des améliorations significatives ont été apportées pour la mise en oeuvre de cette révision tarifaire. Le lissage sur trois années, le fait que le dispositif ne s'applique qu'aux nouveaux entrants et que le plafond, initialement prévu à un peu plus de 5.000 euros, a été relevé à un peu plus de 7.000 euros.

Nous souhaiterions aller plus loin dans un souci de justice sociale puisqu'il y a 2.300 familles sur un total de 24.000, soit 10 % qui sont au-dessus du plafond nouveau relevé à 7.145 euros. Il nous semble nécessaire d'introduire un découpage tarifaire entre 7.000 euros et 20.000 euros, nous pensons que la question ne se pose pas de la même façon pour les familles.

C'est pourquoi nous demandons que les tarifs journaliers applicables dans les crèches collectives, haltes-garderies, crèches familiales, jardins d'enfants et jardins de maternelles soient déplafonnés et échelonnés avec une progression tarifaire selon les revenus des familles.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Pour vous répondre sur ces deux amendements portant sur les deux projets de délibération DFPE 277 et 278, la parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 6e Commission. - Merci, Monsieur le Maire. Je remercie les deux oratrices de s'être exprimées sur ce projet de délibération.

Je partage, tout d'abord, les regrets exprimés par Mme BACHE au sujet de cet alignement des tarifs des crèches parisiennes sur les barèmes nationaux de la C.A.F.

Je rappelle que le contrat enfance jeunesse, voté à l'unanimité par le Conseil de Paris en février 2007 sous la précédente mandature, prévoit de mettre en conformité, à partir de cette année, les tarifs des établissements parisiens de la petite enfance avec les barèmes nationaux appliqués partout en France et c'est l'objet du présent projet de délibération qui constitue une obligation pour la Ville de Paris.

La tarification dans les établissements de la Petite enfance est donc fixée par une circulaire de la CNAF, Caisse nationale d'allocations familiales, qui date de 2002. Cette circulaire détermine des barèmes de tarification définis en fonction des revenus des parents.

Suite à une erreur d'interprétation de la circulaire, les tarifs ont été minorés pour les familles parisiennes. Les revenus servant de base de calcul aux participations des familles qui ont été pris en compte étaient les revenus après abattement alors qu'ils devaient l'être avant abattement.

L'an dernier, la C.A.F. et la Ville de Paris ont convenu d'appliquer les barèmes nationaux à l'échéance du contrat enfance 2007-2010. Je vous lis l'article 3 du contrat : "Les modalités d'application du barème des participations familiales définies par la Caisse nationale d'allocations familiales s'appliquent progressivement sur la durée du contrat pour les établissements d'accueil des jeunes enfants conformément à la circulaire CNAF n° LC 2002-176".

Pour répondre à l'obligation qui lui est faite, l'Exécutif parisien met en oeuvre cette nouvelle tarification. Le dispositif proposé, vous l'avez rappelé, Madame FOURNIER, consiste à appliquer les nouveaux tarifs progressivement d'ici 2010 et à ne pas les appliquer aux parents dont l'enfant était déjà inscrit en crèche.

Pour les nouveaux entrants, l'application des tarifs correspondra à une augmentation de 12 % à la rentrée 2008 et toutes les familles se verront appliquer les barèmes nationaux d'ici décembre 2010 à l'échéance du contrat.

A noter que pour les familles modestes, l'augmentation sera atténuée de facto par un bénéfice supplémentaire au titre du crédit d'impôt attaché aux frais de garde des enfants de moins de 7 ans. Le montant supplémentaire d'argent à acquitter sera modéré, de ce fait, pour 1/3 des familles parisiennes aux revenus les plus modestes. Pour elles, la hausse réelle sera comprise, selon leurs revenus, entre 4 et 11 euros par mois.

Rappelons également que les tarifs des crèches n'ont pas été révisés depuis 2002, soit depuis six ans. Le choix de ces aménagements a un coût pour la Ville et pour la C.A.F. Il nous faut saluer l'effort important consenti par la Ville de Paris, de l'ordre de 15 millions d'euros sur trois ans en perte de recettes pour accompagner ce rattrapage tarifaire.

Par ailleurs, le tarif comporte pour les plus bas et les plus hauts revenus un tarif plancher et un tarif plafond, vous l'avez rappelé Madame FOURNIER. Le tarif plancher est calculé sur la base du RMI d'une personne isolée avec un enfant, il est de 555 euros mensuel, ce plancher reste inchangé. En revanche, le tarif plafond est fixé par la collectivité gestionnaire.

Afin de rendre plus homogènes les efforts des parents et par souci de justice sociale, il a été décidé de relever le revenu plafond de 5.140 euros à 7.145 euros soit 2.000 euros de plus.

Les élus du groupe "Les Verts" proposent dans un amendement que ce plafond soit supprimé. Je ne suis pas défavorable au principe sous-tendu par cet amendement, c'est d'ailleurs le sens du relèvement du plafond prévu dans le projet de délibération.

L'Exécutif propose un tarif plafond des établissements de garde collective en rapport avec les tarifs moyens pratiqués pour la garde à domicile pour ne pas dissuader l'accès aux crèches municipales. Il nous a donc semblé pertinent de maintenir un tarif plafond à 857 euros par mois correspondant à un revenu plafond de 7.145 euros.

Je précise que la Ville sera 2.795 euros au-dessus du plafond préconisé par la C.A.F. qui est de 4.350 euros, plafond que la plupart des villes appliquent. Nous sommes largement au-dessus et donc l'effort que nous faisons en matière d'équité des tarifs doit être souligné. Il va dans le sens de l'amendement proposé sans aller toutefois jusqu'à un déplafonnement total.

En outre, l'amendement du groupe "Les Verts" s'il était adopté tel quel ne pourrait être recevable. En effet, la circulaire de la CNAF de 2002 impose la fixation d'un plafond. Nous irions dès lors à l'encontre de l'objet de ce projet de délibération qui est précisément de nous placer dans la conformité vis-à-vis de cette circulaire. Compte tenu de ces éléments, j'invite mes collègues du groupe "Les Verts" à retirer leur amendement.

Je voudrais simplement, pour conclure, souligner l'effort que la collectivité parisienne fourni pour offrir un meilleur accueil pour les petits Parisiens en tenant compte des situations personnelles et professionnelles diversifiées de leurs parents. Citons le développement de l'offre de places dans les structures collectives. Je rappelle la programmation de 4.500 nouvelles places en structures collectives pour la mandature, le soutien aux initiatives permettant des horaires adaptés pour les parents qui travaillent tôt le matin ou tard le soir, le soutien à l'accueil à domicile par une aide financière appelée "Papado", Paris petit à domicile, qui a été mise en oeuvre par ma collègue Olga TROSTIANSKY, il y a quelques années, l'aide apportée au travail des assistantes maternelles par le biais des relais assistante maternelle, etc.

Il convient de souligner la qualité et la quantité de l'offre en crèches et en haltes-garderies qui est une spécificité parisienne. Paris concentre ainsi plus de 8 % des places nationales en crèches et haltes-garderies pour 3 % des enfants de moins de trois ans vivant en France, plus de la moitié des enfants parisiens âgés de moins de trois ans ont aujourd'hui accès ces structures collectives.

Aux côtés des familles et de la C.A.F., la Ville entend intensifier encore ces efforts dans le secteur de la Petite enfance.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame FOURNIER, le groupe “Les Verts” répondra-t-il favorablement à l’appel de l’adjoint Christophe NAJDOVSKI ?

Mme Danielle FOURNIER. - Devant ces précisions, ces engagements, oui.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous remercie. Les deux amendements sont donc retirés, si je comprends bien.

Nous pouvons passer au vote des deux projets de délibération.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 277.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 277).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 278.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 278).

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l’accueil d’une maison relais pour SDF vieillissants au sein de la structure sociale du 58, rue du Vertbois.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Il nous reste à examiner le vœu référencé n° 98 dans le fascicule, déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à l’accueil d’une maison relais pour SDF vieillissants au sein de la structure sociale du 58, rue du Vertbois.

La parole est à M. Gauthier CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Ce vœu se rattache à l’immeuble situé au 58, rue du Vertbois, dans le nord du 3e arrondissement, immeuble composé de 18 logements. Dans la programmation foncière 2008, cet immeuble est fléché afin de devenir une structure sociale dans le cadre de notre engagement de financer 2.000 places nouvelles en C.H.R.S., foyers, maisons relais, logements d’insertion dans le diffus et ce, d’ici 2014.

Avec les élus du 3e arrondissement, nous avons réfléchi au projet social qui pouvait sous-tendre cette structure, car pour l’instant, il n’est pas défini, et nous nous sommes rendu compte qu’il y avait une thématique qui devenait une problématique sur Paris, celle des personnes sans domicile fixe, en particulier les plus vieillissantes parmi elles.

Face au recul de l’État, et du coup, face au manque de structures existant pour les accueillir, la Ville de Paris accueille régulièrement des personnes S.D.F. vieillissantes dans des foyers-services ou dans des EHPAD Or, vous vous doutez bien que ni le personnel, ni les conditions d’accueil ne sont faites pour accueillir ce public. En l’occurrence, nous souhaitons tout simplement, et ce parce que le 3e arrondissement veut prendre toute sa part à l’effort de solidarité, que cette structure sociale puisse à terme accueillir une maison-relais pour S.D.F. vieillissants.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La parole est à Mme Olga TROSTIANSKY pour vous répondre.

Mme Olga TROSTIANSKY, adjointe. - Les acteurs de la grande exclusion, dont le centre d’action sociale de la Ville de Paris, ont constaté une augmentation des publics âgés ayant eu des parcours de vie chaotiques, alternant des passages fréquents à la rue entrecoupés par des périodes d’hébergement d’urgence.

Pas suffisamment âgés et dépendants pour s’intégrer dans un établissement traditionnel pour personnes âgées, mais trop abîmés par la vie pour envisager une insertion socioprofessionnelle classique, ces personnes nécessitent une prise en charge et un logement adapté.

Comme l’a souligné le dernier conseil d’administration du centre d’action sociale de la Ville de Paris consacré à la prise en charge des S.D.F. vieillissants, la maison-relais est un équipement approprié pour accueillir dignement ces personnes.

Malgré le financement de 500 places en maison-relais lors de la précédente mandature, le nombre de places reste encore insuffisant pour répondre aux besoins repérés.

C’est pourquoi je me réjouis particulièrement de la proposition de Gauthier CARON-THIBAULT et de Pierre AIDENBAUM, qui concrétise notre volonté de développer des maisons-relais à Paris et c’est la raison pour laquelle je suis favorable à votre vœu.

Je tiens à ajouter que je suis très satisfaite de l’attitude des maires et des élus d’arrondissements qui, comme vous, font preuve d’initiatives et de volontarisme pour l’accueil des sans-abri.

Cette collaboration active nous permettra de créer les 2000 places d’hébergement et de maison-relais que nous avons promises aux Parisiens. Je donne un avis favorable de l’Exécutif et je propose que Liliane CAPELLE dise quelques mots complémentaires.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame CAPELLE ?

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - Je serai brève, ce vœu me convenant particulièrement, puisqu’il y a plusieurs problématiques, et notamment, les personnes âgées de plus de 65 ans qui sont en C.H.R.S., à qui on a tendu la main à un moment donné, que l’on a sorties de la rue, et puis les règlements font qu’à 65 ans, on les sort des C.H.R.S., on est dans l’obligation de les sortir, et on a besoin de maison-relais dédiées à cette catégorie de personnes.

J’ajoute que le Maire de Paris, quand nous avons inauguré le café social, dans son intervention, a précisé qu’il fallait que l’on fasse attention à toutes les personnes qui vivaient dans la précarité, y compris les personnes les plus âgées.

Nous travaillons avec Olga TROSTIANSKY sur différents projets pour ces personnes les plus exclues et ceux qui pourraient dévisser, parce que nous allons arriver vers les premières personnes qui vont arriver à la retraite après avoir eu des passages difficiles du point de vue professionnel et qui ne pourront plus, ne peuvent plus payer leur loyer. Il faut que nous sachions répondre et anticiper, et c'est ce que nous sommes en train de faire.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 133).

2008, DU 36 - Réalisation par la SIEMP d'un programme de logements sociaux sur la parcelle située 135, rue de Pelleport - 13, rue des Pavillons (20e).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous informe que le projet de délibération DU 36 concernant la par la SIEMP d'un programme de logements sociaux sur la parcelle située 135, rue de Pelleport - 13, rue des Pavillons (20e), est retiré de l'ordre du jour.

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'inscription.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès verbal de la présente séance.

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. (Suite).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous propose à présent, mes chers collègues, de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans les organismes suivants :

"Paris-Habitat" OPH (Conseil d'administration) (R. 140) :

I) Elus

- M. Jean-Yves MANO ;

- Mme Halima JEMNI ;

- M. Gauthier CARON-THIBAULT ;

- M. René DUTREY ;

- M. Jean TIBERI ;

- Mme Roxane DECORTE.

II) Personnalités qualifiées

- M. Dominique ADENOT, Maire de Champigny sur Marne (94) ;

- Mme Dominique ALBA, Directrice du Pavillon de l'Arsenal ;

- M. Georges CAVALLIER, Président de la Fédération nationale des centres PACT ARIM ;

- M. Bernard COMOLET, Président du Directoire des Caisses d'Epargne d'Ile-de-France ;

- M. Jean-Claude DRIANT, sociologue ;

- M. Claude GALLANT, Conseiller municipal délégué de Boulogne Billancourt (92), chargé du logement et des relations avec les bailleurs ;

- M. Christian GAZET du CHATELIER, ancien Directeur général du groupe Solendi, ancien Vice-président de la Fédération des ESH ;

- M. Mathieu HANOTIN, Conseiller général du Canton de Saint-Denis Sud (93) ;

- M. Lucien MEADEL, Receveur général des Finances honoraire.

III) Représentants des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :

- Mme Marie-Françoise LEGRAND, administratrice de la FNARS Ile-de-France ;

- Mme Nicole LEGUY, Présidente de l'association "La Main tendue", ancienne Directrice générale du CAS Protestant.

Comité pour la promotion à l'étranger des salons français "Promosalons" (R. 141) :

- M. Christian SAUTTER.

Comité des expositions de Paris (Conseil d'administration) (R. 142) :

Titulaires :

- M. Christian SAUTTER ;

- Mme Lyne COHEN-SOLAL ;

- M. Claude DARGENT ;

- M. Daniel-Georges COURTOIS.

Suppléants :

- Mme Anne HIDALGO ;

- M. Jean-Bernard BROS ;

- Mme Camille MONTACIE ;

- M. Pierre GABORIAU.

Jury des Grands prix de la création de la Ville de Paris (R. 143) :

- M. Romain LEVY ;

- M. Ian BROSSAT ;

- Mme Fabienne GIBOUDEAUX ;

- Mme Catherine DUMAS ;

- M. Yves POZZO di BORGO.

Commission d'attribution des prix de la Fondation Guillemiau-Rousseau (R. 144) :

- M. Didier GUILLOT.

Commission d'attribution du prix Christine-Augustine Couronne (R. 145) :

- Mme Marie-Thérèse ERRECART.

Commission chargée de l'attribution des prix consécutifs aux libéralités consenties à la Ville de Paris (prix regroupés) (R. 146) :

- Mme Sandrine CHARNOZ ;

- M. Philippe MOINE.

Centre régional d'information et de prévention du sida Ile-de-France (R. 147) :

- M. Gauthier CARON-THIBAULT.

Commission du titre de séjour (R. 148) :

Titulaire :

- Mme Pascale BOISTARD.

Suppléants :

- M. Mao PENINOU ;

- Mme Emmanuelle BECKER ;

- Mme Fatima YADANI.

Oeuvre des orphelins de la Préfecture de police (Conseil d'administration) (R. 149) :

- M. Gilles ALAYRAC en remplacement de M. Georges SARRE, désigné les 26 et 27 mai 2008.

Etablissement public de la Cité des sciences et de l'industrie (Conseil d'administration) (R. 150) :

- M. Didier GUILLOT.

Association du festival d'automne à Paris (Conseil d'administration) (R. 151) :

- Mme Olga TROSTIANSKY en remplacement de M. Patrick BLOCHE, désigné les 26 et 27 mai 2008, démissionnaire.

Les candidatures proposées sont adoptées (2008, R. 140 à R. 151).

Clôture de la séance.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Il me reste à vous remercier d'être resté présents jusqu'au terme de cette séance. Je veux aussi, en votre nom, remercier l'ensemble des fonctionnaires grâce auxquels nous avons pu organiser dans de bonnes conditions ces travaux.

(Applaudissements sur tous les bancs de l'Assemblée).

(La séance est levée le mardi 8 juillet 2008 à dix sept heures trente minutes).

Votes spécifiques.

M. Pierre AURIACOMBE et Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 7 - Reversement de l'écrêtement de M. Claude GOASGUEN.

MM. Jean-Jacques GIANNESINI et Pierre GABORIAU ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 25 - Reversement de l'écrêtement de M. Bernard DEBRE.

MM. Pierre-Yves BOURNAZEL et Jean-Jacques GIANNESINI ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 26 - Reversement de l'écrêtement de Mme Catherine DUMAS.

MM. Daniel-Georges COURTOIS, Alain DESTREM et Mme Joëlle CHERIOUX de SOULTRAIT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 27 - Reversement de l'écrêtement de M. Philippe GOUJON.

M. Jean-Baptiste MENGUY ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 28 - Reversement de l'écrêtement de M. Jean-François LAMOUR.

Mme Delphine BURKLI ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 29 - Reversement de l'écrêtement de M. Pierre LELLOUCHE.

M. Richard STEIN ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 30 - Reversement de l'écrêtement de Mme Françoise de PANAFIEU.

Mme Marie-Chantal BACH ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 31 - Reversement de l'écrêtement de M. Jean TIBERI.

MM. Christophe GIRARD, Roger MADEC, Mmes Firmine RICHARD, Léa FILOCHE, Danielle FOURNIER, M. Jean-Jacques GIANNESINI et Mme Hélène MACE de LEPINAY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 376 - Signature avec l'établissement public du 104 Cent Quatre (19e) d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 4.462.500 euros.

MM. Hermano SANCHES RUIVO, Christian SAUTTER, Mme Yamina BENGUIGUI, MM. Pierre MANSAT, Sylvain GAREL, Mme Brigitte KUSTER, M. Pierre GABORIAU, Mmes Florence BERTHOUT et Anne TACHENE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DDEE 128 - Subvention à l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris à titre de soutien à l'opération "Ambassadeurs de l'accueil" 2008. - Montant : 250.000 euros.

2008, DDEE 129 - Signature d'une convention avec l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris pour l'attribution d'une subvention à titre de soutien à l'organisation de la "Semaine du Tourisme". - Montant : 60.000 euros.

M. Jean-Louis MIKSSIKA ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DASES 63 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Institut Curie pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Simon SCHEURING, lauréat 2007. - Montant : 63.750 euros.

Mme Véronique DUBARRY et M. Philippe TORRETON ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 118 - Signature d'un avenant à la convention d'objectifs du 20 octobre 2006 avec l'association "International Visual Theatre", 7, cité Chaptal (9e) pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 114.000 euros et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 16.000 euros.

MM. Christophe GIRARD, Jacques BRAVO, David ASSOULINE, Mmes Danièle POURTAUD, Pauline VERON, Emmanuelle BECKER, MM. Jacques BOUTAULT, Georges SARRE, Mmes Hélène MACE de LEPINAY, Catherine DUMAS, Marie-Claire CARRERE GEE et M. Jean-Marie CAVADA ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 48 - Signature d'une convention et d'un troisième avenant à la convention-cadre 2006-2008, relatifs à l'attribution de deux subventions à l'association "Théâtre de la Ville" pour assurer le fonctionnement et l'équipement du Théâtre de la Ville (4e) et du Théâtre des Abbesses (18e). - Montants : 5.200.000 euros (fonctionnement et 300.000 euros équipement).

Mme Anne LE STRAT, M. Daniel MARCOVITCH, Mmes Annick OLIVIER, Danièle POURTAUD, M. Philippe MOINE, Mme Aline ARROUZE, MM. Denis BAUPIN, Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Lynda ASMANI, Anne-Constance ONGHENA, M. Gérard d'ABOVILLE et Mme Fabienne GASNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DPE 62 - Subvention exceptionnelle au Centre de Recherche, d'Expertise et de Contrôle des Eaux de Paris (CRECEP). - Montant : 3,8 millions d'euros.

M. François DAGNAUD, Mme Olivia POLSKI, MM. Jean VUILLERMOZ et Hervé BENESSIANO ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, SGCP 23 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU).

2008, DEVE 65 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) d'une convention relative à l'occupation du sous-sol du square Sarah Bernhardt (20e).

M. Didier GUILLOT, Mmes Hélène BIDARD, Véronique DUBARRY et M. Pierre-Yves BOURNAZEL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 22 - Fixation des rémunérations maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte immobilière interdépartementale de la région parisienne (SEMIDEP).

M. Philippe DUCLOUX, Mme Laurence GOLDGRAB, M. Patrick BLOCHE, Mme Lyne COHEN-SOLAL, MM. Julien BARGETON, Jacques BOUTAULT, Mmes Claude-Annick TISSOT et Brigitte KUSTER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 21 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par le conseiller de Paris exerçant les fonctions de président du conseil d'administration de la Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris (SEMA EST).

MM. Pascal CHERKI, Jacques BRAVO, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Frédérique CALANDRA, MM. Georges SARRE, Patrick TREMEGE, Richard STEIN, Hermano SANCHES RUIVO, Jean VUILLERMOZ, Christophe NAJDOVSKI et Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 20 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par le conseiller de Paris exerçant les fonctions de président du conseil de surveillance de la Société anonyme d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy (SEAPOBP).

MM. Jean-Bernard BROS, Pierre AIDENBAUM, Mme Danielle SIMONNET, MM. Claude DARGENT, Ian BROSSAT, Sylvain GAREL, Mme Rachida DATI, MM. Pierre CHARON et Yves POZZO DI BORGO ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 17 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE).

Mme Mireille FLAM ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 16 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par la conseillère de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS).

Mmes Annick LEPETIT, Pauline VERON, Virginie DASPET, M. Yves CONTASSOT et Mme Laurence DOUVIN ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 15 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement (SAEMES).

Mme Anne LE STRAT, M. François VAUGLIN, Mme Annick OLIVIER, M. Alexis CORBIERE, Mme Aline ARROUZE, M. Jean-Didier BERTHAULT et Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 14 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société anonyme de gestion des eaux de Paris (Eaux de Paris).

Mmes Lyne COHEN-SOLAL, Laurence GOLDGRAB, Fatima LALEM, Danielle FOURNIER et Hélène MACE de LEPINAY ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 13 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par la conseillère de Paris exerçant les fonctions de présidente du conseil d'administration de la Société parisienne de photographie.

Mmes Marinette BACHE, Pascale BOISTARD, MM. Gilles ALAYRAC, Daniel ASSOULINE, Romain LEVY, Mmes Catherine VIEU-CHARIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Claude-Annick TISSOT, M. Gérard d'ABOVILLE, Mme Lynda ASMANI et Valérie SACHS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 12 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par la conseillère de Paris exerçant les fonctions de présidente du conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte locale des Pompes funèbres de la ville de Paris (SAEMPF).

Mme Anne HIDALGO, M. Claude DARGENT, Mme Seybah DAGOMA, MM. Gilles ALAYRAC, Pierre AIDENBAUM, Mmes Dominique BERTINOTTI, Sylvie WIEVIORKA, M. Jacques BOUTAULT, Mme Karen TAIEB, M. Jean-François LEGARET, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE et Martine MERIGOT de TREIGNY ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, SGCP 11 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçus par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société d'économie mixte Paris Seine (SemPariSeine).

2008, DPA 167 - Signature du protocole d'accord transactionnel au marché de travaux de mise aux normes de sécurité incendie du secteur Bourse Saint Eustache du Forum des Halles (1er) par la SEMPARISEINE, mandataire de la Ville de Paris.

2008, DPA 198 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux conclu par la SEMPARISEINE, mandataire de la Ville de Paris, en vue d'assurer les travaux de mise aux normes de sécurité incendie du Forum des Halles (1er).

2008, DPA 199 - Avenant n° 3 au marché de prestations intellectuelles conclu par la SEMPARISEINE, mandataire de la Ville de Paris, en vue d'assurer la mission de maîtrise d'oeuvre des travaux de mise aux normes de sécurité incendie du secteur Bourse Saint-Eustache du Forum des Halles.

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LEVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FERAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivant :

2008, DLH 50 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt bancaire à contracter par la SIEMP en vue du financement des locaux d'activités prévus dans le programme d'acquisition-réhabilitation de 26 PLA-I et 1 PLS dans 11 immeubles en copropriété (1er, 3e, 11e, 15e et 20e).

2008, DLH 93 - Conclusion d'un protocole transactionnel avec les époux Lévy exploitant un hôtel meublé dans l'immeuble communal sis 24, rue Dénoyez (20e). - Location par bail emphytéotique à la SIEMP d'une partie de l'immeuble communal sis 24, rue Denoyez (20e) correspondant à l'emprise de l'actuel hôtel meublé.

2008, DLH 94 - Location par bail emphytéotique au profit de la Société Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de Paris de l'immeuble communal situé 5 bis, cité de la Chapelle (18e).

2008, SGCP 10 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP).

2008, DFPE 7 - Signature d'un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Paris et la SIEMP pour la réalisation d'une crèche collective de 47 places et d'un logement de fonction, 30-34, rue des Annelets (19e). - Lancement d'un concours restreint de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation de ce programme.

2008, DFPE 300 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention de mandat passée avec la SIEMP pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places, rue des Lyanes (20e). - Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux conclu par le mandataire pour la construction de cet équipement.

2008, DFPE 304 - Approbation et signature d'un avenant n° 2 à la convention de mandat avec la SIEMP pour la réalisation d'une halte-garderie de 30 places, 6-8, impasse Barrier (12e). - Approbation et signature d'un avenant au marché de travaux conclu par le mandataire pour la construction de cet équipement.

M. Jean-Yves MANO, Mmes Myriam EL KHOMRI, Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DLH 40 - Autorisation à M. le Maire de Paris de conclure avec l'OPAC de Paris un bail emphytéotique portant location de la propriété communale située 117 à 121, rue de Ménilmontant et 301 à 303, rue des Pyrénées (20e).

2008, DLH 77 - Location par bail emphytéotique au profit de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC) de Paris de l'immeuble situé 11 bis, rue Claude Terrasse (16e).

2008, DLH 80 - Conclusion avec l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC) de Paris d'un avenant au bail emphytéotique portant location de l'immeuble communal situé 109-111, rue de Ménilmontant (20e).

2008, DLH 89 - Garantie d'emprunt complémentaire de la Ville de Paris pour la réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de construction de 8 logements PLS en foyer d'hébergement pour personnes handicapées situé 77, rue Curial (19e).

2008, DLH 90 - Garantie d'emprunt complémentaire de la Ville de Paris pour la réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de construction des 9 logements PLS en foyer d'hébergement pour personnes handicapées situé 179, rue Vercingétorix (14e).

2008, DLH 92 - Garantie d'emprunt complémentaire pour la réalisation par l'OPAC d'un programme de construction de 32 logements PLUS, 16 logements PLA-I et 16 logements PLS situés 23, rue de Varize et 40-44, rue du Général Delestraint (16e).

2008, DU 91 - Cession à l'OPAC de Paris du terrain d'assiette situé 5-7, rue Emile Duployé - 36, rue Doudeauville (18e).

2008, DPVI 31 - Subvention d'investissement à l'OPAC de Paris par participation financière de la Ville de Paris en vue du financement d'un réaménagement d'un local commercial en un local associatif destiné à l'association "Jeunesse Feu Vert-SAFIP" du quartier Politique de la ville "Fontaine-au-Roi (11e). - Montant total : 50.200 euros.

2008, DFPE 312 - Signature d'un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage avec l'OPAC de Paris pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction (20e).

M. Jean-Yves MANO, Mmes Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Roxane DECORTE, Emmanuelle DAUVERGNE et Anne TACHENE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DLH 70 - Location par bail emphytéotique à la SGIM de l'ensemble immobilier situé 25, rue Michel Lecomte (3e).

2008, DLH 87 - Location par bail emphytéotique à la SGIM de l'immeuble communal situé 85, rue Fondary (15e).

2008, DLH 95 - Location par bail emphytéotique à la SGIM de l'ensemble immobilier situé 22, rue du Beaujolais - 17, rue des Petits Champs (1er).

2008, SGCP 19 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société de gérance d'immeubles municipaux (SGIM).

M. Pierre CASTAGNOU, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de La GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yvers MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DLH 51 - Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 1 logement PLS situé 130 bis, boulevard Diderot (12e).

2008, SGCP 18 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP).

M. Roger MADEC, Mmes Claudine BOUYGUES, Isabelle GACHET, MM. Rémi FERAUD, François DAGNAUD, Denis BAUPIN, Mme Brigitte KUSTER, MM. Hervé BENESSIANO, Jean-Jacques GIANNESINI et Mme Fabienne GASNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DU 42 - Vente à la SEMAVIP, dans le cadre de la réalisation de la ZAC "Porte Pouchet" (17e), d'emprises du domaine public routier.

Mmes Anne LE STRAT, Claudine BOUYGUES et M. Daniel VAILLANT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DPVI 23 Subventions à 7 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier "Goutte-d'Or" (18e). - Montant total : 46.000 euros.

Mme Hélène MACE de LEPINAY ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DFPE 258 Signature d'une convention avec l'association "Crèche du quartier Saint-Lambert", 13 bis, rue d'Alleray (15e), destinée à financer la réalisation de travaux de rénovation et de mise aux normes de sa crèche collective de 55 places, située à la même adresse. - Montant : 252.539 euros.

M. Pierre AURIACOMBE ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DJS 96 - Signature d'une convention avec l'association "Sporting Club Universitaire de France" (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 22.900 euros.

Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée.

Les affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivantes :

2008, DPVI 27 - Subventions à onze associations menant des actions au titre de l'Intégration et des Etrangers non communautaires. - Montant total : 78.500 euros.

2008, DPVI 28- Subventions à treize associations menant des actions au titre de l'Intégration et des Etrangers non communautaires. - Montant total : 75.500 euros.

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2008, DDATC 1 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "ASSAD 14". - Montant : 7.000 euros.

2008, DDATC 9 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "L'Ecole du Chat Libre" (19e). - Montant : 1.000 euros.

2008, DDATC 13 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Comité des fêtes et d'action sociale du 6e arrondissement". - Montant : 15.000 euros.

2008, DDATC 14 - Signature d'une convention avec l'association "Comité des fêtes et de solidarité" (8e) pour l'attribution d'une subvention - Fonds du Maire. - Montant : 19.000 euros.

2008, DDATC 21 - Subvention - Fonds du Maire - à l'Association de réinsertion sociale du Luxembourg (RESOLUX) (6e). - Montant : 4.000 euros.

2008, DDATC 27 - Signature d'une convention avec l'association "Les Métamorphoses Singulières" (18e) pour l'attribution d'une subvention - Fonds du Maire. - Montant : 11.466 euros.

2008, DDATC 28 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Centre d'action sociale Notre-Dame des Anges" (6e). - Montant : 3.000 euros.

2008, DDATC 29 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "RESSAC Volontariat" (15e). - Montant : 2.622 euros.

2008, DDATC 52 - Subvention à l'association "Papilles et papillons" (20e). - Montant : 7.840 euros.

2008, DDATC 55 - Subvention à l'association "Bocal" (20e). - Montant : 7.500 euros.

2008, DDATC 61 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Espace Tutelle" (15e). - Montant : 5.000 euros.

2008, DDATC 63 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Comité des fêtes et oeuvres de solidarité" (5e). - Montant : 5.251 euros.

2008, DDATC 64 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association Centre d'action sociale et familiale du 14e arrondissement de Paris "Le Moulin Vert". - Montant : 8.000 euros.

2008, DDATC 68 - Subvention à l'association "Les amis du 18e du mois" (18e). - Montant : 10.000 euros.

2008, DDATC 70 - Subvention à l'association "Accomplir" (1er). - Montant : 800 euros.

2008, DDATC 79 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "La Maison de l'Enfance du 16e". - Montant : 1.000 euros.

2008, DDATC 86 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Paris Profession Sport et Jeunesse (PPSJ)" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2008, DDATC 87 - Signature d'un avenant à la convention avec l'Association pour le développement d'une dynamique de l'économie locale (ADDEL) (3e) pour l'attribution d'une subvention au titre de 2008. - Montant : 15.000 euros.

2008, DDATC 92 - Subvention à l'association "Comité d'action sociale et d'animation du 14e arrondissement". - Montant : 8.000 euros.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2008, DDEE 128 - Subvention à l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris à titre de soutien à l'opération "Ambassadeurs de l'accueil" 2008. - Montant : 250.000 euros.

2008, DDEE 129 - Signature d'une convention avec l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris pour l'attribution d'une subvention à titre de soutien à l'organisation de la "Semaine du Tourisme". - Montant : 60.000 euros.

M. Jean-Bernard BROS, rapporteur.

2008, DAC 47 - Signature d'un avenant n° 1 au marché pour les travaux de restauration de la tour nord de l'église Saint-Sulpice (6e) : lot 1 : "maçonnerie - pierre de taille - sculpture ornementale - restauration de sculpture".

2008, DAC 52 - Subvention de fonctionnement à l'association "13 en vue(s)" (13e). - Montant : 6.000 euros.

2008, DAC 53 - Approbation du principe d'une transaction entre Gan Euro Courtage et la Ville de Paris relative à des infiltrations d'eaux pluviales survenues 22 bis, rue Legendre, suite à des travaux dans l'église Saint-Charles de Monceau (17e).

2008, DAC 85 - Subvention de prise en charge de la dette à l'Action Artistique de la Ville de Paris. - Montant : 155.000 euros.

2008, DAC 145 - Acquittement de la cotisation à l'Association nationale des villes d'arts et d'histoire et des villes à secteur sauvegardé.

2008, DAC 206 - Subvention à l'Association pour la sauvegarde et la mise en valeur du Paris Historique (4e). - Montant : 3.000 euros.

2008, DAC 222 - Subvention à l'association "La Demeure historique" (5e). - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 280 - Demande de subvention auprès de l'Etat au titre de sa participation au financement des travaux concernant les objets mobiliers classés conservés dans les églises, propriété de la Ville de Paris.

2008, DAC 304 - Approbation du principe de la vente de deux fontes de sculptures d'Antoine Bourdelle et des termes du contrat de vente et de la réquisition de vente.

2008, DAC 338 - Marché de travaux relatif à la restauration des façades de la Tour Saint-Jacques de la Boucherie (4e) - remise en état du square - Lot n° 5 : " espaces verts " avec l'attributaire proposé par la Commission interne des marchés du 21 mai 2008.

2008, DAC 361 - Signature d'un avenant n° 1 au marché relatif aux travaux d'entretien et de maintenance dans les édifices cultuels et divers édifices civils, propriété de la Ville de Paris situés dans les 1er, 2e, 6e, 7e, 8e, 9e, 15e, 16e, 17e et 18e et sur le site d'Ivry.

2008, DAC 366 - Signature d'un avenant n° 1 au marché relatif aux travaux d'entretien et de maintenance dans les édifices cultuels et divers édifices civils, propriété de la Ville de Paris situés dans les 3e, 4e, 5e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 19e et 20e arrondissements de Paris et sur le site d'Ivry.

2008, DDATC 80 - Acceptation du legs particulier consenti à la Ville de Paris par Mme Baptistine AUGUSTIN-THIERRY.

2008, DDATC 105 - Demande de modification des statuts de la congrégation dénommée "Province de France de la Congrégation des Sacrés Coeurs et de l'Adoration".

2008, DPA 150 - Approbation du principe d'indemnisation de l'Entreprise Chevalier, en raison des préjudices subis lors des travaux de réaménagement réalisés au Musée Cernuschi (8e).

2008, DPA 151 - Approbation du principe d'indemnisation de la Société Dumanois, en raison des préjudices subis lors des travaux réalisés au Musée Cernuschi, 7, avenue Vélasquez (8e).

2008, DPA 170 - Approbation du principe de réalisation des travaux de restauration de la fontaine Trogneux, 1, rue de Charonne (11e) et des modalités de passation du marché de travaux correspondant.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2008, DAC 337 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des Musées de la Ville de Paris.

2008, DAC 340 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

2008, DAC 347 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

Mme Colombe BROSSEL et M. Christophe GIRARD, rapporteurs.

2008, DASCO 34 - Lancement d'un marché relatif à la fourniture et livraison de divers matériels pédagogiques et ludo-éducatifs nécessaires aux divers établissements scolaires et aux activités périscolaires ainsi qu'aux établissements de Petite enfance de la Ville de Paris.

2008, DASCO 91 - Lancement d'un marché relatif à l'assistance et conseil à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi et l'entretien du parc des appartements de fonction (écoles publiques du premier degré et établissements scolaires du second degré municipal).

2008, DASCO 96 - Tarification des cours municipaux d'adultes de la Ville de Paris.

2008, DASCO 102 - Fixation des tarifs des activités périscolaires à compter de septembre 2008.

2008, DASCO 106 - Signature d'une convention avec l'association Conseil Départemental des Parents d'élèves de l'Enseignement Public de Paris (8e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 50.000 euros.

2008, DASCO 112 - Signature d'un avenant n° 1 au marché passé avec PERRIN CONTROLES TECHNIQUES pour les vérifications réglementaires des installations électriques et des moyens de secours dans les établissements gérés par la Direction des affaires scolaires.

2008, DASCO 129 - Lancement d'un appel d'offres relatif à la fourniture et livraison de fournitures scolaires diverses et fournitures d'arts plastiques destinées aux établissements scolaires, aux services municipaux périscolaires, éducatifs et culturels de la Ville de Paris pour une durée d'un an à compter de la date de notification, reconductible 2 fois pour une durée d'un an par reconduction expresse.

2008, DASCO 134 - Transformation du lycée municipal François Truffaut (3e) en établissement public local d'enseignement.

2008, DPA 120 - Approbation du principe de réalisation des travaux de rénovation de l'atelier d'impression du lycée d'enseignement industriel Maximilien Vox (6e) et des modalités de passation du marché de travaux.

2008, DPA 159 - Approbation du principe de réalisation des travaux de restructuration du service de restauration à l'école maternelle 31, rue Olivier Métra (20e) et des modalités de passation du marché de travaux.

M. Pascal CHERKI, rapporteur.

2008, DASCO 97 - Rectificatif à la délibération 2007 DASCO 214 relative à l'utilisation par la "Fondation Autisme, Agir et Vaincre", de locaux scolaires municipaux 4 rue David d'Angers (19e).

2008, DASCO 100 - Signature d'une convention avec l'association Loisirs Pluriel (15e), pour l'attribution d'une subvention destinée aux activités du centre de loisirs 7 rue du Jardinet (6e) accueillant des enfants handicapés et valides. - Montant : 88.500 euros.

2008, DASCO 101 - Signature d'une convention avec l'association Loisirs Pluriel de Paris 19 (19e), pour l'attribution d'une subvention destinée aux activités du centre de loisirs 16 rue Tandou (19e) accueillant des enfants handicapés et valides. - Montant : 88. 500 euros.

M. Pascal CHERKI, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2008, DDEE 3 - Subvention à l'association de commerçants "Les Villages de Mouffetard" (5e) pour les illuminations à l'occasion des fêtes de fin d'année 2007, dans le cadre de l'opération "Paris illumine Paris". - Montant 20.000 euros.

2008, DDEE 71 - Subvention à l'association "Comité Niel" (17e) pour les illuminations à l'occasion des fêtes de fin d'année 2007. - Montant : 3.500 euros.

2008, DDEE 90 - Subvention à l'association "L'Atelier de Maurice Arnoult" (19e) à titre de contribution de la Ville de Paris à son programme d'activités. - Montant : 6.000 euros.

2008, DDEE 100 - Subvention à l'association de commerçants "Voltaire Boulets Montreuil" (11e) pour les illuminations à l'occasion des fêtes de fin d'année 2007. - Montant : 18.810 euros.

2008, DDEE 102 - Subvention à l'association Paris Viaduc des Arts et mise à disposition gratuite d'un local. - Montant : 26.000 euros.

2008, DDEE 106 - Subvention à l'Association des commerçants de la Porte Brunet (19e) pour les illuminations à l'occasion des fêtes de fin d'année 2007. - Montant : 5.000 euros.

2008, DDEE 111 - Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société "Atos Worldine" pour l'exploitation d'un distributeur automatique de billets sur le marché couvert Ternes, 8 bis, rue Lebon (17e).

2008, DDEE 112 - Subvention à l'Association des commerçants de la rue Cadet (9e) pour les illuminations des fêtes de fin d'année 2007. - Montant : 7.000 euros.

2008, DDEE 114 - Subvention à l'association "Paris Odéon Rive Gauche" (6e) pour les illuminations à l'occasion des fêtes de fin d'année 2007. - Montant : 4.000 euros.

2008, DDEE 118 - Subvention à l'Association artisanale et commerciale Paris-Bercy (12e) pour une animation commerciale. - Montant : 3.420 euros.

2008, DDEE 121 - Subvention à l'association des commerçants "Rendez-Vous-Marsoulan" (12e) pour les illuminations à l'occasion des fêtes de fin d'année 2007. - Montant : 6.000 euros.

2008, DDEE 122 - Subvention à l'association "Marché Poncelet Bayen" (17e) pour les illuminations à l'occasion des fêtes de fin d'année 2007. - Montant : 5.000 euros.

2008, DDEE 127 - Avis du Conseil de Paris sur la demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la S.A.S. Diptyque pour l'exploitation de sa boutique de parfums et bougies située 8, rue des Francs Bourgeois (3e).

2008, DDEE 133 - Avis du Conseil de Paris sur la demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la société Nike Retail B.V. pour l'exploitation de son magasin à l'enseigne "Nike Paris" située 65-67, avenue des Champs-Élysées (8e).

2008, DDEE 139 - Indemnisation amiable d'une entreprise "Mme Myriam HAZIZA - Pharmacie de l'Avenir" en réparation de préjudices subis du fait de la réalisation des travaux du tramway des Maréchaux Sud.

2008, DDEE 140 - Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la société "Atos Worldine" pour l'exploitation d'un distributeur automatique de billets sur le marché couvert Batignolles, 96 bis, rue Lemercier (17e).

2008, DDEE 141 - Signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion des marchés aux puces de la Porte de Clignancourt et de la rue Jean Henri Fabre (18e).

2008, DDEE 142 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation du domaine public substituant la société CORVETTO DISTRIBUTION à la société FINANCIERE ALJY pour l'exploitation d'une supérette sur le marché couvert Europe (8e) et signature d'un avenant n° 2 à la convention de délégation de service public conclue avec l'EURL DADOUN Père et Fils pour la gestion du lot n° 2 des marchés couverts.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2008, DPE 19 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'Association des collectivités territoriales et des professionnels pour la gestion des déchets, des réseaux de chaleur et de froid, de l'énergie et de l'environnement (AMORCE) et versement de la cotisation pour l'année 2008, et les années ultérieures.

2008, DPE 22 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'Association des cités et des régions pour le recyclage et la gestion durable des ressources (ACR+) et versement de la cotisation pour l'année 2008, et les exercices ultérieurs.

2008, DPE 38 - Remise gracieuse de créances municipales de taxes de balayage afférentes aux exercices 2006 et 2007.

2008, DPE 39 - Admission en non-valeurs de créances municipales de taxe de balayage irrécouvrables afférentes aux exercices 2006 et antérieurs.

2008, SGCP 7 - Reversement de l'écrêtement de M. Claude GOASGUEN.

2008, SGCP 25 - Reversement de l'écrêtement de M. Bernard DEBRE.

2008, SGCP 26 - Reversement de l'écrêtement de Mme Catherine DUMAS.

2008, SGCP 27 - Reversement de l'écrêtement de M. Philippe GOUJON.

2008, SGCP 28 - Reversement de l'écrêtement de M. Jean-François LAMOUR.

2008, SGCP 29 - Reversement de l'écrêtement de M. Pierre LELLOUCHE.

2008, SGCP 30 - Reversement de l'écrêtement de Mme Françoise de PANAFIEU.

2008, SGCP 31 - Reversement de l'écrêtement de M. Jean TIBERI.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2008, DPE 42 - Approbation des modalités d'attribution d'un marché relatif à la maintenance des portes et barrières motorisées de la Direction de la Propreté et de l'Eau.

M. François DAGNAUD et Mme Anne LE STRAT, rapporteurs.

2008, DPVI 17 - DJS 326 - Signature d'une convention triennale avec l'association "Jeunes Amis du Marais - AJAM" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 90.000 euros.

Mme Myriam EL KHOMRI, Mme Gisèle STIEVENARD, M. Bruno JULLIARD, rapporteurs.

2008, DALIAT 25 - Signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de papier de reprographie en ramette qualité recyclée et non recyclée destiné aux services de la Ville de Paris et du Département de Paris, aux services dotés d'un budget annexe et aux mairies d'arrondissement. - Lancement de l'accord-cadre correspondant.

2008, DALIAT 28 - Lancement d'un marché relatif à la décoration de deux véhicules à usage de classe de travaux pratiques et de deux bus à usage de transport privé d'enfants pour la DEVE "Activité Bus Nature".

2008, DDATC 101 - Actualisation de l'inventaire des équipements dont les conseils d'arrondissement ont la charge (14e).

2008, DPA 133 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux relatif à la restauration d'une lucarne, aile Parmentier à la mairie du 11e arrondissement

2008, DRH 17 - Statut d'emploi, classement hiérarchique et échelonnement indiciaire de chef de service administratif d'administrations parisiennes.

2008, DRH 20 - Modification du statut du corps des attachés d'administrations parisiennes.

2008, DRH 23 - Modification des dispositions statutaires applicables à certains corps de catégorie B de la Commune de Paris.

2008, DRH 24 - Réorganisation de certains comités techniques paritaires.

2008, DRH 25 - Réorganisation de certains comités d'hygiène et de sécurité.

2008, DRH 27 - Modification du statut particulier applicable au corps des architectes-voyers de la Commune de Paris.

2008, DRH 28 - Modification du statut particulier applicable au corps des conservateurs du patrimoine de la Ville de Paris.

2008, DRH 29 - Fixation de la nature des épreuves et du règlement des concours externe et interne d'accès au corps des inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris (F/H).

2008, DRH 30 - Modification de dispositions statutaires applicables aux corps de catégorie C de la Commune de Paris.

2008, DRH 51 - Modification de la délibération DRH 2006-63 des 11, 12 et 13 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables à certains corps de fonctionnaires de catégorie B de la Commune de Paris.

2008, DRH 53 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer le renouvellement du bail de 3 ans pour la location d'un hôtel situé 17, rue de Prague (12e) avec la SNC du Chastel, 99, rue du Chevaleret au profit des agents en situation de précarité.

2008, DRH 54 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer le bail de 3 ans pour la location de deux studios 25, rue Haxo (20e) avec EAU DE PARIS ayant son siège social 9 rue Victor Schoelcher (14e).

2008, DSTI 2 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer une procédure d'accord cadre relatif au développement et à l'intégration d'applications dans le cadre d'un outil d'aide à la décision.

2008, DSTI 8 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer un appel d'offres ouvert de prestations de téléphonie fixe en 3 lots.

2008, DSTI 24 - Autorisation à M. le Maire de Paris d'organiser une procédure de dialogue compétitif pour la fourniture, la mise en oeuvre et la maintenance du Système d'Information de Commandement (SIC) pour le Centre de Veille Opérationnelle (SICCVO) de la Mairie de Paris.

2008, DSTI 25 - Approbation des modalités d'attribution d'un marché de fourniture de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en oeuvre, l'accompagnement et le suivi des marchés de fourniture de services des opérateurs de télécommunications et de services de transmission de données.

2008, DSTI 29 - Approbation des modalités d'attribution de trois marchés de fourniture de prestations de services de transmission de données.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2008, DPA 89 - Approbation du principe de réalisation des travaux de restructuration et de mise en accessibilité du hall, ainsi que du compartimentage et du désenfumage de la mairie du 17e arrondissement et des modalités de passation des deux marchés de maîtrise d'oeuvre. Dépôt des demandes de permis de démolir et de permis de construire.

2008, DPA 98 - Marché de maîtrise d'oeuvre relatif aux travaux de restructuration des services et accessibilité pour tous à la mairie du 16e arrondissement, et demandes de permis de démolir et de construire.

2008, DPA 141 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux passé avec la "Société d'Ingénierie et de Réalisation de Constructions" pour la réalisation de travaux d'amélioration de l'accès "handicapés" et de création d'un ascenseur à la mairie du 12e arrondissement.

Mme Maïté ERRECART, Mme Véronique DUBARRY, rapporteures.

2008, DF 45 - Engagement de la procédure d'appel d'offres ouvert pour le contrat d'assurance "Manifestations ponctuelles" pour la Ville de Paris au 1er janvier 2009.

2008, DF 49 - Signature avec M. Philippe BOUSQUET de deux conventions annexes à la convention-cadre du 23 juillet 2007 avec les GIE des courtiers-mandataires de la Française des Jeux, relative à l'occupation de deux kiosques-loto sur le domaine public de la Ville de Paris.

2008, DF 50 - Convention donnant droit à l'occupation d'une propriété domaniale dénommée "Le pavillon du chemin de fer" située avenue de la Cascade, parc des Buttes Chaumont (19e) afin d'y exploiter un café-restaurant-salon de thé.

2008, DF 51 - Signature d'un contrat de transaction avec M. Jerry BERDAH, concessionnaire du Weber Café (19e).

2008, DF 53 - Modification du règlement budgétaire et financier.

2008, SGCP 11 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçus par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société d'économie mixte Paris Seine (SemPariSeine).

2008, SGCP 12 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par la conseillère de Paris exerçant les fonctions de présidente du conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte locale des Pompes funèbres de la ville de Paris (SAEMPF).

2008, SGCP 13 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par la conseillère de Paris exerçant les fonctions de présidente du conseil d'administration de la Société parisienne de photographie.

2008, SGCP 14 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société anonyme de gestion des eaux de Paris (Eaux de Paris).

2008, SGCP 15 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement (SAEMES).

2008, SGCP 16 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par la conseillère de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS).

2008, SGCP 17 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE).

2008, SGCP 18 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP).

2008, SGCP 19 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société de gérance d'immeubles municipaux (SGIM).

2008, SGCP 20 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par le conseiller de Paris exerçant les fonctions de président du conseil de surveillance de la Société anonyme d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy (SEAPOBP).

2008, SGCP 21 - Fixation de la rémunération annuelle maximum susceptible d'être perçue par le conseiller de Paris exerçant les fonctions de président du conseil d'administration de la Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris (SEMA EST).

2008, SGCP 22 - Fixation des rémunérations maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte immobilière interdépartementale de la région parisienne (SEMIDEP).

2008, SGCP 23 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU).

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2008, DEVE 1 - Indemnisation amiable de M. Jean-Pierre GERMAIN, consécutive à la reprise illégale de sa concession au cimetière de Montmartre (18e).

2008, DEVE 53 - Lancement et signature d'un appel d'offres ouvert relatif aux prestations d'entretien de la régénération et des plantations dans les bois parisiens.

2008, DEVE 55 - Lancement et signature d'un marché négocié pour les travaux d'installation de compteurs divisionnaires dans les espaces verts parisiens.

2008, DEVE 65 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) d'une convention relative à l'occupation du sous-sol du square Sarah Bernhardt (20e).

2008, DEVE 77 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour la fourniture de piquets, tuteurs et clôtures pour les besoins d'exploitation des services de la Ville de Paris.

2008, DEVE 108 - Accord transactionnel sur le montant des indemnités dues à différents tiers, pour des dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2008, DEVE 114 - Lancement d'un marché négocié pour les travaux de reconstruction d'une partie du mur d'enceinte du cimetière parisien de Bagneux.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2008, CAB_MA 7 - Subvention à l'association "Good Music Diffusion" pour l'organisation de la cérémonie de remise de prix des "Césaire". - Montant : 80.000 euros.

2008, DAC 84 - Subvention à la SARL "La Maroquinerie" située 23, rue Boyer (20e), au titre de ses activités de production en 2008. - Montant : 15.000 euros.

2008, DAC 100 - Subvention à l'association "Acte 6" pour le spectacle Jules César diffusé au Théâtre 14 (14e) en 2008. - Montant : 9.000 euros.

2008, DAC 140 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Cité européenne des Récollets" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

2008, DAC 182 - Signature d'une convention avec l'association "La Caserne Ephémère" (10e) relative à l'attribution d'une subvention. - Montant : 75.000 euros.

2008, DAC 187 - Signature d'une convention avec l'association GRRR "Groupe Rire, Rage, et Résistance" relative à l'attribution d'une subvention pour l'organisation de la 7e édition de l'opération "En compagnie(s) d'été" au Théâtre 14 (14e). - Montant : 30.000 euros.

2008, DAC 190 - Signature d'une convention avec la SARL "Le Sentier des Halles" (2e) pour l'attribution d'une subvention destinée à la réalisation de travaux et au développement de son projet culturel en 2008. - Montant : 70.000 euros.

2008, DAC 230 - Signature d'une convention avec l'association "Jeunes Talents Cirque Europe", 9, rue de la Pierre Levée (11e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 30.000 euros.

2008, DAC 231 - Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle signée avec la SARL W.B. pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 12.000 euros.

2008, DAC 239 - Signature d'une convention avec le Ministère de la Culture et de la Communication permettant au Conservatoire à Rayonnement Régional de Paris d'accueillir l'organisation des préparations au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de piano et de percevoir les droits d'inscription versés par les étudiants admis à suivre cette formation professionnelle.

2008, DAC 246 - Demande d'une subvention auprès de l'Etat dans le cadre du concours particulier de la Dotation Globale de Décentralisation ainsi qu'auprès du Conseil Régional d'Ile-de-France pour la ré-informatisation des bibliothèques de prêt.

2008, DAC 255 - Signature d'une convention avec l'association "Union des Musiciens de Jazz" (13e). - Montant : 40.000 euros.

2008, DAC 287 - Fixation des tarifs pour la pratique de chant choral des Adultes au sein des conservatoires parisiens.

2008, DAC 309 - Signature d'une convention annuelle avec la SARL Larueforaine (5e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 28.000 euros.

2008, DAC 315 - Signature d'un marché passé conformément aux dispositions de l'article 30 du Code des marchés publics pour la programmation, production, coordination et promotion des manifestations gratuites dans les bibliothèques.

2008, DAC 356 - Création d'un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial entre la Commune de Paris et le Département de Paris pour la gestion du service public culturel constitué par l'équipement sis 104, rue d'Aubervilliers et 5, rue Curial (19e).

2008, DAC 357 - Autorisation d'utiliser les tickets loisirs CAF comme moyen de paiement dans les conservatoires parisiens et autres établissements de la Ville de Paris.

2008, DAC 392 - Signature d'une convention avec le Ministère de la Culture et de la Communication pour une subvention à la Ville pour l'organisation par le Conservatoire municipal du 12e arrondissement pour la préparation au Certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de violoncelle.

2008, DDATC 96 - Acceptation de la donation consentie à la Ville de Paris - Médiathèque Musicale de Paris - par M. et Mme POILVE et leur fils Hervé POILVE.

2008, DGIC 9 - Signature d'une convention de partenariat pour l'exposition "Jacques Prévert, Paris la belle" à l'Hôtel de Ville.

2008, DPA 100 - Approbation du principe de réalisation des travaux de ravalement et mise en lumière des façades du Musée Galliera (16e) et des modalités de passation du marché de travaux.

2008, DPA 189 - Résiliation du marché de travaux relatif à la construction d'une bibliothèque, 29, rue des Haies (20e), et résiliation du marché de contrôle technique correspondant.

2008, DPA 200 - Gaîté Lyrique (3e). - Création d'un centre dédié aux musiques actuelles et à l'art interactif. Signature d'un avenant n° 3 au marché de maîtrise d'oeuvre conclu avec le groupement conjoint. - Approbation des modalités de consultation d'un marché de fournitures de mobiliers manufacturés.

2008, DPA 221 - Résiliation du marché de maîtrise d'oeuvre attribué à la Société TERRE-NEUVE relatif à la construction d'une bibliothèque, 29, rue des Haies (20e).

2008, SG 19 - Signature d'une convention avec l'association "Les amis du cinéma du réel" 25, rue du Renard (4e) pour l'attribution d'une subvention afin d'organiser, du 7 au 18 mars 2008, la 30e édition du Cinéma du réel au Centre Pompidou et à l'Hôtel-de-Ville de Paris. - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 26 - Subvention à l'association "Les lutins du Court Métrage" (10e) afin de promouvoir la diffusion du court métrage à travers le Festival "Les lutins du court métrage". - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 42 - Signature d'une convention avec l'Association pour l'organisation d'un évènement cinématographique (APOEC) pour l'attribution d'une subvention pour la mise en place de la sixième édition de Paris Cinéma (1er au 13 juillet 2008). - Montant : 606.500 euros.

2008, SG 51 - Signature d'une convention avec l'association Les Yeux de l'Ouie (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 12.000 euros.

2008, SG 52 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement au cinéma du Panthéon (5e) au titre de la programmation effectuée tout au long de l'année. - Montant : 30.000 euros.

2008, SG 62 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux signé avec la société Guinier relatif à la restructuration du Forum des Images et à la création de la Bibliothèque du Cinéma - François Truffaut, sis dans la grande galerie du Forum des Halles (1er).

2008, SG 63 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la SARL Studio des Ursuline (5e). - Montant : 33.000 euros.

2008, SG 102 - Signature de la convention visant à régler la cohabitation le 14 juillet 2008, sur le Champ de Mars (7e) du spectacle du feu d'artifices de la Ville de Paris et le concert de l'Etat.

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2008, SG 40 - DPVI 34 - Signature d'une convention avec l'association "Cinéma pour tous" située 45, avenue de la Motte-Piquet (15e), pour l'attribution d'une subvention afin de soutenir l'organisation de projections cinématographiques et débats pour des publics issus de quartiers défavorisés. - Montant : 15.000 euros.

M. Christophe GIRARD, Mme Pascale BOISTARD, rapporteurs.

2008, DAC 254 - DJS 329 - DPVI 33 - Signature d'une convention avec l'association "Hip-Hop Citoyen" (20e) pour l'attribution d'une subvention destinée à l'organisation du festival "Pari(s) Hip-Hop" en 2008. - Montant : 65.000 euros.

M. Christophe GIRARD, Mme Pascale BOISTARD, M. Bruno JULLIARD, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteurs.

2008, DAC 118 - Signature d'un avenant à la convention d'objectifs du 20 octobre 2006 avec l'association "International Visual Theatre", 7, cité Chaptal (9e) pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 114.000 euros et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 16.000 euros.

M. Christophe GIRARD, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2008, DAC 183 - DJS 36 - Signature d'une convention avec l'association "Confluences" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 90.000 euros.

M. Christophe GIRARD et M. Pierre SCHAPIRA, M. Jean VUILLERMOZ, rapporteurs.

2008, CAB_MA 9 - Subventions de fonctionnement à diverses associations oeuvrant dans les domaines culturel et sportifs. - Montant total : 45.000 euros.

M. Christophe GIRARD, M. Jean VUILLERMOZ, rapporteurs.

2008, DASCO 90 - Signature d'une convention avec le CROUS de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du site internet "etudiantdeparis.fr". - Montant : 130.000 euros.

2008, DASCO 95 - Signature de conventions avec le Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Paris et avec la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP) pour l'attribution de subventions pour la mise en place de services d'accueil des étudiants étrangers. - Montant total : 110.000 euros.

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2008, DU 85 - GPRU "Site des Olympiades" (13e). - Signature d'une convention avec l'ASL Olympiades relative aux charges de fonctionnement du site pour l'année 2008.

Mme Anne HIDALGO, Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteures.

2008, DJS 180 - Subvention à l'association "Jeunesse de Saint Vincent de Paul" (10e). - Montant : 5.000 euros.

2008, DJS 250 - Subvention à l'association "La Camillienne" (12e).- Montant : 3.500 euros.

2008, DJS 252 - Subvention à l'association "La Grotte" (3e) pour son action dans le 17e arrondissement. - Montant : 1.500 euros.

2008, DJS 256 - Subvention à l'association "Jaurès Pantin Petit J2P" (19e). - Montant : 2.000 euros.

2008, DJS 260 - Signature d'une convention avec l'association "Le Petit Ney" (18e) pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la politique de la ville. - Montant : 4.000 euros.

2008, DJS 279 - Subventions à deux associations de jeunesse du 17e arrondissement dans le cadre de la politique de la ville. - Montant total : 6.000 euros.

2008, DJS 282 - Subventions à deux associations de jeunesse du 19e arrondissement dans le cadre de la politique de la ville avec signature d'une convention avec l'association "Raconte-nous ton histoire". - Montant total : 2.500 euros.

2008, DJS 289 - Subvention à l'association "Espoir 18" (18e) dans le cadre de la politique de la ville. - Montant : 7.000 euros.

2008, DJS 342 - Convention de délégation de service public entre la Ville de Paris et l'association "Club Recherche et Loisirs 10e" pour la gestion des centres d'animation Château-Landon, Grange aux Belles, Jemmapes et Jean Verdier (10e).

2008, DJS 352 - Contrat de transaction avec l'association "Actions pour les Collectivités Territoriales, et Initiatives Sociales, Sportives, Culturelles et Educatives (ACTISCE)", pour le centre d'animation Saint Michel (6e) et ses annexes Hautefeuille (6e) et La Bourdonnais (7e).

2008, DJS 354 - Convention de délégation de service public entre la Ville de Paris et l'association "Association pour le Développement de la Culture et des Loisirs des Jeunes de la Chapelle" (A.D.C.L.J.C.) pour la gestion des espaces jeunes Charles Hermite et Goutte d'Or (18e).

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2008, SG 12 - Subvention à l'association "Femmes Solidaires" pour ses actions en faveur des femmes. - Montant : 15.000 euros.

2008, SG 32 - Approbation du principe et des modalités d'un contrat de transaction signé avec la Société Elexpo relatif au règlement d'une prestation d'éclairage des expositions organisées dans le cadre de la journée des Femmes de 2007.

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2008, DASES 60 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'AP-HP (Hôpital Robert Debré) pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Olivier BAUD, lauréat 2007. - Montant : 63.750 euros.

2008, DASES 61 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'INSERM (Délégation ADR Paris VI Saint-Antoine) pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Jérôme GALON, lauréat 2007. - Montant : 63.750 euros.

2008, DASES 62 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'INSERM (Délégation ADR Paris XII Henri Mondor) pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Sonia GAREL, lauréate 2007. - Montant : 63.750 euros.

2008, DASES 63 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Institut Curie pour l'attribution d'une subvention en faveur de l'équipe de recherche médicale dirigée par Simon SCHEURING, lauréat 2007. - Montant : 63.750 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2008, DASES 79 - DAC 296 - SGRI 40 - Signature d'une convention avec l'association "Solidarité SIDA" (11e) pour l'attribution de deux subventions. - Montants : 100.000 euros et 55.000 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, M. Christophe GIRARD et M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2008, DVD 104 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer la convention avec la RATP pour la constitution d'un groupement de commande pour la communication sur l'extension du tramway T3. - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de conception, exécution et suivi des actions de communication d'extension du tramway à Paris. - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer ledit marché avec l'attributaire désigné par la Commission d'appel d'offres.

2008, DVD 120 - Signature d'un avenant n° 1 au marché relatif aux travaux de signalisation lumineuse tricolore, de caméras et de panneaux à messages variables dans le cadre de l'opération du tramway des Maréchaux Sud (13e, 14e et 15e) substituant la société Forclum Ile-de-France à la société CICO.

2008, DVD 19 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer une consultation par voie d'appel d'offres pour les prestations d'entretien et d'extension des équipements de vidéosurveillance du trafic du boulevard périphérique et de Paris intra-muros.

2008, DVD 1 - Approbation du principe et des modalités de réalisation de travaux de chaussées et trottoirs parisiens (12 lots). - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer les marchés correspondants.

2008, DVD 89 - Signature d'un avenant n° 2 au marché passé avec la société CICO pour les travaux d'éclairage à l'aménagement de la rue d'Aubervilliers (de Département à Riquet) (18e et 19e).

2008, DVD 135 - Marché négocié pour urgence impérieuse sans publicité ni mise en concurrence pour l'attribution d'un marché de réparations sur le pont franchissant le Canal Saint-Denis - Boulevard périphérique à Paris. - Signature du marché correspondant.

2008, DVD 86 - Approbation et signature du protocole de transaction valant le protocole d'indemnisation du groupement d'entreprises Colas IDFN Agence SNPR (mandataire du groupement)/SCREG IDFN/SMAC titulaire du lot n° 2 du marché "Aménagement d'axes mobilien et de liaisons pistes cyclables à Paris".

2008, DVD 147 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2008, DVD 84 - Fixation du montant des redevances forfaitaires pour l'emplacement des buvettes et des glaciers sur le domaine public fluvial municipal dans le cadre des opérations "Paris-Plage 2008, et 2009".

2008, DGIC 8 - Approbation des partenaires de l'opération Paris Plages 2008.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2008, DVD 30 - Approbation du programme 2008, en faveur des autobus. - Accessibilité aux usagers en fauteuil roulant sur certaines lignes de bus n° 48, 52, 70, 75, 84, 85 et 86 dans les 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements.

Mme Annick LEPETIT, Mme Véronique DUBARRY, rapporteures.

2008, DPE 25 - Signature d'un avenant n° 1 au marché passé avec la société SAFEGE pour l'étude prospective des moyens de production et de distribution de l'eau à Paris.

2008, DPE 43 - Signature de trois avenants de transfert aux marchés passés avec la société "Entreprise Fayolle et Fils" pour la fourniture et la pose de barrages dans le réseau d'assainissement parisien (lots n° 1, 2 et 3).

2008, DPE 49 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'Office international de l'eau (OIEau) et versement de la cotisation pour l'année 2008.

2008, DPE 53 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association "programme Solidarité Eau" (pS-Eau).

2008, DU 86 - Signature d'un avenant au protocole d'accord signé le 16 mai 2007 avec la SOCIETE DU 100 AVENUE STALINGRAD (14e).

2008, DVD 145 - Indemnisation amiable de M. René VAPAILLE, en réparation des dommages occasionnés à ses biens 12-20 rue de La Roche à Crégy les Meaux (Seine et Marne).

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2008, DPE 18 - SGRI 43 - Signature d'une convention avec le Secours Catholique pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de son projet d'accompagnement des dynamiques communautaires d'amélioration de l'environnement dans les domaines de l'hygiène, de l'eau et de l'assainissement dans la région de Tigray (Ethiopie). - Montant : 84.000 euros.

Mme Anne LE STRAT, M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2008, DLH 40 - Autorisation à M. le Maire de Paris de conclure avec l'OPAC de Paris un bail emphytéotique portant location de la propriété communale située 117 à 121, rue de Ménilmontant et 301 à 303, rue des Pyrénées (20e).

2008, DLH 42 - Autorisation de voter en assemblée générale, d'une part l'aliénation et d'autre l'acquisition par la Ville, des parties communes situées dans l'immeuble en copropriété sis 62-66, rue Vieille du Temple (3e) et de les inclure dans l'assiette du bail emphytéotique à consentir à France Euro Habitat (FREHA).

2008, DLH 49 - Autorisation à M. le Maire de Paris de déposer une demande de permis de démolir visant le bâtiment 5, rue Ferdinand de Behagle (12e).

2008, DLH 51 - Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 1 logement PLS situé 130 bis, boulevard Diderot (12e).

2008, DLH 77 - Location par bail emphytéotique au profit de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC) de Paris de l'immeuble situé 11 bis, rue Claude Terrasse (16e).

2008, DLH 80 - Conclusion avec l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC) de Paris d'un avenant au bail emphytéotique portant location de l'immeuble communal situé 109-111, rue de Ménilmontant (20e).

2008, DLH 81 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "le PACTE de Paris" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 1.029.921 euros.

2008, DLH 87 - Location par bail emphytéotique à la SGIM de l'immeuble communal situé 85, rue Fondary (15e).

2008, DLH 89 - Garantie d'emprunt complémentaire de la Ville de Paris pour la réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de construction de 8 logements PLS en foyer d'hébergement pour personnes handicapées situé 77, rue Curial (19e).

2008, DLH 90 - Garantie d'emprunt complémentaire de la Ville de Paris pour la réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de construction des 9 logements PLS en foyer d'hébergement pour personnes handicapées situé 179, rue Vercingétorix (14e).

2008, DLH 93 - Conclusion d'un protocole transactionnel avec les époux Lévy exploitant un hôtel meublé dans l'immeuble communal sis 24, rue Dénoyez (20e). - Location par bail emphytéotique à la SIEMP d'une partie de l'immeuble communal sis 24, rue Denoyez (20e) correspondant à l'emprise de l'actuel hôtel meublé.

2008, DLH 94 - Location par bail emphytéotique au profit de la Société Immobilière d'Economie Mixte de la Ville de Paris de l'immeuble communal situé 5 bis, cité de la Chapelle (18e).

2008, DLH 95 - Location par bail emphytéotique à la SGIM de l'ensemble immobilier situé 22, rue du Beaujolais - 17, rue des Petits Champs (1er).

2008, DLH 96 - Signature d'un protocole transactionnel entre la Ville de Paris, la Société Hôtel des Marronniers, Mme Nouet et le Syndicat des copropriétaires du 21, rue Jacob (6e).

2008, DLH 128 - Fixation du nombre des membres du Conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat de Paris.

2008, DU 91 - Cession à l'OPAC de Paris du terrain d'assiette situé 5-7, rue Emile Duployé - 36, rue Doudeauville (18e).

2008, DU - DLH 132 - Immeuble communal 137-141, avenue du Maine (14e). - Signature d'un acte modificatif au bail emphytéotique du 11 janvier 1995. - Vente à la SCI Maine FO des droits de la Ville de Paris sur l'immeuble.

2008, DU 139 - Vente du domaine privé de la ville de Paris. - Cession par adjudication de deux locaux annexes (lots n° 15 et 18) et de deux caves (lots n° 24 et 28), libres d'occupation, dans l'immeuble 33, rue Bonaparte (6e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2008, DU 47 - Cession du terrain situé 35, rue Louis Blanc au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis) à Immobilière 3F.

M. Pierre MANSAT, M. Jean-Yves MANO, rapporteurs.

2008, DASCO 40 - Signature de deux conventions avec l'Association des Evêques Fondateurs de l'Institut Catholique de Paris - Institut Catholique de Paris (6e) pour l'attribution d'une subvention destinée à financer le fonctionnement des cours annuels et les bourses d'études accordées aux étudiants. - Montant total : 80.700 euros.

2008, DASCO 47 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Université Pierre et Marie Curie (5e) pour l'attribution d'une subvention destinée à financer des actions d'information afin de favoriser la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. - Montant : 27.000 euros.

2008, DASCO 71 - Signature d'une convention avec l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (7e) pour l'attribution d'une subvention destinée au financement du cycle de conférences "Paris - une histoire de patrimoine". - Montant : 20.000 euros.

2008, DASCO 82 - Subvention à l'Ecole Supérieure des Arts Appliqués Duperré (3e) pour des travaux de rénovation de l'atelier de tissage. - Montant : 14.087 euros.

2008, DASCO 140 - Désignation du directeur de la Régie Ecole des Ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP).

2008, DPA 143 - Signatures d'un avenant n° 1 relatif au marché public de maîtrise d'oeuvre passé avec l'Atelier J. et S. Tabet d'architecture et d'urbanisme et d'un avenant n° 1 passé avec la Société "GTM Bâtiment SA" relatif au marché public de travaux pour la réalisation des travaux de restructuration de l'immeuble annexe de l'Ecole Boulle (12e).

2008, DASCO 41 - Subvention à l'association "Université de Tous les Savoirs - la suite" (6e). - Montant : 15.000 euros.

2008, DASCO 46 - Subvention à l'Université Paris Descartes (6e) pour l'organisation du colloque "Métaux et Génétique". - Montant : 8.000 euros.

2008, DASCO 80 - Signature d'une convention avec la Cité Internationale Universitaire de Paris pour l'attribution d'une subvention pour l'accueil de chercheurs étrangers. - Montant : 140.000 euros.

2008, DASCO 81 - Signature d'une convention avec l'association Science & Télévision pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 60.000 euros.

2008, DDEE 137 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer un avenant à la convention pluriannuelle de partenariat 2007-2009 avec l'association SILICON SENTIER portant attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement et d'investissement. - Montant total : 98.000 euros.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2008, DDATC 71 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association "France Qualité publique" et versement de la cotisation pour l'année 2008.

2008, DGIC 7 - Lancement d'une procédure de marché sous forme de dialogue compétitif ayant pour objet la création de la maquette, le suivi de la création, la mise en page et la réalisation du magazine municipal "A Paris".

2008, DPA 72 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché à bons de commande pour des mesures et conseils acoustiques pour des études ou opérations relevant du budget municipal. - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer ledit marché.

2008, DPA 145 - Approbation du principe d'indemnisation de l'entreprise H. CHEVALIER en raison des préjudices subis par elle lors des travaux de restructuration de l'immeuble communal, 2, passage des Petits Pères (2e).

2008, DPA 163 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché à bons de commande, pour la maintenance, le dépannage, les réparations et améliorations des installations de rafraîchissement d'établissements municipaux.

2008, DPA 195 - Approbation du principe de réalisation des travaux de ravalement des façades sur les 5 cours intérieures du bâtiment administratif, 98 quai de la Râpée (12e) et des modalités de passation du marché de travaux correspondant

2008, DPA 167 - Signature du protocole d'accord transactionnel au marché de travaux de mise aux normes de sécurité incendie du secteur Bourse Saint Eustache du Forum des Halles (1er) par la SEMPARISEINE, mandataire de la Ville de Paris.

2008, DPA 198 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux conclu par la SEMPARISEINE, mandataire de la Ville de Paris, en vue d'assurer les travaux de mise aux normes de sécurité incendie du Forum des Halles (1er).

2008, DPA 199 - Avenant n° 3 au marché de prestations intellectuelles conclu par la SEMPARISEINE, mandataire de la Ville de Paris, en vue d'assurer la mission de maîtrise d'oeuvre des travaux de mise aux normes de sécurité incendie du secteur Bourse Saint-Eustache du Forum des Halles.

2008, SG 47 - Fixation pour l'exercice 2008, de la participation de la Ville de Paris aux dépenses de fonctionnement de l'association "Cafézoïde" (19e). - Montant : 15.000 euros.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2008, DFPE 7 - Signature d'un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Paris et la SIEMP pour la réalisation d'une crèche collective de 47 places et d'un logement de fonction, 30-34, rue des Annelets (19e). - Lancement d'un concours restreint de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation de ce programme.

2008, DFPE 50 - Signature d'une convention avec l'association "La Maison Kangourou" pour l'attribution d'une subvention pour la création d'un établissement d'accueil de la Petite enfance "La Fayette" (10e). - Montant : 323.552 euros.

2008, DFPE 59 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Petits du Canard" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Charlot" (3e). - Montant : 82.053 euros.

2008, DFPE 60 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Petits du Canard" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Martin" (3e). - Montant : 61.362 euros.

2008, DFPE 62 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association pour l'accueil de tous les enfants A.P.A.T.E pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil "la Caverne d'Ali Baba" (11e). - Montant : 208.094 euros.

2008, DFPE 64 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association pour l'accueil de tous les enfants A.P.A.T.E. pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Maison Dagobert" (12e). - Montant : 88.777 euros.

2008, DFPE 65 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association pour l'accueil de tous les enfants A.P.A.T.E. pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin d'enfants "L'école Gulliver" (12e). - Montant : 271.882 euros.

2008, DFPE 79 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Au Fil de la Découverte" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). - Montant : 18.266 euros.

2008, DFPE 82 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Halte-Garderie du Grand Pavois" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). - Montant : 55.218 euros.

2008, DFPE 86 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Ribambelle" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (15e). - Montant : 180.672 euros.

2008, DFPE 96 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Le Club des Petits Gavroches" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (10e). - Montant : 90.078 euros.

2008, DFPE 98 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "République Enfants" pour attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom (10e). - Montant : 69.673 euros.

2008, DFPE 99 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Mowgli" pour attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective en appartement "Dieu" (10e). - Montant : 102.694 euros.

2008, DFPE 109 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Mowgli" pour attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective en appartements "Pajol" (18e). - Montant : 168.462 euros.

2008, DFPE 113 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Cités du Secours Catholique" pour attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Le Village" (20e). - Montant : 113.421 euros.

2008, DFPE 114 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Le Relais de Ménilmontant" pour attribution une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Le Petit Relais" (20e). - Montant : 63.565 euros.

2008, DFPE 116 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Le Relais de Ménilmontant" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Les Lutins Verts" (20e). - Montant : 83.611 euros.

2008, DFPE 118 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Halte-Garderie les Poussins d'Annam" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Les Poussins d'Annam" (20e). - Montant : 50.245 euros.

2008, DFPE 120 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Apaches des Vignoles" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Les Apaches" (20e). - Montant : 28.871 euros.

2008, DFPE 121 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Métramômes" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Métramôme" (20e). - Montant : 58.793 euros.

2008, DFPE 122 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Lutin Lune" gestionnaire de la crèche parentale 42, rue d'Avron (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 36.725 euros.

2008, DFPE 123 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Galipette" pour l'attribution d'une subvention à la crèche parentale 12, rue Botha (20e). - Montant : 63.868 euros.

2008, DFPE 126 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Arthur et Marine" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective en appartements "Nieuport" (13e). - Montant : 84.299 euros.

2008, DFPE 127 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Arthur et Marine" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective en appartements (18e). - Montant : 80.160 euros.

2008, DFPE 131 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Libellule et Papillon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective du même nom (20e). - Montant : 172.827 euros.

2008, DFPE 132 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Groupe des Oeuvres Sociales de Belleville" (G.O.S.B.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Françoise Lagrange" (20e). - Montant total : 503.863 euros.

2008, DFPE 133 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Crèche Laïque du Quartier Saint-Fargeau" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (20e). - Montant : 533.489 euros.

2008, DFPE 136 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Sainte-Agnès" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (7e). - Montant : 112.470 euros.

2008, DFPE 137 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Joannaise du Gros Caillou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (7e). - Montant : 83.923 euros.

2008, DFPE 138 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Aide aux mères de familles" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (7e). - Montant : 179.899 euros.

2008, DFPE 139 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Accueil des tout petits au Bon Conseil" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (7e). - Montant : 13.053 euros.

2008, DFPE 142 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association générale des Familles du 13e arrondissement pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de la halte-garderie "Caravane du Square de Choisy" (13e). - Montant : 48.394 euros.

2008, DFPE 145 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Pirouett" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Pirouett" (13e). - Montant : 23.885 euros.

2008, DFPE 146 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Capucine et Papillons, Jardin d'Enfance" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Capucine et Papillon" (13e). - Montant : 37.044 euros.

2008, DFPE 147 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Réseau Treize" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Rézeau Treize" (13e). - Montant : 62.022 euros.

2008, DFPE 149 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La maison des Bout'chou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin maternel "La Maison Enchantée" (14e). - Montant : 44.684 euros.

2008, DFPE 153 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "l'Araignée Gentille" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (18e). - Montant : 117.418 euros.

2008, DFPE 154 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Ateliers pour les petits" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie du même nom (18e). - Montant : 129.539 euros.

2008, DFPE 155 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Accueil Goutte d'Or" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Caravelle" (18e). - Montant : 66.696 euros.

2008, DFPE 159 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Aire de Famille" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale du même nom (19e). - Montant : 103.226 euros.

2008, DFPE 160 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "La Maison des Bout'Chou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Bout'Chou 2" (13e). - Montant : 295.465 euros.

2008, DFPE 161 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison des Bout'Chou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Bout'Chou 3" (13e). - Montant : 62.061 euros.

2008, DFPE 162 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison des Bout'Chou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Bout'Chou 1" (14e). - Montant : 33.975 euros.

2008, DFPE 163 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison des Bout'Chou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "La Maison Enchantée" (14e). - Montant : 591.205 euros.

2008, DFPE 164 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison des Bout'Chou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Petites Souris du Mont" (14e). - Montant : 57.725 euros.

2008, DFPE 170 - Signature de deux conventions passées avec l'association "La Maison des Bout'Chou" pour l'attribution de deux subventions à la structure multi-accueil de petite enfance "d'Ici et d'Ailleurs" (13e). - Montant global : 99.623 euros.

2008, DFPE 179 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Crèche Parentale du Marais" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche du même nom (4e). - Montant : 37.078 euros.

2008, DFPE 181 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Maison Kangourou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Hauteville" (10e). - Montant : 479.032 euros.

2008, DFPE 186 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Balustrade" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale "Balustrade" (11e). - Montant : 55.605 euros.

2008, DFPE 187 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les 400 Coups" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom (11e). - Montant : 48.634 euros.

2008, DFPE 188 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Babillages" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom (11e). - Montant : 85.762 euros.

2008, DFPE 189 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Square Bande" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom (11e). - Montant : 36.285 euros.

2008, DFPE 190 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Petit Concept" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective du même nom (11e). - Montant : 55.395 euros.

2008, DFPE 192 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Fraises des Bois" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil du même nom (11e). - Montant : 115.592 euros.

2008, DFPE 194 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association familiale catholique Notre-Dame du Perpetuel Secours pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin d'enfants (11e). - Montant : 32.701 euros.

2008, DFPE 198 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison Kangourou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Chevreuil" (12e). - Montant : 406.707 euros.

2008, DFPE 199 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison Kangourou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Saussure" (17e). - Montant : 104.539 euros.

2008, DFPE 200 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison Kangourou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Roussel" (17e). - Montant : 381.402 euros.

2008, DFPE 204 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Amis" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil "Les Amis" (17e). - Montant : 124.179 euros.

2008, DFPE 205 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison Kangourou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Jacquemont" (17e). - Montant : 146.770 euros.

2008, DFPE 209 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Maison Kangourou" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Chapelle" (18e). - Montant : 114.483 euros.

2008, DFPE 211 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Le Trempoline" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil "Le Trempoline" (5e). - Montant : 265.455 euros.

2008, DFPE 212 - Signatures d'une convention et d'un avenant n° 2 à la convention passés avec la Fondation "Maison des champs de Saint-François d'Assise" pour l'attribution de deux subventions pour la crèche collective "Sainte Lucie" (5e). - Montant global : 476.702 euros.

2008, DFPE 220 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Centre israélite de Montmartre" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (18e). - Montant : 84.948 euros.

2008, DFPE 221 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Centre israélite de Montmartre" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Lamarck" (18e). - Montant : 290.974 euros.

2008, DFPE 222 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Centre Israélite de Montmartre" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son jardin maternel (18e). - Montant : 73.492 euros.

2008, DFPE 231 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Enfance et Famille" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche familiale (19e). - Montant : 557.807 euros.

2008, DFPE 232 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Enfance et Famille" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son jardin maternel (19e). - Montant : 44.183 euros.

2008, DFPE 241 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Grenadine et menthe à l'eau" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (19e). - Montant : 65.739 euros.

2008, DFPE 244 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Quel Univers inventer (Qui ?) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche parentale (19e). - Montant : 79.730 euros.

2008, DFPE 258 - Signature d'une convention avec l'association "Crèche du quartier Saint-Lambert", 13 bis, rue d'Alleray (15e), destinée à financer la réalisation de travaux de rénovation et de mise aux normes de sa crèche collective de 55 places, située à la même adresse. - Montant : 252.539 euros.

2008, DFPE 264 - Signature d'un avenant à la convention avec l'association "Ecole des parents et des éducateurs" gestionnaire du lieu de parole dénommé "La maison ouverte" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 76.709 euros.

2008, DFPE 271 - Signature d'une convention avec l'association "Lire à Paris" pour l'attribution d'une subvention afin de soutenir son action de sensibilisation au livre auprès des assistantes maternelles et des parents de jeunes enfants dans les Relais d'Assistantes Maternelles et les Maisons de l'Enfance. - Montant : 79.600 euros.

2008, DFPE 281 - Lancement d'un marché article 30 relatif à la gestion d'un établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 13-15, rue Charrière (11e).

2008, DFPE 282 - Signature d'un avenant à la convention pluriannuelle de fonctionnement signée avec l'association "La Maison de l'Enfance" (16e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 44.890 euros.

2008, DFPE 283 - Indemnisation amiable de la MAPA, assureur de "La Caravelle" dont les produits ont été rendus impropres à la consommation suite à un dégât des eaux en provenance de la crèche municipale Lobineau à Paris (6e).

2008, DFPE 300 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention de mandat passée avec la SIEMP pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places, rue des Lyanes (20e). - Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux conclu par le mandataire pour la construction de cet équipement.

2008, DFPE 304 - Approbation et signature d'un avenant n° 2 à la convention de mandat avec la SIEMP pour la réalisation d'une halte-garderie de 30 places, 6-8, impasse Barrier (12e). - Approbation et signature d'un avenant au marché de travaux conclu par le mandataire pour la construction de cet équipement.

2008, DFPE 309 - Signature d'un marché passé en application des articles 28 et 30 du Code des marchés publics relatif à l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de Petite enfance situé 8, impasse Barrier (12e).

2008, DFPE 310 - Signature d'un marché passé en application des articles 28 et 30 du Code des marchés publics relatif à l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de Petite enfance situé 8, rue d'Ankara (16e).

2008, DFPE 312 - Signature d'un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage avec l'OPAC de Paris pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction (20e).

2008, DPA 113 - Approbation du principe de création d'une crèche multi-accueil de 33 places 66, rue Berzélius (17e) et des modalités de passation du marché de travaux de démolition. - Dépôt des demandes de permis de démolir et de permis de construire.

2008, DPA 154 - Approbation du principe d'indemnisation de l'Entreprise Bouygues Bâtiment IDF pour préjudices subis lors des travaux réalisés à la crèche collective et familiale, 16, avenue Brunetière (17e).

2008, DPA 158 - Approbation du principe d'indemnisation de la Société Augagneur en raison des préjudices subis lors des travaux de construction d'une crèche collective, 15-17, rue Pierre Picard (18e).

2008, DPA 201 - Approbation du principe de réalisation des travaux de restructuration des sections des grands, au rez-de-chaussée, à la crèche collective 15, cour Debille (11e), et les modalités de passation du marché de travaux correspondant.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2008, DFPE 292 - DDEE 144 - Lancement d'un marché sur appel d'offre ouvert européen relatif à des prestations régulières de nettoyage et décapage et mise en cire des sols dans les établissements municipaux de Petite enfance de moins de 66 places de la Ville de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Seybah DAGOMA, rapporteurs.

2008, DFPE 134 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "A.J.H.I.R." (Aide aux jeunes Handicapés pour une Intégration Réussie" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Petit Prince Lumière" (20e). - Montant : 103.953 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI et Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2008, PP 61 - Individualisation d'une autorisation de programme de 2.649.000 euros pour la réalisation des travaux de remplacement des façades "murs-rideaux", réfection du chauffage, des réseaux et de la cour, neutralisation des postes de carburants au centre de secours de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris sis 47-49, rue de la Commune de Paris, 93300 Aubervilliers. - Autorisation à M. le Préfet de police de signer les marchés correspondants.

2008, PP 62 - Lancement d'un appel d'offres ouvert et approbation des pièces du marché pour des travaux de nettoyage, de ravalement, de restauration des façades, de mise aux normes des garde-corps, de remplacement des menuiseries extérieures, d'étanchéité des terrasses de la Caserne Champerret de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris 1, place Jules Renard (17e).

2008, PP 63 - Approbation du principe du marché relatif au transport par voie aérienne des personnels de la Préfecture de police relevant des administrations parisiennes ainsi que de leurs ayants-droits se rendant dans les départements d'outre-mer dans le cadre des congés bonifiés et à l'acheminement de leurs bagages.

2008, PP 64 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre relatif aux travaux de nettoyage, ravalement, restauration des façades, mise aux normes des garde-corps et remplacement des menuiseries extérieures de l'îlot de la caserne Champerret 1, place Jules Renard (17e).

2008, PP 66 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux notifié à la société Bouygues Bâtiment Ile-de-France pour la restructuration du poste de commandement de compagnie Montmartre de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris situé 12, rue Carpeaux (18e). - Individualisation d'une autorisation de programme complémentaire de 930.000 euros TTC.

2008, PP 67 - Individualisation d'une autorisation de programme de 1.240.000 euros pour la réalisation des travaux de rénovation des salles de restauration sociale du 1er étage de l'immeuble Massillon sis 1, rue Massillon (4e). - Approbation des pièces du marché. - Autorisation de signer les marchés correspondants.

2008, PP 68 - Individualisation d'une autorisation de programme de 725.000 euros TTC pour la réalisation des travaux de réfection des locaux du 2e étage de l'immeuble Gesvres sis 12-14, quai de Gesvres (4e). - Approbation des pièces du marché. - Autorisation de signer les marchés correspondants.

2008, PP 69 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la Commission d'appel d'offres de la ville de Paris.

2008, PP 70 - Dispositions fixant la nature, le programme des épreuves, les modalités et les règles générales d'organisation du concours sur titres pour l'accès au corps des médecins civils de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

2008, PP 71 - Extension au corps des préposés de la Préfecture de police de la délibération n° 2003 PP 15 du 3 mars 2003 portant attribution d'une prime de rendement en faveur de certains agents de catégorie C, et abrogation de la délibération 1990 D 1985 du 19 novembre 1990 portant réaménagement, à compter du 1er juillet 1990, des modalités de calcul de la prime spéciale des préposés du service de séquestres de la Préfecture de police.

M. Georges SARRE, rapporteur.

2008, SGRI 12 - Subvention à l'association "SoundDécomusic", 51, rue Myrha (18e). - Montant : 8.000 euros.

2008, SGRI 19 - DAC 311 - Subvention à l'association "Mémoire de l'Avenir", 19, rue Max Dormoy (18e). - Montant : 8.500 euros.

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2008, DPVI 9 - Signature d'une convention avec la Fédération des Centres sociaux (FCS 75) pour l'attribution d'une subvention relative à un dispositif d'accompagnement à la préparation du Diplôme Initial de Langue Française (DILF). - Montant : 20.000 euros.

2008, DPVI 11 - Subvention à l'association "Arcréation - Mot de Passe" (5e). - Montant : 20.000 euros.

2008, DPVI 12 - Subventions à des associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier Portes Saint-Denis - Saint-Martin (10e). - Montant : 43.900 euros.

2008, DPVI 13 - Subventions à 15 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier de Fontaine-au-Roi (11e). - Montant total : 48.900 euros.

2008, DPVI 14 - Subventions à onze associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur les quartiers du sud du 13e. - Montant total : 30.200 euros.

2008, DPVI 15 - Subventions à 23 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier Porte de Vanves (14e). - Montant total : 42.500 euros.

2008, DPVI 16 - Subventions à dix associations oeuvrant sur le quartier Politique de la ville des Portes du sud (13e). - Montant total : 18.700 euros.

2008, DPVI 18 - Subventions à 13 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier "Belleville Amandiers" (20e). - Montant total : 50.500 euros.

2008, DPVI 19 - Subventions à 12 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier “Porte Clichy - Porte Saint-Ouen” (17e). - Montant total : 50.210 euros.

2008, DPVI 21 - Subventions à 5 associations menant des actions Politique de la ville sur le quartier “Amiraux - Simplon” (18e). - Montant total : 24.400 euros.

2008, DPVI 22 - Subventions à 9 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier “Porte Montmartre - Porte Clignancourt” (18e). - Montant total : 45.000 euros.

2008, DPVI 23 - Subventions à 7 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier “Goutte-d’Or” (18e). - Montant total : 46.000 euros.

2008, DPVI 24 - Subventions à 18 associations menant des actions Politique de la ville sur le quartier “Flandre” (19e). - Montant total : 76.650 euros.

2008, DPVI 25 - Subventions à quinze associations menant des actions au titre de la Politique de la Ville sur le quartier “Saint-Blaise” (20e). - Montant total : 63.800 euros.

2008, DPVI 31 - Subvention d’investissement à l’OPAC de Paris par participation financière de la Ville de Paris en vue du financement d’un réaménagement d’un local commercial en un local associatif destiné à l’association “Jeunesse Feu Vert-SAFIP” du quartier Politique de la ville “Fontaine-au-Roi (11e). - Montant total : 50.200 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2008, CAS 1 - Modification de l’article 5, Titre I/A du Règlement municipal des prestations d’aide sociale facultative.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2008, DJS 1 - Subvention à l’association “Paris Athlétic” (12e) pour son action dans le 10e arrondissement. - Montant : 800 euros.

2008, DJS 2 - Subvention à l’association “L’Echiquier de la Butte” (18e). - Montant : 7.500 euros.

2008, DJS 7 - Subventions à quatorze organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives. - Montant total : 25.200 euros.

2008, DJS 9 - Signature d’une convention avec l’Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) (12e) pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 63.500 euros.

2008, DJS 10 - Subventions à 9 associations sportives parisiennes. - Montant total : 10.450 euros.

2008, DJS 11 - Subventions à onze associations parisiennes. - Montant total : 31.900 euros.

2008, DJS 13 - Subventions à 15 associations sportives parisiennes. - Montant total : 22.600 euros.

2008, DJS 14 - Subventions à sept associations dont l’activité s’exerce dans le cadre de plusieurs arrondissements. - Montant total : 83.600 euros.

2008, DJS 19 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer une convention avec l’Office du Mouvement sportif du 5e arrondissement pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 13.000 euros.

2008, DJS 37 - Signature d’une convention avec le “Comité Départemental Olympique et Sportif de Paris (CDOSP)” pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 39.000 euros.

2008, DJS 38 - Signature d’une convention avec la Ligue de l’Enseignement - Fédération Départementale de Paris pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 22.000 euros.

2008, DJS 45 - Subvention à “l’Association Versailles 2000 - Quilles de Huit”. - Montant : 1.400 euros.

2008, DJS 46 - Subvention à l’association “Arènes et Stades” (18e). - Montant : 1.500 euros.

2008, DJS 50 - Subvention à l’association “Paris Aquatique” (13e). - Montant : 3.000 euros.

2008, DJS 51 - Subvention à l’association du collège Colette Besson (20e). - Montant : 700 euros.

2008, DJS 52 - Subventions à dix organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives. - Montant total : 26.200 euros.

2008, DJS 53 - Subventions à quatre organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives. - Montant total : 34.600 euros.

2008, DJS 56 - Signature d’une convention avec le Comité Départemental de Paris de Football pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 50.000 euros.

2008, DJS 57 - Signature d’une convention avec le “Comité Départemental de l’Union Sportive de l’Enseignement du Premier Degré de Paris” (USEP Paris) pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 25.000 euros.

2008, DJS 61 - Subventions à deux associations du 1er arrondissement. - Montant total : 600 euros.

2008, DJS 66 - Subventions à neuf associations du 6e arrondissement. - Montant total : 12.700 euros.

2008, DJS 67 - Subventions à sept associations du 7e arrondissement. - Montant total : 6.900 euros.

2008, DJS 82 - Subvention à l’association “La Saint-Louis de Vaugirard” (15e). - Montant : 11.000 euros.

2008, DJS 84 - Subventions à dix associations du 17e arrondissement. - Montant total : 11.850 euros.

2008, DJS 85 - Subventions à deux associations du 17e arrondissement. - Montant total : 19.750 euros.

2008, DJS 89 - Subventions à deux associations du 19e arrondissement. - Montant total : 16.000 euros.

2008, DJS 91 - Subvention à une association du 20e arrondissement. - Montant : 8.000 euros.

2008, DJS 92 - Signature d’une convention avec l’association “Comité de Paris de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail” (19e) pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 16.000 euros.

2008, DJS 93 - Signature d’une convention avec l’association “Cercle Sportif de l’Institution Nationale des Invalides” (7e) pour l’attribution d’une subvention. - Montant : 20.000 euros.

2008, DJS 95 - Signature d'une convention avec l'association "En Avant de Paris" (14e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 16.800 euros.

2008, DJS 96 - Signature d'une convention avec l'association "Sporting Club Universitaire de France" (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 22.900 euros.

2008, DJS 97 - Signature d'une convention avec l'association "Cercle Féminin de Paris" (16e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.200 euros.

2008, DJS 102 - Signature d'une convention avec l'association "Judo Paris Centre" (1er) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 7.000 euros.

2008, DJS 103 - Signature d'une convention avec l'association "A.S. du centre de Paris" (2e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 26.000 euros.

2008, DJS 108 - Signature d'une convention avec l'association "Sporting Club Maccabi de Paris" (11e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 35.000 euros.

2008, DJS 110 - Signature d'une convention avec l'association "Union Sportive Olympiades Massif Central" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 24.000 euros.

2008, DJS 118 - Signature d'une convention avec l'association "Cercle des Escrimeurs Parisiens" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 24.000 euros.

2008, DJS 125 - Signature d'une convention avec l'association "Evolution Sportive et Culturelle du XVe" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 25.500 euros.

2008, DJS 127 - Signature d'une convention avec l'association "Neptune Club de France" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.000 euros.

2008, DJS 129 - Signature d'une convention avec l'association "Club Sportif Ternes Paris Ouest" (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2008, DJS 131 - Signature d'une convention avec l'association "Olympique Montmartre Sports " (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 30.500 euros.

2008, DJS 132 - Signature d'une convention avec l'association "Espérance Sportive Parisienne" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 66.000 euros.

2008, DJS 135 - Signature d'une convention avec l'association "Club Sportif Paris 19e" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 20.000 euros.

2008, DJS 141 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Beach Volley" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 8.000 euros.

2008, DJS 142 - Subvention à l'association "Amicale Internationale des Sportifs" (15e). - Montant : 1.700 euros.

2008, DJS 143 - Subvention à la Ligue Ile-de-France d'Aviron. - Montant : 4.000 euros.

2008, DJS 187 - Subvention à l'association "Double Jeu Tennis Paris" (17e). - Montant : 1.000 euros.

2008, DJS 188 - Subvention au Comité Départemental de Course d'Orientation de Paris (11e). - Montant : 2.000 euros.

2008, DJS 189 - Subvention à la "Fédération Française de Go" (6e). - Montant : 1.500 euros.

2008, DJS 197 Subvention à l'Association Française de Jeux de Force (Seine-Saint-Denis). - Montant : 4.000 euros.

2008, DJS 205 - Subvention à la Fédération Française de Savate Boxe Française et Disciplines Associées pour l'organisation de la 2e Nuit des championnes au gymnase Japy le 8 novembre 2008. - Montant : 10.000 euros.

2008, DJS 209 - Subvention à la section football du P.U.C. Omnisports pour l'organisation du challenge national 2008, de football universitaire catégorie 15 ans. - Montant : 1.500 euros.

2008, DJS 249 - Subvention à l'association "Randonneurs d'Ile-de-France" (14e). - Montant : 1.000 euros.

2008, DJS 272 - Subvention à l'association "La Marche de la Bièvre" (Essonne). - Montant : 1.000 euros.

2008, DJS 291 - Subventions à deux associations du 4e arrondissement. - Montant total : 3.200 euros.

2008, DJS 294 - Subventions à sept associations du 10e arrondissement. - Montant total : 6.650 euros.

2008, DJS 312 - Subvention à une association dans le 6e arrondissement. - Montant : 5.400 euros.

2008, DJS 314 - Subvention à l'association "Mola Capoeira Paris" (10e). - Montant : 900 euros.

2008, DJS 324 - Signature d'une convention avec le PUC Omnisports pour l'attribution d'une subvention au titre d'un soutien complémentaire à sa section escrime. - Montant : 25.000 euros.

2008, DJS 339 - Signature d'un contrat de transaction avec la société SMC2 SARL visant à l'indemniser des travaux supplémentaires réalisés dans le cadre des travaux de création de la couverture du roller park du Parc de Bercy (12e).

2008, DJS 362 - Lancement de deux marchés selon la procédure de l'article 30 du Code des marchés pour assurer l'exploitation et la sécurité des deux patinoires temporaires situées place de l'Hôtel de Ville (4e) et place Raoul Dautry (15e), pour quatre saisons hivernales.

2008, DJS 363 - Signature de 15 lots du marché relatif à la mise en place et à l'organisation d'animations sportives et récréatives sur la voie Georges Pompidou et sur le bassin de La Villette (19e) pendant l'opération Paris Plage 2008.

2008, DJS 368 - Fixation des tarifs d'utilisation des équipements du Stade Charléty (13e) pour les établissements scolaires, associations et autres groupements.

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2008, DJS 12 - Subventions à seize associations parisiennes. - Montant total : 25.700 euros.

M. Jean VUILLERMOZ, Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2008, DAC 258 - Subvention à l'association "Cercle d'études de la Déportation et de la Shoah - Amicale des Déportés d'Auschwitz" (11e). - Montant : 2.000 euros.

2008, DASES 54 - Signature d'une convention avec l'association "La Fondation de la France Libre" (13e) pour l'attribution d'une subvention pour le règlement de ses loyers au titre de l'année 2007. - Montant : 174.314 euros.

2008, DASES 72 - Subventions à l'Association des déportés et internés, résistants et patriotes de Paris (4e) pour le règlement de ses loyers et pour la poursuite de ses activités. - Montant total : 7.924 euros.

2008, DASES 74 - Subvention à la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie - FNACA Comité du 15e. - Montant : 1.400 euros.

2008, DASES 75 - Subvention à la Fédération nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie - FNACA Comité du 12e arrondissement. - Montant : 1.000 euros.

2008, DASES 77 - Subvention à l'Union amicale pour la mémoire des personnels anciens combattants et victimes de guerres, victimes du devoir patriotique et professionnel de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, du Crédit municipal, des Préfectures et de la Ville de Paris (4e). - Montant : 2.606 euros.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

En outre, l'Assemblée a pris connaissance de la communication suivante :

2008, DDATC 129 - Communication sur l'activité en 2007 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

Liste des membres présents.

MM. Gérard d'ABOVILLE, Pierre AIDENBAUM, Gilles ALAYRAC, David ALPHAND, Mme Aline ARROUZE, MM. Daniel ASSOULINE, David ASSOULINE, Pierre AURIACOMBE, Mmes Marie-Chantal BACH, Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Florence BERTHOUT, Dominique BERTINOTTI, Geneviève BERTRAND, Hélène BIDARD, Michèle BLUMENTHAL, Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BRAVO, Jean-Bernard BROS, Ian BROSSAT, Mmes Colombe BROSSEL, Catherine BRUNO, Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mme Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE GÉE, MM. Pierre CASTAGNOU, Jean-Marie CAVADA, Mme Sandrine CHARNOZ, MM. Pierre CHARON, Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX, M. Pascal CHERKI, Mmes Odette CHRISTIENNE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, Lyne COHEN-SOLAL, MM. Yves CONTASSOT, Alexis CORBIÈRE, Thierry COUDERT, Jérôme COUMET, Daniel-Georges COURTOIS, François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mmes Virginie DASPET, Rachida DATI, Melle Emmanuelle DAUVERGNE, M. Bernard DEBRÉ, Melle Roxane DECORTE, MM. Bertrand DELANOË, Alain DESTREM, Mmes Laurence DOUVIN, Véronique DUBARRY, MM. Jérôme DUBUS, Michel DUMONT, René DUTREY, Mmes Myriam EL KHOMRI, Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mmes Léa FILOCHE, Mireille FLAM, Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mmes Isabelle GACHET, Fabienne GASNIER, MM. Bernard GAUDILLÈRE, Jean-Jacques GIANNESINI, Mmes Danièle GIAZZI, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe GIRARD, Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Philippe GOUJON, Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mmes Anne HIDALGO, Valérie HOFFENBERG, Halima JEMNI, MM. Bruno JULLIARD, Patrick KLUGMAN, Mmes Brigitte KUSTER, Christine LAGARDE, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, MM. François LEBEL, Jean-Pierre LECOQ, Jean-François LEGARET, Pierre LELLOUCHE, Mme Annick LEPETIT, MM. Romain LÉVY, Alain LHOSTIS, Mmes Katia LOPEZ, Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Roger MADEC, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Daniel MARCOVITCH, Jean-Baptiste MENGUY, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, MM. Jean-Louis MISSIKA, Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIE, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Martine NAMY-CAULIER, Annick OLIVIER, Anne-Constance ONGHENA, Françoise de PANAFIEU, M. Mao PENINOU, Mmes Frédérique PIGEON, Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Olivia POLSKI, Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO di BORGO, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, MM. Christian SAINT-ETIENNE, Hermano SANCHES RUIVO, Mme Marielle de SARNEZ, MM. Georges SARRE, Christian SAUTTER, Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mmes Gisèle STIEVENARD, Anne TACHENE, Karen TAÏEB, MM. Pierre-Christian TAITTINGER, Jean TIBÉRI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, MM. Daniel VAILLANT, François VAUGLIN, Mmes Pauline VERON, Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusés : Mme Lynda ASMANI, M. Patrick BLOCHE, Mme Frédérique CALANDRA, M. Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, MM. Sylvain GAREL, Philippe TORRETON.

Annexe n° 3 - Liste des questions posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

I - Questions du groupe Centre et Indépendants.

QOC 2008-94 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris sur les dispositions à prendre face aux problèmes de dépendance de la population handicapée mentale, âgée de plus de 50 ans.

Libellé de la question :

"Le vieillissement de la population française conduira, dans les années à venir, à une augmentation du nombre de personnes âgées dépendantes. Ainsi, en supposant une stabilité de la durée de vie moyenne en dépendance, 1.200.000 personnes seront dépendantes en 2040, contre 800.000 actuellement.

Dans ce contexte, quelles dispositions prendre face aux problèmes de dépendance de la population handicapée mentale, âgée de plus de 50 ans ?

Le maintien à domicile reste la solution préférée par une majorité de français, qui attribue un rôle majeur aux pouvoirs publics en matière de prise en charge des personnes âgées dépendantes. Concernant le handicap, un français sur deux estime que la société ne fait pas suffisamment d'efforts pour intégrer les personnes handicapées.

L'avancée des techniques et des sciences nous permet pourtant, désormais, d'organiser une société plus solidaire. La mise en place d'une politique nouvelle en faveur des personnes âgées handicapées, et plus particulièrement en direction des handicapés mentaux adultes, qui ne stigmatise pas la personne en perte d'autonomie, doit d'ores et déjà être pensée afin de faire émerger des solutions adaptées à la vie de chacun.

Mme Geneviève BERTRAND, au nom du groupe Centre et Indépendants, demande que soit étudiée, dans un projet aujourd'hui en cours, une disposition déterminant un espace de vie, plus particulièrement destiné aux personnes handicapées mentales adultes, qui perdent leurs appuis familiaux et qui ne savent pas où l'on peut les adresser car les structures hospitalières de tous ordres ne sont pas adaptées à leur situation si difficile."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-95 Question de M. Yves POZZO di BORGO et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Préfet de police relative au maintien de la tranquillité et de la sécurité de l'espace public que forment les quais de Paris la nuit et particulièrement les berges du quai Voltaire.

Libellé de la question :

"Je me permets d'attirer votre attention sur les nuisances nocturnes quasi continuelles qui ont lieu sur les berges du quai Voltaire et qui perturbent la tranquillité des riverains une grande partie de la nuit. Tapage, musique assourdissante, la nuit n'est jamais paisible.

M. Yves POZZO di BORGO, au nom du groupe Centre et Indépendants, attire l'attention de M. le Préfet de police et lui demande dans quelle mesure est-il possible de mettre en place les moyens lui permettant de garantir le devoir de tranquillité et de sécurité de l'espace public que forment les quais de Paris, la nuit, et plus particulièrement les berges du quai Voltaire."

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"Le quai Voltaire, compris entre la rue des Saints-Pères et la rue du Bac est court et fait l'objet de l'attention particulière des services de police.

A ce jour, l'unité générale de protection de la Direction de l'Ordre public et de la Circulation, chargée jour et nuit de la protection du site, n'a pas recensé de nuisances particulières.

En dépit des recherches effectuées suite à votre question, aucune intervention des services de police et ni plainte ou main courante des riverains du quai Voltaire n'a non plus été enregistrée au commissariat du 7e arrondissement.

A la faveur de votre signalement, une vigilance accrue a été demandée aux services concernés sur les berges du quai Voltaire afin de procéder à la verbalisation des fauteurs des troubles qui seraient constatés.

Les policiers de quartier se rapprocheront des riverains afin de déterminer l'origine et les créneaux horaires précis des nuisances qui vous sont été rapportées."

QOC 2008-96 Question de M. Yves POZZO di BORGO et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux moyens d'assurer la sécurité des quartiers de la Capitale, notamment dans le 7e arrondissement à l'angle de l'avenue de Suffren et de l'avenue de l'avenue de Lowendal.

Libellé de la question :

"En tant qu'élu du 7e, un fait d'actualité dans cet arrondissement me conduit à évoquer une atteinte au droit à la sécurité des citoyens à l'angle de l'avenue de Suffren et de l'avenue de Lowendal.

Quasiment chaque nuit, depuis décembre 2007, les habitants sont réveillés par un tapage dû à la présence permanente de personnes sans domicile fixe, constamment sous l'emprise de l'alcool. A cette insalubrité s'ajoute un comportement agressif intolérable (cris, bagarres, aboiements de chiens, insultes) envers les passants, notamment auprès des femmes et des enfants.

Nous déplorons cette situation de misère humaine en plein cœur de Paris, qui n'est évidemment pas nouvelle, et se répète dans de nombreux autres arrondissements parisiens.

M. Yves POZZO di BORGO, au nom du groupe Centre et Indépendants, attire l'attention de M. le Préfet de police et du Maire de la Capitale pour étudier dans quelle mesure est-il possible de mettre fin avec dignité à cette situation. Il ne faut pas attendre que de tels incidents dégénèrent en faits divers pour que l'on trouve les moyens d'assurer la sécurité des quartiers de la Capitale."

Réponse de M. le Maire de Paris non parvenue.

Réponse (M. LE PREFET DE POLICE) :

"Créée en 1954 et composée de fonctionnaires volontaires, la Brigade d'assistance aux personnes sans abri (B.A.P.S.A.) de la Préfecture de police propose aide et assistance à toutes les personnes sans domicile fixe présentes sur le territoire de la commune de Paris, que celles-ci s'installent directement sur la voie publique ou dans des dépendances domaniales publiques ou privées accessibles aux services de police, qu'elles s'abritent sous des tentes, dans des abris de fortune ou bien dans les recoins et interstices que ménage l'architecture urbaine.

Elle intervient toute l'année, y compris l'été (de 6 heures 30 à 23 heures du lundi au vendredi et de 7 heures 30 à 21 heures 30 les week-ends), soit sur appels reçus au n° 115 du SAMU social soit dans le cadre de ses maraudes.

La BAPSA propose systématiquement aux personnes sans domicile fixe les solutions d'hébergement disponibles, soit au Centre d'hébergement et d'assistance aux personnes sans abri (C.H.A.P.S.A.) de Nanterre où 140 places lui sont allouées, soit dans des structures d'accueil implantées à Paris intra-muros telles qu'"Emmaüs", la "Mie de Pain", la "Boulangerie" ou toute autre association pouvant accueillir des sans-abris.

Il s'avère que la plupart des personnes concernées refusent ces propositions, préférant leur abri de fortune aux centres d'accueil.

La B.A.P.S.A. répertorie les lieux d'implantation des personnes en situation précaire et y effectue des passages réguliers.

Sans titre judiciaire préalable et à l'exception des voies de droit relatives à la conservation du domaine public, le code pénal n'autorise pas l'usage de la coercition ou de mesures d'autorité à l'encontre des personnes sans abri, sauf dans le cas où leur vie serait menacée. Il en va cependant autrement si elles adoptent un comportement répréhensible.

S'agissant des troubles invoqués en raison de l'attitude agressive des sans-abri installés à l'angle des avenues de Lowendal et de Suffren à Paris 7e, les policiers de la B.A.P.S.A. se sont rendus à plusieurs reprises sur les lieux depuis le début de l'année, afin de prendre contact avec les deux personnes qui vivent dans la tente installée sur place et qui semblaient évoluer entre ce carrefour et le boulevard Pasteur. Lors de leurs dernières rondes effectuées entre les 25 et 27 juin 2008, tant en journée qu'en soirée, les fonctionnaires de police ont à chaque fois constaté que cette tente au sigle de l'association "Médecins du monde" était inoccupée.

Au terme des investigations policières qui n'ont pas permis de mettre en évidence, au cours des derniers mois écoulés, de plainte ou d'appel liés à l'état d'imprégnation alcoolique des mis en cause, il ressort que ces derniers ont, de leur propre initiative, définitivement quitté le site. Seule restait encore sur place la tente qu'ils avaient occupée.

Il est souhaitable qu'une opération d'enlèvement des détritus et autre objets encombrant la voie publique soit prochainement organisée."

QOC 2008-97 Question de Mme Catherine BRUNO et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la multiplication des manifestations bruyantes autour de l'Hôtel de Ville.

Libellé de la question :

"Le vendredi 13 juin, toute la matinée, l'avenue Victoria a été le théâtre d'une manifestation particulièrement sonore et disproportionnée avec porte-voix, haut-parleur, chansons, ampli surdimensionné, tambours, de la part de personnels hospitaliers. Fait inadmissible, ces nuisances n'ont été le fruit que de la motivation de trente individus.

Alors que les manifestations et la mobilisation qui s'en suit se démultiplient autour de l'Hôtel de Ville, le taux de grévistes et le nombre de participants sont moins importants. Dans ce contexte, il semble que les syndicats cherchent de nouveaux moyens de se faire entendre.

Le groupe Centre et Indépendants déplore la multiplication de ces manifestations bruyantes qui entraînent une prolifération des rassemblements s'inscrivant au-delà du seuil de tolérance sonore des riverains et du cadre naturel des manifestations.

Catherine BRUNO et les élus du groupe Centre et Indépendants souhaitent que la Ville de Paris :

- se mette en relation avec les différentes parties (Préfecture de police, organisations syndicales) pour inscrire de nouveau ces manifestations dans le cadre normal accordé par la liberté de manifester :

- précise son action pour pacifier et équilibrer lors de ces mobilisations le partage de l'espace public."

Réponse non parvenue.

II - Questions du groupe U.M.P.PA.

QOC 2007-98 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les conséquences économiques du tramway des Maréchaux Sud.

Libellé de la question :

" Le tramway des Maréchaux sud a été inauguré en décembre 2006, après trois ans et demi de travaux. Cette installation a des conséquences non négligeables sur les activités des commerces situés en bordure du tramway.

L'Observatoire mis en place, par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris a permis d'identifier 3 conséquences majeures :

- dans l'ensemble, les chiffres d'affaires des commerçants se sont redressés durant l'année 2007, sans néanmoins retrouver le niveau atteint avant les travaux ;

- l'équipement commercial n'a pas connu de modifications spécifiques, mais le nombre de locaux vacants est en hausse, atteignant 9,3 % en mars 2008 (soit après la fin des travaux), contre 6 en juin 2003 (avant les travaux) ;

- enfin, la clientèle de passage est moins fréquente et les difficultés pour charger et décharger se sont amplifiées du fait du manque d'accès de livraison à proximité des boutiques.

Face à cette situation, M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris de bien vouloir leur préciser les mesures qu'il compte prendre, en matière d'aménagement de voirie pour remédier à ces dysfonctionnements ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-99 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le désenclavement du quartier des "Hauts de Malesherbes" (17e).

Libellé de la question :

"Lors du vote sur le plan de déplacement de Paris, un voeu a été adopté, à l'unanimité, par le Conseil de Paris précisant :

- que le désenclavement de la Porte d'Asnières devait être spécifiquement pris en compte dans le P.D.P. ;

- qu'une approche globale circulation routière /dessertes radiales par les transports en commun/desserte de proximité, soit proposée ;

- que cette approche globale intègre également la création de la Z.A.C. Batignolles/Clichy/Cardinet.

Depuis plus d'un an, et malgré ce consensus politique, aucune amélioration visible pour les habitants n'a été apportée.

M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris de bien vouloir, enfin leur préciser, quel est le plan global qu'il envisage pour désenclaver ce quartier."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-100 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l'installation du wi-fi au 9, place de l'Hôtel de Ville (4e).

Libellé de la question :

"A la suite de la mise en place de la dématérialisation, les élus du groupe UMPPA demandent qu'il soit procédé à l'installation du Wi-fi ou de tout autre système permettant de se connecter à plusieurs dans les bureaux du 9 place de l'Hôtel de Ville, qui sont le lieu de travail de nombreux Conseillers de Paris.

Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. souhaitent connaître les intentions du Maire de Paris à ce sujet ainsi que le délai de leur réalisation."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-101 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le suivi du déroulement des séances du Conseil de Paris.

Libellé de la question :

"Afin de pouvoir suivre le déroulement de la séance du Conseil de Paris, Laurence Douvin et les élus du groupe UMPPA souhaitent que soient installés dans la salle du Conseil, deux écrans mentionnant en temps réel, la délibération ou le voeu en cours de discussion, le nom des orateurs inscrits et celui de l'adjoint chargé d'y répondre, ainsi que la durée des interventions.

Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. souhaitent connaître les intentions de M. le Maire de Paris à ce sujet ainsi que le délai de leur réalisation".

QOC 2008-102 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les extensions abusives des terrasses.

Libellé de la question :

"Nous recevons dans tous les arrondissements, un certain nombre de plaintes concernent les extensions abusives des terrasses.

La vie commerçante de nos arrondissements est essentielle pour l'animation de quartiers, mais elle ne doit pas se faire au détriment de la libre circulation des piétons.

Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris quels sont les moyens humains de contrôle des terrasses et s'il est envisagé, comme cela paraît nécessaire, de les renforcer !"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-103 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les bornes rechargeables pour les véhicules électriques à Paris.

Libellé de la question :

"Vous nous avez annoncé, Monsieur le Maire, que Paris se dotera de 4 000 véhicules électriques et vous allez lancer un appel d'offres pour la mise en place de ce libre service.

Hélas, Paris ne dispose actuellement que de moins de 100 bornes de ce type, sur la voie publique et dans les parcs de stationnement, ce qui est, vous en conviendrez très insuffisant pour l'efficacité de ce projet.

Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent à M. le Maire de Paris, dans le cadre du développement durable, la création de bornes électriques afin de pouvoir satisfaire pleinement les besoins à venir et qu'une concertation ait lieu avec les maires d'arrondissement quant à leur implantation."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-104 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les mesures envisagées afin d'assurer l'entretien au quotidien de la voirie du 16e arrondissement.

Libellé de la question :

"L'état de propreté des rues du 16e arrondissement s'est aggravé et provoque des désagréments désormais quotidiens, ce qui suscite bien légitimement des plaintes de plus en plus nombreuses de la population qui réclame que la Ville prenne ses responsabilités pour assurer l'entretien de la voirie.

La saleté des rues est devenue une préoccupation majeure des riverains, et des Parisiens ou touristes de passage, qui s'inquiètent désormais des risques encourus, sanitaires, mais aussi d'accidents de la voie publique.

M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD, Conseillers de Paris du 16e arrondissement, et les membres du groupe U.M.P.P.A., demandent à M. le Maire de Paris les mesures qu'il entend prendre rapidement pour assumer ses responsabilités afin d'assurer tous les jours l'entretien de la voirie du 16e arrondissement, et si il envisage de renforcer les dispositifs consacrés à la propreté de l'arrondissement."

Réponse non parvenue.

III - Question du groupe "Les Verts".

QOC 2008-57 Question de M. Jacques BOUTAULT et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris concernant la fermeture depuis le mois de décembre 2007 de la piscine du centre sportif Suzanne Berlioux.

Libellé de la question :

"Depuis le mois de décembre 2007, la piscine du centre sportif Suzanne Berlioux a été fermée pour entretien et n'a pas, depuis, été réouverte. Or, cet équipement public géré par la société privée "CARILIS" (anciennement France Patinoire) accueille de nombreux habitants du 2e arrondissement qui ne disposent d'aucune autre piscine à proximité.

Les activités des associations et clubs sont considérablement perturbées. Cette situation occasionne une gêne importante pour les scolaires qui n'ont pu suivre les cours de natation pourtant prévus au programme.

Les raisons de cette fermeture n'ont été expliquées aux scolaires, aux clubs sportifs et au public que suite à de nombreuses réclamations, par un simple panneau affiché à l'entrée.

Les élus, pour leur part, sont toujours en attente de la moindre explication.

Aussi, M. Jacques BOUTAULT, Maire du 2e arrondissement, souhaite connaître :

- les raisons précises de cette fermeture prolongée ;

- quelles sont les responsabilités partagées entre la Ville de Paris et le délégataire en ce qui concerne la vétusté du bassin si celle-ci est due à un défaut d'entretien ;

- si la Ville de Paris envisage une reprise en régie directe de cet établissement à l'issue de la convention de gestion qui arrive à échéance en juin 2013 ;

- quel est actuellement le calendrier prévisionnel de réouverture de cet établissement ?"

Réponse non parvenue.

Annexe n° 4 - Résultats des scrutins.

Scrutin public concernant le vœu n° 71 déposé par le groupe "Les Verts" sur le projet de délibération DPE 24 :

Votants : 155

Pour : 20

Contre : 84

Abstention : 50

Nppv : 1

1 - Pour : M. BROSSAT Ian, Communiste

2 - Contre : Mme BACHE Marinette, MRC

3 - Pour : M. GAREL Sylvain, Les Verts (Délégué: Mme FOURNIER Danielle)

4 - Contre : M. CAFFET Jean-Pierre, Socialiste et Radical de gauche

5 - Contre : M. DAGNAUD François, Socialiste et Radical de gauche

6 - Contre : M. GIRARD Christophe, Socialiste et Radical de gauche

7 - Contre : Mme HIDALGO Anne, Socialiste et Radical de gauche

8 - Contre : M. GAUDILLERE Bernard, Socialiste et Radical de gauche

9 - Contre : Mme TROSTIANSKY Olga, Socialiste et Radical de gauche

10 - Contre : M. SARRE Georges, MRC

11 - Contre : Mme LEPETIT Annick, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. KLUGMAN Patrick)

12 - Pour : M. VUILLERMOZ Jean, Communiste

13 - Pour : M. BAUPIN Denis, Les Verts

14 - Abst. : M. LAMOUR Jean-François, UMP

15 - Abst. : M. LEGARET Jean-Francois, UMP

16 - Abst. : M. TIBERI Jean, UMP (Délégué: Mme BACH Marie-Chantal)

17 - Pour : M. LHOSTIS Alain, Communiste

18 - Pour : Mme ARROUZE Aline, Communiste

19 - Pour : Mme BIDARD Hélène, Communiste

20 - Pour : Mme BECKER Emmanuelle, Communiste

21 - Contre : Mme TAIEB Karen, MRC (Délégué: Mme BACHE Marinette)

22 - Pour : M. BOUTAULT Jacques, Les Verts

23 - Pour : Mme FOURNIER Danielle, Les Verts

24 - Contre : M. BLOCHE Patrick, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. FERAUD Rémi)

25 - Contre : Mme BLUMENTHAL Michèle, Socialiste et Radical de gauche

26 - Contre : Mme BENGUIGUI Yamina, Socialiste et Radical de gauche

27 - Contre : Mme BOISTARD Pascale, Socialiste et Radical de gauche

28 - Contre : M. SAUTTER Christian, Socialiste et Radical de gauche

29 - Contre : Mme STIEVENARD Gisèle, Socialiste et Radical de gauche

30 - Contre : M. BROS Jean-Bernard, Socialiste et Radical de gauche

31 - Contre : Mme BROSSEL Colombe, Socialiste et Radical de gauche

32 - Contre : Mme CAPELLE Liliane, MRC

33 - Contre : M. BOUAKKAZ Hamou, Socialiste et Radical de gauche

34 - Abst. : M. GOASGUEN Claude, UMP

35 - Abst. : Mme DOUVIN Laurence, UMP

36 - Abst. : Mme DATI Rachida, UMP (Délégué: Melle DAUVERGNE Emmanuelle)

37 - Abst. : M. GOUJON Philippe, UMP

38 - Abst. : Mme LAGARDE Christine, UMP (Délégué: Mme DOUVIN Laurence)

39 - Abst. : Mme de PANAFIEU Françoise, UMP (Délégué: Mme KUSTER Brigitte)

40 - Pour : M. LECOQ Jean-Pierre, UMP

41 - Contre : M. LEVY Romain, Socialiste et Radical de gauche

42 - Contre : M. CARON-THIBAULT Gauthier, Socialiste et Radical de gauche

43 - Contre : Mme WIEVIORKA Sylvie, Socialiste et Radical de gauche

44 - Pour : M. DUTREY René, Les Verts (Délégué: M. BOUTAULT Jacques)

45 - Pour : M. CONTASSOT Yves, Les Verts

46 - Contre : M. CASTAGNOU Pierre, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme LANG Anne-Christine)

47 - Contre : M. AIDENBAUM Claude, Socialiste et Radical de gauche

48 - Contre : Mme CALANDRA Frédérique, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. BARGETON Julien)

49 - Contre : M. VAILLANT Daniel, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme EL KHOMRI Myriam)

50 - Contre : M. CHERKI Pascal, Socialiste et Radical de gauche

51 - Contre : Mme COHEN-SOLAL Lyne, Socialiste et Radical de gauche

52 - Contre : Mme DAGOMA Seybah, Socialiste et Radical de gauche

53 - Pour : Mme DUBARRY Véronique, Les Verts

54 - Contre : Mme EL KHOMRI Myriam, Socialiste et Radical de gauche

55 - Contre : Mme ERRECART Maïté, Socialiste et Radical de gauche

56 - Pour : Mme GIBOUDEAUX Fabienne, Les Verts

57 - Contre : M. GUILLOT Didier, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme BOUYGUES Claudine)

58 - Abst. : M. TREMEGE Patrick, UMP

59 - Abst. : M. CHARON Pierre, UMP (Délégué: Mme MACE de LEPINAY Hélène)

60 - Abst. : Mme KUSTER Brigitte, UMP

61 - Abst. : M. LEBEL François, UMP

62 - Abst. : M. DEBRE Bernard, UMP (Délégué: M. COURTOIS Daniel-Georges)

64 - Abst. : M. LELLOUCHE Pierre, UMP (Délégué: M. LAMOUR Jean-François)

65 - Contre : M. ASSOULINE Daniel, Socialiste et Radical de gauche

66 - Contre : Mme VERON Pauline, Socialiste et Radical de gauche

68 - Contre : M. BRAVO Jacques, Socialiste et Radical de gauche

69 - Contre : M. COUMET Jérome, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme BLUMENTHAL Michèle)

70 - Contre : M. FERAUD Rémi, Socialiste et Radical de gauche

71 - Contre : M. MADEC Roger, Socialiste et Radical de gauche

72 - Contre : Mme BERTINOTTI Dominique, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. MADEC Roger)

73 - Contre : M. JULLIARD Bruno, Socialiste et Radical de gauche

74 - Contre : Mme LALEM Fatima, Socialiste et Radical de gauche

75 - Contre : M. LE GUEN Jean-Marie, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. PENINOU Mao)

76 - Contre : Mme LE STRAT Anne, Socialiste et Radical de gauche

77 - Contre : M. MANO Jean-Yves, Socialiste et Radical de gauche

78 - Contre : M. MANSAT Pierre, Communiste

79 - Abst. : Mme TISSOT Claude-Annick, UMP

80 - Abst. : M. DUMONT Michel, UMP

81 - Abst. : M. TAITTINGER Pierre-Christian, UMP (Délégué: M. AURIACOMBE Pierre)

82 - Abst. : M. BENESSIANO Hervé, UMP

83 - Abst. : M. DESTREM Alain, UMP

84 - Abst. : Mme de CLERMONT-TONNERRE Claire, UMP

86 - Abst. : Mme BERTHOUT Florence, UMP

87 - Contre : Mme OLIVIER Annick, Socialiste et Radical de gauche

88 - Contre : M. MOINE Philippe, Socialiste et Radical de gauche

89 - Contre : Mme LANG Anne-Christine, Socialiste et Radical de gauche

90 - Contre : Mme BARTHE Marie-Annick, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme de LA GONTRIE Marie-Pierre)

91 - Pour : M. CORBIERE Alexis, Socialiste et Radical de gauche

92 - Contre : Mme CHARNOZ Sandrine, Socialiste et Radical de gauche

93 - Contre : M. VAUGLIN Francois, Socialiste et Radical de gauche

94 - Contre : M. DUCLOUX Philippe, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme PIGEON Frédérique)

95 - Contre : Mme FLAM Mireille, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. MARCOVITCH Daniel)

96 - Contre : M. MISSIKA Jean-Louis, Socialiste et Radical de gauche

97 - Contre : Mme MONTACIE Camille, Socialiste et Radical de gauche

98 - Pour : M. NAJDOVSKI Christophe, Les Verts

99 - Contre : M. SCHAPIRA Pierre, Socialiste et Radical de gauche

100 - Contre : M. POZZO DI-BORGO Yves, Centre et Indépendants

101 - Contre : Mme BRUNO Catherine, Centre et Indépendants

102 - Abst. : Melle DECORTE Roxanne, UMP

103 - Abst. : M. STEIN Richard, UMP (Délégué: Mme de CLERMONT-TONNERRE Claire)

104 - Abst. : Mme NAMY-CAULIER Martine, UMP

105 - Abst. : Mme CARRERE GEE Marie-Claire, UMP

106 - Abst. : M. BERTHAULT Jean-Didier, UMP

107 - Abst. : M. COURTOIS Daniel-Georges, UMP

108 - Abst. : Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle, UMP

109 - Abst. : Mme MACE de LEPINAY Hélène, UMP

110 - Abst. : Mme BACH Marie-Chantal, UMP

111 - Contre : Mme GACHET Isabelle, Socialiste et Radical de gauche

112 - Contre : M. KLUGMAN Patrick, Socialiste et Radical de gauche

113 - Contre : Mme GOLDGRAB Laurence, Socialiste et Radical de gauche

114 - Contre : M. ALAYRAC Gilles, Socialiste et Radical de gauche

115 - Contre : M. DARGENT Claude, Socialiste et Radical de gauche

116 - Contre : Mme POLSKI Olivia, Socialiste et Radical de gauche

117 - Contre : M. SANCHES-RUIVO Hermano, Socialiste et Radical de gauche

118 - Contre : Mme POURTAUD Danièle, Socialiste et Radical de gauche

119 - Contre : Mme de LA GONTRIE Marie-Pierre, Socialiste et Radical de gauche

120 - Pour : Mme VIEU-CHARIER Catherine, Communiste

121 - Contre : Mme CHRISTIENNE Odette, MRC

123 - Contre : M. CAVADA Jean-Marie, Centre et Indépendants (Délégué: Mme BRUNO Catherine)

124 - Contre : Mme BERTRAND Genevieve, Centre et Indépendants

125 - Nppv :Mme GASNIER Fabienne, Centre et Indépendants

126 - Abst. : M. ALPHAND David, UMP

127 - Abst. : M. BOURNAZEL Pierre-Yves, UMP

128 - Abst. : Mme HOFFENBERG Valérie, UMP (Délégué: Mme BOULAY-ESPERONNIER Céline)

129 - Abst. : Mme BURKLI Delphine, UMP (Délégué: Mme ONGHENA Anne-Constance)

130 - Abst. : M. ROGER Vincent, UMP (Délégué: M. BERTHAULT Jean-Didier)

131 - Abst. : M. d'ABOVILLE Gérard, UMP

132 - Abst. : M. DUBUS Jérome, UMP (Délégué: M. BENESSIANO Hervé)

133 - Abst. : M. GABORIAU Pierre, UMP (Délégué: M. DESTREM Alain)

134 - Abst. : M. HELARD Eric, UMP

135 - Contre : M. ASSOULINE David, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. ASSOULINE Daniel)

136 - Contre : Mme RICHARD Firmine, Socialiste et Radical de gauche

138 - Contre : Mme JEMNI Halima, Socialiste et Radical de gauche

139 - Contre : M. PENINOU Mao, Socialiste et Radical de gauche

140 - Contre : M. MARCOVITCH Daniel, Socialiste et Radical de gauche

141 - Contre : Mme BOUYGUES Claudine, Socialiste et Radical de gauche

142 - Contre : Mme PIGEON Frédérique, Socialiste et Radical de gauche

143 - Pour : Mme LOPEZ Katia, Non-Inscrit

146 - Contre : Mme SACHS Valérie, Centre et Indépendants

147 - Contre : M. SAINT-ETIENNE Christian, Centre et Indépendants

148 - Contre : Mme CUIGNACHE-GALLOIS Edith, Centre et Indépendants

149 - Abst. : Melle POIRAULT-GAUVIN Géraldine, UMP

151 - Abst. : M. COUDERT Thierry, UMP

152 - Abst. : Mme BOULAY-ESPERONNIER Céline, UMP

153 - Abst. : M. AURIACOMBE Pierre, UMP

154 - Abst. : Mme ONGHENA Anne-Constance, UMP

155 - Abst. : M. MENGUY Jean-Baptiste, UMP

156 - Abst. : Mme MERIGOT de TREIGNY Martine, UMP

157 - Pour : Mme SIMONNET Danielle, Socialiste et Radical de gauche

158 - Contre : Mme DASPET Virginie, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. CHERKI Pascal)

159 - Contre : M. BARGETON Julien, Socialiste et Radical de gauche

160 - Abst. : Melle DAUVERGNE Emmanuelle, UMP

161 - Abst. : M. GIANNESINI Jean-Jacques, UMP

162 - Abst. : Mme HAREL Marie-Laure, UMP (Délégué: M. HELARD Eric)

163 - Contre : M. DELANOE Bertrand, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. CAFFET Jean-Pierre)

Scrutin public concernant le projet de délibération DPE 24 :

Votants : 154

Pour : 73

Contre : 21

Abstention : 59

Nppv : 1

1 - Contre : M. BROSSAT Ian, Communiste

2 - Pour : Mme BACHE Marinette, MRC

3 - Contre : M. GAREL Sylvain, Les Verts (Délégué: Mme FOURNIER Danielle)

4 - Pour : M. CAFFET Jean-Pierre, Socialiste et Radical de gauche

5 - Pour : M. DAGNAUD François, Socialiste et Radical de gauche

6 - Pour : M. GIRARD Christophe, Socialiste et Radical de gauche

7 - Pour : Mme HIDALGO Anne, Socialiste et Radical de gauche

8 - Pour : M. GAUDILLERE Bernard, Socialiste et Radical de gauche

9 - Pour : Mme TROSTIANSKY Olga, Socialiste et Radical de gauche

10 - Contre : M. SARRE Georges, MRC

11 - Pour : Mme LEPETIT Annick, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. KLUGMAN Patrick)

12 - Contre : M. VUILLERMOZ Jean, Communiste

13 - Contre : M. BAUPIN Denis, Les Verts

14 - Abst. : M. LAMOUR Jean-François, UMP

15 - Abst. : M. LEGARET Jean-Francois, UMP

16 - Abst. : M. TIBERI Jean, UMP (Délégué: Mme BACH Marie-Chantal)

17 - Contre : M. LHOSTIS Alain, Communiste

18 - Contre : Mme ARROUZE Aline, Communiste

19 - Contre : Mme BIDARD Hélène, Communiste

20 - Contre : Mme BECKER Emmanuelle, Communiste

21 - Pour : Mme TAIEB Karen, MRC (Délégué: Mme BACHE Marinette)

22 - Contre : M. BOUTAULT Jacques, Les Verts

23 - Contre : Mme FOURNIER Danielle, Les Verts

24 - Pour : M. BLOCHE Patrick, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. FERAUD Rémi)

25 - Pour : Mme BLUMENTHAL Michèle, Socialiste et Radical de gauche

26 - Pour : Mme BENGUIGUI Yamina, Socialiste et Radical de gauche

27 - Pour : Mme BOISTARD Pascale, Socialiste et Radical de gauche

28 - Pour : M. SAUTTER Christian, Socialiste et Radical de gauche

29 - Pour : Mme STIEVENARD Gisèle, Socialiste et Radical de gauche

30 - Pour : M. BROS Jean-Bernard, Socialiste et Radical de gauche

31 - Pour : Mme BROSSEL Colombe, Socialiste et Radical de gauche

32 - Pour : Mme CAPELLE Liliane, MRC

33 - Pour : M. BOUAKKAZ Hamou, Socialiste et Radical de gauche

34 - Abst. : M. GOASGUEN Claude, UMP

35 - Abst. : Mme DOUVIN Laurence, UMP

36 - Abst. : Mme DATI Rachida, UMP (Délégué: Melle DAUVERGNE Emmanuelle)

37 - Abst. : M. GOUJON Philippe, UMP

38 - Abst. : Mme LAGARDE Christine, UMP (Délégué: Mme DOUVIN Laurence)

39 - Abst. : Mme de PANAFIEU Françoise, UMP (Délégué: Mme KUSTER Brigitte)

41 - Pour : M. LEVY Romain, Socialiste et Radical de gauche

42 - Pour : M. CARON-THIBAULT Gauthier, Socialiste et Radical de gauche

43 - Pour : Mme WIEVIORKA Sylvie, Socialiste et Radical de gauche

44 - Contre : M. DUTREY René, Les Verts (Délégué: M. BOUTAULT Jacques)

45 - Contre : M. CONTASSOT Yves, Les Verts

46 - Pour : M. CASTAGNOU Pierre, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme LANG Anne-Christine)

47 - Pour : M. AIDENBAUM Claude, Socialiste et Radical de gauche

48 - Pour : Mme CALANDRA Frédérique, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. BARGETON Julien)

49 - Pour : M. VAILLANT Daniel, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme EL KHOMRI Myriam)

50 - Pour : M. CHERKI Pascal, Socialiste et Radical de gauche

51 - Pour : Mme COHEN-SOLAL Lyne, Socialiste et Radical de gauche

52 - Pour : Mme DAGOMA Seybah, Socialiste et Radical de gauche

53 - Contre : Mme DUBARRY Véronique, Les Verts

54 - Pour : Mme EL KHOMRI Myriam, Socialiste et Radical de gauche

55 - Pour : Mme ERRECART Maïté, Socialiste et Radical de gauche

56 - Contre : Mme GIBOUDEAUX Fabienne, Les Verts

57 - Pour : M. GUILLOT Didier, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme BOUYGUES Claudine)

58 - Abst. : M. TREMEGE Patrick, UMP

59 - Abst. : M. CHARON Pierre, UMP (Délégué: Mme MACE de LEPINAY Hélène)

60 - Abst. : Mme KUSTER Brigitte, UMP

61 - Abst. : M. LEBEL François, UMP (Délégué: Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle)

62 - Abst. : M. DEBRE Bernard, UMP (Délégué: M. COURTOIS Daniel-Georges)

64 - Abst. : M. LELLOUCHE Pierre, UMP (Délégué: M. LAMOUR Jean-François)

65 - Pour : M. ASSOULINE Daniel, Socialiste et Radical de gauche

66 - Pour : Mme VERON Pauline, Socialiste et Radical de gauche

68 - Pour : M. BRAVO Jacques, Socialiste et Radical de gauche

69 - Pour : M. COUMET Jérome, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme BLUMENTHAL Michèle)

70 - Pour : M. FERAUD Rémi, Socialiste et Radical de gauche

71 - Pour : M. MADEC Roger, Socialiste et Radical de gauche

72 - Pour : Mme BERTINOTTI Dominique, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. MADEC Roger)

73 - Pour : M. JULLIARD Bruno, Socialiste et Radical de gauche

74 - Pour : Mme LALEM Fatima, Socialiste et Radical de gauche

75 - Pour : M. LE GUEN Jean-Marie, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. PENINOU Mao)

76 - Nppv :Mme LE STRAT Anne, Socialiste et Radical de gauche

77 - Pour : M. MANO Jean-Yves, Socialiste et Radical de gauche

78 - Contre : M. MANSAT Pierre, Communiste

79 - Abst. : Mme TISSOT Claude-Annick, UMP

80 - Abst. : M. DUMONT Michel, UMP

81 - Abst. : M. TAITTINGER Pierre-Christian, UMP (Délégué: M. AURIACOMBE Pierre)

82 - Abst. : M. BENESSIANO Hervé, UMP

83 - Abst. : M. DESTREM Alain, UMP

84 - Abst. : Mme de CLERMONT-TONNERRE Claire, UMP

86 - Abst. : Mme BERTHOUT Florence, UMP

87 - Pour : Mme OLIVIER Annick, Socialiste et Radical de gauche

88 - Pour : M. MOINE Philippe, Socialiste et Radical de gauche

89 - Pour : Mme LANG Anne-Christine, Socialiste et Radical de gauche

90 - Pour : Mme BARTHE Marie-Annick, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme de LA GONTRIE Marie-Pierre)

91 - Contre : M. CORBIERE Alexis, Socialiste et Radical de gauche

92 - Pour : Mme CHARNOZ Sandrine, Socialiste et Radical de gauche

93 - Pour : M. VAUGLIN Francois, Socialiste et Radical de gauche

94 - Pour : M. DUCLOUX Philippe, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: Mme PIGEON Frédérique)

95 - Pour : Mme FLAM Mireille, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. MARCOVITCH Daniel)

96 - Pour : M. MISSIKA Jean-Louis, Socialiste et Radical de gauche

97 - Pour : Mme MONTACIE Camille, Socialiste et Radical de gauche

98 - Contre : M. NAJDOVSKI Christophe, Les Verts

99 - Pour : M. SCHAPIRA Pierre, Socialiste et Radical de gauche

100 - Abst. : M. POZZO DI-BORGO Yves, Centre et Indépendants

101 - Abst. : Mme BRUNO Catherine, Centre et Indépendants

102 - Abst. : Melle DECORTE Roxanne, UMP (Délégué: M. BOURNAZEL Pierre-Yves)

103 - Abst. : M. STEIN Richard, UMP (Délégué: Mme de CLERMONT-TONNERRE Claire)

104 - Abst. : Mme NAMY-CAULIER Martine, UMP

105 - Abst. : Mme CARRERE GEE Marie-Claire, UMP

106 - Abst. : M. BERTHAULT Jean-Didier, UMP

107 - Abst. : M. COURTOIS Daniel-Georges, UMP

108 - Abst. : Mme CHERIOUX de SOULTRAIT Joelle, UMP

109 - Abst. : Mme MACE de LEPINAY Hélène, UMP

110 - Abst. : Mme BACH Marie-Chantal, UMP

111 - Pour : Mme GACHET Isabelle, Socialiste et Radical de gauche

112 - Pour : M. KLUGMAN Patrick, Socialiste et Radical de gauche

113 - Pour : Mme GOLDGRAB Laurence, Socialiste et Radical de gauche

114 - Pour : M. ALAYRAC Gilles, Socialiste et Radical de gauche

115 - Pour : M. DARGENT Claude, Socialiste et Radical de gauche

116 - Pour : Mme POLSKI Olivia, Socialiste et Radical de gauche

117 - Pour : M. SANCHES-RUIVO Hermano, Socialiste et Radical de gauche

118 - Pour : Mme POURTAUD Danièle, Socialiste et Radical de gauche

119 - Pour : Mme de LA GONTRIE Marie-Pierre, Socialiste et Radical de gauche

120 - Contre : Mme VIEU-CHARIER Catherine, Communiste

121 - Pour : Mme CHRISTIENNE Odette, MRC

122 - Abst. : Mme TACHENE Anne, Centre et Indépendants (Délégué: Mme GASNIER Fabienne)

123 - Abst. : M. CAVADA Jean-Marie, Centre et Indépendants (Délégué: Mme BRUNO Catherine)

124 - Abst. : Mme BERTRAND Genevieve, Centre et Indépendants

125 - Abst. : Mme GASNIER Fabienne, Centre et Indépendants

126 - Abst. : M. ALPHAND David, UMP

127 - Abst. : M. BOURNAZEL Pierre-Yves, UMP

128 - Abst. : Mme HOFFENBERG Valérie, UMP (Délégué: Mme BOULAY-ESPERONNIER Céline)

129 - Abst. : Mme BURKLI Delphine, UMP (Délégué: Mme ONGHENA Anne-Constance)

130 - Abst. : M. ROGER Vincent, UMP (Délégué: M. BERTHAULT Jean-Didier)

131 - Abst. : M. d'ABOVILLE Gérard, UMP

132 - Abst. : M. DUBUS Jérome, UMP (Délégué: M. BENESSIANO Hervé)

133 - Abst. : M. GABORIAU Pierre, UMP (Délégué: M. DESTREM Alain)

134 - Abst. : M. HELARD Eric, UMP

135 - Pour : M. ASSOULINE David, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. ASSOULINE Daniel)

136 - Pour : Mme RICHARD Firmine, Socialiste et Radical de gauche

138 - Pour : Mme JEMNI Halima, Socialiste et Radical de gauche

139 - Pour : M. PENINOU Mao, Socialiste et Radical de gauche

140 - Pour : M. MARCOVITCH Daniel, Socialiste et Radical de gauche

141 - Pour : Mme BOUYGUES Claudine, Socialiste et Radical de gauche

142 - Pour : Mme PIGEON Frédérique, Socialiste et Radical de gauche

143 - Contre : Mme LOPEZ Katia, Non-Inscrit

146 - Abst. : Mme SACHS Valérie, Centre et Indépendants

147 - Abst. : M. SAINT-ETIENNE Christian, Centre et Indépendants

148 - Abst. : Mme CUIGNACHE-GALLOIS Edith, Centre et Indépendants

149 - Abst. : Melle POIRAULT-GAUVIN Géraldine, UMP

151 - Abst. : M. COUDERT Thierry, UMP

152 - Abst. : Mme BOULAY-ESPERONNIER Céline, UMP

153 - Abst. : M. AURIACOMBE Pierre, UMP

154 - Abst. : Mme ONGHENA Anne-Constance, UMP

155 - Abst. : M. MENGUY Jean-Baptiste, UMP

156 - Abst. : Mme MERIGOT de TREIGNY Martine, UMP

157 - Contre : Mme SIMONNET Danielle, Socialiste et Radical de gauche

159 - Pour : M. BARGETON Julien, Socialiste et Radical de gauche

160 - Abst. : Melle DAUVERGNE Emmanuelle, UMP

161 - Abst. : M. GIANNESINI Jean-Jacques, UMP

162 - Abst. : Mme HAREL Marie-Laure, UMP (Délégué: M. HELARD Eric)

163 - Pour : M. DELANOE Bertrand, Socialiste et Radical de gauche (Délégué: M. CAFFET Jean-Pierre)

M. Georges SARRE (10) a demandé que soit rectifié son vote relatif au projet de délibération DPE 24 de telle sorte que soit effacé “contre” et noté “pour”.

Annexe n° 1 - Budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour 2008.

MODIFICATIONS APPORTEES AUX AUTORISATIONS DE PROGRAMME NOUVELLES

Mission	Activité	Libellé	Autorisations de programme	
			Dépenses	Recettes
		MISSIONS ORGANIQUES		
02000	010	Restructuration	24 820 000	0
		Secrétariat Général	***24 820 000***	***0***
05000	010	Télécommunications	2 350 000	0
		Systèmes, Technologies de l'Information	***2 350 000***	***0***
06000	020	Matériel et mobilier	90 000	0
		Information et Communication	***90 000***	***0***
08000	030	Services communs	65 000	0
		Prévention et Protection	***65 000***	***0***
09000	010	Affaires juridiques	80 000	0
		Affaires Juridiques	***80 000***	***0***
13000	020	Travaux	725 000	662 200
		Achats, Logistique, Implantations Administratives et Transports	***725 000***	***662 200***
14000	010	Maisons des associations	5 693 000	0
		Décentralisation et relations avec les associations, les territoires et les citoyens	***5 693 000***	***0***
21000	010	Mairies d'arrondissement	254 011	254 011
	020	Services communs	49 520	0
	030	Bâtiments	-1 965 270	734 730
		Patrimoine et Architecture	***-1 661 739***	***988 741***
23000	060	Plantations	-1 900 000	0
		Espaces Verts et Environnement	***-1 900 000***	***0***
30000	010	Etablissements de petite enfance	25 224 095	930 298
		Familles et Petite Enfance	***25 224 095***	***930 298***
40000	010	Edifices cultuels	0	310 000
	020	Périmètre des Halles	153 151	0
	030	Services centraux	23 200	0
	060	Musées	300 000	0
	070	Bibliothèques	4 015 000	0
	080	Salles de spectacle	50 000	0
	100	Nouveaux projets	11 901 322	0
		Affaires Culturelles	***16 442 673***	***310 000***

Mission	Activité	Libellé	Autorisations de programme	
			Dépenses	Recettes
55000	010	Marchés	1 140 000	0
		Développement Economique et Emploi	***1 140 000***	***0***
60000	020	Politique foncière	8 060 000	0
		Urbanisme	***8 060 000***	***0***
61000	012	Bus	-300 000	0
	014	Tramways	-9 620 000	1 500 000
	020	Opérations d'aménagement	809 200	809 200
	050	Patrimoine de voirie	180 000	0
	080	Canaux	100 000	100 000
		Voirie et Déplacements	***-8 830 800***	***2 409 200***
64000	010	Propreté	10 320 000	0
	020	Garages	-1 000 000	0
	030	Lieux d'appel	5 905 000	0
	040	Divers	-23 546	0
		Propreté et Eau	***15 201 454***	***0***
80000	010	Opérations individualisées 1er degré	2 877 473	1 564 715
	070	Opérations individualisées enseignement supérieur	564 975	4 430 975
		Affaires Scolaires	***3 442 448***	***5 995 690***
88000	010	Piscines	3 232 292	132 292
	030	Gymnases et salles de sports	3 538 850	3 286 850
	040	Stades	1 960 000	515 000
	050	Autres équipements sportifs	100 000	100 000
	060	Entretien équipements sportifs	1 100 000	0
	080	Centres d'animation	300 000	0
	100	Autres équipements de jeunesse	751 143	258 876
	110	Services communs	-100 000	0
		Jeunesse et Sports	***10 882 285***	***4 293 018***
		TOTAL MISSIONS ORGANIQUES	***101 823 416***	***15 589 147***

Mission	Activité	Libellé	Autorisations de programme	
			Dépenses	Recettes
		MISSIONS TRANSVERSALES		
90000		Dons et legs		
	010	DAC	200 000	180 000
		Dons et legs	***200 000***	***180 000***
90002		Grands Projets de Rénovation Urbaine (GPRU)		
	040	DFPE	125 150	0
	080	DJS	320 400	215 400
	190	DVD	76 000	76 000
		Grands Projets de Rénovation Urbaine (GPRU)	***521 550***	***291 400***
90003		Action en faveur des personnes handicapées		
	030	DASCO	-1 000 000	0
	050	DDATC	85 500	0
		Action en faveur des personnes handicapées	***-914 500***	***0***
90005		Schéma Directeur Informatique (SDI)		
	050	DDATC	40 000	0
	100	DALIAT	17 000	0
	DPE	DPE	3 669 577	0
	170	DSTI	-1 150 000	0
		Schéma Directeur Informatique (SDI)	***2 576 577***	***0***
90010		Subventions d'équipement		
	090	DLH	286 360 000	0
	130	DEVE	49 000	0
	180	DU	3 500 000	
	190	DVD	11 000 000	0
	230	SG	670 000	0
	250	FIN		0
		Subventions d'équipement	***301 579 000***	***0***
90011		Avances sur marchés		
	010	DAC	1 850 000	1 850 000
	030	DASCO	2 595 000	2 595 000
	040	DFPE	300 000	300 000
	080	DJS	562 006	562 006
	110	DPA	5 700 000	5 700 000
	130	DEVE	781 700	781 700
	190	DVD	685 000	685 000
		Avances sur marchés	***12 473 706***	***12 473 706***
		TOTAL MISSIONS TRANSVERSALES	***316 436 333***	***12 945 106***
TOTAL DES MISSIONS ORGANIQUES ET TRANSVERSALES			**418 259 749**	**28 534 253**

RECAPITULATION GENERALE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Missions	Libellés	Autorisations de programme	
		Dépenses	Recettes
01000	Cabinet du Maire	101 356,00	0,00
02000	Secrétariat général	45 517 707,00	6 365 728,00
03000	Inspection générale	43 930,00	0,00
04000	Sécrétariat général du conseil de Paris	341 819,00	0,00
05000	Systèmes et technologies de l'information	21 276 740,00	0,00
06000	Information et communication	478 290,00	0,00
08000	Prévention et protection	6 819 973,00	0,00
09000	Affaires juridiques	1 032 880,00	428 410,00
10000	Ressources humaines	1 907 519,00	0,00
11000	Délégation à l'évènementiel et au protocole	253 700,00	0,00
13000	Achats, logistique, implantations administratives et transports	63 289 376,00	677 987,00
14000	Décentralisation et relations avec les associations, les territoires et les citoyens	20 048 207,00	224 640,00
15000	Politique de la Ville et de l'intégration	110 000,00	0,00
21000	Patrimoine et architecture	249 360 325,19	14 514 529,00
23000	Espaces verts et environnement	203 433 307,77	1 328 023,00
30000	Familles et petite enfance	296 956 608,79	59 660 849,81
34000	Action sociale, enfance et santé	5 953 411,11	0,00
40000	Affaires culturelles	543 050 975,60	98 588 873,55
50000	Finances (services financiers communs)	129 924 674,00	245 022 719,00
51000	Finances	824 287,00	0,00
55000	Développement économique et emploi	19 681 116,56	331 502,00
60000	Urbanisme	211 263 305,29	36 607 404,00
61000	Voirie et déplacements	1 133 769 490,65	243 398 615,79
64000	Propreté et eau	104 118 507,25	35 521 656,31
65000	Logement et habitat	19 259 540,05	200 000,00
80000	Affaires scolaires	471 721 182,09	29 801 940,35
88000	Jeunesse et sports	285 303 113,71	56 553 368,56
	Missions organiques	**3 835 841 342,06**	**829 226 246,37**
90000	Dons et legs	151 370 287,22	157 423 977,68
90001	Etudes	125 217 995,00	160 074 726,00
90002	Grands projets de rénovation urbaine	143 932 307,00	11 774 416,00
90003	Action en faveur des personnes handicapées	52 499 764,19	2 487 000,00
90004	Opérations sous mandat	67 879 707,97	91 700 628,28
90005	Schéma directeur informatique	225 642 492,41	14 094 305,45
90006	Compte foncier	1 539 778 891,11	1 324 568 340,06
90007	Avances de trésorerie	79 000 000,00	90 390 479,86
90010	Subventions d'équipement	1 245 650 665,00	288 100,00
90011	Avances sur marhés	12 473 706,00	12 473 706,00
	Missions transversales	**3 643 445 815,90**	**1 865 275 679,33**
	TOTAL GENERAL	**7 479 287 157,96**	**2 694 501 925,70**

VOTE DU BUDGET - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE
CHAPITRES VOTES

Chap.	Libellé	Budget de l'étape précédente (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET(BP+ RAR+VOTE)
010	Stocks (6)						
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	30 658 086,00	2 862 855,17	-1 900 000,00	-1 900 000,00	962 855,17	31 620 941,17
204	Subventions d'équipement versées	294 684 335,00	1 341 166,30	13 828 000,00	13 828 000,00	15 169 166,30	309 853 501,30
21	Immobilisations corporelles	397 116 445,00	24 292 183,05	185 000 000,00	185 000 000,00	209 292 183,05	606 408 628,05
22	Immobilisations reçues en affectation (7)						
23	Immobilisations en cours	502 604 205,00	29 500 121,25	22 280 000,00	22 280 000,00	51 780 121,25	554 384 326,25
Total des dépenses d'équipement		**1 225 063 071,00**	**57 996 325,77**	**219 208 000,00**	**219 208 000,00**	**277 204 325,77**	**1 502 267 396,77**
10	Dotations, fonds divers et réserves	155 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 155 000,00
13	Subventions d'investissement	1 080 200,00					1 080 200,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 043 417 032,00		-104 999 998,00	-104 999 998,00	-104 999 998,00	938 417 034,00
18	Compte de liaison : affectation (8)						
26	Participations et créances rattachées à des participations	17 000 000,00		13 220 000,00	13 220 000,00	13 220 000,00	30 220 000,00
27	Autres immobilisations financières	33 750 000,00		11 202 000,00	11 202 000,00	11 202 000,00	44 952 000,00
020	Dépenses imprévues	5 124 143,00					5 124 143,00
Total des dépenses financières		**1 100 526 375,00**		**-79 577 998,00**	**-79 577 998,00**	**-79 577 998,00**	**1 020 948 377,00**
45...1	Total des opérations pour compte de tiers (9)	2 685 000,00	275 212,53	2 170 000,00	2 170 000,00	2 445 212,53	5 130 212,53
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 328 274 446,00**	**58 271 538,30**	**141 800 002,00**	**141 800 002,00**	**200 071 540,30**	**2 528 345 986,30**
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)*	*3 900 000,00*					3 900 000,00
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*70 123 554,00*		*4 000 000,00*	*4 000 000,00*	4 000 000,00	74 123 554,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***74 023 554,00***		***4 000 000,00***	***4 000 000,00***	***4 000 000,00***	***78 023 554,00***
TOTAL		**2 402 298 000,00**	**58 271 538,30**	**145 800 002,00**	**145 800 002,00**	**204 071 540,30**	**2 606 369 540,30**
						+	+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)					**272 442 639,05**	**272 442 639,05**
						=	+
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**476 514 179,35**	**2 878 812 179,35**

Chap.	Libellé	Budget de l'étape précédente (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET(BP+ RAR+VOTE)
010	Stocks (6)						
13	Subventions d'investissement	49 593 995,00					49 593 995,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 679 238 007,00		-104 999 998,00	-104 999 998,00	-104 999 998,00	1 574 238 009,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)						
204	Subventions d'équipements versées						
21	Immobilisations corporelles						
22	Immobilisations reçues en affectation (7)						
23	Immobilisations en cours						
Total des recettes d'équipement		**1 728 832 002,00**		**-104 999 998,00**	**-104 999 998,00**	**-104 999 998,00**	**1 623 832 004,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	110 010 000,00		550 000,00	550 000,00	550 000,00	110 560 000,00
1068	Excédents de fonctionnement Capitalisés (10)			330 714 177,35	330 714 177,35	330 714 177,35	330 714 177,35
138	Autres subventions d'investissement non transférables						
18	Compte de liaison : affectation (8)						
26	Participation et créances rattachées à des participations						
27	Autres immobilisations financières	91 370 018,00					91 370 018,00
024	Produits de cessions d'immobilisations	71 000 000,00					71 000 000,00
Total des recettes financières		**272 380 018,00**		**331 264 177,35**	**331 264 177,35**	**331 264 177,35**	**603 644 195,35**
45..2	Total des opérations pour le compte de tiers (9)	2 966 286,00		1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00	4 266 286,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 004 178 306,00**		**227 564 179,35**	**227 564 179,35**	**227 564 179,35**	**2 231 742 485,35**
021	*Virement de la section de fonctionnement (5)*	*76 450 000,00*		*244 950 000,00*	*244 950 000,00*	244 950 000,00	321 400 000,00
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)*	*251 546 140,00*					251 546 140,00
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*70 123 554,00*		*4 000 000,00*	*4 000 000,00*	4 000 000,00	74 123 554,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		***398 119 694,00***		***248 950 000,00***	***248 950 000,00***	248 950 000,00	647 069 694,00
TOTAL		**2 402 298 000,00**		**476 514 179,35**	**476 514 179,35**	**476 514 179,35**	**2 878 812 179,35**
						+	+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)						
						=	+
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**476 514 179,35**	**2 878 812 179,35**

Pour information :

Il s'agit pour un budget voté en équilibre, de ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.	AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (11)	**569 046 140,00**

Annexe n° 2 - Budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2008.

VOTE DU BUDGET - SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE CHAPITRES VOTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget de l'étape précédente	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET(BP+ RAR+VOTE)
011	Charges à caractère général	691 406 197,00	5 229 601,39	21 555 488,00	21 555 488,00	26 785 089,39	718 191 286,39
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 761 746 432,00		3 272 000,00	3 272 000,00	3 272 000,00	1 765 018 432,00
014	Atténuations de produits	208 734 922,00		2 293 131,00	2 293 131,00	2 293 131,00	211 028 053,00
65	Autres charges de gestion courante	1 559 603 503,00	51 561,00	22 157 355,60	22 157 355,60	22 208 916,60	1 581 812 419,60
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	3 345 000,00		228 000,00	228 000,00	228 000,00	3 573 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**4 224 836 054,00**	**5 281 162,39**	**49 505 974,60**	**49 505 974,60**	**54 787 136,99**	**4 279 623 190,99**
66	Charges financières	102 007 027,00					102 007 027,00
67	Charges exceptionnelles	67 496 204,00		-10 094 000,00	-10 094 000,00	-10 094 000,00	57 402 204,00
68	Dotations aux provisions (4)						
022	Dépenses imprévues	5 706 316,00		11 639,94	11 639,94	11 639,94	5 717 955,94
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**4 400 045 601,00**	**5 281 162,39**	**39 423 614,54**	**39 423 614,54**	**44 704 776,93**	**4 444 750 377,93**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*76 450 000,00*		*244 950 000,00*	*244 950 000,00*	244 950 000,00	321 400 000,00
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections (5)*	*251 546 140,00*					251 546 140,00
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement (5)*						
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***327 996 140,00***		***244 950 000,00***	***244 950 000,00***	**244 950 000,00**	**572 946 140,00**
TOTAL		**4 728 041 741,00**	**5 281 162,39**	**284 373 614,54**	**284 373 614,54**	**289 654 776,93**	**5 017 696 517,93**
						+	+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						
						=	=
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					**289 654 776,93**	**5 017 696 517,93**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget de l'étape précédente	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR + VOTE)	TOTAL NOUVEAU BUDGET(BP+ RAR+VOTE)
013	Atténuation de charges	11 446 000,00		5 420 000,00	5 420 000,00	5 420 000,00	16 866 000,00
70	Produits des services, du domaine et des ventes...	273 678 637,00		9 522 829,00	9 522 829,00	9 522 829,00	283 201 466,00
73	Impôts et taxes	2 442 560 804,00		15 370 000,00	15 370 000,00	15 370 000,00	2 457 930 804,00
74	Dotations et participations	1 438 882 132,00		2 400 000,00	2 400 000,00	2 400 000,00	1 441 282 132,00
75	Autres produits et gestion courante	527 170 843,00					527 170 843,00
Total des recettes de gestion courante		**4 693 738 416,00**		**32 712 829,00**	**32 712 829,00**	**32 712 829,00**	**4 726 451 245,00**
76	Produits financiers	23 621 225,00					23 621 225,00
77	Produits exceptionnels	6 782 100,00					6 782 100,00
78	Reprises sur provisions						
Total des recettes réelles de fonctionnement		**4 724 141 741,00**		**32 712 829,00**	**32 712 829,00**	**32 712 829,00**	**4 756 854 570,00**
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 900 000,00*					*3 900 000,00*
043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*						
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***3 900 000,00***					3 900 000,00
TOTAL		**4 728 041 741,00**		**32 712 829,00**	**32 712 829,00**	**32 712 829,00**	**4 760 754 570,00**
						+	+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)					**256 941 947,93**	**256 941 947,93**
						=	=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					**289 654 776,93**	**5 017 696 517,93**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (11)	**569 046 140,00**	Il s'agit pour un budget voté en équilibre, de ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTIONS

Art. Chap (1)	Libellés	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse
	FONCTIONNEMENT						
	DEPENSES (2)	814 102 838,94	1 040 065 285,39	48 613 214,00	395 612 320,00	258 235 103,00	233 060 314,00
	Dépenses de l'exercice	**814 102 838,94**	**1 034 784 123,00**	**48 613 214,00**	**395 612 320,00**	**258 235 103,00**	**233 060 314,00**
011	CHARGES A CARACTÈRE GENERAL	9 443 280,00	200 106 645,00	4 984 844,00	44 718 472,00	29 044 546,00	74 425 626,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		375 624 785,00	37 688 370,00	264 135 556,00	132 376 600,00	143 223 564,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	104 606 480,00	106 421 573,00				
022	DEPENSES IMPREVUES (FONCTIONNEMENT)	5 717 955,94					
023	*VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT*	*321 400 000,00*					
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*251 546 140,00*					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5 011 006,00	336 277 680,00	5 940 000,00	86 518 657,00	96 227 407,00	14 645 000,00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	3 573 000,00					
66	CHARGES FINANCIERES	101 804 977,00	200 000,00			2 050,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	11 000 000,00	16 153 440,00		239 635,00	584 500,00	766 124,00
	Restes à réaliser - reports Dépenses	**0,00**	**5 281 162,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (2)	3 286 552 647,00	153 354 006,00	901 635,00	23 113 793,00	14 810 082,00	56 496 629,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	256 941 947,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	**3 286 552 647,00**	**153 354 006,00**	**901 635,00**	**23 113 793,00**	**14 810 082,00**	**56 496 629,00**
013	ATTENUATIONS DE CHARGES (CHAPITRE DE RECETTES)		16 766 000,00				
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS*	*3 900 000,00*					
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		25 897 548,00	635 835,00	11 903 900,00	9 607 291,00	32 235 436,00
73	IMPOTS ET TAXES	1 960 302 733,00	260 000,00				
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 321 678 441,00	1 465 662,00	260 500,00	2 000 878,00	389 556,00	11 448 029,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		107 447 044,00	5 300,00	6 209 015,00	4 008 235,00	12 754 164,00
76	PRODUITS FINANCIERS	1 473,00	477 752,00				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	670 000,00	1 040 000,00		3 000 000,00	805 000,00	59 000,00
	SOLDE	**2 472 449 808,06**	**-886 711 279,39**	**-47 711 579,00**	**-372 498 527,00**	**-243 425 021,00**	**-176 563 685,00**
	INVESTISSEMENT						
	DEPENSES (3)	1 268 309 392,84	151 189 236,33	4 177 651,62	80 462 725,02	142 003 865,84	75 693 487,18
	Dépenses de l'exercice	**995 853 689,00**	**142 920 667,00**	**3 879 268,00**	**78 672 786,00**	**125 289 988,00**	**70 075 822,00**
020	DEPENSES IMPREVUES (INVESTISSEMENT)	5 124 143,00					
040	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT*	*3 900 000,00*					
041	*OPERATIONS PATRIMONIALES*	*7 000 000,00*	*14 506 750,00*	*17 000,00*	*1 460 000,00*	*14 050 000,00*	*3 079 954,00*
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES					1 055 000,00	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	500 000,00					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	938 360 534,00	42 000,00				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	100 000,00	16 940 670,00	35 000,00	317 000,00	220 000,00	2 621 346,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES		14 818 000,00		3 659 535,00	11 695 000,00	739 800,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	97 000,00	20 691 190,00	443 000,00	9 997 830,00	6 022 500,00	9 161 343,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	34 570 012,00	67 602 057,00	1 384 268,00	63 178 421,00	92 247 488,00	54 473 379,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A	2 000 000,00	7 000 000,00				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 202 000,00					
45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE		1 320 000,00	2 000 000,00	60 000,00		
	Restes à réaliser		**8 268 569,33**	**298 383,62**	**1 789 939,02**	**16 713 877,84**	**5 617 665,18**
001	**Résultat reporté**	**272 455 703,84**					
	RECETTES (2)	2 594 937 538,35	20 388 466,00	2 017 000,00	1 840 806,00	27 985 225,00	3 079 954,00
	Restes à réaliser - reports Recettes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Recettes de l'exercice	**2 594 937 538,35**	**20 388 466,00**	**2 017 000,00**	**1 840 806,00**	**27 985 225,00**	**3 079 954,00**
021	*VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*	*321 400 000,00*					
024	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS						
040	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT*	*251 546 140,00*					
041	*OPERATIONS PATRIMONIALES*	*7 000 000,00*	*17 466 750,00*	*17 000,00*		*14 050 000,00*	*3 079 954,00*
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	440 724 177,35				50 000,00	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		124 410,00		1 039 520,00	13 885 225,00	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 574 224 509,00					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	42 712,00	1 497 306,00				
45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE		1 300 000,00	2 000 000,00	801 286,00		
	SOLDE	**1 326 628 145,51**	**-130 800 770,33**	**-2 160 651,62**	**-78 621 919,02**	**-114 018 640,84**	**-72 613 533,18**

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTIONS

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagements et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL	Art. Chap (2)
875 938 978,60	291 259 364,00	38 383 676,00	992 973 640,00	29 451 784,00	5 017 696 517,93	
875 938 978,60	**291 259 364,00**	**38 383 676,00**	**992 973 640,00**	**29 451 784,00**	**5 012 415 355,54**	
219 230,00	18 453 404,00	10 692 056,00	314 722 623,00	6 150 959,00	712 961 685,00	011
40 188 700,00	238 060 960,00	17 568 300,00	504 060 497,00	12 091 100,00	1 765 018 432,00	012
					211 028 053,00	014
					5 717 955,94	022
					321 400 000,00	*023*
					251 546 140,00	*042*
835 471 048,60	34 545 000,00	9 498 320,00	146 665 515,00	10 961 225,00	1 581 760 858,60	65
					3 573 000,00	656
					102 007 027,00	66
60 000,00	200 000,00	625 000,00	27 525 005,00	248 500,00	57 402 204,00	67
0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 281 162,39**	
630 000,00	141 860 000,00	241 301 387,00	834 365 461,00	7 368 930,00	5 017 696 517,93	
0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**256 941 947,93**	
630 000,00	**141 860 000,00**	**241 301 387,00**	**834 365 461,00**	**7 368 930,00**	**4 760 754 570,00**	
	100 000,00				16 866 000,00	013
					3 900 000,00	*042*
630 000,00	41 570 000,00	5 813 000,00	152 788 156,00	2 120 300,00	283 201 466,00	70
			497 146 571,00	221 500,00	2 457 930 804,00	73
	100 190 000,00	900 000,00	2 449 066,00	500 000,00	1 441 282 132,00	74
		213 302 387,00	178 937 568,00	4 507 130,00	527 170 843,00	75
		21 200 000,00	1 942 000,00		23 621 225,00	76
		86 000,00	1 102 100,00	20 000,00	6 782 100,00	77
-875 308 978,60	**-149 399 364,00**	**202 917 711,00**	**-158 608 179,00**	**-22 082 854,00**	**0**	

3 531 606,76	66 845 063,82	230 033 570,88	809 761 617,87	46 803 961,19	2 878 812 179,35	
3 359 732,00	**64 651 000,00**	**229 130 000,00**	**787 656 350,00**	**46 608 700,00**	**2 548 098 002,00**	
					5 124 143,00	020
					3 900 000,00	*040*
1 500 000,00	*17 150 000,00*		*15 359 850,00*		*74 123 554,00*	*041*
			100 000,00		1 155 000,00	10
			580 200,00		1 080 200,00	13
	1 000,00			13 500,00	938 417 034,00	16
			8 524 070,00		28 758 086,00	20
300 000,00	4 500 000,00	224 760 000,00	38 010 000,00	10 030 000,00	308 512 335,00	204
9 732,00	3 690 000,00	40 000,00	531 953 850,00	10 000,00	582 116 445,00	21
550 000,00	38 850 000,00	4 330 000,00	164 143 380,00	3 555 200,00	524 884 205,00	23
			21 220 000,00		30 220 000,00	26
			7 750 000,00	33 000 000,00	44 952 000,00	27
1 000 000,00	460 000,00		15 000,00		4 855 000,00	45
171 874,76	**2 194 063,82**	**903 570,88**	**22 105 267,87**	**195 261,19**	**58 271 538,30**	
					272 455 703.84	
	17 300 000,00	17 020 000,00	194 229 690,00	13 500,00	2 878 812 179,35	
0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
	17 300 000,00	**17 020 000,00**	**194 229 690,00**	**13 500,00**	**2 878 812 179,35**	
					321 400 000,00	*021*
			71 000 000,00		71 000 000,00	024
					251 546 140,00	*040*
	17 150 000,00		*15 359 850,00*		*74 123 554,00*	*041*
			500 000,00		441 274 177,35	10
			34 544 840,00		49 593 995,00	13
				13 500,00	1 574 238 009,00	16
		17 020 000,00	72 810 000,00		91 370 018,00	27
	150 000,00		15 000,00		4 266 286,00	45
-3 531 606,76	**-49 545 063,82**	**-213 013 570,88**	**-615 531 927,87**	**-46 790 461,19**	**0**	

Sommaire

Ouverture de la séance. 488

Libération de Mme Ingrid BETANCOURT. 488

Hommages à Mme Taslima NASREEN. 488

Adoption d'un compte rendu. 488

Discussion budgétaire commune Ville et Département. 2008, DF 52 - Rapport de présentation du budget supplémentaire de 2008. 2008, DF 35 - Budget supplémentaire d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris de 2008. 1° - Budget d'investissement. 2° - Budget de fonctionnement. 2008, DF 37 - Individualisation des autorisations de programme votées au budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2008. 2008, DF 36 - Budget supplémentaire des états spéciaux des arrondissements pour 2008. - Adoption des états spéciaux d'arrondissement et ventilation des dépenses par chapitre et par nature. 488

2008, DF - DRH 48 - Créations, suppressions, transformations d'emplois et répartition par grade de certains corps dans les services municipaux au titre de 2008. 506

2008, DALIAT 24 - DF 20 - Budget supplémentaire du Service Technique des Transports Automobiles Municipaux pour l'exercice 2008. 506

2008, DPE 54 - DF 14 - Budget supplémentaire du budget annexe de l'Assainissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2008. 506

2008, DPE 55 - DF 19 - Budget supplémentaire du budget annexe de l'Eau de la Ville de Paris pour l'exercice 2008. . . .506

2008, DEVE 94 - DF 21 - Budget supplémentaire du Fossoyage pour l'exercice 2008. 506

2008, PP 65 - Décision modificative n° 1 du budget spécial de la Préfecture de police pour 2008. 506

Suspension et reprise de la séance. 506

2008, DASCO 68 - Fixation pour l'année scolaire 2008-2009 des tarifs de restauration scolaire pour les caisses des écoles des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. 507

Vœu déposé par le groupe par le groupe socialiste radical de gauche et apparentés relatif à la réhabilitation du groupe scolaire sis 99, rue Olivier-de-Serres, dans le 15e arrondissement 509

Voeu déposé par les membres du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'ouverture d'une classe à l'Ecole élémentaire du 11 bis, avenue Parmentier. 510

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés visant à demander au Rectorat de Paris de revenir sur sa décision de fermeture révisable d'une classe à l'Ecole élémentaire du 29, rue Servan. 511

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés au maintien du dispositif "soutien, animation, lecture" dans le 18e arrondissement. 511

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'organisation de stages de remise à niveau pour les élèves de CM1 et CM2 pendant les vacances scolaires. 512

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'attribution d'un "prix aux bacheliers titulaires de mentions" dans le cadre d'un projet éducatif. 513

2008, DASCO 89 - Subventions à 4 associations étudiantes pour soutenir leurs projets. - Montant total : 19.500 euros. 513

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'une évaluation annuelle des activités de la Maison des Initiatives Etudiantes. 514

2008, DJS 375 - Signature d'un avenant à la convention de mise à disposition, à titre précaire, de locaux d'activités, 123, rue de Tocqueville (17e) et d'un avenant à la convention d'objectifs du 1er mars 2007 avec l'association "Les M.A.C.A.Q. Troubadours" (17e). 515

2008, DASCO 83 - Fixation des tarifs de repas et des forfaits de paiement correspondants, dans les écoles supérieures d'arts appliqués pour l'année scolaire 2008-2009. 516

2008, DJS 68 - Subventions à six associations du 8e arrondissement. - Montant total : 7.700 euros. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. 516

2008, DJS 111 - Signature d'une convention avec l'association "Football Club des Gobelins" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 60.000 euros. 517

2008, DJS 212 - Signature d'une convention avec la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros. 518

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination de la nouvelle salle d'entraînement de boxe du centre sportif Max Rousié. 518

2008, DU 42 - Vente à la SEMAVIP, dans le cadre de la réalisation de la ZAC "Porte Pouchet" (17e), d'emprises du domaine public routier. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au G.P.R.U. "Porte de Pouchet". 519

Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la dénomination de l'Allée du Séminaire. 520

2008, DLH 50 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement d'un emprunt bancaire à contracter par la SIEMP en vue du financement des locaux d'activités prévus dans le programme d'acquisition-réhabilitation de 26 PLA-I et 1 PLS dans 11 immeubles en copropriété (1er, 3e, 11e, 15e et 20e). 520

2008, DLH 70 - Location par bail emphytéotique à la SGIM de l'ensemble immobilier situé 25, rue Michel Lecomte (3e). 521

2008, DLH 92 - Garantie d'emprunt complémentaire pour la réalisation par l'OPAC d'un programme de construction de 32 logements PLUS, 16 logements PLA-I et 16 logements PLS situés 23, rue de Varize et 40-44, rue du Général Delestraint (16e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au Centre de stabilisation, 23, rue de Varize (16e). Vœu déposé par l'Exécutif. 521

Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif à l'occupation des logements sociaux de la Ville de Paris. 524

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'immeuble du 35, rue Pastourelle, dans le 3e arrondissement. 524

2008, DLH 127 - Modification de l'article 3 de la délibération des 1er et 2 octobre 2007 autorisant M. le Maire de Paris à proposer des aides municipales dans le cadre du programme d'amélioration de la qualité environnementale des logements privés parisiens et de signer une convention avec l'ADEME portant sur un programme d'information et d'animation. 524

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation de l'immeuble situé 28, rue des Epinettes. Voeu déposé par l'Exécutif. 525

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au financement du logement social. Voeu déposé par l'Exécutif. 525

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la situation de l'immeuble situé 6/8 rue Sauffroy. Voeu déposé par l'Exécutif. 526

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'immeuble du 10, passage du Petit-Cerf. 526

Vœu déposé par groupe U.M.P.P.A. relatif à l'amélioration des conditions de fonctionnement des ascenseurs dans le parc social de la Ville de Paris dans le 17e arrondissement. . . .527

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A relatif au parc Sainte-Perine. Vœu déposé par l'Exécutif. 528

2008, DJS 370 - Création d'une commission spéciale d'élus pour l'audition des candidats à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif pour la rénovation et l'exploitation de la piscine Molitor (16e). 530

2008, DU 145 - Secteur "Clichy Batignolles" (17e). - Autorisation à la société HOLCIM Bétons de déposer une demande de permis de construire pour une centrale à béton provisoire. - Approbation du principe de déclassement futur de l'emprise située 120-124, rue de Saussure. - Autorisation à la Société nationale espaces ferroviaires (SNEF) de déposer une demande de permis d'aménager sur le secteur "Saussure". 531

Dépôt de questions d'actualité. 532

Suspension et reprise de la séance. 534

Examen des questions d'actualité. 534

I - Question d'actualité posée par le groupe du Mouvement républicain et citoyen à M. le Maire de Paris relative aux évènements qui ont eu lieu au Champs de Mars. 534

II - Question d'actualité posée par le groupe communiste à M. le Préfet de police relative au centre de rétention administratif de Vincennes. 535

III - Question d'actualité posée par le groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police relatif aux expulsions. 537

IV - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris, relative à la politique culturelle de la Mairie de Paris pendant la période estivale et autres manifestations. 538

V - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative au désengagement de l'Etat dans les quartiers politique de la ville. 540

VI - Question d'actualité posée par le groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la propreté. 541

Suspension et reprise de la séance. 543

2008, DAC 378 - Approbation du règlement d'emploi des intervenants culturels des musées de la Ville de Paris. . . .543

2008, DU 150 - Demande à l'Etat d'engager une procédure de modification du Plan de sauvegarde et de mise en valeur du 7e arrondissement sur les sous-secteurs Laënnec, Noirmoutiers et Saint Thomas d'Aquin. 544

Voeu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la création d'une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager dans le 5e arrondissement. 544

2008, DAC 48 - Signature d'une convention et d'un troisième avenant à la convention-cadre 2006-2008, relatifs à l'attribution de deux subventions à l'association "Théâtre de la Ville" pour assurer le fonctionnement et l'équipement du Théâtre de la Ville (4e) et du Théâtre des Abbesses (18e). - Montants : 5.200.000 euros (fonctionnement et 300.000 euros équipement). 546

2008, DAC 275 - Signature d'un 2e avenant à la convention triennale d'objectifs passée avec l'établissement public, industriel et commercial "Centre national de la chanson, des variétés et du jazz" (C.N.V.) (8e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 100.000 euros. 547

2008, DAC 293 - Demande d'une subvention auprès de l'Etat dans le cadre du concours particulier de la Dotation Globale de Décentralisation ainsi qu'auprès du Conseil régional d'Ile-de-France pour la construction et la restructuration de 4 bibliothèques (Bagnolet, Porte Montmartre, Picpus et Flandre). 548

2008, DAC 376 - Signature avec l'établissement public du 104 Cent Quatre (19e) d'un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 4.462.500 euros. 549

Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à l'application des réglementations concernant les tournages de film en intérieur et extérieur dans les rues de Paris. 551

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'acquisition par la Ville de Paris de l'immeuble situé 6 rue Saint-Maur dans le 19e arrondissement. Voeu déposé par l'Exécutif. 552

Voeu déposé par l'Exécutif relatif à l'attribution à Taslima NASREEN de la Citoyenneté d'Honneur de la Ville de Paris. 553

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés proposant que la campagne annuelle de sensibilisation à l'inscription sur les listes électorales des ressortissant européens puisse débuter à la mi-septembre par le 14e arrondissement. Vœu déposé par l'Exécutif. 556

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" visant à soutenir la déclaration des assises européennes et des résidents des grandes métropoles européennes. 557

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'une Union locale pour la Méditerranée. 557

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la célébration de l'année de la France au Brésil. 558

Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la participation du Maire de Paris aux cérémonies de célébration de la fête nationale le 14 juillet 2008. 559

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 560

2008, DEVE 115 - SGRI 21 - Attribution de la dénomination "Promenade David Ben Gourion" à l'espace vert situé au droit du quai Branly (7e) entre le numéro 15 et le numéro 61. 561

2008, SGCP 10 - Fixation des rémunérations annuelles maximum susceptibles d'être perçues par les conseillers de Paris siégeant au conseil d'administration de la Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP). 563

2008, DAJ 17 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la Commission d'appel d'offres les 10, 17 et 24 juin 2008. 564

2008, DGIC 6 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour le suivi des informations dans les médias français et étrangers. 564

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux annulations de marchés publics sous la précédente mandature. . . .565

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au tourisme dans la Capitale, fragilisé par la politique internationale du Maire de Paris. 566

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un distributeur automatique de billets Place du Tertre ou à ses alentours, dans le 18e arrondissement. 567

2008, DDEE 109 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer une consultation en vue d'attribuer une concession de travaux pour la réhabilitation de la halle Secrétan située 33, avenue Secrétan (19e). Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. 568

Voeu déposé par le groupe communiste à M. le Maire de Paris relatif à "La Samaritaine". Voeu déposé par l'Exécutif. 569

2008, DRH 22 - Dispositions communes applicables à certains corps de catégorie A de la Commune de Paris et modification des dispositions statutaires de ces corps. 571

2008, DSTI 13 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer un appel d'offres ouvert de prestations de téléphonie mobile et d'accès data non filaire. 571

Voeu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste relatif à la situation des travailleurs sociaux du 18e arrondissement. 572

2008, DVD 6 - Approbation du principe de délégation de service public pour l'exploitation et la modernisation du parc de stationnement souterrain "Porte de Versailles" (15e) pour une durée maximale de 12 ans. - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer la consultation et d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation. 573

Voeu déposé par les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif au prochain renouvellement des conventions liant la mairie de Paris à l'association "Boutique de Gestion Paris/Ile-de-France". 574

2008, DVD 31 - Approbation du principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement souterrain "Saint-Germain l'Auxerrois" (1er) pour une durée de 4 ans. - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer la consultation et d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation sous forme d'affermage. . . .575

2008, DVD 32 - Approbation du principe de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du parc de stationnement en superstructure "Porte de la Chapelle" (18e) pour une durée de 3 ans. - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer la consultation et d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation sous forme d'affermage. . . .575

2008, DVD 127 - Signature d'un avenant n° 7 à la convention de concession avec la Société du parc de la rue François 1er et la Société du parking de la Porte de Versailles pour proroger d'un an les concessions des parcs publics de stationnement "François 1er" (8e) et "Porte de Versailles" (15e). 576

2008, DVD 58 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché de travaux de mise en conformité du passage souterrain Tuileries (1er). 577

2008, DPA 129 - Approbation du principe de réalisation des travaux de construction de bâtiments modulaires en vue du relogement de la Brigade de la 6e Section territoriale de voirie 5, avenue de la Porte de la Villette (19e), et des modalités de passation du marché de travaux correspondant et demande de permis de construire. 577

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'interdiction du "quad", adressé à M. le Préfet de police. 578

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'une signalétique pour indiquer le musée de Montmartre situé 12, rue Cortot, dans le 18e arrondissement. 579

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'aménagement du secteur de la Porte de la Chapelle. 579

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. (Suite). 579

Suspension et reprise de la séance. 580

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'expérimentation du stationnement résidentiel sur les places de stationnement la nuit dans le 17e arrondissement. 580

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux bus desservant les grandes gares parisiennes. 581

Voeu déposé par le groupe communiste relatif à la suppression de trois terminus intermédiaires R.A.T.P. 581

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la sécurisation du carrefour avenue Carnot/rue des Acacias. 582

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. et le groupe Centre et Indépendants relatif aux aménagements de voirie du mobilien 91 dans le 5e arrondissement. 584

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'accessibilité des nouveaux taxis parisiens. 585

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la réservation à un usage piétonnier de voies publiques limitrophes du Jardin du Ranelagh. 586

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'inventaire des sites potentiellement pollués. Vœu déposé par l'Exécutif. 586

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux PM 2,5. Vœu déposé par l'Exécutif. 587

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la Charte de l'environnement de l'héliport de Paris - Issy-les-Moulineaux. 588

2008, DPE 24 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la collecte en porte-à-porte des déchets ménagers et assimilés et la mise à disposition de moyens de collectes. 2008, DPE 52 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la mise à disposition de bennes avec chauffeurs et ripeurs pour assurer des services complémentaires de la collecte des réceptacles de propreté dans les 2e, 5e, 6e, 8e, 12e, 14e, 17e et 20e arrondissements. Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la communication des documents nécessaires à l'analyse des projets de délibération DPE 24 et DPE 52. Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif au nettoiement des espaces publics et à la collecte des déchets ménagers et assimilés. Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la collecte des déchets des commerçants. Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif à la propreté dans le 5e arrondissement. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux horaires de ramassage des déchets en porte à porte. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en œuvre d'un plan de propreté et de nettoiement dans le 11e arrondissement. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au tri sélectif dans le 15e et au ramassage des déchets sur les marchés alimentaires de cet arrondissement. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au manque de personnel du service de la propreté du 15e. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au projet de délibération DPE 24. Vœu déposé par l'Exécutif relatif à l'amélioration de la propreté de l'espace public. 590

Suspension et reprise de la séance. 605

2008, DPE 24 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la collecte en porte-à-porte des déchets ménagers et assimilés et la mise à disposition de moyens de collectes. 2008, DPE 52 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert pour la mise à disposition de bennes avec chauffeurs et rippeurs pour assurer des services complémentaires de la collecte des réceptacles de propreté dans les 2e, 5e, 6e, 8e, 12e, 14e, 17e et 20e arrondissements. (Suite). 605

Suspension et reprise de la séance. 608

2008, DU 142 - Lancement d'un processus d'études, de débat et de concertation portant sur l'évolution du paysage urbain parisien sur sa couronne. 609

Suspension et reprise de la séance. 645

2008, DEVE 64 - Lancement d'un marché de conception-réalisation pour la création d'aires de jeux innovantes dans le cadre de l'aménagement du jardin des Halles (1er). 645

Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à l'adhésion à NATURPARIF. 647

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la Charte pour l'aménagement durable du Bois de Boulogne. 647

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'extension du Jardin du Ranelagh. Vœu déposé par l'Exécutif. 648

2008, DPE 62 - Subvention exceptionnelle au Centre de Recherche, d'Expertise et de Contrôle des Eaux de Paris (CRECEP). - Montant : 3,8 millions d'euros. 649

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la révision du périmètre des conseils de quartier du 3e arrondissement. 655

Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la mise en place d'une modulation des indemnités des élus en fonction de leur présence en séance du Conseil et en Commission. 656

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la rémunération des élus représentant le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal et de Conseil général dans divers organismes. 657

2008, DPP 9 - Signature d'une convention de partenariat avec l'association Protection civile de Paris (15e). 659

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif aux mesures de sécurité dans le 16e qui entoureront la visite papale les 12 et 13 septembre 2008. Vœu déposé par MM. Gilles ALAYRAC, Jean-Bernard BROS et Mme Laurence GOLDGRAB adressé au Préfet de police relatif à la venue du Pape Benoît XVI à Paris les 12 et 13 septembre prochains. Vœu déposé par l'Exécutif. 660

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la sécurité du site du Champ de Mars. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A, relatif à l'installation prioritaire d'un dispositif de vidéo-protection sur le site du Champ de Mars à sa sécurisation. Vœu déposé par l'Exécutif. 663

Voeu déposé par le groupe UMPPA relatif aux désagréments dus au nouveau passage attenant à la piscine Keller et à la cour du collège Guillaume Apollinaire. Voeu déposé par l'Exécutif. 669

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif au renforcement du dispositif GPIS dans le quartier des Hauts de Malesherbes. 670

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A relatif aux problèmes de gardiennage dans les parcs et jardins du 17e arrondissement. 671

2008, DPVI 10 - Signature d'une convention avec l'association "Savoirs Pour Réussir Paris" menant une action au titre de la Politique de la ville pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros. 672

2008, DPVI 20 - Subventions à 14 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur le quartier "La Chapelle - Porte d'Aubervilliers" (18e). - Montant total : 56.100 euros. 672

2008, DFPE 52 - Signature d'une convention passée avec l'association "Crescendo" pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation de travaux de réhabilitation de la halte-garderie "Vivre au Jardin" (20e). - Montant : 167.593 euros. 673

2008, DFPE 277 - Modification des modalités de calcul des participations familiales dans les crèches collectives, haltes-crèches, crèches familiales, jardins d'enfants et jardins maternels de la Ville de Paris. 2008, DFPE 278 - Modification des modalités de calcul des participations familiales dans les haltes-garderies de la Ville de Paris. 673

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à l'accueil d'une maison relais pour SDF vieillissants au sein de la structure sociale du 58, rue du Vertbois. 675

2008, DU 36 - Réalisation par la SIEMP d'un programme de logements sociaux sur la parcelle située 135, rue de Pelleport - 13, rue des Pavillons (20e). 676

Adoption, par un vote global d'approbation de l'Assemblée, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'inscription. 676

Désignation de représentants du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. (Suite). 676

Clôture de la séance. 677

Votes spécifiques. 677

Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée. 680

Liste des membres présents. 696

Annexe n° 3 - Liste des questions posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 697

I - Questions du groupe Centre et Indépendants. QOC 2008-94 Question de Mme Geneviève BERTRAND et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris sur les dispositions à prendre face aux problèmes de dépendance de la population handicapée mentale, âgée de plus de 50 ans. 697

QOC 2008-95 Question de M. Yves POZZO di BORGO et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Préfet de police relative au maintien de la tranquillité et de la sécurité de l'espace public que forment les quais de Paris la nuit et particulièrement les berges du quai Voltaire. 697

QOC 2008-96 Question de M. Yves POZZO di BORGO et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux moyens d'assurer la sécurité des quartiers de la Capitale, notamment dans le 7e arrondissement à l'angle de l'avenue de Suffren et de l'avenue de l'avenue de Lowendal. 697

QOC 2008-97 Question de Mme Catherine BRUNO et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la multiplication des manifestations bruyantes autour de l'Hôtel de Ville. 698

II - Questions du groupe U.M.P.PA. QOC 2007-98 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les conséquences économiques du tramway des Maréchaux Sud. 698

QOC 2008-99 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le désenclavement du quartier des “Hauts de Malesherbes” (17e). 699

QOC 2008-100 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l’installation du wi-fi au 9, place de l’Hôtel de Ville (4e). 699

QOC 2008-101 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le suivi du déroulement des séances du Conseil de Paris. 699

QOC 2008-102 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les extensions abusives des terrasses. 699

QOC 2008-103 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les bornes rechargeables pour les véhicules électriques à Paris. 699

QOC 2008-104 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les mesures envisagées afin d’assurer l’entretien au quotidien de la voirie du 16e arrondissement. 699

III - Question du groupe “Les Verts”. QOC 2008-57 Question de M. Jacques BOUTAULT et des membres du groupe “Les Verts” à M. le Maire de Paris concernant la fermeture depuis le mois de décembre 2007 de la piscine du centre sportif Suzanne Berlioux. 700

Annexe n° 4 - Résultats des scrutins. 700

Annexe n° 1 - Budget supplémentaire d’investissement de la Ville de Paris pour 2008. 707

Annexe n° 2 - Budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2008. 712

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT